

Assemblée nationale du Québec

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

2e Législature, 3e Session

1873-1874

Texte établi par Marcel Hamelin

Québec
Journal des Débats
1976

TABLE DES MATIERES

Table des matières.III
Députés de l'Assemblée législative.IV
Membres du Conseil exécutif.VII
Table des séances.VIII
Débats.1
Index	
Index des participants.257
Index des sujets.271

Députés

Bachand, Pierre
 Beaubien, Louis
 Bellerose, Joseph-Hyacinthe
 Bellingham, Sydney Robert
 Bisson, Elie-Hercule
 Blanchet, Joseph-Goderic
 Brigham, Josiah Sandford
 Cauchon, Joseph-Edouard
 Chapleau, Joseph-Adolphe
 Chauveau, Alexandre
 Daigle, Joseph
 David, Ferdinand
 De Beaujeu, Raoul Saveuse
 Dorion, Joseph-Adolphe
 Dugas, Firmin
 Eddy, Ezra Butler
 Esinhart, Andrew
 Fortin, Pierre
 Gagnon, Adolphe
 Garneau, Pierre
 Gendron, Pierre-Samuel
 Gérin, Elzéar
 Gill, Charles
 Hearn, John
 Holton, Luther Hamilton
 Houde, Moïse
 Irvine, George
 Joly, Henri-Gustave
 Laberge, Edouard
 Lafontaine, Laurent-David
 Laframboise, Maurice
 Lalonde, Emery
 Langelier, François
 Langevin, Hector-Louis
 Larochelle, Napoléon
 LaRocque, Gédéon
 LaRue, Praxède
 Laurier, Wilfrid
 Lavallée, Vincent-Paul
 LeCavalier, Narcisse-Maximilien
 Locke, Thomas
 Lynch, William Warren
 Mailloux, Elie
 Malhiot, Henri-Gédéon
 Marchand, Félix-Gabriel
 McGauvran, John W.
 Méthot, François-Xavier-Ovide
 Molleur, Louis
 Ouimet, Gédéon
 Pelletier, Charles-Alphonse-Pantaléon
 Pelletier, Onésime
 Peltier, Onulphe
 Picard, Jacques
 Poupore, John
 Pozer, Christian Henry
 Robert, Victor
 Robertson, Joseph Gibb
 Robitaille, Théodore
 Roy, Charles-François
 Sanders, Thomas
 Sawyer, William
 Sylvestre, Louis
 Tremblay, Pierre-Alexis
 Trudel, François-Xavier-Anselme
 Verreault, Pamphile-Gaspard

Circonscriptions

Saint-Hyacinthe
 Hochelaga
 Laval
 Argenteuil
 Beauharnois
 Lévis
 Missisquoi
 Montmorency
 Terrebonne
 Rimouski
 Verchères
 Montréal-Est
 Soulanges
 Richelieu
 Montcalm
 Ottawa
 Laprairie
 Gaspé
 Charlevoix
 Québec-Comté
 Bagot
 Saint-Maurice
 Yamaska
 Québec-Ouest
 Montréal-Centre
 Maskinongé
 Mégantic
 Lotbinière
 Châteauguay
 Napierville
 Shefford
 Vaudreuil
 Montmagny
 Québec-Centre
 Dorchester
 Chambly
 Portneuf
 Drummond-Arthabaska
 Joliette
 Jacques-Cartier
 Stanstead
 Brome
 Témiscouata
 Trois-Rivières
 Saint-Jean
 Montréal-Ouest
 Nicolet
 Iberville
 Deux-Montagnes
 Québec-Est
 Bellechasse
 L'Assomption
 Richmond-Wolfe
 Pontiac
 Beauce
 Rouville
 Sherbrooke
 Bonaventure
 Kamouraska
 Huntingdon
 Compton
 Berthier
 Chicoutimi-Saguenay
 Champlain
 L'Islet

Circonscriptions

Argenteuil
Bagot
Beauce
Beauharnois
Bellechasse
Berthier
Bonaventure
Brome
Chambly
Champlain
Charlevoix
Châteauguay
Chicoutimi-Saguenay
Compton
Deux-Montagnes
Dorchester
Drummond-Arthabaska
Gaspé
Hochelaga
Huntingdon
Iberville
Jacques-Cartier
Joliette
Kamouraska
L'Assomption
L'Islet
Laprairie
Laval
Lévis
Lotbinière
Maskinongé
Mégantic
Missisquoi
Montcalm
Montmagny
Montmorency
Montréal-Centre
Montréal-Est
Montréal-Ouest
Napierville
Nicolet
Ottawa
Pontiac
Portneuf
Québec-Centre
Québec-Comté
Québec-Est
Québec-Ouest
Richelieu
Richmond-Wolfe
Rimouski
Rouville
Saint-Hyacinthe
Saint-Jean
Saint-Maurice
Shefford
Sherbrooke
Soulanges
Stanstead
Témiscouata
Terrebonne
Trois-Rivières
Vaudreuil
Verchères
Yamaska

Députés

Bellingham, Sydney Robert
Gendron, Pierre-Samuel
Pozer, Christian Henry
Bisson, Elie-Hercule
Pelletier, Onésime
Sylvestre, Louis
Robitaille, Théodore
Lynch, William Warren
LaRocque, Gédéon
Trudel, François-Xavier-Anselme
Gagnon, Adolphe
LaBerge, Edouard
Tremblay, Pierre-Alexis
Sawyer, William
Ouimet, Gédéon
Larochelle, Napoléon
Laurier, Wilfrid
Fortin, Pierre
Beaubien, Louis
Sanders, Thomas
Molleur, Louis
LeCavallier, Narcisse-Maximilien
Lavallée, Vincent-Paul
Roy, Charles-François
Peltier, Onulph
Verreault, Pamphile-Gaspard
Esinhart, Andrew
Bellerose, Joseph-Hyacinthe
Blanchet, Joseph-Goderic
Joly, Henri-Gustave
Houde, Moïse
Irvine, George
Brigham, Joseph Sandford
Dugas, Firmin
Langelier, François
Cauchon, Joseph-Edouard
Holton, Luther Hamilton
David, Ferdinand
McGauvran, John W.
Lafontaine, Laurent-David
Méthot, François-Xavier-Ovide
Eddy, Ezra Butler
Poupore, John
LaRue, Praxède
Langevin, Hector-Louis
Garneau, Pierre
Pelletier, Charles-Alphonse-Pantaléon
Hearn, John
Dorion, Joseph-Adolphe
Picard, Jacques
Chauveau, Alexandre
Robert, Victor
Bachand, Pierre
Marchand, Félix-Gabriel
Gérin, Elzéar
Laframboise, Maurice
Robertson, Joseph Gibb
De Beaujeu, Raoul Saveuse
Locke, Thomas
Mailloux, Elie
Chapleau, Joseph-Adolphe
Malhiot, Henri-Gédéon
Lalonde, Emery
Daigle, Joseph
Gill, Charles

L'HONORABLE RENÉ-EDOUARD CARON
Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif

L'honorable Gédéon Ouimet, premier ministre, secrétaire, registraire, ministre de l'Instruction publique

L'honorable George Irvine, procureur général

L'honorable Joseph Gibb Robertson, trésorier

L'honorable Pierre Fortin, commissaire des Terres de la couronne

L'honorable Louis Archambault, commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics

L'honorable John Jones Ross, président du Conseil législatif

L'honorable Joseph-Adolphe Chapleau, solliciteur général

TABLE DES SÉANCES

Séance du 4 décembre 1873.	1
Séance du 5 décembre 1873.	8
Séance du 9 décembre 1873.	22
Séance du 10 décembre 1873.	32
Séance du 11 décembre 1873.	43
Séance du 12 décembre 1873.	47
Séance du 15 décembre 1873.	59
Séance du 16 décembre 1873.	63
Séance du 17 décembre 1873.	67
Séance du 18 décembre 1873.	71
Séance du 19 décembre 1873.	79
Séance du 8 janvier 1874.	87
Séance du 9 janvier 1874.	95
Séance du 10 janvier 1874.	104
Séance du 12 janvier 1874.	108
Séance du 13 janvier 1874.	117
Séance du 14 janvier 1874.	151
Séance du 15 janvier 1874.	154
Séance du 16 janvier 1874.	161
Séance du 17 janvier 1874.	170
Séance du 19 janvier 1874.	186
Séance du 20 janvier 1874.	195
Séance du 21 janvier 1874.	202
Séance du 22 janvier 1874.	206
Séance du 23 janvier 1874.	212
Séance du 24 janvier 1874.	226
Séance du 26 janvier 1874.	237
Séance du 27 janvier 1874.	250
Séance du 28 janvier 1874.	254

Séance du 4 décembre 1873

Sous la présidence de
l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heuresMessage du lieutenant-gouverneur

Message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur par Samuel Staunton Hatt, écuyer gentilhomme huissier de la Verge noire.

Monsieur l'Orateur,

"Son Excellence le lieutenant-gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif."

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent dans la salle des séances du Conseil; Et étant de retour,

Elections partielles

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu les notifications suivantes et qu'en conséquence, il a adressé ses mandats au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux writs pour l'élection de députés à l'effet de représenter la division électorale de Québec-Est, la division électorale du comté de Québec, la division électorale de Gaspé, la division électorale de Terrebonne, la division électorale de Beauharnois, la division électorale de Montmagny et la division électorale de Montréal-Ouest.

A l'honorable J.-G. Blanchet, Orateur de la Chambre d'Assemblée de la province de Québec

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je résigne mon siège dans l'Assemblée législative de la province de Québec et qu'à compter de ce jour, je cesse d'être le député de la division électorale de Québec-Est.

J'ai l'honneur de me souscrire,
M. l'Orateur,
Votre respectueux,
J.-P. Rhéaume

Fait et signé en notre présence,
Olivier Robitaille,
Jean Labrecque
Québec, 5 février 1873

A l'honorable J.-G. Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je résigne mon siège pour le comté de Québec,

dans l'Assemblée législative de cette province.
Québec, 25 février 1873

(L.S.) P.-J.-O. Chauveau

Signé en présence de
(L.S.) Gédéon Ouimet,
(L.S.) J.-G. Robertson

A l'honorable Joseph-Goderic Blanchet, Orateur de la Chambre d'Assemblée de la province de Québec

Honorable monsieur,

Nous vous donnons avis que Pierre Fortin, ci-devant un des membres de l'Assemblée législative de cette province, ayant accepté la charge de commissaire des Terres de la couronne de la province de Québec, son siège en cette Chambre est en conséquence devenu vacant, et nous vous prions en conséquence de procéder, en conformité du statut fait et passé à cet effet, au remplacement du susdit honorable monsieur dans ladite Chambre.

Québec, 27 février, 1873

(L.S.) Gédéon Ouimet,
(L.S.) Geo. Irvine

A l'honorable Joseph-Goderic Blanchet, Orateur de la Chambre d'Assemblée de la province de Québec

Honorable monsieur,

Nous vous donnons avis que Joseph-Adolphe Chapleau, ci-devant un des membres de l'Assemblée législative de cette province, ayant accepté la charge de solliciteur général de la province de Québec, son siège dans cette Chambre est en conséquence devenu vacant, et nous vous prions en conséquence de procéder, en conformité au statut fait et passé à cet effet, au remplacement du susdit honorable monsieur dans ladite Chambre.

Québec, 27 février 1873

(L.S.) Gédéon Ouimet
(L.S.) Geo. Irvine

A l'honorable Joseph-G. Blanchet, écuyer, Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec

Monsieur,

Nous vous faisons connaître que l'honorable Sir George-Etienne Cartier, baronet et député à ladite Assemblée législative, pour le comté de Beauharnois, est décédé, et qu'il doit émaner un writ d'élection en conséquence.

Québec, 18 juin 1873

(L.S.) Gédéon Ouimet,
M.P.P. de Deux-Montagnes
(L.S.) P. Fortin,
M.P.P., Gaspé

Canada

Province de Québec

A l'honorable Joseph-Goderic Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je résigne mon mandat de député pour la division électorale de Montmagny à l'Assemblée législative de la province de Québec.

En foi de quoi, j'ai signé et scellé la présente en présence de témoins à Montmagny, ce dix-neuvième jour de novembre mil huit cent soixante treize.

(L.S.) T. Fournier

Témoins:

P.-A. Tremblay,
Henri-T. Taschereau

Canada

Province de Québec

A l'honorable J.-G. Blanchet, écuyer, Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec

Monsieur,

Avis vous est par le présent donné et vous êtes informé par nous, soussignés, membres de ladite Assemblée législative pour la province de Québec, que Francis Cassidy, écuyer, membre de ladite Assemblée législative comme représentant la division électorale de Montréal-Ouest, est décédé, et que son siège dans ladite Assemblée législative est devenu vacant et qu'en conséquence un nouveau writ doit être émis pour l'élection d'un nouveau membre pour ladite division électorale en remplacement du dit Francis Cassidy, écuyer, décédé.

Donné en la cité de Québec, sous nos seings et sceaux, ce vingt-septième jour de juin mil huit cent soixante treize.

(L.S.) Gédéon Ouimet,
M.P.P., Deux-Montagnes

(L.S.) P. Fortin,
M.P.P., Gaspé

Montréal, 15 juillet 1873

A l'honorable J.-G. Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec

Monsieur,

Nous croyons devoir vous informer que le siège pour le district électoral de Montréal-Ouest dans l'Assemblée législative de la province de Québec, est devenu vacant par le décès de Francis Cassidy, écuyer, et nous vous requérons en même temps d'émettre votre warrant au greffier en chancellerie de la province de Québec, le requérant d'émettre un bref pour l'élection d'un membre pour représenter ledit district électoral de Montréal-Ouest dans ladite Assemblée législative de la province de Québec.

Nous avons l'honneur d'être,
M. Laframboise,
L.H. Holton,
députés de la Chambre
d'Assemblée législative
de la province de Québec

M. l'orateur informe alors la Chambre que le greffier de cette Chambre a reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats suivants:

Canada

Province de Québec

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du onzième jour de décembre courant, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et adressé à Pierre Gosselin, écuyer, registraire et officier-rapporteur ex officio, pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de Montmorency, dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de l'honorable Joseph Cauchon, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale de Montmorency, a résigné son mandat, l'honorable Joseph Cauchon a été rapporté dûment élu tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date de ce jour, le 31 décembre courant, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Bureau du greffier de la couronne en chancellerie, Québec, signé et scellé ce trente et unième jour de décembre mil huit cent soixante-douze.

(L.S.) H.-Cyrias Pelletier,
G. C. Chancellerie.

G.M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative

Canada

Province de Québec

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du dixième jour de février mil huit cent soixante-treize, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, adressé à l'honorable Charles Alleyn, écuyer, shérif de la cité de Québec, officier-rapporteur ex officio pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de Québec-Est, dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de Jacques-Philippe Rhéaume, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale de Québec-Est, a résigné son mandat. Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier, écuyer, a été rapporté dûment élu tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du dixième jour de mars courant, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Bureau du greffier de la couronne en chancellerie, signé et scellé ce treizième jour de mars

mil huit cent soixante-treize, en la cité de Québec.

(L.S.) H.-Cyrias Pelletier,
G.C.C. Québec

G.M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative

Canada
Province de Québec

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du huit de mars mil huit cent soixante-treize, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et adressé à Joseph Laurin, écuyer, notaire, de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, officier-rapporteur nommé par Son Excellence le lieutenant-gouverneur en vertu de la 21^e sect., chap. 6, S.R., Canada, pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale du comté de Québec, dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de l'honorable Pierre-J.-O. Chauveau qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale du comté de Québec, a résigné son mandat, Pierre Garneau, écuyer, a été rapporté dûment élu tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du vingt et unième jour de mars courant, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Bureau du greffier de la couronne en chancellerie, signé et scellé à Québec, ce vingt-septième jour de mars mil huit cent soixante-treize.

(L.S.) H.-Cyrias Pelletier,
G.C. Chancellerie, Québec

G.M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec

Canada
Province de Québec

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-septième jour de février mil huit cent soixante-treize, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et adressé à Joseph-A. Hervieux, écuyer, officier-rapporteur ex officio pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de Terrebonne, dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de Joseph-Adolphe Chapleau, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale de Terrebonne, a accepté une charge à la nomination de la couronne et à laquelle est attaché un salaire annuel, savoir: la charge de solliciteur général, et dont le siège est devenu vacant, l'honorable Jos.-Adolphe Chapleau a été rapporté dûment élu tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du douzième jour de mars courant, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Bureau du greffier de la couronne en chancellerie, signé et scellé le vingt-quatrième jour de mars mil huit cent soixante treize, en la cité de Québec.

(L.S.) H. Cyrias Pelletier,
G.C.C. Québec

G.M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec.

Canada
Province de Québec

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du premier de mars mil huit cent soixante-treize, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et adressé à Louis Geo. Harper, écuyer, officier-rapporteur ex officio pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de Gaspé, dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de Pierre Fortin, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale a accepté une charge à laquelle est attaché un salaire annuel venant de la couronne, savoir: la charge de commissaire des Terres de la couronne, et dont le siège est devenu vacant, l'honorable Pierre Fortin, écuyer, a été rapporté dûment élu tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du huitième jour d'avril mil huit cent soixante-treize lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Bureau du greffier de la couronne en chancellerie, signé et scellé à Québec, ce vingt-quatrième jour d'avril mil huit cent soixante-treize.

H. Cyrias Pelletier,
G.C.C. Québec

G.M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec.

Canada
Province de Québec

Le présent est pour certifier qu'en vue d'un bref d'élection, en date du dix-huitième jour de juin mil huit cent soixante-treize, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, adressé à V.-L.-A. DeMartigny, écuyer, registrateur et officier-rapporteur ex officio pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de Beauharnois, dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de l'honorable Sir George-Etienne Cartier, baronet, qui, depuis son élection comme tel, est décédé, Elie-Hercule Bisson, écuyer, a été rapporté dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection en date du quinzième jour de juillet mil huit cent soixante-treize, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Bureau du greffier de la couronne en chan-

cellerie, signé et scellé ce deuxième jour de décembre mil huit cent soixante-treize, en la cité de Québec.

H. Cyrias Pelletier,
G.C. Chancellerie,
Québec

G.M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec.

Canada

Province de Québec

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-huitième jour de juillet mil huit cent soixante-treize, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, adressé à Charles-André Leblanc, écuyer, shérif et officier-rapporteur ex officio pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de Montréal-Ouest dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de Francis Cassidy, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division de Montréal-Ouest, est décédé, John W. McGauvran, écuyer, a été rapporté dûment élu tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du vingt-sixième jour d'août mil huit cent soixante-treize, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Bureau du greffier de la couronne en chancellerie, signé et scellé ce deux décembre mil huit cent soixante-treize, en la cité de Québec.

H.-Cyrias Pelletier,
G.C. Chancellerie,
Québec

G.-M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec

Rapports divers

M. L'ORATEUR: Devant la Chambre: Etats des affaires des institutions suivantes pour l'année 1872: l'Asile des orphelins de Saint-Patrice de Montréal, l'Asile de la Providence de Saint-Henri-de-Mascouche, l'Asile de la Providence, Sainte-Ursule, l'Asile des dames protestantes, Québec, la Communauté de N.-D.-de-Charité du Bon Pasteur, Montréal, l'Asile provincial des aliénés, Saint-Jean, l'Hôpital de la Providence, Joliette, l'Hospice Sainte-Croix, Sainte-Marie-de-Monnoir, l'Hôpital des Ursulines, Trois-Rivières, l'Asile de Saint-Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum, Montréal, l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, l'Institution protestante des sourds-muets et des aveugles, Montréal, l'Hospice des Soeurs de la Charité, Québec, l'Ecole d'industrie de Notre-Dame de Lévis, l'Hôpital des Soeurs de la Providence, Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval, l'Asile des orphelins catholiques, Montréal, le Dispensaire

de Montréal, l'Asile de la Providence, Sainte-Anne-d'Yamachiche, l'Asile de la Providence, Montréal, l'Asile de la Providence Saint-Joseph, Trois-Rivières, l'Asile de la Providence, N.-D. des Sept Douleurs, Laprairie; et des institutions suivantes pour l'année 1873: L'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal, l'Asile de la Providence, Sainte-Elisabeth, l'Hospice Saint-Joseph, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, l'Asile Nazareth, Montréal, les Soeurs de la Charité de l'Hôpital général (Soeurs Grises), Montréal, l'Hospice Youville, Saint-Benoit, l'Asile du Bon Pasteur, Québec, l'Ouvroir Sainte-Geneviève, Saint-Hyacinthe, l'Ecole de réforme, Québec, l'Hôtel-Dieu, Saint-Hyacinthe, l'Asile, rue Bonaventure, Montréal, et les Soeurs de l'Hôpital Saint-Joseph, Beauharnois (Documents de la session, no 6).

Et aussi, Etats des affaires de la compagnie Richelieu au 31 janvier 1873 (Documents de la session, no 7).

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'administration des serments d'office.

Accordé.

Discours du Trône

M. L'ORATEUR: Fait rapport que lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Excellence d'adresser un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il fait la lecture à la Chambre comme suit:

Honorables messieurs du Conseil législatif,
messieurs de l'Assemblée législative,

Je suis heureux de me rencontrer avec vous pour la première fois et de vous souhaiter la bienvenue, à l'ouverture de cette troisième session du second Parlement provincial, et c'est avec confiance que je demande votre concours et votre avis pour l'administration des affaires de notre province.

Pendant les sessions précédentes et à la recommandation de mon honorable et distingué prédécesseur, vous avez considéré les sujets de législation qui vous ont paru les plus urgents pour le bien-être du pays.

L'empressement et le soin que vous avez mis à préparer des lois sur les matières que notre constitution place sous notre contrôle sont autant de garanties que vous continuerez avec la même bonne volonté à vous acquitter de vos devoirs pendant cette session.

La dernière exposition provinciale a témoigné favorablement de nos institutions agricoles et industrielles et le fonctionnement des lois sur

l'agriculture, les arts et les manufactures, prouve que le principe en est sage et en rapport avec nos besoins.

Un nombre malheureusement considérable de nos concitoyens a cru devoir quitter notre pays et s'établir à l'étranger. Nous désirons tous leur retour et vous favoriserez, j'en suis certain, par des moyens aussi énergiques que les circonstances le permettront, ceux d'entre eux qui voudraient coloniser nos terres publiques.

S'il est désirable de penser à rapatrier nos compatriotes absents, il ne l'est pas moins d'encourager davantage la colonisation et s'efforcer de mettre ainsi un terme à l'émigration de notre population. Un des moyens que je crois devoir encore suggérer pour obtenir un résultat favorable serait d'aider autant que possible nos municipalités à améliorer nos grandes voies de communication.

La politique libérale que le gouvernement de mon prédécesseur a inaugurée au sujet de la construction des chemins de fer sera continuée en autant que nos ressources pourront le permettre.

L'immigration a déjà occupé votre attention pendant plusieurs sessions, et si on la favorise avec discernement, on appellera au pays une classe choisie de cultivateurs, d'industriels et d'ouvriers qui contribueront à augmenter sa richesse.

A la dernière session, vous avez adopté une loi pour faciliter la décision des contestations qui pourraient s'élever sur la validité des élections, et vous vous êtes aussi occupés de projets de loi concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative sans en venir à un résultat définitif. Ce sujet a dû vous occuper pendant la vacance. Il vous sera soumis un projet de loi relatif aux élections et je suis convaincu que vous l'étudierez avec soin, car il y a peu de questions qui se relient aussi étroitement que celle-là à nos droits, à nos libertés et à nos privilèges constitutionnels.

Dans le cours de l'hiver dernier, le palais de justice de cette ville a été la proie de l'incendie et une quantité considérable de documents importants ont alors été détruits. Le gouvernement a nommé des commissaires chargés de s'enquérir des causes et de l'étendue de ce désastre et de suggérer les moyens de réparer la perte des archives, registres et dossiers. Cette commission a fait son rapport et il vous sera présenté une mesure à cet effet.

Vous aurez aussi à vous occuper de sujets qui se rattachent à la judicature et à l'instruction publique, ainsi que de mesures qui concernent l'intérêt général de notre province.

Mon gouvernement a réclamé la propriété du terrain et des bâtisses de l'ancien couvent des Jésuites à Québec (Jesuits' barracks), qui étaient en la possession du gouvernement fédéral. Je suis heureux de vous annoncer que nous sommes maintenant en possession de cet édifice.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics seront soumis à votre examen et les subsides ordinaires vous seront demandés pour les diverses branches du service public et pour la bienfaisance publique.

Le gouvernement fédéral, ayant assumé l'excédent de la dette portée à notre charge par la constitution, a mis fin aux difficultés qui existaient sous ce rapport entre l'Ontario et le Québec. Cette législation met à notre disposition de nouvelles ressources dont la province devra bénéficier. L'actif énuméré dans la quatrième cédule annexée à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, reste encore à répartir et à partager entre cette province et celle de l'Ontario. Il est désirable de procéder à l'amiable pour le règlement de cette affaire et des efforts seront faits dans ce sens. Vous serez appelés à voter le crédit nécessaire pour la réparation des bâtisses de l'ancien couvent des Jésuites (Jesuits' barracks), afin d'y placer les départements publics.

Malgré plusieurs dépenses imprévues et quoique des sommes considérables aient été déboursées pour les différentes branches du service public, la balance entre les mains du trésorier au premier juillet dernier était encore plus considérable que celle de l'année précédente.

Honorables messieurs du Conseil législatif, messieurs de l'Assemblée législative,

Dans la discussion de toutes les mesures qui vous seront soumises et des divers sujets qui paraîtront dignes de votre sollicitude, je suis convaincu que vous serez animés de cet esprit de loyauté et de dévouement à Notre Gracieuse Souveraine qui vous a déjà distingués et que vous vous montrerez sincèrement attachés à nos institutions dans le but de maintenir l'harmonie et le bon vouloir entre toutes les classes de la société.

Je fais des vœux pour que la Divine Providence bénisse vos travaux et couronne vos entreprises.

Nouveaux députés

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Présente à la Chambre l'honorable P. Fortin, réélu dans Gaspé, et le nouveau ministre des Terres de la couronne.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Présente à la Chambre l'honorable J.-A. Chapleau, réélu dans Terrebonne, et le nouveau Solliciteur général.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Présente à la Chambre le député de Beauharnois (M. E.-H. Bisson).

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Présente à la Chambre le député de Montréal-Ouest (M. J.W. McGauvran).

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Québec-Centre): Présente à la Chambre le député de Québec-Comté (M. P. Garneau)

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Présente à la Chambre le député de Québec-Est (M. C.-A.-P. Pelletier).

Adresse

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), que le discours de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, aux deux Chambres de la Législature provinciale, soit pris en considération demain.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), que les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur, et qu'il en ordonne l'impression; et que nul autre que celui qu'il désignera ne se permette de les imprimer.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose les résolutions suivantes:

Résolu, qu'il soit nommé des comités spéciaux permanents pour la présente session, pour les objets suivants: 1. les privilèges et élections; 2. les ordres permanents; 3. les chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières; 4. les divers bills privés; 5. les lois expirantes; 6. les dépenses contingentes; 7. les impressions; 8. les comptes publics; 9. l'agriculture, l'immigration et la colonisation; 10. les diverses industries de cette province; lesquels dits comités auront, respectivement, pouvoir de s'enquérir de tous les sujets et choses qui leur seront renvoyés par la Chambre; et de faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur iceux, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Résolu, que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats qui s'ensuivront; et si deux députés sont élus pour le même collège électoral, ils devront s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

Résolu, que s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre, ou a cherché à l'être par corruption, et au moyen d'intrigues ou de menées, la Chambre procédera avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui auront pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues.

Résolu, que l'offre d'argent, ou de tout autre avantage, à un membre de l'Assemblée législative dans le but de faciliter la passation d'une

mesure quelconque qui dépendra du Parlement de la province de Québec, ou qui doit y être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

Adopté.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Remarque qu'il n'est fait aucune mention d'un comité permanent pour s'occuper de l'administration du département des Terres, comme la promesse en avait été faite l'année dernière. Il est convaincu que c'est un oubli de la part du gouvernement qui s'empressera de le réparer.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que le commissaire des Terres de la couronne occupe actuellement un siège dans la Chambre et qu'il ne voit pas qu'il soit nécessaire de nommer un comité permanent, dont la nécessité pouvait se faire sentir l'année dernière alors que le commissaire n'était pas membre de cette Chambre.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Insiste sur la formation de ce comité et espère que la Chambre l'appuiera.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que le gouvernement s'occupera de cette question et qu'il pourra bientôt faire connaître ses intentions à cet égard.

Bibliothèque

M. L'ORATEUR: Communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire de l'Assemblée législative, sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit:

A l'honorable Assemblée législative de Québec:

Le bibliothécaire de la Législature de Québec, par son présent rapport, expose humblement:

Que le nombre des livres de votre bibliothèque s'est encore augmenté considérablement pendant l'année qui vient de s'écouler et que bientôt, si des octrois généreux sont continués, la Législature de Québec n'aura rien à envier aux autres bibliothèques de la province.

En effet, douze cent cinquante-cinq ouvrages nouveaux ont été achetés depuis la dernière session. Ces ouvrages forment un total de 1820 volumes. Les journaux politiques, ou papiers-nouvelles, comptent pour 130 dans ce total, et les brochures pour 212.

La bibliothèque se compose aujourd'hui de 13,284 volumes, y compris 3,175 journaux, statuts et documents parlementaires.

J'ai cru devoir acheter la collection d'un journal important, le "Quebec Mercury", bien qu'à un prix assez élevé, \$10 le volume relié.

La plupart des ouvrages que j'ai achetés sont des traités sur le droit public, le droit administratif, et les arts utiles. J'ai obéi au vœu de la Législature en agissant ainsi.

Je n'ai pas négligé, non plus, les livres qui

concernent l'Amérique en général, et particulièrement notre province.

Le catalogue est sous presse depuis quatre mois. Il sera terminé dans quelques jours. Déjà plus de 350 pages sont imprimées. J'aurais voulu le livrer plus tôt à l'impression; mais il fallait attendre les envois d'Europe, qui ne sont arrivés qu'à la fin de juillet et au commencement d'août. Je ne m'explique guère ce retard vu que j'avais transmis mes listes dès le commencement de l'année.

La hausse dans la main d'oeuvre et dans les matériaux est cause que les livres coûtent plus cher maintenant qu'ils ne coûtaient il y a deux ou trois ans. Cependant j'ai cru bien faire en achetant autant et même plus que les années précédentes; car il fallait compléter un peu certaines parties de la bibliothèque avant de publier le catalogue.

L'impression d'un catalogue n'est pas comme l'impression d'un autre livre; mais elle est minutieuse, longue et difficile, de sorte qu'elle est nécessairement plus dispendieuse.

Pour ces diverses raisons, la somme d'argent que j'avais à ma disposition s'est vite épuisée, et il faudra prendre sur l'octroi de l'an prochain pour rétablir l'équilibre perdu.

Je crois devoir faire observer à l'honorable Chambre que deux compartiments de la bibliothèque ne sont pas suffisamment éclairés. Il est même impossible d'y choisir les livres dont on a besoin sans le secours d'une lumière additionnelle.

J'ai le regret de constater qu'il se perd

beaucoup de livres, proportionnellement au nombre que renferme votre bibliothèque. Cela est dû d'abord au manque de délicatesse de ceux qui les emportent en secret, et ensuite à la division de la bibliothèque qui ne permet pas aux employés de voir toujours toutes les personnes qui sont à l'intérieur. Le nombre des livres perdus est de 132. D'autres ouvrages se trouvent entre les mains de personnes négligentes, qui ne les rendent point. Les noms de ces personnes seront soumis au comité de la bibliothèque.

Votre bibliothécaire croit qu'il serait à propos, alors que chacun pourra consulter le catalogue et voir si le livre qu'il désire se trouve dans la bibliothèque, il croit qu'il serait à propos de ne permettre à personne de prendre soi-même des livres. Ce serait un moyen plus sûr de conserver une bibliothèque déjà précieuse.

Le tout respectueusement soumis.

Pamphile Lemay,
Bibliothécaire

Québec, 4 décembre 1873

Dépôt de pétitions;

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table:

Par M. Larochelle, la pétition de l'honorable J.-G. Blanchet, et autres, de la ville de Lévis et autres lieux, et la pétition de F.-E. Verreault, et autres du village de Lauzon et de Bienville, et de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis.

La Chambre s'ajourne à quatre heures et demie.

Séance du 5 décembre 1873

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Lynch, la pétition de la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est.

Par M. David, la pétition des Soeurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur; et la pétition des Soeurs de la Miséricorde pour la régie de l'Hospice de la maternité, toutes deux de la cité de Montréal.

Par M. Bisson, la pétition du révérend J.-T. Lasnier et autres, de la paroisse de Sainte-Cécile; et la pétition du révérend D. Charland, de la paroisse Saint-Clément, toutes deux du comté de Beauharnois.

Par l'honorable M. Langevin, C.B., la pétition de l'Asile du Bon Pasteur, Québec; et la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Polycarpe, comté de Soulanges.

Par M. Gérin, la pétition du révérend J.-E. Beliveau et autres, de la paroisse de Saint-Elie-de-Caxton, comté de Saint-Maurice.

Elections de Joliette

M. W.W. LYNCH (Brome): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre les résolutions suivantes comme étant le rapport final du comité spécial nommé pour s'enquérir et décider du mérite de la pétition se plaignant de l'illégalité de l'élection pour le district électoral de Joliette. Voici ces résolutions:

Résolu, que Vincent-Paul Lavallée, écuyer, le député siégeant, a été dûment élu pour représenter la division électorale de Joliette à la dernière élection.

Résolu, que ni la pétition ni la défense ne sont frivoles ou vexatoires.

Composition des comités de la Chambre

Résolu, qu'il soit nommé un comité spécial pour préparer les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre.

Il est ordonné que l'honorable M. Ouimet, l'honorable M. le procureur général Irvine, l'honorable M. le solliciteur général Chapleau, l'honorable M. Langevin, C.B., l'honorable M. Holton, l'honorable M. Bellerose, l'honorable M. Fortin, M. Bellingham, M. Joly, M. Bachand et M. Brigham composent ledit comité.

Rapport du commissaire des Terres de la couronne

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire des Terres de la couronne de la province de Québec, le 30 juin 1873. (Document de la session, no 2)

Salaires des employés de la Chambre

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, en obéissant à un ordre de la Chambre, en date du 24 décembre dernier, état de l'augmentation des salaires accordés aux officiers et employés de l'Assemblée législative, P.Q., montrant en détail les salaires d'alors et l'augmentation accordée depuis, lequel est lu comme suit:

Nom	Charge	Salaires actuels	Salaires augmentés et nouveaux	Augmentation
G. M. Muir	Greffier	1,800	2,000	200
Etienne Simard	Assistant-greffier	1,400	1,600	200
L. Simoneau	Comptable et teneur de livres	1,000	1,400	400
C.-J. Ardouin	Greffier en chef des bureaux	1,000	1,400	400
Cyrille Pettigrew	Copiste	500	700	200
Thomas Prendergast	Copiste	500	700	200
Adjutor Demers	Copiste	500	700	200
Chs-P. Lindsay	Greffier des comités	1,200	1,400	200
Ed. Demers	Assistant des comités et secrétaire de l'Orateur	700	1,000	300
Ed. Lemoine	Greffier des bills privés	1,200	1,400	200
Ed.-S. Belleau	Assistant des bills privés	800	900	100
Wm. Cook	Chef des traducteurs anglais	1,200	1,400	200
J. B. Duggan	Assistant des traducteurs anglais	800	1,000	200
A.-N. Montpetit	Chef des traducteurs français	1,200	1,400	200
Benoît Marquette	1er assistant des traducteurs français	800	1,000	200
Buteau Turcotte	2e assistant des traducteurs français	600	900	300
O.-C. DeLachevrotière	Greffier du journal français	1,200	1,400	200
Louis Fortier	Assistant du journal français	600	900	300
P. E. Smith	Greffier du journal anglais	1,200	1,400	200
Joseph Whyddon	Assistant du journal anglais	600	900	300
L.-P. Lemay	Bibliothécaire	1,000	1,400	400
Louis-P. Turcotte	Assistant-bibliothécaire		600	600
Jacques Morin	Messenger de la bibliothèque	400	500	100
Charles Garneau	Sergent d'armes	800	1,400	600
Pierre Chenest	Maître de poste	600	700	100
Louis Morel	Assistant-maître de poste	500	600	100
Olivier Robitaille	Chef des messagers	600	800	200
Alfred Pelletier	Messenger de l'Orateur	400	600	200
Siméon Gagné	Messenger du greffier	400	500	100
Martial Roy	Messenger	400	500	100
Ed. Littlejohn	Messenger	400	500	100
Joseph Trudelle	Messenger	400	500	100
Etienne Gauvreau	Messenger	400	500	100
Eugène Balzarette	Messenger de l'imp. de la Reine		500	500
		25,100	33,100	8,000

Adresse en réponse au discours du Trône

Selon l'ordre du jour, la Chambre procède à prendre en considération le discours de Son Excellence le lieutenant-gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'à son avis, la Chambre ne peut commencer maintenant l'étude du discours du Trône, car à la suite d'un malentendu, les résolutions n'ont pas été imprimées. Il explique que l'officier de loi, un officier compétent mais nouveau, n'a pas cru de son devoir de préparer les résolutions habituelles et de les faire imprimer. C'est ainsi que ce malentendu entre le greffier de la Chambre et le greffier de loi a

privé la Chambre de ces résolutions. Il propose donc que la Chambre déclare qu'il est six heures et s'ajourne jusqu'à sept heures trente.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): M. l'Orateur, la Chambre acceptera sans doute l'explication et la proposition du premier ministre. Cependant, quant à déclarer à trois heures vingt minutes qu'il est six heures, c'est une toute autre question. J'apprécierai l'attention de la Chambre sur le fait suivant. Il y a eu dans le cabinet depuis la dernière session des changements de nature à piquer la curiosité publique. Je désirerais connaître les causes qui ont amené ces changements. Je vais poser au gouvernement une question qui nous permettra probablement de passer agréablement le temps d'ici à la séance

du soir. Je demanderai donc à l'honorable premier ministre de bien vouloir faire connaître à la Chambre les causes qui ont déterminé la résignation de l'honorable M. Chauveau.

C'est un fait que des changements ont eu lieu et qu'aucune explication n'a été donnée. L'honorable J.-O. Beaubien a aussi résigné et j'aimerais, avec mes collègues, savoir la cause.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je remercie le chef de l'Opposition pour avoir formulé sa demande avec autant de tact.

La Chambre peut être assurée que les changements survenus au ministère ont été effectués pour le plus grand bien de la gouverne de la province de Québec. Je suis par ailleurs convaincu que le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) a entouré sa demande des meilleures intentions.

Le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau) a cru qu'il était préférable de démissionner lui-même à la suite de la démission du lieutenant-gouverneur.

Cet honorable monsieur ayant donné sa résignation lors de la nomination de M. le juge Caron au poste de lieutenant-gouverneur, et celle de l'honorable Beaubien étant déjà acceptée, il fallait nécessairement un changement ministériel. Son Excellence s'adressa à moi et me demanda de former un nouveau cabinet.

L'entreprise était de taille; je résolus de la mener à terme avec toute l'habileté et l'énergie dont je disposais. Avec l'aide de quelques personnes, dont le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), qui acquiesça volontiers à mon désir, je formai le gouvernement qui dirige les affaires du pays maintenant avec, j'en suis sûr, l'approbation générale de la population.

Le nouveau ministère n'est pas tenu d'expliquer les motifs de résignation de l'ancien.

A mon avis, c'est parce qu'on a offert la présidence du Sénat au député de Québec-Comté que celui-ci a démissionné. Quant à M. Beaubien, il avait des raisons particulières de le faire.

Quant à la politique du gouvernement, elle se trouve énoncée dans le discours du trône. Il fera de son mieux pour rapatrier les Canadiens qui ont émigré aux Etats-Unis, et comme il est devenu nécessaire de changer la politique des chemins de fer, il demandera que dans certains cas, sans élever la dette de la province, on remplace par des subsides les octrois de terres accordés jusqu'ici aux compagnies.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Mon intelligence peut être en défaut, mais je dois avouer que je n'ai pas compris les explications données par l'honorable premier ministre. Je lui ai demandé de faire connaître à la Chambre les causes qui ont déterminé les changements opérés dans le ministère et il m'a répondu en disant que M. Chauveau a résigné parce que M. Beaubien a résigné. Alors j'adresserai deux questions à l'honorable premier ministre et je lui demanderai pourquoi M. Beaubien a résigné et pourquoi

M. Chauveau a résigné. Car si l'honorable monsieur veut bien se rappeler ce qu'il a dit, il verra qu'il n'a pas répondu à ma question, qu'il n'a pas fait connaître à la Chambre les raisons qui ont déterminé des changements dans le ministère, ce qui devra se faire après sept heures, dans le cours de la discussion en réponse au discours du trône.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je ne suis pas chargé d'expliquer ni de faire connaître les raisons qui ont déterminé l'honorable M. Chauveau à donner sa résignation. Tout ce que je puis dire, c'est que cet honorable monsieur possédait assurément la confiance de la majorité de la Chambre lorsqu'il est sorti du gouvernement.

Quant à l'honorable M. Beaubien, je crois qu'il a trouvé à propos, pour suivre de plus près ses affaires personnelles que sa présence dans le ministère le forçait de négliger, de renoncer à la position qu'il occupait dans le gouvernement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable premier ministre ne veut pas nous répondre et faire connaître à la Chambre les raisons qui ont amené la résignation de M. Chauveau et de M. Beaubien; il ne devra pas nous en vouloir si, en temps et lieu, nous faisons connaître ces raisons.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): C'est une chose qui est très bien. Le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) est toujours mieux renseigné que le cabinet.

L'Assemblée s'ajourne alors jusqu'à sept heures trente.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Réponse au discours du trône;

M. P. GARNEAU (Québec-Comté): Appuyé par le député de Montréal-Ouest (M. J. W. McGauvran), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la présente session de la Législature de la province de Québec et, de plus, pour assurer Son Excellence:

1. Que nous recevons avec la plus grande satisfaction l'expression du plaisir avec lequel Son Excellence s'est rencontrée avec nous pour la première fois et la bienvenue qu'il nous a souhaitée à l'ouverture de cette troisième session du second Parlement provincial, et que nous sommes honorés de la confiance avec laquelle il demande notre concours et notre avis pour l'administration des affaires de notre province.

2. Qu'en effet, à la recommandation de l'honorable et distingué prédécesseur de Son Excellence, nous avons considéré, pendant les sessions précédentes, les sujets de législation qui

nous ont paru les plus urgents pour le bien-être du pays.

3. Que nous continuerons à nous acquitter de nos devoirs pendant cette session avec l'empressement et le soin que nous avons mis à préparer des lois sur les matières que notre constitution place sous notre contrôle, et avec la même bonne volonté.

4. Que nous admettons avec Son Excellence que la dernière exposition provinciale a témoigné favorablement de nos institutions agricoles et industrielles et que le fonctionnement des lois sur l'agriculture, les arts et les manufactures prouve que le principe en est sage et en rapport avec nos besoins.

5. Que nous reconnaissons qu'un nombre malheureusement considérable de nos concitoyens a cru devoir quitter notre pays et s'établir à l'étranger; que nous désirons tous, avec Son Excellence, leur retour et que nous favoriserons par des moyens aussi énergiques que les circonstances le permettront ceux d'entre eux qui voudraient coloniser nos terres publiques.

6. Que nous admettons que, s'il est désirable de penser à rapatrier nos compatriotes absents, il ne l'est pas moins d'encourager davantage la colonisation et de s'efforcer de mettre ainsi un terme à l'émigration de notre population; et que nous reconnaissons avec Son Excellence qu'un des moyens pour obtenir un résultat favorable serait d'aider autant que possible nos municipalités à améliorer nos grandes voies de communication.

7. Que nous continuerons, en autant que nos ressources pourront le permettre, la politique libérale que le gouvernement du prédécesseur de Son Excellence a inaugurée au sujet de la construction des chemins de fer.

8. Que nous porterons notre attention à l'immigration qui nous a déjà occupés pendant plusieurs sessions et que nous nous efforcerons de la favoriser avec discernement pour appeler au pays une classe choisie de cultivateurs, d'industriels et d'ouvriers qui contribueront à augmenter notre richesse.

9. Qu'à la dernière session nous avons adopté une loi pour faciliter la décision des contestations qui pourraient s'élever sur la validité des élections, et nous nous sommes aussi occupés de projets de loi concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative sans en venir à un résultat définitif. Que ce sujet nous a occupés pendant la vacance. Que nous étudierons avec soin un projet de loi relatif aux élections, car il y a peu de questions qui se relient aussi étroitement que celle-là à nos droits, à nos libertés et à nos privilèges constitutionnels.

10. Que nous porterons notre attention au rapport des commissaires chargés par le gouvernement de Son Excellence de s'enquérir des causes et de l'étendue du désastre occasionné par l'incendie du palais de justice de cette ville, dans le cours de l'hiver dernier, ainsi qu'à toute mesure qui nous sera soumise à ce sujet.

11. Que nous nous occuperons de sujets qui se rattachent à la judicature et à l'instruction publique, ainsi que de mesures qui concernent l'intérêt général de notre province.

12. Que nous apprenons avec plaisir que le gouvernement de Son Excellence a réclamé la propriété du terrain et des bâties de l'ancien couvent des Jésuites à Québec (Jesuits' barracks), qui étaient en la possession du gouvernement fédéral, et que nous sommes maintenant en possession de cet édifice.

13. Que nous apporterons toute notre attention aux comptes publics qui seront soumis à notre examen et aux subsides ordinaires qui nous seront demandés pour les diverses branches du service public et pour la bienfaisance publique.

14. Que nous sommes également heureux d'apprendre que le gouvernement fédéral, ayant assumé l'excédent de la dette portée à notre charge par la constitution, a mis fin aux difficultés qui existaient sous ce rapport entre l'Ontario et le Québec, et que cette législation met à notre disposition de nouvelles ressources dont la province devra bénéficier. Que l'actif énuméré dans la quatrième cédule annexée à l'acte de l'Amérique britannique du Nord, restant encore à répartir et à partager entre cette province et celle de l'Ontario, nous désirons avec Son Excellence procéder à l'amiable pour le règlement de cette affaire, et que nous ferons des efforts dans ce sens. Que nous voterons le crédit nécessaire pour la réparation des bâties de l'ancien couvent des Jésuites (Jesuits' barracks), afin d'y placer les départements publics.

15. Que nous sommes heureux d'apprendre que, malgré plusieurs dépenses imprévues et quoique des sommes considérables aient été déboursées pour les différentes branches du service public, la balance entre les mains du trésorier, au premier juillet dernier, était encore plus considérable que l'année précédente.

16. Que, dans la discussion de toutes les mesures qui nous seront soumises et des divers sujets qui paraîtront dignes de notre sollicitude, nous serons animés de cet esprit de loyauté et de dévouement à Notre Gracieuse Souveraine, qui nous a déjà distingués, et que nous nous montrerons sincèrement attachés à nos institutions dans le but de maintenir l'harmonie et le bon vouloir entre toutes les classes de la société.

17. Que nous formons des vœux pour que la Divine Providence bénisse nos travaux et couronne nos entreprises.

Monsieur l'Orateur, Son Excellence le lieutenant-gouverneur en ouvrant la 3ème session du 2ème Parlement a souhaité la bienvenue aux membres de cette Chambre en les rencontrant pour la première fois.

Monsieur l'Orateur, par l'expiration du terme d'office de Sir N.-F. Belleau conformément aux conditions de notre constitution, après avoir rempli si dignement la position de lieutenant-gouverneur, un changement était devenu nécessaire. Je crois que la province n'a qu'à se

féliciter d'avoir, comme son successeur, un homme aussi distingué pour l'administration du gouvernement, position qu'il remplit avec tant de dignité. L'élévation du juge Caron au poste de lieutenant-gouverneur a été une juste récompense de son mérite. Comme membre du Barreau, il était un éminent jurisconsulte; comme homme politique, il a rendu d'importants services à son pays; comme juge, il a été un des ornements du banc judiciaire. Il a pris part à l'oeuvre si importante de la codification de nos lois, ouvrage si important pour la province de Québec. Sa nomination a été bien accueillie par toute la province.

Son Excellence exprime sa satisfaction sur la manière que la Chambre a traité les questions qui lui ont été soumises et il est convaincu que les mêmes dispositions existeront durant la présente session. Je ne doute pas, Monsieur l'Orateur, que la Chambre durant cette session montrera le même zèle que par le passé.

Les expositions agricoles et industrielles récentes ont témoigné qu'il se fait un mouvement progressif dans l'agriculture et l'industrie dans la province, et les écoles des arts et métiers dernièrement fondées sont destinées à produire un grand bien. A Montréal, 150 élèves, à Lévis, au-delà de 40, suivent les cours et il y en a plusieurs autres en voie d'organisation.

J'ai confiance que la Chambre verra avec plaisir toute mesure qui tendra à encourager nos concitoyens émigrés à l'étranger à revenir au pays, dans le but de s'établir sur nos terres publiques, car ceux qui connaissent le pays, le climat et nos institutions sont nécessairement des colons dont on ne peut trop apprécier la valeur.

Je vois aussi avec plaisir que le gouvernement se propose de prendre des mesures pour engager notre population à demeurer au pays, en encourageant les municipalités à améliorer les grandes voies. Nul doute que le manque de chemins a été souvent, et je puis dire trop souvent, la cause du découragement et de l'abandon des établissements.

Son Excellence exprime le besoin que la politique libérale inaugurée par le gouvernement de son prédécesseur soit continuée. J'ai confiance, Monsieur l'Orateur, que la Chambre approuvera intimement cette politique, car les chemins de fer sont les vrais chemins de colonisation de nos jours. Sans voies ferrées, la colonisation est difficile et c'est une question qui mérite d'une manière toute spéciale l'attention de la Législature. Il y a plusieurs grandes lignes déjà commencées et d'autres qui sont à l'état de projet. Parmi les premières, le Grand Tronc du Nord, je dis le Grand Tronc du Nord, car cette ligne devra aller jusqu'à Aylmer, et comme le nord a contribué largement à la construction du Grand Tronc Sud sans jamais recevoir un équivalent, il est juste que cette ligne reçoive l'encouragement et l'aide qu'elle mérite. Les autres lignes sont la branche de

Saint-Jérôme, les Laurentides, les Piles, le Lac-Saint-Jean.

Il y a aussi d'autres lignes qui méritent l'attention de la Législature, Lévis et Kennebec, Sherbrooke et Kennebec, etc., etc.

L'immigration doit nécessairement continuer à occuper l'attention de la Législature. La législation passée commence à annoncer des résultats; des compagnies se forment dans le but d'établir les immigrants sur nos terres publiques. Une société dans le comté de Compton est formée sous le nom de Compagnie des terres et de prêt de Glasgow et du Canada. Je crois qu'au-delà de 50 familles et 200 hommes sont à l'ouvrage pour bâtir des moulins. Il y a aussi une autre société dans les Townships de l'Est avec un grand capital en voie de formation: la Compagnie franco-canadienne, comté de Beauce, à la tête de laquelle est M. Vannier, qui se propose d'avoir au mois de juillet prochain environ 200 familles établies; il commence maintenant à construire des maisons convenables pour les recevoir. Il est bon de remarquer que les immigrants ne reviennent pas tous les mains vides; ceux qui sont venus du continent européen durant les 10 premiers mois de l'année ont déposé dans une des banques de cette cité au-delà de \$35,000 et ceux venus de l'Europe \$100,000 et \$70,000 ont été déposés par ceux qui sont revenus des Etats-Unis. Ce sont là les chiffres connus. Il doit nécessairement y avoir d'autres sommes considérables qui ne sont pas connues. Je puis ajouter qu'environ 7,000 immigrants se sont fixés dans notre province durant les 16 mois expirés.

Il est bien désirable de faciliter la décision de la validité des élections contestées, et aussi d'améliorer et perfectionner la loi concernant l'élection des membres de cette Chambre.

L'incendie du palais de justice de Québec, l'hiver dernier, a été une calamité publique. Ce désastre nous montre la nécessité de mettre à l'épreuve du feu nos édifices publics.

La Chambre aura aussi à s'occuper de questions se rattachant à la judicature et à l'instruction publique, questions de la plus haute importance.

Je pense, Monsieur l'Orateur, que la Chambre a appris avec plaisir que le gouvernement est en possession des casernes des Jésuites. Il est important pour le service public de réunir tous les bureaux et de placer hors de tout danger d'incendie toutes les archives et documents du service public qui, par le système actuel, sont exposés à de grands dangers.

La Chambre aura à s'occuper des comptes publics et nous apprenons avec satisfaction que la question de l'arbitrage entre l'Ontario et le Québec est réglée. Le gouvernement fédéral ayant assumé l'excédent de la dette, nous espérons maintenant que le partage de l'actif sera fait d'une manière équitable pour cette province.

Une partie du discours du trône qui n'est pas

la moins importante, c'est d'apprendre que la balance entre les mains du trésorier au 1er juillet dernier était plus considérable que l'année précédente. Espérons que ce chiffre sera élevé.

Je suis convaincu, Monsieur l'Orateur, que la Chambre ne manquera pas de remercier Son Excellence de la confiance qu'il a eue en sa loyauté et dévouement à notre Gracieuse Souveraine et de l'attachement de cette Chambre à nos institutions.

M. J. W. McGAUVVRAN (Montréal-Ouest): He said that in rising to second the address, it give him much pleasure to see the results obtained by the Department of Agriculture, and that they were such as to give satisfaction to the country. The country has vast resources to develop, a great deal of wild and uncultivated land, which when settled would add very much to the population of this country. He was pleased to see that the Lieu tenant-Governor had in the speech referred to the railway policy of the Government. Railroads and colonization roads will assist in colonizing the country. He was sorry to hear that so many of the natives left this country to reside elsewhere, but he was happy to hear of their return to their native land, and are likely to remain here. As regards our manufactures, the country was well adapted for a manufacturing people; in fact our advantages over other people for manufacturing were very superior. He need only refer to our advantages in the matter of water-power, which were practically unlimited. The St. Lawrence, the noblest river in the world, abounded in water-power, and he hoped it would be utilised for manufactures. With reference to an electoral law, he thought such a measure of the highest importance to the country, and the elevation of the legislative body would be the effect if such a law passed. The Government proposed to add materiality to the stringency of the election law. It was of the highest importance to have the most stringent law, which principle he cordially supported.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il a écouté avec intérêt le discours du député qui a proposé la réponse au discours du trône et celui du député qui l'a appuyé.

Ils ont accordé leur appui à une politique du gouvernement, à des mesures sur lesquelles ils ne pouvaient encore réellement avoir une opinion.

Ils ont parlé de la seule question vraiment importante, celle des chemins de fer et de l'industrie. Le député du comté de Québec a parlé du grand projet du chemin de fer du nord et d'autres voies ferrées. Il le croit sincère, mais il dit que l'Opposition est sincère aussi et s'est toujours montrée favorable aux chemins de fer. Il ne craint pas de dire que les membres de la gauche n'ont jamais rien fait pour entraver le progrès du pays.

Qui plus que l'Opposition travaille à promouvoir l'essor des grandes voies de communication et qui, à part l'Opposition, a contraint le gouvernement à étudier actuellement les graves questions de l'administration provinciale?

L'Opposition a toujours voulu une politique de chemins de fer qui soit à la fois audacieuse et généreuse.

Je passe brièvement sur des parties de l'adresse. Quant à la première résolution, il ne peut y avoir d'opposition là-dessus. (Approbation bruyante.)

En parlant du nouveau lieutenant-gouverneur, je dirai que sa nomination a été un honneur pour la province qui lui a donné naissance. Il ne doute pas qu'il n'apporte dans la nouvelle position qu'il occupe les éminentes qualités qui l'ont toujours distingué dans toutes les phases de sa carrière. (Applaudissements.)

J'en ai fini maintenant avec les compliments et je reviens aux choses qui nous préoccupent.

Que penser des explications concernant le ministère que le député de Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet) a cru bon de donner à la Chambre en réponse à la question que je lui posais?

Ses grandes qualités de politicien et ses connaissances constitutionnelles lui permettent de parler avec sûreté, clarté et précision. Mais quels ont été au juste les changements survenus au ministère que l'on dit nouveau avec le premier ministre? Des hommes plus humbles que l'honorable premier ministre, Gladstone, par exemple, disent qu'on peut demander à un nouveau gouvernement les raisons des changements survenus. L'honorable premier ministre nous a prouvé sans le vouloir que l'honorable M. Chauveau ne devait pas résigner. Il voudra bien le disculper de sa trahison en laissant une Chambre qui avait confiance en lui.

Je désire savoir si la résignation du commissaire des Terres a précédé la résignation de l'honorable M. Chauveau.

Le gouvernement, l'année dernière, se félicitait de l'administration des terres. Quand on a soulevé la question des limites, nous avons demandé un comité et on nous l'a refusé.

Ce comité est refusé et on proteste cependant de son innocence. Le gouvernement est coupable cependant et nous le prouverons si on nous rencontre sur ce sujet. Voilà la véritable cause de la résignation du commissaire des Terres. La preuve de sa culpabilité, c'est qu'il résigne et que le gouvernement change d'administration. Il répond à nos accusations en changeant la loi, sous notre pression, quoiqu'il la trouvât bonne autrefois. N'est-ce pas là la preuve de nos accusations?

Si le gouvernement nous accorde le comité, nous ferons voir des choses pires que le scandale du Pacifique. Ce gouvernement était le premier commis du gouvernement d'Ottawa et, partant, aussi corrompu. Mais, aujourd'hui, grâce à la chute de l'autre, il est laissé à ses propres forces.

Monsieur l'Orateur, je crois entrevoir que

l'honorable premier ministre veut faire croire à un nouveau gouvernement et à une nouvelle politique. Il n'en est rien, cependant; les collègues de l'honorable premier ministre et ses défenseurs sont les mêmes.

Je crois que l'honorable premier ministre veut faire comme l'âne revêtu de la peau du lion, se faire passer pour ce qu'il n'est pas.

S'il nie la politique du dernier gouvernement, il fait ce qui n'est pas son droit.

L'honorable premier ministre a bien voulu s'apercevoir qu'il y avait émigration aux Etats-Unis et, cependant, en 1867, on a ri quand l'Opposition a signalé ce mal.

J'ai lu tous les discours du trône et c'est la première fois que je trouve un mot sur l'émigration. J'avoue que la chose arrive un peu tard, puisque nos concitoyens commencent à nous revenir.

S'il s'en était occupé avant aujourd'hui, il serait prêt à aider ces gens qui nous reviennent et à les garder chez nous. Au lieu de faire de grands discours depuis 6 ans, on aurait bien mieux fait de reconnaître l'existence de cette plaie.

Quant à la politique libérale des chemins de fer, peut-être en sera-t-il comme par le passé? Quoi qu'il en soit, il ne trouvera pas d'opposition s'il veut faire quelque chose.

Il y a deux classes d'immigrants. Il y a une certaine classe que nous devons voir arriver avec plaisir.

Le système d'immigration pêche par la base. Ces agents qu'on envoie à l'étranger, malheureusement, ne choisissent pas ces immigrants et les renseignent mal, car, en définitive, nous fournissons des immigrants aux Etats-Unis. La plupart de ces immigrants ne font que débarquer ici et continuent jusque chez nos voisins.

Je ne veux pas me plaindre de la loi des élections contestées; car c'est l'Opposition qui a forcé le gouvernement à la proposer. Cette loi d'élection est indispensable pour que les députés soient véritablement élus par le vote populaire et pour empêcher des violences comme celles qu'on a pu voir dans l'élection de Québec-Est. Là, on ne s'est pas contenté de faire circuler l'argent et la boisson, mais encore on a distribué jusqu'à des armes.

Je ne vois rien dans l'adresse qui parle du double mandat; peut-être l'honorable premier ministre nous en dira-t-il un mot?

On sait quelles sont les démarches qui ont amené le règlement de la question de l'arbitrage. Je vois avec douleur cependant qu'il y a déficuosité dans cette décision.

Je félicite le trésorier et j'espère qu'il nous prouvera qu'il y a véritablement excédent dans les coffres.

Je termine, Monsieur l'Orateur, et je crois avoir prouvé surtout le mécontentement qui existe dans la province au sujet des terres de la Couronne.

M. F. DAVID (Montréal-Est): On nous a dit,

et je le crois sincèrement, que le gouvernement donnera une aide libérale aux chemins de fer et qu'il encouragera les Canadiens qui reviennent au pays à y rester, en développant les intérêts manufacturiers. J'espère surtout que le gouvernement présentera une mesure pour empêcher la corruption et que les menées corruptrices aux élections seront punies non seulement par l'amende, mais par l'emprisonnement au pénitencier. Le temps est venu d'adopter une loi sévère, car un pareil crime ne saurait être puni trop sévèrement.

Je suis venu ici pour les principes et non pour les hommes, car les hommes ne sont rien pour moi. Les hommes au pouvoir recevront mon appui tant qu'ils favoriseront les intérêts de la province. Il est fait mention du succès de l'exposition provinciale. Quant à moi, je n'en ai pas été très satisfait; je ne veux pas en faire retomber la faute sur le gouvernement, mais je pense qu'on aurait pu faire plus pour donner des prix plus élevés.

Je suis heureux de voir qu'on a fait beaucoup pour améliorer l'éducation, mais je ne vois rien dans l'adresse qui fasse quelque mention de la division des paroisses de Montréal. J'ose espérer que la question sera décidée pendant cette session. J'ai été heureux d'apprendre que la province a reçu en don la magnifique propriété appelée les Casernes des Jésuites.

UNE VOIX: Ce n'est pas là un présent.

M.F.DAVID (Montréal-Est): Alors, tant mieux.

PLUSIEURS VOIX: Elles appartiennent à la province.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Je suis heureux de l'apprendre. J'espère que cette propriété ou portion de cette propriété retournera à ses anciens maîtres, les Jésuites. Je demanderai aux ministres si c'est leur intention de rendre cette propriété aux Jésuites. Je leur demanderai aussi s'ils ont l'intention de régler la question de la division des paroisses de Montréal. J'attends la réponse du gouvernement pour décider si je devrai l'appuyer ou le combattre.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je répondrai d'abord aux questions posées par l'honorable député qui vient de s'asseoir. La question de la division des paroisses est en ce moment sous considération. Quant à la question des casernes des Jésuites, l'honorable député comprendra que le gouvernement vient d'être mis en possession d'une propriété appartenant à la province et, en conséquence, on devra lui accorder le temps d'examiner toute question que l'on pourra soulever touchant la réintégration de cette propriété.

Je dois féliciter le moteur et le secondeur de l'adresse sur la manière habile et éloquente avec laquelle ils se sont acquittés de leur tâche. Les

félicitations que le député du comté de Québec a adressées au lieutenant-gouverneur ne sont que l'écho des sentiments de tout le pays.

La Chambre accueillera bien aussi le nom de Sir Narcisse Belleau, l'ancien lieutenant-gouverneur, dont les qualités éminentes faisaient de lui un homme de choix pour remplir la tâche si haute qu'on lui avait assignée.

(Après avoir fait l'éloge de feu Sir Geo.-Etienne Cartier et de feu M. Cassidy, l'honorable premier ministre continue comme suit:)

Le gouvernement a établi une école des arts et des sciences appliqués à l'industrie, où les jeunes gens qui, en ce moment, n'ont que les écoles du soir, pourront puiser une instruction qui en fera de bons ingénieurs. Le but est pratique et j'espère que la Chambre approuvera l'établissement de cette école.

On m'a reproché de ne pas avoir donné d'explications touchant la formation du ministère actuel. L'honorable député de Lotbinière a essayé de m'arracher des explications à tout hasard. Il a cherché à couvrir de ridicule l'administration actuelle. Je puis lui dire que je suis tout à fait insensible à ses remarques. Je ne suis pas tenu de donner les explications qu'on demande. Je dirai seulement que le gouvernement actuel est un gouvernement nouveau. L'ex-premier ministre s'étant retiré de la Chambre, on ne peut exiger aucune explication, attendu que le gouvernement est nouveau.

Je repousse l'insinuation que le gouvernement de Québec soit une succursale du gouvernement de l'Outaouais. L'honorable député de Lotbinière, avec la forme polie qui le distingue, m'a comparé à un âne revêtu de la peau du lion, mais je puis lui dire qu'il est dans l'erreur, je ne porterai jamais ce manteau, je laisserai l'honorable député s'en revêtir. Je le répète, le gouvernement est nouveau et je pense qu'il possède la confiance de la Chambre. L'honorable député de Lotbinière se trompe beaucoup s'il croit exciter l'admiration du pays par sa conduite.

Il est injuste de dire que le gouvernement n'a rien fait pour le rapatriement de nos compatriotes; oui, le gouvernement s'occupe de cette question depuis longtemps. Il fera tout en son pouvoir pour donner une nouvelle impulsion à la colonisation des terres incultes, et il sera présenté une mesure à ce sujet.

Quant aux chemins de fer, le gouvernement doit agir avec circonspection.

Il adoptera une politique libérale, mais il n'endettera pas la province et nulle pression ne pourra le faire dévier de cette politique. Le gouvernement n'est pas encore préparé avec les détails de la mesure qu'il présentera devant la Chambre. Le gouvernement ne peut dire en ce moment si le palais de justice devra être reconstruit; l'édifice actuel a déjà coûté beaucoup d'argent.

Néanmoins, les documents de plusieurs familles contenus dans les voûtes n'ont pas été avariés ou détruits par le feu lors de l'incendie du palais de justice. Les voûtes sont maintenant réparées et sont utilisées comme auparavant.

J'ai donné des explications franches en disant que, l'honorable M. Chauveau ayant donné sa démission, j'avais été appelé à former un nouveau gouvernement, car la démission du premier ministre entraînerait celle de ses collègues. Mais il n'est pas vrai que l'ex-premier ministre ait abandonné le gouvernement, puisqu'il avait l'appui de la Chambre.

Il a plutôt obéi à des motifs personnels: sa mauvaise santé qui lui commandait le repos et la mauvaise santé de quelques membres de sa famille. Il a donc suivi l'inclination naturelle de son cœur pour abandonner un poste qu'il a occupé avec tant de patriotisme. La charge importante de président du Sénat a été une juste récompense de ses services et j'espère qu'il occupera longtemps ce poste important.

Le double mandat est virtuellement aboli et le gouvernement n'a l'intention de présenter aucune mesure à ce sujet.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il n'a pas été aboli.

Plusieurs députés se lèvent et une certaine confusion s'ensuit.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le gouvernement n'a pas l'intention de présenter de mesure à ce sujet. Il est curieux de voir l'Opposition qui, ne pouvant attaquer ce que contient le discours du trône, s'en prend à ce qu'il ne contient pas. Quant à la division de la dette, les négociations se poursuivent en ce moment et tout ce que je puis dire pour le moment, c'est que la question sera réglée à l'amiable.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il n'a eu l'intention d'offenser aucun honorable membre de cette Chambre et, si ses remarques ont pu blesser les susceptibilités de quelqu'un, il regrette de les avoir faites.

M. C.-A.-P. PELLETIER (Québec-Est): Il peut paraître présomptueux de la part d'un nouveau député comme moi d'adresser la parole à cette Chambre au commencement du débat; si je le fais, ce n'est nullement par orgueil, mais parce que j'ai quelques explications à donner. Je ne suis pas venu en cette Chambre avec un parti pris, mais pour juger les questions à leur propre mérite. Mais, si les choses ne changent pas, je crains bien de n'avoir pas souvent l'occasion de soutenir le gouvernement actuel.

J'ai regretté comme tout le pays l'émigration de nos compatriotes, car elle n'a pas été l'effet d'un pur caprice; aujourd'hui qu'ils sont forcés, par les circonstances, de revenir au pays, il faut les encourager à y rester.

Ils sont comme l'enfant prodigue; nous devons être généreux.

A la dernière session, l'Opposition demanda un comité pour s'enquérir de certains faits se rattachant à la vente des limites à bois, sous la dernière administration; ce comité fut refusé alors, mais j'espère que le gouvernement sera

forcé de l'accorder avant la fin de la présente session. La grande cause de l'émigration des Canadiens est à chercher dans les salaires trop faibles et le désir de pouvoir travailler.

Une question qui commande l'attention sérieuse de la Législature, c'est celle des magistrats de district. Il serait bon de savoir pourquoi il y a tant de ces magistrats dispersés à travers le pays, surtout quand les juges de la cour Supérieure sont si nombreux que la plupart n'ont rien à faire pour occuper leurs loisirs. Dans le district de Québec, l'administration de la justice est dans un état déplorable et demande un prompt remède.

On a méconnu les plus graves intérêts dans la nomination des évaluateurs de la propriété et l'on a commis des injustices. L'administration de la commission à barrière est défectueuse et la municipalité de Saint-Sauveur a l'intention de s'adresser de nouveau au gouvernement pour avoir sous son contrôle une partie du chemin qui est aujourd'hui sous celui du gouvernement.

Nous avons eu à déplorer sérieusement l'intervention d'ex-ministres fédéraux dans les choses locales, et il est notoire que dans l'élection de Québec-Est, l'hiver dernier, le candidat ministériel a été choisi par un ministre fédéral. Le mot d'ordre est parti d'Outaouais, et on a vu tous les valets de l'ex-gouvernement se mettre en campagne et organiser des bandes d'assommeurs pour emporter l'élection. Le gouvernement n'a assisté à cette lutte que comme spectateur. C'est un ministre fédéral qui a dirigé d'Outaouais un système honteux de violence pour intimider les électeurs honnêtes, et c'est le coffre public qui a payé les frais de cette élection.

Les assommeurs ont été gorgés d'argent et de boisson; cela ne suffisait pas encore et, pour mieux réussir, on les a armés. Si j'ai échappé à la balle d'un assassin, je le dois à la Providence et au dévouement des citoyens qui ont voulu montrer aux agents du gouvernement que le règne de la corruption et de la violence était passé à Québec-Est. Ceux qui ont poussé des hommes à commettre de pareils actes ont assumé une grave responsabilité sur leurs têtes. Pour jeter du discrédit sur moi, on a prétendu que je m'étais servi moi-même d'une arme à feu, et l'on a trouvé un homme assez osé pour l'affirmer sous serment. Il est vrai qu'on l'a généreusement récompensé par une place, mais la satisfaction qu'il a éprouvée n'a pas dû être suffisante pour étouffer les remords de sa conscience. Le magistrat qui a pris sa déposition m'a déclaré lui-même qu'il était convaincu que cet homme s'était parjuré. On voit aujourd'hui des hommes notoirement compromis dans les excès commis à cette élection porter l'uniforme. C'est dans un siècle que l'on appelle le siècle de lumière que l'on voit de telles choses se produire. Il est vrai que ces nominations sont le fait du gouvernement fédéral, mais n'était-ce pas le devoir du gouvernement local de s'y opposer?

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Le gouvernement ne peut être tenu responsable des actes de son prédécesseur, puisque c'est un gouvernement nouveau. L'orateur qui vient de s'asseoir s'est donné comme député indépendant, mais le discours qu'il vient de prononcer nous justifie de croire qu'il trouvera rarement l'occasion d'exercer cette indépendance.

Le gouvernement nous promet d'encourager les chemins de fer et j'espère qu'il se montrera généreux. Le pays a déjà assez fait de sacrifices pour la rive sud; il est temps que la rive nord ait son tour. De toutes les lignes de chemin de fer en projet, celle de la rive nord est incontestablement la plus importante.

J'espère que son ancien président viendra encore la diriger avant peu.

La rive sud est bien pourvue. La rive nord est bien plus importante et son territoire bien plus vaste. Nous sommes à 28 lieues à peine de la capitale et, cependant, pour venir à Québec, il nous faut partir la veille, au lieu qu'avec le chemin du nord, en partant le matin même de l'ouverture du Parlement, nous serions arrivés cinq ou six heures après. J'espère qu'avant longtemps ce projet si important pour toute la rive nord de la province sera réalisé.

Je suis sûr qu'en adoptant une politique libérale et d'envergure le gouvernement obtiendra l'appui et de la Chambre et de la population.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Dit qu'il ne se lève qu'en tremblant pour adresser la parole à la Chambre. S'il lui fallait croire tout ce qui a été dit et écrit contre lui depuis douze mois, il ne devrait certainement pas occuper une place dans l'enceinte parlementaire. Pour le perdre dans l'opinion publique, tous les moyens ont été employés: l'injure, les mensonges les plus odieux, même le parjure. Des journalistes payés pour mentir, les uns \$3,000, les autres \$4,000, \$5,000 et \$6,000, comme en font foi les témoignages sur l'affaire du Pacifique, n'ont cessé de le vilipender, donnant amplement en calomnie pour le salaire qu'ils recevaient de leurs maîtres. Des hommes de tous les rangs ont pris part à cette conspiration. Lorsque le vocabulaire des injures de ce genre a été épuisé, on a eu recours à un nouveau genre. Les faiseurs de portraits, les uns disent un ex-ministre, les autres disent l'employé même qui un jour avait trahi ce premier ministre en offrant de prouver que ses rapports étaient faux, un écrivain quelconque s'est attaqué à sa personne, à ses défauts naturels.

Il regrette de n'avoir pas ces qualités extérieures qui distinguent le président de la Chambre et qui font que, lors même que les débats ne sont pas intéressants, les galeries sont toujours pleines. Il regrette le défaut de son organe vocal, les fatigues qu'il est obligé d'imposer à la Chambre. Mais si on a des reproches à faire sur ce point, c'est à la Providence et non à lui-même qu'on devrait les adresser. Quant à lui,

il ne blâme pas cette Providence qui, en revanche des avantages extérieurs qu'elle a prodigués à M. le président et à plusieurs députés de la Chambre, lui a donné une intelligence ordinaire pour comprendre ce qui se dit, ce qui se fait en Chambre, pour distinguer le juste et l'injuste, le vrai du faux, et l'a doué d'une fermeté suffisante pour remplir ses devoirs de député, travailler au bien de ses constituants et servir honnêtement les intérêts de son pays.

Le premier ministre a répondu à M. Joly que son gouvernement est un gouvernement nouveau. Alors il aurait dû, ainsi que ses collègues, subir une élection. Il refuse de donner les raisons qui ont amené la retraite de MM. Chauveau et Beaubien, il ne paraît pas les connaître. M. Joly aurait dû s'adresser au député de Québec-Centre (M. Langevin) pour connaître cette affaire. Ce député et ex-ministre fédéral aurait pu lui raconter qu'un jour il avait signifié à M. Chauveau qu'il devait abandonner le poste de premier ministre, poste que suivant l'honorable ministre actuel il avait droit de garder, puisqu'il possédait la confiance de la Chambre, et prendre celui de président du Sénat qu'il n'est pas sûr de pouvoir garder.

Malgré les supplications les plus pressantes, les pleurs mêmes de l'ex-premier ministre qui comprenait les dangers d'un tel changement, la place dut être abandonnée, et le nouveau gouvernement, comme on l'appelle, fut formé. M. Tremblay produit un tableau des diverses sommes d'argent dépensées dans les travaux de colonisation depuis 1854, faisant remarquer en passant que, pour favoriser l'élection d'un certain conseiller législatif, le gouvernement d'alors a dépensé \$20,000 à \$30,000 pour l'ouverture d'un chemin abandonné depuis, conduisant du comté de Charlevoix au même point où aboutit le chemin actuel de Saint-Urbain. Dans les comtés de Chicoutimi et Saguenay, de 1868 à 1873, les montants ont varié de beaucoup. En 1868, le gouvernement a dépensé seulement \$3,800; en 1869, \$30,700. C'est l'année où le premier ministre actuel et le ministre des Travaux publics ont fait la visite du comté et ont compris la nécessité d'ouvrir des chemins de colonisation dans cette partie du pays. En 1870, la dépense a été de \$16,300, en... \$15,400 et en 1873 environ \$1,300, d'après les informations particulières qu'il a obtenues, le rapport officiel n'étant pas encore publié.

En parcourant le dernier rapport, celui de 1871-72, les députés en trouveront suffisamment pour se convaincre de la manière absurde dont l'argent public est dépensé.

Dans le comté de Bonaventure, le gouvernement a fait ouvrir 47 chemins à la fois dans la même année. Chaque habitant a son chemin portant son nom, et d'une longueur variant de 5, 10, 15, 20 arpents. Il cite une vingtaine de noms.

Dans le comté de Gaspé, durant la même

session de 1871, 31 chemins, et dans le comté de Pontiac, 24 chemins ont été ouverts à la fois.

Dans le comté de Québec, un chemin de 40 arpents, qu'il croit être en plein milieu des anciennes paroisses, est classé parmi les chemins de colonisation.

Le comté de Lévis n'a pas été oublié, et dans les anciennes paroisses de ce comté plus de \$1,100 ont été dépensées pour l'ouverture de prétendus chemins de colonisation.

Si certains travaux publics sont nécessaires dans ces comtés, qu'on les désigne par leurs véritables noms et que le gouvernement demande à la Chambre de voter l'argent nécessaire pour ces travaux publics. Jusqu'à l'année dernière le gouvernement avait bien voulu adopter ses suggestions sur la plupart des travaux de colonisation, surtout depuis la visite des deux ministres, et il peut dire que l'argent avait été employé avec profit. C'est alors que le gouvernement a donné la preuve que, suivant l'expression de M. Joly, il n'était que la succursale de l'ex-gouvernement fédéral. Sans doute une petite partie des \$32,000 fournies par Sir Hugh Allan au député de Québec-Centre, l'ex-ministre fédéral, a été employée dans cette élection; mais c'est surtout l'argent de la colonisation qui a servi au succès du candidat du gouvernement fédéral. On a d'abord commencé par choisir des marchands pour être conducteurs des chemins.

M. Tremblay cite le nom des deux marchands. Le contrôle de ces marchands qui touchaient la plus forte partie des gages des travailleurs qui leur étaient endettés eut l'effet désiré. A la Pointe-Bleue, le gouvernement a fait macadamiser le chemin de front du plus riche habitant de l'endroit, un habitant valant plusieurs milliers de piastres, et a fait construire à la porte de sa demeure un pont de 40 à 50 pieds. M. Tremblay rapporte une entrevue entre un conducteur de chemin et M. Chauveau, qui était allé au Saguenay quelques jours avant la votation exprès pour favoriser les plans du gouvernement fédéral et qui a forcé ce conducteur à agir contre le candidat supporté par lui (M. T.) et en faveur duquel il avait déjà exprimé ses sympathies. Dans la localité où était ce conducteur, des actes de violence ont été commis par ses employés, même sur la personne de l'officier-rapporteur et du clerc du poll. Ceux seulement des colons qui le suivraient, disait ce conducteur, auraient la chance de voir leur chemin ouvert aux frais du gouvernement.

A la Pointe-aux-Trembles, dans un endroit visité par les ministres eux-mêmes en 1869 et aussi visité deux ou trois fois par l'assistant-commissaire, une route a été ouverte en plein bois cette année, à 10 arpents seulement d'une route ouverte l'année dernière en plein champ et dans le même rang pour plaire à quelques amis du candidat fédéral. Cette route coûtera environ \$700 lorsqu'elle sera terminée. C'est une dépense absolument inutile; et pour l'empêcher il a pris la peine de venir au bureau des Travaux publics pour en avertir l'assistant-com-

missaire. Pour ouvrir cette route et réparer une côte qui se trouve environ à 1 mille ou 1 1/2 mille plus haut, on a nommé deux conducteurs, l'ancien conducteur ayant été destitué parce qu'il avait fait opposition au candidat du gouvernement fédéral.

Un autre conducteur, M. Ambroise Gagnon, employé depuis nombre d'années, dont les travaux ont été examinés par les ministres eux-mêmes, par l'assistant-commissaire et qui a donné pleine satisfaction au bureau, a aussi été destitué pour avoir voté contre le candidat du gouvernement fédéral. Celui-ci aussi a été remplacé par deux conducteurs qui ont été mis en ouvrage vers le 15 septembre dernier, au temps des pluies torrentielles et dans une saison d'ailleurs où tous les cultivateurs étaient occupés aux travaux des récoltes. Pendant une quinzaine ces deux conducteurs n'ont eu que 6 à 7 ou 8 jeunes gens sous leurs ordres et jusqu'à la fin de la saison les travailleurs n'ont fait que remuer de la boue.

Mais voilà qui est bien plus odieux. Le surintendant général des travaux de colonisation dans le comté, M. W. Warran, un homme remarquable sous tous les rapports, excellent charpentier, homme sobre, intelligent, actif, d'une honnêteté à toute épreuve, un homme indispensable pour les travaux de colonisation dans le comté de Chicoutimi, devient aussi la victime des vengeances de l'ex-gouvernement par l'entremise du gouvernement local. Un contracteur obtient des ordres pour construire deux ponts; l'un sur la petite Décharge a coûté de \$1500. à \$1800; l'autre sur la Rivière-aux-Renards a coûté \$800. M. Warran fait rapport que ces ponts sont de 6 pieds, et l'autre 4 pieds plus bas que les dimensions spécifiées sur les plans et spécifications et qu'ils seront emportés par les hautes eaux. De fait, les deux ponts ont été emportés, le contracteur a été payé et M. Warran, le serviteur fidèle, honnête qui avait fait son devoir, a été destitué. Quel était son crime? Celui d'avoir comme les deux autres conducteurs destitués exercé son droit de citoyen, sa franchise électorale, d'avoir, lui officier du gouvernement local, voté pour le candidat en qui il avait confiance, M. Gagné, et avoir fait opposition au candidat du gouvernement fédéral.

Le Chemin Archambault, baptisé de ce nom lors du passage du ministre des Travaux publics en 1869, a été fermé depuis deux ans pour plaire au petit souverain du Saguenay, qui dans l'intérêt de son commerce pour exercer à son aise son immense monopole, a retardé pendant vingt ans l'ouverture du chemin Saint-Urbain et pendant 15 ans l'ouverture de la première section du chemin Kénogami.

Le chemin Alma, visité par les ministres en 1869 et dont il est fait mention spéciale dans les rapports du commissaire comme absolument nécessaire, a été en quelque sorte abandonné.

Il paraît que l'on y a dépensé cette année \$700; on a fait quelques réparations dont il

restera à peine des traces l'année prochaine. C'est en vain qu'il a demandé d'employer une partie de l'argent destiné au chemin de Québec, pour terminer le chemin Alma. Si, comme l'a annoncé le proposeur de la réponse, le député du comté de Québec, le gouvernement a l'intention de favoriser l'ouverture d'un chemin de fer et si ce chemin de fer doit être construit, pourquoi continuer à dépenser de l'argent sur la route actuelle?

Cet argent est complètement perdu. Tant que les travaux ont été faits à travers la partie colonisable des terres qui avoisinent le Lac Saint-Jean, la dépense était utile et il n'y avait pas raison de blâmer; mais, depuis que l'on a laissé les terrains propres à la culture, c'est du gaspillage. Les travaux sur ce chemin ont été continués jusqu'à la fin d'octobre, le conducteur ayant pris juste le nombre d'hommes qu'il lui fallait pour faire durer l'ouvrage et toucher une bonne paie.

M. Tremblay reproche ensuite au gouvernement de n'avoir point fait d'octrois gratuits, là où il aurait dû en faire et de la manière qu'il aurait dû les faire.

Le commissaire des Terres lui-même voulait il y a quelques années le système en usage dans le Nouveau-Brunswick, et maintenant qu'il est au pouvoir il n'en dit pas un mot dans son rapport. Le rapport de l'un des agents d'immigration fait connaître ce système qui, s'il est possible au Nouveau-Brunswick, province qui n'est certainement pas plus riche que celle de Québec, doit l'être ici. Tout chef de famille ayant deux enfants et plus a droit à un octroi gratuit de 200 acres. Tout homme au-dessus de 18 ans a droit à 100 acres. Dans les deux cas le gouvernement est tenu de faire ouvrir les routes et chemins de front.

L'immigration est un autre sujet qui aussi offre ample matière à critique. Le gouvernement ne semble avoir de la sollicitude que pour les étrangers. La colonie belge du canton Suffolk, où il y a, dit-on, 8 familles, en donne une idée. Outre les frais de transport, \$872 ont été dépensés pour les nourrir et payer les travailleurs que le gouvernement y a envoyés pour leur montrer à faire des abattis, et leur bâtir des petites maisons. La route qui conduit à leur établissement coûte \$1,998, ce qui porte à \$358.75 la dépense de chaque famille.

A-t-on jamais fait la moitié de cela pour une famille canadienne? Suivant le rapport du commissaire, \$40,000 ont été employées pour favoriser l'immigration. D'après le nombre d'émigrés fixés dans la province de Québec, chaque individu a coûté \$23 et chaque famille environ \$118.40. C'était une population morale que l'on devait établir. Qu'on lise le rapport de M. Belle, agent d'immigration à Montréal: "Je ne vois pas, dit M. Belle, ce que l'on gagne à recevoir des vagabonds plus disposés à mendier ou à voler qu'à travailler, des individus n'ayant pas de métier ou ne connaissant qu'une partie d'un métier, des commis-marchands, des por-

tiers, des conducteurs de fermes ou de travaux, des infirmes, enfin des incapacités ou des inutilités de toutes les dénominations possibles. Sans un choix judicieux, je crains fort que l'immigration ne devienne pour nous une plaie sociale au lieu d'un bien." Ce portrait n'est certainement pas flatteur.

Si les ministres se donnaient la peine de lire les rapports de leurs agents d'immigration, ils se convaincraient facilement que le système actuel n'est pas tolérable et que cette immigration étrangère est une source de dépenses en grande partie inutile. M. Jones, un autre agent d'immigration, se plaint que les brochures qu'on lui a transmises sont trop volumineuses et cependant il paraît que tout dernièrement encore le gouvernement en a fait imprimer 100,000 copies.

A la page 813 du rapport du commissaire des Travaux publics, cet agent donne une leçon de colonisation à ses maîtres. "Envoyer, dit-il, sur des terres nouvelles des immigrants inaccoutumés aux misères qu'on rencontre inévitablement pour gagner sa vie au milieu des forêts, sans autre moyen de subsistance que leur travail, m'a toujours semblé être une cruauté et une politique très peu clairvoyante."

On sait que ces agents sont payés \$300 par mois ou \$10 par jour, et que leurs frais de voyage aller et retour sont payés en sus.

Mais, rendus de l'autre côté de l'océan, ils sont tenus de payer leurs dépenses. Ce M. Jones avoue la raison pour laquelle il n'est pas resté en Ecosse, qui, suivant lui, est le pays qui peut nous fournir la classe d'immigrants qui nous convient, c'est que la vie y est trop dispendieuse. Alors il dut chercher d'autres quartiers où il n'y avait pas d'immigrants convenables pour le pays, mais où il pouvait mieux économiser sur ses \$10 par jour. Dans son rapport M. Barnard fait remarquer que la Belgique ne peut pas fournir le genre de cultivateurs dont le pays a besoin, et nonobstant cela c'est là que le gouvernement envoie chercher des immigrants.

Dans son rapport M. O'Neil fait mention de 400 agents employés par la compagnie Allan et de 200 autres agents employés par la compagnie de la Dominion Line pour encourager l'émigration en Mandé. Ces 600 agents devraient suffire; ce sont certainement les plus actifs, car pour eux l'émigration est une source de profit. Ce même M. O'Neil, après avoir dépense 80 caisses de brochures contenant chacune 1000 exemplaires, en demandait encore.

La Chambre apprendra sans doute avec étonnement que le gouvernement a placé un agent d'immigration belge, ou alsacienne, ou Lorraine, dans le comté de Charlevoix, dans la paroisse des Eboulements. C'est M. Clément, ex-député de Charlevoix, qui est chargé de cet important service. Bien entendu qu'il n'est pas entré un seul immigrant étranger dans le comté par l'intervention de M. Clément. Le seul connu qui y soit allé a été engagé à Québec par un M. Cimon, de la Malbaie, et il a dû laisser l'endroit

dans le cours de l'automne. Quel est le rôle de cet agent? C'est d'aller dans les concessions des Eboulements distribuer des pamphlets sur le Nord-Ouest. Une partie de ces pamphlets, dit-on, sont en langue anglaise et ainsi distribués parmi une population entièrement française. M. Clément reçoit douze cents piastres par année; avec ses frais de voyage il doit coûter à la province \$2,000 par année.

Une élection perdue lui a valu cette excellente position. Il nous a si bien servi, ce M. Clément, disait l'ex-premier ministre, il nous a été si fidèle qu'il faut bien faire quelque chose pour lui; on a créé une sinécure.

L'immigration, telle qu'elle se fait aux Etats-Unis, a une grande utilité, parce qu'il y a là des terrains tout défrichés, les immenses prairies où l'immigrant peut ou jardiner ou faire de la grande culture sans presque aucun travail. Manitoba offre le même avantage, si toutefois le climat y est convenable, et le gouvernement fédéral peut être alors justifiable d'y introduire des immigrants européens. Mais pour Québec, y faire venir des immigrants qui, suivant les rapports des agents et d'après l'expérience acquise par le gouvernement lui-même dans l'établissement de Suffolk, sont incapables d'ouvrir des terres nouvelles, c'est dire à nos compatriotes: Cédez vos terres à ces étrangers et abandonnez le pays.

M. Tremblay attire l'attention de la Chambre sur le fait que le discours du Trône ne renferme pas un mot au sujet de l'administration des terres de la couronne, le plus important des départements. La principale source de revenus de la province est complètement oubliée.

Il se réjouit de la présence du commissaire actuel; c'était un supplice pour lui, les années dernières, d'attaquer un homme assis en face de lui sur le banc réservé aux étrangers et dans l'impossibilité de se défendre lui-même, l'ex-commissaire M. Beaubien. Le gouvernement demande un délai de plusieurs jours pour faire savoir à la Chambre s'il accordera ou non un comité des terres de la couronne. Ce comité a été promis l'année dernière et après douze mois de réflexion le premier ministre ne sait pas encore ce qu'il doit faire.

Le député de Saint-Maurice vient de déclarer qu'il insistera pour la formation de ce comité; sera-t-il plus sincère cette fois-ci que l'année dernière? Car la Chambre doit se rappeler qu'après avoir demandé une enquête l'honorable député n'a pas eu le courage de voter pour la motion de M. Joly au sujet de la formation d'un comité. La vente des bois qui vient d'avoir lieu sous le nouveau système des enchères prouve encore combien le gouvernement est peu soucieux des intérêts de la province. Il a mis à l'encan des limites qu'il savait devoir passer entre les mains de spéculateurs qui en avaient déjà trop. Toutes les limites sur la Rivière Matane, au-delà de 400 milles carrés, ont été vendues à un commerçant qui possédait déjà sur cette rivière et ailleurs une étendue de plus de 2,600 milles carrés, c'est-à-dire beau-

coup plus qu'il n'en pourra jamais exploiter d'ici 20 ans. Le commissaire savait que dans le moment aucun enchérisseur sérieux ne se présenterait à cet encan des limites de la Rivière Matane situées en arrière des limites possédées par le riche commerçant auquel il vient de faire allusion.

M. Tremblay raconte à la Chambre ce qui se dit depuis quelque temps dans la ville de Québec: la rumeur lui paraît tellement fondée qu'il ne croit pas que celui auquel il va faire allusion ose en nier l'exactitude. Dans le temps de ces honteuses transactions qui, en 1871 et 1872, ont eu pour effet de livrer à des jobbers, amis du gouvernement, la plus grande partie du domaine public, un certain marchand se présente chez un ex-ministre fédéral et le prie de vouloir bien user de son influence pour lui faire avoir une belle limite.

Oui, lui répond le ministre, mais à une condition.

Eh bien, voilà \$2,000, et le spéculateur dépose l'argent sur la table.

Encore autant, ajoute le ministre, et la limite est à vous. La condition était rigoureuse, mais la limite était d'une grande valeur. Eh bien! voici mon billet pour la balance. En tout \$4,000 pour l'influence de ce ministre fédéral auprès du commissaire des Terres de la couronne.

A la dernière session, j'ai fait remarquer au gouvernement que les explorations projetées sur la rive nord du Saint-Laurent dans le comté de Saguenay seraient une occasion de dépenses considérables et complètement inutiles. Le commissaire n'a qu'à lire son rapport, il y trouvera la preuve complète de ce que j'ai dit alors. A part la partie de la Rivière Betsiamis, actuellement sous licence, et quelques autres endroits où les limites à concéder appartiennent à trois ou quatre maisons de commerce, les explorateurs n'ont trouvé que des rochers, des montagnes dénudées, d'immenses forêts brûlées. La somme de \$22,000 a été votée l'année dernière pour les arpentages. Le gouvernement a dépensé \$24,000, la plus grande partie pour les explorations.

L'examen des comptes de certains arpenteurs prouve la prodigalité du commissaire, l'usage injuste des deniers mis à sa disposition. A la page 11 de mon rapport qui vient d'être mis entre les mains des députés, on voit qu'un M. Gagnon (plusieurs voix, qui est-il?), le fils du député actuel M. Gagnon, a reçu de l'honorable commissaire \$1,078.81 pour un relevé de 2 milles, le relevé de la Rivière Malbaie située en plein milieu du comté de Charlevoix. Ce relevé coûte donc \$28.36 par mille, ce qui est exorbitant. Un M. Lachevrotière a aussi reçu \$24.65 par mille pour le relevé de la Rivière Manouan. Il comprend d'autant mieux l'absurdité d'une telle dépense que lui-même en 1861 il a fait un relevé de la rivière dans un endroit éloigné et où les transports étaient très dispendieux pour \$8.13 du mille, sans compter les explorations que, tous les deux jours, il était obligé de faire de chaque côté de la rivière.

Passant à l'administration de la Justice, M. T. dévoile de nouveaux gaspillages. Le député de Charlevoix, M. Gagnon, et lui-même ont demandé à la dernière session d'envoyer le magistrat stipendiaire du district du Saguenay, M. H. Cimon, résider sur la Côte du nord, ce magistrat n'ayant rien à faire à Malbaie. Au lieu de cela, le gouvernement a nommé un nouveau magistrat stipendiaire, M. Charles Gagnon, le fils du député. Il se contentera pour le moment de dire que M. Gagnon n'est pas un avocat brillant. Il y a donc maintenant dans les trois comtés de Charlevoix, Chicoutimi et Saguenay 3 magistrats stipendiaires, lorsqu'un seul serait plus que suffisant. Ces 3 magistrats coûtent au moins \$6,000 par année à la province, ce qui représente une dette de \$120,000.

S'il en avait le temps, il prouverait un oubli non moins grave des devoirs du gouvernement en ce qui concerne l'éducation.

Il connaît un inspecteur qui depuis trois ans n'a pas fait de visites dans un certain district et qui cependant reçoit régulièrement son salaire. Le gouvernement en sait quelque chose, car il a été informé encore tout dernièrement de ce fait.

Le gouvernement annonce avec retentissement sa politique de chemins de fer, mais sans rien définir. Que peut-il faire à propos de chemins de fer, lorsqu'il a prouvé qu'il n'était pas même capable de conduire l'ouverture de simples chemins de colonisation? Que fera-t-il des millions de piastres destinées aux chemins de fer, sinon un fond de cabale électorale, comme il a fait des deniers de la colonisation?

Si le chemin de fer de Québec au Lac Saint-Jean doit être fait, comme l'a annoncé le député de Québec, et personne ne doute qu'il doit être fait, pourquoi le gouvernement a-t-il depuis trois ans dépensé environ \$30,000 pour le chemin de voitures actuel?

Avec cet argent, il aurait pu ouvrir 100 milles de chemins de colonisation, sur lesquels se seraient établis 1200 habitants. Le comté de Chicoutimi n'aurait plus eu besoin de demander, d'ici à plusieurs années, des secours de ce genre. Un chemin doit valoir au moins \$10 par année pour l'occupant d'une terre! c'est donc en sus une perte de \$12,000 pour les habitants des comtés de Chicoutimi et Saguenay. Il sait que ces quelques remarques vont lui valoir de la part des organes salariés du pouvoir de nouvelles injures. Des votes complaisants auraient mis à sa disposition peut-être un quart des deniers destinés à la colonisation. Des faveurs pour ses parents, ses amis et pour lui-même lui auraient mérité des colonnes de félicitations des journaux qui actuellement le vilipendent. Mais il est venu en Chambre pour défendre les intérêts de la province de Québec, pour protéger les droits du peuple, prévenir le gaspillage, s'il est possible, essayer de mettre un terme à l'agiotage, à la corruption. Il partage sur ce point les idées contenues dans une lettre qu'il vient de recevoir d'un respectable curé et dont il prend la liberté de lire l'extrait suivant:

"Si les honteuses spéculations de plusieurs capitalistes ou grands propriétaires n'avaient pas eu libre cours dans notre pays, depuis plusieurs années, au grand détriment de l'agriculture et de la colonisation, le Bas-Canada ne serait pas appauvri et dépeuplé, comme il l'est aujourd'hui. Tant que la politique, au lieu de rechercher les vrais intérêts du peuple, de la masse du peuple cultivateur en particulier, ne s'occupera que d'intrigues, d'agiotage, de favoritisme, nous baisserons toujours jusqu'à ce qu'il n'y ait plus pour nous aucun espoir de nous relever". Cette lettre est l'expression fidèle de tous ceux qui veulent envisager la position du pays telle qu'elle existe. Oui, avec le système d'intrigues, d'agiotage, de favoritisme, dont il a démontré l'existence, dont il a donné la preuve la plus vraie, la plus convaincante, le peuple ira toujours baissant jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucun espoir de se relever. Pour lui, il y a un principe qui domine tous les autres; c'est le principe proclamé à Ottawa et qui a amené la chute de l'ex-gouvernement fédéral, c'est l'honnêteté politique. La fidélité à un parti ne peut pas obliger de suivre un chef dans un abîme, s'il veut s'y précipiter. Les chefs d'un gouvernement ne sont que les administrateurs de la chose publique. La fidélité d'un député ne consiste pas dans l'asservissement à un parti, mais dans l'accomplissement des oeuvres utiles au pays, dans la soumission aux lois de l'honneur et de la conscience, dans la pratique constante des devoirs qui constituent l'honnête homme.

Il ne veut pas abuser de la patience de la Chambre en parcourant page par page le rapport du commissaire. Ce rapport renferme beaucoup d'inexactitudes et contredit sur une foule de points les avancés du commissaire. Au lieu d'aller faire la cabale dans le comté de Montmagny, le commissaire aurait bien mieux fait d'employer les trois jours de répit qu'il avait demandés à la Chambre pour lire son rapport et prendre connaissance de l'état de son département. Il se serait évité la peine, la fatigue de parler à tort et à travers de choses qu'il ignore complètement. Et il ne serait pas venu confirmer les accusations portées contre lui, accusations dont la force et la vérité n'ont pu échapper à l'attention de la Chambre et qui, à la suite des remarques qu'il vient de faire, restent mieux établies que jamais.

Il est ordonné que chaque paragraphe de ladite motion soit mis aux voix séparément, et le premier paragraphe étant de nouveau lu;

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande si les ministères ont l'intention de répondre aux accusations du député de Chicoutimi.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Dit que la Chambre peut être certaine qu'il ne laissera pas sans réponse les assertions du député de Chicoutimi, mais il lui faut pour cela des documents qu'il ne peut emporter dans sa poche.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande si le gouvernement a l'intention de prolonger le débat ce soir.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Croit réellement qu'il serait préférable que la Chambre s'ajourne puisqu'il est beaucoup plus tard que minuit, que tous sont fatigués et qu'un certain nombre de députés ont déjà quitté les lieux.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Il y consentirait si c'était le vœu de la Chambre.

DES DEPUTES: Le deuxième paragraphe.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Parle de la politique générale du gouvernement et spécialement de l'immigration. Il affirme que l'idée suivant laquelle le système des sociétés de colonisation est basé est sienne.

Il parle du retour au pays des Canadiens émigrés et doute de l'efficacité de la politique du gouvernement.

Enfin, il aborde un grand nombre de points du discours du trône.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Demande de quel droit le député de Saint-Jean peut parler des divers points du discours.

L'ORATEUR: Dit que tout amendement au paragraphe est interprété comme une proposition impliquant un vote de confiance et doit être considéré comme tel.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Poursuit en se limitant au premier paragraphe.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Répond aux dires du député de Saint-Maurice (M. E. Gérin) que le ministère Macdonald a sacrifié les intérêts du pays.

Il regrette que la Chambre doive tenir des discussions relativement à cette question et passe en revue les adresses faites concernant la proposition.

Il affirme que le commissaire des Terres est incapable de répondre aux accusations portées par le député de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay).

Le député des Deux-Montagnes (L'honorable G. Oumet) a dit qu'il n'était pas nécessaire de répondre; par conséquent il leur faudra voter avec l'accusation suspendue au-dessus de leur tête.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Invoque le règlement. Selon lui le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise) a utilisé une expression inadmissible.

L'ORATEUR: Décide que l'expression est inadmissible.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): S'excuse.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Dit que le gouvernement n'a aucune intention de prolonger le débat, si on doit voter l'adresse dans son tout mardi prochain.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Ne s'oppose pas à l'ajournement dans ces conditions.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Explique les raisons pour lesquelles il a prolongé la discussion, discussion que le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet) désirait ardemment prolonger.

Il dit qu'on ne lui a pas accordé l'indulgence à laquelle il s'attendait.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Répond brièvement.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Indique de quelle manière on devrait aborder l'adresse à la prochaine réunion de la Chambre.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Trouve étrange qu'en prolongeant le débat, l'opposition n'ait pas établi si oui ou non elle présenterait un amendement.

Selon lui, l'opposition, au cours du débat, a reçu tous les égards auxquels elle pouvait s'attendre, en dépit du fait que plusieurs de ses représentants ont été rappelés à l'ordre, sommés de se rétracter et de s'excuser devant la Chambre.

On a fait montre au cours du débat d'une grande courtoisie; si le débat n'est pas encore terminé, on ne peut qu'en blâmer l'opposition et non le gouvernement. L'opposition a pu disposer de tout le temps qu'elle demandait; il ne reste plus qu'à savoir si elle a l'intention de proposer un amendement. Si elle n'en a pas l'intention, l'adresse devrait être adoptée afin que la Chambre puisse étudier des problèmes plus importants.

Il est ordonné que les débats soient ajournés jusqu'à mardi prochain.

M. L'ORATEUR: Annonce qu'à la reprise des débats, mardi prochain, les discussions porteront sur le premier paragraphe de l'adresse.

La Chambre ajourne à une heure et demie.

Séance du 9 décembre 1873

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures vingt.

Rapports municipaux

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre les rapports municipaux de la province de Québec, pour l'année 1872. (Documents de la session no 8.)

Et aussi les états des affaires de la Société numismatique et archéologique de Montréal, pour l'année 1872, de l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal et de l'Hôpital-Général de Richelieu, pour l'année 1873. (Documents de la session no 6.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Laframboise, la pétition de McPherson Lemoine, de Buckingham, dans le district d'Ottawa, la pétition de la municipalité du township de Shefford, comté de Shefford, la pétition de P. Maguire et autres, la pétition de Denis M. Savage et autres, et la pétition de John Bowman et autres, toutes du township de Shefford.

Par l'honorable M. Holton, la pétition de la Société d'histoire naturelle, la pétition de la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal, la pétition de l'Asile des orphelins protestants, et de l'honorable Sir Alexander Tilloch Galt et autres, de la cité de Montréal.

Par M. LaRocque, la pétition de la municipalité du village de Longueuil, et la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel.

Par M. Poupore, la pétition du conseil municipal du comté de Pontiac.

Par M. Sylvestre, la pétition du révérend C.-A. Lorranger, de la paroisse de Lanoraie.

Par M. David, la pétition de la Faculté médicale de l'Université de Bishop's College, Montréal.

Par l'honorable M. Ouimet, la pétition du révérend V. Rousselot, directeur de l'Asile rue Bonaventure, la pétition de révérend V. Rousselot, directeur de l'Asile Nazareth, la pétition du révérend V. Rousselot, directeur de l'Institution de l'Asile Nazareth pour les aveugles, et la pétition des Dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur rue Fullum, toutes de la cité de Montréal, la pétition de l'Hospice Sainte-Croix, de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, comté de Rouville, et la pétition d'Auguste Demers et autres, de la paroisse Saint-Mathias.

Par M. Marchand, la pétition des Soeurs de la Charité de la Salle d'asile de la ville de Saint-Jean, et la pétition des Soeurs de la Charité de l'Hôpital de la ville de Saint-Jean.

Par M. Bachand, la pétition du révérend

L.-Z. Moreau et autres, la pétition des filles de la Charité administratrices de l'ouvroir Sainte-Geneviève, la pétition des filles de la Charité administratrices de l'Hôtel-Dieu, et la pétition des filles de la Charité de l'Hôtel-Dieu administratrices de l'Orphelinat, toutes de la cité de Saint-Hyacinthe.

Par M. Dugas, la pétition du révérend A.-H. Coutu et autres, du township de Wexford, comté de Montcalm.

Par l'honorable M. Cauchon, la pétition de Charles Garneau, sergent-d'armes de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De l'honorable J.-G. Blanchet et autres, de la ville de Lévis et autres lieux, demandant des amendements aux actes d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses de Lévis à Kennébec.

De F.-E. Verreault et autres, des villages Lauzon et Bienville, et de la paroisse Saint-Joseph de Lévis, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Société mutuelle et bienveillante de Sainte-Anne de Lévis".

De la compagnie du chemin de fer du Sud-Est, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du révérend J.-T. Lasnier et autres, de la paroisse de Sainte-Cécile, comté de Beauharnois, demandant que le village de Sainte-Cécile ou "Valley Field" soit incorporé comme ville, sous le nom de "la ville de Salaberry".

De la municipalité de la paroisse de Saint-Polycarpe, comté de Soulanges, demandant de l'aide pour faciliter la construction des parties des chemins de fer de jonction de Montréal et Ottawa, et de Côteau Landing, et de la ligne provinciale, qui sont situées dans la province de Québec.

De l'Asile du Bon Pasteur, Québec, demandant de l'aide.

Des Soeurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur, de Montréal, demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

Des Soeurs de la Miséricorde pour la régie de l'Hospice de la maternité, de la cité de Montréal, demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du révérend D. Charland, de la paroisse de Saint-Clément de Beauharnois, demandant que la subvention accordée à l'Hôpital de Saint-Joseph-de-Beauharnois soit continuée et augmentée.

Du révérend J.-E. Béliveau et autres, de la paroisse de Saint-Elie-de-Caxton, comté de Saint-Maurice, demandant de l'aide pour un chemin dans ladite paroisse.

Rapport du ministre de l'Instruction publique

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, rap-

port du ministre de l'Instruction publique pour l'année 1872, et partie de l'année 1873. (Documents de la session no 3.)

Comptes publics

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, l'état des comptes publics de la province de Québec, pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1873. (Documents de la session no 1.)

Mandats spéciaux

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Met aussi devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, l'état des rapports de conseil et mandats spéciaux, sous l'autorité de la 31e Vic, chap. 9, clause 47, préparé par l'auditeur en conformité de cette clause, pour couvrir les dépenses pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1873. (Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1873-1874, pages 16-19.)

Introduction de bills

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour rendre saisissable une partie des salaires des employés publics.

Accordé.

Réponse au discours du trône

L'ordre du jour pour la reprise des débats ajournés sur le premier paragraphe de la question qui a été proposée vendredi dernier: "Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la présente session de la Législature de la province de Québec", étant lu, et la question étant de nouveau proposée, la Chambre reprend lesdits débats ajournés.

M. C.-A.-P. PELLETIER (Québec-Est): Demande la permission de rectifier une erreur commise à son endroit par un journal de la ville, le Morning Chronicle. Ce journal lui a fait dire récemment que les Canadiens émigraient par caprice. Il espère que le journal en question fera la rectification désirable. Il veut, en rectifiant cette erreur, éviter qu'on lui reproche plus tard d'avoir dit pareilles choses.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): After a few remarks as to whether the debate was to be continued, said that he concurred in the general spirit of the resolutions. He called attention to the advertisements in the Official Gazette giving notice that certain properties were to be sold at auction to satisfy unpaid dues. He had always held that it was unwise to

give municipalities power to seize and sell property in the absence of the owners. It had a most injurious effect upon settlement and colonization. He reviewed the system of land grants, water lots, etc., and said that they should be clearly defined by plans. He cited instances which had occurred in connection with the Northern Colonization Railway, and said that the president of a railway company should not be invested with power of making the concern a political instrument to support a political friend or defeat a political enemy, that the grant should not be used, or the line changed at will for political purposes. He commented severely upon the conduct of the management of the Northern Colonization Railway in 1872. The postal law on newspapers was too heavy, and had the effect of being a tax upon readers. The tax upon tobacco grown in the country was held to be unjust and unfair.

He spoke of the question of French Canadian emigration. It was a question which could only be treated as a broad philosophical one, it was dependent for its magnitude on the ebb and flow of the labour market. He was understood to say that there was no love in the population for agricultural pursuits. In Montreal they had farmers leaving their lands, coming into the city, acting as carters, or labourers upon the wharves. They went where the best wages were to be earned. The question was not one of legislation, but one of political economy. It was useless to talk of giving inducement in the way of land grants to these people, to put them on the back and say "Be good boys and we will take care of you". There must be better inducements offered, by which the produce of the farmer might be brought to the seaboard quickly, and returned in the shape of money, so that the farmer might have money with which to pay living wages to his help. It was only by the providing of means of transport and communication with distributing centres that a commencement could be made towards preventing the outflow.

Speaking of railways, he disapproved of the system of land grants. The Legislature was but the trustee of the public lands, which might hereafter become a greater source of revenue. By building up rich companies with great tracts of land at their disposal, monopolies were created and territory locked up which might be usefully employed. In 1868 we were attacked by the railway fever, and from that time grants were made right and left in the most lavish manner. He proceeded to read a list of the lines which had been assisted with lands. There were 546 miles of projected line which would come within the provisions of the Act, and eat up the available territory of the country. These would have to come under the operation of a policy of compensation. The Province had some five millions of money, but it would be unwise to divest itself of this sum.

There are essential lines, such as the North

Shore and the Northern Colonization, which must be regarded on a different footing from others. He went into the subject at length. He advocated the adoption of the narrow gauge system as the cheapest and best, and said that if the Government assisted these lines with money or money's equivalent, bonds, it should be insisted that the contracts should stipulate for narrow gauges. (Mr. Bellingham then read Sir Hugh Allan's letter to McMullen, in which it is stated that Sir Hugh Allan employed several young French lawyers to advocate the Northern Colonization Railroad, that he had secured a number of members of Parliament on whom he could rely, and that unless the contract for building the road was given the Company which had been formed, Sir George Cartier need not come forward for re-election and continued.)

The Government must remember that Sir Hugh Allan was at the head of the Northern Colonization Railway, that the question is coming up before this House, and that it would be necessary to deal with it. (He then vindicated the conduct of Sir George Cartier and then paid a tribute to his high mindedness and the integrity of his character). Sir George Cartier had not benefitted by his connection with the road. At a meeting held in Montreal at which fifty gentlemen were present, Sir George Cartier had come forward and stated that Sir Hugh Allan was not to put money on the undertaking, but to get a percentage for building the road. Sixty millions of acres were to have been granted besides forty millions in money.

At this meeting Sir George Cartier had produced a document which he (Mr. Bellingham) had understood to be the contract for the building of this road. The speaker went on to argue the danger of making enormous grants of land to railway companies, and to show the political influences that were brought into play and the corrupt practices resulting at elections. He then alluded to the danger of running the country into debt, a course of action he greatly deprecated.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Rappelle qu'au début de la Confédération, l'opposition ne comptait que huit membres que les ministériels traitaient de pessimistes, parce qu'ils se plaignaient incessamment de l'émigration des Canadiens aux Etats-Unis. Le procureur général d'alors disait que ce n'était pas la crème de la population qui émigrerait ainsi.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je n'ai jamais dit cela.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Regrette d'affirmer, malgré cette dénégation, que la chose lui a été dite à lui-même. On veut faire revenir au pays nos compatriotes émigrés. Très bien! mais quelle est la classe de la population qui a émigré à l'étranger? D'abord la classe ouvrière puis la classe agricole, ne trouvant plus les prix pour

ses produits, les vendeurs se trouvant en proportion de vingt contre un, l'a suivie. Tous ont émigré aux Etats-Unis où les produits se vendaient bien et où le travail est bien rémunéré. Si on est forcé d'admettre que les ouvriers ne sont passés aux Etats-Unis que pour chercher des salaires plus élevés, est-il sensé de croire que les ouvriers reviendront sans que les salaires augmentent ici ou qu'ils baissent aux Etats-Unis? Le cultivateur n'est pas capable de payer la main-d'oeuvre aussi cher en Canada qu'aux Etats-Unis, parce que le grain se vend aux Etats-Unis et que pour l'exporter là, nous payons un droit qui pèse sur nos cultivateurs sans peser sur ceux des Etats-Unis, dont la condition est équilibrée. C'est-à-dire qu'aux Etats-Unis on produit plus d'articles fabriqués et moins de céréales, de sorte que la demande pour les produits du sol est proportionnée à celle des produits des fabriques.

Pourquoi les Etats-Unis sont-ils prospères généralement? C'est parce qu'il y a équilibre entre la production agricole et la production manufacturière. Pourquoi est-on si pauvre en Canada? Pour la raison que la production agricole dépasse du double la production manufacturière. Le moyen de rétablir l'équilibre, c'est d'encourager les manufactures de toute espèce et de ne rien faire pendant quelque temps pour la cause de l'agriculture; si le gouvernement veut ramener au pays les compatriotes émigrés et qu'il veuille les établir sur les terres publiques, il empire le mal, détruit de plus en plus l'équilibre. Qu'il encourage plutôt les manufactures, ou, s'il ne veut rien faire en ce sens, qu'il s'abstienne de tout.

Les manufactures vont augmenter; nous en avons des exemples, elles augmentent partout. Ne cherchons donc pas à augmenter la production agricole qui est déjà trop forte. Que le gouvernement laisse donc faire, et qu'il ne dépense donc pas pour aider la colonisation, qui est déjà trop considérable. Aujourd'hui, on n'a plus besoin de coloniser, il y a trop de terres en culture. Qu'on aille dans nos campagnes et l'on verra que pour les terres défrichées, il y a vingt vendeurs contre un acheteur. On dit qu'il faut des chemins de fer. Mais mettez donc tout cela en chemin de fer. Vendrons-nous mieux notre avoine? Non! Nous avons des chemins de fer à Saint-Jean et nous ne vendons pas mieux notre avoine.

Il est tellement dangereux d'adopter un système protecteur qu'il serait bien regrettable qu'on l'adopte.

A chaque fois que le gouvernement, et je ne me trompe pas, cherche à augmenter la production agricole, il travaille contre l'intérêt des cultivateurs. Qu'on prenne les deniers publics pour induire les colons à s'installer dans les townships, c'est les induire en erreur et gaspiller l'argent qu'on emploie pour cela.

Si le gouvernement est persuadé que telle ou telle industrie peut réussir, au lieu de voter \$400,000 pour la colonisation dont il y a déjà trop, qu'il avance des primes à ces industries.

J'ai fait l'expérience de ce que je dis. Je me suis entendu avec quelques autres personnes pour donner des salaires plus élevés, et nous avons retenu notre population et fondé des manufactures qui paient bien. Mais cela n'a pas du tout amélioré la condition des cultivateurs des environs de Saint-Jean, qui ne vendent pas leurs produits plus cher.

A mon avis, l'immigration étrangère ne peut avoir aucun résultat pratique: on a en vue d'amener ici une classe d'hommes choisis; trier ainsi les immigrants est une tâche insurmontable, une utopie.

Il regrette d'apprendre que depuis deux ou trois jours, il y a plusieurs députés qui insistent auprès du gouvernement pour avoir des octrois en faveur de chemins de fer; il redoute que ces subventions tombent non dans les mains des actionnaires, mais bien des compagnies. Sur la liste de souscription du Chemin de fer du Nord, il n'en voit pas une seule importante; ce qui n'indique pas que l'on a une confiance monstre dans l'entreprise. On demande au gouvernement la bagatelle de trois millions de piastres; parmi les souscripteurs, il y a des villes, des municipalités. Le gouvernement va donc tout payer? Je suis avec le gouvernement sur ce point, et je crois qu'on devrait agir avec la plus grande circonspection. Je suis prêt à soutenir le gouvernement s'il n'accorde qu'une subvention raisonnable au Chemin de fer du Nord. Je ne dis pas qu'il n'y a pas besoin d'un chemin de fer sur la rive nord, mais je dis que le besoin ne s'en fait pas assez sentir pour

induire les capitalistes à le construire. Il ne paiera pas. Si on accordait à ce chemin une subvention en proportion de ce qu'on a donné aux autres, je le voudrais; mais je ne consentirais jamais à ce qu'on lui donne \$3,000,000.

Les limites ne doivent pas plus être vendues qu'on ne doit encourager la colonisation.

Quant à la question des limites, pourquoi le gouvernement en vend-il autant sans nécessité? On se plaint de leur bas prix; c'est justement parce qu'il en a trop offert en vente. Suspendez pendant une longue période la vente des limites; lorsque l'article sera rare sur le marché, les prix s'élèveront. Ce sera alors le bon moment de mettre des limites à l'enchère. Que le gouvernement suive un peu cette politique, qu'il choisisse le bon, le vrai moment de bien vendre les terres de la couronne, le député l'appuiera entièrement, et non seulement à ce sujet, mais il le défendra contre toute pression exercée contre lui au sujet du Chemin de fer du Nord.

Si le gouvernement, aujourd'hui comme demain, voulait faire ce que je veux, je serais prêt à l'appuyer.

Si, aujourd'hui comme demain, le Conseil législatif était aboli, ça donnerait quelque chose comme \$50,000 à la province.

Je ne sais pas si j'ai déjà parlé ici du Conseil législatif, mais je sais que j'ai été le premier ici à parler des voitures de travers. J'espère que je

réussirai à obtenir l'abolition du Conseil, comme j'ai obtenu l'institution des voitures que je viens de mentionner, et que tous ensemble nous mettrons le Conseil législatif non pas de travers (il l'est déjà) mais bien de côté.

L'honorable député demande l'augmentation de l'octroi en faveur de l'éducation. Depuis longtemps on vote annuellement une allocation à cette fin, mais depuis quelques années les exigences de l'éducation ont doublé, triplé. Il demande donc une augmentation de l'allocation proportionnelle aux besoins de la cause.

On a vu quels ont été les bons résultats de la première loi d'éducation et pourtant elle a été reçue comme un chien dans un jeu de quilles.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Il est difficile de saisir l'opinion des honorables membres de la gauche sur la question du rapatriement. Il y a cinq ans qu'ils demandent de faire quelque chose pour rapatrier les Canadiens des États-Unis, et aujourd'hui l'honorable député d'Iberville vient demander au gouvernement de ne rien faire pour le rapatriement des Canadiens et pour les établir dans nos cantons incultes. Les théories du député d'Iberville ne sont pas nouvelles, il les formulait déjà il y a cinq ans en Chambre. Ces théories sont fausses. Les salaires au Canada sont plus élevés qu'en France, en Angleterre, en Allemagne, en Espagne ou en Italie. Les salaires aux États-Unis sont très élevés, mais est-ce là un état normal? Depuis la guerre de Sécession on a fait circuler une si grande quantité de papier-monnaie que la valeur en a été dépréciée, le prix des choses nécessaires à la vie s'est élevé et les salaires ont suivi la même progression. Quel en a été le résultat? Une crise soudaine éclate aux États-Unis, les manufactures ferment et les Canadiens reviennent en foule au pays.

Les lamentations stériles du député de Saint-Jean et du député d'Iberville, depuis 6 ans, n'ont pas réussi à faire revenir un seul Canadien, et une crise financière suffit pour les refouler vers le Canada. Les Canadiens ont été attirés vers les États-Unis par les salaires élevés que les ouvriers y obtiennent pour leur travail. On a beaucoup crié, dans ces dernières années, du côté de l'opposition, mais on n'a pas indiqué un seul moyen d'arrêter l'émigration. On s'est contenté d'en faire retomber la faute sur le gouvernement. Une preuve que les Canadiens ne vont pas aux États-Unis, au moins pour une grande partie, pour y rester, c'est qu'ils se hâtent de revenir dès qu'ils le peuvent.

L'abaissement soudain des salaires à la suite de la dépression du commerce aux États-Unis va avoir l'effet de ramener nos compatriotes en plus grand nombre que jamais. Nos cultivateurs font de bonnes affaires avec les États. Le foin surtout est un article qui les rémunère amplement. Il faut donc les engager à cultiver le foin sur une plus grande échelle encore et à élever des animaux, puisque ce sont ces choses qui paient le mieux; en même temps les terres y

gagneront en fertilité. Les affaires dans le pays ne sont pas dans un état aussi misérable que l'a dit le député d'Iberville.

Pour ce qui regarde les Trois-Rivières, du moins, nous n'avons pas lieu de nous décourager, car la propriété foncière y a triplé depuis quelques années. Dans cette partie du pays, on ne cherche pas à se défaire de ses propriétés, mais on cherche à en acquérir de nouvelles.

Le député d'Iberville a traité bien dédaigneusement la question des chemins de fer. Il en parle bien à son aise, lui qui habite une contrée sillonnée par les chemins de fer. Il habite le coin le plus favorisé de la province sous ce rapport. Il y a là au moins quatre chemins de fer, et je lui demanderai combien il a souscrit pour ces chemins?

M. L. MOLLEUR (Iberville): Rien. (Rires).

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Tous les chemins de fer, le Grand Tronc, l'Intercolonial, ont été construits avec des capitaux étrangers. C'est ce que nous faisons. Les Américains n'ont pas d'intérêt à construire le Chemin de fer du Nord parce qu'ils peuvent arriver à Montréal par une autre voie.

Il est temps que le pays prenne en main ces grands travaux publics qui sont les grands producteurs de la richesse. Le Chemin de fer du Nord est aussi essentiel que le Grand Tronc et est destiné à jouer un rôle important dans les destinées de cette province. Il est donc de l'intérêt du gouvernement d'en favoriser la construction.

La rive nord vient aujourd'hui, à son tour, demander justice et j'espère qu'elle l'obtiendra. Il est dangereux de laisser à des compagnies le monopole des chemins de fer. Le gouvernement doit se réserver autant d'autorité que possible dans ces compagnies.

C'est une honte pour la province que le chemin de la rive nord ne soit pas encore construit! Quand même ce chemin serait longtemps sans payer, il serait avantageux pour le gouvernement d'en assurer la construction. Le Grand Tronc n'a jamais rien rapporté à ses actionnaires; niera-t-on que ce chemin n'ait été très avantageux pour la province? Le gouvernement devrait même construire ce chemin à ses propres frais, afin de prévenir les maux que l'association des granges dans l'ouest des États-Unis est destinée à combattre.

Il y a des réformes bien désirables à faire dans l'administration de la Justice, mais le gouvernement devra agir avec prudence.

Je trouve le programme du gouvernement excellent et je l'appuierai.

M. T. ROBITAILLE (Bonaventure): Répond aux accusations du député de Chicoutimi, dit que le comté de Bonaventure a 150 milles de long. Depuis 1867, \$34,000 ont été dépensés dans ce comté pour des routes de colonisation, et le député de ce comté a toujours voté pour le

gouvernement. Depuis 1867 aussi, \$160,000 ont été dépensés dans le comté de Chicoutimi en faveur de chemins de colonisation, et le député de ce comté a toujours voté contre le gouvernement.

La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Au nom de mon comté et de mon pays, je viens protester contre l'affirmation des théories rétrogrades débitées par l'Opposition.

Ce sont bien plus les chemins de fer que la force des journaux qui ont fait la grandeur de Saint-Jean. Le député aux théories d'Iberville a parlé d'un chemin de fer traversant Saint-Jean. Or il y en a cinq, et encore l'automne dernier la ville de Saint-Jean a offert \$10,000 pour faire passer par là le chemin de Chambly et Sorel.

L'on a le droit de s'étonner de voir un député représentant une localité sillonnée par des chemins de fer chercher à déprécier, en cette Chambre, des projets d'une grande importance pour la province. Ce sont les chemins de fer qui ont fait de Saint-Jean une ville prospère. Que dit donc de cela le député d'Iberville? Voilà ses électeurs qui ne reculent devant aucun sacrifice pour obtenir un chemin de fer, pendant que lui, leur député, ne craint pas de contester l'importance d'autres voies ferrées sur d'autres points du pays. Pour moi, je ne puis qu'encourager le gouvernement à favoriser les chemins de fer, car il n'y a pas de meilleurs moyens de retenir nos compatriotes au pays.

Il est probable que les Canadiens qui reviennent en Canada ont des ressources pour passer l'hiver, mais, au printemps, que feront-ils si on ne leur donne de l'emploi? On les verra repartir de nouveau pour aller ailleurs gagner le pain de leurs familles. En hâtant la construction des divers chemins de fer en projet, on gardera nos compatriotes, parce qu'ils y trouveront un travail rémunérateur.

Le comté de Chambly possède les plus puissants pouvoirs d'eau du pays; eh bien! sans chemin de fer, que serait Chambly? Rien. Le député d'Iberville a dit qu'il regrettait que le gouvernement subisse une pression. C'est là une parole que je ne voudrais pas prononcer en Parlement. J'espère, moi, que le gouvernement ne subira que des pressions qui seront justes. Je ne vois pas dix membres en cette Chambre qui diront qu'il ne faut pas améliorer nos voies de communication. J'espère donc que le gouvernement, par une politique libérale, encouragera non seulement nos industries, mais encore nos voies ferrées.

On parle de rapatrier les Canadiens et c'est assurément une bonne idée. Or, le moyen le plus efficace d'atteindre ce but, c'est de construire des chemins de fer. Il y a dans le comté de Chambly, par exemple, des magnifiques pouvoirs d'eau qu'on ne peut pas exploiter faute de chemin de fer. Les habitants de cette localité veulent construire un chemin de fer, et alors ils utiliseront ces pouvoirs d'eau pour fonder des manufactures et employer les ouvriers qui vont aujourd'hui aux Etats-Unis.

Je suis loin de partager l'opinion de l'honorable député d'Iberville au sujet de la colonisation.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Je crois devoir parler, 1o, pour défendre le gouvernement et, 2o, pour réfuter les accusations contre le département que je préside.

L'honorable député d'Iberville nous a dit qu'il faut développer l'industrie même en lui donnant des primes. Mais le commerce de bois n'est-il pas une des plus grandes industries du pays? Or, cette industrie a besoin des forêts pour s'alimenter. Eh bien! l'honorable député d'Iberville prétend qu'il ne faut pas vendre de limites. Si on n'avait pas vendu de limites dans les endroits où ces limites sont nécessaires, où seraient les colons qui ont besoin des travaux que procurent ces ventes pour vivre dans le pays? Ils seraient aux États-Unis.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le député d'Iberville (M. L. Molleur) n'a blâmé que les ventes où on craignait le gaspillage.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): J'ai parfaitement compris la nature de ce blâme.

On dit que j'ai vendu des limites. C'est vrai; mais ce que j'ai fait, je l'ai fait en vertu d'une loi unanimement votée par la Chambre à la dernière session, ainsi que je vais le prouver en citant cette loi. (Il lit la loi.)

En vertu de cette loi, je devais donc vendre des limites cette année, sauf à manquer à mon devoir. J'ai examiné tout le pays, et j'ai choisi les limites que j'ai vendues dans la partie du pays où cette vente produirait les meilleurs conséquences. Dans les vallées de l'Outaouais, du Saint-Maurice et du Saguenay, il y a de riches marchands qui poursuivent des opérations grandioses. Il n'y a plus de bois dans les cantons de l'Est. Il ne restait donc que les comtés de Témiscouata et Rimouski. Après avoir pris les informations de mes agents, j'ai cru qu'il était avantageux de vendre des limites dans ces comtés pour y développer un grand commerce de bois. Voilà pourquoi j'ai fait la vente annuelle, que la loi me force de faire, dans ces comtés négligés jusqu'à aujourd'hui.

J'ai fait cette vente après avoir publié les annonces voulues dans les journaux du Canada et des États-Unis. La vente s'est faite dans l'enceinte même de cette Chambre et les marchands de bois les plus respectables y ont assisté. Tout s'est fait de la manière la plus régulière possible. Un seul journal a critiqué cette vente parce qu'il n'avait pas eu notre annonce et les journaux de l'opposition ont reproduit cette critique.

On dit que j'ai vendu trop de limites. Eh bien! M. l'Orateur, je crois qu'il vaut mieux vendre les limites que de les laisser piller par ces colons de mauvais aloi qui, se donnant comme colons de bonne foi, enlèvent le bois et abandonnent ensuite les terres qu'on leur a confiées.

Il faut aussi protéger les forêts contre les ravages de l'incendie et j'ai choisi ce que j'ai vendu de limites précisément dans les endroits les plus exposés. Ce que j'ai fait, je l'ai fait pour

le plus grand bien du pays, et je ne crains pas la critique, puisque mes actes ont été publiés et honnêtes.

Le manque de limites avait paralysé le commerce de bois. M. Robertson, qui avait bâti un moulin aux Barachois, il y a deux ans, avait été forcé de l'arrêter parce qu'il n'avait plus de bois pour l'alimenter. La maison Vachon, qui, tout en étant nouvelle fait d'excellentes affaires et emploie beaucoup de monde, était presque dans la même position, et c'est pour prévenir les conséquences fâcheuses de la suspension des opérations de ces maisons que j'ai cru de mon devoir et de l'intérêt du pays de vendre des limites dans cette région.

Les demandes de MM. Robertson, Lowndes, Ross, Vachon démontrent les besoins qu'on avait de nouvelles limites.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Pourquoi alors M. Robertson n'a-t-il acheté aucune limite aux enchères?

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Parce qu'il les a trouvés trop coûteuses.

L'honorable député de Chicoutimi a porté contre moi l'accusation la plus fausse et la plus calomnieuse en m'accusant d'avoir procuré des limites à la maison Price. C'est une accusation fausse et calomnieuse comme celles dont l'honorable député est coutumier. Comment aurais-je pu procurer des limites aux MM. Price quand ces limites ont été vendues publiquement, à l'enchère, dans cette enceinte même?

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Nie catégoriquement avoir jamais nommé le nom de Price.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Répète qu'il l'a nommé.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Nie à nouveau avoir nommé ce nom.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): L'honorable député dit que j'ai favorisé la maison Price. Eh bien! il se trouve que c'est précisément le contraire et que je me suis posé contre la maison Price que l'honorable député n'a jamais combattue pour la bonne raison que ce sont les MM. Price, qu'il dénigre aujourd'hui, qui l'ont fait le peu qu'il est. Les MM. Price sont aujourd'hui victimes de son ingratitude, comme le gouvernement l'est aussi car l'honorable député appartient à l'espèce de ces êtres méchants qui mordent la main de ceux qui leur donnent la nourriture.

L'honorable député, avant de lancer contre moi cette accusation calomnieuse, aurait dû s'assurer que je n'ai aucun rapports avec les MM. Price. Il aurait pu constater qu'en trois circonstances je me suis trouvé en lutte contre les MM. Price, ainsi que le prouvent les journaux. Si M. Price a acheté des limites, il ne m'en a jamais dit un mot.

Je nie de la manière la plus formelle avoir eu aucun rapport avec la maison Price. Si cette accusation avait le plus léger fondement, je croirais de mon devoir de remettre mon portefeuille entre les mains du premier ministre. J'espère que la Chambre me rendra le témoignage que je suis sincère en faisant cette déclaration.

L'honorable député s'est plaint qu'il n'y a pas d'octrois gratuits. S'il s'était donné le trouble de consulter les rapports du commissaire des Terres, il aurait vu qu'il a été donné chaque année des étendues considérables de terres en octrois gratuits. J'en appelle là-dessus à l'honorable député de Bellechasse qui peut rendre témoignage de ce que j'ai fait dans son comté.

Nous donnons donc des octrois gratuits; mais je crois qu'il serait dangereux de pousser trop loin ce système. Je dois dire d'ailleurs que notre loi à ce sujet est plus libérale que celle qui fonctionne aux États-Unis sous le nom d'homestead. Là, les terres sont réservées pour les étrangers qui doivent cependant payer une licence de \$12 avant d'en prendre possession tandis qu'ici elles sont données gratuitement aux gens du pays.

Si notre système d'octrois gratuits était trop généralisé, il n'y aurait pas moyen de régulariser la colonisation. Dans toutes les parties du pays, il s'établirait de ces faux colons qui s'abattent sur les terres pour les dépouiller de leur bois sous le prétexte apparent de coloniser.

L'honorable député de Lotbinière a dit que le gouvernement était une succursale du gouvernement d'Ottawa. Je crois que l'honorable député de Chicoutimi l'a dit aussi, et plusieurs fois.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Cinquante fois.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Mais ce n'est pas plus vrai pour tout cela.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Et ce n'en est pas moins vrai.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Le député de Lotbinière dit que le gouvernement local était une succursale du gouvernement fédéral. On n'y croit nullement du côté de l'opposition, mais c'est une bonne chose à lancer dans le public pour créer de l'excitation; mais, a-t-on apporté un seul fait à l'appui de cette assertion? Les deux gouvernements ont travaillé de concert dans l'intérêt du pays. Il y avait alliance entre les conservateurs des deux gouvernements, alliance dont les deux étaient fiers, et qui durera toujours (Applaudissements), et qui a produit de très heureux résultats. Mais aucun des deux n'était la succursale de l'autre, et cette alliance a produit les plus heureux résultats.

Les honorables membres de l'opposition ont

dit cela, mais ne le croient pas. Ils ne peuvent pas citer un seul cas dans lequel le gouvernement de Québec ait consulté celui d'Ottawa. Sans cette alliance, où serait aujourd'hui la question de la dette entre les provinces d'Ontario et de Québec?

Les ministres québécois, croyant que le Québec avait des droits tout autant que l'Ontario, et que ces droits devaient être respectés dans le partage de la dette, ont pu traiter avec les ministres fédéraux, malgré les efforts de l'opposition pour empêcher le règlement.

Pourrait-elle être réglée, maintenant que le parti libéral est au pouvoir? Non, assurément. Mais j'espère qu'il n'y sera pas longtemps.

Le résultat fut le règlement de la dette, et les conservateurs en ont reçu l'honneur, tandis que l'opposition a reçu...

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Le Pacifique. (Rires).

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Je vous entretiendrai du Pacifique un jour où j'en aurai le temps. Nous avons réglé cette question malgré les efforts de l'opposition qui nous aurait jetés dans les bras des Grits de l'Ontario.

Le député de Lotbinière a accusé le gouvernement de n'avoir rien fait pour les chemins de fer.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je n'ai rien dit de pareil, et cette affirmation est taillée dans la même pièce que les autres arguments du député de Gaspé (l'honorable P. Fortin).

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): J'ai pu me tromper et je ne débattrai pas plus longtemps cette question. Je remercie la Chambre de l'attention qu'elle a apportée à mes propos. Merci.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Je suis content de voir qu'enfin le gouvernement s'est décidé à dire un mot sur l'administration des affaires publiques, mais je regrette de dire que l'honorable commissaire n'a nullement répondu aux graves accusations portées contre son département.

L'honorable commissaire a hâte de passer la réponse à l'adresse, sans avoir répondu aux accusations portées contre lui et son département.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): J'ai déjà déclaré à la Chambre que je n'ai pas en ce moment les documents pertinents à cette affaire, et que je répondrais aux accusations le plus tôt possible.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Très bien! Mais puisqu'elle n'a pas reçu de réponse, l'accusation garde tout son poids.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): De-

mande la permission de lire un document qu'il a oublié. Etant tout nouveau dans l'administration, il a oublié un document qu'il avait dans son pardessus. D'ailleurs on peut aller aux renseignements en se procurant le rapport que j'ai mis devant la Chambre dès l'ouverture de la session, afin que tous voient et connaissent mes actes. Je n'ai rien à cacher.

C'est un rapport d'un fonctionnaire à propos du coût des chemins de colonisation jugé excessif. Il lit le rapport du député-arpenteur général, en date de 1872, au sujet de l'exploration de la rivière Malbaie.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Lui fait remarquer qu'il s'agit d'une affaire qui a eu lieu en 1873.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Dit que tous les bureaux du département des Terres de la Couronne, y compris les tiroirs, sont ouverts au député de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay) ou de tout autre. (Rires prolongés).

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Accepte cette invitation.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): L'honorable commissaire a répondu par une échappatoire aux accusations portées contre son département. Il a lu un rapport qui est une vieille histoire. Je suis surpris de voir que c'est l'honorable commissaire et non l'honorable premier ministre, comme c'est la coutume, qui s'est chargé de défendre la politique ministérielle. A propos de la question de la dette, la chose qui a été faite est la plus simple du monde: le gouvernement fédéral s'est chargé de l'excédent de la dette, reste encore la question du partage, c'est le point difficile.

On a accusé le gouvernement local d'être la succursale du gouvernement fédéral. Cela ne manque pas d'exactitude. La Chambre locale devait être convoquée le 15 octobre, et le discours du Trône aurait dû mentionner les raisons pour lesquelles l'ouverture de la session n'a pas eu lieu à cette date. On aurait peut-être découvert là la preuve directe que le gouvernement local n'est qu'une succursale du gouvernement fédéral.

Quant à la question des terres de la couronne, l'opposition condamnait l'administration pour avoir sacrifié 4 1/2 millions d'acres de terre pour la somme de \$92,000; la même somme, je regrette de le dire, qui a été dépensée par un particulier, M. Allan, pour les élections de Montréal. Maintenant l'administration des terres a mis les limites à l'enchère; mais il n'entrait pas dans l'esprit de la loi d'en offrir 1,620 milles à la fois comme il a été fait cet automne.

Il y a foule d'irrégularités dans le département des Terres, et l'honorable commissaire, s'il voulait les faire disparaître, aurait un champ

très vaste pour déployer son activité. Nombre de limites octroyées l'année dernière ne sont pas encore décrites à l'heure qu'il est, à savoir: le 10 octobre, 800 milles à une seule maison, MM. Dunn & Home, sur les rivières Saguenay et Saint-Jean, à raison de \$4 le mille, non décrites; le 23 octobre, 400 milles à MM. Carbray & Routh, sur la rivière Pentecôte, à raison de \$4 le mille; 400 milles, à M. Ross; ensuite des limites immenses, à Pabos; 400 milles à MM. Girouard et Beaudet.

Toutes ces limites ne sont pas encore décrites.

L'année dernière, M. Fortin, en sa qualité de partisan du gouvernement, appuyait la politique du commissaire des Terres. Cette année, il a remplacé ce dernier et pour sauver la position du gouvernement il a adopté le système de la vente aux enchères; mais il a eu tort de vendre sans nécessité 1,620 milles du domaine public. De plus, la vente n'a pas été suffisamment annoncée; les annonces n'ont été données qu'à des journaux ministériels, sous prétexte que l'on voulait diminuer les frais trop considérables de publication.

Dans l'Ontario, la vente des terres ayant été annoncée partout, le gouvernement a obtenu \$115 par mille, et ici, par suite de sa lésinerie dans les annonces, le gouvernement n'a pu obtenir qu'une moyenne de \$10 par mille. Quelques limites ont été vendues \$6, \$7, \$11, une autre \$40 et enfin une dernière \$101; c'est ce qui a mis la moyenne à \$10; la compétition a surgi, parce que la valeur de bon nombre de limites n'avait pas échappé à l'oeil de quelques acheteurs.

Le malaise qui existait dans le gouvernement de l'Ontario et dans le gouvernement fédéral, et qui a miné l'un et l'autre, existe ici. Il durera jusqu'à ce qu'une enquête sévère soit faite sur l'administration des terres. Il faut que le gouvernement accorde ce comité, il faut connaître comment le domaine public a été administré. Il faut savoir aussi si les coupables ont des complices.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Se plaint que le gouvernement n'ait pas donné des explications sur les derniers changements qui ont eu lieu dans le personnel du cabinet. S'il était un partisan du gouvernement, il lui refuserait son appui tant qu'on ne lui aurait pas donné des explications satisfaisantes sur la pureté des motifs qui ont déterminé ces changements. Il dit quelques mots sur l'administration de la justice et en particulier sur les nominations des magistrats qui ont été disséminés sur toute la surface de la province, et qui sont plutôt une cause de chicane qu'autre chose.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Je me lève pour répondre aux accusations qui ont été formulées contre l'administration de la justice par l'honorable député de Québec-Est, vendredi dernier, relativement aux mesures pri-

ses pour réprimer la violence dans la dernière élection locale de cette division. L'honorable député a fait une attaque violente contre l'administration, en cette circonstance. Je n'entrerais pas dans une appréciation critique de son discours; il me suffira de mentionner des faits. Je puis dire, de la manière la plus positive et sans redouter la contradiction, que tout ce qu'il était possible de faire a été fait pour donner assistance, assurer la paix publique et garantir les franchises des électeurs, et aussi pour protéger l'honorable député et ses amis de toute violence. L'honorable député a dit qu'il n'avait pu obtenir aucune protection et qu'il a été obligé de s'adresser au lieutenant-gouverneur lui-même en personne. Le procureur général est prêt à prouver en blanc et noir que l'on a pris toutes les mesures de précaution possibles, et que toutes les plaintes ont été écoutées. Je m'en rapporterai aux paroles de l'honorable député après l'élection, quand il exprima son entière satisfaction. Les accusations portées contre le gouvernement sont si graves qu'il est nécessaire que la preuve soit complète.

Avant la nomination des candidats pour cette division, il a été présenté une pétition au lieutenant-gouverneur exposant qu'on appréhendait des troubles, et je dois dire que ce document n'était pas conçu en termes des plus flatteurs pour les membres du gouvernement. J'ai oublié quelques détails de l'affaire, mais je puis parler d'après des documents authentiques. Le même jour que cette pétition fut envoyée au lieutenant-gouverneur, elle me fut transmise, et j'écrivis immédiatement au premier ministre d'alors, l'honorable M. Chauveau, à ce sujet, recommandant d'agir immédiatement, et d'annoncer que toute protection possible serait accordée. J'écrivis aussi à M. Pelletier à peu près dans les mêmes termes.

Un ordre fut adressé au département de la police pour envoyer toute la force sur le terrain, le jour de la nomination, et toutes les précautions furent prises pour prévenir des troubles. La nomination eut lieu et une malheureuse émeute éclata. En conséquence, le commissaire fit rapport que le jour de la votation il faudrait envoyer une force plus nombreuse. Plusieurs messieurs, entre autres M. Joly, vinrent à moi avec l'officier-rapporteur, et je les assurai que tout serait fait pour donner protection. Je suggérai de faire un affidavit pour obtenir les soldats, s'il en était besoin. L'assertion de M. Pelletier qu'il n'a pu obtenir des secours que du lieutenant-gouverneur est incorrecte. Ensuite on demanda des constables spéciaux. Je n'avais que peu de foi dans les services de constables spéciaux. Mais le département reçut ordre d'en assermenter un aussi grand nombre que possible.

En face de tous ces préparatifs, que l'honorable député doit avoir connus, je ne puis que mettre sur le compte de l'excitation du moment les assertions erronées qu'il a proférées, et cette excitation a pu lui faire oublier beaucoup

de choses qui sont réellement arrivées. Quant à la conduite des officiers fédéraux, je n'ai rien à y faire; tout ce que j'ai à démontrer, c'est qu'il y a eu d'amples préparatifs, et que, bien qu'il y ait eu une émeute, la paix a été généralement maintenue et la votation a été assez libre pour permettre à l'honorable député d'obtenir une belle majorité.

Je suis prêt à admettre que M. Pelletier a eu des motifs de se plaindre, mais j'espère que quand il le fera, désormais, il dirigera ses traits dans la bonne direction. Il a dit que le juge des sessions avait refusé de lui permettre de prendre communication d'une déposition qui avait été faite contre lui et l'accusait de port d'armes. L'honorable député doit savoir que quand aucune action n'est prise sur une déposition, elle reste sur le record privé, dans le bureau du juge, qui peut en user à sa propre discrétion, et qu'ordinairement il ne la livre que sur demande.

M. C.-A.-P. PELLETIER (Québec-Est): Je demanderai la permission de donner une explication à la Chambre. Je n'ai jamais eu l'intention de méconnaître la courtoisie sans bornes du procureur général, le seul membre du ministère qui m'a traité avec considération. Mais la courtoisie ne suffit pas pour protéger. Le jour de la nomination, nous n'avons pas eu l'ombre d'une protection, il n'y avait aucun constable spécial et la police provinciale n'est arrivée que 10 minutes après l'émeute commencée. Prochainement, je demanderai un état des constables assermentés et des frais encourus pour eux dans cette élection. Je n'ai pas perdu la mémoire, la protection qu'on nous a donnée, le jour de la nomination, était tout simplement une moquerie.

Les misérables qui ont été arrêtés pour avoir démoli les hustings ont comparu deux fois devant la cour criminelle, et on pu faire ajourner leur procès. L'un d'eux occupe une bonne position sous le gouvernement. J'espère que le procureur général ne le prendra pas en mauvaise part, mais je répète que je n'ai pas obtenu l'ombre d'une protection.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): L'honorable député se rappellera que la demande de constables spéciaux n'a été faite qu'après la nomination. Le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) se souviendra des circonstances. Mais dès qu'on l'eut demandé, des ordres ont été donnés. Le jour de la mise en candidature, la police descendit à Saint-Roch, avec l'officier-rapporteur, et l'émeute éclata d'une manière inattendue avant son arrivée.

Quant aux deux prisonniers, l'honorable député sait bien que leur procès a été ajourné sur un affidavit produit devant la cour afin de permettre la comparution de témoins importants qui sont maintenant aux Etats-Unis. La dernière fois, je me suis opposé à l'ajournement du procès, et il fut décidé que le procès aurait lieu au prochain terme, dans tous les cas.

J'ignore si l'un des deux prisonniers est un employé du gouvernement.

M. C.-A.-P. PELLETIER (Québec-Est): Il est un employé fédéral et non un employé local.

Les premier et second paragraphes, étant de nouveau lus, sont adoptés.

Le troisième paragraphe étant de nouveau lu, et la question étant mise aux voix sur icelui, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Le quatrième paragraphe étant de nouveau lu, et la question étant mise aux voix sur icelui, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Le cinquième paragraphe et les suivants jusqu'au dix-septième et dernier inclusivement, étant de nouveau lus, sont adoptés.

Il est résolu qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la présente session de la Législature de la province de Québec.

Loi électorale

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il présentera vendredi prochain un bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative.

Sergent d'armes

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmouncy): Présente un mémoire de la part du sergent d'armes.

La Chambre s'ajourne à dix heures et quarante-cinq.

Séance du 10 décembre 1873

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance s'ouvre à trois heures et vingt-cinq.

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de l'Asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre, Québec, pour l'année 1873. (Documents de la session no 6.)

Dépôt de pétitions;

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Holton, la pétition de la Faculté de médecine de l'Université McGill, Montréal.

Par M. Joly, la pétition de Martin Lachance et autres, de la paroisse de Saint-Elzéar, comté de Beauce, et la pétition de l'Asile des dames protestantes, Québec.

Par M. Esinhart, la pétition des Soeurs de l'Asile de la Providence, Laprairie.

Par M. Gendron, la pétition d'Alphonse Guay, étudiant en droit, de la cité de Saint-Hyacinthe.

Par M. Garneau, la pétition du révérend J. Laberge et autres, du comté de Québec.

Par M. Lynch, la pétition de la Compagnie du Chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire.

Par M. Lavallée, la pétition de l'Hospice de la ville de Joliette.

Par l'honorable M. Ouimet, la pétition du révérend L. Regourd et autres, de la paroisse de Saint-Joseph, Montréal.

Par M. McGauvran, la pétition des Soeurs de l'Asile de la Providence, la pétition des Soeurs de la Salle d'asile de Saint-Vincent-de-Paul, et la pétition de William McNaughton et autres, toutes de la cité de Montréal.

Par M. Méthot, la pétition des Soeurs de l'Assomption de la Vierge, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet.

Par M. Brigham, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi.

Par M. Eddy, la pétition de Joseph Robillard et autres, du township de Hartwell, comté d'Ottawa.

Introduction de bills:

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant les magistrats de district en cette province.

Accordé.

Interpellations

Chemin de Tewkesbury

M. C.-A.-P. PELLETIER (Québec-Est): De-

mande si c'est l'intention du gouvernement de payer à MM. Picard et Hallé, conformément à la recommandation d'un comité de la Chambre, la balance des deniers déboursés par ces messieurs pour ouvrir un chemin de Tewkesbury au Lac Saint-Jean.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Cette somme est payable par le gouvernement fédéral. Cependant, le gouvernement a pris cette question en considération et a communiqué ses vues à MM. Picard et Hallé. Le 4 juin, ces messieurs ont fait une nouvelle demande à laquelle le gouvernement a répondu en passant un ordre en conseil leur accordant \$500 et les notifiant qu'ils n'obtiendraient pas davantage.

Biens des Jésuites

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande si le gouvernement a l'intention d'indemniser la compagnie de Jésus pour la prise de possession de son couvent.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le gouvernement considère cette question tellement importante qu'il a voulu y répondre par écrit:

Tous les biens et propriétés du ci-devant ordre des Jésuites, y compris tous les deniers mis en fonds ou placés, ou qui le seront comme en formant partie, et le principal de tous les deniers réalisés ou à réaliser par la vente ou la commutation d'aucune partie desdits biens ou propriétés, forment par la loi "le fonds de placement d'éducation supérieure du Bas-Canada". Le couvent du ci-devant ordre des Jésuites forme partie de ces biens et propriétés, qui se trouvent affectés par la loi au soutien de l'éducation supérieure. Toute indemnité ou toute somme d'argent déboursée de la destination prévue par la loi irait en diminution des subventions accordées aux institutions d'éducation supérieure et leur porterait préjudice, ces biens, propriétés ont été appropriés à l'objet auquel ils avaient été destinés et le gouvernement ne se croit tenu à aucune indemnité envers qui que ce soit.

Code municipal

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande si le gouvernement a l'intention de faire une nouvelle distribution du code municipal aux municipalités.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): C'est l'intention du gouvernement.

Limites à bois

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si le gouvernement se propose d'accorder la nomination du comité demandé par M. Tremblay pour s'enquérir de la vente des limites à bois.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Ayant d'abord hésité sur l'opportunité d'un tel comité pour s'enquérir des actes de son prédécesseur, il a conféré avec M. Chauveau et il en est venu à la conclusion que le gouvernement actuel ne peut être affecté par cette enquête. M. Chauveau a dit qu'il était sous l'impression que le comité avait été implicitement promis. En sorte qu'il n'a aucune objection au comité, mais qu'il l'accorde, au contraire, avec plaisir.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Suggère des modalités pour créer le comité.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Saw no objection to striking all the standing committees at the earliest possible moment, but what the committee now asked for was a special committee and should not be struck with the standing committees. A standing committee would give aid to the Government. He was in favor of adhering to strict Parliamentary usage, and thought the proposed committee somewhat unusual. Nevertheless he would not offer any objection.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): N'étant pas présent quand les ordres pour les avis de motion ont été lus, je demande la permission de proposer une adresse au lieutenant-gouverneur.

Avant d'aborder mon sujet, je crois devoir rectifier une erreur commise par le député de Bonaventure qui a dit que le comté de Chicoutimi a obtenu depuis 1867, sur les fonds de colonisation, la somme de \$168,000, tandis que Bonaventure n'a eu que \$34,000.

On a dit que mon comté a reçu le cinquième des sommes consacrées à la colonisation.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Oui, un cinquième.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): C'est possible, s'il inclut l'argent dépensé pour le chemin de colonisation du Lac Saint-Jean; mais je nie que mon comté ait reçu plus que sa juste part. Si l'on tient compte de l'argent dépensé pour la colonisation dans les autres comtés, des subsides aux bateaux à vapeur des ports du golfe et des autres subventions, mon comté n'a sûrement pas le monopole des octrois.

En examinant les comptes de chaque année, je trouve pour total des dépenses à Chicoutimi \$95,000 seulement.

Bien entendu, je n'ai pas inclus dans ce montant des \$40,000 à \$50,000 dépensés sur le chemin du Lac Saint-Jean dans l'unique but d'assurer l'élection de l'ex-premier ministre.

En ce qui concerne Bonaventure, le député de ce comté aurait dû mentionner les 4 ou 5 millions dépensés sur l'Intercolonial, le subside de \$25,000 à la compagnie des vapeurs du golfe qui font un service régulier entre Québec et Bonaventure, aussi les \$8,000 de salaire de

l'ex-receveur général, et le titre d'honorable, la seule chose qui lui soit restée du naufrage à Ottawa.

J'ai profité de la permission que m'a donnée le commissaire de visiter le bureau des Terres et d'y puiser les renseignements dont j'avais besoin.

Les admissions que j'ai obtenues, bien qu'elles ne soient pas complètes, confirment cependant tout ce que j'ai dit sur l'état déplorable dans lequel se trouve le département des Terres. Le commissaire a cru se tirer d'embarras en se mettant à l'abri de l'un des officiers de son département, officier auquel il a arraché, oui, arraché la lettre dont il a donné lecture dans la séance précédente.

La déclaration du commissaire est absurde.

Par soumission pour son chef, M. Bouchette a consenti à contredire le rapport mis par le commissaire devant la Chambre. Ce rapport fait mention de 52 milles de chaînage sur la rivière Malbaie, tandis que la lettre fait mention de 60 milles. Pour arriver à ce chiffre, on a ajouté une distance de 8 milles formés des perpendiculaires qui indiquent dans le relevé la largeur de la rivière à droite ou à gauche du relevé. Je défie qui ce soit de trouver que l'on ait, ailleurs que dans les rapports de M. Gagnon, tenu compte de ces perpendiculaires dont la longueur se détermine ordinairement à l'oeil sur des rivières de 2 à 3 chaînes de largeur comme la Malbaie.

Le rapport d'arpentage qu'on m'a montré au département est, il est vrai, de 1873, et un arpentage postérieur à celui dont il est fait mention dans le rapport du commissaire; si j'ai été induit en erreur quant à la date, c'est que le premier rapport est perdu, paraît-il, et que je n'ai pu voir que le dernier dans lequel l'arpenteur fait allusion aux instructions en date du 2 janvier 1872. Dans tous les cas, si je suis bien informé, la balance de ce compte de \$1,474 a été payée seulement le printemps dernier. Mais le commissaire croit-il pouvoir échapper à la censure de la Chambre en mettant à la charge de son prédécesseur le paiement de \$28.36 par mille pour un relevé de rivière fait sur la glace?

Voilà qui est autrement grave. Aussi, est-ce avec une grande difficulté que j'ai pu mettre la main sur le compte de 1873 bien et dûment payé par le commissaire actuel.

La chose est monstrueuse. Le dernier relevé fait sur la même rivière Malbaie et l'un de ses tributaires a coûté non pas seulement \$28.36, ou près de trois fois plus qu'il ne devrait coûter mais \$51 par mille, ou 6 fois plus qu'il n'aurait dû coûter. J'ai parcouru le journal et les notes d'arpentage au sujet des deux relevés; ces relevés ont été faits sur la glace d'un bout à l'autre, les courses étant bien souvent de 40, 60 jusqu'à 90 chaînes en ligne droite, et j'ai remarqué avec étonnement que l'arpenteur en question ne chaînait souvent que 1 mille à 1 1/2 milles par jour, là où il aurait dû parcourir 5, 6 et 7 milles.

Pour donner une idée des frais de transport

qui s'élèvent à \$333, je me contenterai d'indiquer seulement l'item de \$34 que le commissaire a consenti à payer par l'entremise de M. Gagnon à la compagnie des remorqueurs du Saint-Laurent pour le transport de 16 quarts depuis Québec à la Baie Saint-Paul, distance de 60 milles. Le gouvernement aurait payé moins cher pour un transport de Québec à Londres.

M. Gagnon n'a mis que 6 jours pour se rendre de la Baie Saint-Paul à Saint-Urbain, distance de 9 milles, et 9 jours pour se rendre à la rivière Malbaie, distance de 36 milles. Où trouver la raison de paiements aussi absurdes? La raison, elle est toute vivante dans cette Chambre. Monsieur Tremblay donne un état du coût des explorations faites sur la côte du Nord, alors que plus de \$19,000 ont été dépensés en pure perte.

Je demande un état des limites de bois actuellement sous licence parce qu'ayant cherché une réponse du département des Terres de la couronne, je n'ai trouvé que confusion. Certaines parties ont demandé des limites et n'ont pu les obtenir parce qu'elles étaient promises à M. Price; elles étaient tout près de Chicoutimi.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Qui sont ces gens mécontents: Est-ce que l'un d'eux serait le beau-frère de l'honorable député? (Rires)

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Oui, mon beau-frère était l'un d'eux. (Grande hilarité). Il a rendu des services sans l'espoir de faire des profits.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): N'a-t-il pas été payé pour le temps qu'il a travaillé?

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Il n'a pas reçu un sou; il n'a été remboursé que pour ses dépenses.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): N'est-il pas propriétaire de plusieurs milles carrés de limites de bois? Le député de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay) peut-il le nier?

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): C'est vrai. (Rires prolongés). Mais je maintiens que les spéculateurs ont été favorisés.

DES VOIX: Nommez-les! Nommez-les!

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Je vais les nommer: Les MM. Price. (Rires). Ils ont été favorisés par le commissaire des Terres qui a choisi de vendre les limites, au moment où les autres marchands de bois étaient absents de la ville. Quand l'argent est rare et qu'il n'y a personne pour leur disputer les achats... (Rires). C'est au désavantage des colons qu'on a vendu ces limites.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Pourquoi les colons eux-mêmes, alors, ont-ils demandé la vente de ces limites? C'est qu'ils profitent grandement de la présence de marchands de bois.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): En faisant faire le relevé des rivières sur lesquelles la compagnie Ross, Dunn et Home a acheté des limites, le gouvernement aurait évité à cette compagnie une partie des frais d'une exploration coûteuse. Ces messieurs ont choisi leurs limites conformément à l'arrangement conclu avec le gouvernement l'année dernière, en arrière de celles de M. Price; mais, chose singulière, la carte sur laquelle ces limites ont été tracées, et dont parle M. le commissaire, à la page XV de son rapport, cette carte est perdue au moment où il en aurait besoin pour démontrer qu'une limite d'environ 25 milles carrés sur laquelle la nouvelle compagnie Ross a constaté qu'il y a environ 120,000 billots, a encore été réservée pour la maison Price.

Cette limite, la plus voisine des établissements de Chicoutimi, était celle qui offrait le plus d'avantages à cette nouvelle compagnie pour commencer ses opérations. Mais cela n'aurait pas fait l'affaire de la maison Price, qui voulait prolonger le contrôle absolu qu'elle exerce depuis 25 à 30 ans dans ce territoire, et continuer encore à payer ses travailleurs pendant l'hiver \$6, \$7, \$8 par mois, et le grain, le prix qu'il lui plaît de fixer. C'est une autre perte pour les travailleurs, sur les gages seulement, de \$60,000 à \$80,000, et d'autant sur les produits, ajoutée à des pertes semblables pour chacune des années précédentes depuis 15 ou 20 ans.

Voilà de quelle manière le commissaire actuel, à l'exemple de son prédécesseur, entend sur ce point favoriser les colons du Saguenay. La Chambre a dû être amusée d'apprendre que le député de Saguenay n'avait rien fait pour son comté et que, sans les démarches empressées, la tendre sollicitude du député de Gaspé, leurs intérêts auraient été sacrifiés. Il est trop aimable, le commissaire, lorsqu'il parle des guerres qu'il a soutenues contre M. Price, lorsque la Chambre sait si bien que ces deux messieurs, pendant le temps qu'ils ont été ensemble en Chambre, n'ont jamais su faire autre chose que de voter ensemble pour toutes les mesures du gouvernement, quelque mauvaises qu'elles fussent.

Une nouvelle preuve de l'insouciance du commissaire, de sa négligence, c'est que les licences pour l'année 1872 et 1873 qui auraient dû être émises en décembre 1872, ne le sont pas encore. Il y a certains dépôts d'argent, voilà tout ce que l'on a pu lui montrer.

Le département refuse d'une part de vendre à M. Robertson à un prix fixe, mais permet à M. Price d'agrandir à volonté ses limites. Qui, sinon les marchands de bois eux-mêmes, sont coupables de couper illégalement du bois? Cela a servi d'excuse à la nomination de gardes fores-

tiers, dont les seuls devoirs consistent à s'amuser, à pêcher et à chasser. A Chicoutimi, j'ai pu moi-même observer les abus du système; avant de signer son nom au rapport, pourquoi le commissaire des Terres n'a-t-il pas visité Chicoutimi? Il faut féliciter le travail du département des Terres de l'Ontario, qui a créé des réserves estimées à vingt-six millions, alors que dans cette province, on donne les limites de bois pour éviter que le bois ne soit volé (applaudissements).

Le rapport du commissaire est incorrect et se trompe quant à la coupe du bois: on n'a pas rapporté tout ce qui a été coupé. J'estime que, pendant l'année, on a coupé au moins 100,000 pièces, ce qu'on peut déduire d'après les évaluations détaillées des divers organismes; mais le rapport du commissaire ne fait état que de 5,000 pièces. C'est une preuve de la négligence du département, par laquelle nous avons perdu des revenus. Dans le seul bureau de Chicoutimi, le bois coupé dépasse presque le nombre donné pour toute la province. Le département ferme habituellement les yeux.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): L'honorable député veut-il porter une accusation contre l'agent de Chicoutimi?

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Sûrement pas! Mais les agents devraient se rendre eux-mêmes sur les lieux et surveiller les intérêts qu'on leur a confiés.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Tous les agents en ont reçu l'ordre; c'est leur devoir de le faire.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Je pense que, dans bien des cas, on ne le fait pas.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Quand ils sont nommés, les agents reçoivent instructions de visiter toutes les limites.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Le rapport n'a pas tout rapporté. Il attire maintenant l'attention de la Chambre sur un fait important. Il est parvenu à se procurer à Ottawa un état de la quantité de billots passés par la glissoire du Saguenay en 1872 et 1873, d'après le rapport du gardien qui est officier du gouvernement fédéral. Pour les années 1869, 1870, 1871, il a été impossible de constater autre chose que le montant des droits prélevés sur des bois dont les quantités ne sont pas données. Ce revenu des droits de glissoire pour 1869 est de \$1,236.92, et la quantité de billots dont il a fait rapport au gouvernement local est seulement de 6,063 billots, tandis qu'en 1872, pour une quantité de 78,270 billots, d'après le rapport de l'agent fédéral, le revenu est de \$2,049.05. A la page 12 du rapport du commissaire des Terres pour 1872, il n'est fait mention

que de 83,412 billots, ce qui, comparé avec l'état de l'agent de la glissoire pour la même année (78,270), laisserait seulement 5,142 billots qui auraient coulé en bas de la glissoire. Or, dans cette année 1872, on a coupé des billots qui n'ont pas passé dans la glissoire, sur la rivière des Aulnais, la rivière aux Sables, le lac Kénogami, la rivière Shipaha, la rivière Saint-Jean, la rivière à Mars, la rivière Grande-Baie, la rivière des Isles, et plusieurs autres petites rivières. La quantité a été considérable, 50,000 à 60,000 au moins, peut-être au-delà de 80,000, et cependant, d'après les comptes produits, le nombre ne serait que de 5,142. Un seul compte qu'il a pu voir dans sa visite au bureau des Terres dépasse ce nombre. D'après les comptes de l'année 1872, le nombre de billots coupés au-dessous de la glissoire serait de 43,041, ce qui est encore entièrement inexact. Il est donc évident que des fraudes considérables ont été commises.

A la page XIII du rapport du commissaire, il est fait mention de 651 milles carrés de limites qui ont été accordés depuis 1866 jusqu'au 1er décembre 1872. Si cette étendue a suffi pendant 6 ans pour alimenter le commerce de bois, pourquoi, cette année, en vendre 1,525 milles d'un seul coup? Le commissaire s'est plu à répéter qu'il (M.T.) l'aurait accusé d'avoir vendu une partie de ces limites à vente privée, malgré les affirmations réitérées du contraire, tout cela afin de se donner le droit de le traiter de calomniateur et de fournir l'occasion aux organes du gouvernement de lui prodiguer les mêmes injures. Ce qu'il a reproché au commissaire a été d'avoir mis en vente des limites qu'il aurait dû conserver pour plus tard, et de les avoir vendues à une maison qui avait plus de 3,600 milles carrés.

L'état de la page XIII est arrangé de manière à faire croire que la maison Price n'avait que 139 milles carrés, tandis qu'elle en avait déjà dans l'agence de Rimouski, à l'est et à l'ouest du Chemin Matapédiac, 436 milles. Par la dernière vente, cette maison a ajouté 424 milles à ses possessions, de sorte que le royaume du souverain du Saguenay est maintenant de plus de 4,000 milles carrés. Si ces limites formaient une bande d'un mille de profondeur à partir du bord d'un fleuve, un vapeur Allan emploierait plus de 13 jours pour transporter le riche propriétaire d'une extrémité à l'autre.

La Chambre voudra bien aussi remarquer que la vente a eu lieu dans le temps d'une crise monétaire extrêmement sévère, fait que le gouvernement ne pouvait ignorer et qui a été cause qu'à part quelques cas isolés, il n'y a, pour bien dire, pas eu d'enchère.

Mais le commissaire entend reboiser nos forêts, et l'utopie qu'il caresse depuis si longtemps forme l'un des chapitres importants de son rapport, la seule partie probablement qu'il connaisse et qu'il ait lue. Il veut reboiser les terrains qu'il a vendus moins d'un centin l'acre et remplacer les arbres vieux de 100, 150 ans,

qu'il a donnés pour une petite fraction d'un cent, par des jeunes plants qui coûteront 25 cents. Il vend un gros pin une fraction de cent et achète une branche, un arbuste, 25 cts.

M. Tremblay cite les noms des heureux acheteurs: M. Lowndes, 116 milles, M. Vachon, 610 milles, M. King, 72 milles, M. Price, 424 milles.

D'après les plans qui lui ont été montrés au département, presque toutes les limites vendues dans l'agence de Gaspé sont situées sur les bords du fleuve. Le rapport, page XIII, le dit expressément. Ce sont les terres mêmes des colons établis le long de la côte qui ont été livrées aux spéculateurs. Le commissaire prétend que ce sont les colons qui ont demandé cette vente. M. Tremblay le défie de montrer une seule requête à ce sujet.

Les 34 chemins dont il a parlé l'autre jour et qui ont été ouverts dans le cours de l'année dernière seront sans doute d'une grande utilité à ces spéculateurs de bois. A voir la libéralité du commissaire, on pourrait croire que ces chemins ont été faits spécialement pour eux.

On a l'habitude de jeter le blâme sur les subalternes; qu'on appelle ces subalternes à témoigner devant cette Chambre, et nous saurons la vérité.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Très bien! Très bien!

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Des tenanciers de Chicoutimi ont refusé de payer leurs redevances dans l'attente d'une réduction. On devrait exiger sans retard toutes les redevances et maintenir le revenu.

Il est curieux après cela de se rappeler ce que le député de Gaspé disait avant qu'il fût commissaire: de la nécessité d'exiger le paiement des arrérages dus sur les terres; on devrait croire que depuis qu'il est commissaire, il a exercé une pression sur ses électeurs, les colons de Gaspé. Pas le moins du monde; le rapport de M. Hume, l'inspecteur des agences (page 29), prouve que c'est dans Bonaventure et Gaspé que règne la plus grande négligence.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Vous avez vous-même conseillé aux colons de ne pas payer!

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): C'est absolument faux. Je n'ai jamais rien conseillé de pareil. Je nie positivement cette assertion toute gratuite du commissaire. Il a souvent demandé à son prédécesseur, surtout à la suite du grand incendie de 1870, des délais et des remises pour les colons du Saguenay, pauvres colons découragés sur lesquels on faisait sans cesse peser la crainte d'une expropriation. A plusieurs de ces colons qui venaient s'adresser à lui presque en pleurant pour le prier de les sauver d'une ruine complète, en employant l'argent dû à la charité publique pour rebâtir

leurs demeures, nourrir et vêtir leurs familles, il a répondu: attendez, le gouvernement ne peut en justice faire vendre ces terres qui vous coûtent tant de fatigues et de sueurs. Ses appels à l'ex-commissaire Beaubien ont réussi, et si c'est le seul acte méritoire accompli par ce ministère, au moins il (M.T.) sait le reconnaître. Mais c'est le seul compliment que je lui ferai. (Rires). Les colons du Saguenay savent ce qu'il a fait pour eux; il n'est pas nécessaire pour lui de rappeler les services qu'il s'est efforcé de leur rendre.

Le commissaire a feint de n'avoir pas compris ce qu'il (M.T.) a dit des octrois gratuits. Il rappelle ce qu'il a dit à propos des octrois gratuits dans le Nouveau-Brunswick.

Il démontre par le rapport que très peu d'octrois de ce genre ont été faits, et que dans l'une des agences les plus importantes, celle de Montmagny, il n'y en a pas eu un seul. Le nom de M. Renault, qui figure dans cette agence, lui rappelle les moyens par lesquels ce monsieur a conquis cette situation. Il était rédacteur du *Courrier du Canada*, papier qu'il aurait bien plus le droit d'appeler chiffon que n'en avait le commissaire, il y a trois ans, d'appeler ainsi le *Constitutionnel des Trois-Rivières*, le journal du député de Saint-Maurice; M. Renault a si bien servi le gouvernement par les injures grossières, les mensonges qui ont couvert et couvrent encore ses colonnes sous la nouvelle rédaction qu'il a été trouvé digne de remplir le poste important d'agent des terres de la Couronne dans le comté de Montmagny.

M. Renault est récompensé pour avoir défendu les mauvaises politiques du gouvernement. (Rires).

A propos de journaliste, il (M.T.) a fait allusion, dans le débat sur l'adresse, à un échange d'amabilités entre le rédacteur du *Constitutionnel*, député actuel de Saint-Maurice, et le commissaire des Terres, en 1869. La Chambre serait peut-être curieuse de connaître le portrait que faisait alors le *Constitutionnel* de l'honorable député de Gaspé.

Eh bien, le voici:

Le *Constitutionnel* du 19 décembre 1870.

"Qui ne connaît M. Fortunio, député aux deux Chambres, médecin, et ancien capitaine de notre grande chaloupe nationale, la Canadienne. Tout le monde connaît ou bien a connu M. Fortunio. Il pose pour le torse, il pose pour la science, il pose pour la galanterie, il pose pour la politique, il pose à Québec et repose à Ottawa pour une place de ministre quelconque. Un jour même, nous l'avons vu, à travers les limites du *Courrier du Canada*, poser pour la place de lieutenant-gouverneur du Nord-Ouest. De même qu'il est connu de tout le monde, il connaît tout le monde. C'est un homme très répandu dans tous les salons et dans toutes les sociétés que M. Fortunio. Le matin vous le rencontrez à l'église, le jour à la Chambre ou dans les bibliothèques, le soir dans les boudoirs.

Après avoir serré la main à un pêcheur du

Golfe, il aime, en rencontrant Sir John A. McDonald, l'appeler "John A." tout court. (Il doit aussi dire Hector tout court). M. Fortunio est une célébrité; une célébrité qui tient le milieu entre Thérèse, la chanteuse parisienne, et le Dr Brennan, le médecin empirique. En art militaire, M. Fortunio peut donner des leçons à Trochu, en politique à Bismark, en agriculture à la ferme Logan, et en marine! oh! en marine! il peut donner des leçons à tous les animaux passés, présents et futurs. Il n'y a qu'une chose que M. Fortunio ne sache pas faire; il n'a jamais su voter contre une mesure du gouvernement.

Après cela, si vous me dites que M. Fortunio est un grand homme, je vous dirai que non, mais que c'est un homme gros et grand qui voudrait bien être mesuré à la brasse".

Tel est l'homme extraordinaire que le premier ministre a choisi pour surveiller le département le plus important de son gouvernement.

Dans la vente des lots de grève, le commissaire des Terres a encore donné une preuve de son incapacité pour ne pas dire plus; car il (M.T.) tient à être d'autant plus réservé dans ses expressions que le commissaire l'a été peu. Comme les dates ne sont pas désignées dans le rapport, il trouvera peut-être moyen de se décharger sur les épaules de son prédécesseur qui est pourtant bien suffisamment écrasé. Mais il n'aura pas cet avantage sur la question des mines d'or de la Beauce.

Le commissaire a occupé le département des Terres depuis février, et ce n'est que le 1er mai suivant qu'il a déchargé la police qui, suivant la promesse faite par le gouvernement l'année dernière, devait être renvoyée de suite. Pour une dépense de \$1,593.52, le gouvernement a retiré la somme de... 7 piastres.

N'est-ce pas là la preuve évidente de l'incurie la plus complète?

Il ne veut pas abuser de la patience de la Chambre en parcourant page par page le rapport du commissaire. Ce rapport renferme beaucoup d'inexactitudes et contredit sur une foule de points les avancés du commissaire. Au lieu d'aller faire la cabale dans le comté de Montmagny, le commissaire aurait bien mieux fait d'employer les trois jours de répit qu'il avait demandés à la Chambre pour lire son rapport et prendre connaissance de l'état de son département. Il se serait évité la peine, la fatigue de parler, à tort et à travers, de choses qu'il ignore complètement, et il ne serait pas venu confirmer les accusations dont la force et la vérité n'ont pu échapper à l'attention de la Chambre, et qui, à la suite des remarques qu'il vient de faire, restent mieux établies que jamais.

Il propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. C.H. Pozer), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre un état des limites à bois actuellement sous licences; ledit état indiquant l'endroit où sont les limites, leur étendue, les noms des possesseurs,

la date de l'octroi, distinction spéciale étant faite de celles vendues à l'encan et de celles concédées par vente privée.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): J'ai déjà invité le député de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay) à scruter les dossiers et documents du département des Terres, mais je ne m'oppose aucunement à sa proposition. Au contraire, j'ai toujours été disposé à préparer un tel état et il sera préparé sans délai. Les remarques du député de Chicoutimi-Saguenay sont de trois ordres: les triviales, les erronées, et les calomnieuses.

Il n'est pas d'usage d'avoir tous les comptes d'un département, car des transactions inachevées justifieraient qu'on les garde secrètes. Néanmoins, j'ai donné l'ordre que l'honorable député puisse tout consulter et ainsi juger par lui-même. L'honorable député a affirmé que ce compte portait la date de l'an passé. J'ai ici une copie authentique de ce compte.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): C'est un compte ouvert.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Certainement que c'est un compte ouvert. L'honorable député a dit que j'avais payé ce compte. Mais la Chambre peut voir qu'il a été payé par mon prédécesseur. Je veux aussi traiter d'une autre question: l'honorable député a lancé des accusations qui outragent mes sentiments d'homme honnête. Il a osé attaquer l'honnêteté d'un homme connu de tous, un homme vénéré et respecté par tous ceux qui le connaissent. Je parle de M. Bouchette qu'on a accusé d'avoir présenté un faux rapport.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): J'ai la preuve de ce que j'ai avancé.

DES VOIX: Donnez-là! Donnez-là!

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): J'en ai la preuve dans le rapport du commissaire. J'ai été induit en erreur quant au paiement du compte, mais je répète que la lettre a été extorquée de M. Bouchette.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): C'est une calomnie!

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Le rapport n'est pas absolument faux, mais inexact...

DES VOIX: A l'ordre! A l'ordre!

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Quand il m'a accusé de collusion avec M. Bouchette, quand il a accusé M. Bouchette avec moi, il a dit une fausseté. Il a calomnié M. Bouchette. Il m'a calomnié. Il a essayé, devant cette Chambre et devant le pays, de jeter des soupçons sur moi, mais le pays connaît maintenant la valeur de ces tactiques. Pour salir mon

honnêteté, il s'est servi d'un compte qui était encore ouvert.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Il était payé! Il était payé!

DES VOIX: A l'ordre! A l'ordre!

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Le compte est encore ouvert. L'explication...

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): J'invoque le règlement. Le commissaire des Terres n'a pas le droit de me traiter de menteur et de calomniateur.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Explique ce qu'il a dit.

M. L'ORATEUR: Déclare que le langage utilisé n'était pas parlementaire et par conséquent hors d'ordre.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Je m'incline devant la décision de l'Orateur. Je n'appellerai pas l'honorable député le calomniateur. Quant au département, je sais ce qu'il s'y passe: avant d'être payés, les comptes sont vérifiés, et ce compte l'a été comme tous les autres.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Se lève...

M. L'ORATEUR: Rappelle le député de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay) à l'ordre.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): A Anticosti, nous avons protégé les pêcheurs de l'île. Je n'ai pas procuré la charte de la Compagnie d'Anticosti comme l'honorable député l'a allégué. C'est M. Dorion qui l'a obtenue, tandis que moi je l'ai opposée. Quant aux accusations d'avoir concédé des limites à M. Price par favoritisme, elles touchent mon honneur et celle du gouvernement auquel j'appartiens. Le député de Chicoutimi-Saguenay n'a pas apporté un semblant de preuve. Il a porté des accusations contre mon honneur sans la moindre preuve. Je dirai à la Chambre que toutes ces accusations sont sans fondement. Les principaux capitalistes et marchands de bois de Québec et Montréal ont assisté à la vente des limites de bois. Si l'argent était rare en certains endroits à ce moment-là, il ne l'était pas partout. La dépression du commerce à Québec à ce moment était causée par la carence de vaisseaux d'affrètement. Le commerce du bois a été prospère et des prix favorables se maintiennent à Liverpool.

Je suis indigné par l'idée qu'il a pu y avoir rien qui ne soit parfaitement honorable dans mes relations avec la maison Price.

La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

Reprise de la séance à huit heures et vingt.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): J'ai démontré à cette Chambre la futilité des assertions de l'honorable député de Chicoutimi au sujet des limites. J'ai prouvé qu'il est faux que j'aie favorisé la maison Price dans la vente des limites sur la rivière Matane. Cette assertion provient de l'hostilité de l'honorable député contre la maison Price. Cette hostilité, je n'en connais pas la cause, mais je sais qu'elle n'a pas toujours existé. Autrefois, dans l'opinion de l'honorable député, cette maison était celle qui avait porté l'étendard de la colonisation dans le Saguenay, qui a fondé ce pays et qui a toujours agi de la manière la plus patriotique. On trouvera dans un journal de cette ville, qui n'est pas un chiffon, mais un journal qu'on aime parce qu'il est agréablement écrit, sinon véridique, les louanges les plus méritées à l'adresse de cette maison Price. Ces louanges se trouvent dans le journal qui est aujourd'hui l'organe et le défenseur de l'honorable député. Quant à moi, je ne connais pas ces MM. Price, et je ne savais pas même qu'ils voulaient acheter des limites, en sorte que je suis loin de les leur avoir procurées.

Je vais maintenant lire deux lettres, de M. l'assistant-commissaire Taché et de M. Bouchette, au sujet des comptes d'arpentage de M. Gagnon, lettres qui établissent ce que j'ai dit.

(Il lit la lettre de M. Taché.)

Il me semble que c'est là la preuve évidente, palpable de ce que j'ai avancé.

(Il lit la lettre de M. Bouchette.)

Telle est la lettre d'un des premiers employés du bureau, d'un homme de la plus haute responsabilité.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Quelle est la balance due?

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): La balance est d'environ \$35 ou \$40 sur le deuxième compte, mais sur un troisième arpentage, il est dû à M. Gagnon au-delà de \$2,000, en sorte que sur ce compte nous pourrions retenir la réduction qu'il pourra être jugé à propos de faire. Sur ce troisième arpentage, M. l'assistant-commissaire m'a dernièrement affirmé qu'il est dû \$2,000 à M. Gagnon.

L'honorable député de Chicoutimi a fait des attaques à droite et à gauche; c'est son système. Il est l'éclaireur du parti libéral, démocratique ou national, comme vous voudrez, car c'est toute la même chose. C'est lui qui éclaire le parti le jour et la nuit, qui dresse des embûches et soulève des embarras, c'est l'enfant perdu du parti, mais qui frappe toujours dans le dos. Il a bien parlé des arpentages de M. Gagnon, mais il n'a pas dit un mot des arpentages qui se font actuellement. Nous faisons présentement arpenter des régions jusqu'à aujourd'hui inconnues

pour en constater la géographie et en faire connaître les ressources. Va-t-il dire que nous faisons mal? Non, il ne critique pas ce qui a raison de ne pas lui plaire et il ne parle pas contre les arpentages qui se poursuivent ailleurs. Il suit toujours la même tactique de récriminations personnelles et il ne peut pas s'élever à la hauteur des intérêts publics.

D'ailleurs, il est très important que ces arpentages soient bien faits, puisque les limites sont bornées au moyen des cartes dressées par les arpenteurs.

Cet enfant perdu du parti me reproche d'avoir vendu des lots de grève. Mais, pouvais-je refuser de vendre ces grèves aux personnes qui les demandaient pour y ériger des établissements industriels? Pouvais-je refuser quand ils m'étaient demandés par la corporation de Lévis pour y construire un débarcadère de chemin de fer? Si j'avais agi comme l'honorable député, je l'aurais refusé si cela avait été dans l'intérêt de mes élections.

Ces ventes ont été faites à cette condition: si la corporation de Lévis ne construit pas le débarcadère, si M. Chabot n'érige pas un établissement industriel sur ces lots, ils reviendront de droit au gouvernement, en sorte que, dans les deux cas, la vente n'a été faite que dans l'intérêt public. De quelle grâce, alors, l'honorable député peut-il me reprocher d'avoir fait ces ventes de lots de grève?

L'honorable député m'a reproché d'avoir dilapidé le domaine public, d'avoir vendu des limites à droite et à gauche. Il m'a fait ce reproche l'autre jour, et aujourd'hui il me reproche de n'en avoir pas vendu assez. Il est mécontent de ce que je n'ai pas voulu vendre des limites à une compagnie dont le beau-frère de l'honorable député est l'agent payé. Je viens de voir un des associés de cette maison qui a voulu acheter des limites et il m'assure que sa compagnie paie le beau-frère de l'honorable député pour faire sa besogne.

Ce parti libéral, qui est si peu nombreux dans cette Chambre, tente d'arriver au pouvoir ici par un accident comme celui qui est arrivé ailleurs, et pour cela il emploie l'honorable député pour jouer le rôle d'éclaireur et d'enfant perdu et nous tendre des pièges. C'est pourquoi il me reproche un jour d'avoir trop accordé de limites et, le lendemain, de n'en pas avoir assez accordé. Il trouve que je n'en accorde pas assez quand j'en refuse à son beau-frère. L'honorable député nie-t-il que son beau-frère a demandé des limites?

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Non! Il en a demandé, parce qu'il en avait besoin, et on les lui a refusées comme on avait d'ailleurs droit de le faire.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Eh bien! il avoue, parce qu'il sait que nous avons toute la correspondance de son beau-frère au

département. Et je puis lui prouver que, même au moment où, sous l'administration de mon prédécesseur, il parlait le plus fort contre les trop grandes concessions de limites, il venait au bureau des Terres pour forcer la main au commissaire et à l'assistant-commissaire pour obtenir des limites en faveur de son beau-frère.

Il s'est tenu à Ottawa, avant la résignation du ministre conservateur, un grand conciliabule du parti rouge. A ce conciliabule, on s'est partagé d'avance les dépouilles et les portefeuilles du ministère fédéral et même du ministère local. Il s'est trouvé un homme, l'enfant perdu du parti rouge, qui, malgré la répugnance de ses amis, s'est imposé à eux comme commissaire des Terres de la Couronne. Aujourd'hui, cet homme veut gagner ses épaulettes et montrer qu'il connaît très bien l'administration des terres. Pour cela, il fait la besogne qui est digne de lui, il recourt aux fausses représentations dont il est coutumier et se montre sous ses vraies couleurs d'enfant perdu. Tel est le motif qui anime l'honorable député; il veut mériter le portefeuille qu'il convoite.

Si l'honorable député connaissait les conditions dans lesquelles se font les ventes de limites, il saurait que les limites ne sont pas vendues mais louées, et qu'elles reviendront toutes à la province au bout de vingt ans, période de la durée du bail. Alors nous pourrions vendre ou garder ces limites, selon qu'il plaira à la Chambre d'en ordonner. Nous ne vendons que le droit de couper le bois sur lequel le gouvernement perçoit des droits pour chaque arbre coupé.

Maintenant, ces ventes ou locations de coupes de bois ne nuisent aucunement à la colonisation, puisqu'elles sont faites à condition que le gouvernement puisse les reprendre quand il voudra pour des fins de colonisation, en sorte que la location de ces coupes de bois n'affecte aucunement la colonisation. Et baser une accusation sur ces locations, c'est baser une accusation fautive sur des inconvénients qui n'existent que dans le cerveau de celui qui les invente.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Il y a un homme qui, un jour, fit un livre sur une promenade dans son jardin. D'une seule promenade au département des Terres, l'honorable député de Chicoutimi a tiré le sujet de deux longs discours.

L'honorable député est très occupé de la question des terres, et surtout de la maison Price. Il est depuis 1867 en Chambre, et jusqu'à ces dernières années, jamais il n'a abordé la question des terres, pas plus qu'aucun autre membre de la Chambre. Ce n'est que depuis 1871 et 1872, depuis que la valeur du bois a énormément augmenté, qu'on a abordé cette question des terres. L'honorable député, qui n'a pas toujours été hostile à la maison Price, nous parle de M. Price qu'il appelle le roi du Saguenay. Les écrivains anciens nous parlent de ce royaume du Saguenay. On

ne sait pas quelle était l'organisation de la royauté, mais quand on arrive aux temps modernes, on trouve que M. Price, le roi de ce royaume, fit un jour asseoir l'honorable député sur son trône ou à côté de lui sur ce trône. Des querelles survinrent et l'on combattit pour savoir qui resterait maître du trône. Cette guerre fut funeste à l'honorable député de Chicoutimi, qui fut obligé d'aller chercher une royauté dans un royaume beaucoup plus restreint et de se faire proclamer roi dans un royaume voisin situé sur le bord de la mer.

Il nous a fait entendre un grand discours, mais de petites accusations, sur l'administration des terres. Il nous a parlé de la slide de Chicoutimi et a accusé le commissaire des Terres de ne pas avoir surveillé les travaux des marchands de bois dans le voisinage, disculpant en même temps l'agent des terres de ne pas avoir fait cette surveillance. N'est-ce pas là une absurdité, une injustice criante? Est-il en Chambre un seul député qui ne soit prêt à avouer que cette surveillance est absolument l'oeuvre de l'agent des terres, qui est nommé pour la faire, et que le commissaire est incapable de la faire personnellement?

L'honorable député a dit qu'il s'objecte aux arpentages qui se poursuivent. Je suis loin de partager cet avis. Au point de vue géographique, ces arpentages sont excessivement avantageux, excessivement importants. Et je puis dire que la géographie de notre province n'est pas assez soignée, bien que le gouvernement ait publié, les années dernières, une carte dont on a fait les plus grands éloges, et avec raison, et j'ai entendu des coureurs de bois, des hommes qui connaissent fort bien le pays, dire que cette carte est admirable. Quand j'ai visité l'exposition de Paris, j'ai été très heureux de voir que les cartes géographiques du Canada faisaient l'admiration des visiteurs et des savants, et j'ai été heureux surtout de constater que les savants d'Europe adoptaient, pour la désignation des formations semblables dans leur pays, les noms employés dans les rapports de la commission géologique du Canada. J'espère qu'on fera des travaux semblables pour la géographie de notre pays et l'on doit féliciter le commissaire des Terres de faire continuer ces travaux.

Quand on a commencé à parler de la question des terres, l'opposition a prétendu qu'il ne restait plus de terres à bois dans la province, et aujourd'hui on dit que les limites dernièrement vendues ont été sacrifiées, parce qu'elles sont excellentes. Quand on disait qu'il n'y a plus de terres à bois dans la province, on commettait une injustice à son égard puisque nous avons encore des étendues immenses de forêts propres à l'exploitation, et l'on a fait aussi injustice à l'honorable commissaire des Terres en disant que les limites vendues à l'encan ne se sont pas vendues assez cher, puisque la concurrence les a fait vendre ce qu'elles valaient réellement pour le commerce. Et si on n'a pas obtenu autant qu'on l'aurait

voulu, c'est la faute du nouveau système de vente, et non celle du commissaire. La loi l'obligeait à faire la vente qu'il a faite et comme il l'a faite.

Un autre inconvénient de cette loi, qui cependant a bien ses avantages, c'est de permettre aux spéculateurs de devenir possesseurs de trop grandes limites. Mais ces inconvénients, la Chambre en a pris la responsabilité en la votant. D'après cette loi, le commissaire des Terres ne peut faire de ventes de limites, pour plaire à l'honorable député de Chicoutimi, sans y mettre pour condition que M. Price n'a pas droit d'enchérir.

Maintenant, je dois dire qu'on a suivi une manière de procéder contraire aux usages parlementaires en faisant une discussion ex parte et en citant le témoignage des employés publics pour contredire les assertions d'un député. L'honorable député de Chicoutimi a pareillement méconnu les usages parlementaires en se servant en Chambre des renseignements qu'il s'est procurés dans sa visite au département des Terres. Lorsqu'un député se procure ainsi des renseignements, il ne doit s'en servir que pour son information personnelle, et s'il veut s'en servir en Chambre, il doit demander, par une adresse, la production en Chambre du document qui contient les renseignements.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): L'honorable ministre des Terres s'est excusé, en terminant, de s'être échauffé, d'avoir employé le langage de la passion.

Je lui pardonne volontiers sa violence. Cette violence a prouvé que le commissaire n'avait pas de raison à donner pour justifier sa conduite. Il s'est démolé de ses propres mains. Cependant, dans le cas où il resterait encore des doutes dans l'esprit de quelques députés, je crois devoir relever certains avancés du commissaire des Terres. M. Fortin a essayé de faire du sentiment avec le nom de M. Bouchette, un vieux serviteur public dont la réputation, dit-il, a été attaquée. Cet homme qui est sur le bord de la fosse, c'est lui le commissaire qui l'a traîné devant cette Chambre en lui arrachant un rapport qu'il sait ne pas être exact. Il est prêt à en passer par le jugement du député de Kamouraska, arpenteur lui-même, pour constater s'il est à sa connaissance que dans un relevé de rivière, il n'ait jamais été tenu compte comme distance du relevé, des perpendiculaires indiquant la largeur de telle rivière. M. l'arpenteur Gagnon, le fils du député, M. Gagnon, est le seul qui n'ait jamais joui d'un semblable privilège.

Dans la visite que j'ai faite dans le département de la Couronne, j'ai défié M. Bouchette de lui montrer un seul rapport autre que celui de M. Gagnon, où il est ainsi fait l'addition des perpendiculaires. Dans les rapports de MM. Dumais, Casgrain, Bignell et autres, il n'y a rien de semblable.

Le commissaire dit que j'ai fureté jusque

dans ses poches. C'est presque vrai, et il a fallu cela pour obtenir certains documents importants, comme le compte de M. Gagnon pour 1873 qu'il n'a pu voir qu'à 2 heures de l'après-midi, et qu'on a promené de chambre en chambre dans le département pendant les trois heures qu'il y est demeuré. J'étais décidé à voir ce compte qui prouve de la manière la plus évidente, la culpabilité du commissaire. Ce compte de 1873 est un compte réglé, sur lequel on a retranché \$35 à \$40, comme on a retranché \$25 sur celui de 1872. Le troisième ouvrage que fait actuellement M. Gagnon, n'est pas la continuation de celui de la Malbaie; c'est une exploration aussi inutile que les deux premières entre la rivière-au-Saumon au delà du lac Saint-Jean, et du Saint-Maurice. Puisque le commissaire amène devant la Chambre son assistant, j'affirme positivement que l'assistant-commissaire m'a dit que le gouvernement se rembourserait sur le troisième compte que l'arpenteur Gagnon lui présenterait au printemps. Supposant que la chose pût se faire, ce que je ne crois pas, car le compte de 73 est réglé, j'invite toute la Chambre à se rendre demain au bureau des Terres pour constater la vérité de ce que je dis, ayant vu le compte moi-même. A l'heure actuelle, le gouvernement pourrait faire cette réserve de \$10 qu'il n'a jamais eu l'intention de payer, ce qui ne lui donnerait rien, et retenir à M. Gagnon environ 2 mois de salaire, ou \$240, pour couvrir un surplus de paiement sur ce seul compte de 1873 de \$1,500 au moins. M. Tremblay cite les noms de plusieurs arpenteurs dont les ouvrages ont certainement été bien trop dispendieux.

J'ai parlé de documents perdus, savoir le rapport de M. Gagnon pour 1872, celui sur lequel sont basés la lettre de M. Bouchette et le plan indiquant les limites de M. Price et de MM. Ross, Dunn et Home, mais il y a une perte bien plus importante, et c'est ce qui devra étonner bien plus la Chambre et le pays: Le chef du département des Forêts est perdu. Hier après-midi, M. Robitaille était à son bureau et a commencé à me donner quelques informations, et ce matin, au moment où j'avais le plus besoin de cet employé, que le commissaire m'avait invité à aller voir, il avait disparu, il avait sous l'effet de je ne sais quelle puissance, pris la poudre d'escampette.

Le commissaire a parlé de la question des grèves avec la même ignorance que sur tout le reste; là encore, il a prouvé qu'il n'avait pas lu son rapport. Il dit qu'il les a vendues au plus haut prix du tarif; les chiffres obtenus au département prouvent tout le contraire. La grève de la rivière Jacques-Cartier comprenant environ 380,000 pieds en superficie a été vendue \$266, ou \$116 de plus que celle de Saint-Charles-des-Grondines qui a une superficie de 397,000 pieds. Le commissaire a vendu pour \$3,000 une grève de 3 1/4 acres en superficie, dans l'une des parties les plus importantes du port de Québec, au centre du front de la ville de

Lévis. C'est un véritable présent que le commissaire a fait à M. Carrier.

Le commissaire n'a fait qu'aggraver sa position dans sa réplique au sujet des limites. Ce M. Robertson, qui avait demandé ces limites parce qu'il possède un moulin qu'il ne pouvait tenir en opération sans un octroi, a refusé d'en acheter parce qu'elles ne se vendaient pas pour un écu le mille comme auparavant. Voilà un homme qui comptait réaliser des profits pour refuser de belles limites près de son moulin à \$5 le mille carré ou un peu moins d'un cent l'acre.

Le commissaire assure, jure presque, que ce sont les colons qui ont demandé la vente des limites dans les agences de Gaspé et Rimouski. Mais où sont les requêtes de ces colons? Est-il capable d'en montrer une seule? D'ailleurs, il s'est contredit de la manière la plus flagrante lorsqu'il a dit que M. Robertson et d'autres commerçants de bois lui ont représenté que, s'il ne faisait pas de nouveaux octrois, il leur serait impossible de continuer leurs opérations.

Il a aussi donné une autre raison pour la vente de ces limites; c'est qu'elles sont pillées, et il a lui-même traité de pillards les exploiters de limites, c'est l'expression dont il s'est servi. C'est un charmant moyen de se débarrasser des soucis d'une grande fortune. Les principales richesses de la province de Québec consistent dans ses forêts, mais les commerçants de bois les pillent, il faut les vendre de suite ou plutôt les leur donner. C'est une idée originale qui appartient bien toute entière à l'honorable commissaire que celle de donner un trésor dans la crainte qu'il soit volé. Le commissaire prétend qu'il est impossible de surveiller nos forêts, mais il trouve bien moyen de surveiller le gibier et les animaux sauvages en nommant des garde-chasse.

Ainsi à la page 3 de son rapport, figure le nom d'un garde-chasse nommé par lui-même le 7 mars dernier, et non par son prédécesseur. Singulière coïncidence, dans l'élection de Charlevoix, deux Labbée, de Saint-Urbain, père et fils, sont les seuls qui aient voté contre moi, et c'est l'un d'eux qui est ce garde-chasse en même temps qu'il est garde-pêche de la rivière Malbaie. L'emploi de ce garde-chasse est de regarder passer le colonel Rhodes, une fois par année, chargé des peaux de caribous qu'il a pu tuer dans les montagnes du chemin Saint-Urbain. Mais voici encore une nouvelle raison du commissaire pour justifier sa conduite; ces limites, dit-il, reviendront en 1888 à la Couronne. Il est plus que naïf l'honorable commissaire s'il croit que les propriétaires de limites vont lui remettre ces limites toutes boisées après les avoir exploitées pendant les 15 années qui vont suivre. Alors, à quoi servira son fameux système de reboisement.

Bien des fois dans le cours de ses remarques le commissaire a parlé de sa délicatesse de conscience.

Le public qui se rappelle les votes du député de Gaspé sur la question des écoles du Nouveau-

Brunswick, sur le présent de \$64,000 à un contracteur du chemin de fer Intercolonial, sur l'exclusion de M. Bertram de la Chambre des Communes, nonobstant sa majorité de 40 voix, et son remplacement par M. Cluxton, le candidat de la minorité, sait à quoi s'en tenir sur le compte de cette conscience timorée.

M. L'ORATEUR: Se lève pour empêcher le député de Chicoutimi de rappeler les votes donnés à Ottawa.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Se hâte d'arriver au gouvernement de Québec, où le commissaire ne lui paraît pas plus pur qu'à Ottawa, où après avoir approuvé tous les actes des ministres locaux depuis 1867, après avoir dénoncé le gaspillage de nos forêts, gaspillage qui l'année dernière seulement a été une perte réelle de un million deux cent dix-sept mille piastres, il est venu lui-même continuer un système de corruption égal, sinon supérieur à celui pratiqué à Ottawa.

M. Tremblay fait mention de la province de l'Ontario où le commissaire a fait des réserves de limites d'une valeur de plus de 20 millions de piastres, et dont les revenus serviront à sillonner cette province de chemins de fer et à accroître sa prospérité, tandis que les ressources de même genre dans la province de Québec n'auront servi qu'à enrichir quelques grands spéculateurs et un certain nombre d'agents d'élection.

Le commissaire a parlé de son assiduité dans son département. Mais ne se rappelle-t-il plus qu'il a siégé à Ottawa en mars, mai, juin, août et en octobre, et que pendant plus de trois mois, il n'a pas visité son bureau, bien qu'il soit payé \$3,700 par année pour le surveiller constamment.

Le commissaire a fini par me traiter d'enfant perdu, chargé par l'opposition d'aller le frapper dans le dos, et plus que cela de le frapper avec un poignard. Le commissaire sait bien où j'ai voulu le frapper, et je sens que je l'ai atteint au point voulu.

Il sait que les accusations portées contre son prédécesseur et contre lui-même sont fondées; la preuve vient d'en être faite par son propre rapport et par les documents obtenus ce jour même au département des Terres de la couronne, et après la démonstration que je viens de faire, je ne crains pas qu'un seul député, à part l'accusé et le coupable, mette en doute sa véracité. Si le gouvernement accorde un comité d'enquête, ou si la Chambre elle-même qui en a le pouvoir forme ce comité d'enquête, de nouvelles preuves établiront de la manière la plus incontestable, la mauvaise administration du département des Terres de la couronne et la culpabilité de celui qui a la charge de cet important département, en y maintenant le système de corruption pratiqué par son prédécesseur.

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

Colonisation

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Propose, appuyé par le député de Beauce (M. C. Pozer), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état des sommes appropriées depuis la dernière session jusqu'à ce jour dans les différentes divisions électorales de la province pour les travaux de colonisation et les ponts.

Adopté.

Partage de l'actif entre le Québec et l'Ontario

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Québec-Est (M. C.-A.-P. Pelletier), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copies de toutes correspondances entre le gouvernement fédéral et ceux de Québec et de l'Ontario, et de tous ordres en conseil du gouvernement de Québec, concernant le partage de l'actif énuméré dans la quatrième cédula annexée à "l'Acte de l'Amérique du Nord britannique" depuis la dernière session du Parlement fédéral.

Adopté.

Cour d'Appel

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Propose, appuyé par le député de Yamaska (M. C. Gill), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copies de tous rapports ou correspondances échangées entre le gouvernement de cette province ou aucun des membres du gouvernement de cette province, et le gouvernement fédéral ou aucun des membres du gouvernement fédéral, relativement à l'organisation et à la constitution de la cour d'Appel.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à onze heures.

Séance du 11 décembre 1873

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quart.

Rapports divers

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre: Etat des affaires de l'Hôpital Saint-Jean d'Iberville et de la Salle d'asile Saint-Jean d'Iberville, tous deux pour l'année 1873. (Documents de la session no 6.)

Elections de Joliette

M. W.W. LYNCH (Brome): Attire l'attention sur une erreur qui s'est glissée dans le rapport publié dans les journaux au sujet des délibérations du comité sur l'élection de Joliette.

Les journaux ont dit que la pétition était frivole et vexatoire tandis que le rapport du comité disait qu'elle n'était ni frivole ni vexatoire. Il fait cette correction en justice pour le pétitionnaire.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Holton, la pétition de l'association des dentistes de la province de Québec, et la pétition de D. Lome MacDougall et autres, de la cité et du district de Montréal.

Par M. Sawyer, la pétition de John Cairns et autres, du township de Clifton-Est, comté de Compton.

Par M. Pelletier (Québec-Est), la pétition de Thomas T. Nesbitt, de la cité de Québec, et la pétition des dames religieuses de l'Hôpital général, Québec.

Par M. Lavallée, la pétition du collège Joliette.

Par M. Gill, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel.

Par l'honorable M. Trudel, la pétition de J. Chagnon et autres, de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand, comté de Chambly, et la pétition de François d'Assise Cloutier, et autres, de la paroisse Sainte-Thècle, comté de Champlain.

Par M. Pelletier (Bellechasse), la pétition du conseil municipal du comté de Bellechasse.

Par M. Marchand, la pétition du conseil de ville de la ville de Saint-Jean, et la pétition des Soeurs de la Charité, administratrices de l'Hôpital général, Montréal.

Par M. Lalonde, la pétition du révérend J.-M. Mathieu et autres, de la paroisse de Sainte-Justine de Newton, comté de Vaudreuil.

Par M. de Beaujeu, la pétition de l'Asile de la Providence de Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac, comté de Soulanges.

Par M. David, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal.

Par M. Pozer, la pétition d'Augustin Richard

et autres, de la paroisse de Saint-Séverin, et la pétition de Norbert Dostie et autres, du township de Broughton, toutes deux du comté de Beauce.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du révérend L.-Z. Moreau et autres, de la cité de Saint-Hyacinthe; demandant l'incorporation de l'Orphelinat de Saint-Hyacinthe.

De l'honorable Sir Alexander Tilloch Galt et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et du district de Montréal".

De la municipalité du village de Longueuil; demandant que ledit village soit érigé en ville.

De McPherson LeMoine, de Buckingham, dans le district d'Ottawa; demandant la passation d'un acte l'autorisant à porter le nom de "John McPherson."

Du conseil municipal du comté de Pontiac; demandant des amendements aux lois électorales et pour autres fins.

De la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De Auguste Demers et autres, de la paroisse de Saint-Mathias; demandant que leurs terrains soient détachés de la municipalité du village Richelieu et annexés à la municipalité de la paroisse de Saint-Mathias.

De la municipalité du township de Shefford, de P. Maguire et autres, de Denis M. Savage et autres, et de John Bowman et autres, toutes du township de Shefford, comté de Shefford; demandant respectivement que certaines parties des townships de Roxton, Milton et Granby, comprises dans les limites de la paroisse de Sainte-Prudentienne, ne soient pas érigées en une municipalité séparée.

De la Faculté médicale de l'Université de Bishop's College, Montréal, des dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon Pasteur, rue Fullum, Montréal, de l'Asile des orphelins protestants, Montréal des Soeurs de la Charité de la Salle d'asile de la ville de Saint-Jean, des Soeurs de la Charité de l'Hôpital de la ville de Saint-Jean, des Filles de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, administratrices de l'Orphelinat, des Filles de la Charité, administratrices de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, des Filles de la Charité, administratrices de l'Ouvroir Sainte-Geneviève de Saint-Hyacinthe; demandant respectivement de l'aide.

De la Société d'histoire naturelle, Montréal, de la Société numismatique et d'archéologie, Montréal, et de l'Hospice Sainte-Croix, de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, comté de Rouville; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du révérend V. Rousselot, directeur de l'Asile rue Bonaventure, du révérend V. Rousselot, directeur de l'Asile Nazareth, et du révérend V. Rousselot, directeur de l'Institution des

aveugles, Asile Nazareth, toutes de Montréal; demandant de l'aide pour lesdites institutions.

Du révérend C.-A. Loranger, de la paroisse de Lanoraie; demandant de l'aide pour le couvent de Lanoraie.

Du révérend A.-H. Coutu et autres, du township de Wexford, comté de Montcalm; demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township.

De Charles Garneau, sergent d'armes de l'Assemblée législative de la province de Québec; demandant que la Chambre définisse les pouvoirs du sergent d'armes.

Introduction de bills:

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec".

Accordé.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Demande la permission d'introduire un bill pour abroger l'acte de la ci-devant province du Canada, intitulé: "Acte pour rendre plus générale la pratique de la vaccination, en ce qui se rapporte à la province de Québec.

Accordé.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec.

Accordé.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Demande la permission d'introduire un bill pour ajouter certaines dispositions au titre premier du livre troisième du code civil concernant les successions.

Accordé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour remédier aux pertes occasionnées par l'incendie du palais de Justice de Québec.

Il dit que tout le monde comprend la nécessité de passer une loi à ce sujet.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit que plusieurs hommes de loi de Québec l'ont prié de suivre cette mesure de près et il désire savoir quelle en est la nature.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit que le but du bill est de permettre aux personnes qui ont perdu leurs papiers par l'incendie, de recommencer leurs actions de nouveau. Cette mesure ne concernera que le district de Québec et n'affectera pas les intérêts dans les autres ni ne mettra d'entraves au cours de la justice.

Le bill a été préparé par des avocats distingués du district de Québec et il sera distribué de

suite aux députés, en anglais et en français, de manière à ce qu'ils puissent l'étudier.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Reconnaît qu'une mesure à ce sujet est nécessaire et espère que l'on procurera tous les moyens de l'étudier à fond.

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Demande qu'une copie du bill introduit soit adressée à tous les avocats de Québec pour la raison suivante: une commission a été instituée, composée d'avocats pratiquant ici à Québec, pour s'enquérir des meilleurs moyens à adopter pour remédier au désastre. Différentes questions furent adressées aux avocats qui avaient des causes à cette Cour.

Une copie du bill distribuée aux avocats leur permettra de voir si leurs réponses ont été comprises et leurs conseils suivis.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Répond que tous les efforts ont été faits pour permettre au barreau de Québec d'être pleinement renseigné au sujet de ce bill. Le bill est lu pour la première fois.

Composition des comités

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Fait rapport que le comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des députés devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre a préparé ces listes en conséquence, lesquelles sont lues comme suit:

1. Privilèges et élections: L'honorable M. le procureur général Irvine, l'honorable M. le solliciteur général Chapleau, l'honorable M. Langevin, C.B., l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Holton, l'honorable M. Bellerose et l'honorable M. Laframboise, et MM. Bachand, Bellingham, Gendron, Joly, Lynch, Malhiot, Poupore et Pelletier (Québec-Est)

2. Ordres permanents: L'honorable M. Ouimet et l'honorable M. Laframboise, et MM. David, de Beaujeu, Dorion, Esinhart, Gagnon, Gendron, Houde, Lafontaine, Laberge, Marchand, Méthot, Pelletier (Bellechasse) et Verreault.

3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, corporations minières et manufacturières: L'honorable M. Ouimet, l'honorable M. le procureur général Irvine, l'honorable M. Langevin, C.B., l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Holton, l'honorable M. Laframboise et l'honorable M. Trudel, et MM. Bachand, Beaubien, Bellingham, Brigham, Bisson, Chauveau, Eddy, Garneau, Gérin, Gill, Hearn, Joly, Lafontaine, Larochelle, Laurier, Lavallée, Lynch, Malhiot, Molleur, McGauvran, Pelletier (Bellechasse), Peltier (L'Assomption), Pozer, Roy, Sawyer et Tremblay.

4. Divers bills privés: L'honorable M. Ouimet, l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Fortin, l'honorable M. le solliciteur général

Chapleau, l'honorable M. Langevin, C.B., l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Holton, l'honorable M. Laframboise, l'honorable M. Robitaille, l'honorable M. Bellerose et l'honorable M. Trudel, et MM. Bachand, Bellingham, Beaubien, Chauveau, David, Garneau, Gendron, Gill, Hearn, Joly, Laurier, LeCavalier, Malhiot, Marchand, McGauvran et Pelletier (Québec-Est).

5. Lois expirantes: L'honorable M. le solliciteur général Chapleau, l'honorable M. Laframboise et l'honorable M. Robitaille et MM. Dorion, Daigle, Hearn, Laberge, Lalonde, LaRue, LeCavalier, Pozer et Robert.

6. Dépenses contingentes: L'honorable M. Ouimet, l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Bellerose et l'honorable M. Trudel, et MM. Bachand, Brigham, de Beaujeu, Dugas, Eddy, Garneau, Laberge, LaRue, LeCavalier, Locke, Mailloux, Marchand, Picard et Sanders.

7. Impressions: L'honorable M. Robertson, l'honorable M. Fortin et l'honorable M. Langevin, C.B. et MM. Bellingham, Gérin, Joly et Marchand.

8. Comptes publics: L'honorable M. le procureur général Irvine, l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Fortin, l'honorable M. Holton, l'honorable M. Laframboise, l'honorable M. Bellerose et l'honorable M. Robitaille, et MM. Beaubien, Gendron, Garneau, Joly, Lafontaine, Lynch, Mailloux, Malhiot, Molleur, Pelletier (Québec-Est), Picard, Poupore, Pozer, Roy et Verreault.

9. Agriculture, immigration et colonisation: L'honorable M. Ouimet, l'honorable M. Fortin, l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Trudel et l'honorable M. Robitaille, et MM. Beaubien, Bisson, Chauveau, Dorion, Dugas, Eddy, Gendron, Hearn, Houde, Laberge, Lalonde, Larochelle, LaRocque, LaRue, Lavallée, Mailloux, Marchand, Méthot, Peltier (L'Assomption) Picard, Robert, Roy, Sawyer, Sylvestre et Tremblay.

10. Industries: L'honorable M. Ouimet, l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Fortin, l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Laframboise et l'honorable M. Trudel, et MM. Beaubien, David, Eddy, Esinhart, Gagnon, Gendron, Garneau, Hearn, Joly, LaRocque, Larochelle, Laurier, Méthot, Molleur et Sawyer.

Adopté.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), qu'il soit nommé un comité, composé de l'honorable M. Ouimet, l'honorable M. le procureur général Irvine, l'honorable M. Trudel, l'honorable M. Fortin, l'honorable M. Cauchon, M. Laurier, M. Lynch et M. Marchand, pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre et pour agir comme membres du comité conjoint de la bibliothèque.

Adopté.

Il est résolu qu'il soit envoyé un message à

l'honorable Conseil législatif, communiquant à leurs Honneurs la résolution précédente.

Il est résolu qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil législatif priant leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature et pour informer leurs Honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Fortin, l'honorable M. Langevin, C.B., M. Gérin, M. Joly, M. Bellingham et M. Marchand, agiront comme membres dudit comité.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de cette province.

Accordé.

Adresse au lieutenant-gouverneur

Magistrats de district

M. C.-A.-P. PELLETIER (Québec-Est): Propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand),

Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le nom, la date de la nomination de chacun des magistrats de district, le nombre de causes jugées par chacun d'eux et aussi, un état indiquant le salaire et le montant détaillé réclamé par chacun d'eux pour leurs frais et dépenses de voyage dans leur district respectif, jusqu'au premier décembre courant; ainsi qu'un rapport de toutes les pénalités, confiscations et amendes imposées par eux dans chaque cause, mentionnant la date, le lieu, à qui elles ont été payées ou de quelle autre manière on en a disposé.

Adopté.

Interpellations •

Bureau de cadastre

M. E. LABERGE (Châteauguay): Demande si le gouvernement a l'intention d'établir cette année, dans le district de Beauharnois, un bureau de cadastre pour que le cadastre de cet important district soit préparé aussitôt que possible.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Monta-

gnes): Dit qu'un bureau sera ouvert aussitôt que possible.

Palais de Justice de Québec

M. C.-A.-P. PELLETIER (Québec-Est): Demande si le gouvernement a l'intention d'inclure dans les estimés pour l'année prochaine une somme suffisante pour la construction du palais de justice de la ville et du district de Québec.

Il attire l'attention sur la condition dangereuse dans laquelle le palais de justice se trouve, qu'un incendie qui a éclaté dimanche dernier dans la cave aurait pu tout détruire et il espère que l'on prendra des moyens pour éviter une répétition de l'incendie de l'hiver dernier.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Répond que le gouvernement...

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Se lève...

DES VOIX: A l'ordre! A l'ordre!

M. L'ORATEUR: Rappelle le député de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay) à l'ordre, pour laisser le procureur général finir sa réponse.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Répond que le gouvernement n'a pas l'intention d'inclure dans les évaluations une somme destinée à la reconstruction du palais de justice.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose l'ajournement.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Dit qu'il a été au département des Terres de la couronne, la veille, et qu'il y a vu des documents importants qui ne lui paraissaient pas en sûreté, dans un cas d'incendie. Il dit que l'on devrait avoir des coffres de sûreté ou des voûtes pour les mettre en lieu sûr.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que son collègue, le commissaire des Terres, prévoyant que son ami, le député de Chicoutimi, avec lequel il s'entend si bien, ferait une pareille remarque, s'est déjà pourvu de deux coffres de sûreté. Au reste, on sait que le gouvernement doit demander des allocations pour réparer les casernes des Jésuites pour y installer les départements publics, et il a aussi l'intention de mettre en bon état de service les belles voûtes qui s'y trouvent.

La Chambre s'ajourne à quatre heures et quinze.

Séance du 12 décembre 1873

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

Rapports divers

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, Etats des affaires de la Société littéraire et historique de Québec, et de l'Asile de la Providence Saint-Ignace, Côteau-du-Lac, tous deux pour l'année 1873. (Documents de la session n° 6.)

Dépôt et lecture de pétitions ;

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Mailloux, la pétition de la municipalité du village de Fraserville, comté de Témiscouata.

Par M. Beaubien, la pétition du Révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres, et la pétition du révérend H. Chouinard et autres.

Par l'honorable M. Holton, la pétition des Dames directrices de l'Hôpital de la Maternité de l'Université, Montréal, la pétition de la Société Bienveillante des dames de Montréal et la pétition de James Cruickshank, conseiller en loi de l'Etat de Michigan, l'un des Etats-Unis d'Amérique.

Par M. Bisson, la pétition du Révérend J.-B. Cousineau et autres, de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, comté de Beauharnois.

Par M. Gérin, la pétition des Soeurs de la Providence de la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche.

Par l'honorable M. Laframboise, la pétition des Dames directrices de l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal et la pétition de P. Mahedy et autres.

Par M. Joly, la pétition de Henri Bernier et autres.

Par M. Pelletier (Bellechasse), la pétition du révérend D. Martineau et autres, de la paroisse de Saint-Charles, comté de Bellechasse.

Par l'honorable M. le solliciteur général Chapleau, la pétition du révérend L.-J. Piché et autres, de la ville de Terrebonne et autres lieux, la pétition de la compagnie du chemin à barrières de Terrebonne, et la pétition du révérend Jos. Graton et autres, de la paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche, comté de Terrebonne.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De William McNaughton et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie des omnibus et de transport de Montréal".

De la compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi, et de la compagnie du chemin de fer de la vallée des Rivières Missisquoi et Noire; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De Alphonse Guy, étudiant en loi, de la cité

de Saint-Hyacinthe; demandant la passation d'un acte autorisant la Chambre provinciale des notaires à l'admettre, après examen, à la pratique du notariat.

De Martin Lachance et autres, de la paroisse de Saint-Elzéar, comté de Beauce; demandant à être annexés à la paroisse Saint-Séverin, pour les fins municipales.

De la Faculté médicale de l'Université McGill, des Soeurs de l'Asile de la Providence, des Soeurs de la Salle d'Asile de Saint-Vincent-de-Paul, tous de Montréal, de l'Asile des dames protestantes, Québec, et de l'Hospice de la ville de Joliette; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Des Soeurs de l'Asile de la Providence de Laprairie; demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Des Soeurs de l'Assomption de la Vierge, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet; demandant de l'aide pour un institut dans ladite paroisse.

Du révérend L. Regourd et autres, de la paroisse de Saint-Joseph de Montréal; demandant de l'aide pour l'Asile Nazareth, dans ladite paroisse.

De Joseph Robillard et autres, du township d'Hartwell, comté d'Ottawa; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière de la Petite Nation.

Du Révérend J. Laberge et autres, du comté de Québec; demandant de l'aide pour un chemin.

Rapport de comités:

M. P.-J. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité, après avoir élu son président, a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas:

De la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De Sir Alexander T. Galt et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et du district de Montréal.

De McPherson Lemoyne, de Buckingham, demandant la passation d'un acte l'autorisant à porter le nom de John McPherson.

Votre comité a aussi examiné les deux pétitions suivantes et trouve qu'elles ne sont pas de la nature de celles qui exigent des avis:

De François E. Verreault et autres, village Lauzon et Bienville, de la paroisse Saint-Joseph de Lévis; demandant un acte d'incorporation sous le nom de Société mutuelle bienveillante de Sainte-Anne-de-Lévis.

Du révérend L.-Z. Moreau et autres, de Saint-Hyacinthe; demandant l'incorporation de l'Orphelinat de Saint-Hyacinthe.

Votre comité est convenu de recommander à

Votre Honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et du district de Montréal.

Accordé.

M. W. W. LYNCH (Brome): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la charte de la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est.

Accordé.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Orphelinat de Saint-Hyacinthe.

Accordé.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Demande la permission d'introduire un bill pour changer le nom de McPherson Lemoyne en celui de John McPherson.

Accordé.

Interpellations:

Limites à bois

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Québec-Centre): Avant que les ordres du jour soient appelés, je désire attirer l'attention de la Chambre sur une partie du discours de l'honorable député de Chicoutimi, publié dans un des journaux de cette ville. D'après le compte rendu de ce discours, il appert que l'honorable député a dit qu'un ex-ministre fédéral a employé son influence comme membre de la Chambre afin d'obtenir des limites pour un spéculateur et en a exigé pour récompense une petite douceur de \$4,000.

On a attiré mon attention sur ce rapport publié dans *Le Canadien* et c'est pourquoi je soulève la question en Chambre. Si, en disant cela, l'honorable député de Chicoutimi a voulu faire allusion à moi, je donne le démenti le plus formel à cette rumeur fausse, honteuse et sans fondement. Je puis donner le même démenti en ce qui regarde l'honorable député de Bonaventure.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'un comité d'enquête sur l'administration des Terres de la couronne sera bientôt mis sur pied; le démenti offert par l'honorable député rend d'ailleurs la constitution de ce comité plus nécessaire.

M. P.- A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Répond qu'il a rapporté une rumeur qui

lui paraît fondée et qu'il lui sera peut-être possible de la prouver si un comité d'enquête sur les affaires des Terres de la couronne est accordé. Pour le moment, il est obligé d'accepter la dénégation de l'honorable député. Il se contentera d'ajouter que, depuis que cette rumeur est en circulation, il a appris que l'honorable député de Québec-Centre s'est vanté qu'il s'occupait peu de cette affaire, car il savait qu'il serait impossible de faire une preuve complète du fait.

Je profite de l'occasion pour réclamer contre un rapport mensonger publié dans le *Canadien* allant à me faire dire que j'ai employé dans un de mes discours des paroles blessantes à l'adresse du peuple irlandais. J'en appelle à vous-même, M. l'Orateur, j'en appelle à toute la Chambre pour dire si jamais j'ai tenu le langage que me prête ce journal. C'est un agent du gouvernement dont j'ai cité le rapport au sujet de l'immigration européenne en général. J'ai toujours admiré et j'admire encore le peuple irlandais; et je puis dire de plus et la Chambre le sait, j'ai des raisons toutes personnelles de respecter cette digne et noble nation. Je remercie le représentant de la population irlandaise de Montréal, M. McGauvran, qui a entendu ce que j'ai dit l'autre jour, d'avoir attiré mon attention sur ce passage du *Canadien*, de m'avoir mis en demeure de contredire le rapport injurieux de ce journal et d'exprimer publiquement mes sentiments d'admiration à l'égard du peuple irlandais.

Comité des Bois et Forêts

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), propose qu'il soit nommé un comité permanent des Bois et Forêts en addition aux comités permanents déjà nommés par cette Chambre pour la présente session, avec les mêmes pouvoirs et privilèges desdits comités, et que ledit comité soit composé de l'honorable M. le procureur général Irvine, l'honorable M. Fortin, l'honorable M. Laframboise, M. Joly, M. Roy, M. Tremblay, M. Gérin, M. Pelletier (Bellechasse), M. Mailloux, M. Malhiot, M. Pozer, M. Méthot, M. Gendron, M. Poupore et M. Dugas.

Avant de soumettre cette motion à la Chambre, je désire faire connaître les raisons qui ont induit le gouvernement à demander la formation de ce comité. L'honorable député de Saint-Maurice nous a représenté que mon prédécesseur avait donné la promesse que ce comité serait nommé comme comité permanent, comme le comité sur l'agriculture et la colonisation.

Il est donc bien compris qu'en acquiesçant à la formation de ce comité le gouvernement ne renonce à aucun droit d'administration et n'accorde pas à ce comité le pouvoir de lui dicter sa politique, ce qui serait inconstitutionnel, et le ferait ressembler au comité du Parlement anglais souvent créé pour discuter des problèmes

de réformes législatives ou administratives et d'en faire rapport.

Le gouvernement veut que le comité ait seulement les pouvoirs et les attributions que le droit et les usages parlementaires donnent à ces comités. Le gouvernement ne veut en aucune manière se soumettre au comité et il se réserve le droit d'adopter ou rejeter ses propositions. Nous voulons par la formation de ce comité nous mettre en lieu d'obtenir des renseignements précieux sur l'administration des terres, mais nous nous réservons une parfaite liberté d'action.

Quand l'honorable député de Lotbinière a présumé que ce comité exercerait des fonctions administratives, il était dans l'erreur, puisque ce comité n'exercera que les fonctions qu'il peut exercer en vertu des usages constitutionnels et que le gouvernement lui délèguera.

Relativement à la conduite de l'honorable député de Saint-Maurice sur cette question, elle est inspirée par les motifs les plus louables et le gouvernement a bien volontiers et avec plaisir acquiescé à ses désirs.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que c'est la lecture d'un article publié dans le *Quebec Morning Chronicle*, un journal généralement bien renseigné sur les intentions du gouvernement, qui l'a amené à croire que ce comité aurait des fonctions administratives. Il lit un extrait de cet article.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Il a déjà fait remarquer l'inexactitude de ce rapport qu'il a dû faire corriger lui-même.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande au premier ministre quelles seront les fonctions de ce comité. Aurait-il ou n'aurait-il pas le pouvoir de s'enquérir de l'administration des terres de la couronne, dans le passé comme dans l'avenir, ou sera-t-il seulement un comité pour trouver les meilleurs moyens d'administrer les bois et forêts et faire rapport au gouvernement?

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Continuez.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Would it have the power of enquiring into the acts of the Government in this branch of the Executive? Here was a Committee to take charge of the administration of Woods and Forests of the Province so far as its name went, and the Government retained all its privileges and functions, so that it seemed the Committee after all would be but a simple debating society to find out the best way of administering the woods and forests and reporting to the Government. Would it have the power of investigating into the conduct of the Department in the past?

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Parlez, quand vous aurez terminé, je répondrai.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Said he wanted an answer: yes or no. He asked the House to remark the position assumed by the Government. The question was as to the actual powers and privileges to be enjoyed by the Committee to be formed upon this motion. The motion went to state that the Committee should investigate whatever it might please the House to lay before it. What he wanted, then, was a clear and precise definition of the ideas of the Ministry with reference to this Committee.

Last session they had brought grave charges against the administration of the Department of Crown Lands and they repeated them, this year. They repeated them again, and it was for the Government to say whether they would have these accusations investigated before the Committee. He had heard Mr Langevin rise in his seat to deny that he had been guilty of what was imputed by inference to his charge by the Member for Chicoutimi. This was a matter which should come under the cognizance of the Committee, should it have power to investigate and could it go back in the records to the date of Confederation.

Would the Member for Quebec-Centre support him in the motion he would make that the Committee should be invested with such powers, and which would go to prove effectively that his hands were clear. He must take the first occasion to do so, and he had every reason to support the motion which he would make. He proceeded to denounce the Government over the administration of the Department. It was a cowardly act on the part of the Government to sit and quietly submit to these charges of having squandered the heritage of the country and having spent the sole sources of revenue in maintaining themselves in office and purchasing the support they relied upon—to have had to buy their support in the market, going to this merchant for \$2,000, and that for \$3,000, and the next for \$6,000, for which they promised in return favours in the distribution of limits. Did the Government find his accusations strong enough?

Could they possibly blush at these insults, he hurled at them, or do anything more than come into the House with their followers at their back and claim exculpation upon the fact of their majority? Why could they not, if they had no reason to fear the exposure of anything wrong, grant the enquiry he asked for? Why, could they not do, as Sir John A. Macdonald had done at Ottawa, when confronted with the accusation which cost his Government, move themselves the enquiry and thus take an initiative which would go far toward improving their position in public opinion? Such were his accusations and such were his queries, and he would not make them were he not pretty well grounded in his knowledge of the facts. Such were his accusations and such his personal responsibility.

Mr Joly said he hoped Mr Langevin would

second his motion under these circumstances. There were strong presumptions of the knowledge of the Government of its own weakness in refusing to grant the committee of enquiry asked for. The first was the motion of the Premier to form a committee which had never before existed. There must be some reason for a proceeding of which no notice had been given in the Speech from the Throne nor was any preparation given last session for the important change made in the manner of the administration of Crown Lands. Last year they had asked for a committee of investigation and had been refused; but he warned the Government that they would get it some day or other.

Look at the position of the Government, which peremptorily refused a committee last year, and this session — though calling itself new, new only by the addition of two members — actually asking one itself to change the system of administration. It looked like a consciousness of the abuse of power, which formed the basis of all the accusations of the Opposition — the abuse of the privilege of selling limits by private sale only. They say, "don't give us any occasion of satisfying you as to the soundness of our administration in the past, but take means of preventing us from doing ill in the future." But sooner or later the day would come when light would be let in. Every retrograde step was a heavier weight in the scale against them. He went on to discourse upon the nature of permanent standing Committees in England, and the practise laid down by the best authorities was that to such Committees all matters bearing upon the business they had in hand should be submitted.

The Premier had said it was not to be an administrative one. It would be an insult to any Government to propose a Committee to see that it did its duty. He quoted May on the subject. But why name a standing committee if not for administration? In the present instance if they could not go back upon the past and explore into the region of former misdeeds, the Committee became a farce. He referred to the enquiry into the accounts of the Department of Public Instruction last session. What they wanted was a Committee which could dive into the recesses of the administration of the Department since Confederation and discover exactly what disposal had been made of the lands of the Crown and more especially when public opinion connected the name of a Premier with transactions in timber limits.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuyé par le député de Montréal-Centre (L'honorable L. H. Holton), propose sous forme d'amendement à la question que les mots "avec instruction de s'enquérir de l'administration des Bois et Forêts depuis la Confédération" soient ajoutés à la fin de ladite question.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Monta-

gnes): S'oppose à ce que son nom soit accolé à de simples rumeurs sans fondement qui ne devraient pas être introduites dans un débat. Je donne un démenti formel à cette accusation; je n'ai jamais obtenu de limites ni pour moi ni pour quelqu'un de ma famille et je défie l'honorable député de Lotbinière de prouver cette accusation. Je lui offre de faire nommer un comité chargé de s'enquérir de cette accusation.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Eh bien! le premier ministre est tombé dans le piège que je lui avais tendu. Voyez-le, il demande une enquête immédiate sur une prétendue affaire qui le concerne; il veut un comité pour lui; mû par son égoïsme, il oublie que l'accusation que la rumeur publique jette sur lui est de beaucoup moins grave que celles qui sont portées contre le gouvernement tout entier depuis plus d'une semaine; il fait marcher son intérêt personnel avant celui du pays; sa personnalité est en cause maintenant. Remarquez que je n'ai rien affirmé, que je ne me suis fait que l'écho de la rumeur publique; il demande aussitôt un comité pour se disculper et il ne veut pas d'un comité pour que son cabinet se lave des accusations portées contre lui. Le tour que je viens de lui jouer donne la mesure de sa bonne foi. (Rires dans la Chambre et dans les galeries). Qu'il nous accorde les deux comités en même temps, et je suis prêt à le rencontrer partout.

Raisonnons donc un peu. Il nous refuse un comité; il trouve donc les accusations que nous avons lancées bien futiles; mais s'il les trouve peu dignes d'attention, comment se fait-il donc que le gouvernement a changé, pour se soustraire à notre censure et sauver sa position, comment se fait-il qu'il ait mis cette année le système des ventes de limites à l'enchère en vigueur? Si elles étaient si futiles, pourquoi donc alors changer un système qu'il approuvait à deux mains il y a un an?

Il y a, monsieur l'Orateur, un certain député dans cette Chambre qui prétend avoir été le premier à appeler l'attention de la Chambre sur les abus qui se sont glissés dans l'administration des terres. Je regrette de le voir absent en ce moment, et je ne lui dirai rien de désobligeant pour cette raison.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Said the statement of the Member for Lotbinière as to the mismanagement in the Department of Public Instruction was incorrect. In the Committee of Public Accounts, last year, the question had been thoroughly gone into, and the only thing which could be said was that the books were kept by single entry, and not by double, as the Member for Montreal Centre held they should be. That was the only fault they could find; there was no mismanagement whatever. He also went on to speak of the change in the system of sale of timber limits.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable

député voudrait-il s'asseoir? Je le remercie de m'avoir donné l'occasion de me reposer, je lui rendrai la pareille. Il y a, dis-je, un certain député (M. Gérin est arrivé), qui prétend avoir le premier mis le doigt sur les abus qui avaient lieu au département des Terres. Ce député est propriétaire d'un journal à Trois-Rivières et de plus se trouve dans un centre où il a occasion de se heurter tous les jours à une foule de grands marchands de bois.

Je ferai de plus remarquer en passant qu'il est partisan du ministère, mais qu'il accorde à ce dernier le plus drôle d'appui que l'on puisse imaginer, un appui dont celui-ci pourrait se passer sans s'en apercevoir; certainement son dévouement pour le cabinet n'a pas l'air de l'étouffer. Avec l'intelligence qui le distingue, l'honorable député de Saint-Maurice a mis le doigt sur les abus de département des Terres de la Couronne; nous devons lui en être reconnaissants, mais malheureusement, je regrette de le dire, il n'a fait que l'indiquer.

Ce n'est pas tout de signaler les abus, il faut encore les poursuivre; le devoir est de les combattre. Voilà tout ce que j'avais à lui dire. Je regrette de l'avoir dérangé pour si peu. Quand même, M. l'Orateur, il n'y aurait pas les accusations déjà portées, le seul fait de l'administration d'avoir changé le système de vente des terres de la Couronne, ainsi que le fait de la démission du ci-devant commissaire des Terres sont suffisants pour motiver une présomption.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said that last year, when this subject was up for discussion, it had fallen to his lot to make a motion for a Committee, and at that time he had to eulogize the honor, the highmindedness and integrity of the then Commissioner of Crown Lands, Honourable Mr Beaubien, whom he had occasion to know and admire. He believed him incapable of an action which could by the most intricate twisting be construed into wrong. He had then opposed the prosecution of the matter owing to the advanced stage of the session.

With regard to the present motion, he said that in England it would be absurd to think of appointing a commission to supervise and direct a department like the War Office or any of the great permanent departments of State. He could not understand a committee of the kind sitting with any effect, or enforcing the adoption of their views when their labors had reached a determination upon grave questions of policy. He did not approve of the present motion, because he considered the management of the Crown Lands eminently satisfactory, the best proof of which was that the revenues had been largely increased under Honourable Mr Beaubien.

It was a great mistake to think that these sales of limits represented the source of revenue, or meant any loss whatever to the country. For his part, he was willing to see the

whole of the timber lands made away as presents to lumberers if the annual rental of \$2 per mile could be collected from them, for it was the collection of these ground rents, & c, which gave the revenue, and not the proceeds of sales.

The administration which faithfully collected these dues was satisfactory, and this duty had never been more faithfully discharged than when Mr Beaubien was at the head of the office, and he also had great confidence in the present administration. He would, however, vote for the motion. He had little faith in these accusations; they were of the same character as they were all accustomed to. He had merely risen to give his testimony to the high honour and integrity of the late Commissioner, and did not intend to take any part in the debate.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): J'ai été étonné d'apprendre que M. Chauveau ait comme cela promis de donner un comité permanent sur les terres de la Couronne.

Si ce comité une fois nommé a des attributs, il pourra les faire valoir, s'il n'en a pas, il ne les fera pas valoir; il doit être constitué sur le principe des autres comités. La proposition du député de Lotbinière est entièrement distincte. S'il y a des accusations à porter contre un département, il faut qu'elles soient mises d'abord devant la Chambre et un comité est nommé alors pour faire enquête sur les accusations; l'affaire devient alors le sujet d'une enquête spécifique. L'administration agit comme elle l'entend; mais la Chambre a le droit de surveillance. Vouloir faire une enquête générale par un comité permanent est une inconstitutionnalité que je ne puis endosser. Si le comité trouvait des irrégularités dans le département, si on lui refusait de lui mettre en main papiers et documents, et s'il avait lieu de croire que l'administration aurait été vicieuse, il pourrait alors exiger les documents et je ne vois pas comment la Chambre pourrait ne pas souscrire à telle demande. (Applaudissements).

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Cherche à réfuter les arguments du représentant de Lotbinière. Il ne croit pas que le comité en question devrait posséder des pouvoirs spéciaux dans le domaine de l'administration.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Dit que se levant pour la première fois en Parlement, il n'a pas l'intention de faire un discours sur la politique du gouvernement, mais simplement d'expliquer sa position. Il a été élu en opposition au gouvernement et on a dit de lui que non seulement il se rangerait du côté de l'opposition, mais encore serait un rouge de la plus belle eau. Cela ne l'empêche pas de se déclarer indépendant, car, il est fier de le dire, il ne doit pas son siège à un parti, mais aux électeurs de son comté qui l'ont élu sans distinction de parti politique.

La question à l'ordre du jour est embarrassante, mais il ne pense pas que le gouvernement doive simplement repousser les graves accusations portées contre lui; il est de son devoir de se justifier. Le gouvernement doit se laver du plus faible soupçon, mais si les accusations sont fondées, il est du devoir de la Chambre d'en appeler au pays.

En terminant, il fait l'apologie de Sir George-Etienne Cartier, dont il se reconnaît être le successeur indigne.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Je crois que l'honorable député de Montmorency a exposé la seule manière exacte de poser la question. Cette motion, qu'on la déguise par des expressions d'indignation, par des paroles éloquentes tant qu'on voudra, n'est ni plus ni moins qu'une demande faite à la Chambre de passer une résolution de censure générale sur les actes du gouvernement depuis la Confédération.

L'honorable député de Lotbinière a dit que je suis pour le gouvernement un partisan incommode et qui lui suscite beaucoup de difficultés. Il a même ajouté qu'il ne se flatterait pas d'avoir de semblables partisans. Cela est connu depuis longtemps. On sait que l'honorable chef de l'opposition préfère des partisans qui le suivent quand même, sans oser tenir à leurs opinions. Malheureusement, ce système est trop généralement suivi dans le pays; il y a trop de gens qui n'osent pas penser par eux-mêmes et dont la seule ambition est de suivre aveuglément leurs chefs et de se livrer à eux, pieds et poings liés. Je crois que c'est un malheur pour le pays. Pour moi, tout en accordant mes sympathies au gouvernement, je me réserve le droit d'agir et de penser particulièrement dans l'intérêt du pays et de mon comté. Je veux être libre de signaler et de critiquer les erreurs et les abus partout où je les découvrirai et d'indiquer le moyen d'y remédier.

Quand j'ai cru qu'il y avait dans l'administration du département des Terres des réformes à opérer, je n'ai pas hésité à le dire en Chambre, mais j'ai suivi une ligne de conduite qui n'a rien de déloyal pour le pays et pour le gouvernement. Je ne me suis pas contenté, ainsi que l'a dit l'honorable député de Lotbinière, de signaler le mal, j'ai demandé des réformes et je puis dire que j'ai obtenu ces réformes. J'ai fait changer le système qui, je le trouvais, exposait le commissaire des Terres aux dangers et aux soupçons, et je me suis déclaré satisfait quand j'ai vu le gouvernement opérer les réformes que j'avais demandées. Ces changements opérés, j'ai cru qu'il était de mon devoir d'en tenir compte au gouvernement et de ne pas faire comme l'opposition, qui nous répète depuis trois ans la même chanson.

Quant à la résignation de M. le commissaire des Terres, l'honorable député de Lotbinière a tort de la représenter comme une preuve de sa culpabilité. L'honorable commissaire n'a résigné que parce qu'il y avait divergence d'opinion entre lui et ses collègues, ni plus ni moins.

Depuis le commencement de la session, l'opposition ne s'est occupée que de la question des terres, sans introduire une seule idée nouvelle. L'opposition s'est contentée de répéter toutes ses vieilles accusations sans rien dire de nouveau. Quelques-uns des honorables membres de l'opposition ont parlé de tout et ont même tramé dans la discussion les noms des marchands de bois qu'ils soupçonnaient d'avoir acheté des limites. L'autre jour, on a parlé de plusieurs marchands de bois qu'on a représentés comme des spéculateurs, des hommes qui fournissent de l'argent pour les élections. L'honorable député de Chicoutimi a même cité le nom d'un des marchands de bois les plus respectables et les plus respectés de Québec.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Nommez ces personnes.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Le député de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay) veut que je les nomme. Eh bien, je citerai ici: M. Benson Bennett, qu'il a accusé d'avoir obtenu des limites frauduleusement sans produire l'ombre d'une preuve à l'appui de cette accusation. L'honorable député n'a pas eu d'expressions assez fortes contre la maison Price.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): J'invoque le règlement: le député de Saint-Maurice rappelle les débats antérieurs; c'est contre les règles parlementaires.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Je me sou mets à la question d'ordre.

Il est évident, M. l'Orateur, que si on continue ce système de discussions remplies de personnalités, avant longtemps les marchands de bois respectables devront éviter tous rapports avec les départements publics. Ce serait déplorable et c'est pourtant ce qui résultera du système de discussion adopté par l'opposition. D'après ce système, il est impossible aux plus respectables marchands de bois de demander des limites sans être accusés de corruption.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Invoque une autre fois le règlement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton) n'a pas raison d'invoquer ici le règlement puisque le député de Saint-Maurice (M. E. Gerin) parle en termes généraux.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit qu'il est étonné de voir le premier ministre, qui doit faire respecter les règlements de la Chambre, appuyer une violation aussi évidente des règles de procédure.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Je ne les ai pas accusés de la sorte.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures moins dix

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Lorsque l'honorable chef de l'administration a proposé la formation d'un comité sur les bois et forêts, j'étais loin de m'attendre à voir cette suggestion soulever un aussi long débat. Je pensais que cette Chambre ne voyait, dans cette proposition, que l'accomplissement d'une promesse faite par le chef du précédent cabinet à l'honorable député de Saint-Maurice.

Les explications que l'honorable premier ministre a cru devoir donner, en faisant sa proposition, étaient nécessaires pour justifier son action. Un pareil comité ne pouvait avoir, d'après le sens de la constitution, d'autre but, que l'étude des questions générales qui se rattachent à l'exploitation et à la conservation de nos bois et forêts. L'action que l'honorable premier ministre voulait lui donner résumait parfaitement le but de la démarche de l'honorable député de Saint-Maurice.

Cette explication devenait d'autant plus nécessaire, que depuis le commencement de cette session, le département des Terres de la Couronne n'a cessé d'être l'objet des attaques les plus violentes de la part de l'opposition, et que l'on aurait pu soupçonner le gouvernement de céder à une pression de l'autre côté de la Chambre.

Que s'est-il passé? L'opposition a péroré sur l'adresse pendant deux jours; elle a accusé le gouvernement de tous les crimes; elle nous a reproché toutes ces fautes, et pourtant, elle n'a pas eu le courage de proposer un amendement à l'adresse. Elle a répété toutes les vieilles accusations que renferme son répertoire, mais elle n'a pas produit une seule preuve à l'appui de ses accusations; elle a parlé pour les galeries, et elle a répété toutes les faussetés qu'elle colporte de par le monde pour tromper l'opinion, et faire croire que les ministres ne sont qu'une bande de pillards, dilapidant le domaine de la couronne. C'est là son système; elle accuse sans prouver, elle accuse même sans préciser un seul chef d'accusation, qu'elle sait qu'il en reste toujours quelque chose dans l'esprit du peuple, qui n'a pas les moyens de se mieux renseigner.

On voulait faire du bruit; on voulait faire reproduire par la presse ces attaques aussi violentes que mal fondées, afin de mettre en ébullition les préjugés populaires. On a fouillé le passé, on a remué sa poussière, on a réveillé ses morts pour ne trouver en fin de compte que des fantômes d'accusations contre le gouvernement actuel. On savait que l'on avait tort, on savait que tous ces efforts n'arriveraient à aucun résultat. Qu'importe? Il fallait rouvrir la mine, depuis longtemps éventée des mensonges et des calomnies. Pour ce triste travail, on a commencé par mettre en réquisition l'organe délabré du député de Chicoutimi qui a fulminé pendant deux jours les plus audacieuses calomnies contre l'honorable commissaire des Terres de la Couronne. Aujourd'hui, c'est l'honorable député de Lotbinière qui lui succède dans cette corvée peu enviable.

On s'étonnera peut-être de voir échoir cette tâche à un député chez lequel on s'est plu à reconnaître de si brillantes qualités; mais la vérité me force à dire que l'honorable député n'est pas à son premier début dans ces sortes d'attaques. Que lui importent les usages parlementaires, que lui importe la dignité politique que devrait lui imposer son titre de chef de parti? Il fallait lancer contre le gouvernement des accusations vingt fois portées et vingt fois réfutées depuis deux ans; il fallait faire croire au peuple qui malheureusement s'affrlande plus souvent de préjugés que de saines raisons, que cette administration, comme toutes celles dont l'honorable député ne faisait pas partie, était un composé de "corrupteurs, de corrompus, de traîtres et de pillards". Ce système de dénigrement est bien vieux, bien peu parlementaire, bien au-dessous des grandes traditions politiques de la mère patrie; l'honorable député le sait mieux que personne; mais le menu fretin de son parti est là; "il faut bien qu'il les suive puisqu'il est leur chef."

Il lui fallait un prétexte bon ou mauvais, il a choisi cette occasion pour renouveler contre le gouvernement des sorties qui n'ayant plus le mérite de la nouveauté, conservent au moins celui de la violence. Je n'ai pas été surpris de la manière de procéder de l'honorable député; elle lui est habituelle; mais il a répété si souvent ses accusations, il les a réitérées avec tant de persistance, d'acrimonie, je devrais dire de déloyauté, que je n'ai pu m'empêcher de céder à un sentiment d'indignation qui, j'en suis sûr, a été partagé par toute cette Chambre. Quand on entend parler ainsi le chef d'un parti trop impuissant pour se créer un programme pendant vingt années d'opposition factieuse, et que l'on sait surtout qu'il n'a jamais su qu'entraver tous les efforts que ce gouvernement et les gouvernements précédents ont faits pour promouvoir les intérêts du pays; quand on sait qu'hier encore il ne trouvait pas un mot à ajouter ou à retrancher au programme politique de l'administration actuelle, n'y a-t-il pas, M. l'Orateur, de quoi s'indigner quand on voit le chef d'un parti qui devrait avoir au moins conscience de son infime minorité en Chambre, venir nous jeter à la face une accusation de lâcheté aussi futile qu'audacieuse? Ce mot de lâcheté, je le renvoie à l'honorable député; qu'il le garde, il lui appartient.

L'honorable député sait bien que le gouvernement ne craint pas ces colères ni ces menaces; il a la confiance de cette Chambre et de la grande majorité de la province; ce ne sont ni les déclamations, ni les insultes de l'honorable député, qui le feront trembler. S'il y a eu lâcheté, ce n'est pas de la part de l'administration, qui a écouté avec pitié ses folles diatribes, mais bien de la part de celui qui dénonce d'une manière aussi outrageante, sans avoir le courage de préciser et d'appuyer de preuves une seule de ses dénonciations, et qui vient jeter en pâture à la malignité publique l'honneur de tout un gouvernement, sans oser prendre sous sa respon-

sabilité de député une seule de ses accusations. Je me trompe, monsieur l'Orateur; l'honorable député a formulé un de ses griefs. Celui-là était grave, très grave même, puisqu'il touchait à l'honneur du chef de ce gouvernement. Il a reproché à l'honorable premier ministre de s'être servi de sa position pour obtenir pour lui-même, ou quelqu'un de sa famille, des limites à bois. L'honorable premier ministre a donné un démenti formel à cette accusation, en offrant de former sur le champ un comité spécial, si l'honorable député voulait prendre cette accusation sous sa responsabilité. En face de ce défi énergique, le député de Lotbinière a essayé de se tirer d'affaire et d'atténuer les conséquences de sa calomnie en disant, avec ce sourire contraint qui trahit quelquefois son désappointement: Je désirais jouer un mauvais tour au premier ministre.

Ces tours là, monsieur l'Orateur, ne sont pas le fait d'un adversaire loyal; je laisse à la Chambre de dire si c'est l'acte que doit faire un gentilhomme.

Je suis le plus jeune membre de ce cabinet; il me sied peut-être mal de parler au nom de mes collègues, mais je n'hésite pas à affirmer que chacun d'eux serait prêt, comme je le suis moi-même, à provoquer une enquête immédiate sur toute plainte de malversation que l'honorable député ou tout autre essayerait de porter contre nous. Mais non, je le sais et l'honorable député le sait bien lui-même, il n'existe pas l'ombre d'un prétexte pour une telle accusation, et c'est pour cela que je crois devoir renvoyer à l'honorable député de Lotbinière le reproche de lâcheté qu'il a si gratuitement adressé à tous les ministres.

Comme je le disais au début de ce discours, monsieur l'Orateur, en faisant la proposition soumise par le premier ministre, le gouvernement n'a qu'un motif très louable.

Il consent à la formation de ce comité parce que c'est un moyen d'aider l'honorable commissaire des Terres dans l'étude des questions importantes qui se rattachent aux intérêts des bois et forêts dont il a l'administration, et de lui fournir des renseignements précieux; mais il ne veut pas céder les pouvoirs et les attributions que lui confère la constitution; il ne veut pas se départir du droit exclusif qu'il a d'administrer de la manière qu'il juge la plus convenable et la plus propre à servir les intérêts du pays. Le ministère connaît trop bien ses devoirs et la nature de ses fonctions, pour permettre qu'on les méconnaisse en laissant à un comité le pouvoir de s'ingérer dans l'administration d'un département public. Le ministère n'est responsable de ses actes qu'à la Chambre; il ne doit pas soumettre au contrôle d'un comité l'administration générale d'un département. Aussi, la Chambre peut être certaine que le gouvernement ne consentira jamais à ce que l'on attribue des fonctions administratives au comité dont l'honorable premier ministre propose la nomination.

La formation d'un comité dans le genre de celui que propose l'honorable premier ministre n'est pas une nouveauté dans cette Chambre; le comité permanent sur l'agriculture, la colonisation et l'immigration en est une preuve, puisqu'il a été ajouté depuis la Confédération au nombre des comités permanents de l'ancien Parlement. Mais l'honorable député de Lotbinière devait savoir que le fait de donner comme attribution à ce comité ce qu'il indique par son amendement rendrait sa formation inconstitutionnelle, ou ne tendrait ni plus ni moins qu'à impliquer un vote de non-confiance contre l'administration des terres de la Couronne, et de fait contre le gouvernement.

L'honorable député était au fait de tout cela mais dans son désir effréné de nuire à l'administration, il a feint d'ignorer ces faits, et s'est posé en protecteur du domaine public, en censeur sévère d'un département qu'il sait être administré de la manière la plus éclairée et la plus scrupuleuse.

Il est injuste et il n'est pas dans les usages parlementaires, de nommer un comité à propos d'accusation vaguement formulées. Si un député a raison de croire qu'il existe quelques défauts ou qu'il ait été commis quelque injustice dans un département public quelconque, il est de son devoir de s'en acquérir lui-même. Si l'honorable député avait des plaintes à porter contre le ministère des Terres, il lui était loisible d'aller visiter les bureaux, de faire des recherches, d'examiner les documents et de s'enquérir des faits. L'honorable commissaire ne s'est-il pas engagé à donner tous les renseignements possibles?

Mais on s'est bien gardé d'aller faire ces recherches. On craignait d'y trouver la preuve de la fausseté des accusations qu'on a portées. On a préféré s'en tenir aux bruits malveillants de la rue, bruits dont le député de Chicoutimi s'est fait l'autre jour le triste interprète et que l'honorable député de Lotbinière a pris sur lui de répéter aujourd'hui.

Ces rumeurs, monsieur l'Orateur, s'attaquaient à l'honorabilité du ministre des Terres, du député de Québec-Centre, et d'un marchand de bois de cette ville. Les journaux avaient reproduit les paroles du député de Chicoutimi qui s'était fait le héraut de cette calomnie, et lorsque cet après-midi, l'honorable député de Québec-Centre est venu donner un démenti formel à cette accusation, le député de Chicoutimi n'a eu que cette excuse:

"Je n'ai fait que répéter ce que l'on m'a dit dans Québec. Du moment que l'honorable député me dit que le fait est faux, je suis obligé de prendre sa parole."

Ce n'est pas ainsi, monsieur l'Orateur, que l'on répare le mal qu'une calomnie peut avoir fait; la loi punit également celui qui publie et celui qui répète des propos diffamants, et la Chambre qui doit être l'interprète de la loi agira d'une manière conforme au respect qu'elle se doit à elle-même, et à la justice qu'elle doit au gouvernement; elle déclarera également coupable.

ble et celui qui met ces rumeurs en circulation et celui qui s'en prévaut pour attaquer le ministère, comme la loi déclare également coupable l'insulteur et le propagateur de la calomnie. Elle déclarera coupable l'honorable député de Chicoutimi qui, se targuant de ces fausses rumeurs, a porté contre l'honorable député de Québec-Centre une accusation qu'il a été ensuite obligé de rétracter; elle déclarera coupable l'honorable député de Lotbinière qui après avoir eu le mauvais goût d'accuser gravement et fausement le premier ministre, a répété cette indigne calomnie en avouant ensuite que ce n'était qu'une mauvaise plaisanterie.

Mais cette tactique produit ses effets. Elle permet à l'opposition d'empoisonner l'opinion publique et de faire croire au dehors que le gouvernement est coupable, lorsqu'il a réfuté de la manière la plus écrasante les accusations portées contre lui. Voilà ce que j'appelle une lâcheté.

Il me fait peine, Monsieur l'Orateur, d'avoir à stigmatiser d'une façon aussi vive la conduite de l'Opposition dans cette circonstance; mais je tiens à affirmer devant cette Chambre, les principes qui doivent la guider dans sa conduite, si elle ne veut pas perdre aux yeux du pays la dignité qui fait la base de son autorité et de sa force. Les honorables députés de la gauche oublient trop souvent que nous ne sommes pas ici au forum, et qu'aucun député ne peut s'écarter des règles qui doivent guider nos discussions, sans porter atteinte aux privilèges de cette Chambre.

Je m'étonnais l'autre jour, en entendant l'honorable député de Lotbinière insister, toujours à propos de cette même question des terres de la couronne, sur les raisons qui avaient déterminé la retraite de quelques-uns des membres de l'administration précédente. Il profitait de la réserve du premier ministre pour jeter sur l'administration actuelle tout l'odieux des plaintes imaginaires qu'il portait naguère contre un des ex-ministres. En agissant ainsi, l'honorable député devait savoir qu'il suivait une ligne de conduite contraire à la constitution en voulant faire dévoiler par le premier ministre, les secrets qu'il a juré de garder. Le gouvernement seul a droit de décider s'il doit révéler les motifs de la retraite de ses prédécesseurs; mais ce droit, il ne peut l'exercer que du consentement du lieutenant-gouverneur, qui représente la Souveraine. Le chef de l'Opposition doit savoir qu'il est défendu à un nouveau gouvernement de révéler les secrets de ceux qui l'ont précédé, et cependant il ne s'est pas fait scrupule d'insister pour nous faire dévoiler ces secrets. L'honorable député ne sait-il pas que l'ex-commissaire, qui siège dans le Conseil législatif, a seul le droit de donner les raisons de sa retraite, à la Chambre dont il fait partie?

Au reste, l'honorable député ne paraît pas avoir une connaissance bien approfondie du droit constitutionnel. Il en a donné la preuve dans la manière dont il a porté ses accusations

contre le gouvernement. Sur ce point, la loi constitutionnelle, qui nous donne l'expérience de ce qui se fait depuis des siècles, nous donne aussi les règles qu'il faut suivre pour porter de pareilles accusations, et arriver à faire punir les coupables. Ces règles nous enseignent que, si quelqu'un des membres du gouvernement qui nous a précédé, s'est rendu coupable d'un acte répréhensible, de malversation, les ministres qui composent actuellement l'administration ont droit de déclarer s'ils prennent ou s'ils ne prennent pas la responsabilité des actes dont on se plaint. Et l'usage, c'est que les membres d'une nouvelle administration, qui faisaient aussi partie d'un ministère précédent, ne prennent, à l'égard de ce ministère, que la responsabilité de leurs actes personnels et non celle de tous les actes du gouvernement. Il suffit d'ouvrir les ouvrages de Todd et de May pour trouver cette doctrine élémentaire clairement exposée. Voilà en quoi le comité accordé par le gouvernement, conférant les pouvoirs que demande l'amendement de l'honorable député de Lotbinière, serait inconstitutionnel en faisant peser sur le gouvernement une responsabilité dont la coutume et le droit constitutionnel l'exonèrent. Sur ce point, je suis convaincu que l'honorable député de Montréal-Centre me fera la justice d'avouer que j'expose en ce moment la seule manière régulière de considérer la question.

Je regrette pour l'honorable député de Lotbinière d'avoir à constater son ignorance ou son oubli, lui qui s'enorgueillit d'accepter la position de chef de la loyale opposition de Sa Majesté; mais je le répète, Monsieur l'Orateur, je ne puis m'empêcher d'affirmer ici les principes et les règles qui doivent régir cette Chambre.

L'honorable représentant de Lotbinière vient nous parler d'abus et de réformes dans l'administration des bois et forêts! Comment expliquer l'ardeur qui le transporte depuis quelques jours? L'honorable député a été pendant deux ans membre d'un comité spécial des bois et forêts, et jamais il n'a proposé la moindre réforme dans la loi qui concernait cette branche importante de l'administration. Jamais il n'a ouvert la bouche pour critiquer le système alors en usage.

Non, Monsieur l'Orateur, l'honorable chef de l'Opposition, pas plus que ses partisans, n'ont jamais demandé de réforme tant que l'honorable député de Saint-Maurice n'eût pas attiré l'attention de la Chambre sur cette question. C'est lui, le député de Saint-Maurice, qui, le premier, a signalé les dangers que pouvait comporter l'ancien système de vente des limites à bois; c'est lui qui le premier a demandé des réformes dans l'administration du département des Terres de la couronne; c'est lui qui a proposé et fait adopter le changement opéré dans la loi régissant la vente des coupes de bois, chose à laquelle n'avait jamais pensé l'honorable député de Lotbinière, après avoir pris part pendant deux ans aux délibérations du comité

des bois et forêts. Mais il y a une différence radicale entre la manière d'agir de l'honorable député de Saint-Maurice et celle du chef de l'opposition. Le premier, avec cette franchise et cette indépendance de caractère que la Chambre lui connaît, n'a demandé des réformes que parce qu'il les croyait vraiment nécessaires dans l'intérêt du pays et dans l'intérêt du gouvernement, que l'ancien système des ventes privées exposait trop aux soupçons du moment. Dès que ces réformes ont été opérées, il s'est déclaré satisfait puisque son devoir était accompli. L'honorable député de Lotbinière, au contraire, n'avait jamais songé à ces réformes; mais du moment qu'elles furent proposées, il y vit une bonne fortune, une mine à exploiter pour son parti. Il croyait avoir là le moyen d'écraser le gouvernement et de s'emparer enfin de ce pouvoir après lequel, lui et ses amis soupirent depuis si longtemps. C'est dans ce but que de concert avec ses amis, il a accumulé faussetés sur faussetés, entassé accusations sur accusations et représenté les ministres comme une troupe de brigands se partageant le domaine public. Et après cela, il ne se fait pas scrupule d'inviter l'honorable député de Saint-Maurice à se joindre à lui dans cette guerre aussi acharnée qu'inavouable contre le gouvernement.

Mais qu'il perde cette illusion. L'honorable député de Saint-Maurice n'a-t-il pas déclaré l'autre jour qu'il n'avait jamais recherché et qu'il ne désirait pas avoir de relations politiques avec des hommes qui étaient prêts à sacrifier les intérêts de la province pour le succès de leur parti?

Pour lui, l'honnêteté des moyens est la première condition du succès, et c'est en vain que l'honorable chef de l'opposition s'efforce de l'intéresser à un parti qui ne veut réussir que par le dénigrement et les fausses représentations.

La Chambre a éprouvé un véritable soulagement en entendant la parole franche et sincère de l'honorable député de Saint-Maurice, après la discussion folle, acrimonieuse, déloyale et toute imprégnée de la rancune et de la convoitise de l'opposition.

L'Opposition a vilipendé le gouvernement. Il ne faut pas s'en étonner, puisqu'elle n'a pas même respecté l'honneur et la réputation des citoyens les plus respectables. L'honorable député de Chicoutimi a déjà mêlé le nom d'un riche marchand de bois à ceux des ministres qu'il accuse de fraude et de malversation; aujourd'hui encore l'honorable député de Lotbinière a mentionné d'autres marchands de bois, comme étant complices d'attentat contre le domaine public. Il a accusé une classe de citoyens des plus respectables et des plus respectés, une classe de citoyens dont l'industrie est une des plus importantes et des plus nécessaires au pays. La classe des marchands de bois, il faut l'admettre, est celle qui a fait le plus pour développer les immenses ressources de notre province et augmenter notre commerce à l'étranger. C'est

elle qui donne le pain à des milliers de personnes qui resteraient sans ressources et dans la misère, si on paralysait l'industrie forestière; c'est elle qui, en beaucoup d'endroits, a porté dans nos forêts l'étendard de la colonisation, et les hommes qui se sont imposés des sacrifices énormes, qui se sont exposés à perdre des sommes considérables, qui ont payé de leurs bourses et de leurs personnes pour établir ce commerce qui place notre province au premier rang parmi les pays producteurs de bois, auraient assurément dû être traités plus généreusement par l'Opposition. Parce que ces hommes ont demandé des terres pour continuer leurs opérations, pour développer une industrie qui produit la plus grande partie de nos exportations, on s'attaque à l'honorable commissaire des Terres et on lui reproche d'avoir gaspillé et volé le domaine public. Mais ces transactions ne se font pas que par le commissaire; les marchands de bois y prennent part, et ce que l'on dit de ces marchands de bois, équivaut à dire qu'ils demandent au commissaire de violer son serment pour favoriser des transactions véreuses et illicites. C'est traiter bien légèrement ce qu'un homme a de plus précieux: son honneur et sa réputation.

On s'attaque au commissaire, et pour le démolir, on jette au vent la réputation de tous les marchands de bois. Que ces marchands s'appellent Price ou Atkinson, Hall ou Bennett, Ross ou Hamilton, on est prêt à les ruiner pour avancer la cause du parti.

La Chambre me permettra d'ajouter un dernier mot sur ces accusations si graves et pourtant si légèrement portées contre les marchands de bois. Ceux que l'opposition accuse agissent honnêtement et ne demande que ce qu'il est juste de leur accorder. Il en est d'autres qui ont pourtant été bien moins scrupuleux et qui n'encourent cependant pas le blâme de l'opposition. Ces derniers voulaient spéculer à tout prix; ils essayaient de forcer la main du commissaire et de l'obliger à leur livrer le domaine public en le menaçant, protêt en mains, s'il ne voulait pas acquiescer à leur demande et favoriser leurs spéculations. Mais de ceux-ci, l'opposition ne dit rien, et pour cause; ce sont ses choyés et dans l'occasion, ce sont ses banquiers.

L'honorable député de Beauharnois a dit qu'il votera en faveur de l'amendement et reproche au gouvernement de ne pas accorder la nomination du comité tel que demandé par cet amendement. Mais ne sait-il pas que si le gouvernement ne se rend pas à cette demande, c'est qu'il n'a pas droit de l'accorder? Et qu'il le sache bien, le gouvernement ne lui refuserait pas plus à lui qu'à tout autre député, la nomination d'un comité que la constitution permettrait de nommer. Qu'il demande un comité pour s'enquérir d'une accusation formelle, spécifique, portée contre aucun des membres du gouvernement, et nous serons les premiers à demander la formation de ce comité, qui serait

conforme à la constitution, comme nous sommes les premiers à protester contre la nomination du comité tel que demandé par la motion de l'honorable député de Lotbinière parce que ce serait violer la constitution et les usages parlementaires.

Pour appuyer ses attaques, l'honorable député de Lotbinière a parlé de ce qui s'est fait à Ottawa. Il est vrai qu'on a nommé là un comité pour s'enquérir de certaines transactions du gouvernement, que l'on prétendait être déroga-toires à l'honneur des ministres. Mais là, on avait formulé directement ces accusations, et quelle que soit l'appréciation des moyens que l'on a pris pour y arriver, toute indigne qu'ait été la manière dont l'accusateur est venu en possession de ses moyens d'attaque, et quel-que infâme que soit le stigmate que l'histoire infligera à ces espions, dénonciateurs, voleurs et complices, il n'en est pas moins vrai que la Chambre des Communes n'a pu agir dans cette affaire que sur des griefs clairs spécifiques et précis.

On voudrait répéter aujourd'hui la ridicule comédie que jouait à la fin de la dernière session, l'honorable M. Fournier, maintenant ministre fédéral. Alors, comme aujourd'hui, les diatribes les plus violentes assaillaient le gouver-nement. C'est en vain que le ministère deman-dait de préciser les accusations, on ne répondait que par l'invective, et on attestait ses grands dieux que le gouvernement était coupable et qu'il ne refusait un comité que par crainte de voir ses iniquités dévoilées. Le sentiment de la Chambre se révoltait contre la violence de ces attaques et forçait l'honorable député à spéci-fier ses plaintes avant de lui accorder le comité qu'il demandait. Tous les honorables députés doivent s'en rappeler comme moi. Il se trouva que toutes ces colères de l'opposition d'alors se résumaient en une plainte particulière contre la prétendue tyrannie du ministre des Terres de la Couronne. Pièces en mains, il fût prouvé que la victime de cette tyrannie était un nommé Bouffard, qui n'avait pas rempli les conditions de son billet de location, qui n'avait pas fait les paiements requis, et qui avait même répondu des injures aux officiers du département des Terres qui lui demandaient de remplir ses obligations. Il fut même prouvé que ce colon avait été traité avec une extrême bienveillance par le gouvernement, qui avait eu la bonté d'attendre longtemps les paiements qu'il ne voulait pas faire sur l'achat de sa terre. Ce Bouffard, du reste, s'obstinait à ne pas payer, parce que M. Fournier, qui venait nous dire en Chambre que le gouvernement l'avait maltraité, lui conseillait de ne pas remplir les obligations de son billet de location. Et quand la cour eut condamné Bouffard à payer, il vint trouver M. Fournier, son avocat, et pour toute consolation, M. Fournier lui dit: "C'est parfait; vous devez remplir vos obligations; payez le gouvernement et payez vos honoraires." Ce que je disais alors, Monsieur l'Orateur, je l'ai appris de Bouffard

lui-même que j'ai rencontré dernièrement dans le comté de Montmagny.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Il est injuste d'attaquer l'honorable M. Fournier qui est absent.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terre-bonne): Ce n'est pas ma faute; je ne constate du reste que des faits qui se sont passés à la connaissance de toute la Chambre, et ce que je rappelle de ce débat, je n'ai pas craint de le dire en face de M. Fournier dans cette Chambre, et sans être contredit; ces messieurs sont bien chatouilleux, quand il s'agit d'eux; il est fâ-cheux qu'ils ne le soient pas autant lorsqu'il s'agit des autres.

La Chambre se rappelle aussi que M. Four-nier qui parlait avec tant d'amertume de la sévérité du gouvernement à l'égard des colons, qui l'accusait si vigoureusement de les persécu-ter, avait été lui-même l'objet des faveurs et de la bonté de l'honorable commissaire des Terres. Il avait un lot sur lequel il n'avait jamais payé les redevances...

M. L. MOLLEUR (Iberville): Les instal-ments.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terre-bonne): Oui. L'honorable député est plus précis que moi dans ses expressions; il a la pratique de ces choses-là. M. Fournier n'avait fait aucun paiement sur le lot qu'il avait acheté huit ans avant, il n'avait fait aucun défrichement sur ce lot, contrairement aux dispositions de la loi, et lui, l'homme qui se plaignait avec tant d'aigreur, qui accusait si fort l'honorable commissaire des Terres, était un de ceux qui avaient bénéficié de la clémence et de la bonté de ce même commissaire. Son lot se trouvait sur le chemin Taché, et quoiqu'il fut tenu légalement au paiement de ses arrérages, l'honorable commis-saire, par bonté pour lui, le rangea dans la catégorie des octrois gratuits qu'on venait d'ac-corder dans cette région, et lui fit la remise de ce qu'il devait au gouvernement. Telle était la conduite tyrannique du gouvernement contre laquelle il protestait si fort au nom des colons!

Tous ces faits furent alors établis, séance tenante, et l'honorable député en fut quitte pour ses frais de déclamation contre le gouver-nement, la Chambre ayant presque à l'unanimité repoussé la futile demande d'un comité. Si dans ce moment les honorables députés de la gauche étaient appelés à formuler et spécifier leurs accusations sous leur responsabilité de députés, le fiasco de l'an dernier aurait une seconde édition. Aussi s'abstiendront-ils prudemment et battront-ils en retraite après avoir décoché leurs traits les plus empoisonnés.

Je regrette, Monsieur l'Orateur, d'avoir abusé si longtemps de la bienveillance de cette Cham-bre, mais je serai satisfait si j'ai réussi à mettre en garde les honorables députés contre le

danger qu'il y a d'accepter à la légère toutes les accusations que l'on vient lancer contre le gouvernement. L'administration a une tâche ardue à remplir; elle l'a acceptée avec la ferme détermination de la mener à bonne fin. C'est à vous, messieurs, de seconder ses efforts en faisant justice des attaques d'un parti politique aussi rétrograde qu'égoïste, et dont la seule ambition est de supplanter ceux qui ont aujourd'hui votre confiance et celle du pays. (Applaudissements prolongés)

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that the Government should have defined the scope of the committee and what it would have to do. It was bien entendu that this committee was not to interfere with the administrative duties of the Government. He objected to this motion on the ground that it was a sinister attempt to subvert the English system of Parliamentary government and to introduce the American plan of originating measures in committees. The Honourable Member should have explained the object of the committee which he would force upon the House. The appointment of such a committee is an innovation and something more than an innovation, it is subversive of our system. Having objected to the main motion he might say that the amendment was also objectionable in so far as it was a modification of an objectionable motion. If they appointed a standing committee, denied to it the right to enquire into the previous mismanagement of the Crown Lands Department, it would look as if they were amusing the public. The Department had been mismanaged during the last five years, and the public would insist on enquiring. It had been said that his friend, the Honourable Member for Chicoutimi, had failed in his accusation against the Commissioner of Crown Lands; but it is not necessary that a case of personal corruption should be made out, general mismanagement was quite sufficient. The last Government had practically admitted the necessity for a committee, and he was in favor of an investigation au fond of the matter in order to ascertain how far the department had been mismanaged. He opposed the main motion in toto, and, if the Government would withdraw it, he would ask his Honourable friend on his side of the House to withdraw his amendment.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Did not agree with the Honourable Member in what he had just said. He did not advocate the necessity of the committee. As to the question of the Honourable gentlemen, he would say that the committee would inquire and report in the same way as other standing committees. The appointment of this committee was not an innovation as regards British practice. He quoted from Todd to show that precedents existed, and that such committees were very serviceable.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que de tels comités ne sont nommés qu'à des occasions spéciales. Il cite à l'appui quelques grandes autorités en la matière.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Did not pretend to say that a committee might not be appointed to exercise a general surveillance. The committee that was proposed was not an innovation on British practice, as such standing committees were met with in imperial and provincial practice.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that when a committee was appointed it was done with a distinct order of reference, and no committee can be appointed without an order of reference. Such committees were always special not standing committees.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Replied to the objections of the last speaker. The amendment proposed was a direct attack on the Government, and if carried would show that the Government had lost the confidence of the House. He repeated that a motion of this kind was a direct attack on the Government. The naming of this committee was not a departure from British practice, but as the Government did not insist on its appointment he had no objection to withdraw the main motion with the permission of the House.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que lorsque la motion principale a été présentée, il a déclaré quelles sont les circonstances qui l'ont motivée. Le gouvernement ne voulait pas seulement plaire à M. Gérin, en nommant un comité, il voulait obéir à une promesse faite par son prédécesseur. Il est d'avis de retirer sa motion et en demande la permission à la Chambre.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Se lève pour parler.

DES DEPUTES: A l'ordre!

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Dit que le député de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay) a été rappelé à l'ordre parce qu'il revenait à des débats antérieurs.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Dit qu'il a le droit de fournir des explications.

L'ORATEUR: Dit que tout député a droit de fournir des explications.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Lit une lettre ayant rapport à des accusations qu'il a portées auparavant.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Lorsque le premier ministre a proposé la formation d'un

comité, j'espérais que ce comité recevrait des pouvoirs qui lui permettraient de faire la lumière sur plusieurs accusations qui ont été formulées contre l'administration des terres. Puisque le comité proposé n'a pas de tels pouvoirs, j'accepte de retirer amendement. Le dit amendement ainsi que la motion principale sont séparément retirés, avec la permission de la Chambre.

Hospice provincial des aliénés

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Appuyé par le député d'Iberville (M. L. Molleur), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement fédéral et le gouvernement local au sujet du transfert des casernes de Saint-Jean et de Chambly, pour l'installation de l'Hospice provincial des aliénés actuellement établi à Saint-Jean.

Adopté.

Conduite de M. C.-E. Belle

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose qu'une humble adresse soit présentée à son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien mettre devant cette Chambre copie de tous les documents concernant l'enquête sur la conduite de C.-E. Belle, écuyer, agent d'immigration à Montréal — comprenant la commission et les instructions adressées à C.-A. Leblanc, écuyer — le rapport du commissaire avec les témoignages qui l'accompagnent, et toute correspondance adressée à M. Belle ou reçue de lui.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à six heures et onze minutes.

Séance du 15 décembre 1873

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures quinze minutes.

Rapports divers

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre: Etats des affaires de l'Asile de la Providence de Notre-Dame de l'Assomption et de l'Oeuvre du Patronage, Québec, tous deux pour l'année 1873. (Documents de la session, no 6)

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Holton, la pétition de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

Par M. McGauvran, la pétition de Robert Kerr et autres, et la pétition de la maison de refuge Sainte-Brigitte, toutes deux de Montréal.

Par M. Mailloux, la pétition du révérend J.-B. Gagnon et autres, du township Bégon.

Par M. de Beaujeu, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Ignace du Côteau-du-Lac, comté de Soulanges.

Par M. Sylvestre, la pétition de Joseph Sylvestre et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier.

Par l'honorable M. Ouimet, la pétition de Damien Masson et autres, de la paroisse de Saint-Benoît, comté des Deux-Montagnes.

Par l'honorable M. le procureur général Irvine, la pétition du Barreau de la province de Québec, section du district de Québec, la pétition de l'Asile des orphelines protestantes, et la pétition de l'Asile des orphelins en connexion avec l'Eglise d'Angleterre, toutes deux de la cité de Québec.

Par M. Malhiot, la pétition de messieurs Renfrew et Marcou et autres, de la cité de Québec.

Par M. Lavallée, la pétition du révérend A. Dupuis, de la paroisse de Sainte-Elizabeth, et la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Côme, toutes deux du comté de Joliette.

Par l'honorable M. Laframboise, la pétition de la municipalité du township de Granby, comté de Shefford.

Par M. Houde, la pétition du conseil municipal du comté de Maskinongé.

Par M. Gérin, la pétition de Jean Hoffman, de la paroisse de Berthier.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De M. Lorn MacDougall et autres, de la cité et district de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Montreal Stock Exchange".

De Henri Bernier et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Corapa-

gnie industrielle et agricole de Lotbinière", pour la fabrication du sucre de betterave, vinaigre, etc., etc.

Des Dames religieuses de l'Hôpital-Général de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Hôpital du Sacré-Cœur-de-Jésus".

Du révérend H. Chouinard et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Institution des sourds-muets de la province de Québec".

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal, du conseil de ville de la ville de Saint-Jean, de l'Association des dentistes de la province de Québec, et de la Compagnie du chemin à barrières de Terrebonne; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De la municipalité du village de Fraserville, comté de Témiscouata; demandant que ledit village soit incorporé en ville sous le nom de "Ville de la Rivière-du-Loup".

Du conseil municipal du comté de Bellechasse, du révérend D. Martineau et autres, de la paroisse de Saint-Charles, comté de Bellechasse; demandant respectivement la passation d'un acte pour détacher tout le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny et l'annexer à celui de Québec.

De Thomas T. Nesbitt, de la cité de Québec, bachelier en loi, et de James Cruickshank, conseiller en loi, de l'Etat de Michigan, Etats-Unis; demandant respectivement que le barreau de la province de Québec soit autorisé, après examen, à les admettre au nombre de ses membres et de leur accorder leur diplôme d'avocat.

De Norbert Dostie et autres, du township de Broughton; demandant qu'une partie dudit township soit annexée à la municipalité de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring.

De Augustin Richard et autres, de la paroisse de Saint-Séverin; demandant qu'une partie de ladite paroisse soit annexée au comté de Beauce.

De J. Chagnon et autres, de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand, comté de Chambly; demandant la passation d'un acte pour fixer d'une manière certaine les limites de ladite paroisse.

Du révérend L.-J. Piché et autres, de la ville de Terrebonne et autres lieux, et du révérend Jos. Graton et autres, de la paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche, comté de Terrebonne; demandant respectivement que les conclusions de la pétition de la Compagnie du chemin à barrières de Terrebonne, pour amendements à son acte d'incorporation, soient accordées.

De P. Mahedy et autres; demandant que certaines parties des townships de Roxton, Milton et Granby, comprises dans les limites de la paroisse de Sainte-Prudentienne, ne soient pas érigées en une municipalité séparée.

Du révérend J.-M. Mathieu et autres, de la paroisse de Sainte-Justine-de-Newton, comté de Vaudreuil, et du révérend J.-B. Cousineau et

autres, de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, comté de Beauharnois; demandant respectivement de l'aide pour faciliter la construction des chemins de fer de jonction de Montréal et Ottawa, et de Côteau Landing et de la ligne provinciale qui sont situés dans la province de Québec.

De la Compagnie de chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel; demandant un octroi.

Du révérendissime évêque catholique romain de Montréal; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Institution des sourds-muets, de ladite cité, soit continuée et augmentée.

Du collège de Joliette, et des Soeurs de la Providence, de la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche; demandant respectivement de l'aide.

Des Soeurs de la Charité, administratrices de l'Hôpital général, des Dames directrices de l'Hospice de la Maternité de l'Université, des Dames directrices de l'Asile des orphelins catholiques romains, toutes de la cité de Montréal, et de l'Asile de la Providence de Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac, comté de Soulanges; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De la Société bienveillante des dames de Montréal; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

De François d'Assise Cloutier et autres, de la paroisse de Sainte-Thècle, comté de Champlain, et de John Cairns et autres, du township de Clifton-Est, comté de Compton; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Rapport de comités:

M. P.-S. GENDRON (Bagot): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics.

Voici ce rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que l'état des comptes publics de la province de Québec, pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1873, soit renvoyé audit comité.

Adopté.

Documents:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Ed. Caron,

Le lieutenant-gouverneur de la province de

Québec transmet à l'Assemblée législative le rapport de l'imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués; les noms des départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux et en vertu de quelle autorisation; aussi le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts. (Appendice no 1 des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1873-1874)

Hôtel du gouvernement,
Québec, 15 décembre 1873

Aussi, la correspondance échangée avec le gouvernement fédéral, concernant le transport des terrains et des bâtiments de l'ancien couvent des Jésuites, à Québec, connu sous le nom de Casernes des Jésuites. (Documents de la Session, No 9.)

Hôtel du gouvernement,
Québec, 15 décembre 1873

Rapport de comités

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des ordres permanents.

Voici ce rapport :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis donnés sont suffisants.

De la municipalité du village de Longueuil; demandant que ledit village soit érigé en ville.

De Alphonse Guy, étudiant en loi, de la cité de Saint-Hyacinthe; demandant la passation d'un acte autorisant la Chambre provinciale des notaires à l'admettre, après examen, à la pratique du notariat.

Introduction de bills :

M. G. LAROCQUE (Chambly): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la ville de Longueuil.

Accordé.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, Alphonse Guy comme notaire.

Accordé.

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Demande la permission d'introduire un bill concernant le registraire et le bureau d'enregistrement de la première division du comté de Rimouski.

Accordé.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Demande la permission d'introduire un bill pour détacher le reste du comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny, et l'annexer au district de Québec.

Accordé.

Compagnie du chemin de fer du Sud-Est

M.W. W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la charte de la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Sergent d'armes

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Appuyé par le député de Terrebonne (l'honorable J.-A. Chapleau), propose que la pétition de Charles Garneau, sergent d'armes de l'Assemblée législative de la province de Québec, demandant à la Chambre de définir les pouvoirs du sergent d'armes, soit renvoyée au comité permanent des privilèges et élections.

Adopté.

Message du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie de l'adresse qui m'a été présentée de votre part, en réponse au discours que je vous ai adressé à l'ouverture de la présente session.

Cette adresse m'a causé une vive satisfaction, en me donnant l'assurance que vous étiez disposés, comme je m'y attendais, à procéder à l'exécution de vos devoirs avec le soin et l'attention que requiert leur importance.

Ed. Caron

Ajournement

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Appuyé par le député des Trois-Rivières (M. H.-G. Malhiot), propose que vendredi, le dix-neuf courant, la séance de la Chambre commence à onze heures a.m., pour terminer pas plus tard que trois heures p.m., et que ce jour-là, lorsque la Chambre s'ajournera, elle soit ajournée jusqu'au 8 janvier prochain.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande quelles seraient les consé-

quences de cette proposition sur la discussion des bills privés et sur la présentation des pétitions privées.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Répond que la solution à ce problème est facile. Les comités peuvent continuer l'étude des bills privés.

Les débats sur cette question sont ajournés.

Palais de justice de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour remédier aux pertes occasionnées par l'incendie du palais de justice de Québec.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Suggested that the measure be submitted to a Select Committee of Members connected with the Bar, by which its passage might be facilitated.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il vient de jeter un coup d'oeil sur le bill et qu'il voit par les notes marginales que c'est un véritable code de procédure et qui requiert un examen sérieux.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that though it was unusual to ask that measures introduced by Members of the Government should be referred to Select Committees, in the present instance he had not the slightest objection, provided that the measure were considered in a proper spirit, and that after the reports were presented to the House, it would pass without any unnecessary delay.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that no opposition would be offered to it in future stages.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité spécial, composé de l'honorable procureur général Irvine, l'honorable M. le solliciteur général Chapleau, M. Pelletier (Québec-Est), M. Joly, M. Lynch, M. Chauveau et M. Gérin, pour faire rapport sur icelui avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Ajournement

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Relativement à la proposition d'ajournement, dit qu'il veut attirer l'attention de la Chambre sur un fait important. La Chambre s'est réunie le 4, et l'adresse a été discutée le 5. Elle a été adoptée et l'honorable Solliciteur général nous a assuré que les mesures du gouvernement seraient prêtes pour le 8. Nous sommes rendus au 15 et pas une seule mesure du gouvernement, à l'exception de celle relative à la cour de justice, n'a été présentée. Le discours de trône nous parle d'une politique de chemin de fer et on nous a laissé espérer quelque chose à ce sujet, du ministère. Jusqu'ici, nous n'avons rien vu; tous les débats ont été suscités par l'opposition. Il croit que le gouvernement n'a encore rien décidé sur la politique des chemins de fer et il croit voir qu'il n'est nullement prêt à rencontrer la Chambre.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que le gouvernement est parfaitement préparé à soumettre ses mesures à la Chambre, et qu'aussitôt qu'elles seront imprimées, elles lui seront soumises. Il espère présenter demain le bill des élections. L'honorable député connaîtra bientôt la politique du gouvernement sur les chemins de fer et le gouvernement est prêt à rencontrer la Chambre sur tous les points de la politique qu'il a énoncée.

La Chambre s'ajourne à quatre heures moins dix minutes.

Séance du 16 décembre 1873

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quinze.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Sylvestre, la pétition de P.-E. Marier, de la ville de Terrebonne.

Par M. Laurier, la pétition d'Edward Dixon Phillips, de Dundee, comté de Huntingdon.

Par M. Chauveau, la pétition des Soeurs de la Charité de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski.

Par M. Malhiot, la pétition de la corporation du collège des Trois-Rivières.

Par M. Hearn, la pétition de l'Association de l'asile Sainte-Brigitte, Québec.

Par M. David, la pétition de l'Ecole de médecine et de chirurgie, Montréal, et la pétition de Cléophe Cimon, Malbaie.

Par l'honorable M. Trudel, la pétition du révérend A.-E. Coallier et autres, de la paroisse de Varennes.

Par M. Joly, la pétition de James Carrel et autres, de la cité de Québec, et la pétition de Joseph Dallaire et autres, de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Beaurivage.

Rapport de comités:

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de recommander que son quorum soit réduit à neuf membres.

Votre comité a aussi examiné le bill intitulé: "Acte amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est (South Eastern Railway Company), et a l'honneur d'en faire rapport tel qu'amendé.

Adopté.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que, dans chaque cas, les avis requis ont été donnés:

De Auguste Demers et autres, de la paroisse de Saint-Mathias; demandant que leurs terrains soient détachés de la municipalité du village de Richelieu et annexés à la municipalité de la paroisse de Saint-Mathias.

De D. Lorn McDougall et autres, de la cité et du district de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Montreal Stock Exchange".

De Henri Bernier et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie industrielle et agricole de Lotbinière".

Des dames religieuses de l'Hôpital général de Québec; demandant l'incorporation de "L'Hôpital du Sacré-Coeur-de-Jésus".

Du révérend H. Chouinard et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Institution des sourds-muets de la province de Québec".

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite cité.

De Thomas T. Nesbitt, de la cité de Québec, bachelier en loi; demandant que le Barreau de la province de Québec soit autorisé, après examen, à l'admettre au nombre de ses membres.

De James Cruickshank, conseiller en loi, de l'Etat de Michigan, Etats-Unis; demandant que le Barreau de la province de Québec soit autorisé, après examen, à l'admettre au nombre de ses membres.

De la Compagnie du chemin à barrières de Terrebonne; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici le rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité, après avoir élu son président, est convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Votre comité désire de plus recommander que le délai pour la réception des pétitions pour bills privés soit prolongé jusqu'au quinze janvier prochain, celui pour la réception des bills privés jusqu'au vingt-deux du même mois, et celui pour la réception des rapports sur iceux jusqu'au trente du même mois.

Adopté.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser le Barreau du Bas-Canada à admettre James Cruickshank comme avocat procureur.

Accordé.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer "The Montreal Stock Exchange."

Accordé.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte des licences de Québec.

Accordé.

M. C.-A.-P. PELLETIER (Québec-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser le Barreau de la province de Québec, à admettre, après examen, Thomas Thaddeus Nesbitt, bachelier en loi, comme un de ses membres.

Accordé.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la "Compagnie industrielle et agricole de Lotbinière."

Accordé.

Message du Conseil législatif:

Message du Conseil législatif par Boucher de Boucherville, ecuyer, l'un des maîtres en chancellerie.

M. l'Orateur,

Le Conseil législatif informe cette Chambre, qu'il a nommé les honorables messieurs Archambault, de Boucherville, Dionne, Hale, Le-Maire, de Léry, Rodier et Starnes, pour aider son Honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil législatif s'y trouvent concernés, et pour agir, au nom de leur Chambre, comme membres d'un comité collectif des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Et le Conseil législatif informe aussi cette Chambre, qu'il a nommé les honorables messieurs Archambault, Beaubien, Beaudry, Ferrer, Hale, Thibaudeau et Wood, pour agir de la part du Conseil législatif avec le comité de l'Assemblée législative, comme membres d'un comité collectif des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature, tel que demandé par l'Assemblée législative par son message.

Introduction de bills:

M. C.-A.-P. PELLETIER (Québec-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Hôpital du Sacré-Coeur-de-Jésus à Québec.

Accordé.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à barrières de Terrebonne.

Accordé.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Demande la permission d'introduire un

bill pour pourvoir à ce que les élections des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec se fassent au scrutin secret.

Accordé.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour réviser et refondre la charte de la cité de Montréal, et les divers actes qui l'amendent.

Accordé.

Adresse au lieutenant gouverneur:

Asile des sourds-muets
catholiques de Montréal

M.L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, appuyé par le député de Richelieu (M. J.-A. Dorion), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copies de toutes lettres adressées au gouvernement par les directeurs de l'Asile des sourds-muets catholiques à Montréal.

Je ne veux pas entrer dans les détails et j'attendrai la réponse à cette adresse pour le faire.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le nombre des institutions auxquelles le gouvernement donne des octrois est déjà si grand, que c'est un embarras. Dans Ontario, on a fait disparaître beaucoup de ces subventions. Jusqu'à ce que nous soyons arrivés à la réduction de ces octrois, il nous sera peu possible de faire quelque chose.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Oumet), que la Chambre procède à prendre en considération le discours de Son Excellence le lieutenant-gouverneur aux deux Chambres du Parlement.

Adopté.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que des subsides soient accordés à Sa Majesté. Il est résolu que cette Chambre se formera demain en comité pour prendre en considération ladite motion.

Il est ordonné que cette partie du discours de Son Excellence qui a rapport aux subsides soit renvoyée audit comité.

Adresse au lieutenant-gouverneur

Accusation contre M. Horace Cimon

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Si le gouvernement réduisait le salaire de bien des employés et l'octroi sur l'immigration.

il lui serait facile sans doute de venir en aide à ces institutions, dont parlait tantôt le député d'Hochelaga (M. L.-J. Beaubien).

Il n'est pas contre les dépenses nécessaires de la justice, mais il est pour l'économie. Il a fait l'année dernière la demande qu'un juge soit résidant dans le comté de Chicoutimi; il a été refusé. Ceci aurait pu permettre au magistrat stipendiaire d'aller sur la côte du Nord et d'administrer la justice dans ces parages. Ce refus est la cause que la province est maintenant chargée de trois magistrats stipendiaires dans le comté de Chicoutimi.

Mais le gouvernement tenait à récompenser des amis complaisants, aux dépens de la caisse publique bien entendu. M. Horace Cimon a été nommé sur la recommandation de l'ex-député de Charlevoix, M. Clément, ce serviteur dévoué, qui lui aussi a eu sa récompense, et surtout sur les instances d'un autre député, le plus complaisant de tous, M. Xavier Cimon, alors membre du Parlement fédéral. Je veux que l'administration de la justice soit faite avec autant d'économie que possible, et c'est parce que le gouvernement me paraît coupable de négligence dans ce département, comme dans celui du département des Terres, que je crois devoir attirer l'attention de la Chambre sur des faits mis à sa connaissance par une personne digne de foi. Dans le cours de l'été dernier, M. Cimon, magistrat stipendiaire, est chargé comme tel d'aller faire une visite sur la côte du Nord. Il engage un chaloupier à raison de \$3 1/2 par jour. Ce chaloupier est obligé de fournir un matelot qui en même temps remplit la charge de cuisinier. Dans le cours du voyage, un pilote est engagé pour visiter un endroit inconnu du chaloupier, à raison de \$1 par jour. Il est employé pendant 17 jours. Le voyage a duré en tout 68 jours. Maintenant, voici le compte qui, paraît-il, a été produit au gouvernement et payé par le gouvernement.

Chaloupier, 75 jours à \$4 par jour. Cuisinier \$1.50 par jour et \$1 de pension. Un pilote, 20 jours à \$2.50 par jour et \$1 de pension. Un autre pilote, 5 jours aussi, à \$2.50 par jour et \$1 de pension. Ce dernier pilote n'a jamais été vu et n'est pas connu.

J'ignore s'il y a eu d'autres charges; mais en prenant ces seules données, le gouvernement a payé \$500 lorsqu'il ne devait que \$255. Il lui était facile de prendre des informations sur le coût d'une pareille visite, mais, comme dans les affaires du département des Terres, il a payé en aveugle.

Quant aux délais demandés par le procureur général, la Chambre et le pays savent à quoi s'en tenir là-dessus. Il cite l'exemple de l'enquête Belle à Montréal, enquête terminée depuis six mois et dont le rapport n'a pas encore été publié. On sait que, règle générale, ces rapports ne sont jamais mis devant le public.

La pension est très chère à bord d'une chaloupe engagée par le gouvernement.

J'ai cueilli ces renseignements à diverses sources bien informées.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Pourquoi alors le répétez-vous?

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Dit qu'il peut amener ses informations à témoigner. Il a obtenu ses renseignements dans les départements publics.

D'après ces seules données, je suis justifiable de présenter un avis de motion. Je fais ces remarques et les appuie de ces informations pour justifier la Chambre de donner le rapport. Si j'avais cru avoir la même invitation cordiale, de la part de l'ex-procureur, que celle qui m'a été faite par le commissaire des Terres, je n'aurais pas pris le moyen ordinaire des autres députés; celui de présenter cette motion comme le commun des mortels. Mais la verte leçon que j'ai administrée au commissaires des Terres a rendu plus prudents ses collègues. Il paraîtrait d'ailleurs que le zélé député de Saint-Maurice aurait trouvé à redire sur ma démarche, et trouverait tout à fait déplacée une visite d'un député dans un département.

Je propose donc, appuyé par le député de Beauce (M. C. H. Pozer), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le nombre d'actions portées devant le magistrat stipendiaire du district du Saguenay Horace Cimon, écuyer, depuis l'époque de sa nomination jusqu'au 1er décembre dernier; les endroits où ces jugements ont été rendus, les dépenses de voyage dudit magistrat, ses comptes produits pour chaque voyage et les montants payés.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Se demande pourquoi le député de Montréal-Centre (l'honorable L. H. Holton) n'a pas rappelé le député de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay) à l'ordre, après l'avoir été lui-même pour être revenu sur un débat antérieur.

Il a été mal compris. Il n'a pas dit que la conduite d'un député allant en visite dans un département n'était pas louable. Ce qu'il a blâmé, c'est un député allant ainsi visiter un département et venant ensuite devant la Chambre parler sur les documents, cela avant qu'on les ait produits devant la Chambre.

C'est à ça que j'ai objecté.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit qu'il n'a aucune objection, mais il a peur que les détails des frais ne puissent être fournis immédiatement, parce que tous les rapports des magistrats n'ont pas encore été reçus.

Il dit que le gouvernement avait déjà pris des procédés dans le bureau du trésorier sur ces débits, et des témoins avaient été assignés à donner leur déposition, mais il était impossible d'avoir une preuve complète parce qu'il était difficile d'amener les témoins à cette saison de l'année.

Il regrette que M. Tremblay ait jugé à propos

de porter ces accusations, vu que la chose est déjà sous enquête.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Tout député qui propose une adresse de ce genre doit insister sur les faits qu'il veut surtout mettre en relief. Les accusations que le député de Chicoutimi a cru devoir porter sur des actes du ministère, il les a basées sur des informations qu'il croit être sûres, et a agi sur sa responsabilité. Il a formulé ses accusations avec modération. Quant au droit de visiter les départements de l'administration pour s'assurer de la régularité du fonctionnement des affaires, il est parfaitement entendu dans l'esprit de la constitution que tout député peut en user.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that with regard to getting information from departments, he could only say that the one over which he had the honour of presiding was always open and any Member might be sure of courtesy; and had the Member for Chicoutimi applied to him on the subject, he would have been informed of the progress of the investigation. With regard to what had been said by the Member for Saint-Maurice, he agreed with him that such statements in the House were ex parte, and unfair to the parties against whom they were levelled.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): L'honorable représentant de Chicoutimi cherche toujours à lancer des accusations contre le gouvernement. Il aurait pu avoir des explications du procureur général, sans lancer des accusations frivoles. Il aurait vu, s'il s'était adressé au procureur général, qu'aussitôt que le gouvernement a été informé des accusations portées contre le magistrat Cimon, on a fait immédiatement tous les efforts possibles pour éclaircir l'affaire. Il ne nie pas à l'honorable député le droit de faire sa demande; mais il ne lui trouve pas le droit, en la présentant, d'en jeter le blâme sur le gouvernement, qui veut bien porter remède et donner toutes les explications désirables. Il fait remarquer que l'honorable représentant de Chicoutimi ne craint pas de jeter du discrédit sur la magistrature de son pays.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le député de Terrebonne a lui-même accusé le député de Montmagny (M. T. Fournier) d'avoir manqué de payer ses dettes sur certains lots achetés du gouvernement, ce qui était faux.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'il n'a pas l'habitude de s'occuper bien fort des correspondances publiées dans les journaux; mais il veut rectifier une fois pour toutes le langage que lui prête un certain journal de cette ville dans une correspondance, au sujet de ce qu'il a dit de M. Fournier. Il n'a fait que répéter cette année ce qu'il a dit l'année dernière de

l'ex-député de Montmagny. Cette année, il n'a fait que mentionner en passant qu'à la dernière session il avait lu une lettre de M. Fournier au commissaire des Terres demandant du délai pour ce qu'il (M. Fournier) devait sur certains lots achetés du gouvernement.

Il ajoute que la présence de M. Fournier ne lui fait pas peur; que jamais il n'a craint de le rencontrer pas plus dans la Chambre qu'ailleurs; et qu'il entendait bien qu'on en avait fini avec cette question.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): M'est avis, Monsieur l'Orateur, que l'honorable M. Chapleau n'a pas besoin de prendre le ton absolu qu'il prend d'ordinaire pour imposer des candidatures. Qu'il comprenne bien que nous avons le droit de revenir sur des points de ce genre et que nous y reviendrons quand la chose sera nécessaire.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): L'honorable Solliciteur fait remarquer que j'attaquais les magistrats de son pays. L'honorable Solliciteur doit au moins me rendre cette justice, que je ne m'attaque pas seulement aux magistrats de district, mais aussi à des ministres, ce qui est encore plus haut. On me reproche de ne pas avoir attendu l'enquête. M'a-t-on informé que cette enquête devait avoir lieu?

Que l'honorable Solliciteur se désabuse; les accusations que je porte ne sont pas tant contre M. Cimon que contre le gouvernement lui-même, qui a payé ces comptes.

La proposition est adoptée.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), que la Chambre s'ajourne.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai demandé hier, avant l'ajournement, si le gouvernement entendait procéder à la dépêche des affaires; l'on m'a répondu que le bill des élections serait prêt aujourd'hui et que les autres projets de loi seraient prêts en temps et lieu. Mais j'ignore ce qu'il veut dire par temps et lieu. Je veux savoir quand le gouvernement sera prêt. Après quinze jours de session, le premier ministre devrait être plus précis. La Chambre ne peut accepter ces retards.

Il y a bientôt trois semaines que la Chambre est convoquée et pas une mesure n'est encore venue à la discussion. Le gouvernement est imprudent; car je doute que tous les membres de la Chambre soient décidés à s'endormir mollement dans les bras de l'honorable premier ministre et de son gouvernement, et ne rien faire.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Monta-

gnes): Je ne peux que répéter la réponse que j'ai donnée hier au député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), à savoir, que les mesures du gouvernement sont prêtes, et entre les mains de l'imprimeur; s'il y a quelques délais, le gouvernement n'en est pas responsable. Le bill des élections, qu'on espérait mettre aujourd'hui devant la Chambre, n'est pas encore imprimé, mais il le sera aujourd'hui ou demain. Mais le gouvernement est prêt à procéder immédiatement.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said there was one thing the Ministry might be happy about, and that was they had the prospect of eating their Christmas dinners in the enjoyment of their ministerial functions, a prospect rather dim to them a few days ago, and which would become dimmer in its promises for the future not long after the vacation. He argued that the measures of the Government should have been before the House a few days after the summoning of Parliament.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Demande au gouvernement si le rapport sur la colonisation allait être bientôt mis devant la Chambre. Quant il fit il y a quelques jours la même demande, il se rappelle que l'honorable premier ministre le promit très prochainement, disant qu'il était imprimé.

Il croit se rappeler qu'il fit remarquer à l'honorable premier ministre que son rapport sur la colonisation n'allait que jusqu'en juin dernier. Celui-ci, tirant alors un volume bleu de son pupitre, dit au contraire que le rapport entier allant jusqu'en décembre était imprimé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Est-ce que l'honorable député est venu fouiller dans mon bureau?

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): L'honorable premier ministre sait bien que non.

Je ne fais que rapporter ses faits et gestes et ses avancés de l'autre jour. Après avoir dit dans cette circonstance que le rapport était imprimé, je veux bien faire remarquer à la Chambre, que l'honorable premier ministre nie aujourd'hui que ce rapport soit prêt.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande à l'honorable député un peu de patience et il sera satisfait dans quelques jours.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Veut donner des explications...

M. L'ORATEUR: Rappelle le député de Bellechasse (M. O. Pelletier) à l'ordre.

La Chambre s'ajourne à cinq heures.

Séance du 17 décembre 1873

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quinze.

Rapports divers

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, états des affaires des institutions suivantes pour l'année 1873: L'hospice Saint-Joseph de la Maternité, Québec, l'hospice Lajemmerais, Varrennes, et l'hôpital Saint-Joseph, Chambly. (Documents de la session, no 6.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Lynch, la pétition de Miss Annie MacPherson, de Londres, Angleterre et de Miss Emma Gertrude Barber, de Knowlton, comté de Brome.

Par M. de Beaujeu, la pétition de C.-V. Vease et autres, du Côteau Landing.

Par M. Roy, la pétition d'Edouard Bégin, et la pétition de Firmin-H. Proulx, de la paroisse de Sainte-Anne-de-Lapocatière.

Par l'honorable M. Robertson, la pétition de l'Asile des dames protestantes, Québec.

Par l'honorable M. Langevin, C.-B., la pétition de l'asile Finlay, Québec.

Par l'honorable M. Ouimet, la pétition des Soeurs de l'asile de la Providence, succursale du Côteau-Saint-Louis.

Par M. McGauvran, deux pétitions de l'Hôpital des femmes, Montréal.

Par M. Pelletier (Bellechasse), la pétition du révérend F.-J. Paradis et autres, de la paroisse de Saint-Raphaël et autres lieux, la pétition du révérend C.-S. Brochu et autres, de la paroisse de Saint-Magloire, la pétition du révérend P. Pouliot et autres, de la paroisse de Saint-Gervais, toutes du comté de Bellechasse.

Par M. Garneau, la pétition de George Wakeham, Québec, et la pétition du révérend L. Provencher.

Par M. Pozer, la pétition de David Lessard.

Par M. LaRocque, la pétition du révérend A. Thibault et autres, de la paroisse de Chambly.

Par M. Malhiot, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité des Trois-Rivières.

Par M. Laberge, la pétition de la municipalité du township de Franklin, comté de Huntingdon.

Par l'honorable M. le solliciteur général Chapleau, la pétition de la municipalité de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Robert Kerr et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie des omnibus de Montréal".

De la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De messieurs Renfrew et Marcou et autres, de la cité de Québec; demandant des amendements aux lois de chasse.

De Jean Hoffman, de la paroisse de Berthier; demandant la passation d'un acte pour être relevé d'un jugement rendu par la cour d'Appel, le condamnant: à \$1,000 de dommages, intérêts et dépens, sans qu'il ait été assigné et entendu, etc., etc., pour les fins d'un semblable jugement.

De la municipalité du township de Granby, comté de Shefford; demandant que certaines parties des townships de Roxton, Milton et Granby, comprises dans les limites de la paroisse de Sainte-Prudentienne, ne soient pas érigées en municipalité séparée.

Du barreau de la province de Québec, section du district de Québec; demandant de l'aide pour la bibliothèque de la dite section.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Côme, comté de Joliette; demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière l'Assomption.

Du révérend J.-B. Gagnon et autres, du township de Bégon; demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière Trois-Pistoles.

De Joseph Sylvestre et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier; demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière Mastigouche.

De la municipalité de la paroisse Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac, comté de Soulanges; demandant de l'aide pour la construction de ponts sur les rivières Delisle, Rouge et à la Graisse.

De l'Asile des orphelines protestantes, et de l'Asile des orphelines de l'Eglise d'Angleterre, tous de Québec; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De la Maison de refuge de Sainte-Brigitte de Montréal, demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

De Damien Masson et autres, de la paroisse de Saint-Benoît, comté des Deux-Montagnes; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'hospice Youville soit continuée.

Du révérend A. Dupuis, de la paroisse de Sainte-Elizabeth, comté de Joliette; demandant de l'aide pour un asile dans ladite paroisse.

Du conseil municipal du comté de Maskinongé; demandant de l'aide pour un chemin de la paroisse Saint-Didace à la paroisse Saint-Justin.

Rapport de comités,

M. P.-S. GENDRON (Bagot): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent sur les diverses industries en cette province. Voici le rapport.

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Chambly): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf membres.

Adopté.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis qui ont été donnés sont suffisants:

De la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De J. Chagnon et autres, de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand, comté de Chambly; demandant la passation d'un acte pour fixer d'une manière certaine les limites de ladite paroisse.

Procédure

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), que le délai pour la réception des pétitions pour des bills privés soit prolongé jusqu'à jeudi, le 15 janvier prochain; pour la réception des bills privés jusqu'à jeudi, le 22 janvier prochain, et pour recevoir des rapports sur iceux jusqu'à vendredi, le 30 janvier prochain.

Adopté.

Introduction de bills

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant les magistrats de district et les cours de magistrats en cette province.

Il dit que ce bill a pour but d'augmenter jusqu'à concurrence de \$100 la juridiction des magistrats de district, de faire un tarif des honoraires, de régler les procédures et de permettre de nommer des magistrats de districts dans les villes et les cités où cela peut être nécessaire.

Accordé.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour refondre et codifier les divers actes concernant le notariat en cette province.

Accordé.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 35 Vic, chap. 29, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et pour autoriser ladite compagnie à s'amalgamer avec la Compagnie du chemin de

fer de jonction de Missisquoi, et pour d'autres fins.

Accordé.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Institution des sourds-muets de la province de Québec.

Accordé.

Documents

Asile catholique pour les sourds-muets de Montréal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 16 décembre 1873, pour une copie de toutes lettres adressées au gouvernement par les directeurs de l'Asile catholique pour les sourds-muets de Montréal (Documents de la Session, No 10.)

Tenure des terres aux Iles-de-la-Magdeleine

M. T. ROBITAILLE (Bonaventure): Propose qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. le procureur général Irvine, l'honorable M. Fortin, M. Joly, M. Chauveau, M. Roy, M. Mailloux, M. Gendron et M. Lavallée, pour s'enquérir de la tenure des terres aux Iles-de-la-Magdeleine, dans le comté de Gaspé, et pour s'enquérir en outre des meilleurs moyens à prendre pour améliorer la condition des habitants de ces îles, en ce qui regarde la tenure desdites terres, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

Message au lieutenant-gouverneur:

Incendie du palais de Justice de Québec

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (M. P. Garneau), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de la correspondance échangée entre A. Gugu, écuyer, et le conseil exécutif de cette province, concernant sa réclamation pour compensation des pertes par lui encourues par le dernier incendie du palais de justice de Québec.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande au procureur général s'il peut l'informer sur le résultat de l'enquête pour s'enquérir des causes de l'incendie du palais de Justice.

Il croit qu'une commission a été nommée et qui a eu pour résultat le bill présenté par l'honorable procureur général, mais il ne voit pas que les causes de l'incendie aient été

mentionnées dans les journaux publics. Si l'incendie est dû à la négligence du gouvernement, il est responsable des dommages, en ayant mis des documents précieux entre les mains d'employés incompetents.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Répond que la commission a fait une sérieuse investigation à ce sujet et que son rapport a été inséré dans les journaux.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Je ne l'ai pas vu alors.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit que l'enquête a clairement démontré que l'on ne peut blâmer aucun des officiers.

Il a été excessivement difficile de remonter aux causes, vu que la chambre où l'incendie s'est déclaré n'a pas été ouverte après trois heures dans l'après-midi du jour de l'incendie.

La proposition est adoptée.

Salaire des officiers publics

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Although in favor of the bill, pointed out an objection which, if the measure became law, would place officials in a worse position than other persons, as their future earnings would be liable to attachment for debt. It was a recognized principle that future earnings should not be liable to seizure; but under this bill even the fees of officers in our courts of law would be liable to attachment before they had been earned. Thus it would be possible to attach the salaries of officials for years in advance. It surely could not be the intention of this House to place officials in a worse position than other persons. He objected to the principle of attaching salaries in advance.

Le bill est lu la deuxième fois.

M. F. DAVID (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le député de Montréal-Ouest (M. J. W. McGauvran), que le bill soit renvoyé à un comité spécial composé de l'honorable M. le procureur général Irvine, l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Holton, M. David, M. McGauvran, M. Joly et M. Beaubien, pour faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour prendre en

considération la motion "Que des subsides soient accordés à Sa Majesté".

Adopté.

En comité:

Le discours de Son Excellence le lieutenant-gouverneur étant lu;

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que des subsides soient accordés à Sa Majesté.

Adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé une résolution.

Compagnie du chemin de fer du Sud-Est

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la charte de la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Procédure

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Suggested that all private bills be read a second time and referred to their respective committees, so that when the House met again in January they would have something before them to go on with. He suggested they be now read pro forma and referred so as to shorten the session.

Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et du district de Montréal

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la compagnie des consommateurs de gaz, de la cité et du district de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Orphelinat de Saint-Hyacinthe

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'orphelinat de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

McPherson Lemoyne

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour changer le nom de McPherson Lemoyne en celui de John McPherson.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Incorporation de la ville de Longueuil

M. G. LAROCQUE (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la ville de Longueuil.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Alphonse Guy

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, Alphonse Guy comme notaire.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

James Cruickshank

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre James Cruickshank comme avocat et procureur.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

The Montreal Stock Exchange

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer "The Montreal Stock Exchange".

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Thomas Thaddeus Nesbitt

M. C.-A.-P. PELLETIER (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre Thomas Thaddeus Nesbitt, bachelier en loi, comme un de ses membres.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie industrielle
et agricole de Lotbinière

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie industrielle et agricole de Lotbinière.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Hôpital du Sacré-Coeur-de-Jésus

M. C.-A.-P. PELLETIER (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'hôpital du Sacré-Coeur-de-Jésus, à Québec.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie des chemins
à barrières de Terrebonne

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte pour l'incorporation de la compagnie des chemins à barrières de Terrebonne.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de la cité de Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour réviser et refondre la charte de la cité de Montréal et les divers actes qui l'amendent.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre s'ajourne à quatre heures et dix.

Séance du 18 décembre 1873

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Message du Conseil législatif :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender la charte de la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est", sans amendement.

Election de Montmagny

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier a reçu du greffier de la Couronne en chancellerie le certificat suivant, savoir :

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-quatrième jour de novembre, mil huit cent soixante et treize émis par son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et adressé à J.-D. Lépine, écuyer, officier-rapporteur ex officio, pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de Montmagny, dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de l'honorable Télesphore Fournier, qui a résigné son siège depuis son élection comme représentant de ladite division électorale de Montmagny, dont le siège est devenu en conséquence vacant, François Langelier, écuyer a été rapporté dûment élu tel qu'il appert par le rapport et le certificat que ledit J.-D. Lépine, écuyer, officier-rapporteur ex officio a donnés audit François Langelier, écuyer, en date du dix-septième jour de décembre courant.

Bureau du greffier de la Couronne en chancellerie, signé et scellé à Québec, ce dix-huitième jour de décembre mil huit cent soixante-treize.

H. Cyrias Pelletier,
gref. C. Chancellerie

G.M. Muir, écuyer,
Greffier de l'Assemblée législative

Nouveau député

M. H.-G. JOLY (Lotbinière) et M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Présentent le nouveau député de Montmagny, M. François Langelier.

François Langelier, écuyer, représentant de la division électorale de Montmagny, ayant préalablement prêté serment suivant la loi, et souscrit devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège dans la Chambre.

Message du lieutenant-gouverneur :

M. L'ORATEUR: Son Excellence le lieutenant-gouverneur désire la présence immédiate des membres de cette honorable Chambre, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus dans la salle des séances du conseil.

Et étant de retour;

M. L'ORATEUR: Fait rapport que conformément à l'ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, la Chambre s'est rendue auprès de Son Excellence dans la salle des séances du Conseil législatif, où il plu à Son Excellence de donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill intitulé: "Acte pour amender la charte de la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est".

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Ouimet, la pétition du révérend M. Tassé et autres, des Deux-Montagnes et autres comtés.

Par M. Locke, la pétition de O. Morrill et autres.

Par M. Bisson, la pétition du révérend J.-O. Archambault et autres, de la paroisse de Saint-Timothé, et la pétition de L.-A. Beaudet et autres, de la paroisse de Sainte-Cécile, toutes deux du comté de Beauharnois.

Par M. Brigham, la pétition de la Compagnie de chemin de fer de jonction de Missisquoi.

Par M. Dorion, la pétition de la corporation du collège de Sorel, la pétition de l'hôpital Général du district de Richelieu, et la pétition de l'Orphelinat de Sorel.

Par M. Lalonde, la pétition du révérend C.-Z. Garceau et autres, de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, comté de Nicolet.

Par M. Pelletier (Bellechasse), la pétition du révérend E. Dufour et autres, de la paroisse de Saint-Lazare, la pétition du révérend L.-A. Proulx et autres, de la paroisse de Saint-Vallier, et la pétition du révérend F.-J. Paradis et autres, de la paroisse de Saint-Raphaël, toutes du comté de Bellechasse.

Par M. McGauvran, la pétition de Hiram Mills et autres, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Trudel, la pétition du révérend M. Proulx et autres, de la paroisse de Saint-Tite, dans la seigneurie de Batiscau.

Par l'honorable M. le solliciteur général Chapleau, la pétition de la municipalité du village de Sainte-Thérèse-de-Blainville.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De James Carrel et autres, de la cité de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Quebec Provincial Poultry Society".

De la corporation du collège des Trois-Rivières; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De Joseph Dallaire et autres, de la paroisse de Beaurivage; demandant que ladite paroisse soit annexée au comté de Lotbinière pour les

finis électorales, judiciaires, municipales et autres.

De Edward Dixon Phillips, de Dundee, comté de Huntingdon; demandant la passation d'un acte l'autorisant à vendre les propriétés de la succession vacante de feu Thomas Scott.

De P.-E. Marier, de la ville de Terrebonne; demandant qu'aucun nouveau chemin ne soit ouvert traversant les terres Marier, Turgeon et du collège Masson.

De Cléophe Cimon, de la Malbaie; demandant qu'il soit passé un acte pour lui permettre de faire saisir le salaire des employés de l'Assemblée législative.

Des Soeurs de la Charité, de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski; demandant de l'aide pour un hospice dans ladite ville.

De l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De l'Association de l'asile Sainte-Brigitte de Québec; demandant que l'allocation annuelle en faveur dudit asile, soit continuée et augmentée.

Du révérend A.-E. Coallier et autres, de la paroisse de Varennes; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'hospice Lajemmerais soit continuée.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas.

De l'honorable J.-G. Blanchet et autres, de la ville de Lévis et autres lieux; demandant des amendements aux actes d'incorporation de la Compagnie de chemin à lisses de Lévis à Kennebec.

De la Compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du conseil de ville de la ville de Saint-Jean; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la municipalité du village de Fraserville, comté de Témiscouata; demandant que le dit village soit incorporé en ville, sous le nom de Rivière-du-Loup.

De la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De Jean Hoffman, de la paroisse de Berthier, pour introduire un bill pour être relevé d'un jugement rendu par la cour d'Appel, le condamnant à \$1,000 de dommages, intérêts et dépens, sans qu'il ait été assigné et entendu, etc., pour les fins d'un semblable jugement.

Le comité a aussi examiné la pétition de Robert Kerr et al., de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom

de "Compagnie des omnibus de Montréal" et trouve que les avis publiés dans la Gazette Officielle ne datent que du vingt-neuf novembre mais vu que les trente jours d'avis seront expirés avant que le bill vienne devant le comité des bills privés, votre comité recommande en conséquence la suspension de la 51^e règle.

Compagnie du chemin de fer
à passagers de la cité de Montréal

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

Accordé.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Adopté.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose que le bill soit renvoyé au comité permanent des chemins de fer.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Fait remarquer que déjà la corporation de Montréal a devant le comité des bills privés un projet de loi dont plusieurs clauses viennent en conflit avec le bill présenté par l'honorable député, et qu'il serait préférable que le bill fût renvoyé au comité des bills privés.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Est du même avis.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Consent à la suggestion du député d'Hochelaga.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Acte d'incorporation
de la ville de Saint-Jean

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Saint-Jean.

Accordé.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer
de Lévis et Kennébec

M. L.-N. LAROCHELLE (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill pour

amender les actes d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec.

Accordé.

M. L.-N. LAROCHELLE (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Compagnie du chemin de fer
de la vallée des rivières
Missisquoi et Noire

M. W.W. LYNCH (Brome): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire.

Accordé.

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Code civil

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les articles 945 et 1336 du code civil.

Accordé.

Compagnie des omnibus de Montréal

M. J.W. McGAUVIRAN (Montréal-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie des omnibus de Montréal.

Accordé.

M. J. W. McGAUVIRAN (Montréal-Ouest): Propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Jean Hoffman

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Demande la permission d'introduire un bill pour venir en aide à Jean Hoffman, in re Joseph Tanguay, appellant, et John T. Molson et al., et Jean Hoffman, intimés.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Pourquoi ce bill? S'agit-il d'une aide pécuniaire?

M. E. GERIN (Saint-Maurice): C'est un bill intitulé: "Acte pour venir en aide".

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): J'aimerais savoir pourquoi l'honorable député traite si cavalièrement la Chambre en refusant de donner des explications qu'elle a droit d'avoir?

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Je suis très heureux d'avoir soulevé l'indignation de l'honorable député, car il n'y a que dans ces moments qu'on peut savoir ce qu'il veut dire.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Monsieur l'Orateur, je soulève la question d'ordre. L'honorable député n'a nullement droit de me traiter de cette façon, de me dire que pour me faire comprendre, je sois obligé de prendre le ton de l'indignation. Je lui demande des explications sur un bill qui semble avoir pour objet de faire renverser un jugement par une de nos cours de justice. C'est là tout.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said he had no intention of expressing an opinion one way or other on the measure, but its title showed it to be one of an uncommon nature, and he thought that its second reading should not be pressed until the House had been enabled to take communication of its principles.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Said the Honourable Attorney General was perfectly right. The bill, if he was informed aright, was for the purpose of setting aside a judgment of one of the highest Courts of the country, and the mover should give the House whatever information was required of him before pressing a second reading.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Maintenant, si je n'ai pas donné d'explication sur la nature du bill, c'est parce que je croyais que l'honorable député demandait seulement des explications sur le titre du bill. L'honorable député a senti l'indignation entrer dans son âme, et alors il a voulu me donner une leçon et jouer le rôle de maître d'école donnant des leçons de bon ton à ses élèves.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je maintiens, Monsieur l'Orateur, la question d'ordre.

M. L'ORATEUR: Demande à l'honorable député de rentrer dans les limites des règles parlementaires.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Je me borne-rai donc aux explications. Je dirai à la Chambre que Jean Hoffman est un pauvre navigateur qui souffre d'une lésion de ses droits civils et demande à la Législature de venir à son aide.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmourence): Le bill n'est pas imprimé; il serait peut-être utile d'en attendre l'impression avant de le discuter.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): La Chambre demande avec indignation des explications. Je suis forcé de les lui donner. Qu'elle sache cependant que Jean Hoffman est un pauvre homme dont j'ai pris cordialement la cause en mains, et que j'agis dans tout ceci avec le plus grand désintéressement. Jean Hoffman est donc un navigateur qui se trouva au service de M. Molson sur la rivière Watchichou. Il servait de capitaine, de pilote, etc., c'était enfin un factotum. Un jour, à terre, il alluma un petit feu qui faillit brûler probablement M. Molson; le feu détruisit les propriétés d'un nommé Tanguay. Celui-ci intenta une poursuite contre Hoffman. L'affaire fut décidée en faveur du défendeur, mais fut portée devant la Cour Supérieure. Jean Hoffman ignorait qu'il avait à se défendre dans ce cas; il perdit et finalement fut condamné à une amende de \$1,000.

L'honorable député cite plusieurs précédents dans l'histoire d'Angleterre alors que des causes ont été renvoyées devant la Chambre des lords et celle des Communes.

Le bill est introduit.

Société de bienfaisance mutuelle de Sainte-Anne de Saint-Joseph-de-Lévis

M. L.-N. LAROCHELLE (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Société de bienfaisance mutuelle de Sainte Anne de Saint-Joseph-de-Lévis.

Accordé.

Incorporation de la ville de Rivière-du-Loup

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la ville de la Rivière-du-Loup.

Accordé.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Propose que le bill soit maintenant lu pour la seconde fois.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Documents:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le rapport des médecins directeurs propriétaires de l'Asile des aliénés de Québec, pour l'année 1872-73. (Documents de la Session, no 5.)

De plus, il présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 10 décembre 1873, pour copies de tous rapports ou correspondance échangée entre le gouvernement de cette province ou aucun des membres du gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, ou aucun des membres du gouver-

nement fédéral, relativement à l'organisation et à la constitution de la cour d'appel, (Documents de la Session, no 12.)

Tenure des terres aux Iles-de-la-Magdeleine

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Propose que le nom de l'honorable Théodore Robitaille soit inscrit sur la liste des membres du comité spécial nommé pour s'enquérir de la tenure des terres aux Iles-de-la-Magdeleine, dans le comté de Gaspé, et pour s'enquérir en outre des meilleurs moyens à prendre pour améliorer la condition des habitants de ces Iles en ce qui regarde la tenure desdites terres, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande que M. Tremblay devienne membre du même comité et propose aussi que M. Langelier soit membre du comité des comptes publics et du comité des bills privés.

Il est ordonné que l'honorable M. Robitaille et M. Tremblay soient ajoutés au comité spécial nommé pour s'enquérir de la tenure des terres aux Iles-de-la-Magdeleine, dans le comté de Gaspé, et pour s'enquérir en outre des meilleurs moyens à prendre pour améliorer la condition des habitants de ces îles en ce qui regarde la tenure desdites terres.

Interpellations-

Grand connétable du district de Québec

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Demande si c'est l'intention du gouvernement de laisser au grand connétable du district de Québec le contrôle et les émoluments de la charge qu'il occupe en vertu d'une commission émanée sous le grand sceau de la province et de faire respecter les ordres déjà donnés à cette fin.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): C'est certainement là l'intention du gouvernement.

Incendie du palais de Justice de Québec

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Demande si le gouvernement a l'intention d'accorder une indemnité au barreau du district de Québec pour la perte de sa bibliothèque par l'incendie du palais de Justice.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit que le gouvernement en a l'intention.

Bureau de cadastre de Vaudreuil

M. E. LALONDE (Vaudreuil): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'établir dans le comté de Vaudreuil un bureau de cadastre pour cadastrer les comtés de Vaudreuil et de

Soulanges, ces deux importants comtés se trouvant les seuls situés entre l'Ottawa et le Saint-Laurent et la ligne provinciale d'Ontario.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que les deux comtés de Vaudreuil et Soulanges seront cadastrés par le commissaire de la ville de Montréal. Le cadastre se fera dans le courant de l'année, mais si la chose n'avait pas lieu durant cette période, le cadastre se ferait aussitôt que l'affaire se pourrait.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Oui, en temps et lieu. (Rires).

Adresse au lieutenant-gouverneur

Conservation du bois

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant les mesures adoptées par le gouvernement, conformément aux dispositions de l'acte 29 Vict., chap. 53, intitulé: "Acte pour pourvoir à la conservation du bois", et aux recommandations contenues dans le rapport du comité chargé de prendre en considération la question de la coupe des bois sur les terres publiques en date du 20 février 1868.

M. l'Orateur, avant que cette motion soit adoptée, je désirerais dire un mot de la loi sur laquelle je l'ai basée. En 1865, il a été passé en Parlement une loi intitulée "Acte pour pourvoir à la conservation du bois" (l'honorable député lit le préambule de la loi). Voici les quelques détails que renferme le bill.

La première section pourvoit à ce qu'une réserve de terres à bois soit faite dans chaque township; que cette réserve ne soit pas plus de un dixième et toutefois pas moins de un vingtième de la superficie de chaque township.

La deuxième section indique entre autres choses la manière dont cette réserve doit être contrôlée.

Je dirai que j'ai eu moi-même l'honneur de faire adopter cette loi. Je dois dire que si, d'un côté, j'ai eu des compliments au sujet de cette loi, d'un autre côté, on m'a souvent reproché de ne pas m'être occupé de la question. Je dirai là au contraire que je m'en suis occupé d'une façon pratique. Elle a été présentée deux fois devant la Chambre: la première fois en 1864 et la seconde en 1865, alors qu'elle fut finalement adoptée. Le simple fait qu'elle ait passé en Chambre ne m'oblige pas à donner les raisons pour lesquelles je la présentais alors et insistai sur son adoption. Cependant, M. l'Orateur, je ne puis me dispenser d'en exposer quelques-unes, parce que cette loi est devenue lettre morte; le gouvernement aura la complaisance, je

l'espère, de nous dire pourquoi. Un député, M. Geoffrion, a prétendu que la loi ne pouvait être mise en vigueur parce que, dans certaines parties, les cultivateurs n'avaient pas suffisamment de bois de chauffage et ne pouvaient, sans se faire dommages, aliéner ainsi une partie du domaine public dans leur arrondissement. Je mentionnerai en passant, M. l'Orateur, combien est grande l'incurie des cultivateurs généralement au sujet des terres à bois. Je dois ajouter que nous devons aussi profiter de la leçon que nous donne aujourd'hui notre négligence.

Je ressusciterai une lettre manuscrite datée de l'an 1720, c'est-à-dire sous l'administration du gouverneur M. de Vaudreuil. Un homme, dont malheureusement je ne me rappelle pas le nom mais qui a marqué cette époque, prévoyait ce qui arrive aujourd'hui. Cet homme prévoyant avait attiré d'une manière spéciale l'attention du gouvernement sur le déboisement de nos forêts; on lui avait répondu et on écrivit même en France que le bois en Canada était en quantités inépuisables et qu'il y en avait pour bien des années. Voyons ce qui arrive aujourd'hui. Pour les quelques cantons et bourgades de l'époque, les forêts du Canada, c'était l'immensité; mais aujourd'hui les choses sont bien changées. La population a augmenté prodigieusement; les usines de toutes espèces consomment énormément de bois; les nombreux chemins de fer en exigent, pour s'alimenter, des quantités incalculables et dévalisent le pays; ajoutez à cela l'exploitation croissante du bois de construction. Ne profiterons-nous donc pas de l'expérience que nous acquérons si chèrement? Continuerons-nous en 1872 de négliger et laisser disparaître nos principales ressources?

L'honorable commissaire des Terres de la couronne avait attiré l'attention sur ce fait; mais il a dit aussi qu'il avait trouvé des difficultés insurmontables pour guérir le mal, et qu'on devait laisser les choses aller leur train. Je ne suis pas de ceux qui ne trouvent invariablement que du blâme à jeter à la tête de leurs adversaires; c'est pourquoi je reconnaitrai que si l'honorable commissaire n'a pas dans son administration une intelligence hors ligne, du moins il a montré de la bonne volonté en travaillant à faire disparaître deux choses désastreuses pour le domaine de la couronne: l'incendie et le pillage. Le plus terrible des deux est l'incendie. Espérons que l'on réussira finalement à pallier à ses effets destructeurs.

Quant au pillage, je dirai ici qu'il y a un autre député que le commissaire des Terres de la couronne qui s'est occupé de la question. En 1867, je demandai un comité qui devait s'occuper de régulariser la coupe des bois et pourvoir à la conservation de nos forêts.

On a dit depuis que le comité n'avait absolument rien fait. Il est toujours pénible de rappeler des services. Cependant, pour rendre hommage à la vérité, je dois ici me résoudre à cela. Je dois dire que le rapport du comité en 1868, rapport que j'ai rédigé moi-même — j'é-

tais président du comité — que le rapport, dis-je, traçait au gouvernement une ligne de conduite qu'il lui a fallu suivre. Dans son rapport de 1869, le commissaire des Terres a l'obligeance d'y mentionner comme de son cru les suggestions du comité, sans en donner nullement crédit à qui de droit.

Le comité faisait dans son rapport plusieurs recommandations. La première de ces recommandations avait trait au pillage du bois de commerce sur les terres publiques. Elle vaut infiniment mieux que n'importe quelle loi que l'on adopterait à ce sujet. Le pillage du bois pourrait être empêché au moyen d'une surveillance peu coûteuse. Pour ceux qui connaissent ce que c'est que de voyager dans le bois durant l'hiver, il est bien connu que les pistes faites sur la neige restent longtemps. Chacun sait qu'il est impossible de sortir un seul billot du bois sans laisser derrière soi des traces profondes. Une fois sur le bord de la rivière, les billots n'y peuvent être jetés, attendu que la rivière est prise en glace: il faut donc que les dilapidateurs attendent au printemps pour expédier leur bois. D'ici là, ils ont le temps d'être pincés cinquante fois. Un seul homme qui s'entend à voyager dans le bois peut parcourir en peu de temps un circuit considérable. Là où les territoires sont très étendus, le gouvernement pourrait donner des aides au surveillant. On me signalera comme objection à ce système les endroits éloignés dans l'intérieur. Je dirai que la besogne y sera plus facile au surveillant, vu que moins il y a d'habitations dans un endroit moins les pistes et les billots ont de chances de disparaître.

J'ai moi-même l'expérience de la chose et l'honorable député de Saint-Maurice a bien voulu y faire allusion l'année dernière, en disant que le procédé était pour le moins économique. Que le gouvernement l'essaie.

La deuxième recommandation faite par le comité a rapport au gaspillage de l'écorce de pruche. C'est une question de la plus haute importance. Le comité a recommandé au gouvernement l'imposition de droits de sortie sur l'écorce de pruche exportée aux Etats-Unis. Tant que ce droit n'existera pas, l'écorce de pruche sera exportée aux Etats-Unis où nos cultivateurs la vendent à meilleur profit qu'ici. La question de l'imposition de ce droit a déjà été discutée dans cette Chambre, mais il paraît que le gouvernement, pour plaire à deux députés représentant des comtés voisins de la ligne 45, aurait refusé d'imposer ce droit.

Le comité a recommandé en troisième lieu la répartition des terres de la Couronne en deux classes: celles propres à l'agriculture et celles propres à l'exploitation du bois de construction. Le gouvernement s'est conformé dans une certaine mesure à cette suggestion.

Voici maintenant la quatrième recommandation du comité, c'est la plus importante. Les terres publiques sont les ressources capitales de la province. Le comité a exprimé l'opinion que les permis de la coupe des bois ne devraient être

accordés que pour un certain nombre d'années, dix ou quinze ans par exemple, par le gouvernement, tout en veillant à ce que cela ne nuise en rien aux intérêts agricoles, et en obligeant les locataires de ces limites à en faire une exploitation judicieuse, raisonnable et active. Le gouvernement pourrait exiger des exploitants des droits plus élevés. Il y avait autrefois une condition onéreuse, à savoir: chaque marchand de bois ou possesseur de limites qui ne coupait pas, dans un certain temps fixé, 20 billots sur chacun des milles de son domaine devait payer des droits très élevés. Il arrivait à tout coup que ces marchands de bois se tenaient simplement dans les bornes de la loi, ne faisaient couper que vingt billots comme susdit, et laissaient le restant du bois pourrir. La seule manière de remédier à cet abus est la recommandation du comité. La perspective pour l'exploitant de jouir quinze années durant de quelques acres de terres à bois le porte à l'exploiter activement, à y faire des chemins, enfin à améliorer le terrain de toutes façons.

Le comité recommandait, cinquièmement, que les droits sur la coupe des genoux et autres bois de construction maritime devaient être enlevés. Les droits sur ces bois contribuent énormément à déprécier l'industrie de la construction des navires. Il y a quelques années, il y avait pendant l'hiver plusieurs dizaines de navires en construction à Québec. Aujourd'hui, c'est à peine si l'on en compte une demi-douzaine sur les chantiers pendant cette saison.

Je dois reconnaître, M. l'Orateur, avant de terminer, que le gouvernement non seulement s'est rendu à la suggestion du comité de fixer les permis de coupe de bois à quinze ans, mais même aussi qu'il les a portés à vingt ans.

J'espère que de l'autre côté de la Chambre on ne continuera pas à prétendre au monopole du patriotisme et du désintéressement, et qu'on aura la générosité de reconnaître que l'opposition se compose aussi d'hommes honnêtes, consciencieux, pénétrés de leurs devoirs, et dont le premier des soucis est de travailler à la prospérité des intérêts du pays.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Est d'avis que la suggestion du comité au sujet des réserves n'est pas convenable pour tous les townships pour le présent; mais ce sera une mesure de prévoyance pour l'avenir. Quant à l'incendie et au pillage des bois, ce n'est pas aussi facile que le comité le croit de faire disparaître ces deux fléaux. La question offre des difficultés insurmontables. Le gouvernement est d'opinion de faire des réserves de bois de chauffage sur des terrains peu ou point colonisables; et ces réserves seront vendues aux cultivateurs en telle ou telle quantité à titre absolu.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Commence ses remarques en réponse au commissaire des Terres en disant que la Cham-

bre ne doit pas être surprise si lorsque la voix de M. Fortin se fait entendre, celui qu'il a qualifié d'enfant perdu est tout à coup retrouvé. Il (M. T.) ne se sent pas du tout disposé à faire des compliments; il laisse ce soin à d'autres. D'ailleurs, il sait que le commissaire ne s'oubliera pas lui-même et que s'il lui arrive de faire quelque chose de bien et de parvenir à comprendre les affaires de son département, il sera le premier à annoncer la bonne nouvelle à la Chambre.

Pour lui (M. T.), il se contentera dans le moment de rapporter encore quelques faits pour prouver que nos forêts ne sont pas suffisamment protégées. Dans le cours d'une petite visite qu'il a faite dernièrement dans le comté de Montmagny, il lui a été facile de s'en convaincre. Le commissaire a eu le même avantage lorsque, il y a une quinzaine, il est allé amuser le comté par ses exploits d'un genre qui lui est propre. Il ne tenait qu'à lui d'ouvrir les yeux et de voir si les règlements du département des Terres sont observés. Il a dû aller chez l'un de ses amis politiques au Cap-St-Ignace puisqu'il s'agissait de politique; il a dû remarquer que cet ami construit des vaisseaux et qu'il en a construit les années précédentes.

Qu'il regarde dans son propre rapport (page 14 et 15) et il se convaincra que cet ami n'a pas payé de droits sur les courbes, les genoux, les merisiers et autres espèces de bois employées pour la construction des navires, à l'exception de 152 pièces de pin blanc formant en tout 3,144 pieds cubiques. Ce chantier est à la porte de la demeure de son ami, chez lequel il a dû arrêter et qui a dû attirer son attention sur le vaisseau qu'il construit en ce moment. Il (M. T.) n'entend pas dire que ce monsieur a trompé le gouvernement, car il peut avoir fait des arrangements qui ne sont pas à sa connaissance personnelle. C'est ce que le commissaire devra expliquer à la Chambre.

Il est un autre fait aussi porté à sa connaissance et qu'il peut prouver de suite par le témoignage d'une personne qui en a vu ce qu'elle rapporte et qui lui a donné la permission de se servir de son nom. (Cris de: Nommez, nommez!) Ce témoin est Ferdinand-Charles Bernier, du Cap-St-Ignace.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Fait quelques remarques.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Fait observer au commissaire, que, malgré le ton de modération qu'il (M. T.) a pris et conservé dans ce débat, voilà que déjà le commissaire s'échauffe pour se servir de l'expression dont il s'est servi dans une autre discussion. Qu'il reprenne ses sens, il n'est pas à bout de trouble. L'enquête que le commissaire promet se fera sur le compte de son prédécesseur, M. Beaubien lui-même. Ce M. Bernier dont il a donné le nom a vu couper et enlever le cèdre qui a servi à la construction d'une

immense et magnifique grange bâtie sur la terre de l'ex-commissaire. Une grande quantité de bois a été employée pour cette construction, et cependant dans le rapport du département des Terres pour 1871 et 1872, page 13, il n'est fait mention pour toute l'agence de Granville que de 15 morceaux de cèdre formant en tout 200 pieds cubes. Ce bois a été coupé à 15 ou 18 milles dans la profondeur des Terres du comté de Montmagny sur le domaine de la Couronne.

Le commissaire prétend que la protection des limites est impossible dans certains cas, et que c'est pour cette raison qu'il a vendu les limites dans la division de Rimouski. Alors, pourquoi nommer un agent forestier à raison de \$1,200 par année dans cette même division au moment où le gouvernement livrait ses terrains aux spéculateurs? La Chambre sait que cet heureux agent qui n'a ainsi rien à faire est l'ex-député du comté de Rimouski, M. Gosselin.

Le commissaire s'est imaginé avoir répondu aux remarques du député de Lotbinière sur les réserves de terres à bois. Qu'il se détrompe. Toutes les limites ou à peu près toutes les limites qu'il a vendues en octobre dernier font partie de townships arpentés; le commissaire a mentionné le fait lui-même dans un précédent débat, et aucune réserve de terres à bois n'a été faite dans ces townships. Faut-il être surpris d'ailleurs si le commissaire ne connaît pas une loi passée en 1865, puisqu'il ne connaît pas même son propre rapport de l'année? Pour mieux convaincre le commissaire de son ignorance, il se contentera de lui rappeler la demande qui lui a été faite dans l'intérêt du nouveau séminaire de Chicoutimi, demande qui a été refusée.

Le révérend monsieur qui s'est adressé au commissaire actuel lui expose qu'il est disposé à acheter d'un individu une terre, qu'il veut garder comme terre à bois, mais à la condition qu'il pourra en obtenir la patente. Le commissaire refuse. Le colon qui possède ce lot depuis plusieurs années ne l'a pas défriché, parce qu'il n'a de valeur que comme terre à bois. Comme tel le commissaire ne devrait pas l'obliger d'en perdre le prix par des défrichements qui auraient été de plus une cause de dépenses inutiles pour le colon. Avec ce pouvoir que la loi lui donne de réserver des terres à bois, il devrait donc se rendre à la demande du révérend monsieur qui lui offrait le paiement du lot en question. Dans tous les cas, il avait le droit d'annuler la vente, s'il persistait dans son erreur sur les conditions d'établissement, et il pouvait revendre le lot au révérend monsieur qui, lui, se serait arrangé avec le colon qui lui aurait ainsi fourni l'avantage d'avoir une terre à bois, chose très importante dans cette localité, pour son nouveau séminaire. Il (M. T.) connaît ce lot, il l'a visité l'automne dernier; c'est un terrain couvert d'une carrière de pierres à chaux sur presque toute son étendue et qui actuellement n'a de valeur que comme terre à bois.

Le commissaire assure que les limites ven-

dues l'automne dernier étaient enclavées dans d'autres limites et qu'il aurait été impossible de les préserver du pillage. Cette assertion est tout à fait inexacte. Il suffit de voir le plan qu'il a examiné lui-même au département des Terres pour s'en convaincre.

Le commissaire songe aux réserves qu'il pourra faire en 1888. Il est bien probable que son règne ne s'étendra pas jusqu'à cette époque. Mais que restera-t-il en 1888 sur ces limites? A-t-il, le commissaire, la bonhomie de croire que les propriétaires de ces limites, dont l'intérêt est d'exploiter tous les bois de quelque valeur qui s'y trouvent, vont lui conserver une partie pour lui donner l'avantage de faire dans 14 ans des réserves conformément à la loi que le député de Lotbinière vient de lui faire connaître?

Il termine en disant que la Chambre doit être plus que jamais convaincue que l'administration des terres de la Couronne est dans un état déplorable et que le commissaire, au lieu de se décharger sur les autres, doit se résigner à porter la responsabilité de ses propres fautes.

La proposition est adoptée.

Subsides

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Fait rapport que le comité auquel a été renvoyée la considération de la motion "Que des subsides soient accordés à Sa Majesté" a passé une résolution, laquelle est lue comme suit:

Que des subsides soient accordés à Sa Majesté;

L'HONORABLE J.-G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que cette Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution: Que des subsides soient accordés à Sa Majesté, et que lundi, le 13 janvier prochain, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel

M. G. LAROCQUE (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 35 Vict., chap. 29, pour incorporer la compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et pour autoriser ladite compagnie à se fusionner avec la compagnie de chemin de fer de jonction de Missisquoi.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Institution des sourds-muets de la province de Québec

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose,

selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'institution des sourds-muets de la province de Québec.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre s'ajourne à cinq heures vingt.

Séance du 19 décembre 1873

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à onze heures quinze minutes.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Chauveau, la pétition de la société de colonisation no 1, de la division électorale de Rimouski.

Par M. Mailloux, la pétition de la municipalité du village de Fraserville, comté de Témiscouata.

Par l'honorable M. le solliciteur général Chapleau, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montréal et des Laurentides.

Par M. Eddy, la pétition d'Edward Haycock et autres, de la cité d'Outaouais.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du maire, des échevins et citoyens de la cité des Trois-Rivières, et de The Women's Hospital, Montréal, demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De Edouard Bégin, demandant qu'il soit passé un acte autorisant la Chambre des notaires à l'admettre comme notaire, après examen.

Du révérend P. Pouliot et autres, de la paroisse de Saint-Gervais, et du révérend C.-S. Brochu et autres, de la paroisse de Saint-Magloire, tous du comté de Bellechasse, demandant respectivement la passation d'un acte pour détacher tout le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny et l'annexer à celui de Québec.

De la municipalité de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, demandant que les limites du village Sainte-Thérèse-de-Blainville ne soient pas étendues.

De Firmin-H. Proulx, de la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, demandant de l'aide pour "La Gazette des Campagnes".

Du révérend L. Provancher, demandant de l'aide pour la publication de "La faune entomologique en Canada."

De David Lessard, demandant que le geôlier de la prison commune du district de Beauce soit destitué, et que le pétitionnaire soit réinstallé à sa place.

De C.-V. Vease et autres, de Côteau Landing, demandant de l'aide pour faciliter la construction des parties des chemins de fer de jonction de Montréal et Ottawa, et de Côteau Landing et de la ligne provinciale, qui sont situées dans la province de Québec.

De "The Women's Hospital, Montréal", demandant une allocation annuelle.

De George Wakeham, de Québec, demandant de l'aide pour l'Asile Belmont.

Du révérend A. Thibault et autres, de la

paroisse de Chambly, demandant de l'aide pour l'Hôpital Saint-Joseph de Chambly.

De demoiselle Annie MacPherson, de Londres, Angleterre, et demoiselle Emma Gertrude Barber, de Knowlton, comté de Brome, demandant de l'aide pour "The Knowlton Destrubuting Home".

Des Soeurs de l'Asile de la Providence, Montréal, demandant de l'aide pour un Asile au Côteau Saint-Louis, paroisse de Montréal.

De l'Asile Finlay, Québec, demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De l'Asile des dames protestantes, Québec, demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

De la municipalité du township de Franklin, comté de Huntingdon, et du révérend F.-I. Paradis et autres, de la paroisse de Saint-Raphaël et autres lieux, comté de Bellechasse, demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Rapport de comités :

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition de la corporation du collège des Trois-Rivières, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve que les avis requis ont été donnés.

L'HONORABLE J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a nommé un sous-comité pour l'examen des livres, comptes et dépenses de cette Chambre.

Que le sous-comité a fait rapport à votre comité du résultat de son examen.

Que votre comité approuve ledit rapport marqué A, qui est ci-annexé, et demande à votre honorable Chambre de vouloir bien l'adopter.

A

Assemblée législative,
Québec, 18 décembre 1873

Au comité des dépenses contingentes

Votre sous-comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a examiné les comptes des dépenses contingentes de l'Assemblée législative, ainsi que les pièces justificatives qui les accompagnent, pour les treize mois écoulés au premier de novembre dernier, qu'il les a trouvés corrects et a été satisfait de la manière dont ces comptes sont tenus par le comptable de la Chambre.

Votre sous-comité désire attirer l'attention

du comité général sur la grande augmentation des dépenses de la Chambre durant les treize derniers mois.

Le montant des dépenses pour les différents services était de \$87,901.21, pour l'année écoulée au 31 octobre 1872, et celui des treize mois écoulés au 30 novembre 1873, de \$115,805.53, y compris l'augmentation des salaires accordée aux employés par la Chambre pour dix mois seulement de l'année dernière.

Les principaux items sur lesquels on trouve une augmentation sont les salaires des officiers, la papeterie, les impressions, la reliure et les services divers.

L'augmentation des dépenses d'impression et de reliure est certainement très frappante.

Votre sous-comité désire attirer l'attention des chefs des différents départements de la Chambre et de ses bureaux sur le haut montant qui a été payé pour annonces dans les journaux, ameublement de bureaux, frais de port et télégrammes.

Il devient nécessaire que ces départements soient surveillés, car on y remarque, chaque année, une augmentation graduelle des dépenses qu'on ne devrait pas y rencontrer à moins d'une nécessité absolue.

Votre sous-comité recommande qu'avant de faire aucun changement dans la disposition de l'édifice ou dans son ameublement, il soit fait par les chefs des départements une réquisition par écrit au commissaire des Travaux publics.

Votre sous-comité suggère aussi qu'il soit fait des recommandations au gouvernement fédéral pour que les droits de douane sur la papeterie et les livres importés pour la Chambre d'Assemblée soient remis, et que tous les documents parlementaires, rapports des départements, statuts, journaux et appendices soient transportés en toutes saisons de l'année, par le département des postes, franco.

J. G. Robertson,
P. Bachand,
N.-M. LeCavalier

Acte d'incorporation du collège des Trois-Rivières

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation du collège des Trois-Rivières.

Accordé.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose la deuxième lecture dudit bill.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Division d'enregistrement du comté de Rimouski

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Propose la deuxième lecture du bill concernant le registra-

teur et le bureau d'enregistrement de la première division du comté de Rimouski.

Il explique que ce bill a pour objet de permettre au registrateur de Rimouski, résidant à Matane, de pratiquer comme notaire. Depuis plusieurs années, cette place ne rapporte guère plus de \$200 par an; il est impossible qu'un homme puisse vivre avec cela.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Dit qu'il ne s'opposera pas au bill, pourvu qu'on ne l'établisse pas comme précédent.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): S'oppose à la seconde lecture du bill qu'il regarde comme un précédent dangereux. Il a souvent été démontré que le registrateur ne pouvait pratiquer comme notaire. A diverses reprises la chose a été prouvée d'une façon évidente devant le Bureau des notaires. Il s'oppose à ce que la Chambre légifère en faveur d'un seul individu, mais demande qu'elle adopte une loi générale à ce sujet.

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Consent à remettre à plus tard la deuxième lecture de ce bill.

Département des Terres de la couronne

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L. H. Holton), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de la correspondance entre le département des Terres de la couronne et la corporation de Lévis, au sujet d'un certain lot de grève octroyé par lettres patentes en date du 17 mars dernier à M. C.-W. Carrier; ainsi que copie des demandes adressées à différentes reprises par ladite corporation au gouvernement pour la concession dudit lot de grève à ladite corporation pour fin d'utilité publique avant l'émanation de ladite patente; aussi copie de la patente accordée par le gouvernement à M. C.-W. Carrier pour ledit lot et un état des paiements faits jusqu'ici par lui à compte du prix de vente dudit lot.

Cette question est importante; elle affecte les plus graves intérêts et les plus précieuses ressources du pays, et c'est pourquoi on ne saurait la traiter avec indifférence. Cette question comporte des conséquences affectant la ville de Lévis, ville importante, qui se développe, grandit tellement qu'en peu d'années elle sera la rivale de Québec.

La corporation de Lévis depuis longtemps demande au gouvernement la concession du lot de grève mentionné dans ma motion. D'année en année, elle a demandé cette faveur et d'année en année, on lui a répondu d'une manière défavorable. Il lit une lettre du commissaire des Terres, en date du mois de juillet

1872, disant que cela serait loué moyennant \$30 par année. Cette somme était minime et cependant le gouvernement, méconnaissant les droits de toute une population, a vendu ce lot à M. Carrier. Et au lieu de faire cette vente à l'enchère, on a vendu ce précieux lot de grève à vente privée, afin d'éviter la compétition pour favoriser un particulier. Cette manière de faire les choses, d'aliéner le domaine de la couronne, a pour but de faire bénéficier les amis du gouvernement au détriment de la province.

Je m'attends bien, comme de raison, que les ministres ne manqueront pas de me répondre qu'ils ne sont pas responsables des actes de leurs prédécesseurs. Mais quand on voit que tous les changements opérés dans le personnel du ministère se réduisent au remplacement de deux ministres, on a droit de tenir le ministère actuel responsable des ordres en conseil passés par le ministère précédent.

Pour revenir à ce lot de grève, la corporation de Lévis l'a demandé pour construire le débarcadère d'une ligne de bateaux traversiers, et l'on a méconnu sa demande pour favoriser un particulier. N'est-ce pas là une preuve de la mauvaise administration du gouvernement? J'espère que l'honorable commissaire des Terres verra à ce que tous les documents soient présentés à la Chambre.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Le gouvernement n'a pas la moindre objection à la motion de l'honorable député de Lotbinière. C'est une question à laquelle il est très facile de répondre. J'ai en mains la réponse documentaire et la voici:

(Il lit les documents se rapportant à cette affaire et il continue:)

La corporation de Lévis n'a donc jamais proposé d'acheter ce lot, mais seulement de le louer et le gouvernement a fixé le loyer annuel à \$30, avec stipulation que le bail serait révocable à volonté. M. Carrier a fait une proposition plus définitive: en juillet 1872, M. Carrier qui avait le loyer du lot, demanda à le renouveler, offrant et déposant \$1,000 et une rente de \$185 par année et s'engageant, par la stipulation de la patente, à établir une grande usine, de construire des quais et d'améliorer le lot, sous peine de certaines pénalités.

Il demandait à acheter ce lot de grève, contigu à ses terrains, pour y construire un quai et établir une fonderie, une fabrique d'instruments aratoires. La corporation de Lévis ne se montrant guère empressée à accepter la proposition du gouvernement, celui-ci acquiesça aux désirs de M. Carrier et lui vendit ce lot pour la somme de \$3,000. L'acte de vente renferme une clause résolutoire en vertu de laquelle le gouvernement reprendra ce lot si M. Carrier n'y construit pas un quai de 70 pieds de front, une fonderie et une fabrique d'instruments aratoires et s'il ne tient pas ce quai en bon ordre, ou charge aux navires qui le fréquenteront des taux plus élevés que ceux fixés dans le tarif accepté

par le gouvernement. Si ces conditions ne sont pas remplies, le gouvernement pourra reprendre le lot. D'un autre côté, si elles le sont, il est évident que la ville de Lévis, dont l'honorable député de Lotbinière prétexte les intérêts pour attaquer le gouvernement, n'aura qu'à se louer de cette transaction, qui nécessite la construction d'un quai très dispendieux et l'établissement de manufactures qui emploieront beaucoup d'ouvriers et mettront beaucoup d'argent dans cette localité.

L'honorable député a voulu insinuer que cette vente a été faite pour des motifs d'intérêt personnel et qu'il était de mon devoir de l'annuler. A cette insinuation, je répondrai que je ne suis pas responsable des actes de mon prédécesseur et que, dans tous les cas, cette vente ayant été dans l'intérêt de la ville de Lévis, on ne saurait la discuter en tant qu'elle a affecté les intérêts de cette ville et de la province.

D'ailleurs, il paraît qu'il est extrêmement difficile de contenter les honorables membres de l'Opposition. L'honorable député de Chicoutimi nous a blâmés d'avoir vendu des lots à la municipalité de Montmagny et voici maintenant l'honorable député de Lotbinière qui nous blâme de n'en avoir pas vendu à la corporation de Lévis. Le lot vendu à Lévis a été chargé au plus haut prix du tarif, adopté il y a longtemps, et les locataires étaient tenus par le contrat de vente de faire les plus grandes améliorations. Ce n'a été qu'à ces conditions que le gouvernement s'est départi des lots de grèves. Il remarque que la corporation de Lévis ne s'est nullement opposée à cette vente.

Quand nous faisons blanc, l'Opposition nous blâme, et elle nous blâme encore quand nous faisons noir. C'est son système.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Dit qu'il n'a pas critiqué la vente des lots de grève du côté de Lévis. De toute façon, il n'est pas fait mention de la vente de ce lot dans le rapport du commissaire des Terres.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Il n'y a rien de bien extraordinaire dans cela, vu que le rapport ne va qu'au 30 juin et que la vente a été faite tard dans le mois de juillet.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Said it made little difference about the date of sale. The gravamen of the charge lay in the fact of the sale having been in private, and all the negotiations between the purchaser and the vendor having been of a private character. It was just the differentialism between a community and an individual, and it was the duty of the Commissioner to see that the strict line of public right was not infringed upon. The present case showed that there had not been that consideration of the public interest they should expect, and the explanations they

had received from the Commissioner did not go to establish the justness of his position.

M. L.-N. LAROCHELLE (Dorchester): Je désire donner quelques explications sur cette affaire. Je ne tiendrai pas un long discours puisque je ne suis pas un grand orateur. J'énoncerai cependant quelques faits qui sans doute paraîtront acceptables.

Comme l'a dit l'honorable député de Lotbinière, la corporation de Lévis a demandé ce lot à plusieurs reprises; mais comme le gouvernement mettait pour condition à la vente de ce lot qu'on y ferait certaines améliorations, la corporation de Lévis ne pouvait pas accepter cette condition, et la vente n'eut pas lieu. Ce n'est pas le gouvernement qui a refusé de vendre ces lots, mais la corporation de Lévis qui a refusé de les acheter.

Au mois de juillet dernier, il a été formé, sous la présidence de M. Carrier, une compagnie pour établir une grande fonderie à Lévis et l'on a demandé la cession du lot de grève si nécessaire au développement des opérations de cette compagnie. Le gouvernement a vendu ce lot aux conditions qui ont été mentionnées, c'est-à-dire à condition que la compagnie construise un quai, établisse des manufactures, etc.

Maintenant, il est bien connu que des manufactures conduites par MM. Carrier & Cie sont une bonne fortune pour Lévis puisqu'elles emploient un grand nombre d'ouvriers et qu'elles donneront l'impulsion à l'industrie dans tout notre district. Actuellement, cet établissement fournit de l'ouvrage à près de deux cents ouvriers, tous Canadiens et résidant à Lévis, et la moyenne des salaires payés chaque semaine est d'environ \$1,000. Ces salaires se dépensent à Lévis.

Cet avantage pour la localité est si important que si M. Carrier avait voulu transporter son établissement à Québec, on l'aurait exempté des taxes pour une période de dix ans. Mais il a préféré rester à Lévis et poursuivre ses opérations dans cette localité pour l'en faire bénéficier, grâce à la cession du lot de grève que le gouvernement lui a vendu. Il a déjà commencé les améliorations exigées par son acte d'achat, améliorations qui lui permettront de faire tous les ouvrages en fer et en fonte requis pour les chemins de fer du Nord et de Lévis et Kennebec.

En réponse à l'honorable député de Lotbinière, je puis dire qu'il trouvera le prospectus de la compagnie dont M. Carrier est président dans les journaux du mois d'avril dernier et que la plus grande partie des actions ont été prises et payées.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Called the attention of the House to the fact that the Courts had long ago decided that holders of riparian property had in the eyes of law a preferential claim to renewals of leases over newcomers, and this was now a well

established principle, which gave to Mr. Carrier an undoubted preeminence over the town of Lévis. He agreed with previous speakers, while declining to go into the merits of the case, that the discussion, until the papers were brought down, was premature. It must be remembered, in talking of the immense value of beach lots, that they only acquired value by means of their proximity to great mercantile centres, and it happened that the lots in the vicinity of the greatest centres of the Province had been granted to Harbour Commissioners as in Quebec long before Confederation, and the Local Government had no control whatever over them.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Said that the Commissioner of Crown Lands was eternally trying to shift the responsibility for the acts of his Department upon his predecessor. He went into the question at great length, holding that if there was anything reprehensible to be found in the sale by the late Commissioner, it could have been reversed. He hoped a full and complete statement would be rendered.

M. P. GARNEAU (Québec-Comté): Said the matter was one upon which information could easily be given. The enterprise into which Carrier, Laine & Co., had embarked was a very important one for Lévis, and could only be carried on in the immediate neighbourhood of navigable water. It would increase the population and importance of Lévis, while opening up a new branch of manufacturing industry in this district. The proprietor, whose lease was expiring within two years, had made very liberal offers for its renewal, triple those of the municipality of Lévis, and it seemed plain that he had every right to get it, and that even had the system of public sale been adopted, he would have had it. He had the right to the first claim.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Hoped the people of Quebec would thank their Mayor for the manner in which he had spoken in favor of an act which rendered impossible the means of improving communication between the two cities.

M. P. GARNEAU (Québec-Comté): Retorted that the landing place at Lévis was a magnificent one, infinitely superior to that of Quebec, about which no complaints had ever been made, and that if there was any grumbling to be done it was by Quebec.

Adopté.

Chemin Taché

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Appuyé par le député de Berthier (M. L. Sylvestre), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant

Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant: 1. Le nom et la résidence de ceux qui ont acheté des lots de terre sur le chemin Taché, depuis la date de son ouverture jusqu'au 5 août 1873; les divers montants payés par chacun d'eux pour ces lots et la date des paiements; 2. Le nom et la résidence de ceux qui ont obtenu gratuitement des lots sur ledit chemin Taché durant la même période.

Adopté.

Rapport de l'arpenteur Casgrain

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Appuyé par le député de Beauce (M. C. H. Pozer), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie du dernier rapport fait par M. l'arpenteur Casgrain, sur l'exploration du territoire à travers lequel a été tracée la ligne du chemin de fer projeté de Québec au lac Saint-Jean.

Adopté.

Comité des comptes publics

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose que le député de Montmagny (M. F. Langelier), soit ajouté aux comités permanents des comptes publics et des bills privés.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): N'y voit aucune objection et demande qu'on ajoute aussi le nom du député de Montréal-Ouest (M. J.W. McGauvran) au comité des comptes publics.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Accepte. Il est ordonné que M. Langelier et M. McGauvran soient ajoutés au comité permanent des comptes publics. Il est ordonné que M. Langelier soit ajouté au comité permanent des bills privés.

Comté de Beauce

M. C. H. POZER (Beauce): Demande la permission d'introduire un bill pour annexer au comté de Beauce, une partie de la paroisse de Saint-Séverin pour les fins d'enregistrement et autres.

Accordé.

M. C. H. POZER (Beauce): Propose la deuxième lecture dudit bill.

Adopté.

Arpentage

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour confirmer l'arpentage de la ligne de division entre les cantons de Grantham et Upton.

Accordé.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la deuxième lecture dudit bill. Adopté.

Question de privilège

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Le public a déjà appris par les journaux l'assaut commis sur moi à Saint-Jérôme du Lac Saint-Jean le jour de la votation lors de l'élection dernière, assaut commis sans la moindre provocation de ma part, mais uniquement parce que le parti que je combattais savait que ma présence au poll de cette paroisse où je possède l'estime générale des habitants empêcherait les meneurs d'élection de faire valoir tous les moyens mis à leur disposition. Deux jours plus tard, j'étais assailli de nouveau à la porte même de la demeure de celui que j'avais opposé, par l'ingénieur de son moulin. Quelques jours après, un misérable, profitant des ténèbres de la nuit, venait jeter dans la fenêtre voisine de celle où est ma chambre à coucher une pierre pesant au-delà de trois livres et portant la marque de l'endroit où elle avait été ramassée. Cette pierre était couverte de goudron et a dû être prise au lieu où se fait le radoub des bateaux de l'établissement du grand propriétaire de Chicoutimi.

Pour mettre un terme à ces attaques contre moi et en prévenir de semblables contre mes amis, je crus devoir porter plainte devant le magistrat stipendiaire. Ce magistrat tint une enquête à Saint-Jérôme et constata qu'il y avait matière à un procès. Ce procès a eu lieu en février dernier. Pour prouver l'assaut, il y avait sur les lieux huit à dix témoins dignes de foi. Cependant l'avocat de la Reine, qui a été le premier à débiter des injures contre moi et qui désirait me faire encourir du trouble et des frais, me fit servir, ici à Québec où j'étais resté après la session locale en attendant la session fédérale, un subpoena pour aller comparaître à Chicoutimi où j'ai été obligé de me rendre.

A la suite du procès, j'ai rencontré à la cour l'avocat de la reine, M. Ernest Cimon, qui s'enquis du temps que j'aurais mis à descendre de Québec et des dépenses du voyage. Il a préparé sur ma réponse à ses questions, réponse qui contient l'exacte vérité, un compte qu'il m'a chargé d'aller présenter au greffier.

Ce monsieur m'a fait assermenter le compte en me demandant seulement s'il était correct, et je l'ai signé, mais sans lire la formule que l'on me dit contenir les mots "pauvre et nécessaire". Je demandai au greffier si j'avais bien le droit de recevoir le paiement de ce compte. Il me répondit: "Sans doute, tous les témoins sont payés dans ces sortes d'affaires". Je posai la même question au shérif auquel j'allai remettre ce compte; il me répondit que, dès lors que le compte était approuvé par l'avocat de la reine, j'avais le droit d'en toucher le montant.

Lorsque, dans le cours de l'hiver, j'eus occasion de lire les articles injurieux publiés sur mon compte à ce sujet, je pris des informations

auprès de personnes de la plus haute respectabilité et de théologiens éminents. Tous me répondirent que j'avais droit à ce paiement et l'on me cita plusieurs faits qui me rassurèrent complètement. Dans le temps même où j'ai comparu à Chicoutimi, il y avait là comme témoin dans une affaire criminelle un révérend monsieur qui a dû lui aussi être payé. Des membres de cette Chambre et plusieurs personnes de première respectabilité m'ont avoué ces jours derniers que chaque fois qu'elles avaient comparu comme témoins dans les cours criminelles, elles avaient été payées. Ceux qui ont fait un voyage à Chicoutimi en hiver savent ce que c'est qu'un semblable trajet, le compte que j'ai bien et dûment payé aux charretiers a été de \$20 pour aller et \$20 pour revenir, et l'item de \$10 pour frais de pension, logement, ne rencontre pas même les dépenses que j'ai réellement faites.

Je pourrais citer des témoignages de personnes bien haut placées pour prouver que mon caractère est loin d'être ce que le dépeint l'ignoble et vil papier que je laisse échapper en ce moment de ma main.

Dans la dernière élection, on m'a traité d'impie, de voltairien, on a tout fait pour détruire ma réputation, imitant en tout cet ancien député qui, vous devez vous le rappeler, Monsieur l'Orateur, pensionnait avec nous à Ottawa, et qui se vantait d'avoir vilipendé un adversaire politique, d'avoir détruit pour toujours sa réputation, ajoutant qu'en politique il n'y avait pas de conscience, que tout était permis; vous savez que je répondis alors à ce député que je ne pouvais croire qu'il fût sérieux en parlant ainsi.

Indigné de la conduite que l'on tenait à mon égard, un homme qui me connaît et capable de venger mon honneur outragé, m'écrivit la lettre que voici, avec permission de m'en servir publiquement, et cela sans que j'eusse en aucune manière ni directement, ni indirectement demandé le secours de ce monsieur.

Je vois, Monsieur l'Orateur, que l'on veut m'empêcher de revendiquer mes droits d'honnête homme, de venger non seulement mon honneur, ma propre dignité personnelle, mais aussi l'honneur et la dignité de cette Chambre.

Si j'étais coupable de ce dont on m'accuse, je ne devrais certainement pas occuper un siège dans cette enceinte.

L'individu qui, pour m'injurier, vient occuper dans la galerie destinée à la presse une place d'où j'aurais droit de l'expulser, croit-il que je vais le traduire à la barre de cette Chambre? Non, Monsieur l'Orateur, si je le traduis quelque part, ce sera là où sont ordinairement conduits les misérables de son espèce.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je n'ai pas l'intention, Monsieur l'Orateur, de donner l'importance d'un débat à l'incident soulevé par l'honorable député de Chicoutimi. S'il est quelqu'un qui devrait connaître la liberté dont la presse doit jouir dans

l'appréciation des actes des hommes publics, c'est bien l'honorable député qui remplit si souvent les colonnes des journaux de ses attaques violentes contre l'honorabilité des actes des ministres dans l'administration de la chose publique.

Malgré que j'aie été l'objet des insinuations les moins charitables, et souvent des accusations les plus malveillantes de la part des amis de l'honorable député, dans la presse, je n'ai jamais cru qu'il fût de la dignité d'un député de faire ici le procès des journalistes. Mais je dois rectifier un fait...

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Je me lève pour une question d'ordre; il n'y a rien devant le fauteuil; l'honorable député de Chicoutimi a donné une explication personnelle au sujet d'un article de journal, sans faire aucune motion.

L'ORATEUR: Le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau) ne peut pas parler ainsi puisqu'il n'a rien déposé devant la Chambre pour la saisir du problème. Il doit donc se limiter au sujet du débat.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le député de Chicoutimi-Saguenay n'a fait état d'aucune atteinte et on ne peut permettre à M. Chapleau de continuer ainsi à contretemps.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Avant que cette Chambre s'ajourne, Monsieur l'Orateur, je désire attirer son attention sur un fait qui contient toute la défense que l'honorable député a cru devoir soumettre à cette Chambre, en réponse à l'article dont il se plaint. Encore une fois, Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de me faire ici l'avocat de la presse, mais je tiens à constater que l'explication de l'honorable député est tout à fait inexacte quant à ce qui concerne les faits.

L'honorable député pose en victime, et la Chambre a entendu si souvent ce nouveau Jérémie pleurant sur les malheurs de son pays et sur les siens en particulier, que parfois en l'entendant et en le regardant on serait porté à croire qu'il est vraiment le martyr de la tyrannie administrative. Mais que l'honorable député me permette donc de lui dire qu'il se doit à lui-même une partie des misères dont il se plaint, qu'il se crée des maux imaginaires, et qu'il se rend malheureux, en venant, comme en ce moment, se défendre devant cette Chambre contre des accusations qui n'ont jamais été portées contre lui. L'honorable député pose aussi pour la vertu; en dénonçant les iniquités des ministres, il n'oublie jamais de faire retentir les échos du temple de ses protestations de désintéressement, de patriotisme et de profond respect pour la loi.

Le malheureux colon a toutes ses tendresses et chaque denier que l'administration laisse dépenser sans l'approbation de l'honorable dé-

puté est un morceau de pain que le gouvernement arrache à la bouche de ces pauvres pionniers de la forêt. Mais qu'un journal ait l'audace de dire que l'honorable député se soit fait payer \$86 de frais, comme témoin dans une poursuite publique où il était intéressé comme plaignant; que pour se faire payer cette somme par le trésor de la province, il ait juré qu'il était "pauvre et nécessiteux", déclaration que le statut impose à ceux qui veulent se prévaloir de leur pauvreté pour exiger le paiement, qu'en face de cette déclaration sous serment, signée et assermentée par un homme dont la qualification légale doit être d'au moins 500 livres sterling, ce journal se soit demandé quelle était la valeur des affirmations, même sous serment, du député de Chicoutimi, alors l'honorable député s'enflamme, dénonce cette feuille au mépris public, et menace de toutes les rigueurs de la loi l'auteur de ce qu'il se plaît à qualifier d'infâme libelle contre sa personne.

Il est vrai que l'honorable député n'a pas cru devoir citer à la barre de cette Chambre le journaliste coupable qui a osé porter une telle atteinte à ses privilèges de député. Il a préféré se réserver son recours devant les tribunaux civils comme les humbles mortels, mais alors pourquoi a-t-il fatigué aussi longtemps la Chambre de ses amères récriminations? Au reste, M. l'Orateur, je ne veux pas entrer dans le mérite des excuses données par l'honorable député afin d'expliquer la malencontreuse position dans laquelle il s'est placé. Il importe peu à cette Chambre et à la province que le député de Chicoutimi ait retiré du trésor public une centaine de piastres, en jurant pour les obtenir, qu'il était "pauvre et nécessiteux"; l'honorable trésorier n'en sera pas plus embarrassé pour préparer son budget, et l'octroi libéral que nous donnons aux colons n'en sera pas affecté. Mais il est une chose qui touche plus que tout le reste à la sensibilité et à la dignité des membres de cette Chambre, c'est l'exactitude, la stricte vérité des déclarations que l'on doit attendre d'un collègue, surtout lorsqu'il s'agit pour lui de relever les atteintes portées à son caractère.

Résumons les faits:

L'honorable député se plaint qu'un journal l'accuse faussement d'avoir juré qu'il était "pauvre et nécessiteux" afin de retirer ses frais comme témoin dans une poursuite à la cour d'assise de Chicoutimi. Il répudie énergiquement cette accusation en disant, sur sa parole de député, qu'il n'a jamais fait telle déclaration sous serment, et que dans cette circonstance, il n'a que réclamé et reçu ses frais de voyage comme témoin. Puis, l'honorable député raconte qu'en effet il a touché une somme de \$86, dans une cause où il était plaignant, mais que jamais il n'aurait soupçonné que pour se faire payer ce montant il fût obligé de prêter serment qu'il était "pauvre et nécessiteux". Là-dessus, le député de Chicoutimi atteste ses dieux et proteste de son innocence. S'il n'en eût été empêché par cette Chambre, nous aurions dû

subir la lecture de maintes lettres de recommandation, certificats de bonne conduite et autres documents que les vertus les moins farouches peuvent facilement se procurer sans qu'il soit nécessaire pour cela d'être "nécessiteux". Malheureusement pour l'honorable député, "les écrits restent, si les paroles s'envolent" et j'ai en ce moment entre mes mains un document authentique qui ne s'accorde guère avec les déclarations dolentes de l'honorable député. J'en ferai part à la Chambre et je la prie de vouloir me donner toute son attention :

(Copie)

Canada, province de Québec.
District de Chicoutimi

Cour du Banc de la Reine ayant juridiction criminelle

Domina Regina vs. J.-M. St. Onge et al.
Sur accusation de délit (misdemeanour)

Compte de P.-A. Tremblay, écr., m.p.

Pour dépenses de voyage, déboursés pour pension et logement, et pour trouble et perte de temps, encourus pour rendre témoignage de la part de la couronne dans la cause ci-haut citée.

Dépenses réelles de voyage de Québec à Chicoutimi et retour, \$50.00

Trouble et perte de temps pendant 9 jours à \$4.00 par jour, \$36.00
total, \$86.00

P.-A. Tremblay étant dûment assermenté dépose et déclare qu'il est pauvre et nécessiteux, et que la somme ci-haut demandée pour dépenses de voyage, pension et logement, et pour trouble et perte de temps telle que détaillée dans le compte ci-haut est vraie et correcte.

(signé) P.-A. Tremblay

Assermenté devant moi,
ce 15 février 1873
(Signé) F.-R. Gosselin,
Greffier de la couronne

Reçu du shérif du district de Chicoutimi le montant taxé ci-haut.

(Signé) P.-A. Tremblay

Pour traduction de l'original.
(Signé) Gaspard Drolet
18 décembre 1873

Veillez croire, Monsieur l'Orateur, que je ne veux pas faire un reproche à l'honorable député d'avoir demandé et accepté quelques piastres pour ce qu'il croyait sans doute être une compensation raisonnable de ses dépenses et de la perte de son temps; mais au moins qu'il ne vienne pas nier audacieusement devant cette

Chambre qu'il l'ait acceptée et je me sers de ses propres paroles, à titre de "pauvre et nécessiteux". Quand j'entends un membre de cette Chambre ayant l'expérience et les connaissances de l'honorable député, venir s'excuser en disant qu'on ne lui a pas lu la déclaration qu'il a affirmée sous-serment, j'ai le droit de m'étonner et de faire part de ma surprise à la Chambre.

Il est vrai que l'honorable député a cherché à s'excuser en nous disant avoir consulté des légistes et des théologiens pour calmer ses doutes, et mettre sa conscience à l'abri. En nous faisant cet aveu, il semble oublier le vieux proverbe: "qui s'excuse s'accuse".

Je ne doute pas que l'honorable député, après s'être aperçu de son erreur, se soit empressé de l'effacer en faisant remise de la somme qu'il avait reçue, somme dont les "pauvres colons" se seraient si bien trouvés. Lui qui sait si bien lire entre les lignes lorsqu'il s'agit d'accuser un ministre de dilapidation publique, il oublie de lire, lorsqu'il s'agit d'assermenter et de signer une déclaration qui lui rapporte quelque profit et de signer en fermant les yeux, en ouvrant la main, pour recevoir quelques piastres d'un officier public. Voilà! M. l'Orateur, l'austère vertu du député de Chicoutimi.

Pourtant, Monsieur l'Orateur, si je voulais être pour l'honorable député aussi inexorable qu'il est pour nous, je me permettrais de lui demander d'abord si sa résidence est bien à Québec ou à Chicoutimi.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Chicoutimi.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Comment se fait-il que dans son compte assermenté l'honorable député se fasse payer \$50 pour son "voyage de Québec à Chicoutimi et retour".

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Pendant l'hiver je demeure à Québec.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Mais, alors, si l'honorable député réside ici l'hiver, que signifie l'item porté au compte de cette Chambre, pour frais de voyage de Québec à Chicoutimi, réclamé et reçu par lui comme député? L'honorable monsieur serait-il allé après la session résider à Chicoutimi, et serait-il revenu à Québec avant d'être appelé comme témoin dans la cause en question?

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Non.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Le petit trajet de Chicoutimi à Québec a donc été payé au méticuleux député:

Primo, par la province de Québec comme "mileage" de 1872.

Secundo, encore par la province de Québec sous forme de taxe d'un témoin "pauvre" et "nécessiteux".

Tertio, et ici nous quittons la province de Québec par La Puissance du Canada, comme "mileage" du député fédéral de Chicoutimi pour la session de 1873.

Pauvres colons, où étiez-vous donc!

La Chambre voudra bien excuser ces détails qui me répugnent, et elle admettra que ce n'est pas ma faute, si je suis obligé de suivre l'honorable député sur ce terrain. Je ne voulais que constater quelques faits et je les laisse à la méditation de l'honorable député et à l'appréciation de la Chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Invoque le règlement et demande ce qu'il y a devant la Chambre.

L'ORATEUR: Rien. Le député de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay) n'a pas cru faire une proposition relative à ses explications.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Je regrette de voir cette discussion prendre une pareille tournure. J'ai déjà protesté et je proteste encore contre l'habitude malheureusement trop fréquente de transporter ici des querelles qui devraient se vider dans la presse. La dignité et les usages parlementaires devraient nous apprendre que de telles discussions ne peuvent que rabaisser le niveau de nos délibérations. Nous n'avons à nous occuper que de ce qui se passe dans cette Chambre, et c'est bien à tort que l'on veut engager ici des luttes avec la presse que l'on est convenue d'appeler la quatrième puissance dans l'Etat. Je suis moi-même journaliste, Monsieur l'Orateur, et je me fais honneur de rompre de temps à autre une lance avec mes adversaires, mais je me garderai bien de confondre mes devoirs comme député, avec ceux des journalistes. L'honorable député de Chicoutimi ne méprise pas lui-même de descendre dans l'arène du journalisme; qu'il y reste donc pour combattre là ceux qui l'attaquent.

Il propose l'ajournement.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Monsieur l'Orateur...

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Adopté! adopté! la motion d'ajournement du député de Saint-Maurice.

La Chambre s'ajourne à deux heures et demie.

Séance du 8 janvier 1874

Sous la présidence de
l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quart.

Documente divers

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, Etats des affaires de l'Union Saint-Joseph de Lévis, de l'Association de l'asile Sainte-Brigitte, Québec, de l'asile de la Providence, Saint-Henri de Maschouche, et de l'Académie de musique, Québec, tous pour l'année 1873. (Documents de la session no 6.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Cauchon, la pétition de G. Dick et autres, de la province de Québec.

Par M. Lynch, la pétition de François D. N. Bastien et autres.

Par M. Garneau, la pétition d'Abraham Hamel et autres.

Par l'honorable M. Langevin, C. B., la pétition de Jean Côté, de la cité de Québec, et la pétition de Sa Grâce l'archevêque de Québec et autres, de la cité de Québec.

Par l'honorable M. Fortin, la pétition du conseil municipal des Isles-de-la-Magdelaine, comté de Gaspé.

Par M. Pelletier (Bellechasse), la pétition du révérend G. F. E. Drolet et autres, de la paroisse de Saint-Michel, comté de Bellechasse.

Par l'honorable M. Holton, la pétition de la compagnie graphique.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues:

De Edward Haycock et autres, de la cité d'Ottawa; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa (limitée)".

De O. Morrill et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du chemin de fer de jonction de Massawippi et du Grand Tronc".

De Hiram Mills et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Western Hospital of Montreal".

De la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montréal et des Laurentides; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la municipalité du village de Sainte-Thérèse-de-Blainville; demandant la passation d'un acte pour agrandir les limites de la dite municipalité.

Du révérend M. Tassé et autres, du comté des Deux-Montagnes et autres comtés; demandant qu'il soit pris des dispositions pour empêcher la dévastation des bois par les Indiens du Lac des Deux-Montagnes.

De la municipalité du village de Fraserville, comté de Témiscouata; demandant que le chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska soit transféré de Saint-Louis-de-Kamouraska audit village de Fraserville.

Du révérend A. Dufour et autres, de la paroisse de Saint-Lazare, du révérend L.-A. Proulx et autres, de la paroisse de Saint-Valier, et du révérend F.-J. Paradis et autres, de la paroisse de Saint-Raphaël, toutes du comté de Bellechasse; demandant respectivement la passation d'un acte pour détacher tout le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny et l'annexer à celui de Québec.

Du révérend M. Proulx et autres, de la paroisse de Saint-Tite, dans la seigneurie de Batiscan; demandant une remise des arrérages de rentes accumulés sur les terres de cette paroisse.

Du révérend J.-O. Archambault et autres, de la paroisse de Saint-Timothée, et du révérend L.-A. Beaudet et autres, de la paroisse de Sainte-Cécile, toutes du comté de Beauharnois; demandant respectivement de l'aide pour faciliter la construction des parties des chemins de fer de jonction de Montréal, d'Ottawa et du Côteau Landing et de la ligne provinciale qui sont situées dans la province de Québec.

De la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi; demandant un octroi.

De l'Orphelinat de Sorel, et de la corporation du collège de Sorel; demandant respectivement de l'aide.

De l'hôpital général du district de Richelieu; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Du révérend C.-Z. Garceau et autres, de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, comté de Nicolet; demandant de l'aide pour un chemin.

De la Société de colonisation numéro un de la division électorale de Rimouski; demandant de l'aide pour le chemin Taché.

Il est ordonné, que la pétition de la Compagnie graphique, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et cette pétition, demandant des amendements à son acte d'incorporation est reçue et lue.

Interpellations:

Bureau de cadastre
dans le comté de Montcalm

M. F. DUGAS (Montcalm): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'établir dans le comté de Montcalm un bureau de cadastre, pour cadastrer au plus tôt cet important comté.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Répond que le gouvernement établira un bureau de cadastre dès que ses moyens le lui permettront.

Lots gratuits dans le comté
de Montcalm

M. F. DUGAS (Montcalm): Demande si c'est l'intention du gouvernement de disposer à titre d'octroi gratuit d'un certain nombre de lots sur le parcours des chemins Coutu et Prévost, dans le comté de Montcalm.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Dit que c'est l'intention du gouvernement de mettre en force la neuvième section de l'Acte de service civil en plusieurs clauses, fixant le maximum et le minimum des salaires et la promotion des employés?

Salaire des employés civils

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Demande si c'est l'intention du gouvernement de mettre en force la neuvième section de l'Acte de service civil en plusieurs clauses, fixant le maximum et le minimum des salaires et la promotion des employés?

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que c'est en effet l'intention du gouvernement.

Expropriation de propriétés
à Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'indemniser les personnes qui ont perdu des sommes d'argent qui avaient été déposées dans le bureau du notaire de Montréal, pour l'expropriation de propriétés, dans la cité de Montréal.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que le gouvernement n'a eu encore aucune information sur le sujet, et qu'en conséquence il ne se sent pas autorisé à accorder aucune indemnité.

Lots impropres à la culture

M. F. DUGAS (Montcalm): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire des règlements en vue d'accorder des patentes à toutes personnes qui, ayant des terres impropres à la culture, ont payé pour ces terres les taux stipulés dans les actes de vente; et d'ordonner qu'à l'avenir tout lot impropre à la culture (d'après le rapport de l'agent local à la satisfaction du gouvernement) sera vendu sans conditions de colonisation, à un prix fixé.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): C'est l'intention du gouvernement de passer des règlements pour vendre comme terre à bois de chauffage les terres impropres ou partiellement impropres, aux colons ou autres, suivant la valeur du bois et sans condition de colonisation. Quant aux terres impropres ou partiellement

impropres à la culture qui ont été vendues avec condition de colonisation et sur lesquelles ces conditions n'ont pas été remplies, c'est aussi l'intention du gouvernement qu'il soit accordé des patentes comme terres à bois et sans conditions de colonisation, en faisant payer aux propriétaires la différence entre le prix de leur vente primitive et le prix fixé pour terres impropres à la culture, vendues comme terres à bois.

Administration de la justice dans la province

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Monsieur l'Orateur, conformément à l'avis de motion que j'ai donné, je propose qu'il soit nommé un comité de cette Chambre pour s'enquérir de l'administration de la justice dans la province.

Je vais expliquer brièvement le but de cette motion.

Il est bien connu de tous les honorables membres de cette Chambre qu'on porte depuis longtemps des plaintes graves contre l'administration de la justice. Et ces plaintes ne sont pas des plaintes individuelles; elles sont portées publiquement et de la manière la plus formelle; elles ne s'appliquent pas seulement aux membres qui composent le plus haut tribunal de justice de la province, mais aussi au fonctionnement des lois qui régissent l'administration de la justice.

Il faut remédier à ce mal si général et si bien senti et le but de ma motion est de recueillir les opinions des hommes les plus compétents, de s'enquérir des véritables causes de ce mal et d'aviser aux plus sûrs moyens d'y remédier. Les griefs contre l'administration de la justice et les lois qui la régissent en sont arrivés à un point tel que le Barreau de Montréal s'est réuni et a refusé de plaider devant la cour d'Appel; le Barreau de Québec, de son côté, a passé des résolutions pour se plaindre de l'état de choses actuel.

Les honorables députés savent que l'un des juges du district de Montréal m'a adressé une lettre dans laquelle il se plaint de la manière dont la justice est administrée et signale les défauts du système actuel. Sous ces circonstances, je suppose que les honorables députés trouveront qu'il est du devoir du gouvernement de préparer un projet et de le soumettre aux Chambres; mais je suis d'avis que la question qui vous est posée est une question spéciale et doit être traitée d'une manière spéciale. Toutes les réformes générales rencontrent toujours des opinions divergentes quant à la manière de les opérer, et cela est souvent cause que ces réformes ne produisent aucun résultat. On peut donc raisonnablement s'attendre à ce que toute tentative directe d'amender les lois de procédure devant les tribunaux ne réussisse pas si elle n'a pas le concours du Barreau et du Banc. C'est pourquoi je pense que la Chambre, qui repré-

sente toutes les nuances d'opinions légales et politiques, est le meilleur intermédiaire pour opérer cette réforme et arriver à des résultats permanents et avantageux. Et le plus sûr moyen d'arriver au but, c'est de soumettre la question à un comité composé des députés qui connaissent tout ce qui se rattache à l'administration de la justice.

Il est déjà démontré que ces comités sont très utiles pour arriver à la vérité en pareilles matières. C'est ainsi que sous l'administration de Sir Georges Cartier on a recouru à un semblable comité pour préparer une loi comportant des changements dans la manière de prendre les témoignages. Il est indubitable que le système alors en vigueur fut radicalement injuste et que ce changement a été un grand pas dans la voie du progrès; mais nonobstant ces modifications, l'ancien état de choses fut longtemps continué, grâce à l'opposition des juges au nouveau système.

Quant à la mesure que je veux présenter, je ne prétends pas dire qu'elle n'est pas capable de faire disparaître les griefs qui existent; mais je préfère appeler à mon aide un comité de la Chambre sur une question aussi importante et examiner les causes du mal dont on se plaint. On se rappelle qu'il y a quelques années, j'ai parlé des tribunaux d'appel intermédiaires. J'ai dit alors que la Cour de révision ne serait pas avantageuse à l'administration de la justice, mais une cause de troubles et de dépenses inutiles. Les événements m'ont donné raison. Cette cour a fait tomber l'administration de la justice dans le discrédit chez le peuple, et je suis heureux de voir qu'en présence de ce fait le Barreau de Montréal a accepté ma manière de voir et l'a exprimée en termes bien formels.

Il est bien facile de voir comment les tribunaux tombent dans l'estime du peuple. Un plaideur mécontent d'un jugement de la cour Supérieure soumet sa cause à la cour de Révision et appuie sa cause par le plaidoyer sur lequel il espère obtenir finalement jugement. Le procès devrait se terminer là, mais quand il est soumis à la cour de Révision il n'arrive encore qu'à une phase intermédiaire, pour être traîné ensuite devant la cour d'Appel et finalement devant le Conseil privé en Angleterre.

Maintenant, il arrive souvent qu'un plaideur qui a un gain de cause devant la cour Supérieure et la cour de Révision voie ses prétentions méconnues par la cour d'Appel; ou bien, encore, qu'un homme qui a été condamné par la cour Supérieure et la cour de Révision obtient jugement en sa faveur de la cour d'Appel. Parfois, aussi, un jugement rendu par la cour d'Appel, puis renversé par la cour de Révision, est confirmé finalement par la cour d'Appel. Ces variations dans les manières de voir et les décisions des tribunaux font perdre au public toute confiance dans l'administration de la justice et la discréditent.

Il est une autre chose se rapportant à l'administration de la justice qui, à mon avis,

constitue une grande lacune: je veux parler des rapports authentiques des procédés devant les tribunaux. Je pense que devant les cours de dernière instance, il devrait y avoir un officier compétent chargé de rapporter exactement chaque parole prononcée. Le discrédit dans lequel nos tribunaux sont tombés aurait été en grande partie évité si les opinions exprimées par les juges avaient été fidèlement rapportées et publiées dans les journaux. En Angleterre, on fait rapporter fidèlement et publier dans les journaux tous les procédés des tribunaux. Ces rapports sont lus par des milliers de personnes, et cette coutume a eu pour résultat d'élever le ton du banc et du barreau. Lorsqu'un juge ou un avocat sait que chaque mot tombant de ses lèvres sera publié et lu par des milliers de personnes instruites capables de signaler les erreurs et de critiquer les fautes, il est plus circonspect et plus soucieux de sa réputation.

Relativement au personnel du banc, il ne m'appartient pas d'en parler; la discussion de ce sujet se fera plus convenablement ailleurs. Cependant, je ne m'oppose pas à ce qu'il soit discuté en Chambre. Je pense même qu'il est tout à fait dans les attributions de la Chambre de discuter tout ce qui se rattache à l'administration de la justice.

Je propose donc qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. Ouimet, l'honorable M. le procureur général Irvine, l'honorable M. le solliciteur général Chapleau, l'honorable M. Laframboise et l'honorable M. Trudel; et M. Joly, M. Malhiot, M. Pelletier (Québec-Est), M. Gill, M. Lynch, M. Laurier, M. Langelier, M. Bachand, M. Gérin et M. Chauveau, pour s'enquérir de l'administration de la justice en cette province, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Les honorables députés des deux côtés de la Chambre ont dû écouter avec plaisir la discussion si à propos et si courtoise de l'honorable procureur général, et je suis convaincu qu'ils approuvent tous la motion qui nous est soumise. Tous doivent être convaincus que l'honorable procureur général veut faire tout en son pouvoir pour remédier à un mal qui est de notoriété publique. J'approuve donc la démarche de l'honorable procureur général et je lui demanderai seulement d'ajouter au comité l'honorable M. Laframboise, qui est un avocat de grande habileté.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): J'approuve cette motion en tant qu'elle peut remédier aux maux dont on se plaint, mais je crois qu'elle soulève des questions graves. J'aimerais à savoir jusqu'à quel point nous avons droit de faire cette enquête et de faire comparaître les juges. Ils ne sont aucunement responsables au Parlement local et on ne peut les soumettre qu'à un impeachment, ce qui est exclusivement du ressort du Parlement fédéral.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit que le député de Montmorency l'a devancé par ses remarques sur la motion. C'est une question grave de savoir si, dans l'ordre de référence de cette motion à un comité de la Chambre, il est dans les attributions du Parlement de s'enquérir de la conduite des juges, dans la vue de les déplacer. Ce serait peut-être travailler en vain, vu qu'un autre tribunal aura probablement à s'occuper des résultats de cette investigation. Si le comité devait être chargé de s'enquérir de l'administration générale de la justice, je l'approuverais hautement. Un très vaste champ serait ouvert. Dans tous les cas, la Chambre ne devrait pas se prononcer inconsidérément sur une question d'une importance aussi vitale pour le pays.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Remercie les honorables députés de leurs suggestions.

Le comité aura pour objet l'examen des déficiences de la loi affectant l'administration de la justice. Il serait inconstitutionnel de demander de faire le procès des juges devant un comité de cette Chambre. Mais on ne doit pas accepter comme principe que la Chambre n'a pas juridiction. Le Parlement est responsable de l'administration de la justice en cette province par les juges nommés par la Couronne; lorsque cette administration n'est pas satisfaisante, il est du devoir du Parlement, comme représentant le peuple, de s'enquérir des raisons de mécontentement et d'aviser aux moyens d'y remédier. Il est vrai que cette Chambre n'a pas le droit de faire de procès aux juges, — on ne conteste pas ce point — elle n'a pas le pouvoir de nommer, ni celui de démettre, mais elle a le droit de s'enquérir des déficiences qui se trouvent dans sa propre juridiction et de faire connaître au gouvernement fédéral l'état de l'administration de la justice dans Québec et de demander des changements et des améliorations. Le comité serait, en conséquence, l'instrument de la Chambre pour préparer les documents sur ce sujet, de la part du public.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Il se présenterait toujours des questions pour entraver les procédés. Si la Chambre adoptait la marche proposée, le comité devrait avoir instructions de se tenir dans les limites de la juridiction de cette Chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je ne me serais jamais imaginé qu'on pût faire de procès aux juges. Ce n'est pas la première fois qu'on a demandé au gouvernement de prendre ce sujet en considération, mais la réponse a toujours été que le gouvernement provincial n'avait pas le pouvoir d'agir. Je suis bien aise de voir que le gouvernement a pris l'éveil sur la gravité de la situation et qu'il est disposé à sauvegarder les droits et privilèges du public.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Dit que par la constitution, l'administration de la justice était laissée au gouvernement provincial, mais que l'administration était une bien faible prérogative si on ne pouvait atteindre les juges. Nous pouvons discuter les questions d'organisation, mais l'appel fait par le barreau de Montréal ne peut venir devant nous, car nous ne pouvons toucher aux juges.

Malheureusement, le Parlement fédéral ne peut intervenir s'il y a souffrance, car les juges nommés par la couronne sont inviolables, et il serait de la plus grande utilité pour le pays qu'il possède le même droit que le Parlement impérial.

Depuis longtemps le pays se plaint, il règne un sentiment universel de malaise, et malgré la voix de l'opinion publique les juges persistent à rester sur le banc. L'un est malade, l'autre sourd, un troisième est soupçonné, ce qui ne les empêche pas de se prétendre sains de corps et d'esprit et de demander comme condition de leur résignation une pension aussi élevée que leur traitement.

C'est la première fois depuis longtemps qu'on a entendu douter de l'intégrité et de la capacité des juges; le mal est grand, mais il faut espérer qu'en prenant toutes les mesures en notre pouvoir nous arriverons à quelque chose.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): L'importance de la question est la seule excuse qui m'autorise à parler encore. Il n'y a pas de doute sur l'esprit et le sens de la constitution. La Couronne a le pouvoir de nommer les juges; mais le pouvoir de les destituer est régi par les statuts, qui peuvent être amendés et modifiés par le Parlement canadien. Mais le gouvernement provincial et la Législature locale sont responsables de l'administration de la justice, et si le comité que je propose constate que les griefs proviennent de l'incapacité des juges, nous avons parfaitement le droit d'amener la question devant la Chambre, dont le devoir sera alors de faire des représentations au Parlement fédéral.

J'espère cependant que les circonstances ne nous obligent pas à soumettre cette partie de la question au comité, qui n'aura qu'à s'occuper des amendements aux lois de procédure, ce qui est tout à fait dans les attributions de la Législature de cette province. Si la loi qui régit l'administration de la justice est imparfaite, l'administration de la justice doit l'être aussi et les juges seront blâmés s'ils le méritent.

Quant à ce qu'a dit l'honorable député de Lotbinière, relativement au refus d'adresser une pétition au gouverneur général, je n'ai jamais eu cette opinion, pas plus qu'aucun de mes collègues dans le ministère. Il est des matières en dehors du contrôle de la Législature locale dont il ne convient pas de s'occuper; mais lorsqu'il s'agit de questions immédiatement sous le contrôle et la responsabilité du Parlement et du gouvernement local, notre devoir est évident et

nous avons un droit complet et indéniable d'agir.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande si le gouvernement a l'intention de donner au comité instructions de s'occuper de la conduite des magistrats stipendiés.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit que les fonctions du comité ne s'étendront pas aux magistrats de district.

La proposition est adoptée.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Accusations contre Edmond Blagdon

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous les papiers, documents et enquêtes se rapportant à l'accusation portée contre M. Edmond Blagdon, geôlier de la prison de Kamouraska, et la correspondance entre le gouvernement de la province de Québec et le gouvernement fédéral au sujet de la nomination dudit M. Edmond Blagdon comme gardien de phare.

Il dit qu'il ne fera aucune remarque sur ce changement singulier avant d'avoir obtenu les documents.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il n'a pas d'objection à fournir les documents demandés, mais qu'il n'existe pas de correspondance, au sujet de Blagdon, entre le gouvernement local et le gouvernement fédéral. De graves plaintes portées contre Blagdon avaient nécessité une enquête de l'inspecteur des prisons, mais avant la fin de l'investigation l'accusé envoya sa démission; ce n'est que dans la suite que le gouvernement fédéral l'a nommé gardien de phare.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Se dit surpris de cette coïncidence singulière, mais n'insistera pas avant la production des pièces.

La proposition est adoptée.

Aide aux chemins de fer

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Monsieur l'Orateur, avant que la Chambre s'ajourne, je voudrais savoir quand le gouvernement sera prêt à venir devant la Chambre avec sa politique de chemins de fer.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que lorsque M. le trésorier fera son exposé financier, probablement samedi, le gouvernement expliquera au long sa politique au sujet des chemins de fer. Le gouvernement est

prêt à transiger les affaires de la session, et pour les hâter, il est prêt à siéger le samedi. Il pense qu'à cause des événements politiques survenus, la Chambre désirait une courte session. Mais avant la prorogation, le gouvernement veut mettre de l'ordre dans les affaires du pays.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas qu'aucun des honorables députés de ce côté-ci de la Chambre n'est disposé à accélérer la marche des affaires. S'il vient des questions importantes sur le tapis, ils prendront le temps nécessaire pour les bien étudier.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J. G. Robertson), que lorsque cette Chambre s'ajournera demain, elle soit ajournée jusqu'à samedi prochain, à trois heures, p.m.

Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que l'entrée dans les journaux de cette Chambre, en date du 18 décembre dernier, pour que la Chambre se forme en comité le 13 janvier prochain, pour prendre en

considération les subsides à accorder à Sa Majesté, soit maintenant lue;

Adopté.

Et cette entrée étant lue:

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que cette entrée soit déclarée nulle.

Adopté.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que cette Chambre, samedi prochain, se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Cautionnements donnés
par les officiers publics

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Met devant cette Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur : état renfermant la liste des officiers publics du gouvernement de la province de Québec qui ont donné des cautionnements entre le 15 novembre 1872 et le 18 décembre 1873, en vertu de l'Acte 32 Vict., chap. 9, sec. 17, lequel est lu comme suit:

Etat des cautionnements donnés par des officiers publics au gouvernement de la province de Québec, entre le 15 novembre 1872 et le 18 décembre 1873, en vertu de la 32e Victoria, chap. 9, sect. 17

Nom	Emploi	Résidence	Noms des cautions	Résidence	Montant de Description cautionnement
Blondin, Louis-M.	Registreur, comté de Yarmaska	Saint-François-du-Lac	Citizens Insurance Co.	Montréal	4,000.00 Cautionnement
Darche, Eugène-S.	Greffier de la cour de Circuit, comté de Wolfe	Canton de Ham-Sud	Nap. Darche et Ed. Delorme	Canton de Ham-Sud	1,000.00 Hypothèque
Dubord, Alphonse	Agent des Terres de la couronne	Trois-Rivières	Napoléon Hardy	N.D. de la Visitation de Champlain	4,000.00 Hypothèque
Filion, Auguste-B.	Agent des Terres de la couronne	Arundel	Canada Guarantee Co.	Montréal	2,500.00 Cautionnement
Gagnier, Alexis-M.	Registreur, comté de Châteauguay	Sainte-Martine	Canada Guarantee Co.	Montréal	4,000.00 Cautionnement
Guévremont, Pierre	Shérif de Richelieu	Sorel	Citizens Insurance Co.	Montréal	2,000.00 Cautionnement
Gosselin, Fras.-R.	Protonotaire de Chicoutimi	Chicoutimi	Canada Guarantee Co.	Montréal	2,000.00 Cautionnement
Gosselin, Fras.-R.	Greffier de la cour de circuit de Chicoutimi	Chicoutimi	Canada Guarantee Co.	Montréal	600.00 Cautionnement
Health, John	Registreur, comté de Témiscouata	Saint-Jean-Baptiste de l'Île Verte	Vincelias Taché	Saint-Louis de Kamouraska	4,000.00 Hypothèque
Hubert, Papineau et Honey	Protonotaires de Montréal	Montréal	Citizens Insurance Co.	Montréal	4,000.00 Cautionnement
Hubert, Papineau et Honey	Greffiers de la cour de circuit, Montréal	Montréal	Citizens Insurance Co.	Montréal	600.00 Cautionnement
Lepage, J.-B.	Agent des Terres de la couronne	Rimouski	Citizens Insurance Co.	Montréal	4,000.00 Hypothèque
Lorimier (de) Louis-G. Labrière (de) Pierre-D.	Protonotaires conjoints	Saint-Hyacinthe			4,000.00 Hypothèque
Masson, Luc-Hyacinthe	Registreur, comté de Soulanges	Côteau Landing	Joseph-W. Parent, Frs Lande, Julien Giroux	Côteau Landing, paroisse de Saint-Zotique	4,000.00 Hypothèque
Migneault, Napoléon	Registreur, comté de Chambly	Longueuil	Canada Guarantee Co.	Montréal	4,000.00 Cautionnement
Mongeon, Fénélon-L.	Protonotaire	Iberville	Canada Guarantee Co.	Montréal	1,000.00 Cautionnement
Poisson, M.-G.-A.	Registreur, comté d'Arthabaska	Arthabaska	Canada Guarantee Co.	Montréal	4,000.00 Cautionnement
Roussille, Zéphirin	Shérif de Terrebonne	Sainte-Scholastique	Canada Guarantee Co.	Montréal	2,000.00 Cautionnement
Taché, Louis	Shérif de Saint-Hyacinthe	Saint-Hyacinthe			2,000.00 Hypothèque

Département du trésor,
Québec, 18 décembre 1873

Joseph Elliott,
Assistant-trésorier, P. Q.

Documents.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Met devant cette Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le rapport général du commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics pour la province de Québec, pour l'année expirée le 30 juin 1873. (Documents de la session no 4.)

Aussi, réponse à une adresse, datée le 17 décembre 1873, demandant copie de la correspondance échangée entre M. Gury, écuyer, et le conseil exécutif de cette province, concernant sa réclamation pour compensation des pertes par lui encourues par le dernier incendie du palais de justice de Québec. (Documents de la session no 13).

District judiciaire de Montmagny

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Propose, appuyé par le député de Charlevoix (M. A. Gagnon), la deuxième lecture du bill pour détacher les restes du comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny et l'annexer au district de Québec.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Croit que l'honorable député de Bellechasse devrait renoncer à l'idée de faire lire son bill une seconde fois. Le gouvernement ne peut pas consentir au morcellement des districts judiciaires et il ne voudrait pas établir un précédent dangereux. Quelques comtés peuvent avoir à formuler des plaintes fondées, mais il ne faudrait pas que le principe soit sacrifié pour des intérêts particuliers.

Il propose, appuyé par le député de Terrebonne (l'honorable J.-A. Chapleau), sous forme d'amendement, que le mot "maintenant" soit effacé, et que les mots "de ce jour en trois mois" soient ajoutés à la fin de la question principale.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il ne s'agit pas de principe puisqu'une mesure semblable à celle que demande l'honorable député de Bellechasse a déjà été adoptée une fois.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Deux fois.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): En effet, à deux époques différentes, la Chambre a adopté une mesure semblable sans que les ministres aient fait opposition et il serait fort singulier que le gouvernement ait changé d'opinion; quoi qu'il en soit, la Chambre maintiendra sa manière de voir.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que deux fois un bill dans ce sens a été adopté par la Chambre de Québec; à une session, il a été rejeté par le Conseil législatif et à l'autre, il a subi un amendement, auquel la Chambre a acquiescé, qui séparait seulement la

paroisse de Beaumont du district judiciaire de Montmagny.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Dit que depuis qu'il a l'honneur de représenter Bellechasse, il n'a cessé de demander la séparation de son comté du district judiciaire de Montmagny. Jusqu'ici, ses efforts ont été infructueux, mais il n'en cessera pas moins, tant qu'il siégera en Parlement, de renouveler la même demande.

Non seulement le comté de Bellechasse est unanime à demander la séparation, mais des personnes influentes du comté de Montmagny se sont prononcées dans le même sens.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Pense que M. Pelletier prend avec trop de zèle les intérêts de son comté aux dépens de ceux de Montmagny et L'Islet. Il a de son côté de nombreuses pétitions à présenter contre la séparation et il proposerait en conséquence que le bill soit renvoyé à six mois.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Dit que le député de L'Islet a grandement tort de le taxer d'égoïsme, que lui seul mérite cette accusation, car il est injuste de forcer les citoyens d'un comté à subir mille désagréments pour le bon plaisir de quelques officiels.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande que le bill soit renvoyé à lundi, afin de permettre à l'honorable député de L'Islet de présenter les pétitions dont il attend l'envoi, stipulant que s'il ne les pas reçues à cette époque, la Chambre procédera.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Refuse de consentir à de nouvelles longueurs. Il y a six ans que le bill est devant la Chambre et pendant tout ce temps-là, le député de L'Islet aurait pu présenter les pétitions dont il parle aujourd'hui. Il ne se paie pas de cet accommodement.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Mont-réal-Centre): Dit que la Chambre ayant déjà approuvé le principe du bill, elle entrerait en contradiction avec elle-même si elle s'y opposait. Il propose que le bill soit lu une seconde fois et discuté en comité lundi prochain.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Est d'avis qu'il est toujours dangereux de morceler des districts judiciaires et d'annexer telle ou telle partie d'un district à un autre. Il suivra en tout la conduite de son distingué prédécesseur dans le comté qu'il représente. Après avoir consulté les électeurs du comté de Montmagny, il a vu qu'ils étaient tous en faveur de la juridiction concurrente, c'est-à-dire que les électeurs du comté de Bellechasse pourraient obtenir justice soit à Montmagny, soit à Québec. Dans son opinion, c'est la meilleure ligne de conduite à adopter en cette circonstance. Il conseille au député de Bellechasse et à la

Chambre de prendre ce moyen terme. Il serait malheureux de forcer les électeurs du comté de Bellechasse à se rendre à Montmagny, ou bien de les contraindre de se rendre à Québec pour obtenir justice. Le plus sage est de les laisser libres de choisir entre les deux. La Chambre d'ailleurs, pour sa dignité et le respect d'elle-même, ne devra pas pousser l'inconséquence jusqu'à refuser aujourd'hui un bill qu'elle a déjà bien accueilli à deux reprises différentes. Il ne faut pas qu'elle vote tantôt affirmativement, tantôt négativement sur une question, parce que le gouvernement l'appuie ou la rejette; il ne faut pas qu'elle s'arrête à des intérêts de clocher, c'est de son devoir de n'envisager que l'intérêt général.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Fait remarquer que lorsque le bill est venu devant la Chambre à l'avant-dernière session, l'honorable M. Chauveau a invoqué les principes d'ordre public et parlé des dangers de morcellement des districts. La Chambre, il est vrai, a approuvé le bill, mais elle a adopté plus tard le compromis du Conseil législatif.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Insiste sur sa motion proposant le renvoi de la seconde lecture du bill à trois mois.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Oumet), que la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 9 janvier 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La Chambre s'ouvre à trois heures et quart.

Dépôts et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Bellerose, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Vincent-de-

Paul, et la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-François-de-Sales, toutes deux du comté de Laval.

Par M. Houde, la pétition des Soeurs de la Charité de Saint-Paulin, et la pétition des Soeurs de la Charité du couvent de Sainte-Ursule, toutes deux du comté de Maskinongé.

Par M. LaRocque, la pétition de Ashley Hibbard et autres.

Par M. Malhiot, la pétition d'Alphonse Dubord et autres, de la cité des Trois-Rivières.

Par l'honorable M. Holton, la pétition de la Compagnie du chemin de fer à passagers de Montréal.

Par M. McGauvran, la pétition de John Craig et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Verreault, la pétition du révérend L. Rousseau et autres, de la paroisse de Saint-Thomas, la pétition du révérend N.-J. Sirois et autres, de la paroisse du Cap-Saint-Ignace, la pétition du révérend A. Beaulieu et autres, de la paroisse de Saint-Pierre-Rivière-du-Sud, la pétition du révérend P. Girard et autres, de l'Isle-aux-Grues, la pétition du révérend H.-W. Couture et autres, de Saint-Paul-de-Montminy, et la pétition de O. Carbonneau et autres, de la paroisse de Berthier, toutes du comté de Montmagny, la pétition du très révérend J.-B. Thibault, V.G., et autres, de la paroisse de Sainte-Louise, la pétition du révérend F.-X. Delage et autres, de la paroisse de l'Islet, la pétition du révérend D.-H. Têtu et autres, de Saint-Roch des Aulnets, la pétition du révérend C. Galarneau et autres, de la paroisse de Saint-Cyrille, la pétition du révérend J.-B. Soulard et autres, des paroisses de Sainte-Perpétue et Saint-Pamphile, la pétition de Michel Fournier et autres, de Saint-Jean-Port-Joly, et la pétition de J.-B. Protteau et autres, de la paroisse de Saint-Aubert, toutes du comté de l'Islet.

Par M. Pelletier (Bellechasse), la pétition du révérend J.-M. Rioux et autres, de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland comté de Bellechasse.

Par M. David, la pétition de la nouvelle Compagnie du gaz de Montréal.

Par M. Méthot, la pétition du conseil de ville de la ville de Nicolet.

Il est ordonné, que la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul et la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-François-de-Sales, toutes deux du comté de Laval, présentées aujourd'hui, soient maintenant reçues et lues.

Et lesdites pétitions, demandant que le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à barrières de Terrebonne ne devienne pas loi, sont reçues et lues.

Il est ordonné, que la pétition de la Compagnie du chemin de fer à passagers de Montréal, présentée aujourd'hui soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant que la clause 237 du bill pour réviser et refondre la charte de

la cité de Montréal, et les divers actes qui l'amendent, ne devienne pas loi, est reçue et lue.

Il est ordonné, que la pétition d'Alphonse Dubord et autres, de la cité des Trois-Rivières, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant un acte d'incorporation sous le nom de la "Congrégation de Notre-Dame des Trois-Rivières" est reçue et lue.

Il est ordonné que la pétition de John Craig et autres, de la cité de Montréal, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant que les amendements demandés par la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal ne soient accordés qu'à de certaines conditions, est reçue et lue.

Il est ordonné que la pétition du conseil de ville de la ville de Nicolet, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite ville, est reçue et lue.

Il est ordonné que la pétition d'Abraham Hamel et autres, présentée hier, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin de fer de Québec au Lac Saint-Jean, est reçue et lue.

Rapport de comités

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés:

Du révérend J.-T. Lasnier et autres, de la paroisse Sainte-Cécile, comté de Beauharnois; demandant que le village de Sainte-Cécile, ou Valleyfield, soit incorporé comme ville, sous le nom de la ville de Salaberry.

De la compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De l'Association des dentistes de la province de Québec; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De James Carrel et al., de la cité de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Quebec Provincial Poultry Society."

Du maire, des échevins et citoyens de la cité des Trois-Rivières; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De O. Morrill et al.; demandant un acte d'incorporation sous le nom de compagnie du chemin de fer de jonction de Massawippi et du Grand Tronc.

Quant à la pétition de la Compagnie graphi-

que, demandant des amendements à son acte d'incorporation, votre comité trouve que les avis ne datent que du vingt décembre dernier; cependant, comme les demandes ne concernent que les actionnaires eux-mêmes, votre comité considère que les avis sont suffisants.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a fait à chacun un amendement, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, Alphonse Guy, comme notaire.

Bill pour incorporer l'Orphelinat de Saint-Hyacinthe.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour permettre à la Compagnie graphique d'émettre du stock privilégié.

Accordé.

La seconde lecture en est ordonnée pour demain et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Association des dentistes de la province de Québec.

Accordé.

La seconde lecture en est ordonnée pour demain et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Incendie du palais de justice de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Fait rapport que le comité spécial chargé d'étudier le bill pour remédier aux pertes occasionnées par l'incendie du palais de justice de Québec, a fait plusieurs amendements au bill, lesquels il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Introduction de bills;

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la ville de Salaberry.

Accordé.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières et les divers actes qui l'amendent.

Accordé.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Cham-

plain): Demande la permission d'introduire un bill pour faire disparaître toute incertitude concernant les limites de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand.

Accordé.

M. T. LOCKE (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de jonction de Massawippi et du Grand Tronc.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour détacher certains terrains de la municipalité du village de Richelieu, dans le comté de Rouville.

M. V. ROBERT (Rouville): Je désirerais avoir des explications sur la nature de ce bill.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Tout ce que je sais, c'est que ce sont des contribuables de l'endroit qui veulent être séparés de ladite municipalité.

M. V. ROBERT (Rouville): Monsieur l'Orateur, pour ma part, je connais quelque chose de l'affaire. Il s'agit de trois personnes qui, déjà séparées de la localité pour fins religieuses, voudraient s'en voir isolées pour fins municipales, pour vivre sur la pointe Saint-Mathias. Je suis d'avis qu'ils ne peuvent obtenir ce qu'ils demandent. Les terrains que ces personnes occupent sont déjà taxés d'une somme de \$7,000; c'est pour éviter de payer cette somme qu'elles veulent être séparées de la municipalité. Leur accorder ce qu'elles demandent serait établir un mauvais précédent; moi-même, Monsieur l'Orateur, je pourrais bien venir l'an prochain avec un bill du même genre pour m'exempter de payer une somme de \$1,400 pour une église. Je m'étonne que l'honorable premier ministre vienne aujourd'hui soutenir une doctrine qu'il combattait la veille. Il est aussi dangereux de morceler les comtés par fragments que de les prendre en bloc; le résultat est le même dans l'un ou l'autre cas.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le bill que je présente m'a été remis dans ce but, je ne pouvais refuser les pétitionnaires et toute objection sérieuse sera mûrement considérée par le gouvernement.

Je ferai valoir ces objections de la Chambre lorsqu'elle se formera en comité pour étudier le bill.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Pense que la Chambre n'établira pas sans hésitation un principe semblable à celui impliqué dans le bill, lorsqu'il existe surtout dans les statuts une loi pourvoyant à la division des paroisses. Il espère que le premier ministre donnera à cette question son attention la plus sérieuse.

Le bill est lu pour la première fois.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour annexer une certaine étendue du territoire du Saint-Maurice au district des Trois-Rivières, pour les fins judiciaires seulement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Pense qu'il serait utile d'amalgamer ce bill avec celui présenté pour la même fin par l'honorable député de Bellechasse.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Croit que son bill n'a pas d'analogie avec celui présenté par M. Pelletier pour l'annexion du comté de Bellechasse au district judiciaire de Québec. Le territoire du Saint-Maurice est couvert de forêts, la population y est clairsemée et on a toutes les peines du monde à y former un jury; il ne s'agit donc pas autant dans son bill d'adopter des moyens pour faciliter les plaideurs que de faciliter la bonne administration de la justice.

Le bill est lu pour la première fois.

Pétitions:

Il est ordonné que la pétition de la nouvelle compagnie du gaz de la cité de Montréal, présentée aujourd'hui et demandant que le bill pour incorporer la compagnie des consommateurs de gaz de la cité et du district de Montréal ne devienne pas loi, soit maintenant reçue et lue.

Loi électorale

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de cette province.

Le projet porte que les élections auront lieu simultanément dans tout le pays. Les qualifications restent les mêmes que par le passé, excepté en ce qui regarde les locataires qui devront payer un loyer annuel de \$30, et la propriété sera estimée d'après le rôle d'évaluation, afin de donner le droit de voter. La qualification des propriétaires est sur le même principe que celui proposé par le député de Shefford; les propriétaires sont divisés en trois classes, en divisions de ville, village et municipalité de comté. Il est à remarquer que la formation de la liste électorale est basée sur le rôle d'évaluation en force dans les municipalités et telle que révisée et acceptée.

Quoi qu'on puisse dire de la rigueur de cette règle, on devra se rappeler que le rôle une fois accepté ne devra pas être changé et l'on trouvera dans des cas d'élections contestées que le maintien d'une règle stricte de ce genre préviendra beaucoup de difficultés dont on se plaint en ce moment. L'identité des électeurs sera suffisamment établie par la comparaison de telles listes.

Dans la troisième partie du bill, les clauses principales et les plus efficaces des lois électorales de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick sont

calculées pour réprimer les menées corruptrices et assurer, autant que faire se peut, la pureté des élections. La mesure a été préparée avec le plus grand soin, de manière à rencontrer les exigences du pays et obvier aux lacunes des lois actuelles qui gouvernent l'élection des membres de cette Chambre. Elle n'est pas parfaite, mais il espère que la Chambre l'acceptera comme une mesure complète et efficace.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Je ne me lève pas, Monsieur l'Orateur, pour m'opposer à la seconde lecture du bill. Je suis loin de m'opposer à la seconde lecture du bill et j'espère que tous les membres de cette Chambre réuniront leurs efforts pour en faire une mesure aussi parfaite que possible. Il y a longtemps que la province demande une bonne loi électorale mettant un frein aux abus et réprimant la corruption et ce bill aura sans doute un effet heureux.

Cependant il m'est permis de différer d'opinion sur certains points du projet de loi. A mon avis, au lieu de restreindre le cens électoral comme le fait le projet de loi présenté, il faudrait l'étendre autant que possible et arriver, si c'est possible, au suffrage universel comme cela existe dans les provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse. Je demanderais que tout individu âgé de 21 ans ait le droit de vote, pourvu toutefois qu'il soit propriétaire d'un bien-fonds dans la circonscription électorale où il résiderait. Cela éviterait bien des contestations, disputes, chicanes, etc., et ensuite beaucoup de besogne aux experts chargés de vérifier si la propriété de tel ou tel individu a la valeur exigée.

Les employés, les commis, qui ont des salaires élevés, tous les gens d'éducation devraient avoir droit de vote. Quant au jour de la nomination, je suis d'opinion qu'il devrait être supprimé; c'est une source d'ennuis, de dépenses énormes avec un résultat parfaitement nul pour les candidats. Je suis heureux de voir que le bill présenté par le gouvernement cette année, diffère bien peu de celui que j'ai présenté l'an dernier; on le dirait calqué sur le mien; nous différons sur certains points, mais j'espère que nous finirons par nous entendre et que nous arriverons à avoir une loi aussi parfaite que possible.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je suis frappé de l'idée exprimée au sujet des commis et employés par mon honorable ami; je suis aussi heureux de reconnaître en passant tout le travail qu'il s'est imposé depuis plusieurs années pour faire une loi électorale aussi parfaite que possible et de voir que le bill du gouvernement diffère peu du sien. A propos des employés, commis et autres, je ferai une remarque. En Chine, pays où l'on sait que la civilisation n'a pas dit son dernier mot, pays si bizarre, si original, eh bien! en Chine, l'éducation prime sur la propriété. On donne les premiers emplois

publics, non pas à des grands propriétaires, mais aux gens qui se distinguent le plus par leur savoir et leur éducation. Je crois que, au Canada, nous avons à nous amender un peu de ce côté-là et que nous devrions nous rapprocher un peu plus de la Chine sous ce rapport. M'est avis, M. l'Orateur, que l'honorable premier ministre, en parlant de la qualification nécessaire pour être électeur, aurait dû aussi mentionner le cas de déqualification.

Les officiers publics d'une certaine catégorie déjà n'ont pas le droit de voter; je voudrais que tous les employés publics indistinctement fussent mis par la loi elle-même dans un état de neutralité en matière électorale. Les employés eux-mêmes devraient être les premiers à demander cette neutralité, véritable privilège qui les mettrait à l'abri des sollicitations et des menaces de certains chefs.

Le nouveau projet de loi dit que si le secrétaire-trésorier perd sa liste électorale, il ne sera passible que du coût de la liste. Monsieur l'Orateur, il me semble que lorsque l'on considère des embarras nombreux auxquels le secrétaire peut exposer tout un comté par la perte de la liste électorale, on ne peut avoir tort de dire que les punitions infligées au secrétaire-trésorier dans ce cas-là ne sont pas assez énergiques.

Plus loin on voit que les officiers de l'élection qui manquent à leur devoir seront condamnés à une amende de \$500 ou à 4 mois de prison.

La Chambre connaît l'importance des devoirs d'un officier-rapporteur. Une amende de \$500 pour punir les prévaricateurs n'est certainement pas suffisante. Le bill devrait décréter des punitions de nature à intimider tous ceux qui seraient tentés de léser quelques-unes de ces dispositions, inspirer de la terreur à tous.

La Chambre doit avoir assez d'intelligence pour comprendre qu'il est absolument nécessaire, pour prévenir tout délit électoral, de fixer des pénalités sérieuses, écrasantes.

Je regrette que le gouvernement n'ait pas aboli d'une façon radicale le système du double mandat, comme il l'avait promis à la dernière session. Il est vrai qu'un député au Parlement de Québec ne pourra plus siéger à Ottawa, mais nous aurons encore parmi nous d'honorables députés faisant partie du Sénat, si on n'adopte pas un bill pour compléter celui de l'an dernier.

A propos de la question de la nomination, je proposerais, pour éviter les désagréments de cette démonstration tout à fait inutile, que, huit jours avant la mise en nomination, quelques électeurs, deux, trois, quatre ou cinq, fassent une réquisition par écrit demandant telle ou telle personne comme candidat et déposent ladite réquisition entre les mains de l'officier-rapporteur.

Quant aux clauses 140 et 141 du bill au sujet des constables spéciaux, voici ce que j'en pense. Tout le monde sait parfaitement que l'on ne peut jamais compter sur des constables spéciaux. Nous en avons eu la preuve tout dernièrement encore, lors de l'élection de Québec-Est.

Si, lors de cette élection, l'officier-rapporteur n'eût eu à sa disposition que des constables spéciaux, certainement, il n'aurait pu en aucune manière contrôler l'élection, et les plus grands désordres auraient eu lieu. Je regrette que le gouvernement n'ait pas cru devoir mentionner d'autres forces pour protéger les élections et maintenir la paix.

Je ne crois pas, Monsieur l'Orateur, entrer dans les détails du bill, je ne me suis attaché qu'au principe du projet de loi. Le bill me paraît manquer de force et d'énergie pour empêcher les abus, et les officiers-rapporteurs, à mon avis, n'ont pas en main assez de pouvoirs.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): L'année dernière, à l'occasion d'un bill présenté par le prédécesseur de l'honorable premier ministre actuel, j'ai proposé, appuyé par l'honorable M. Chapleau, qui occupe maintenant une position beaucoup plus élevée, que ce qu'on est convenu d'appeler le vote intellectuel soit reconnu: que les étudiants âgés de 21 ans, les employés, les professionnels de l'Ecole Normale soient admis à voter. Il me semble, Monsieur l'Orateur, que le jeune homme étudiant en droit ou en médecine, ou autres professions qui a déjà dépensé énormément pour les fins de l'éducation, devrait avoir autant le droit de vote que le petit propriétaire d'un bien-fonds de la valeur de \$200 que l'on trame au poll, ivre et ne connaissant pas même les candidats. C'est à leur endroit une lacune qui a toujours existé dans la loi, une négligence qu'il faut réparer, et je m'étonne que l'honorable député de Shefford n'en ait pas fait mention dans le bill qu'il a présenté l'année dernière. J'espère que l'honorable solliciteur général, qui secondait ma motion l'année dernière, n'aura pas objection à l'appuyer cette année. Quant aux professeurs des Ecoles Normales, je ne tiens pas absolument à les faire entrer dans la liste, à moins que l'honorable premier ministre y tienne autant que son prédécesseur en office.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Observe que si la propriété peut se mesurer, être estimée à sa valeur précise, la mesure de l'intelligence, elle, est peut-être bien difficile à préciser. Il redoute que les étudiants soient pendant les élections la cause, comme à Paris, de désordres incontrôlables. Il se prononce contre la cérémonie de l'appel nominal. C'est une mesure de dépenses et de démoralisation. On a fini par comprendre que la proclamation était inutile et on l'a abolie. Faisons-en autant pour la nomination; son effet est nul pour les candidats. Elle oblige les électeurs de certains comtés à parcourir inutilement de grandes distances pour assister à l'appel nominal. Décrétons que quelques jours avant l'appel nominal, quelques électeurs remettent à l'officier-rapporteur une réquisition demandant la mise en nomination d'un candidat. Il demande un tribunal judiciaire pour punir immédiatement les

actes de fraude ou de corruption. Quand l'électeur coupable saura que dès le lendemain il sera sévèrement puni, souvent il reculera devant l'acte criminel que, autrement, il aurait commis. Quant au moyen de prévenir la corruption, jusqu'ici il a été introuvable, et pour ma part, je ne lui ai pas encore vu le bout des oreilles, mais celui qui le trouvera aura rendu un grand service au pays. Il est un fait ignoble, c'est qu'en temps d'élection, on prend le pas sur le jugement dernier, les morts ressuscitent et votent. Il y a aussi dans certaines parties de la ville une masse de la population qui émigre et passe l'hiver à l'étranger. Eh bien, tous ces gens-là votent. Il faut travailler pour empêcher ces abus. Si la session est trop courte, alors le gouvernement devra nommer un comité qui s'occupera de ces détails. Il faut que la loi soit bien serrée dans ses mailles, afin d'empêcher, comme on dit en anglais, qu'on y passe avec une voiture à quatre chevaux. Quant au scrutin secret, si l'on peut arriver à un mode au moyen duquel le scrutin ne soit pas volé, très bien! mais jusqu'ici il a été prouvé que le scrutin exposait à de grands inconvénients; il est arrivé des abus à ce sujet tout dernièrement dans une élection au Nouveau-Brunswick. Le vote au grand jour peut toujours être contrôlé dans une certaine mesure.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Je suis opposé à la nomination, j'en ai vu les inconvénients dans les comtés de Chicoutimi et de Saguenay où les votants ont 150 milles, d'autres 90 milles à parcourir pour se rendre au lieu de l'appel nominal qui n'a généralement pour auditeurs que les voisins ou les ouvriers employés dans les chantiers de Chicoutimi.

Quant au scrutin secret, il donne souvent lieu à des fraudes. Chacun étant libre de préparer son bulletin peut en le pliant en deux, y renfermer un nombre considérable d'autres bulletins comme la chose s'est vue à l'élection de M. Renaud et plus tard à celle de M. O'Leary dans le Nouveau-Brunswick.

En examinant la mesure que je proposerai, la Chambre se convaincra que je supprime ces fraudes; du reste mon système est celui adopté en Australie et dans diverses colonies anglaises, et fonctionne d'une façon excessivement satisfaisante.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Le gouvernement n'a pas cru faire dans ce bill un acte parfait, il peut avoir des défauts de détail, il est ce qu'on peut attendre de la perfection humaine. Le gouvernement a cru faire ce qu'il y avait de plus complet; du reste, il sera prêt à recevoir toutes les suggestions lorsque le bill viendra en comité.

Il y a dans ce bill des clauses importantes; celle du scrutin secret par exemple. Ce système a ses défauts, il ne peut être utile pour le Canada; aux Etats-Unis où il est en vigueur, bien peu en sont satisfaits. Le scrutin secret

facilite les haines, les vengeances, les sourdes menées; au contraire, le vote libre est basé sur l'indépendance, c'est le seul qui convienne à un sol libre.

Quant à la nomination, je ne vois pas d'arguments assez forts pour la faire disparaître. On dit qu'elle est une cause de violence, c'est vrai parfois, mais on ne peut pas baser la loi sur un vice, on doit la baser sur l'intérêt général. Qu'on l'abolisse dans les grands centres où l'opinion publique se forme par la lecture des journaux, mais dans les campagnes éloignées des villes c'est autre chose, car elle permet aux candidats d'exposer leur programme aux électeurs et de leur parler des grandes questions du pays. La nomination est le champ clos où les candidats n'ont plus à s'occuper des questions de clocher, mais seulement des grands intérêts du pays.

Quant à la proposition de donner à un seul électeur le droit de proposer un candidat, elle est fort dangereuse, car elle permet aux intrigants de mettre des gens en nomination, dans le seul but de gêner la contestation. On verrait les aubergistes s'unir pour faire naître une candidature afin d'attirer les étrangers et de voir leurs établissements se remplir de buveurs.

Les pénalités, comme on peut le voir par une note en italique, au bas de la section 3, sont laissées en blanc; la Chambre les fixera lorsque le bill viendra en comité, et le gouvernement prendra toutes les mesures conjointement avec les défauts, afin de réprimer tous les excès.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Réprimera-t-on aussi l'ivrognerie?

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): C'est difficile, mais je voudrais qu'en temps d'élection l'ivrognerie soit réprimée par de sévères pénalités. Je voudrais aussi punir les insulteurs, lors de la nomination, en faisant toutefois une distinction entre les insultes et les interpellations quelquefois un peu vives, mais excusables à cause de l'excitation du moment.

Le dernier point est le vote de l'intelligence. Répondant à M. Gérin, je lui dirai que j'ai peut-être un peu changé d'opinion comme de position, mais je pense qu'il sera assez persuasif pour convaincre la Chambre, lorsque la mesure viendra en comité.

La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

Reprise de la séance à huit heures.

Le bill sur la loi électorale est lu une seconde fois.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Double mandat

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L. H. Holton), la deuxième lecture du bill pour établir des dispositions spéciales concernant la Législature de la province de Québec.

Je complimente le gouvernement de l'abolition du double mandat et j'espère qu'il ne fera pas d'opposition à ma mesure qui n'est que le complément de celle qu'il a laissé adopter sans opposition à la dernière session. Elle me privera de la présence de deux députés que depuis plusieurs années j'ai eu le plaisir de voir dans cette Chambre, mais la nécessité politique prime tout sentiment et je dois me résigner à me séparer de ces messieurs.

Le principal argument amené contre ce bill a été la crainte qu'il ne faut pas fausser l'expression de l'opinion publique; on a dit aussi qu'il fallait respecter l'opinion privée. Ceux qui ont soutenu cette opinion ont oublié la responsabilité de tout député au corps législatif. C'est un principe que le mandat est général, et non particulier; un député ne représente pas seulement un comté, il est en même temps mandataire de tout le pays.

Le bill qu'il soumet à la Chambre est destiné à compléter le premier bill présenté. Il est de fait que pour la Législature locale, il existe des lacunes. Un membre du Sénat peut siéger au Sénat et en même temps dans cette Chambre. Il est bien vrai que la clause du bill qu'il présente concernant cet état de chose le privera du plaisir de siéger en présence de certains députés qu'il voit devant lui; mais enfin, ne faut-il pas mettre de côté son intérêt et ses plaisirs personnels pour ne viser qu'à la prospérité générale du pays?

Il a été heureux, l'année dernière, de voir la bonne volonté du gouvernement à l'égard de son bill; il a pour sa part plus de confiance dans un gouvernement qui agit ainsi que dans tout autre. Et pourtant, s'il voulait adresser un reproche au gouvernement, il le pourrait, et ce reproche, quoique minime en apparence, est un de ceux que l'approche grossit.

Il a regretté de voir que des députés siégeant dans une autre Chambre n'étaient pas de son avis et de l'opinion d'une partie du ministère.

La même crainte pourrait exister encore; mais il espère cependant que cette année son bill ne sera pas la cause d'une crise ministérielle; que le gouvernement, dans une vacance aussi longue, a su méditer, réfléchir et s'entendre.

L'HONORABLE L.-H. HOLTON (Montréal-Centre): Suggère que cette mesure qui depuis

cinq ou six ans se trouve devant la Chambre et qui a été adoptée par elle l'an dernier, soit lue une seconde fois et renvoyée pour samedi à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Lorsque la question du double mandat se présenta, le gouvernement en fit d'abord une question ministérielle, mais après 1871 le gouvernement étant divisé d'opinion, il en fit une question libre, de sorte que les députés se trouvèrent laissés à eux-mêmes sans être obligés de soutenir le gouvernement et la mesure a été adoptée.

La Chambre s'étant prononcée en faveur de l'abolition du double mandat, le gouvernement s'y soumit, ce qui n'empêcha pas chacun de ses membres de garder son opinion sur la question. Quant à moi, je suis en faveur du double mandat, je voterai contre le bill de M. Marchand car je crois qu'on doit laisser au peuple le droit de choisir les hommes qu'il veut comme représentants.

Dans la crise que nous traversons au moment des élections générales, l'abolition du double mandat a fait sentir ses effets funestes et le Parlement de Québec se trouve menacé de perdre les lumières de députés estimés et utiles. Je crois que dans les circonstances actuelles le bill est fatal, car il met une digue aux libertés populaires.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il est assez curieux de voir un gouvernement faisant d'abord une question ministérielle d'un bill et venir ensuite un an plus tard en faire une question libre.

Il fera remarquer en passant que cette expression, libre, employée par l'honorable premier ministre, est malheureuse pour ceux qui ont voté avec lui; on croirait en effet d'après cette expression que le gouvernement fait de ses partisans d'espèces de mercenaires qui ne peuvent se permettre une opinion. L'expression "ouverte" eut été plus satisfaisante pour l'autre côté de la Chambre.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): C'est ce que je voulais dire; mais cependant si l'honorable député a besoin de cette expression pour défendre sa cause, je la lui laisse.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'accepte l'expression "ouverte", et je vais avoir l'honneur de prouver à l'honorable premier ministre qu'il me reste assez d'arguments pour ne pas accepter la liberté qu'il me donne.

Le ministère laisse cette question ouverte après en avoir fait une question de confiance ou de non-confiance.

Quelle peut-être la cause d'une telle conduite? Il en trouve la raison dans le fait que le gouvernement se voyant en minorité, se crut battu. C'est alors qu'il se chargea de prendre

soin du bill, avec la sollicitude d'une mère. Il fit tout en son pouvoir pour le rendre le plus beau possible; il présenta des amendements, corrigea, suggéra un grand nombre de clauses. Nous ne savions pas alors que le gouvernement embellissait ce charmant bébé pour avoir ensuite plus tard l'occasion de l'étouffer dans une autre Chambre, et si nous eussions connu ce fait, certainement que notre compassion eût été grande. Mais nous avons eu pour consolation la certitude que si le gouvernement eût bien compris la solidarité de ses ministres, il ne l'eût certainement pas fait étouffer plus loin. Il ne doute pas que l'honorable premier ministre soit encore décidé à en faire une question ouverte cette année.

L'honorable premier ministre nous accuse de vouloir mettre une barrière à la volonté populaire. Comment se fait-il qu'à 9 heures du soir l'honorable premier ministre vienne nous faire ce reproche, et qu'à 5 heures cet après-midi, il présentait un bill renfermant des clauses qui doublent ces barrières? Par les dispositions de son bill, n'empêche-t-il pas des centaines d'individus d'exercer cette volonté populaire? Qu'il remarque bien que ce n'est pas de la critique qu'il fait contre son bill. Il l'accuse seulement de lancer à son ami, le député de Saint-Jean, une accusation qu'il se permet à lui-même.

En 1871, quand ce même député de Saint-Jean présenta cette mesure, l'honorable M. Chauveau, alors premier ministre, proposa, appuyé par le procureur général Ouimet... ce doit être l'honorable premier ministre aujourd'hui?

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): C'est le même.

L'HONORABLE H.-G. JOLY (Lotbinière): M. Chauveau proposa donc, comme je le vois dans les journaux de la Chambre, que le bill fût renvoyé à six mois. Le gouvernement remporta par six voix. En 1871, cette question est ministérielle parce que le gouvernement a cinq voix de majorité; en 1872, c'est une question ouverte, parce que le gouvernement a la perspective d'avoir neuf voix de minorité.

Rien ne prouve à l'honorable premier ministre que le double mandat soit un inconvénient. Il suffit de prendre le premier exemple venu pour prouver le contraire.

L'hiver dernier, lors de l'incendie du palais de justice, ici à Québec, une session était presque indispensable. Le Parlement fédéral était obligé de se réunir à peu près dans le même temps que le Parlement local, ce dernier dut céder la place. On comprend facilement quelles sont les dépenses encourues par cette convocation inutile, qui ne coûte pas moins de \$150,000.

Jamais le Parlement n'avait eu des questions aussi sérieuses devant lui, le gouvernement devait exposer sa politique des chemins de fer qui doit assurer une ère de prospérité pour la province, et cependant le Parlement va peut-

être se voir forcé d'ajourner à cause des élections générales qui le privent d'un grand nombre de ses membres.

On voit les conséquences déplorables du double mandat et combien il est triste qu'on ne l'ait pas aboli plus tôt.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said he did not think that the Honourable Premier had given sufficient reasons for his opposition to the measure of the Member for St. John, nor had he shown that he was aware of public sentiment on this question, and went on to argue that the measure would be improved by the introduction of a clause abolishing the qualification of candidates. The question must be regarded as one which had been settled at Ottawa. As to interference with the liberty of choice, he did not think that in view of such a determination there could be no such thing. Of course there would be many able and effective Members who had done much, and who possibly would do more in the future, but their places would be filled and the House would get along without them. He would like to see the Government able to carry the session on until the policy on railways had been carried out.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Se déclare surpris d'entendre des députés parler encore en faveur du double mandat. On nous disait autrefois que les deux parlements ne siégeaient pas en même temps, que les élections ne se feraient pas ensemble, mais les derniers événements nous ont montré tous les désavantages du double mandat.

Bon nombre de députés vont nous quitter pour s'occuper de la lutte électorale, nous nous trouvons privés ainsi de collègues estimés et nous sommes dans l'impossibilité de légiférer utilement. Je pensais qu'il n'y avait plus un seul partisan du double mandat et que plus que jamais on comprendrait qu'il y avait des inconvénients si nombreux qu'il fallait l'abandonner.

Si nous devons être considérés comme autre chose qu'un jouet entre les mains d'un autre pouvoir, il nous faut coûte que coûte l'indépendance, et il ne faut plus que des députés viennent siéger à Québec lorsque le Parlement fédéral leur en donne le loisir.

Il ajoute que le député de Lotbinière n'a pas le droit de lire un texte en faisant son discours.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Puisque la question est soulevée, je demande à l'Orateur de trancher cette question une fois pour toutes.

M. L'ORATEUR: A la rigueur, le règlement interdit de lire des livres ou journaux dans les débats, mais la pratique veut, depuis plusieurs années, que l'on puisse lire des citations pour vérifier ou appuyer un argument.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Est d'avis que si le double mandat n'eut

pas été aboli dans l'Ontario et qu'il ne le fut pas ici, l'argument qu'on fait valoir que les sessions peuvent être convoquées en même temps n'aurait plus sa raison d'être; car alors on saurait s'entendre.

On a cité l'exemple d'autres pays.

Il ne faut pas réfléchir bien longtemps pour se convaincre que la comparaison n'est pas possible, notre province se trouvant dans une condition exceptionnelle. La diversité des nationalités qui existent dans le pays est une raison pour conserver le double mandat.

Les affaires du Parlement local requièrent autant de compétence que le Parlement d'Ottawa. Le nombre des fortunes est limité dans ce pays et l'apprentissage politique est coûteux: un homme doit y consacrer sa vie afin d'en devenir maître. En abolissant le double mandat, la province se privera des services de ceux qui préféreront le plus grand horizon d'Ottawa. Par la connaissance qu'ils ont acquise dans le Parlement local, ces hommes peuvent ensuite mieux défendre nos intérêts à Ottawa: c'est ainsi que la province fut épargnée du fardeau de la dette que certains voulaient rejeter sur cette province.

Si un grand nombre de députés ne fût pas venu travailler dans cette Chambre à se former aux affaires, ces députés, dans d'autres lieux, n'auraient peut-être pas rendu les services que leur doit le pays. Il arrivera un jour où il sera constaté que non seulement le double mandat est nécessaire, mais encore qu'il a sauvé la province de Québec. Plus il songe à cette question, plus sa surprise augmente que certains députés en veuillent l'abolition. Etant sénateur, on l'accusera peut-être de combattre son abolition par intérêt personnel; il assure qu'il n'en est rien et il espère qu'il sera cru.

Il réfute les allégations du député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), l'associant au suffrage universel.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je ne me suis jamais prononcé en faveur du suffrage universel.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Accepte les explications du député de Lotbinière (M. H.-G. Joly).

La Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bachand, Bellingham, Bisson, Chapleau (sol. gén.), Daigle, David, Eddy, Gérin, Holton, Houde, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Langelier, Larochelle, LaRocque, LaRue, LeCavalier, Lynch, Mailoux, Marchand, McGauvran, Méthot, Pelletier (Bellechasse), Pozer, Robert, Roy, Sylvestre, Tremblay, Verreault.³¹

CONTRE: MM. Bellerose, Brigham, Chauveau, Dugas, Fortin, Garneau, Gendron,

Irvine (proc. gén.), Lalonde, Langevin, Lavallée, Locke, Malhiot, Ouimet, Peltier (L'Assomption), Picard, Sawyer, Trudel.18.

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton), que le bill soit renvoyé à un comité de toute la Chambre immédiatement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): S'oppose à cette motion, disant que cette mesure ne devait pas être plus privilégiée que les autres et qu'il n'était pas dans l'ordre de référer une mesure à un comité, après lui avoir fait subir sa seconde lecture.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit que l'honorable député de Saint-Jean était dans l'ordre en demandant que le bill soit référé de suite au comité de toute la Chambre. De plus, en faisant ainsi, on réalisera une grande économie de temps et le bill pourra passer à cette session.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'on ne pouvait faire subir deux lectures à un bill pendant la même séance, mais qu'on pouvait le discuter en comité après sa seconde lecture. Il est surpris que le premier ministre, qui avait autrefois tant de sollicitude pour ce bill, y fasse opposition aujourd'hui.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Non! Non!

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ne voit pas pourquoi le premier ministre n'aurait pas parfaitement droit de changer d'opinion comme tout autre membre de cette Chambre.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai toujours voté contre le bill et je crois que la majorité s'est trompée en l'adoptant; l'honorable M. Chauveau, qui était alors premier ministre, y a contribué, mais le gouvernement ne l'a pas soutenu. Je n'ai, quant à moi, jamais changé d'opinion et, si l'intervention du gouvernement est ainsi interprétée, j'espère que l'honorable procureur général ne fera rien pour le bill.

L'honorable député de Saint-Jean est dans son droit en demandant à la Chambre de procéder de suite, mais je ne voudrais pas que cette mesure soit plus privilégiée que les autres.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je regrette l'insinuation, ou plutôt l'affir-

mation du député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), étant moi-même un de ceux qu'il accuse d'avoir changé d'idée. Dès 1867, je me suis opposé au double mandat et j'étais disposé à écouter les arguments. A la veille des élections de 1872, j'étais encore opposé au double mandat.

En entrant dans le cabinet, je ne changeais pas d'opinion, et il était bien connu que mes collègues et moi n'étions pas d'accord sur cette question.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): N'a aucune objection à remettre à demain l'étude de ce bill en comité. Il suggère une proposition en ce sens au représentant de Saint-Jean.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je consens à retarder ce bill si le premier ministre y voit des objections que nous ignorons. Toutefois, je répète que l'ancien premier ministre, l'honorable Chauveau, avait engagé le gouvernement à soutenir ce bill, et, à moins de conclure à une responsabilité partagée dans le gouvernement, ce dernier tout entier doit soutenir le bill.

DES VOIX: Non! Non!

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le gouvernement n'a pas mis ce bill sous sa protection comme gouvernement, puisque les opinions étaient partagées et la question restait libre. L'ancien premier ministre, l'honorable Chauveau, a pu être favorable au bill du député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), mais ce bill n'a jamais été considéré par le gouvernement comme un de ses propres bills.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Code civil

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les articles 945 et 1336 du code civil.

Adopté.

Société de bienfaisance mutuelle de Sainte-Anne de Saint-Joseph-de-Lévis

M. L.-N. LAROCHELLE (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Société de bienfaisance mutuelle de Sainte-Anne de Saint-Joseph-de-Lévis.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre s'ajourne à dix heures et demie.

Séance du 10 janvier 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures trente

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Cauchon, la pétition de William Walker et autres, porteurs de bons de la commission des chemins à barrières de Québec.

Par M. Bachand, la pétition de Pierre Hébert senior et autres.

Par M. Hearn, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec.

Par M. Pozer, la pétition du révérend Joseph Hoffman et autres, la pétition du révérend Dasylla et autres, la pétition du révérend B.-C. Guy et autres, la pétition d'Augustin Perron et autres, la pétition de Félix Thivierge et autres, la pétition de Samuel Landry et autres, la pétition de Thomas Nadeau et autres, la pétition de C. Lacroix et autres, la pétition de Prospère Gilbert et autres, la pétition de Joseph Vachon et autres et la pétition de François Lambert et autres, toutes du district de Beauce.

Par l'honorable M. Langevin, C.-B., la pétition du révérend J.-N. Gingras et autres, de la paroisse de Saint-Gervais.

Par M. Verreault, la pétition du révérend Jos.-B. Soulard et autres, des paroisses de Sainte-Perpétue et Saint-Pamphile.

Par l'honorable M. le procureur général Irvine, la pétition du Barreau de la province de Québec, section du district de Québec.

Par M. David, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Trudel, la pétition de l'école de médecine et de chirurgie de Montréal.

Par l'honorable M. le solliciteur général Chapleau, la pétition du révérend F. Morrison et autres, du comté de Napierville, la pétition du révérend Ts. Dagenais et autres, de la paroisse de Saint-Sauveur, comté de Terrebonne, et la pétition de la Société historique, Montréal.

Par l'honorable M. Robertson, la pétition de "The Quebec (provincial) Temperance and Prohibitory League".

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De G. Dick et autres, de la province de Québec; demandant l'abrogation des sections 50 et 51 de l'Acte pour refondre et amender les actes concernant le notariat.

De Francis D.-N. Bastien et autres; demandant la passation d'un acte leur permettant d'agir comme notaires et comme registrateurs.

Du conseil municipal des Isles-de-la-Magdeleine, comté de Gaspé; demandant la passation d'un acte pour séparer la municipalité actuelle des Isles-de-la-Magdeleine et l'ériger en trois municipalités séparées.

Du révérend G.F.E. Drolet et autres, de la paroisse de Saint-Michel-de-Bellechasse; demandant la passation d'un acte pour détacher tout le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny et l'annexer à celui de Québec.

De Jean Côté, de la cité de Québec; demandant que le gouvernement achète un certain nombre d'exemplaires "du Cadastre abrégé de la cité de Québec".

De Sa Grâce l'archevêque de Québec et autres, de la cité de Québec; demandant de l'aide pour construire un quai dans la paroisse de Sainte-Anne.

Rapport de comités:

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité nommé pour s'enquérir de la tenure des terres aux

Isles-de-la-Magdeleine, dans le comté de Gaspé, et pour s'enquérir en outre des meilleurs moyens à prendre pour améliorer la condition des habitants de ces îles, en ce qui regarde la tenure desdites terres.

Voici ce rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à quatre membres.

Adopté.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas:

De "The Women's Hospital, Montreal"; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa; demandant un acte d'incorporation.

De Hiram Mills et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "The Western Hospital of Montreal". De Alphonse Dubord et autres, de la cité des Trois-Rivières; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Congrégation de Notre-Dame des Trois-Rivières".

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières ou manufacturières.

Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport?

Qu'il a examiné le bill pour amender les actes d'incorporation de la compagnie du chemin à lisses de "Lévis et Kénnebec", et en fait rapport à Votre Honorable Chambre sans amendement.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Cham-

bre le troisième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à la considération de Votre Honorable Chambre:

Bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Saint-Jean et ses divers amendements.

Bill pour incorporer la Compagnie industrielle et agricole de Lotbinière.

Introduction de bills:

M. E. B. EDDY (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa.

Accordé.

L'HONORABLE A. CHAUVEAU (Rimouski): Demande la permission d'introduire un bill pour expliquer et amender les articles 2250 et 2260 du code civil relatifs aux courtes prescriptions en certains cas.

Accordé.

Pétition:

Il est ordonné que la pétition du maire, des échevins et des citoyens de la cité de Québec, présentée aujourd'hui et demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite cité, soit maintenant reçue et lue.

Acte des licences

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'acte des licences.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): 1. Propose: Qu'il sera payé à l'officier du revenu par toute personne qui se munit d'une des licences ci-après mentionnées les droits suivants, savoir:

"1. Pour chaque licence pour tenir une auberge, hôtel ou taverne, ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler de l'eau-de-vie, du rhum, whisky ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, la somme de soixante piastres, dans les limites municipales d'une cité, sauf les cités de Québec et de Montréal, et cent vingt-cinq piastres, dans les limites de ladite cité de Montréal, et quatre-vingt-dix piastres, dans les limites de ladite cité de Québec, la somme de cinquante piastres, dans les limites municipales d'une ville constituée en corporation; la somme de quarante-cinq piastres, dans toute section organisée de la province en dehors de telle cité ou ville, et la somme de vingt-cinq piastres, dans

tout territoire non organisé en dehors des limites d'une municipalité.

Et si les deniers destinés par l'acte treizième et quatorzième Victoria, chapitre quatre-vingt-quatorze, à défrayer le coût de la nouvelle cour de justice de Montréal produisent, en aucun temps, moins que le montant qu'ils produisaient à l'époque où ce fonds a été ainsi affecté, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra augmenter les taux du droit à payer pour toute licence pour tenir une auberge, taverne ou autre lieu ou place d'entretien public, pour détailler des liqueurs spiritueuses, vineuses ou fermentées, dans le comté et la cité de Montréal, jusqu'à un montant n'excédant pas en totalité la somme de cent cinquante piastres, pour chaque licence.

"2. Pour chaque licence pour tenir une auberge, taverne ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whisky ou autres liqueurs spiritueuses, dans toute section organisée de cette province, la somme de vingt-cinq piastres; et dans tout territoire non organisé en dehors des limites d'une municipalité la somme de vingt-deux piastres.

"3. Pour chaque licence pour vendre ou détailler dans une boutique ou magasin de l'eau-de-vie, du rhum, whisky ou autres liqueurs spiritueuses, et du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, en quantité de pas moins de trois demiards à la fois, dans toute section organisée de cette province, la somme de trente piastres;

"4. Pour chaque licence pour détailler à bord d'un bateau à vapeur ou autre bâtiment de l'eau-de-vie, du rhum, whisky ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, la somme de quarante-cinq piastres.

"5. Pour chaque licence pour détailler à bord d'un bateau à vapeur ou autre bâtiment du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whisky ou autres liqueurs spiritueuses, la somme de vingt-cinq piastres.

"6. Pour chaque licence pour la vente en gros de liqueurs spiritueuses, la somme de cent piastres.

Adopté.

2. Que la somme de dix piastres sera payable à la corporation de la cité de Montréal pour toute confirmation de certificat pour obtenir une licence pour la vente des liqueurs spiritueuses, vineuses ou fermentées, dans les limites de cette cité.

Adopté.

Résolutions à rapporter.

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions.

Il est ordonné que le rapport soit reçu lundi prochain.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sher-

brooke): Dit que son rapport financier sera prêt lundi prochain.

Incendie du palais de justice de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour remédier aux pertes occasionnées par l'incendie du palais de justice de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Double mandat

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour établir des dispositions spéciales concernant la Législature de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Magistrats de district

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose la deuxième lecture du bill pour amender l'acte concernant les magistrats de district et les cours de magistrats en cette province.

Il explique que le bill a pour but d'accorder aux cours de chefs-lieux une juridiction égale à celle des cours des magistrats de district, tout en laissant aux plaideurs le droit de s'adresser à l'une ou l'autre de ces cours. Il pense que cette disposition est favorable aux plaideurs, les cours de chefs-lieux siégeant plus souvent.

M. W.W. LYNCH (Brome): Thought the Honourable Member was guided by experience in his own county. He energetically protested against it, as it would be an injustice. He hoped he would not press the second reading of the bill until such time as both bills were before the House. Did the Honourable Member intend to press the measure?

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Said the Honourable Member's county was placed in an exceptional position, and he thought it might not be favourable in his district but he maintained the measure would do good to the country in general.

M. W.W. LYNCH (Brome): Said it would be his duty to oppose the bill if it was pressed at the second reading. The second reading involved the principle of the bill. The principle of the bill was to grant magistrates at chefs-lieux a concurrent jurisdiction with the circuit Court. He objected to such a principle and was quite sure that in the opposition he would have to make he would be supported by every Member who was not situated as was the Honourable Member for Three Rivers.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Suggère

qu'on attende le retour du solliciteur général avant de procéder à la deuxième lecture du bill.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Y consent.

Village de Richelieu

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la deuxième lecture du bill pour détacher certains terrains de la municipalité du village de Richelieu, dans le comté de Rouville.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que le bill n'étant pas imprimé ne peut passer à sa seconde lecture.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Des bills viennent d'être passés sans cela; ça me mettra sur mes gardes, je ne ferai jamais de concessions puisque l'Opposition veut agir avec une telle rigueur.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'Opposition ne demande rien qui ne soit basé sur la justice; du reste l'honorable premier ministre voudra bien remarquer que les bills qui ont été passés sont des bills privés. De plus, comme il a paru écouter l'autre jour avec tant de bienveillance les remarques de M. Robert, il ne devrait pas procéder aussi promptement à la seconde lecture.

M. V. ROBERT (Rouville): L'honorable premier ministre me disait l'autre jour qu'il prenait grand soin de mon comté; si son intérêt est véritable, il ne doit pas presser le bill afin que je puisse me mettre en rapport avec les amis de cette partie de mon comté et les prier de signer des pétitions ou de venir eux-mêmes défendre leur cause.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je ne persisterai pas à demander la seconde lecture, mais je considère comme injuste qu'il se soit lu des bills privés.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande si la Chambre recevra bientôt les documents qu'elle a demandés par adresse.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que plusieurs seront prêts dans peu, mais que pendant l'ajournement les imprimeurs ont de leur côté pris des vacances, ce qui a occasionné des retards.

Loi électorale

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité de toute la Chambre.

Pratique de la vaccination

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour abroger l'acte de la ci-devant province du Canada, intitulé: "Acte pour rendre plus générale la pratique de la vaccination, en autant qu'il a rapport à la province de Québec".

Ce bill a pour but de rappeler une loi imposant à certaines municipalités la vaccination obligatoire. Il est inique d'obliger à une pratique au sujet de laquelle les princes de la science sont encore en contestation, et on doit laisser à chaque citoyen le droit de se soigner comme bon lui semble et de prendre les mesures qu'il croit les meilleures pour la préservation de sa santé.

Des médecins recommandables par leurs lumières et leur expérience sont opposés à la vaccination, et j'ai entre les mains une requête signée par les docteurs Bibaud, Coderre, Pelletier, et vingt-trois autres médecins de Montréal, demandant l'abolition de la loi actuellement en force.

De plus, non seulement bien des savants déclarent la vaccination inutile, mais ils montrent par des exemples nombreux que le vaccin communiqué aux personnes inoculées les maladies dont peuvent être atteints les sujets sur lesquels il a été pris. Je ne parlerai pas de ma faible expérience comme médecin, mais dans le district où je pratique il y a eu deux épidémies de petite vérole, et j'ai toujours constaté que le vaccin n'était pas préventif.

Le bill que je présente n'empêche pas les gens de se faire vacciner, mais pour obliger à cette pratique il faudrait que le remède soit certain et le mal inévitable.

M. P. GARNEAU (Québec-Comté): Nous avons toujours été satisfaits de la vaccination à Québec et le conseil de ville vote chaque année une somme considérable pour payer des vaccinateurs publics qui sont toujours pourvus du meilleur vaccin. Nous voyons avec peine les ravages que fait la petite vérole à Montréal et nous sommes persuadés que, si cette épidémie sévit avec une telle force, c'est dû aux médecins qui professent des doctrines semblables à celles de M. Lafontaine.

M. P. LARUE (Portneuf): Je ne pense pas qu'il soit sage de renverser l'ordre établi et je crois que ce n'est ici ni le temps ni le lieu de discuter le principe de la vaccination. Il y a pu y avoir des accidents causés par la vaccination, mais ces exceptions ne font que confirmer la règle et ne sauraient prouver que le vaccin n'est pas un excellent préservatif contre la variole.

Il a pu faire contracter des maladies, mais c'est pour cela même qu'on doit laisser la loi telle

qu'elle est, car dans l'état actuel des choses les corporations se trouvent obligées de prendre des mesures pour avoir du bon vaccin.

A Montréal, la petite vérole a fait des ravages sérieux, mais à Québec et dans les environs il n'y a jamais eu d'épidémie. Je dois dire que, dans une longue pratique, je n'ai soigné que six cas de variole dont l'un a été mortel, parce que le sujet n'était pas vacciné. Je crois donc que la législation est sage, et je demanderais le renvoi du bill à six mois.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Comme je vois que la Chambre semble s'opposer à mon bill, je retire ma motion pour la seconde lecture.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Il est ordonné que le bill soit retiré.

Enquête faite par le shérif Hénault

M. E. LABERGE (Châteauguay): Appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie d'une enquête faite en mai 1872 par M. le Shérif Hénault, contre M. C.-M. Lebrun, greffier de la cour de Sainte-Martine, et contre M. M. Gagnier, registrateur du comté de Châteauguay; et aussi, toutes correspondances ou papiers relatifs à cette enquête et échangés entre le gouvernement et les particuliers.

Il dit que différents citoyens de Châteauguay ont demandé une enquête sur la conduite de ces messieurs, le gouvernement l'a accordée, mais au lieu de se faire en public, elle s'est faite à huis clos. De plus, les avis nécessaires n'ayant pas été donnés, plusieurs témoins n'ont pu être entendus. Il termine en disant qu'il a longtemps retardé sa demande et que s'il l'a faite aujourd'hui, c'est à cause de sollicitations de ses mandataires.

Adopté.

Alphonse Guy

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, Alphonse Guy comme notaire.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): En l'absence du député de Bagot (M. P.-S. Gendron), propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Orphelinat de Saint-Hyacinthe

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'Orphelinat de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie graphique

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour permettre à la compagnie graphique d'émettre du stock privilégié.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Association des dentistes de la province de Québec

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'Association des dentistes de la province de Québec.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Incorporation de Salaberry

M.E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la ville de Salaberry.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la

cité des Trois-Rivières, et les divers actes qui l'amendent.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Limites de la paroisse Saint-Basile-le-Grand

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour faire disparaître toute incertitude concernant les limites de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer de jonction de Massawippi et du Grand Tronc

M. T. LOCKE (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction de Massawippi et du Grand Tronc.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnie minières ou manufacturières.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour étendre les limites du village de Sainte-Thérèse-de-Blainville.

Accordé.

La Chambre s'ajourne à six heures et demie.

Séance du 12 janvier 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et vingt.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M.Locke, la pétition de la Compagnie de chemin de fer de Waterloo et Magog.

Par l'honorable M. Trudel, la pétition du très révérend Théophile Charaux, supérieur général de la Mission des révérends pères Jésuites en

Canada, et la pétition de Boucher de Boucherville et autres, de Québec.

Par M. Hearn, la pétition de A.E. Phelan.

Par M. Sanders, la pétition de John Tyo et autres, du township de Dundee, comté de Huntingdon.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Askley Hibbard et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie de l'aqueduc de Chambly".

De Pierre Hébert et autres; demandant l'incorporation en municipalité de la paroisse de Sainte-Prudentienne.

Du révérend J.-M. Rioux et autres, de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, comté de Bellechasse; demandant que tout le comté de Bellechasse soit détaché du district judiciaire de Montmagny et annexé à celui de Québec.

Du révérend L. Rousseau et autres, de la paroisse de Saint-Thomas, du révérend H.-J. Sirois et autres, de la paroisse du Cap-Saint-Ignace, du révérend A. Beaubien et autres, de la paroisse de Saint-Pierre, Rivière-du-Sud, du révérend P. Girard et autres, de la paroisse de l'Isle-aux-Grues, du révérend H.-W. Couture et autres, de Saint-Paul-de-Montminy, de O. Carbonneau et autres, de la paroisse de Berthier, toutes du comté de Montmagny, du très révérend J.-B. Thibault, V.G., et autres, de la paroisse de Sainte-Louise, du révérend F.-X. Delage et autres, de la paroisse de l'Islet, du révérend D.-H. Têtu et autres, de la paroisse de Saint-Roch-des-Aulnets, du révérend C. Galarneau et autres, de la paroisse de Saint-Cyrille, du révérend Jos.-B. Soulard et autres, des paroisses de Sainte-Perpétue et de Saint-Pamphile, de Michel Fournier et autres, de la paroisse de Saint-Jean-Port-Joli, et de J.-B. Protteau et autres, de la paroisse de Saint-Aubert, toutes du comté de l'Islet, demandant respectivement que le bill pour détacher le reste du comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny et l'annexer au district de Québec, ne devienne pas loi.

De W. Walker et autres, les possesseurs de bons de la commission des chemins à barrière de Québec; demandant que le gouvernement leur vienne en aide.

Du révérend T. Morrison et autres, du comté de Napierville; demandant l'abolition des cours des commissaires.

Du révérend J.-N. Gingras et autres, de la paroisse de Saint-Gervais, demandant que le gouvernement fasse copier les registres de ladite paroisse.

Du révérend Joseph Hoffman et autres, du révérend L.-A. Martel et autres, du révérend P. Dasylla et autres, du révérend B.-C. Guy et autres, de Augustin Perron et autres, de Félix Thivierge et autres, de Samuel Landry et autres, de Thomas Nadeau et autres, de C. Lacroix et autres, de Prospère Gilbert et autres, de Joseph Vachon et autres, de François Lambert et autres; demandant respectivement un juge rési-

dent pour le district de Beauce.

Du révérend Jos.-B. Soulard et autres, des paroisses de Sainte-Perpétue et Saint-Pamphile; demandant de l'aide pour achat de grains de semence.

Des Soeurs de la Charité du couvent de Sainte-Ursule, des Soeurs de la Charité de Saint-Paulin, toutes du comté de Maskinongé; demandant respectivement une allocation annuelle.

De l'Ecole de médecine et de chirurgie, Montréal, et de la Société historique de Montréal; demandant respectivement de l'aide.

De The Quebec (Provincial) Temperance and Prohibitory League; demandant de l'aide pour l'Asile Belmont.

Du révérend T. Dagenais et autres, de la paroisse Saint-Sauveur, comté de Terrebonne; demandant de l'aide pour le chemin Howard.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas.

De Abraham Hamel et al., demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer de Québec au Lac Saint-Jean.

Du conseil municipal des Isles-de-la-Magdeleine, comté de Gaspé; demandant la passation d'un acte pour séparer la municipalité actuelle des Isles-de-la-Magdeleine et l'ériger en trois municipalités séparées.

Documents:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 10 décembre 1873, demandant un état des sommes appropriées depuis la dernière session jusqu'à ce jour, dans les différentes divisions électorales de la province, pour les travaux de colonisation et les ponts. (Documents de la session no 14.)

Et aussi: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 12 décembre 1873, demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement local et le gouvernement fédéral, au sujet du transfert des casernes de Saint-Jean et de Chambly, pour l'installation de l'Hospice provincial des aliénés actuellement établi à Saint-Jean. (Documents de la session no 15.)

Introduction de bills:

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 32 Victoria, chap. 59, incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi, et pour autoriser ladite compagnie à se fusionner avec la compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et pour

d'autres fins.

Accordé.

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 35 Victoria, chap. 8, section 1, intitulé: "Acte pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec."

Accordé.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Demande la permission d'introduire un bill pour ajouter certaines dispositions au code de procédure civile, au sujet des brefs de saisie-arrêt émis par la cour des Commissaires.

Accordé.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser les commissaires des incendies de Montréal et de Québec à se nommer des députés.

Accordé.

M. W.W. LYNCH (Brome): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte pour refondre et amender les actes concernant le notariat.

Accordé.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Demande, en l'absence du député de Québec-Comté (M. P. Garneau), la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie de chemin de fer à voie étroite de Québec et du Lac Saint-Jean.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Fait remarquer à l'occasion de ce bill, qu'il y a déjà en existence une compagnie chartée. Ce bill se rapporte-t-il à la compagnie en existence ou à une nouvelle compagnie?

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Répond qu'on lui a demandé de faire cette motion en l'absence de M. Garneau qui donnera toutes les informations nécessaires.

La permission est accordée.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Attire l'attention sur l'ordre du jour; il suggère que les jours réservés aux bills privés, la Chambre s'occupe des mesures du gouvernement, une fois l'ordre du jour épuisé. De cette façon, l'honorable M. Robertson pourrait dès ce soir, à l'ouverture de la séance, présenter son exposé financier.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): N'a pas d'objection.

Compagnie du chemin à lisses de Lévis et Kénébec

M. L.-N. LAROCHELLE (Dorchester): Pro-

pose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender les actes d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses de Lévis et Kénébec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-N. LAROCHELLE (Dorchester): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte d'incorporation de la ville de Saint-Jean

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Saint-Jean et de ses divers amendements.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie industrielle et agricole de Lotbinière

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie industrielle et agricole de Lotbinière.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté. Le bill est renvoyé au Conseil législatif.

Jean Hoffman

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le député de Maskinongé (M. M. Houde), la deuxième lecture du bill pour venir en aide à Jean Hoffman in re Joseph Tanguay, appelant, et John T. Molson et AL, et Jean Hoffman, intimé.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Espère que le député de Saint-Maurice voudra bien fournir quelques explications sur cette mesure qui lui semble difficile à faire adopter par la Chambre. Il observe que le bill demande une chose sans précédent, à savoir: de renverser un jugement rendu par une des cours supérieures du pays. Depuis vingt ans qu'il s'occupe de la chose publique, il ne se rappelle pas avoir encore rencontré pareil cas.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): M. l'Orateur, le cas de Hoffman est bien facile à comprendre. Il y a quelques années M. Molson s'est payé la fantaisie d'aller passer quelque temps à la rivière Watchichou. Il y est allé en yacht avec plusieurs amis. Il avait pris avec lui comme pilote le

nommé Jean Hoffman, qui servait aussi pendant l'excursion du factotum. Or il arrive qu'une fois débarqués à la rivière Watchichou, M. Molson et ses amis voulurent se chauffer. Jean Hoffman alluma un feu et eut à s'absenter pendant quelque temps; le feu prit au bois; l'incendie étendit ses ravages jusqu'aux bâtiments d'un nommé Tanguay et les détruisit de fond en comble. Tanguay intenta une action en dommages contre Hoffman et Molson. La cause fut plaidée à Montmagny. Le juge Bossé n'ayant pas trouvé à la cause la preuve suffisante, demanda une expertise des lieux mêmes où avait eu lieu l'accident. Tanguay croyant ne pas pouvoir obtenir justice des arbitres nommés pour faire l'expertise, porta son affaire devant la Cour d'Appel. Cette cour n'avait alors qu'à renverser le jugement interlocutoire et ne devait pas s'occuper de juger la cause au mérite. Jean Hoffman ne se croyant pas concerné dans l'affaire, ne crut pas devoir se défendre.

L'avocat de Tanguay demanda la cassation du jugement interlocutoire. La Cour d'Appel fit plus, elle rendit un jugement sur le mérite de la cause *ultra petita* et condamna Jean Hoffman à \$1,000. Il n'y a pas d'appel possible contre cette décision, puisque la somme n'est pas assez importante pour que la cause soit portée devant le Conseil Privé d'Angleterre, d'où l'introduction de ce bill.

Il s'agit donc aujourd'hui de la lésion des droits civils d'un citoyen, c'est pour cela qu'il s'adresse au plus haut tribunal du pays, la Législature. Il ne demande pas d'être relevé du jugement rendu contre lui, mais d'être renvoyé devant le tribunal qui le premier a été saisi de sa cause, pour y faire sa défense. Il y a une chose sur laquelle j'appellerai l'attention de la Chambre: c'est le rapport fait sur l'administration de la justice, surtout sur l'organisation de la cour d'Appel, par le Conseil exécutif. C'est pour cela que, ce rapport examiné, je demande à la Chambre de reconsidérer la question attentivement pour rendre justice à un citoyen. La Chambre peut réparer l'injustice qui lui a été causée par un tribunal du pays et j'ai confiance qu'elle n'hésitera pas.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Tout en déclarant qu'il n'a jamais vu présenter de bill semblable à une Législature, déclare qu'il ne s'oppose pas à la seconde lecture, pourvu que le bill soit ensuite référé à un comité d'enquête.

C'est une affaire sérieuse que de mettre de côté un jugement rendu par une haute cour, mais on a vu le Parlement impérial intervenir parfois, non pas à la demande des parties intéressées, mais à la demande des juges eux-mêmes qui insistaient pour la rectification d'une erreur.

Les faits avancés dans le préambule peuvent justifier la seconde lecture, car, comme on le voit, Hoffman a été condamné sur un fait sur lequel il n'a jamais été entendu. Si la Cour a fait

une erreur, la cause doit être de nouveau amenée devant elle, et le résident être mis en mesure d'être entendu sur les mérites. On peut dire qu'il serait injuste pour la Chambre de faire un acte d'intervention, mais il serait plus injuste encore de laisser condamner un innocent.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'aimerais savoir si l'honorable procureur général a eu l'opinion des honorables juges sur l'affaire et quelle est cette opinion. Il pense qu'on décidera les juges bien difficilement à déclarer qu'ils ont fait une erreur.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Je répondrai à l'honorable député que je n'ai pas l'opinion des honorables juges. D'ailleurs, on ne peut pas supposer qu'ils sont hommes à venir se condamner eux-mêmes ici. Après une enquête consciencieuse, on découvrirait si oui ou non il y a eu erreur.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Je suis étonné, Monsieur l'Orateur, de voir que le gouvernement ne s'oppose pas à la deuxième lecture du bill. S'il avait lu le préambule du bill, il aurait vu qu'il contient assez de faits pour ne pas l'accepter. Si on laissait passer ce bill, ce serait établir un précédent des plus dangereux. Si ce n'était qu'affaire de sympathie, alors la chose serait facile à régler; moi le premier, je soutiendrais la pétition de Jean Hoffman. C'est un respectable vieillard qui habite Berthier, et qui se trouve complètement ruiné par le jugement de la cour d'Appel. Non seulement lui, mais Tanguay aussi a été complètement ruiné par la destruction de ses bâtiments de ferme. Au lieu de laisser la poursuite suivre son cours, au lieu de plaider, M. Molson, qui est puissamment riche, aurait dû avoir la délicatesse de rembourser lui-même au malheureux le montant des dommages, après expertise faite.

J'ai dit, Monsieur l'Orateur, que ce serait établir un précédent dangereux que d'adopter le bill à sa seconde lecture. En effet, que voit-on dans le préambule du bill? Le plus grand reproche que l'on ait fait à la cour d'appel, c'est que non seulement elle a renversé le jugement interlocutoire, mais aussi elle a jugé l'affaire au fond. Une cour d'appel a non seulement le droit de casser un jugement interlocutoire, mais aussi de renverser le jugement qui pourrait être rendu en dernière instance. Il y a des douzaines de précédents de ce genre. La cour de Montmagny a dit: "Je ne suis pas suffisamment éclairée et j'ordonne une expertise". Que veut-on faire aujourd'hui? On veut forcer la Législature à dire à la cour de Montmagny qu'il faut qu'elle juge telle cause; tandis que ce tribunal avoue lui-même n'être pas assez éclairé pour la juger. N'est-ce pas là une immoralité? J'admets bien qu'il y a une irrégularité dans la procédure, mais alors est-ce que la législature va s'occuper de questions de forme en matière de justice? Veut-on transformer la Législature en une cour

de cassation? Qu'arrivera-t-il, après cela? Tout plaideur qui se croira lésé voudra en appeler à la Législature.

Un des quatre juges qui ont rendu le jugement interlocutoire est un de ceux que je respecte le plus, et contre lequel il n'a pas encore été dit un mot; je n'hésite pas à le nommer, c'est l'honorable juge Taschereau.

L'honorable député de Saint-Maurice se dit conservateur. Eh bien, moi, je lui dirai que le véritable conservateur respecte toujours l'ordre établi, porte le plus grand respect à la chose jugée; il n'y a rien de plus sacré que la chose jugée. L'honorable député dit qu'il peut citer des précédents mais on peut trouver toutes espèces de précédents. Dans les annales de Parlement britannique, on trouve des précédents pour les plus mauvaises choses; il s'agit de prendre les bons. Je m'étonne que l'on vienne aujourd'hui soutenir un bill d'une pareille portée. Dans le Parlement britannique, si semblable bill était présenté, on en serait révolté, rien moins. On dirait que l'on retourne aux temps de Henri VIII. Adopter le principe de ce bill serait faire tomber la Législature dans le plus grand discrédit. Je demanderai au gouvernement de bien peser les faits contenus dans le préambule du bill et après cela il viendra nous dire s'il est prêt à laisser passer le bill. Pour moi, je voterai contre.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): L'honorable préopinant a parlé sur la question en se basant sur une connaissance particulière des faits. Pour moi, je n'ai pu exprimer mon opinion que sur ce que j'ai vu du projet de loi; je maintiens cependant que la cour d'Appel, ayant non seulement renversé un jugement interlocutoire, mais aussi jugé la cause au mérite, sans que l'intimé Hoffman ait été entendu, a commis une grave erreur, et que c'est à la Législature de s'occuper de l'affaire.

Les jugements des tribunaux doivent être respectés mais dans cette cause il faut certainement une enquête qui sera confiée à un comité spécial, lorsque le bill aura été lu une seconde fois.

Quant aux précédents que l'on peut trouver dans l'histoire parlementaire d'Angleterre, Lord Brougham en fournit lui-même de très récents sur lesquels j'appuie mon opinion. Si cependant après enquête faite, l'on découvre qu'une erreur a été commise, l'affaire pourra être renvoyée à la cour pour être jugée.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Tout homme a droit de réclamer justice du Parlement. Le Parlement peut tout faire, excepté de changer un homme en femme et vice versa. Il cite le précédent de Carlisle mis devant le Parlement par Lord Brougham en 1844. La Chambre a un acte de justice à rendre, elle ne peut refuser cela à un citoyen; en le lui refusant, elle supprimerait le droit de pétition.

Il dit que ce n'était pas aux époques reculées

qu'il cherchait des précédents, mais qu'il invoquait des décisions récentes du Parlement anglais. Il cite plusieurs auteurs à l'appui de sa thèse.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit que tout en n'intervenant qu'avec regret dans un jugement rendu par une cour, il pensait que le bill devait être référé à un comité et que s'il était décidé qu'il y avait erreur, la cause devait être renvoyée devant la cour.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Would not consent to the passing of the bill unless the case was made out. He repeated that if after an investigation it was discovered an error had been committed, the case should be referred to the Court for judgment.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Le député de Montmagny (M. F. Langelier), a dit que les conservateurs devraient voter en faveur du bill, mais j'espère que les libéraux ne voteront pas contre ce bill. Ce même député a dit que l'homme contre qui a été rendu le jugement était ruiné, et j'espère que nous ne lui refuserons pas notre secours. J'ai été étonné d'entendre ce député dire qu'il n'y avait qu'une question de procédure; c'est bien plus, c'est une question de justice. C'est injurier l'intelligence de cette Chambre que de penser qu'elle ne peut formuler d'opinion à propos de cette cause; tout homme peut se former une opinion là-dessus. Qu'on se reporte à la pétition de Carlisle, présentée en 1844 par Lord Brougham, alors que le bill fut passé comme une chose allant de soi.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que ce n'était pas un bill mais bien une pétition qui était appuyée par les juges eux-mêmes.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Dans le cas de Carlisle, ce fut à rencontre des juges.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Mais c'était une pétition et non un bill.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Bien sûr qu'il y eut une pétition. Il maintient que sous le gouvernement constitutionnel, la Chambre a des pouvoirs suprêmes et peut annuler la décision d'un tribunal. Elle peut changer un homme en femme, si nécessaire. Le but est de redresser une injustice: il n'y avait pas assez de preuves pour convaincre la Cour de Montmagny, à plus forte raison la cour d'Appel a-t-elle dû en manquer pour rendre son jugement. Il déclare en terminant que l'enquête qui serait poursuivie devant un comité, après la seconde lecture, mettrait les faits en évidence.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): C'est une affaire très grave que de renverser le jugement d'une cour de justice; et

pourtant, le pouvoir de la plus haute cour n'est qu'un pouvoir délégué par le pouvoir suprême. Il regrette qu'on ait choisi ce moment, où les affaires gouvernementales pressent, pour présenter cette question. Il explique par de longs arguments le problème constitutionnel et se prononce en faveur du bill.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Read from Todd on the subject of complaint to Parliament in respect to the decisions of the judiciary, which he endeavoured to show, according to that authority, should not be lightly entertained. Nothing, he continued, still quoting from Todd, could be more injurious to the administration of justice than that Parliament should take cognizance of matters in dispute between litigants, unless in the case of gross perversion of justice by such corruption or incapacity as would justify the interference of the House. Todd spoke of such serious cases as implied the removal of judges. He looked upon the question as a Member of this House who was anxious that they should not go too far in private legislation, and he would consult the judges before taking the matter up.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Fait observer que dans la cause de Tanguay vs Hoffman et Molson, il y a assez de preuves de la négligence des juges.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said he had already recommended the second reading of the bill, as the statements made in the preamble justified it. He read the preamble to show this. There was manifestly an error if these statements were true, and the judges would consent to the relief being accorded. The House should consent to the second reading, and the judges would be asked to state if an error had occurred. Perhaps the judges would say they had the right to condemn, and the judgment of the Court should be respected. He agreed with the authorities of his Honourable friend; but Parliament should not be deprived of the opportunity of making the enquiry. If a man had been ruined by an error he would not shut the door against redress. By refusing the second reading a still more dangerous principle was admitted — that this House could not give redress, and that the door of the Legislature was shut against injured parties.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): N'y a-t-il aucun autre remède?

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Aucun!

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Suggère qu'une adresse soit présentée au lieutenant-gouverneur demandant la correspondance relative à cette cause.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Si

l'enquête le permet, le seul recours est une loi du Parlement. Il vaudrait mieux faire l'enquête auparavant. Cette cause est, cependant, exceptionnelle.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Quels sont les précédents? Vous ne trouverez jamais de précédent pour un semblable mode de procéder.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Il y a le précédent d'un bill basé sur une pétition par Lord Brougham. Si un parti a obtenu quelque avantage par erreur — et tous les hommes se trompent — le Parlement peut l'annuler par une loi.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Mais cela se déroulait dans la Chambre des Lords qui est une cour d'appel; c'est le plus haut tribunal du pays.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Would remind his Honourable friend that the House of Lords exercised two distinct functions; its judicial attributes were quite separate from its legislative functions. It was one branch that rendered judgments, like our Court of Appeals. The House of Lords itself could not set aside a judgment except in co-operating with the other branches of the Legislature. He did not see how they could get at the fact as to whether an error had been committed except by passing the second reading of the bill, and he thought it was very proper an enquiry should be had. When the bill comes back they would see whether they would be prepared to proceed.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Would refer the bill to a select committee. He doubted its constitutionality. The rights of property would not be safe if an appeal to a political body like this were permitted, for this was not a judicial but a political body, though he did not mean to say that the question had been approached in that spirit.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): After reiterating the opinion that the preamble warranted their proceeding to an enquiry, he said that if the judges decided they were authorized to render a judgment he would oppose the final passage of the bill.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Dit qu'il n'a pas d'objection à la seconde lecture, pourvu qu'il soit bien compris que la Chambre n'accepte pas le principe du bill.

Il dit que le Parlement est le tribunal naturel de l'opprimé. Il est disposé à ce que l'affaire soit soumise à un comité des membres de la Chambre qui appartiennent à la profession légale.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Cite l'opinion de Lord Palmerston qui dit que rien ne serait aussi injurieux à la justice que de faire du Parlement une cour de révision ou de cassation.

La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

Reprise de la séance à huit heures

M. F. LANGELIER (Montmagny): Je corrige certains avancés faits par l'honorable procureur général. En racontant dans quelles circonstances le jugement a été rendu, il aurait dû ajouter que l'avocat d'Hoffman se trouvait là à ce moment, et il aurait pu parfaitement faire opposition. De plus, la cause a été d'abord renvoyée à un prochain terme, ce qui laissait tout le temps à l'avocat de préparer sa cause, mais il n'a pas plaidé espérant sans doute s'adresser à la Chambre.

On veut constituer la Chambre législative en cour de cassation, et pour voter en faveur de ce bill, il faut que chacun des députés se dise qu'il est supérieur en science légale et en expérience aux juges de la cour d'appel. Ce précédent établi, notre Législature ne sera plus qu'un tribunal de dernier ressort.

Le grand reproche qu'on fait à la cour, c'est d'avoir jugé sur le fond alors qu'on ne lui demandait qu'une décision sur un jugement interlocutoire. L'honorable député de Saint-Maurice, qui est avocat, doit savoir qu'un tribunal d'appel a le droit d'agir ainsi, c'est un principe élémentaire du droit et il n'oserait pas soutenir le contraire devant une cour. Qu'il y ait eu vice de forme dans la procédure, cela se peut, je n'en sais rien, mais nous ne sommes pas assemblés ici pour nous occuper d'exceptions à la forme.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): La Chambre jouit d'une autorité suprême dans sa propre juridiction.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Répond que la Chambre n'est qu'une déléguée de pouvoir. Il espère que pour empêcher la Chambre de commettre quelque chose d'inconstitutionnel, l'honorable député de Saint-Maurice retirera le bill qu'il présente.

Le député de Saint-Maurice qui a dit que le gouvernement était tout-puissant, oublie que nous ne sommes pas le gouvernement impérial et que les pouvoirs que nous possédons ne sont que délégués par l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, et si ce bill passait nous nous exposerions à la honte de le voir désavouer.

Si les juges viennent déclarer que par suite d'un malentendu ils se sont trompés, nous verrons ce que nous avons à faire; il y aura la question d'opportunité, mais la question de constitutionnalité suragira toujours.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), sous forme d'amendement, que tous les mots après "intimé", jusqu'à la fin de la question, soient effacés et que les mots "ne soit pas maintenant lu une seconde fois, mais qu'il soit résolu qu'il n'est pas convenable de procéder au-delà sur le bill, faute d'information sur l'opinion des juges dont

on se propose d'annuler le jugement par l'action de la Législature, et sans aucune preuve à l'appui des allégués contenus dans le préambule" soit mis à la place.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Referred to the address of the Honourable Attorney-General on this subject, in an earlier portion of the day. He had then showed that he respected the functions of a judge, but justice more than judges. This case presented peculiar phases. He was condemned in Court without having been heard, or furnished with a remedy. The victim of an error, he was without a recourse for a remedy, and it was in this strait that he asked for one. This Parliament could give a remedy, but there were those who said that the remedy would be worse than the evil, that it would open up the sluice gates, and expose society to all manner of evils. But upon the very citation from Todd employed by the leader of the Opposition, if wrong had been done by intention, corruption or incapacity, Parliament had a right to intervene. It was exactly what the constitution gave that was demanded, and every argument used on the subject only went to show the right of Parliament to intervene; and in cases of error by which wrong was done, it should be corrected by Parliament. In the present case all that was asked was that the case should go, at least, before the Committee on Private Bills, where it could be investigated properly and the facts bearing upon it brought out. He argued at great length that the case was one of importance, involving the adoption of a principle of relief, fully borne out by the highest English practice. He found it strange that they refused to fall in with the suggestion of the Attorney-General, and allow the bill to go to Committee, there carefully to be investigated.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmourey): Proposerait un moyen terme, c'est-à-dire de nommer un comité composé de tous les avocats de la Chambre et de le charger de l'examen de la cause de Hoffman.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that it was virtually the proposal he had himself made before the House took recess.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said he had not argued that it was important that the second reading should take place. Whether the bill was read a second time or not made little difference, but it was really important that an enquiry should be had into this matter. It was not customary to have any enquiries of the kind before such measures went to a second reading, but in this case it seemed that, so far as the preamble went, it

should be enquired into, to establish the facts. With regard to the motion of Honourable Mr Holton, it provided for consideration, but it was virtually a suspension of the measure from which it might be difficult to draw it again; either the petition or the bill should be referred for re-examination and the eduction of information. It made very little difference which course was followed. In his own opinion the Committee appointed to enquire into the administration of justice was the one best calculated to take charge of this measure.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Dit que la Chambre ne peut pas refuser au pétitionnaire la justice, et s'opposer à cette mesure démontre de la déloyauté envers le public que les honorables députés se sont engagés à défendre.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, appuyé par le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau), sous forme d'amendement audit amendement, que les mots "qu'il soit résolu qu'il n'est pas convenable de procéder au-delà sur le bill, faute d'information sur l'opinion des juges dont on se propose d'annuler le jugement par l'action de la Législature, et sans aucune preuve à l'appui des allégués contenus dans le préambule" soient effacés, et que les mots " que la pétition sur laquelle ledit bill est basé soit renvoyée au comité spécial chargé de s'enquérir de l'administration de la justice, avec instructions de s'enquérir des faits qui y sont allégués et d'en faire rapport à la Chambre", soient mis à la place.

Et la question étant mise aux voix sur l'amendement proposé au premier amendement, il est résolu dans l'affirmative.

Et l'amendement à la question principale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix:

Il est résolu que le bill pour venir en aide à Jean Hoffman, in re Joseph Tanguay, appelant, et John T. Molson et al., et Jean Hoffman, intimé, ne soit pas maintenant lu une seconde fois, mais que la pétition sur laquelle ledit bill est basé soit renvoyé au comité spécial chargé de s'enquérir de l'administration de la justice, avec instructions de s'enquérir des faits qui y sont allégués et d'en faire rapport à la Chambre.

Compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa.

M. E.B. EDDY (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés et la 60^e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Adresse au lieutenant-gouverneur;Tenue des cours dans les districts
de Chicoutimi et Saguenay

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Propose, appuyé par le député de Beauce (M. C.H. Pozer), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et l'honorable juge E. Taschereau, pendant l'année 1872, au sujet de la tenue des cours dans les districts de Chicoutimi et Saguenay.

Adopté.

Compagnie du chemin de fer
de colonisation du Nord de Montréal

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (M. P. Garneau), qu'il soit enjoint à la Compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal, de mettre devant cette Chambre, d'ici à huit jours, une copie du dernier rapport de M. Legge, ingénieur dudit chemin, concernant le mérite des différents tracés dudit chemin entre Sainte-Thérèse et Granville.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Pense que la Chambre n'a pas le droit d'exiger la production de ces documents, que M. Legge donnera sans doute de bonne grâce, mais la Chambre ne peut l'exiger de force.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Spoke warmly against the policy pursued by the Company. It had entered the arena of politics and had its own candidates. He went on to speak of a portion of the line near Montreal, which for election purposes, had been surveyed twice and again, and concerning which no determination had been arrived at.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Dit que la compagnie n'a rien à cacher et si le député d'Argenteuil avait demandé le rapport de M. Legge de la manière habituelle, il n'aurait eu aucune peine à se le procurer. La compagnie n'a pas le moindre désir de cacher une partie de ses activités.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said the Company had broken faith with the Government and had never presented a report of proceedings as ordered. It had entered into political combinations and received unqualified persons at its Council board. He believed that it should be called to account. It had been promised that the portion of the line he complained about should have been located during the recess; yet nothing had been done.

La proposition est adoptée.

Incendie du palais de justice à Québec

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose que la correspondance entre le colonel Guay et le conseil exécutif, concernant sa réclamation pour les pertes qu'il a souffertes par l'incendie du palais de justice à Québec, soit renvoyée au comité des impressions.

Adopté.

Incendie du palais de justice de Québec

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill pour remédier aux pertes occasionnées par l'incendie du palais de Justice de Québec, étant lu;

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Adopté.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Double mandat

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour établir des dispositions spéciales concernant la Législature de la province de Québec.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code civil

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender les articles 945 et 1336 du code civil.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

District judiciaire des Trois-Rivières

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour annexer une certaine partie du territoire du Saint-Maurice au district des Trois-Rivières pour les fins judiciaires seulement.

Adopté.

Magistrats de district

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte concernant les magistrats de district en cette province.

Adopté.

La séance s'ajourne à dix heures et trente.

ordres permanents: Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas.

De William McNaughton et autres, de la cité de Montréal demandant un acte d'incorporation sous le nom de Compagnie des omnibus et de transport de Montréal.

Du conseil de ville de la ville de Nicolet demandant des amendements à son acte d'incorporation.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte d'incorporation du Collège des Trois-Rivières, et y a fait un amendement, qu'il soumet humblement à votre honorable Chambre.

Lecture de pétitions:

Il est ordonné que la pétition de la Compagnie d'emménagement de Montréal présentée aujourd'hui et demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite compagnie, soit maintenant reçue et lue.

Il est ordonné que la pétition de D. Tassé et autres, présentée aujourd'hui et demandant la permission de prélever une taxe spéciale pour la construction d'un établissement pour l'éducation supérieure, dans la ville d'Iberville, soit maintenant reçue et lue.

Introduction de bills :

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Nicolet.

Accordé.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill pour diviser la municipalité des Isles-de-la-Magdeleine en trois municipalités séparées.

Accordé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés.

Accordé.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande la permission d'introduire un bill pour obliger en certains cas le demandeur en toute action en dommage à donner caution pour assurer le paiement des frais en cas de débouté.

Accordé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour

Séance du 13 janvier 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures quinze.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Verreault, la pétition du révérend Charles Trudelle et autres, de la paroisse de Saint-François, comté de Montmagny.

Par M. Bisson, la pétition d'Alexandre Buntin et autres, du village de Valleyfield, comté de Beauharnois.

Par l'honorable M. Laframboise, la pétition de la Compagnie d'emménagement de Montréal.

Par l'honorable M. Holton, la pétition de "The Quebec (Provincial) Temperance Prohibitory League".

Par M. Molleur, la pétition de D. Tassé et autres.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Présente le dixième rapport du comité permanent des

amender les actes de cette province, trente-six Victoria, chapitres 52, 53 et 59.

Accordé.

Documents

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Présente, conformément à une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 19 décembre 1873, demandant copie du dernier rapport fait par M. l'arpenteur Casgrain, sur l'exploration du territoire à travers lequel a été tracée la ligne du chemin de fer projeté de Québec au lac Saint-Jean. (Documents de la session, no 16.)

Message du lieutenant-gouverneur :

M. L'ORATEUR: Lit le message suivant:

E.-R. Caron,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative un estimé des sommes requises pour la province, pour les douze mois finissant le 30 juin 1875; aussi un estimé des sommes requises pour la province, pour rencontrer les dépenses durant l'année fiscale pour lesquelles les montants déjà votés par la 36e Vic, chap. 1, ne sont pas suffisants, en conformité des dispositions de la 54e clause de l'acte de l'Amérique du Nord, 1867. Il recommande ces estimés à l'Assemblée législative. (Documents de la session, no 17.)

Hôtel du gouvernement,
Québec, janvier 1874

Il est ordonné que ledit message ainsi que les estimés qui l'accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer que vous laissiez maintenant le fauteuil et que cette Chambre se forme en comité des subsides.

Je sais que la Chambre, en m'entendant proposer cette motion, s'attend à ce que je donne quelques renseignements sur les conditions dans lesquelles se trouvent les finances de la province, des explications sur les recettes et les déboursés de la dernière année fiscale, sur l'estimation du revenu probable de l'année prochaine et la manière dont le gouvernement se propose de l'employer. Je vais essayer de fournir ces renseignements d'une façon qui, je l'espère, satisfera la Chambre et le pays; j'ai l'espoir que mon exposé financier sera aussi encourageant pour ce qui regarde le passé que pour ce qui se rapporte à l'avenir de notre province.

Il n'est rien de mieux à faire, monsieur l'Orateur, que d'examiner franchement notre position financière. Si nous ne prospérons pas,

si notre position s'empire graduellement au lieu de s'améliorer, si au point de vue financier nous perdons du terrain dépensant tout notre revenu et contractant des dettes, il est de notre devoir d'examiner soigneusement notre situation et de voir comment nous pouvons remédier aux erreurs du passé et les éviter à l'avenir en augmentant nos revenus sans imposer des taxes inutiles au peuple ou en retranchant de suite toutes les dépenses qui ne sont pas absolument requises par le service public.

Si, d'un autre côté, comme je le crois, nous augmentons graduellement notre revenu, et si par là nous nous mettons en position de dépenser plus pour avancer les améliorations publiques et pour augmenter l'efficacité du service civil, nous ne devons pas, à cause de cela, nous montrer insoucieux de nos ressources, ni les dépenser témérairement. Nous ne devons pas non plus, parce que notre balance en caisse augmente d'année en année, nous lancer dans des dépenses extravagantes; au contraire, nous devons nous mettre d'autant plus sur nos gardes contre les dépenses inutiles, afin de nous mettre par là en position de faire face aux dépenses imprévues qui peuvent se présenter et d'aider aux entreprises de nature à développer les ressources de notre province, à retenir notre population dans le pays, à l'augmenter par l'immigration étrangère, de donner l'instruction à la génération qui grandit, d'avancer en général la prospérité et d'augmenter le bien-être du peuple.

J'espère que les comptes publics soumis à la Chambre seront trouvés clairs et satisfaisants; qu'ils prouveront que les deniers de la province ont été dépensés judicieusement et d'une manière conforme aux désirs formellement exprimés de la Législature.

Aussi tout en donnant un sommaire des dépenses et des recettes de l'année passée, je n'ai pas l'intention d'entrer pour chaque chef dans les détails minutieux que j'ai donnés en d'autres circonstances, mais seulement de borner mes explications aux chiffres dont l'intelligence semble exiger plus que la simple lecture des comptes publics. Cependant, Monsieur l'Orateur, avant d'entrer dans ces explications, on voudra bien me permettre de traiter aussi brièvement que possible une question importante, dont il a déjà été plus ou moins parlé en pareille circonstance depuis la Confédération, question qui, je suis heureux de le constater, se présente maintenant sous un aspect différent de celui qu'elle a offert jusqu'aujourd'hui, et qui, je n'en doute pas, causera beaucoup de plaisir à cette honorable Chambre.

Arbitrage interprovincial

Inutile de dire que je veux parler de l'arbitrage entre les provinces de Québec et d'Ontario. Cette question a donné beaucoup d'inquiétude et de soucis au gouvernement. Quelques-uns pensaient que nous ne hâtons pas autant que

nous aurions pu le faire le règlement des questions en litige entre les deux provinces; que nous laissions faire sans guère nous occuper de la manière dont l'affaire serait réglée, quelques-uns, dis-je, étaient disposés à censurer l'insouciance apparente du gouvernement pour les intérêts de la province. D'autres, peut-être plus disposés à juger favorablement les actes du ministère, pensaient que nous faisons tout ce que nous pouvions pour vider la difficulté et voulaient laisser au gouvernement toute liberté d'agir comme il l'entendrait.

Les mentions que j'ai faites à chaque année de la question de l'arbitrage, dans mes exposés financiers, ont provoqué certaines remarques plus ou moins favorables au sujet de la position que nous avions prise relativement à cette importante affaire; il faut bien dire, cependant, que la Chambre a ratifié la conduite du gouvernement, et c'est à cette approbation, je n'en doute pas, qu'il faut attribuer en grande partie le succès qui a jusqu'aujourd'hui couronné nos efforts relativement à la dette que la constitution imposait aux provinces de Québec et d'Ontario.

Je m'étais depuis longtemps convaincu que les auteurs de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, avaient commis une grande injustice en mettant à la charge de ces deux provinces l'excédent de la dette du Canada-Uni, au-delà de soixante deux millions et demi, et en décidant implicitement que l'intérêt de cet excédent de dette serait chaque année retenu sur la subvention payée par le gouvernement fédéral à ces provinces; j'étais bien déterminé à faire redresser ce grief, si cela était possible. Il n'était peut-être guère possible de prévoir en 1867 quels seraient les revenus respectifs des provinces, les charges sur ce revenu: il ne faut donc pas s'étonner si l'expérience que nous a donnée depuis quelques années la mise en vigueur de l'acte de confédération a démontré qu'il fallait modifier les subventions accordées à ces provinces pour permettre d'administrer d'une manière satisfaisante les affaires du pays, de maintenir les gouvernements locaux dans une position respectable, les mettre en état de faire des améliorations publiques dans la sphère de leurs attributions et de ne pas causer de détriment aux affaires publiques en ne fournissant pas les ressources nécessaires pour les administrer.

Chaque fois que l'occasion s'en est présentée, et à plusieurs reprises, en temps opportun comme inopportun, j'ai représenté au gouvernement fédéral et aux membres de ce gouvernement combien il était juste et à propos que le Canada se chargeât de toute la dette de la ci-devant province du Canada et libérât ainsi les provinces de Québec et d'Ontario du service des intérêts, à même leur subvention, sur l'excédent de dette s'élevant à dix millions et demi ou onze millions de piastres. Le Parlement fédéral a réglé la question le printemps dernier. Je m'y attendais et, il y a deux ans, quand je parlais de l'arbitrage pour dire à la Chambre que le

gouvernement de la province d'Ontario était décidé de soumettre la prétendue sentence de MM. Gray et MacPherson à la décision du Conseil privé en Angleterre, j'ai déclaré que j'avais personnellement beaucoup d'objection à cet appel au Conseil privé; j'ai exprimé l'opinion que cette affaire pouvait et devait se régler en Canada, où tous les faits se rattachant à la cause étaient mieux connus et les prétentions des deux provinces mieux jugées qu'en Angleterre; j'ai ajouté que la province de Québec ne saurait manquer d'obtenir justice. Tout en étant prêts, si les circonstances nous y obligeaient, à porter l'affaire devant le Conseil privé, j'étais convaincu, ainsi que je l'ai déclaré dans mon discours sur le budget l'année dernière, que "le plus tôt les questions débattues entre les provinces de Québec et d'Ontario seraient réglées, le mieux ce serait, et que les honorables députés pouvaient croire que le gouvernement de la province de Québec ferait tous les efforts possibles pour obtenir le règlement immédiat de cette importante question et voir à ce que justice fut rendue à la Province comme elle méritait de l'avoir. L'action des membres de cette Chambre, dis-je aussi, et des députés qui représentent la province dans le Parlement fédéral, est de nature à faire beaucoup pour obtenir une solution équitable".

Après de nombreuses conférences, les membres du gouvernement local trouvant que la session du Parlement fédéral offrait, pour diverses raisons, une bonne occasion d'agiter la question du règlement de la dette, il fut décidé que je me rendrais à Ottawa avec ceux de mes collègues qui étaient membres de la Chambre des communes et que je m'efforcerais de déterminer le gouvernement fédéral à faire passer une loi par laquelle le Canada assumerait l'excédent de la dette de la ci-devant province du Canada-Uni.

Je me rendis en conséquence à la capitale, et finalement nous réussîmes à faire présenter un projet de loi, sous forme de statut, déclarant que, "dans les comptes entre les différentes provinces de la Confédération et le Canada, les sommes payables et imputables à ces provinces, respectivement, en tant qu'elles sont basées sur le montant de dette avec lequel chaque province est entrée dans la Confédération, seront calculées et allouées comme si la somme fixée par le 112^e paragraphe de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, était augmentée de \$62,500,000 à \$73,006,088.84," ce qui, réellement, signifie que les \$10,506,088.84 dues au Canada par les provinces de Québec et d'Ontario sont mises au compte du Canada et que ces provinces, en tant que provinces séparées, sont libérées de cette dette et que l'intérêt payable sur ce montant, au lieu d'être retenu chaque année sur la subvention du gouvernement fédéral, ne sera plus exigible, en sorte que la subvention sera payée désormais en entier et sans retenue. (Applaudissements.)

Il fut proposé qu'en assumant l'excédent de

dette le gouvernement fédéral eût en même temps le droit de garder l'actif énuméré dans l'Acte de Confédération comme appartenant collectivement aux provinces de Québec et d'Ontario, actif qui est d'une très grande valeur. J'ai vigoureusement combattu cette proposition et je n'ai pas même voulu consentir à la discuter. Je soutins qu'en vertu de l'Acte de Confédération cet actif était la propriété collective des deux provinces et qu'il ne pouvait pas être aliéné ni enlevé à ces provinces sans une loi de Parlement impérial le décrétant et du consentement commun des deux gouvernements intéressés — loi que je n'appréhendais pas, puisque je savais que ce consentement ne serait pas donné — et que si, comme je le prétendais, on s'était rendu coupable d'injustice envers ces provinces en leur imposant une partie de la dette de la ci-devant province du Canada, on ne réparerait que partiellement l'injustice en donnant cet actif à la Puissance.

Il serait inutile de dire minutieusement comment nous sommes parvenus à régler la question ou de faire connaître les difficultés que nous avons dû surmonter de temps à autre pour conduire l'affaire à bonne issue. Il est dans cette Chambre des honorables députés qui savent quelque chose de ces difficultés, et je saisis cette occasion, M. l'Orateur, pour les remercier au nom de la province, ainsi que d'autres membres du Parlement fédéral, surtout les membres du gouvernement de Sir John A. Macdonald et spécialement l'honorable député de Québec-Centre (l'hon. M. Langevin) de ce qu'ils ont fait en cette circonstance et sans quoi je n'aurais pu réussir à rien.

Je dois le dire à regret: quelques députés de la province d'Ontario se sont opposés au règlement des difficultés pendantes entre les deux provinces. Ils ne considéraient pas ce règlement de la question comme injuste en soi, mais ils s'y opposaient pour des raisons politiques, sachant bien que la province d'Ontario gagnerait plus que celle de Québec au règlement de la question proposé par leur gouvernement local et que, par la loi que nous avons fait passer, leur province se trouverait dans la même position que si toute la dette de la ci-devant province du Canada eût été mise au compte de la Puissance par l'Acte constitutionnel de 1867. Je ne sache pas qu'un seul député de notre province ait voté contre cette loi, bien que quelques-uns n'aient pas fait pour en assurer la passation tout ce que, à mon humble avis, nous avions droit d'attendre d'eux.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): L'honorable trésorier doit se rappeler, à ce sujet, que l'ex-premier ministre du gouvernement de Québec, durant une session précédente du Parlement fédéral, a voté contre un projet de loi semblable que j'ai présenté moi-même, et que j'ai été le premier à introduire. Une mesure de cette nature.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sher-

brooke): L'ex-premier ministre a voté contre le projet de loi de l'honorable député de Montréal-Centre parce qu'il en avait lui-même un en vue qu'il trouvait plus acceptable. Du reste, la Chambre a refusé de prendre ce projet de loi en considération parce qu'il était présenté d'une manière irrégulière.

Je considère cette mesure, Monsieur l'Orateur, comme d'une importance vitale pour la province. Elle met nos finances dans des conditions meilleures que jamais; elle augmente notre revenu, et par là elle nous met en lieu de faire plus pour les améliorations publiques, en même temps qu'elle fait disparaître une cause de malaise et peut-être de difficultés sérieuses entre les deux provinces.

Il est bien vrai que nous devrons payer notre part de cette dette imputée au Canada; mais nous sommes dans une position bien différente de celle que nous occupions auparavant et qui nous exposait à épuiser nos ressources comparativement limitées. Puis, les sommes d'intérêts que nous économiserons par là, si elles sont dépensées judicieusement, nous permettront de payer plus facilement notre part de la dette publique de la Confédération, que l'intérêt que sans cela nous aurions à payer annuellement sur environ cinq millions de piastres.

A ce propos, je puis dire, en outre, que, peu après mon retour d'Ottawa, j'ai écrit à l'honorable M. Crooks, trésorier de la province d'Ontario, au sujet de l'actif appartenant aux deux provinces et, après avoir échangé quelques correspondances, il est venu à Québec. Je l'ai rencontré en compagnie du premier ministre et nous avons eu plusieurs entretiens non officiels dans lesquels l'affaire a fait beaucoup de progrès. Subséquemment, l'honorable M. Mowatt, premier ministre de la province d'Ontario, est venu à Québec et nous avons encore discuté avec lui pendant plusieurs jours les points préliminaires du partage de l'excédent d'actif.

Au point où en sont les négociations, il est peut-être à propos de ne rien dire davantage. Ces entrevues n'ont été aucunement officielles; mais elles nous ont permis de constater, je puis le dire, que le gouvernement de la province d'Ontario a renoncé à plusieurs des prétentions de son ex-trésorier à l'égard de certaines parties de l'actif, et que la justice de nos réclamations a été franchement admise avec plus de libéralité et de bonne foi.

J'espère que nous pourrons faire ce partage de l'actif à l'amiable, maintenant que le partage de la dette se trouve mis hors de cause par l'imputation de cette dette au gouvernement fédéral.

Je désire remercier de nouveau les députés de cette province de leur précieux concours et, quoi qu'on puisse penser de la conduite du gouvernement fédéral sur d'autres sujets, je dois déclarer que, sur cette question, il a montré un désir de rendre justice qui lui donne droit à la reconnaissance du pays.

Encore un mot, Monsieur l'Orateur, au sujet

de l'augmentation de notre revenu provenant de ce que nous n'avons plus à payer l'intérêt sur la part de l'excédent de la dette afférente à notre province.

Nous ne devons pas oublier que nos ressources sont encore limitées et que nous devons également nous garder de dépenser plus que nous l'avons fait jusqu'aujourd'hui. M'est avis que nous pouvons employer cette augmentation de revenu de manière à payer dix fois au gouvernement fédéral, indirectement, la dette dont il a libéré notre province, en faisant plus d'améliorations publiques qu'auparavant, en contribuant au développement de nos ressources, en ouvrant de meilleures voies de communication entre les différentes parties de la province, en encourageant les industries de toutes sortes, en augmentant notre population et par là la richesse du pays.

Je sais que le gouvernement a beaucoup de difficultés à surmonter pour adopter une politique libérale à l'égard des améliorations publiques dans la province. Il nous faut faire disparaître et concilier les jalousies et les intérêts locaux; chaque localité prétend que ses projets sont les plus importants et méritent d'être spécialement aidés et pris en considération à l'exclusion des autres.

Il nous faut aussi considérer que nos ressources sont limitées et il est du devoir du gouvernement de voir non seulement à ce que ces ressources ne soient pas dilapidées, mais aussi à ce que nos dépenses ne les excèdent point. Si bien disposés que soient le gouvernement et cette honorable Chambre à donner de l'aide à beaucoup d'entreprises utiles en elles-mêmes et avantageuses au pays, si nous avions à notre disposition des ressources plus considérables, ce ne serait pas administrer sagement, ce ne serait pas adopter une politique libérale, il ne serait pas juste de la part du gouvernement ou de la Chambre, qui sont les gardiens des intérêts et du trésor publics, que de se lancer dans des entreprises qui peuvent être bonnes en elles-mêmes, mais qui pourraient être téméraires et désastreuses pour la province si, pour les faire réussir, on imposait au peuple des impôts trop onéreux pour faire honneur à nos engagements. Nous ne devons, pour aucune considération, endetter la province d'une manière incompatible avec ce que nos ressources nous permettent de payer facilement. Nous devons tous être prêts à sacrifier, si c'est nécessaire, nos petits projets au bien général du pays et à toujours avoir en vue les intérêts de la province avant tout, et à leur subordonner, dans nos discussions et nos décisions, les intérêts de nos entreprises individuelles.

Si le gouvernement peut, ainsi que je le pense, accorder une subvention additionnelle pour la construction des chemins de fer, cela est dû exclusivement à ce que notre province est acquittée de la dette que lui imposait l'acte de Confédération de 1867. Avec cette dette, nul gouvernement n'aurait pu faire ce que nous

nous proposons maintenant de faire et le pays n'aurait pas approuvé, même pour venir en aide à la construction des chemins de fer, l'augmentation de nos engagements.

Il est curieux, monsieur l'Orateur, de voir comme les demandes de subventions à même le trésor se sont multipliées de la manière que je viens d'exposer à la Chambre. On demande des subventions pour des chemins de fer et d'autres entreprises et chacun prétend que, les ressources de la province étant plus considérables, il a droit à tout ce qu'il exige pour faire réussir ses projets, ne manquant pas de nous dire que la prospérité du pays en dépend. En présence de toutes ces demandes, j'ai souvent douté si, quant aux sommes en caisse à la disposition du trésorier, nous serions dans dix ans dans une position plus favorable que si nous eussions continué à servir sur l'excédent de dette un montant d'intérêts qui aurait rendu toutes ces réclamations hors de place.

Je dois l'avouer franchement: J'ai souvent regretté de ne pouvoir presser le gouvernement fédéral d'assumer la part de dette payable par notre province sans faire bénéficier la province d'Ontario du même avantage, surtout quand je voyais les représentants les plus distingués de cette province dans le Parlement fédéral faire tous leurs efforts pour nous empêcher d'arriver à ce résultat. Car, apparemment, le règlement de cette question s'est fait contre leur consentement. J'espère qu'en y réfléchissant nos concitoyens de la province d'Ontario reconnaîtront qu'en définitive nous leur avons rendu service malgré eux.

Encore une remarque à ce sujet.

Il est bien connu que le gouvernement de Québec réclamait, et à bon droit, la propriété située dans cette ville et connue sous le nom de casernes des Jésuites, comme lui appartenant. Nous avions demandé au gouvernement fédéral de nous en mettre en possession. Ces demandes n'avaient jamais été formulées d'une manière officielle, mais nous les avons souvent répétées et finalement nous les avons transmises dans une dépêche au ministère fédéral.

Quand j'arrivai à Ottawa, l'hiver dernier, je constatai à ma grande surprise que les autorités fédérales entretenaient des doutes sur le droit que nous avions à cette propriété et n'étaient guère disposées à faire justice à nos réclamations. Pour me mettre plus au courant de la question que je ne l'avais fait jusque-là, je profitai de mon séjour à la capitale pour examiner les archives de la Législature du Bas-Canada jusqu'à 1841 et les documents parlementaires depuis cette époque. Pendant plusieurs semaines, je consacrai la plus grande partie de mon temps à ces recherches. Je passai en revue les dépêches du gouvernement impérial concernant les biens des Jésuites, les adresses demandées par les Chambres, etc., et finalement je rédigeai un mémoire, que j'ai transmis au ministre de la Justice, dans lequel j'ai exposé les prétentions que nous avons à la propriété des

biens des Jésuites. Ces prétentions sont bien établies par les autorités que j'ai citées à l'appui de nos réclamations. Je ne sais pas si ce mémoire a pu exercer une certaine influence pour faire régler la question, mais ces démarches ont eu pour résultat de nous faire transférer les casernes des Jésuites, qui sont maintenant en la possession de la province. (Applaudissements.)

La Chambre sait déjà ce que nous entendons faire de cette propriété.

Je considère aussi, je dois le déclarer, que les casernes des Jésuites aux Trois-Rivières appartiennent pareillement à la province. J'en ai demandé la mise en possession dans le mémoire que j'ai adressé au ministère de la Justice.

Cependant, nos titres à la propriété des casernes des Jésuites aux Trois-Rivières ne sont pas aussi clairs que ceux que nous avons quant aux casernes des Jésuites à Québec. Il appert que le gouvernement français, pendant que la colonie était sous sa domination, avait obtenu par des moyens quelconques la possession du plateau de terre qui se trouve dans les Trois-Rivières et y avait érigé un fort pour protéger les habitants contre les déprédations des sauvages et que, lors de la conquête, ce fort et les terrains avoisinants furent cédés par les Français aux autorités militaires anglaises. C'est pourquoi on prétend que cette propriété ne formait pas partie des biens des Jésuites, puisqu'ils en avaient abandonné la possession avant 1767, et qu'en conséquence elle appartient au gouvernement impérial. J'ai fait beaucoup de recherches dans les documents que j'avais à ma disposition à Ottawa pour trouver quelque acte de cession ou bail consenti par les Jésuites au gouvernement français, mais je n'en ai pas trouvé. Néanmoins, le fait que, dans plusieurs listes des biens des Jésuites fournies à la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada et à la Législature du Canada sous l'Union, ces casernes des Jésuites aux Trois-Rivières sont mentionnées spécialement et que, dans les dépêches du gouvernement impérial, il est déclaré que toutes les propriétés du ci-devant ordre des Jésuites appar-

tenaient au Bas-Canada pour les fins de l'instruction publique, sans aucune exception, me convainc que nous devrions avoir la propriété des casernes des Trois-Rivières aussi bien que de celles de Québec.

Il est probable que des recherches plus minutieuses dans les archives de la province nous fourniront d'autres renseignements qui dissiperont tous les doutes à ce sujet.

J'espère, monsieur l'Orateur, que je n'ai pas fatigué la Chambre en entrant dans ces détails. Les honorables députés qui m'écoutent doivent savoir ce que nous avons fait dans l'intérêt de la province pour sauvegarder nos droits et pour que la Chambre puisse agir en conséquence.

REVENUS

Je passe maintenant, monsieur l'Orateur, à l'énumération des sommes que nous avons touchées pendant l'année expirée le 30 juin dernier.

J'avais estimé ce revenu à \$1,709,621: il s'est élevé à \$1,999,942.57. Mais ce chiffre comprend des recettes qui ne devraient pas, à proprement dire, figurer parmi les revenus annuels, notamment le prix de vente de la Maison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul, le produit de l'assurance du palais de justice de Québec et les sommes déposées en banque au profit de certaines institutions catholiques. Si l'on déduit ces sommes ainsi qu'un ou deux autres montants, on trouve encore que les revenus réels ont excédé de \$125,000 le chiffre auquel je les avais estimés en 1871. Quelques sources de revenus ont rapporté plus que je ne l'espérais, d'autres moins, mais le résultat général est tel que je viens de l'indiquer.

D'ailleurs, je préfère donner un peu de latitude à mes estimations des recettes et des dépenses, afin de ne pas avoir de déficit dans les recettes et de ne pas arriver à un résultat moins favorable que celui sur lequel je compte.

Avec la permission de cette honorable Chambre, je vais maintenant donner l'énumération détaillée des

Recettes durant l'année fiscale expirée le 30 juin 1873

Acompte sur le subside fédéral	\$800,000.00
Produit de la vente de la Maison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul	\$110,000.00
Subvention accordée par le gouvernement fédéral pour l'immigration	\$ 13,700.00
Bois et forêts	\$518,682.63
Recettes générales	\$ 55,111.90
Domaine de la Couronne, Seigneurie de Lauzon, arpentages et dépôts	\$ 19,215.12

\$593,009.65

Les recettes des bois et forêts ont excédé de \$73,929.95 celles de l'année précédente.

Terres des réserves du clergé:

Fonds des municipalités \$ 5,608.90

Biens des Jésuites:

Fonds de l'Instruction supérieure et fonds de revenu \$ 13,193.33

\$ 18,802.28

Billets recevables échus et payés depuis le 30 juin 1872 \$ 4,448.10

\$615,959.98

Moins — Billets recevables, non échus encore, compris ci-dessus \$ 37,957.38

Recettes totales en argent des Terres de la couronne \$578,002.60

Les recettes des Terres de la couronne, les billets recevables, non échus ou payés depuis, compris dans cette année, tel que par l'état no 5

des comptes publics, s'élèvent à \$611,811.88

Elles s'élevaient l'année dernière à \$533,093.64

Ce qui accuse une augmentation de \$ 78,718.24

FONDS DES HONORAIRES JUDICIAIRES

Timbres \$ 76,124.60

Perceptions sur les procédures en matières civiles \$ 7,269.91

\$ 83,394.51

FONDS DE BATISSE ET DES JURES

Perceptions \$ 13,770.46

Timbres \$ 8,238.26

\$ 22,008.72

TAXE POUR LES PALAIS DE JUSTICE

Timbres \$ 19,442.94

Perceptions \$ 1,503.53

\$ 20,926.47

Ces sommes sont ainsi réparties:

Palais de justice de Montréal \$ 19,309.10

Palais de justice de Kamouraska \$ 818.90

Palais de justice d'Ottawa \$ 747.17

Palais de justice de Bonaventure \$ 51.30

\$ 20,926.47

TIMBRES NON DISTRIBUES

Timbres de loi \$ 8,875.96

Timbres d'enregistrement \$ 3,439.18

Ce qui porte à \$138,644.84

Les recettes des fonds d'honoraires judiciaires, de bâties et des jurés, des taxes pour les palais de justice et des timbres non distribués se sont élevées à \$138,644.84. Ces chiffres sont ainsi résumés dans l'état des recettes No 2:

Timbres de loi	\$106,540.25
Timbres d'enregistrement	\$ 9,560.69
Honoraires judiciaires, non compris les timbres	\$ 13,770.46
Palais de justice de Montréal	\$ 1,503.53
	<u>\$138,644.84</u>

LICENCES

Licences d'auberges, de magasins, d'encanteurs, de colporteurs, etc.	\$122,487.83
Licences de mariage	\$ 4,932.00
	<u>\$127,419.83</u>

INSTRUCTION PUBLIQUE

Ecoles normales:	
Ecole normale McGill	\$ 2,342.07
Ecole normale Jacques-Cartier	\$ 2,425.00
Ecole normale Laval	\$ 4,011.56
	<u>\$ 8,778.63</u>
Primes des instituteurs	\$ 274.32
Journaux de l'instruction publique	\$ 294.19
Vente de cartes de la province	\$ 186.01
	<u>\$ 9,533.15</u>

Somme déposée par le ministère de l'Instruction publique pour l'Ecole (spécialement pour les catholiques) des arts et sciences	\$ 12,546.44
Intérêts sur cette somme	\$ 431.00
	<u>\$ 12,977.81</u>
Fonds spécial d'instruction protestante supérieure déposé par le département	\$ 129.37

TRAVAUX PUBLICS

Loyers de maisons à Montréal	\$ 520.00
Somme payée par la cité de Québec pour la police provinciale, pour deux ans	\$ 69,072.27
Entretien de la Maison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul	\$ 1,417.97
Asile des aliénés de Saint-Jean	\$ 838.50

FONDS DE BATISSE ET DES JURES

Assurance du palais de justice de Québec	\$ 40,000.00
Vente de débris du palais de justice de Québec	\$ 80.00

FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL

A/c d'intérêts	\$ 13,465.56
Prêt aux incendiés de Québec	\$ 3,470.82
Vente des statuts	\$ 97.40
Impression des bills privés	\$ 326.51
Gazette officielle de Québec	\$ 14,959.43

Ce dernier chiffre ne comprend pas les annonces imprimées pour le gouvernement. A prix réduit, ces impressions se seraient élevées à \$3,161.97, en sorte que, si le gouvernement avait payé cette somme, les recettes provenant de la Gazette officielle auraient atteint le chiffre de \$18,121.40. Les \$14,959.43 portées dans les comptes publics sont donc des recettes qui sont

entrées en caisse et à même lesquelles on a défrayé tous les frais de publication. Les profits nets ont excédé de \$6,563.73 les dépenses, et même de \$9,725.70 si on ajoute la balance des impressions gratuitement faites pour le gouvernement.

Outre ces impressions, il a été distribué gratuitement 1,944 exemplaires de la Gazette durant toute l'année; en estimant à deux piastres le prix de chaque exemplaire, cette distribution représente encore \$3,888 qu'il faudrait ajouter aux profits nets.

Au reste, le bureau de l'imprimeur de la reine est loin d'être une source de dépenses sans rétribution pour le trésor. Ses comptes se soldent, déduction faite des frais d'impression de la Gazette officielle, des lois et de la distribution des statuts, par un profit net de \$1,697.82, sans compter \$1,745.35 provenant des bills privés.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Par le shérif de Montréal:

Maison de correction de Montréal	\$ 2,536.65	
Garde de la prison, payée par la corporation	\$ 2,400.00	
		\$ 4,936.65

REVENU CASUEL

Ce chef de revenus comprend les restitutions, le produit de la vente du code municipal, des vieilles paperasses, d'effets non réclamés, des amendes perçues par les greffiers de la paix, des honoraires sur les bons d'enregistrement, etc., et des recettes de la vente des documents officiels et s'est élevé à	\$ 3,030.68
---	-------------

COMPTE D'INTERETS

Intérêts sur dépôts spéciaux	\$ 41,339.10	
Intérêts sur billets recevables	\$ 61.11	
		\$ 41,400.21

BALANCES DE CREDITS NON EMPLOYES

Crédit pour l'immigration (divers)	\$ 191.42	
Remise par le greffier de l'Assemblée législative	\$ 4,698.55	
Remise par le greffier du Conseil législatif	\$ 2,080.14	
		\$ 6,970.11

Administration de la Justice:

Par le shérif de Montréal	\$ 1,343.07	
Par l'auditeur pour frais de voyages	\$ 56.85	
Salaires pour les dépôts judiciaires	\$ 2,278.03	
		\$ 3,677.95

Dépenses contingentes des départements:

Par le comptable	\$ 572.28	
Par le révérend W. Anderson	\$ 0.25	
Frais de postes sur dépôts judiciaires	\$ 750.00	
		\$ 1,322.53

Instruction supérieure	\$ 115.35	
Ecoles dans les municipalités pauvres	\$ 11.00	
Ecole normale McGill	\$ 48.33	
Instituteurs à la retraite	\$ 57.00	
Ecoles communes	\$ 1,971.75	
		\$ 2,203.43

Total de ces balances \$ 14,174.02

Recettes totales de l'année	\$1,999,942.57
En caisse le 30 juin 1872	\$ 679,809.64
	<u>\$2,679,752.21</u>

SOMMAIRE DES RECETTES

Subvention du gouvernement fédéral	\$ 800,000.00
Prix de vente de la Maison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul	\$ 110,000.00
Assurance du palais de Justice de Québec	\$ 40,000.00
Terres de la Couronne	\$ 578,002.60
Fonds des honoraires judiciaires, fonds de bâtisse et des jurés,	
Licences de toutes sortes	\$ 127,419.83
Police	\$ 69,072.27
D'autres sources: Instruction publique, maison de réforme, asiles, fonds d'emprunt	
municipal, prêt aux incendies de Québec, Gazette officielle, intérêt, etc.	\$ 136,803.03
Recette totales pour l'année expirée le 30 juin 1873	\$4,999,942.57
Je passe maintenant à l'énumération des	

DEPENSES

L'année dernière, je les avais estimées, ainsi que le montrent les votes de crédits que j'ai demandés à la Chambre, à la somme de \$1,669,481; elles ont excédé ce chiffre et se sont élevées à \$1,731,750.78. Mais ce montant comprend des mandats spéciaux destinés à couvrir des dépenses imprévues, ainsi que l'expliquent les comptes publics qui font connaître l'emploi des \$139,056.15 de surplus de dépenses comparativement à l'estimation que j'en avais faite. Or, en retranchant ces dépenses imprévues, dont je parlerai dans quelques instants, on trouve que les dépenses ont été de \$106,786.37 moindres que la somme à laquelle je les ai estimées. Maintenant, si on ajoute les mandats spéciaux, l'excédent de dépenses sur le chiffre de mon estimation est de \$32,269.78.

Si l'on compare les recettes aux dépenses, on trouve que pendant l'année nous avons réalisé, déduction faite des recettes qui n'appartiennent pas au revenu, un excédent de recettes de \$100,000 que nous avons mis en caisse. Avec la balance que nous avons au commencement de l'année, comprise dans les recettes, nous avons au 30 juin dernier une balance en caisse de \$948,001.43.

La Chambre me permettra maintenant de lui donner les détails des divers chapitres des dépenses encourues pendant l'année 1872-73.

Voici les détails de ces dépenses:

Législation	\$163,591.10
Assemblée législative	\$108,100.00
Conseil législatif	\$ 39,700.00
Dépenses pour les élections	\$ 1,061.00
Bibliothèque du parlement, greffiers en loi et en chancellerie	
salaires et dépenses contingentes, impression,	
reliure et distribution des lois	\$ 14,729.50
	<u>\$163,591.10</u>
Gouvernement civil	\$135,106.74
Salaires des employés	\$102,736.21
Dépenses contingentes	\$ 32,370.53
	<u>\$135,106.74</u>
Administration de la justice	\$311,884.07
Fonds des honoraires judiciaires, salaires des shérifs, protonotaires,	
greffiers des cours de Circuit	
de la Paix, anciens districts, et cour d'Appel	\$117,438.54
Fonds de bâtisse et des jurés	\$ 1,900.60
Dépense générale: poursuites criminelles	
dépenses contingentes des shérifs, protonotaires,	
salaires et dépenses contingentes des coroners, greffiers de la paix	
nouveaux districts, magistrats de district, etc.	\$192,494.93

Police		\$ 47,546.12
Salaires en général, etc., Montréal et Québec	\$ 8,144.83	
Police spéciale (en vertu de la 33 Vic., ch. 24)	\$ 30,401.29	
	\$ 47,546.12	

Entretien de la Maison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul	\$ 25,010.33	
Entretien de la Maison de réforme de Montréal	\$ 11,846.00	
Entretien de la Maison de réforme de Sherbrooke	\$ 1,143.67	
	\$ 38,000.00	

Inspection des prisons	\$ 3,298.68	
----------------------------------	-------------	--

Ces divers chefs réunis portent les dépenses de l'administration de la justice de la police des maisons de réforme et de l'inspection des prisons à la somme de \$400,728.87

L'Instruction publique entraîne les dépenses suivantes:

Dépense totale		\$308,447.19
Instruction supérieure	\$ 74,079.00	
Ecoles communes	\$144,260.44	
Ecoles dans les municipalités pauvres	\$ 8,000.00	
Ecoles normales	\$ 48,956.00	
Salaires des inspecteurs d'écoles	\$ 23,151.75	
Livres de prix	\$ 2,500.00	
Journal de l'Instruction publique	\$ 2,400.00	
Instituteurs à la retraite	\$ 5,100.00	
	\$308,447.19	

Institutions littéraires et scientifiques à Montréal et Québec	\$ 3,800.00	
Arts et manufactures	\$ 3,000.00	

Faisant en tout \$315,247.19

AGRICULTURE

Sous ce titre, je comprends les chefs qui sont ainsi énumérés:

Sociétés d'agriculture et pourcentage alloué au Conseil agricole	\$ 47,648.00	
Conseil agricole	\$ 4,000.00	
Allocation aux écoles d'agriculture de Sainte-Anne et de L'Assomption	\$ 1,600.00	

Ce qui porte les dépenses pour l'agriculture à \$ 53,248.00
 Les dépenses pour l'immigration se sont élevées à \$ 40,681.25
 Pour la colonisation, nous avons dépensé \$129,291.31
 ainsi réparties:

Sociétés de colonisation	\$ 8,851.94	
Chemins de colonisation, 1re classe	\$ 85,090.38	
Chemins de colonisation, 2e classe	\$ 22,348.99	
Chemins de colonisation, 3e classe	\$ 9,000.00	
Chemin de Sainte-Anne-des-Monts et de la Côte du Golfe	\$ 4,000.00	

\$129,291.31

La dépense pour les fins d'agriculture, de colonisation et d'immigration a donc été de \$223,220.56
 Viennent ensuite d'autres dépenses considérables pour les

TRAVAUX ET EDIFICES PUBLICS

Loyers, réparations, assurance, etc., des édifices publics	\$ 36,475.49
Inspections et examens	\$ 3,324.78
Loyers, assurance et réparations des palais de justice et des prisons	\$ 12,947.22
Prison pour les femmes, à Montréal	\$ 523.04
Prison de Montréal	\$ 1,332.96
Palais de justice et prison de Bonaventure	\$ 1,193.08
Palais de justice et prison de Gaspé	\$ 2,284.18
Palais de justice de Québec (avant l'incendie)	\$ 6,752.99
Palais de justice temporaire de Québec	\$ 14,988.27
Palais de justice de Sherbrooke	\$ 1,200.00
Palais de justice des Trois-Rivières	\$ 1,700.00
Palais de justice et prisons dans les nouveaux districts:	
Dans le district de Beauce	\$ 5,977.96
Dans le district de Saguenay	\$ 3,904.08
Faisant pour les édifices publics une dépense de	\$ 92,604.05
Nous trouvons ensuite une forte somme de dépense pour les	

INSTITUTIONS DE BIENFAISANCE

Asile des aliénés de Beauport	\$118,329.54
Asile des aliénés de Saint-Jean	\$ 20,545.29
Hôpital de la marine de Québec	\$ 4,000.00
Maison de santé de Belmont	\$ 400.00
Allocations aux différentes institutions de bienfaisance:	
Hôpitaux et asiles de toutes sortes	\$ 40,710.00
Ecoles de réforme	\$ 4,015.02
Ecoles industrielles	\$ 5,300.00
Le total de ces dépenses s'élève donc à	\$193,299.85

Il est une foule de chefs de dépenses qui ne peuvent guère se classer dans un ordre régulier; je les mentionnerai sous le titre de

SERVICES DIVERS

Gazette officielle de Québec	\$ 8,395.70
Arbitrage, en vertu de l'Acte de 1867	\$ 2,893.01
Aide aux colons en détresse dans le Saguenay	\$ 790.55
Chemins et ponts faits pour venir en aide aux colons en détresse du Saguenay	\$ 2,819.33
Diverses dépenses	\$ 12,331.66
Fonds des municipalités (Sta. Ref. du B.-C., Chapitre 110)	\$ 72.00
Licences, timbres, etc.,	\$ 1,916.96
Licences de mariage	\$ 4,932.00
Terres de la Couronne, dépense totale	\$142,502.15
Service d'enregistrement	\$ 18,202.00
Arpentages	\$ 24,000.00
Exploration spéciale pour le Chemin à lisses	
de Québec et Gosford	\$ 6,633.48
Démarcation de la ligne frontière entre les	
Provinces de Québec et d'Ontario	\$ 8,000.00
Acquisition des terres de la Compagnie des	
Pêcheries et des mines de charbon de Gaspé	\$ 35,566.67
Dépenses générales, agences, etc.	\$ 50,100.00
Faisant une somme de	\$142,502.15

En réunissant ces divers chapitres de dépenses, on trouve que le total des sommes payées par mandats du trésor s'élève à \$1,700,451.72. A cela, il faut ajouter les sommes payées aux officiers du fisc à même leurs perceptions, c'est-à-dire aux shérifs, à même le Fonds de bâtisse et de jurés, \$5,440.73; aux percepteurs du revenu provenant des licences pour leurs frais de perceptions et les sommes laissées aux municipalités pour les licences d'auberges, \$15,109.92, ce qui forme un montant de \$1,721,002.37.

Ajoutez la somme créditée au Fonds d'emprunt municipal par le gouvernement fédéral, \$10,835.64, montant qui est mis au crédit de la province par le gouvernement fédéral dans les comptes ouverts, et les mandats émis et non payés le 30 juin 1872, c'est-à-dire \$28,821.96, et vous trouverez une somme de déboursés atteignant le chiffre de \$1,760,659.97. De ce chiffre, il faut retrancher les mandats émis, mais non payés le 30 juin 1873, qui forment une somme de \$28,909.19, ce qui donne un montant de déboursés pour l'exercice finissant le 30 juin 1873, de \$1,731,750.78 pour l'exercice de 1872-73.

Les comptes de cet exercice accusent un montant de recettes, y compris la balance en caisse le 30 juin 1872, de \$2,679,752.21 et des paiements s'élevant à \$1,731,750.78. En retranchant ce dernier chiffre de celui des recettes, il reste une balance en caisse de \$948,001.43.

Cette somme est ainsi placée:

Dans la Banque de Montréal	\$550,000.00	
Dans la Banque d'Union	\$100,000.00	
Dans la Banque métropolitaine	\$125,000.00	
Dépôts spéciaux, à intérêt de 6 p.c.		\$775,000.00
Dans la Banque de Montréal	\$127,063.69	
Dans la Banque d'Union	\$ 29,000.00	
Dans la Banque métropolitaine	\$ 3,415.06	
Dans la Banque nationale	\$ 13,393.31	
Dans la Banque nationale	\$ 129.37	
Dépôts ordinaires		\$173,001.43
Faisant un total de dépôts de		\$948,001.43

Ces deux montants réunis forment donc le chiffre de \$948,001.43 qui, comme nous l'avons vu, représente la balance que nous avons en caisse le 30 juin dernier.

Pour compléter les renseignements que je tiens à donner à la Chambre sur nos dépenses, je vais lui fournir le sommaire de chaque chapitre, ce qui fera mieux voir les frais qu'entraîne chaque service. Voici cette énumération:

Législation	\$163,591.10
Gouvernement civil	\$135,106.74
Administration de la justice	\$400,728.87
Instruction, etc.	\$315,247.19
Agriculture, immigration et colonisation	\$223,220.56
Travaux et édifices publics	\$ 92,604.05
Institutions de bienfaisance	\$193,299.85
Terres de la couronne	\$142,502.15
Diverses autres dépenses	\$ 84,151.21
	\$1,700,451.72

Si on ajoute à cette somme les autres dépenses à même le revenu que nous avons vues déjà:

Retenue des percepteurs du revenu	\$ 20,550.65
Mandats non échus le 30 juin 1872	\$ 28,821.96
Montant crédité par le gouvernement fédéral au fonds d'emprunt municipal	\$ 10,835.64

On trouve un montant s'élevant à \$1,760,659.97
Et retranchant les mandats non payés le 30 juin dernier: \$28,909.19, il reste

pour les paiement fait durant l'année fiscale expirée le 30 juin 1873, . . \$1,731,750.78
comme nous l'avons déjà vu

Ces explications suffisent, je pense, à l'intelligence des comptes publics qui sont entre les mains des membres de cette honorable Chambre. Aussi me contenterai-je d'ajouter quelques mots sur les

DEPOTS JUDICIAIRES

Je dois dire de suite que ces dépôts judiciaires ne figurent pas dans les comptes publics proprement dits et que le montant de ces dépôts placés dans les différentes banques au nom du gouvernement n'est pas entré dans la balance que nous avons en caisse.

La loi qui régit ces dépôts fonctionne à la satisfaction de tout le pays. La confiance qu'inspire la sécurité des dépôts remis en cour a fait disparaître beaucoup de doutes et de craintes qui existaient chez ceux qui intentaient des poursuites; on ne craint plus de ne pouvoir pas obtenir la remise de ces dépôts immédiatement après que les jugements de

distribution ont déclaré à qui ils appartiennent. Ce système fonctionne aujourd'hui d'une manière complète.

Le montant des dépôts transmis au bureau du trésor depuis la mise en vigueur de cette loi en mars 1872 jusqu'au 30 juin dernier est de \$827,854.97; il a été payé sur les jugements de distribution, pendant la même période, \$558,761.55, en sorte qu'il reste une balance de dépôts de \$269,093.42. L'intérêt payé par les banques sur ces dépôts a été de \$14,665.29. A même cette somme, il a été payé pour frais d'administration, salaires, et allocations de deux pour cent aux protonotaires et aux shérifs, \$7,120.87, ce qui laisse au crédit du compte d'intérêt une balance de \$7,534.42. Ajoutée aux dépôts, cette balance forme une somme de \$276,627.84 placée en dix banques.

Ces chiffres prouvent bien clairement qu'au cas où le marché monétaire deviendrait plus abondant et l'intérêt payé par les banques moins élevé, il n'y a pas lieu de craindre que la province perde quelque chose à l'administration de ces dépôts.

Quant au compte des intérêts, la Chambre pourra mieux décider ce que nous devons faire de ce revenu lorsque, dans un an ou deux, nous pourrons le calculer avec certitude. En attendant, nous mettons le revenu provenant de ces intérêts au crédit de la province.

Il me faut aussi donner quelques explications sur les

Mandats spéciaux

Les raisons pour lesquelles nous avons émis les principaux de ces mandats, qui ont autorisé le gouvernement, en cas d'urgence, à dépenser des deniers publics sans avoir obtenu pour cela le consentement direct de la Chambre.

Relativement à la dépense encourue pour le palais de justice de Québec et couverte par un de ces mandats spéciaux, je n'ai guère besoin d'observer qu'après l'incendie de cette bâtisse il nous était impossible de ne pas trouver immédiatement un local pour tenir les diverses cours de ce district sous le plus court délai.

Sur la demande que nous lui en avons faite, le gouvernement fédéral nous a permis d'employer temporairement l'Hôpital militaire comme palais de justice. Nous ne pouvions pas trouver d'autres édifices. L'examen que nous avons fait faire de cet hôpital nous a démontré qu'il fallait faire beaucoup de réparations à ces édifices pour les rendre propres aux fins auxquelles nous les destinions, sans compter les dépenses nécessaires pour meubler les salles d'audience et les bureaux des employés. Comme la Chambre n'avait voté aucun crédit pour cela, force fut au gouvernement d'autoriser le bureau du trésor à fournir les deniers requis pour confectionner ces travaux et acheter l'ameublement.

Cette autorisation m'a été donnée, et je dois avouer que les frais de ces réparations se sont élevés à un montant plus considérable que je ne

l'avais anticipé. Cela se conçoit facilement. Il fallait préparer ces édifices le plus promptement possible; d'un autre côté, à raison de la nature de ces ouvrages, il était impossible de les faire exécuter par contrat, et bien qu'ils aient été exécutés avec soin sous la surveillance du bureau des Travaux publics, les dépenses encourues ont excédé la somme à laquelle on les avait d'abord estimées.

Une partie de ces dépenses a été faite et payée durant la dernière année fiscale. Quant à l'autre partie, je me propose de demander un crédit spécial que je classe parmi les chefs de dépense auxquels il n'a pas été suffisamment pourvu par les votes de crédits de cette année, en sorte que tous ces frais seront payés à même le revenu de la présente année.

L'édifice et l'ameublement de l'ancien palais de justice étaient assurés pour \$40,000. Cette somme nous a été payée et a couvert pour le même montant les dépenses encourues pour préparer les édifices dans lesquels les tribunaux siègent temporairement.

Je constate avec regret que la précieuse bibliothèque de l'ancien palais de justice n'était assurée que pour une somme peu considérable. Aussi j'ai l'intention de proposer, avec la permission de la Chambre, qu'il soit accordé une allocation pour aider les avocats à remplacer autant que possible cette bibliothèque. Si cette allocation est votée, le Barreau de Québec recevra \$5,000 pour se procurer des ouvrages de droit.

Ce n'est peut-être pas un bon précédent à établir.

Je conseille donc aux différentes sections du Barreau des autres parties de la province d'assurer leurs bibliothèques et de ne pas compter, au cas d'incendie, sur une allocation semblable pour remplacer les livres brûlés.

Au reste, l'incendie du palais de justice de Québec a attiré l'attention sur les prétendues voûtes de celui du district de Saint-François et on a constaté en les examinant qu'elles étaient en si mauvais état qu'il fallait absolument en construire une nouvelle, ce qui a été fait. Le coût de cet ouvrage sera aussi donné dans le budget des dépenses.

Les dépenses faites pour la résidence de Spencer Wood figurent aussi parmi les mandats spéciaux sous le titre des "loyers et réparations".

Cette propriété n'a guère subi de réparations, ni aux bâtisses, ni à l'ameublement, depuis qu'elle a été bâtie et meublée. En l'examinant, nous avons vu que, pour la conserver et la rendre habitable en tout temps comme résidence du lieutenant-gouverneur, il était nécessaire de faire des dépenses considérables et nullement autorisées par la Chambre. Nous avons cependant fait ces dépenses et la somme absorbée par ces réparations durant l'année courante, ainsi que par celles du palais de justice actuel devra être votée à cette session et sera entrée dans le budget de 1874-75.

Relativement à la forte somme payée et

payable pour l'acquisition des terrains, dans les comtés de Gaspé et Bonaventure, appartenant à la Compagnie des terres et des pêcheries de Gaspé, la Chambre doit se souvenir qu'il a été présenté à la Législature des pétitions demandant au gouvernement d'acheter ces terrains et d'empêcher les spéculateurs de s'en emparer au détriment de la colonisation. Ces pétitions ont été soumises à un comité de la Chambre qui, dans son rapport, a recommandé au gouvernement d'acheter ces terrains s'il pouvait en obtenir la propriété à des conditions raisonnables. Je crois que la Chambre était unanimement d'avis qu'il fût donné suite à ce rapport.

Le gouvernement comprenait parfaitement bien qu'à moins de faire quelque arrangement avec les créanciers anglais pour les déterminer à accepter une somme moindre que celle qu'ils demandaient, il était impossible d'acheter ces terrains. Nous avons donc agi dans ce sens et, après beaucoup de négociations, nous avons réussi à nous assurer la propriété de ces terres en faisant réduire les prix qu'on en demandait, et à une vente par le shérif, nous avons acheté environ 122,312 acres de ces terrains pour environ quarante cents l'acre.

Avec le temps, le gouvernement rentrera indubitablement dans ses fonds; la province ne perdra pas par cette transaction, sans compter que par là nous avons empêché la spéculation et avancé la colonisation de cette partie du pays.

Nous avons été obligés de venir en aide aux colons en détresse des comtés de Chicoutimi et Saguenay pour les mettre en lieu de vivre. Pour cela, nous avons dépensé une certaine somme employée à l'amélioration des chemins; les colons devront rembourser les sommes ainsi avancées. Je suis convaincu que la Chambre approuvera cette dépense avec plaisir.

Nous avons jugé nécessaire de procéder à l'exploration de la ligne frontière entre les provinces de Québec et d'Ontario et, pour couvrir les frais de cette exploration, il a été émis un mandat spécial de \$8,000 dans le cours de l'année dernière. Quant à la somme requise pour compléter cette exploration, elle se trouve dans le budget des dépenses de l'année courante.

H y a un mandat spécial pour les fins d'immigration. Nous avons cru à propos d'émettre ce mandat afin de ne pas suspendre les travaux des agents. H sera demandé un crédit pour couvrir les dépenses de l'année courante.

La somme votée à la dernière session pour l'administration de la justice et pour couvrir l'augmentation des salaires des employés de cette Chambre a été trouvée insuffisante et, pour y suppléer, nous avons émis des mandats spéciaux pour \$38,000. La Chambre devra ratifier l'émission de ces mandats.

Je prie les honorables députés de ne pas oublier que ces mandats spéciaux ont été payés à même le revenu de l'année dernière et qu'ils sont entrés dans les comptes publics; mais dans le but d'éviter autant que possible l'émission de ces mandats pendant l'année courante, j'ai cru qu'il valait mieux demander à la Chambre de les sanctionner. Ces mandats, comme je l'ai fait voir, ont rendu insuffisants les votes de crédits donnés à la dernière session.

J'aborde maintenant, M. l'Orateur, le budget des recettes pour la prochaine année fiscale.

Ces recettes ont été calculées en prenant pour base celles des années précédentes. Nous en avons cependant modifié le chiffre pour nous conformer aux circonstances. Le premier chef est le

Subside du gouvernement fédéral	\$1,000,000.00
---	----------------

Ce chiffre comprend, outre la subvention payable en vertu de la constitution de 1867, les intérêts de certains fonds des écoles en la possession du gouvernement fédéral, déduction faite des petites dépenses contingentes que le gouvernement canadien pourra peut-être porter à notre compte dans le cours de l'année.

J'estime le revenu des terres à . \$560,000.00

Ce chiffre excède de \$27,000 celui de mon dernier budget, mais il est de \$18,000 moindre que celui des recettes de l'année dernière, et je crois que le bureau des Terres videra assurément cette somme dans la caisse du trésor. On conçoit que, s'il est vendu moins de coupes à bois, ce qui arrivera probablement, le revenu en souffrira quelque peu; mais cela sera amplement compensé par les soins des employés du département des Terres qui verront à ce que les perceptions se fassent régulièrement, en sorte que cette source de revenus ne diminuera pas. D'ailleurs, la province peut attendre pour se départir de ses coupes à bois sans en souffrir de dommage, vu que l'exercice du pouvoir qu'elle a d'augmenter les droits sur la coupe du bois l'en récompensera généreusement.

Les autres recettes sont estimées aux chiffres suivants:

Timbres de loi et d'enregistrement	\$120,000.00
Fonds des honoraires judiciaires: Fonds de bâtisse et des jurés, taxe pour les palais de justice	\$ 21,500.00
Instruction publique, y compris les Ecoles Normales	\$ 9,500.00
Réforme de Saint-Vincent-de-Paul (somme due)	\$ 10,000.00
Licences de toutes sortes, y compris les licences d'encanteurs, pour la vente des liqueurs, etc	\$ 135,000.00
Maison de correction, garde de la prison de Montréal, asile des aliénés de Saint-Jean	\$ 5,800.00
Fonds d'emprunt municipal	\$ 20,000.00

Gazette officielle	\$ 17,000.00
Revenu casuel	\$ 2,500.00
Vente des statuts, impression des lois, honoraires sur bills privés	\$ 2,500.00
Police	\$ 27,000.00
Loyer de maison à Montréal	\$ 500.00
Contribution de la cité de Montréal à l'entretien de la prison pour les femmes	\$ 25,000.00
Intérêts sur les dépôts en banque, etc	\$ 44,000.00
Faisant un revenu total de	\$2,000,300.00

J'espère que, comme il est arrivé dans le passé, les recettes excéderont le chiffre auquel je les estime, car je me suis efforcé de mettre ce chiffre au-dessous plutôt qu'au-dessus du montant probable des recettes. Puis, ce chiffre ne comprend pas la balance que nous avons en caisse à l'expiration de la présente année fiscale.

Voyons maintenant les

DEPENSES

qui devront être payées par les recettes dont l'énumération se trouve dans le budget.

Je dois observer d'abord que les crédits demandés pour certaines parties du service public sont plus élevés que ceux de l'année dernière. Cela s'explique par l'augmentation des salaires des employés votée à la dernière session, augmentation qui dépassait la somme accordée pour l'année dernière et pour l'année courante. Les honorables députés se rappellent, relativement à l'augmentation des dépenses et des salaires des officiers du Parlement, que la Chambre a mis de côté le rapport du comité spécial nommé pour examiner cette question et que, sans tenir compte de ce rapport, elle a considérablement augmenté les dépenses encourues pour les fins législatives, dépenses que j'énumère ainsi :

Conseil législatif:

Indemnité et frais de route des membres, salaires et dépenses contingentes \$ 41,507.00

Assemblée législative:

Pour les mêmes fins \$ 97,000.00

Dépenses pour les élections \$ 2,500.00

Bibliothèque du parlement \$ 5,000.00

Salaires et dépenses contingentes du greffier de la Couronne en chancellerie \$ 800.00

Salaires et dépenses contingentes du bureau du greffier en loi \$ 3,800.00

Impression, reliure et distribution des lois \$ 5,000.00

Faisant pour la législation une dépense de \$155,607.00

Ce chiffre, pour les raisons que j'ai exposées plus haut, excède de \$7,711 celui des dépenses encourues pour les mêmes fins l'année dernière.

Viennent ensuite les dépenses comprises sous le titre de

GOUVERNEMENT CIVIL

Disons de suite que les salaires des officiers et les dépenses contingentes des départements du service civil s'élèvent à \$143,295.

Les détails de ce chef de dépenses sont exposés dans le budget imprimé soumis à la Chambre et qui accompagne l'estimation des recettes et des dépenses. Les dépenses entraînées par le service dans les départements ont été augmentées par l'augmentation de salaire accordée à certains officiers. J'ai longuement expliqué, à la dernière session, cette augmentation de salaires que la Chambre a bien voulu approuver, et voilà pourquoi le crédit demandé cette année excède de \$5,175 celui que les honorables députés ont voté l'année dernière pour les mêmes fins.

Il est bien possible que, pendant le cours de la présente année, on augmente quelque peu le traitement de certains officiers du service civil.

M'est avis qu'on doit accorder une juste rétribution aux employés pour leurs services, rétribution qui doit être proportionnée à l'efficacité, au talent à l'assiduité avec lesquels ces officiers remplissent leurs devoirs. Je préfère de beaucoup payer de bons salaires à un petit nombre seulement d'employés qui rendent dans les bureaux publics des services efficaces et utiles que d'en avoir un plus grand nombre à des salaires moins élevés, qui font moins d'ouvrage ou même que d'avoir des personnes comparativement inutiles, dussent-elles travailler presque pour rien.

Un autre chef de dépenses, qu'on trouvera probablement considérable, est

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE \$332,840

Ce chiffre est basé sur la comparaison que nous avons faite des dépenses occasionnées par

les fins judiciaires les années précédentes. Comme la Chambre en a été informée l'année dernière — et elle a approuvé unanimement cette mesure — nous avons augmenté les salaires des officiers des différents palais de justice de la province. Nous avons accordé ces augmentations de salaires de la manière que nous avons crue la plus judicieuse, après nous être renseignés auprès des personnes en état d'apprécier les services rendus. Tous ces renseignements nous ont convaincus que, pour rendre l'administration de la justice prompte, efficace et utile au public, il fallait nécessairement augmenter la dépense requise pour cette partie du service civil. J'ai soigneusement examiné tous les comptes à plusieurs reprises et je suis d'opinion que le crédit demandé est nécessaire pour rendre efficace cette partie de l'administration publique.

La somme demandée pour le maintien de la police, y compris la police provinciale, s'élève à \$59,800.

Nous avons constaté qu'il est impossible de maintenir un bon corps de police sans élever les salaires des officiers et des hommes. Comme toutes les autres classes de la société, les officiers et les hommes subissent les résultats de la hausse dans les prix des articles de première nécessité. Il était donc de toute justice de les faire bénéficier des avantages que nous avons accordés aux autres officiers publics. C'est pourquoi nous avons élevé leurs salaires et préféré garder les membres qui composent actuellement le corps plutôt que d'en prendre d'autres, même à plus bas prix, qui n'auraient pas la connaissance et l'expérience nécessaires pour remplir cette position.

A ce propos, je me permettrai de dire que la contribution de la cité de Québec au maintien de ce corps de police est trop peu considérable et disproportionnée avec les avantages qu'elle en retire. Il sera donc pris des mesures pour élever cette contribution et j'espère que le conseil de ville ne s'y opposera pas. Je vois sourire l'honorable député du comté de Québec. J'ai l'espoir qu'il emploiera son influence pour faire accepter cette mesure à la corporation.

Les frais d'entretien des maisons de réforme à Sherbrooke et à Montréal sont estimés à \$38,000.

Je regrette de dire que le nombre des personnes internées s'est augmenté dans la même proportion. La somme demandée est calculée sur un projet de contrat soumis à la Chambre et approuvé par elle à la dernière session.

Les frais d'inspection des prisons sont les mêmes que l'année dernière: \$3,400. Si on ajoute cette somme à celles demandées pour l'administration de la justice, la police et les maisons de réforme, on arrive à un total de \$434,040, ce qui accuse une augmentation de \$51,503 sur le montant du crédit voté l'année dernière.

Examinons une autre partie du budget des dépenses, celle qui se rapporte à l'instruction.

INSTRUCTION PUBLIQUE

Voici l'énumération de cette partie des dépenses:

Ecoles communes.	\$145,000
Instruction supérieure.	\$ 71,000
Ecoles normales.	\$ 42,500
Salaires des inspecteurs d'écoles . . .	\$ 26,810
Ecoles dans les municipalités pauvres	\$ 8,000
Livres de prix.	\$ 2,500
Journaux de l'instruction publique . .	\$ 2,400
Instituteurs à la retraite	\$ 6,000
Ecoles supérieures à Québec.	\$ 2,470
et Montréal	
Compensation aux institutions C.R., \$	4,940
pour l'allocation aux écoles supérieures	
Faisant pour l'Instruction publique	\$311,620

La seule augmentation dans cette partie du budget, à l'exception des \$700 accordées aux instituteurs mis à la retraite, se trouve dans la somme allouée aux inspecteurs d'écoles. En examinant l'étendue des districts assignés à quelques-uns des inspecteurs, les sommes considérables, comparativement à leurs salaires, qu'ils sont obligés de dépenser pour leurs frais de route, nous sommes venus à la conclusion qu'il fallait nécessairement modifier le chiffre de leur traitement et les limites de leurs districts d'inspection.

Pour rendre l'inspection des écoles plus effective, nous avons donc jugé à propos de nommer trois nouveaux inspecteurs et d'augmenter en certains cas la somme allouée pour les frais de route. Nous avons pris cette détermination principalement en tenant compte du fait que, outre les dépenses que les inspecteurs sont obligés de faire pour visiter les écoles, ils sont souvent obligés de parcourir de longues distances pour aller régler les difficultés qui surgissent relativement aux maisons d'école, à la division des arrondissements, etc., ce qui les expose de temps en temps à des dépenses plus ou moins fortes.

J'aurais été heureux de pouvoir trouver moyen de recommander d'augmenter l'allocation aux écoles communes, mais cela est impossible. Favoriser par tous les moyens l'étude des matières généralement enseignées dans nos écoles communes, aux enfants de toutes les familles du pays, demeurant souvent au milieu de la forêt, c'est là une question qui doit attirer l'attention sérieuse du gouvernement et de la Législature. J'espère que dans quelques années nous pourrions augmenter l'allocation aux écoles communes suffisamment pour donner à notre population, pauvre et riche, une instruction et une éducation qui mettront chaque citoyen en lieu de mieux remplir ses devoirs envers lui-même, envers sa famille et envers le public. Il est du devoir du gouvernement de

propager l'instruction et, s'il n'accomplit pas cette tâche, nous serons bientôt en arrière des autres pays sous le rapport de la civilisation, du commerce, des manufactures et de la prospérité en général.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES ET SCIENTIFIQUES

Les allocations à ces institutions figurent aussi dans les dépenses pour l'Instruction publique et se répartissent ainsi:

Institutions de Québec et Montréal	\$ 4,000.00
Bibliothèque du Barreau de Québec	\$ 5,000.00
Chambre des Arts et Manufactures	\$ 3,706.40
	<u>\$12,706.40</u>

Ces chiffres réunis forment, pour l'Instruction publique, les institutions littéraires et scientifiques, ainsi que les arts et manufactures, un total de \$324,326.40.

Dans le règlement des affaires de la Chambre des Arts et Manufactures de Montréal, conformément à la loi passée à la dernière session, il s'est élevé une dispute au sujet de certains comptes que les officiers n'ont pu arranger d'une manière satisfaisante et, en vertu de la nouvelle loi, les fonds qu'ils avaient en main ont dû être renvoyés au bureau du trésor; c'est ainsi qu'il nous a été remis une somme de \$706.40. Je me propose de renvoyer cette somme au nouveau bureau des Arts et Manufactures de Montréal, afin que toute la somme originairement allouée soit employée pour les fins du bureau comme la Chambre le désirait.

Un autre chef de dépense considérable se trouve dans le budget sous le titre de:

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION

Le crédit demandé pour ces diverses fins est ainsi distribué:

Sociétés d'agriculture	\$ 50,000.00
Conseil agricole	\$ 4,000.00
Conseil agricole, pour contribuer à l'établissement d'un haras dans la province (crédit voté de nouveau)	\$ 5,000.00
Concasseurs	\$ 10,000.00
Aux deux écoles d'agriculture	\$ 1,600.00
	<u>\$ 70,600.00</u>
Immigration	\$ 20,000.00
Sociétés de colonisation	\$ 12,500.00
Chemins de colonisation 1re classe	\$ 60,000.00
Chemins de colonisation 2e classe	\$ 13,000.00
Chemins de colonisation 3e classe	\$ 7,000.00
	<u>\$ 92,500.00</u>

Ce qui fait, pour l'agriculture, l'immigration et la colonisation, un total de \$183,100.00

Quant au crédit pour l'immigration, je l'au-

rais augmenté si l'état de nos finances m'eût permis de le faire. Il faut bien remarquer qu'à même ce crédit on a pris et dépensé jusqu'aujourd'hui des sommes considérables pour encourager ceux de nos compatriotes qui vivent aux États-Unis à revenir dans le pays, que toutes ces allocations n'ont pas été dépensées exclusivement pour amener des émigrants européens dans la province.

Relativement aux efforts que nous avons faits pour attirer des émigrés parmi nous, je dois dire qu'ils ont été couronnés de succès l'été dernier.

Quand on considère, non seulement l'ignorance qui existe en Europe au sujet du Bas-Canada, mais aussi les efforts réunis que font les agents de la province de l'Ontario et des États-Unis pour vilipender et dénigrer notre province, on ne doit pas s'étonner qu'il ait fallu à nos agents plusieurs années de travail pour renseigner les populations européennes sur notre véritable position et sur les avantages qu'elles peuvent trouver à s'établir au milieu de nous.

Ils ont été obligés de faire disparaître les préjugés que les populations avaient contre notre province, préjugés qui leur avaient été mis dans l'esprit pendant des années et des années, puis exploités par la foule d'agents qui travaillaient contre nos intérêts. Je crois donc que les résultats obtenus sont aussi considérables que nous avions droit de l'espérer.

Maintenant que nos agents ont répandu à profusion des renseignements sur notre véritable position, sur la politique libérale d'encouragement que nous donnons aux immigrants qui s'établissent au milieu de nous, et qu'ils ont fait disparaître les préjugés qui existaient à notre égard, nous pouvons compter sur une grande affluence d'immigrants répondant précisément à nos besoins; nous pouvons compter, dis-je, sur une grande affluence d'immigrants ayant de l'argent et de l'expérience, d'agriculteurs et d'artisans habiles, en un mot d'hommes qui, tout en améliorant leur sort en venant se fixer dans ce pays, stimuleront l'activité et l'industrie de notre population actuelle en introduisant un meilleur système de culture que celui qui est maintenant suivi par nos agriculteurs et en important de meilleures races d'animaux; en introduisant des machines améliorées de toutes sortes et surtout en introduisant du capital, non seulement du capital en numéraire cherchant un placement dans un pays nouveau, mais du capital préférable même au numéraire, je veux dire des bras robustes et des cœurs bien disposés, des hommes capables et désireux de nous aider à développer les ressources agricoles, minérales et industrielles de notre province. Nous avons besoin de ces immigrants-là, il nous faut les avoir, et nous ne saurions nous en passer, si nous voulons nous maintenir au milieu des autres provinces à la hauteur de la position que nous occupons dans la Confédération.

Inutile d'observer que ces remarques s'appliquent à l'encouragement que nous avons donné

à nos compatriotes des Etats-Unis pour les induire à revenir au pays, à ceux surtout qui sont partis depuis quelques années, comme à l'encouragement que nous avons prodigué aux populations européennes.

Maintenant si le gouvernement peut, au moyen de subventions en argent ou en terrains destinées à encourager la construction de quelques chemins de fer, si le gouvernement peut, dis-je, attirer par ce moyen dans la province des capitaux étrangers qui, sans ces subventions à même le trésor ou le domaine public, ne viendraient pas chercher un placement ici; si chaque piastre ainsi accordée par la Législature est le moyen de faire dépenser par des étrangers quatre ou cinq piastres, ces subventions votées par la Législature doivent assurément être le meilleur procédé à suivre pour mettre les personnes nous arrivant d'Europe ou des Etats-Unis en état de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles, jusqu'à ce qu'elles se soient définitivement livrées à quelque branche d'industrie qui sera aidée et stimulée par les chemins de fer, ces subventions sont par là même le plus sûr moyen d'amener des émigrants dans le pays.

Aux Etats-Unis, on calcule que chaque immigrant sain de corps ajoute par le seul fait de son établissement dans le pays, \$1,000 à la richesse publique, sans compter les capitaux qu'il apporte avec lui. Si ce calcul est exact, et je crois qu'il l'est, nous ne saurions mieux employer nos deniers publics qu'en les avançant pour attirer des émigrants dans le pays; cette dépense nous récompensera mieux que n'importe quelle autre encourue pour d'autres fins.

D'ailleurs, monsieur l'Orateur, les sommes en numéraire apportées dans la province seulement dans le cours de l'été dernier, sommes qui se dépensent maintenant en améliorations publiques — dans l'exploitation agricole ou pour aider les personnes qui le désirent à s'établir sur nos terres incultes — directement et indirectement, grâce aux efforts que font nos agents en Europe — ces sommes ainsi apportées, je le dis

sans crainte, nous surprendraient tous, tant elles sont considérables! Je ne doute pas que l'intérêt seul des sommes ainsi apportées dans le pays excéderait de beaucoup la dépense que nous avons encourue l'année dernière pour activer l'immigration dans la province.

Il est une autre considération. Notre province occupera toujours une position désavantageuse dans la Législature fédérale si notre population ne s'accroît pas à peu près dans la même proportion que celle des autres provinces. Nous avons déjà vu la province d'Ontario augmenter sa représentation en vertu de la constitution de 1867 et l'instinct de notre propre conservation doit nous stimuler à faire tous nos efforts pour maintenir la position que nous occupons aujourd'hui au sein des provinces confédérées.

Relativement aux sommes accordées pour les fins de colonisation, le gouvernement, tenant compte des fortes dépenses qu'il devra encourir pour aider la construction des chemins de fer et d'autres travaux semblables, a jugé nécessaire de diminuer l'allocation pour les chemins de colonisation, surtout dans les parties de la province où il se construit ou se construira des voies ferrées. Cependant, la somme demandée, bien que moins élevée qu'à l'ordinaire, est encore beaucoup plus forte que celle qui était jadis votée sous le régime de l'Union, avant 1867. Dans les circonstances actuelles, il est infiniment mieux de procurer des chemins de fer aux localités nouvellement établies que d'y ouvrir des chemins carrossables en mettant de côté les voies ferrées.

J'aurais dû mentionner avant ce moment que le gouvernement a l'intention de demander, dans un budget supplémentaire une somme destinée spécialement à aider tous les colons établis sur les terres de la couronne à se procurer des grains pour la semence et donner par là moyen à ceux qui sont dans le pays d'y rester. Je suis convaincu que cette mesure recevra la plus cordiale approbation de la Chambre.

Disons maintenant quelques mots des
(voir tableau page suivante)

TRAVAUX ET EDIFICES PUBLICS

Les dépenses de ce chapitre du budget s'élèvent aux divers chiffres que voici:

Loyers, assurance et réparation des édifices publics en général	\$ 38,234
Visites et examen	\$ 4,000
Réparations des casernes des Jésuites pour y installer les ministères	\$ 35,000
Pont sur l'Outaouais, à l'Île-aux-Allumettes, pourvu que la municipalité où se trouvera ce pont fournisse une somme suffisante pour le compléter	\$ 3,000
Les sommes suivantes sont imputables au Fonds de bâtisse et des jurés, dans chaque district où elles seront dépensées:	
Loyers des palais de justice et prisons	\$ 587
Assurance des palais de justice et des prisons	\$ 3,300
Réparations des palais de justice et des prisons	\$ 30,145
Palais de justice de Montréal — pour bâtir des dépendances, une maison au gardien et recouvrir le toit en tôle	\$ 12,000
Prison commune de Montréal pour bâtir une maison au gardien dans la cour, des ateliers, etc	\$ 4,000
Prison pour les femmes à Montréal, pourvu que la cité de Montréal paie le quart du coût	\$ 50,000
Palais de justice et prisons dans les nouveaux districts	\$ 6,000
Ces chiffres additionnés forment un total de	\$186,266
pour les travaux et édifices publics.	
Passons au chapitre des subventions aux	

INSTITUTIONS DE BIENFAISANCE

Asile des aliénés de Beauport	\$130,000
Asile des aliénés de Saint-Jean	\$ 20,000
Pour les aliénés confiés aux Soeurs de la Providence, à Montréal	\$ 10,000
Pour les aliénés, à Saint-Ferdinand d'Halifax	\$ 3,009
Maison de santé de Belmont	\$ 700
Hôpital de la marine de Québec	\$ 4,000
Diverses institutions	\$ 42,190
Ecoles de réforme	\$ 5,940
Ecoles industrielles	\$ 6,000
Faisant pour ces institutions	\$221,830

La somme demandée pour l'entretien des aliénés a été augmentée pour que tous ces malheureux puissent être bien soignés. Cette augmentation est basée sur le nombre d'aliénés présentement internés dans les différentes institutions mentionnées au budget. L'accroissement du nombre des aliénés dans la province depuis quelques années se recommande à la plus sérieuse considération de la Législature et du public.

Sans toucher les causes qui peuvent rendre ces cas d'aliénation mentale si nombreux, on est forcé de se demander sérieusement si les localités qui envoient des aliénés dans les asiles ne devraient pas payer directement, à même leurs ressources locales, une certaine partie des frais d'entretien de ces malheureux.

Les dépenses des asiles de Beauport et de Saint-Jean, pendant l'année 1867-68, se sont élevées à \$97,946; pour le maintien des mêmes institutions, nous sommes aujourd'hui dans la nécessité de payer \$163,000, et cela nonobstant que le nouveau contrat passé entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de Beauport soit beaucoup plus avantageux à la province que ne l'était celui qui était en vigueur en 1867-68. Les dépenses pour les différentes institutions de bienfaisance ont pareillement augmenté durant la même période de \$27,300 à \$46,890, y compris les subventions à l'Hôpital de la marine et à la maison de santé de Belmont.

Ces faits sont frappants et, en dehors de la question pécuniaire, ils acquièrent une importance telle qu'ils méritent d'être étudiés et considérés avec le plus grand soin.

Il faut encore pourvoir des logements pour un plus grand nombre d'aliénés et en vue de cette nécessité, le gouvernement a demandé aux autorités fédérales de lui permettre d'employer à cette fin les casernes de Saint-Jean.

Le gouvernement fédéral n'a pas voulu acquiescer à cette demande ni nous mettre en possession des casernes de Saint-Jean; mais il nous a offert de nous donner, à des conditions raisonnables, celles de Chambly pour y établir un asile plus spacieux que celui de Saint-Jean et proportionné aux

besoins qui se font sentir. Nous avons présentement cette importante affaire sous considération. Il est un autre chapitre du budget qui n'a guère besoin d'être expliqué: c'est celui des

DIVERS SERVICES

Qui comprend les chefs suivants:

Gazette officielle de Québec	\$10,300
Arbitrage interprovincial	\$ 2,500
Diverses dépenses	<u>\$20,000</u>
En tout	\$32,800

Il ne me reste plus qu'à énumérer le dernier chapitre du budget des dépenses, celui qui a pour titre:

PERCEPTION, ADMINISTRATION ET DEDUCTION SUR LE REVENU

Les dépenses comprises dans ce chapitre sont estimées aux chiffres suivants:

Fonds des municipalités, en vertu du chapitre 110 des S.R.B.C., pour faire face aux demandes durant l'année	\$ 5,000.00
Service d'enregistrement (pour les cadastres)	\$ 30,000.00
Dépenses générales du département des Terres de la couronne, y compris les biens des Jésuites, les réserves du clergé, le domaine de la couronne, les bois et forêts, etc.	\$ 48,670.00
Arpentages	<u>\$ 24,000.00</u>
	\$ 102,670.00
Timbres, licences, etc.	<u>\$ 4,000.00</u>
En tout	\$ 11,670.00
Ce qui porte au chiffre de	\$1,792,934.40
l'estimation des dépenses de la prochaine année fiscale.	

J'espère qu'il ne sera pas nécessaire d'épuiser tous les crédits demandés et qu'un chiffre moindre suffira. Les honorables députés savent que le fait de voter un crédit n'implique pas que ce crédit sera dépensé si cela n'est pas nécessaire, puisque toutes les balances de crédits sont remises dans la caisse du trésor à la fin de chaque exercice.

Il me faut maintenant parler de certains chefs de dépenses requises pour le présent exercice et qui seront payées à même les revenus de l'année courante.

J'ai déjà fait connaître les raisons pour lesquelles je demande le vote de ces crédits, nécessité par une augmentation de dépense que je ne prévoyais pas lorsque le budget de l'année présente a été voté. Le vote de ces crédits a pour objet de faire ratifier par la Chambre l'émission des mandats spéciaux destinés à pourvoir aux services que j'ai fait connaître, services requis dans le cours du présent exercice. Voici l'énumération de ces mandats et des sommes que je demande à la Chambre de voter:

Conseil et Assemblée législative	\$ 40,200
Dépenses pour les élections	\$ 10,000
Gouvernement civil — dépenses contingentes des départements	\$ 2,800
Administration de la justice	\$ 30,000
Police	\$ 12,000
Immigration	\$ 12,000
Chemins de colonisation de 1re classe	\$ 4,000
Travaux publics:	
Loyers, assurance et réparations en général	\$ 32,550
Palais de Justice temporaire à Québec	\$ 25,000
Voûtes du palais de justice de Sherbrooke	\$ 2,500
Asile des aliénés de Beauport	\$ 29,500
Asile des aliénés de Montréal	\$ 2,500
Asile des aliénés de Saint-Ferdinand d'Halifax	\$ 500
Exploration de la ligne frontière entre les provinces de Québec et d'Ontario	\$ 14,000
Pour l'achat des terrains de la Compagnie des pêcheries de Gaspé	<u>\$ 15,000</u>
Ce qui forme une somme de	\$232,550

Si ces crédits sont votés, ils seront portés aux divers comptes mentionnés et cette dépense figurera dans les comptes publics de l'année courante.

Je me suis principalement occupé jusqu'à ce moment, Monsieur l'Orateur, des recettes et des déboursés de la dernière année fiscale et de l'estimation des recettes et des dépenses de la prochaine année fiscale; j'ai donné sur ces divers points les explications que je croyais nécessaires pour faire comprendre parfaitement le sujet que je traite.

Je sais très bien que j'accomplis une tâche difficile en essayant d'intéresser la Chambre par l'explication de tous ces détails, et je dois remercier les honorables députés de l'attention et de la patience avec lesquelles ils m'ont laissé leur infliger cette énumération de chiffres arides et peut-être d'explications plus arides encore, destinées à rendre l'intelligence de notre position financière plus claire. Avec votre permission et celle de la Chambre, Monsieur l'Orateur, j'ajouterai quelques mots sur l'avenir de la province, principalement en ce qui regarde nos finances, relativement à la forte dépense que nous nous proposons d'encourir pour venir en aide à la construction des voies ferrées et sur laquelle repose notre

POLITIQUE A L'EGARD DES CHEMINS DE FER

Je désire répéter en ce moment ce que j'ai déjà déclaré à la Chambre en d'autres occasions, c'est-à-dire que je tiens encore à la détermination que j'ai prise lorsque je suis entré au bureau du trésor, de maintenir notre dépense annuelle dans les limites de nos revenus annuels. C'est ce que j'ai pu faire jusqu'aujourd'hui et quand je ne le pourrai plus, quand je croirai que les demandes aux dépens du trésor excéderont ce que je trouverai raisonnable, s'il est impossible de résister à ces demandes et si le revenu de la province ne permet pas d'y acquiescer, j'en informerai la Chambre et je remettrai mon portefeuille, qui sera probablement donné à un homme plus capable, plus en état que je ne le suis d'administrer les finances de la province, mais qui ne saurait être plus soucieux de nos ressources ni plus désireux de faire en sorte qu'elles soient employées d'une manière raisonnable pour le bien public et conforme au désir exprimé de la Chambre. (Applaudissements).

Je ne suis pas homme, Monsieur l'Orateur, à plonger sans ressource notre province dans les dettes pour plaire à un homme ou à une coterie quelconque. Il est des gens qui, pour assurer l'exécution de certains projets dans lesquels ils sont personnellement intéressés, n'hésiteraient pas à tendre le crédit de la province à l'extrême, à nous imposer des dettes si fortes que le service des intérêts absorberait la plus grande partie de notre revenu, laissant à ceux qui viendront après eux le soin de se tirer d'embarras comme ils le pourront. Cette politi-

que n'est ni sage ni avantageuse et partout où elle a été suivie, elle a eu des conséquences déplorables, elle a causé une extrême détresse qui a mis ceux qui en ont été victimes dans l'impossibilité de faire honneur à leurs obligations, et finalement la banqueroute et la répudiation des engagements contractés, et cela dans des Etats qui auparavant jouissaient d'une prospérité égale à celle dans laquelle nous vivons présentement.

Il est bien facile de faire entrer un pays dans une ère de prospérité en dépensant de fortes sommes, sans tenir compte des conséquences qui s'ensuivront, de même qu'il est très difficile de refuser ce que demandent des amis; mais il faut préférer à tout et sauvegarder les intérêts du pays, même en sacrifiant des amitiés qui pourraient amener la ruine financière de la province.

Prenant ces données pour guide, je vais examiner si la position de la province est telle, au point de vue financier, qu'elle puisse nous permettre, même pour l'important objet de favoriser les entreprises de chemins de fer, de contracter une certaine dette dont la province sera responsable pour le capital comme pour les intérêts. Je vais aussi examiner quel montant de dette nous pouvons contracter.

Je crois, Monsieur l'Orateur, que nos populations sentent parfaitement combien il est nécessaire d'augmenter l'accommodation que procurent les chemins de fer, tant au point de vue des intérêts locaux que pour attirer le commerce des autres provinces, que notre position au sein de la Confédération nous donne droit d'attendre et d'accommoder.

Dans tout le pays, les municipalités ont prouvé qu'elles entretiennent ces sentiments en souscrivant des sommes considérables en faveur de la construction des voies ferrées; elles ont pris des actions ou contracté des obligations pour aider les compagnies de chemin de fer à réaliser leurs projets. C'est pourquoi, en calculant le montant que la Législature peut accorder pour les mêmes fins, il faut constamment tenir compte des dettes aussi contractées par les conseils municipaux.

Si les municipalités trouvent que les obligations qu'elles se sont imposées volontairement les chargent d'un fardeau onéreux dont elles ne pourront se débarrasser d'ici à plusieurs années, elles seront moins disposées à supporter les impôts que la législature pourra faire peser sur elles. Il est bien vrai que l'impulsion donnée par la construction des chemins de fer à toutes les branches de l'industrie augmentera nos ressources et permettra de payer plus de taxes; mais il est très possible que les bonnes dispositions des municipalités en ce qui regarde les taxes n'augmentent pas dans la même proportion que les moyens qu'on leur fournira de les payer.

La fièvre des chemins de fer existe presque à l'état paradoxal chez nos populations. Quand elle diminuera quelque peu, il faut espérer que les avantages résultant de la construction des

voies ferrées réaliseront tout ce qu'on en attend.

Je tiendrai donc compte de l'état de choses actuel, relativement aux dettes contractées par les municipalités en faveur des chemins de fer, en déterminant le montant que la Législature peut accorder pour les mêmes fins. Il faut bien tenir compte de la position respective des municipalités et de la province, quant à ces dettes assumées pour favoriser la construction des chemins de fer, puisque ces positions réagissent l'une sur l'autre.

Il n'est pas nécessaire, Monsieur l'Orateur, de discuter ni d'examiner la question de savoir jusqu'à quel point il est désirable que les chemins de fer soient construits, entretenus et exploités par les gouvernements. Si intéressante que serait cette discussion, elle ne pourrait avoir dans les circonstances actuelles aucun résultat pratique. Nul homme, si enthousiaste qu'il puisse être relativement aux chemins de fer ou si intéressé qu'il soit dans un projet de chemin de fer dont il est le promoteur, n'oserait affirmer que la province de Québec doit ou peut prendre l'initiative de ces projets ou les exécuter.

Tout ce que le gouvernement de cette province peut faire, c'est d'aider, dans certaines limites, les compagnies qui ont entrepris les chemins qui semblent les plus nécessaires au développement des ressources de la province avant tout, sans méconnaître le moins possible l'importance des entreprises destinées à procurer des avantages aux autres parties de la Confédération. Cette proposition, je le pense, se recommande d'elle-même au bon sens de la Chambre et nous aidera à déterminer quels sont les chemins de fer qui doivent en premier lieu avoir les faveurs du gouvernement.

Je poserai un autre principe qui, je l'espère, sera généralement admis: c'est que tous les chemins de fer projetés auxquels la Législature a accordé des subventions en terres ou en argent, n'ont pas une importance égale au point de vue des intérêts de la province, et par conséquent n'ont pas droit à une égale subvention à même le trésor ou le domaine public. Les hommes francs et désintéressés admettront la justesse de ce principe: mais il est difficile à ceux qui sont grandement intéressés à l'exécution d'un projet qui leur est personnel de toujours penser et agir d'une manière tout à fait désintéressée, quand leurs intérêts personnels, leur popularité ou les préjugés sont en jeu.

Je soumettrai une troisième proposition qui nous aidera à décider jusqu'à quel point l'aide accordée en faveur de la construction des chemins de fer doit s'étendre et quels sont les chemins de fer qui ont les meilleurs titres à la subvention qui sera accordée; la voici: comme la condition dans laquelle se trouvent les finances de la province ne permet pas d'accorder des subventions à toutes les compagnies de chemins de fer, il faut d'abord prendre en considération celles qui ont déjà reçu quelque

chose de la Législature pour les aider à exécuter leurs projets avant de faire de nouvelles promesses et de voter encore de pareilles subventions.

Pour aider la construction de chemins de fer, si le gouvernement veut être de quelque utilité, il doit se contenter d'encourager les particuliers et les corporations municipales à souscrire des sommes destinées à accomplir cet objet; autrement ce qu'il accorderait serait donné inutilement. Quelle que soit l'aide qu'il est possible à la province de donner, il ne faut pas que cette aide soit répartie entre les diverses compagnies en sommes si petites, qu'elle n'atteigne pas son objet, c'est-à-dire qu'elle n'assure pas la construction des chemins de fer.

Ces propositions, si on ne s'en écarte pas, nous permettront de déterminer ce qui doit être donné ou la responsabilité que la province doit assumer, ce qui revient au même, et quelles sont les compagnies qui ont en premier lieu droit aux faveurs de la Législature.

Beaucoup de compagnies incorporées ont représenté au gouvernement que les subventions déjà accordées par la Législature en faveur des entreprises qu'elles représentent ne sont pas suffisantes et elles nous ont en conséquence demandé de leur accorder davantage.

Ces représentations nous exposent dans les termes les plus pathétiques que la nécessité absolue du chemin de fer en faveur duquel parle le mémoire ou la députation qui se fait l'interprète de ces sentiments ne saurait être mise en doute, que le chemin projeté est le plus important de la province et que dans toutes les parties du pays, personne ne saurait avoir une opinion contraire. A la vérité, les avantages de certaines entreprises sont exposés en termes si éloquentes et si énergiques, qu'on serait presque tenté de croire que le bien-être non seulement de la province, mais encore du Canada et même de l'empire britannique dépend de la construction du chemin en faveur duquel on fait ces réclames. Quelques-uns trouvent sans importance aucune des considérations d'un ordre inférieur, telles que l'état des finances de la province, la nécessité dans laquelle nous nous trouvons de poursuivre les affaires du pays ou de faire justice à d'autres qui nous adressent de pareilles demandes! La prospective d'obtenir des contrats lucratifs, d'acquiescer de la popularité, éclipsent toutes les autres considérations. Quelques-uns vont même jusqu'à insinuer que le gouvernement devrait convoquer une réunion spéciale du Parlement pour mettre les députés en lieu de rendre témoignage au désintéressement de certains enthousiastes spéculateurs en chemins de fer et assurer le salut du pays en votant des sommes qui permettront à ces derniers de réaliser quelques avantages personnels ou de vendre les quelques actions qu'ils ont été sottement induits à souscrire au capital d'une compagnie de chemin de fer allant, disons le mot, de Québec au pôle nord. (Rires).

La peinture que je fais là n'est pas une peinture de fantaisie, Monsieur l'Orateur. Com-

me de raison, nous ne tomberions, ni vous ni moi, dans ces extrêmes; nous sommes bien disposés à nous montrer plus raisonnables dans nos demandes. Quiconque a quelque projet de chemin de fer sur le cerveau prétend être dans les mêmes dispositions; mais avant longtemps nous serons probablement en lieu de savoir à quoi nous en tenir sur la sincérité de ces dispositions, des nôtres comme de celles des autres.

Je reviens à la proposition que j'ai soumise.

J'ai dit que nos ressources étant limitées, nous devons aider en premier lieu les entreprises de chemins de fer qui sont les plus propres à développer les ressources de la province, sans méconnaître celles qui sont de nature à promouvoir les intérêts généraux du Canada.

De toutes les compagnies de chemins de fer auxquelles la Législature a donné des chartes depuis 1867, il faut admettre, je pense, qu'au point de vue des intérêts de la province comme des intérêts du Canada, les plus importantes sont celles qui ont pour but la construction de voies ferrées devant s'étendre de Québec à la rivière Creuse, dans le comté de Pontiac. Ces compagnies ont indubitablement les premiers titres à l'assistance de la province, non pas que je veuille dire par là que les autres doivent en être privées, mais parce qu'elles ont droit d'obtenir une subvention plus considérable. Je m'explique.

D'abord, il n'y a sur la rive nord du Saint-Laurent et la rivière des Outaouais, entre la capitale de cette province et celle du Canada, aucune voie de communication directe. La ci-devant province du Canada donne une assistance considérable, à même la caisse publique, pour aider à la construction du chemin de fer le Grand Tronc; les populations de la rive nord du Saint-Laurent, entre Québec et Montréal, et de la rive nord de l'Outaouais, entre Montréal et Ottawa, ont contribué à cette assistance dans la même proportion que les populations des autres parties de la province qui sont maintenant favorisées des avantages que le Grand Tronc leur a procurés. La région qui devra être traversée par les chemins de fer dont je parle en ce moment, le Chemin de fer de la rive nord et le Chemin de fer de colonisation du nord, est en grande partie privée des avantages procurés par le Grand Tronc, qu'elle a contribué à construire; pendant l'hiver, les populations qui habitent cette région sont isolées et dépourvues de moyens de communication, elles n'ont que les chemins carrossables d'hiver: c'est pour ces raisons qu'il faut tenir compte de leur position et les traiter en conséquence.

Il nous est impossible d'accorder pour chaque mille de chemin de fer ce qui a été donné au Grand Tronc; mais pour déterminer les sacrifices que nous devons nous imposer pour procurer aux populations de la rive nord les avantages d'une communication par voies ferrées, il faut se guider sur l'importance relative des chemins de fer qu'on propose de construire

et sur les droits relatifs que peuvent faire valoir ces populations pour réclamer l'aide du gouvernement. Voilà pourquoi leurs demandes méritent assurément d'être en premier lieu prises en considération par la Législature et pourquoi ces populations ont droit d'obtenir la plus forte subvention.

Examinons la question sous un autre point de vue.

Il est de la plus haute importance pour la prospérité de notre province qu'elle soit traversée jusqu'au littoral de l'océan, à Québec, par la section orientale du Chemin de fer du Pacifique. Pour nous assurer cet avantage, nous devons faire ouvrir aussitôt que possible la partie de ce chemin qui passe à travers notre province. Si nous attendons que le Chemin de fer du Pacifique soit construit, pour établir une ligne de correspondance entre le terminus oriental de cette grande ligne et le terminus occidental de notre Grand Tronc du nord, nous serons supplantés, nous pouvons le tenir pour certain, par des compagnies qui établiront des lignes de correspondance dans la province d'Ontario et nos efforts tardifs ne produiront alors aucun résultat; d'autres voies de communication pour le commerce et le transport s'ouvrant, le commerce sera attiré ailleurs, prendra une autre direction, et nous resterons dans l'ombre, au point de vue des avantages qui résulteront de la construction du Chemin de fer du Pacifique. Si nous ne construisons maintenant les lignes qui doivent être la continuation du Chemin du Pacifique, nous ne les construirons jamais; du moins nous perdrons l'avantage d'avoir la principale ligne de correspondance avec les régions de l'ouest et du nord, et cela pour toujours.

Il est une autre considération relative à ces voies ferrées sur la rive nord. La Législature a déjà fait des distinctions en faveur de ces chemins, tant au sujet de la quantité que de la qualité des subventions en terres qu'elle leur a accordées. Ces distinctions ont été faites en partie à raison d'engagements contractés antérieurement par la Législature, mais principalement à cause de l'importance des chemins qu'il s'agit de construire; ces distinctions ont aussi été faites pour rendre justice à des populations privées jusqu'aujourd'hui des avantages résultant des chemins de fer et dans le but d'offrir une autre voie d'écoulement à l'immense trafic qui, dans quelques années, aura besoin de la voie du Saint-Laurent pour se répandre dans toutes les parties du monde.

Il faut se rappeler, cependant, que relativement à ce projet, le gouvernement se propose de ne s'occuper pour le moment que de la partie de la ligne comprise entre Québec et Aylmer. Mais nous avons pourvu à la construction de l'autre partie de la ligne entre Aylmer et la rivière Creuse, au cas où la compagnie se déciderait à prendre pour cette section une subvention en argent au lieu de sa subvention en terrains. Quand la partie du chemin s'étendant de Québec à Aylmer sera en exploitation

et quand il y aura lieu de croire à la construction du Chemin de fer du Pacifique, la compagnie pourra obtenir les mêmes avantages pour prolonger sa ligne et en construire la section occidentale, car le gouvernement a prévu ce cas. Cette partie du Grand Tronc du nord n'est ni abandonnée ni laissée sans ressource; mais pour éviter d'émettre trop de débentures à la fois, nous avons fait en sorte qu'il y ait quelque délai, jusqu'à ce que la confection des autres parties de la ligne ait fait des progrès, sauf à émettre alors d'autres débentures, quand on pourra s'assurer d'une manière précise où se trouvera le point de correspondance avec le Chemin de fer du Pacifique.

J'aborde maintenant, Monsieur l'Orateur, la considération d'une autre proposition que j'ai soumise, c'est-à-dire que, les ressources de la province ne permettant pas d'accorder de l'aide à toutes les compagnies de chemins de fer qui en ont demandé, celles en faveur desquelles la Législature a déjà voté des subventions devraient être assistées par la province avant les autres compagnies désirant exécuter de semblables entreprises. Les compagnies qui figurent dans cette dernière catégorie sont nombreuses et presque toutes intéressées à des chemins de fer projetés sur la rive sud du Saint-Laurent. On a représenté au gouvernement dans des mémoires et verbalement que la subvention accordée par la loi à ce que nous appelons les chemins à lisses de colonisation, c'est-à-dire trois pour cent par année pendant vingt ans sur \$5,000, somme qu'on a estimée représenter le coût par mille des chemins à lisses de bois, subvention égalant une somme capitalisée de \$1,710 par mille, payable après la confection du chemin, on a représenté au gouvernement, dis-je, que cette subvention n'est pas suffisante pour assurer la construction de ces chemins à lisses.

Le fait que les chemins à lisses de bois n'ont pas répondu aux fins qu'on leur assignait et sur le succès desquels on a compté à une certaine époque, a porté les compagnies à substituer des lisses de fer ou d'acier aux lisses de bois sur presque tous les chemins, autant qu'il est à ma connaissance, ayant droit à la subvention dont je viens de parler. Ce changement a beaucoup augmenté les frais de construction, non seulement à raison de la différence dans le prix des lisses, mais aussi parce qu'on a été obligé d'égaliser davantage le niveau des rampes et de faire les terrassements et les ponts plus solides que ceux qui avaient été faits pour les chemins à lisses de bois. Or pour aider ces compagnies à établir de meilleures lignes que celles qu'on avait originellement projetées quand la subvention dont j'ai parlé a été accordée, nous proposons de donner une subvention additionnelle peu considérable à ces compagnies, subvention qui, cependant, ne comprend aucune somme additionnelle pour les ponts, puisqu'elle est calculée à tant le mille, y compris ces ponts.

Le nombre de milles de chemins ainsi subventionnés s'élèvera à environ 620. La subven-

tion que nous proposons maintenant de donner sera payée en débentures du gouvernement, à tant le mille, lorsque les chemins seront parachevés en entier.

Il me paraît tout à fait évident que pour assurer la confection de ces chemins à lisses, il est mieux d'accorder une subvention additionnelle à celle qui est garantie par le statut que de la refuser et d'employer pour la construction d'autres chemins de fer la somme que nous proposons actuellement d'ajouter aux subventions déjà accordées.

Si nous adoptons la politique de ne rien accorder de nouveau aux compagnies déjà subventionnées, il est probable que peu de chemins seraient construits, parce que les subventions que ces compagnies ont déjà, sont trop peu considérables, tandis que la construction de ces chemins et l'impulsion qu'elle donnera à toutes les branches d'industrie dans les localités où elle s'opérera et, surtout quand les lignes seront en pleine exploitation, mettront le gouvernement en état, à une époque peu éloignée, de venir en aide à d'autres nouveaux projets de chemins de fer.

Comme le gouvernement ne saurait, en justice pour la province et sans nuire aux autres parties de l'administration publique, accorder de l'aide à toutes les compagnies de chemins de fer qui en demandent, c'est-à-dire une aide qui serait pratiquement inutile si elle était divisée entre toutes les compagnies, il me semble raisonnable et juste de tenir parole aux compagnies qui ont encouru des dépenses en comptant sur la subvention additionnelle que j'ai mentionnée, compagnies qui s'imposent des sacrifices pour établir de meilleures lignes que celles qui avaient d'abord été projetées. Ces chemins exigent une aide plus forte que ceux qui leur sont inférieurs. Il est regrettable de ne pas avoir plus de ressources à notre disposition. Dans les circonstances où nous nous trouvons, nous devons employer le mieux possible ce que nous avons, tout en tenant compte de nos obligations actuelles et de notre position financière.

Il est un fait qu'il importe de ne pas perdre de vue. Il ne devrait pas être permis aux compagnies de chemins qui entrent dans cette catégorie de conserver le droit à leurs subventions pendant un temps indéfini, et cela à l'exclusion d'autres compagnies d'une égale importance, mais qui ne peuvent pas dans le moment obtenir d'assistance de la Législature à raison des obligations que nous avons déjà contractées.

Toute compagnie de chemin de fer ayant eu une promesse de subvention devrait être obligée, non seulement de s'organiser, mais de se mettre activement à l'oeuvre de bonne foi et de mettre au moins dix milles de chemins prêts à recevoir la superstructure dans l'espace d'une année et de finir son chemin pour l'ouvrir au trafic dans quatre ans. A défaut de se conformer à ces dispositions, la subvention et le droit

de la réclamer devraient être perdus pour la compagnie et la Législature devrait avoir la faculté de disposer comme elle jugerait à propos de la subvention ainsi perdue pour la compagnie. La mise en pratique de cette règle nous permettra de juger de la bonne foi et de la sincérité de ceux qui font valoir des projets de chemin de fer, et si une compagnie manque de remplir les obligations qui lui seront imposées par la législature, si la compagnie qui sera ainsi en faute fait valoir de bonnes raisons, de lui accorder de nouveau la subvention ainsi retirée ou de la donner à une autre compagnie ou de l'employer de toute autre manière qu'elle jugera à propos.

Outre les chemins de fer que j'ai mentionnés en premier lieu (de Québec à la Rivière Creuse) il est une autre classe de voies ferrées qui a reçu des subventions en terrains. Ces voies ferrées sont moins importantes au point de vue des intérêts de la province. Le gouvernement se propose de pourvoir aux demandes de ces compagnies au moyen d'une subvention payable en débetures provinciales qui remplaceront les terrains dans le cas où ces compagnies, ou quelques-unes, désiraient renoncer à leurs subventions en terrains pour accepter des débetures.

Ayant toujours en vue ce que j'ai répété à plusieurs reprises, c'est-à-dire que le gouvernement doit aider dans toute la mesure de ses ressources la construction des chemins de fer, nous proposons d'accorder une subvention égale à celle qui est garantie à la seconde classe des chemins de fer dont j'ai parlé, aux compagnies qui renonceront à la subvention en terrains. Nous ne voulons pas révoquer les allocations de terrains données à n'importe quelle compagnie, mais si ces compagnies donnent avis au gouvernement dans l'espace d'un an qu'elles préfèrent la subvention en débetures à leurs terrains, elles pourront avoir ces débetures, et le gouvernement pourra les émettre en leur faveur, lorsque leurs lignes seront parachevées par sections de vingt-cinq milles, tel qu'il est pourvu pour les autres chemins de fer. (Applaudissements).

Voyons à présent, Monsieur l'Orateur, quels seront les parties de la province qui seront traversées par les chemins de fer projetés et auxquels il est accordé des subventions en terres ou en argent. Si nous constatons que la plus grande partie de la province profitera de la dépense de \$10,000 à \$20,000 par mille — dépense qui sera faite en conséquence de la subvention du gouvernement — et que de beaucoup la plus grande partie de notre population bénéficiera, directement ou indirectement, de ces dépenses et de l'exploitation des chemins de fer lorsqu'ils seront terminés, si nous constatons tous ces avantages, je pense que le projet soumis se recommandera de lui-même au bon sens et au jugement de cette honorable Chambre et du pays.

Commençons par l'extrémité orientale de la province et par le Chemin de fer de la baie des

Chaleurs. Ce chemin traversera les comtés de Bonaventure et de Gaspé, et nous lui avons déjà accordé une subvention de 10,000 acres de terre par mille de chemin.

Il y a ensuite le Chemin de Québec et du Nouveau-Brunswick — qui reliera la Rivière-du-Loup à Woodstock, chemin qui a reçu aussi une subvention de 10,000 acres de terre par mille. Il passera à travers les comtés de Témiscouata et Kamouraska.

Plus au sud, sur la rive droite du Saint-Laurent, sera construit le Chemin de fer de Lévis et Kennebec. Cette ligne qui, je suis heureux de le constater, donne signe de vie et de vigueur, traversera le comté de Lévis, une partie de celui de Dorchester et le comté de Beauce, pour arriver jusqu'à la frontière des États-Unis.

Plus loin encore se construit le Chemin de fer de Sherbrooke, des Cantons de l'Est et de Kennebec, chemin dont j'espère voir quarante milles en exploitation l'été prochain, à partir de la ville de Sherbrooke. Cette ligne traversera la ville de Sherbrooke, les comtés de Wolf, Mégantic, Lotbinière, Beauce, et une partie du comté de Compton, puis se reliera au Chemin de fer de Lévis et Kennebec.

Il y a ensuite le Chemin à lisses de Richelieu, Drummond et Arthabaska, dont cinquante milles environ sont exploités comme chemin à lisses de bois, sans compter vingt ou trente milles prêts à recevoir les lisses, qui seront de fer et non de bois, sur toute la longueur du chemin. Cette ligne passera à travers les comtés de Brome, Shefford, Bagot, Drummond, Yamaska et Richelieu.

Le Chemin de fer de la vallée des rivières Noire et Missisquoi commencera à Richmond, traversera le comté du même nom et ceux de Brome et Shefford.

Le Chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska devra passer à travers les comtés de Nicolet, Yamaska, Richelieu, Bagot, Rouville et Missisquoi.

Le Chemin de fer de Waterloo et Magog traversera les comtés de Shefford, Brome, une partie du comté de Stantead et, je l'espère, de la division électorale de Sherbrooke.

Le Chemin de fer international de Mégantic et de Saint-François traversera la division électorale de Sherbrooke et le comté de Compton dans presque toute sa longueur.

Le Chemin de fer de la frontière de Québec devra passer à travers les comtés de Huntingdon, Châteauguay et Beauharnois.

Toutes ces lignes sont projetées sur la rive sud du Saint-Laurent et comprennent toutes les compagnies auxquelles nous avons accordé des subventions, en tant que je sache.

Sur la rive nord, il y a l'embranchement du Chemin de fer de Colonisation de Montréal à Saint-Jérôme, dont la longueur est d'une vingtaine de milles et auquel il est promis une subvention indépendamment de celle qui est accordée à la ligne principale.

Le Chemin de fer de Colonisation du nord de Montréal traversera les comtés de Hochelaga, Jacques-Cartier, Laval, Terrebonne, Deux-Montagnes, Argenteuil, Ottawa et une partie de celui de Pontiac.

Le Chemin de fer du nord et des Piles traversera les comtés de Québec, Portneuf, Champlain, Saint-Maurice, la division électorale des Trois-Rivières, les comtés de Maskinongé, Berthier, Joliette, L'Assomption et Hochelaga.

Le Chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean devra traverser les comtés de Québec et Portneuf, une partie du comté de Montmoryncy et le comté de Chicoutimi.

Cette liste de quatorze chemins de fer qui ont tous reçu des subventions de la législature en terre ou en argent, comprend presque tous les comtés de la province, sans compter beaucoup d'autres lignes, telles que le Grand Tronc et l'Intercolonial, le Chemin de Shefford et Chambly, le Chemin des comtés du Sud, de Sorel et de Chambly et d'autres encore pour la construction desquels la législature s'est engagée à donner quelque chose.

Cela montre combien la Province bénéficiera directement de ces chemins de fer subventionnés par la Législature, à raison des sommes qui seront dépensées pour leur construction et surtout à cause des diverses industries qui ne manquent jamais de s'établir après l'ouverture d'un chemin de fer dans une région dépourvue de cet avantage.

Il me faut parler maintenant, Monsieur l'Orateur, de la distribution entre les diverses compagnies de chemins de fer des subventions qu'il est proposé d'accorder pour remplacer les octrois de terrains et dire ce que nous avons intention d'ajouter aux subventions en argent. Il faut d'abord observer que le gouvernement ne désire déranger, dans aucun cas, les arrangements qui existent déjà quant aux subventions en terrains, à moins que les compagnies en faveur desquelles ces subventions ont été votées ne trouvent à propos de s'en départir et préfèrent accepter ce que nous proposons de leur donner à la place de ces terrains. Plusieurs compagnies nous ont représenté qu'il est impossible de se procurer les fonds suffisants pour construire ces chemins et les pourvoir du matériel roulant, en donnant pour garantie des obligations sur les terres et sur les chemins projetés. Comme il est important de compléter autant que possible notre réseau de voies ferrées, et le gouvernement comprenant fort bien qu'il est absolument nécessaire d'assurer la construction de nos chemins de fer, il a été induit à tenter d'accorder à même le trésor public une assistance et à prouver qu'il a dans les projets qui lui sont soumis une confiance telle qu'elle puisse déterminer les capitalistes à placer des fonds dans ces entreprises de chemin de fer, croyant ces placements sûrs et en même temps destinés à faire beaucoup de bien à la Province.

Pour faciliter aux honorables députés l'intel-

ligence du projet soumis par le gouvernement, je vais diviser en trois classes, A, B et C, les chemins de fer auxquels j'ai dit qu'il est promis des subventions.

Je range dans la classe A le Chemin de fer de la rive nord, y compris l'embranchement des Piles, et le Chemin de fer de Colonisation du nord de Montréal, lesquels s'étendent de Québec à Aylmer.

D'après le projet que j'expose en ce moment à la Chambre, il est proposé que ces deux compagnies renoncent à leur octroi de terrain, excepté à la partie qui est désignée bloc A, sur la rivière des Outaouais, lequel contient 1,827,400 acres de terre et restera en la possession de la compagnie.

Outre cela, il est proposé d'accorder à ces compagnies une subvention de deux millions de piastres (applaudissements) en obligations cinq pour cent du gouvernement, avec intérêt payable semi-annuellement et un fonds d'amortissement d'un pour cent.

Cette somme sera divisée entre les deux compagnies proportionnellement à leurs subventions en terrains. Avant qu'il ne soit émis des débentures, le gouvernement devra constater que les compagnies ont respectivement à leur disposition les fonds suffisants, y compris la subvention provinciale, pour parachever leurs chemins, les gares, les ateliers, le matériel roulant, etc., le tout au complet. Les débentures

seront remises à chaque compagnie à mesure que chaque section de vingt-cinq milles de chemin sera construite, et dans la proportion dans laquelle sera la subvention du gouvernement relativement au coût total du chemin pour toute sa longueur.

La partie de la ligne comprise entre Aylmer et la rivière Creuse sera laissée dans la position où elle se trouve actuellement par rapport à la subvention qui lui est déjà accordée, sauf à être traitée de la même manière et à recevoir une subvention dans la même proportion quand la ligne sera localisée d'une manière permanente, sa position et sa longueur exactement définies et quand il sera nécessaire de faire davantage.

Ces chemins seront, quant à leur construction, des chemins de fer de première classe, et les compagnies devront, aussitôt qu'une partie des débentures du gouvernement leur aura été remise, transmettre au trésorier de la province un égal montant de leurs bons six pour cent qui constitueront une hypothèque sur toutes les propriétés de la compagnie qui les donnera et qui viendra après les hypothèques de 1^{re} classe et celles des cités de Québec et de Montréal et des autres municipalités. Le montant de bons comportant hypothèque de première classe qui pourra être émis par chaque compagnie sera fixé et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Pour s'assurer que les deniers de chaque compagnie seront dépensés d'une manière judicieuse et s'assurer aussi que ces chemins seront construits comme doivent l'être des chemins de fer de première classe, le gouvernement aura le

droit de nommer pour chaque compagnie un nombre de directeurs additionnels. Cette disposition sera insérée dans la loi.

Le but du gouvernement en se réservant le droit de suspendre le paiement de ses bons jusqu'à ce qu'il ait constaté que les compagnies ont respectivement à leur disposition les fonds nécessaires pour compléter leurs chemins est d'assurer la confection de toute la ligne par ces deux compagnies, chacune pour ce qui lui appartient. Nous ne voulons pas renouveler l'histoire du Grand Tronc et nous mettre dans la nécessité de donner subvention après subvention pour assurer la construction de ces chemins, qu'on ne complètera pas, sous prétexte qu'à moins de voter de nouvelles subventions pour faire terminer les travaux de construction, ce qui aura été donné déjà sera perdu. Il faut éviter cela et c'est pourquoi le gouvernement doit constater, avant d'émettre ses débetures en faveur des compagnies, qu'elles sont chacune en état de compléter leurs chemins. Le consentement du gouvernement, requis pour fixer le montant de l'émission des bons de première classe de la compagnie, sera pour ceux qui achèteront ces bons une garantie qu'il n'en sera pas plus mis sur le marché monétaire qu'il sera absolument nécessaire, qu'il n'y aura pas d'excès dans l'émission de ces bons et que les sommes provenant de leur vente seront légitimement employées pour construire les chemins dont il s'agit. Il est possible qu'au lieu d'exiger les bons de la compagnie en échange des débetures du gouvernement, le montant accordé par la province soit regardé comme autant de capital souscrit. C'est là une question de détail qui pourra se régler facilement, de manière à rencontrer les vues des personnes intéressées.

Je suis en position, je pense, de déclarer que les subventions données aux compagnies du Chemin de fer de la rive nord et du Chemin de fer de colonisation du nord de Montréal suffiront, avec les autres souscriptions à la disposition de ces compagnies, à compléter ces deux chemins. Naturellement, on aurait bien voulu avoir plus du gouvernement, ce qui aurait fait réaliser de plus grands profits à quelques personnes; mais le gouvernement a fait tout ce qu'il peut faire dans l'intérêt du pays.

Disons maintenant quelques mots des autres chemins de fer auxquels il a été promis des subventions en argent et que je range dans la classe B. La subvention accordée et qui n'a pas été révoquée, l'a été principalement en supposant qu'on emploierait des lisses de bois. On a trouvé que les subventions ainsi accordées sont insuffisantes pour construire des chemins à lisses de fer, et par le projet que j'expose, il est proposé de donner aux compagnies qui emploieront des lisses de fer ou d'acier une plus forte subvention, qui sera de \$2,500 par mille, payable en débetures du gouvernement semblables à celles dont j'ai déjà parlé et aussi à mesure que chaque section de vingt-cinq milles ou plus sera terminée et ouverte au trafic. Il ne

sera pas accordé de subvention additionnelle pour les ponts, dont la longueur sera comptée comme partie du chemin. Voici l'énumération des chemins qui entrent dans cette classe:

Le Chemin de Lévis et Kennebec.

Le Chemin de Sherbrooke, des Cantons de l'Est et de Kennebec.

Le Chemin de Richelieu, Drummond et Arthabaska.

Le Chemin de Phillipsburg, Farnham et Yamaska.

Le Chemin de Waterloo et Magog.

Le Chemin de la vallée des rivières Noire et Missisquoi.

Le Chemin de la frontière de Québec.

L'embranchement de Saint-Jérôme.

On estime à 620 milles la longueur des chemins compris dans cette classe, longueur qui, je l'espère, pourra être un peu abrégée; mais ce chiffre, à \$2,500 le mille, forme une somme de \$1,450,000, déduction faite de ce qui a été payé à la Compagnie du chemin à lisses de Richelieu, Drummond et Arthabaska et à celle du Chemin à lisses de Québec et Gosford. Je sais fort bien que parmi ces chemins, il en est qui sont plus importants que les autres au point de vue des intérêts de la province; mais il m'est impossible de faire une distinction pour recommander à la Chambre de voter des subventions différentes à ces compagnies et, d'ailleurs, la Législature les ayant tous mis sur un pied d'égalité quand elle leur a voté des subventions, je me crois obligé de suivre la même ligne de conduite. Quoi qu'il en soit, j'espère que l'augmentation des subventions données à ces compagnies sera un encouragement qui suffira pour assurer la construction des chemins les plus nécessaires, et si, comme je m'y attends bien, quelques-unes de ces lignes ne sont pas construites, leurs subventions seront retenues par le gouvernement, sauf à la Législature, afin de les donner pour encourager des entreprises semblables ou pour d'autres fins qu'elle jugera utiles.

Dans l'autre classe, que j'appellerai la classe C, je range les chemins de fer dont la construction a été subventionnée par des octrois de terrains et non compris dans ceux qui devront aller de Québec à la rivière Creuse. Les compagnies qui ont entrepris la construction de ces chemins auront droit d'avoir, si elles poursuivent l'établissement de leurs lignes respectives, les terrains qui leur ont été donnés, pourvu qu'elles se conforment aux dispositions de la loi; mais si elles préfèrent renoncer à leurs subventions en terrains et en manifestent le désir au gouvernement par écrit dans l'espace d'un an, elles auront droit d'avoir au lieu de leurs terres \$2,500 par mille de chemin payables en débetures semblables à celles que j'ai mentionnées et d'en recevoir le paiement à mesure que chaque section de vingt-cinq milles ou plus sera terminée et pourvue du matériel nécessaire à l'exploitation, tel que l'exige la loi. Cette classe renferme:

Le chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick — allant de la Rivière-du-Loup à Woodstock, dans le Nouveau-Brunswick — mais seulement dans la partie comprise dans les limites de la province de Québec.

Le Chemin de Québec et du Lac Saint-Jean
Le Chemin de la Baie des Chaleurs

Le Chemin d'Aylmer à la rivière Creuse

Le Chemin international de Mégantic et Saint-François.

Il n'est guère probable que les compagnies se prévaudront de ces dispositions, vu qu'elles trouveront probablement que leurs terrains valent plus que la subvention en débetures du gouvernement. D'un autre côté, les circonstances peuvent les porter à remettre leurs terrains, et dans ce cas la province sera fort bien remboursée des dépenses qu'elle aura encourues pour ces chemins par la valeur des terrains qui seront remis. J'aime à croire qu'il s'écoulera plusieurs années avant que les chemins rangés dans cette classe se construisent; mais pour compléter notre politique à l'égard des chemins de fer, autant que possible, nous avons jugé à propos de pourvoir aux demandes de toutes les compagnies auxquelles il a été promis jusqu'à ce jour par la Législature de l'aide pour exécuter leurs entreprises. Il faut se rappeler que le Chemin d'Aylmer à la rivière Creuse, bien qu'inscrit dans la classe C, ne recevra pas une part de la subvention de \$2,500 par mille, mais une somme plus considérable et égale à celle qui est donnée pour l'extrémité orientale du Chemin de fer de colonisation du nord de Montréal.

Rappelons-nous aussi que le gouvernement, si désireux qu'il soit d'encourager la construction des chemins de fer, doit voir à ce que nos finances soient maintenues en saine condition, à ce que le crédit de la province ne soit pas affecté ni la valeur de ses effets diminuée par une trop forte émission de débetures. Rien ne m'aurait causé plus de plaisir, Monsieur l'Orateur, dans l'intérêt de la province, que de pouvoir, si j'en eusse été capable, augmenter les subventions que nous proposons d'accorder aux compagnies de chemins de fer; mais, je le répète, je ne veux pas contribuer à faire assumer à ce pays des obligations telles qu'elles affecteraient l'efficacité du service public ou nous mettraient dans la nécessité de faire peser de nouveaux impôts sur le peuple. C'est là un devoir sacré pour moi, un devoir qui, puisqu'il m'est confié, doit être accompli même au sacrifice, s'il le faut, de mes sentiments personnels ou de ceux de mes amis.

Pour embrasser d'un seul coup d'oeil toute l'étendue des dettes que l'exécution du plan qui nous occupe en ce moment fera contracter à la province, je vais donner un sommaire des sommes que nous avons l'intention d'accorder en subventions. Je procède en donnant les différentes classes de chemins par ordre:

CLASSE A

Pour le Chemin de fer de la rive nord, y compris

l'embranchement des Piles, et le Chemin de fer de Colonisation du nord de Montréal jusqu'à Aylmer. \$2,000,000

CLASSE B

Pour 620 milles de chemins de fer, déduction faite de ce qui a déjà été payé . . \$1,450,000

CLASSE C

Pour le Chemin d'Aylmer à la rivière Creuse, subvention spéciale. \$ 640,000

Pour 495 milles d'autres chemins à \$2,500 par mille et moins ce qui a déjà été

Payé. \$1,190,000

\$1,830,000

Ce qui forme un montant de . . \$5,280,000

Ce chiffre suppose que tous les chemins de fer mentionnés seront construits et que toutes les compagnies ayant droit à des subventions en terre y renonceront pour prendre la subvention en argent.

Je dois avouer que pour mettre en pratique le plan proposé par le gouvernement, la somme requise s'est élevée plus que je l'avais anticipé, vu que le nombre des compagnies subventionnées est plus considérable et la longueur totale des chemins plus grande que je ne l'avais supposé. Mais je ne crois pas que la province soit obligée de fournir plus de quatre millions de piastres en avances aux chemins de fer que j'ai mentionnés, vu que plusieurs lignes de la classe B ne seront pas construites et que les compagnies inscrites dans la classe C préféreront ne pas se départir de leurs terrains. Cependant, si les espérances que j'exprime à l'égard de ces compagnies ne se réalisent pas, leurs subventions en terrains, comme je l'ai exposé, reviendront à la couronne avec une partie de ceux donnés aux compagnies de la classe A, en sorte que le gouvernement sera par là mis en possession de six millions d'acres de terre, ce qui compensera amplement les sommes que nous avancerons à ces compagnies.

En tout cas, je suis bien convaincu que la province pourra payer l'intérêt qui devra être servi annuellement sur les sommes ainsi avancées et cela sans affecter l'efficacité des autres parties de l'administration publique. Et ce n'est que dans le but unique, mais important, d'ouvrir la province à la colonisation au moyen des voies ferrées, de développer par là nos ressources, de stimuler toutes nos industries, d'augmenter notre population, notre richesse et de fortifier notre position dans la Confédération, que le gouvernement a consenti à assumer d'aussi fortes obligations. (Applaudissements).

Je n'ignore pas que beaucoup critiqueront le projet que je soumets à la Chambre. Quelques-uns objecteront que le montant que nous recommandons de dépenser est incompatible avec les ressources de la province; d'autres qu'il

n'est pas assez considérable et que nous pourrions le doubler. Certaines personnes réclameront sous prétexte que la subvention accordée à leur chemin de fer n'est pas assez forte et que celle d'autres lignes est trop élevée. Il est des gens qui prétendront qu'on aurait dû subventionner de nouvelles compagnies, soit en n'augmentant pas le chiffre des sommes données aux compagnies qui ont actuellement droit à des subventions, soit en élevant le chiffre de la somme que la province s'engage à payer. Je prévois toutes ces critiques; mais je suis convaincu qu'en général le peuple trouvera que le gouvernement s'est montré libéral, qu'il a tenu compte des besoins des différentes parties de la province, autant qu'il a pu le faire, et qu'il a donné autant que l'état actuel de nos ressources lui permettait de donner.

Pour payer l'intérêt et le fonds d'amortissement sur les débetures que nous proposons d'émettre, faisant en tout six pour 100, il faudra pratiquer la plus stricte économie dans les dépenses occasionnées pour les autres branches du service public et probablement réduire plusieurs allocations qui sont actuellement payées à même le trésor public. De cette façon, nous pourrions faire les affaires du pays et payer nos intérêts, je n'en ai pas de doute, bien qu'il puisse arriver que nous soyons obligés de prendre d'année en année sur la balance que nous avons aujourd'hui en caisse. Cependant, il sera infiniment plus avantageux pour la province de dépenser les fonds dont nous pouvons disposer pour encourager la construction des chemins de fer que de placer ces fonds en banque, puisque nous retirerons de ces entreprises des avantages dont la valeur excédera de beaucoup celle des intérêts qui nous seraient payés sur des dépôts permanents.

Je calcule que l'émission de nos débetures se fera dans quatre ou cinq ans, si toutes les compagnies de chemins de fer se prévalent des avantages que nous leur offrons. Cette période nous donnera suffisamment de temps pour pourvoir aux dépenses nécessitées par des travaux d'un caractère public et pour faire des arrangements qui nous permettront de faire face aux exigences du service public.

Tout en croyant que les compagnies de chemins de fer que j'ai mentionnées ne demanderont pas toutes au gouvernement les subventions qui leur sont promises et n'exigeront pas le paiement de leurs débetures, je trouve qu'il serait fort imprudent d'augmenter la dette de la province tant que nos travaux publics d'un caractère permanent ne seront pas à peu près terminés et tant que nous ne serons pas en position de mieux constater le montant de nos revenus, revenus qui, je le crois, peuvent être augmentés et portés à n'importe quel chiffre raisonnable requis, tant que nous ne pourrions pas mieux constater, dis-je, les dépenses annuelles qu'il faut payer à même les revenus de chaque année.

Nonobstant les fortes dépenses que nous avons l'intention de faire pour des travaux publics d'un caractère permanent durant le cours de l'année prochaine, je pense que nous pouvons compter avec certitude sur un excédent de recettes de \$200,000, ce qui est plus que suffisant pour payer l'intérêt des débetures

qui seront émises. Et quand une fois nos bureaux seront installés dans les Casernes des Jésuites, les loyers et les taxes que le gouvernement paie maintenant et qui forment une somme considérable, ne seront plus payés, en sorte que notre revenu sera augmenté d'autant.

Il est possible, Monsieur l'Orateur, que la nécessité dans laquelle nous nous trouverons d'économiser un peu désormais, n'ait aucun inconvénient pratique pour le pays, et, ainsi que je l'ai dit déjà, s'il est un objet pour lequel nous sommes justifiables de contracter une dette raisonnable, cet objet ne saurait être meilleur que l'ouverture à la colonisation de toutes les parties du pays au moyen des facilités de communication que procurent les chemins de fer.

Donc, si nous examinons notre position actuelle et la perspective qu'elle nous offre dans l'avenir en tant que Province, je pense que nous ne découvrirons aucun sujet d'alarme; au contraire, nous n'y verrons que des raisons qui nous portent à concevoir les plus belles espérances. Nous avons toute raison de compter sur la prospérité et d'espérer que la confection de notre réseau de chemins de fer mettra notre population en lieu de n'avoir rien à envier aux autres Provinces de la Confédération et de n'avoir aucune raison de laisser le pays pour aller chercher fortune dans la république qui nous avoisine. (Applaudissements).

J'ai confiance qu'on ne considérera pas le projet de subvention aux compagnies de chemin de fer que j'ai essayé de faire connaître comme une simple question de parti; j'ai confiance que cette honorable Chambre examinera ce projet au point de vue des intérêts de toute notre population. Quand il s'agit de questions qui affectent à un aussi haut degré notre prospérité et dont dépend notre avancement comme peuple, il ne devrait y avoir qu'un seul objet de jalousie entre les membres de cette honorable Chambre et cette jalousie devrait avoir pour but de savoir qui pourra faire le plus pour rendre une mesure aussi importante la plus parfaite, afin de lui faire produire le plus grand bien possible.

On a reproché à la population de notre Province, Monsieur l'Orateur, d'être à l'antique, arriérée, d'avoir peu d'esprit d'entreprise, et de ne pouvoir pas sortir des plans, des coutumes et des habitudes de ses ancêtres. Eh bien ! je pense que la loi qui sera passée par cette honorable Chambre au sujet des chemins de fer convaincra les plus sceptiques que ces reproches adressés au peuple de la province de Québec ne sont aucunement mérités.

On dit que les comparaisons sont odieuses: c'est peut-être vrai, mais je ne craindrais pas, en tenant compte de notre position géographique, de notre sol et de notre climat, de comparer notre province à n'importe quelle partie du continent.

Quant à l'intérêt que nous prenons dans l'avancement des améliorations publiques, et au respect que nous avons pour la loi et l'autorité régulièrement constituée; quant à l'intérêt que nous inspire l'éducation séculière et religieuse et la bonne intelligence qui existe dans notre société, composée de populations d'origine, de race et de croyances différentes, il n'est aucun Etat, aucune Province, qui puisse être rangée au-dessus de nous. (Applaudissements).

Il me faut terminer ces observations, Monsieur l'Orateur. Je vous remercie, comme je remercie les honorables membres de cette Chambre, de l'attention avec laquelle vous avez eu la patience de m'écouter. Je n'ai pas essayé de faire de la belle éloquence ni des fleurs de rhétorique, comme on a pu s'en convaincre; mais je me suis efforcé tout simplement de me faire comprendre le plus clairement possible.

Une grande partie du personnel qui représente le peuple en cette Chambre sera bientôt changée. Je ne puis que regretter ce changement, et j'espère dans toute la sincérité de mon cœur que la bonne entente qui jusqu'aujourd'hui n'a cessé d'exister entre les députés des deux côtés de la Chambre sera aussi complète à l'avenir qu'elle l'a été dans le passé, et j'ose aussi espérer que lorsque les députés qui siègent aujourd'hui dans cette enceinte seront remplacés par d'autres, ce qui arrivera dans peu d'années, ceux qui leur succéderont seront aussi loyaux envers la personne et la couronne de notre Souveraine bien-aimée la reine Victoria, aussi attachés aux institutions britanniques, aussi désireux de conserver intacts les liens qui nous unissent à l'Empire; aussi soucieux du progrès et de la prospérité de notre province; j'espère qu'ils seront aussi zélés pour assurer et conserver les bienfaits inestimables d'une presse libre, d'une législation indépendante, d'institutions portant le sceau de la liberté civile et religieuse, bienfaits dont tous jouissent en commun et regardent comme sacrés; j'espère qu'ils se montreront jaloux de transmettre toutes ces choses à leurs successeurs, ce qui, je le sais, a toujours été le désir des honorables députés de cette Chambre depuis leur première réunion sous notre présente constitution. (Applaudissements prolongés).

La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Compagnie du chemin de fer
de jonction de Missisquoi

M. J. S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 32 Victoria, chap. 59, incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi, et autorisant ladite compagnie à se fusionner avec la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières ou manufacturières, et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Compagnie du chemin de fer
à voie étroite de Québec
et du Lac Saint-Jean

M. P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer à voie étroite de Québec et du Lac Saint-Jean.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières ou manufacturières, et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Was not ready to enter into the speech of the Honourable Finance Minister. He paid a high compliment to his ability. It gave him pleasure to see the railway policy the Government had developed, and he was sure the Honourable Minister was sincere when he said he was ready to defend the interests of the Province, and was ready to resign his seat rather than betray the interests confided to his care. He complimented him on the liberal railway policy, though he regretted that the services rendered by this side of the House had not been acknowledged by the Honourable Member. He enumerated the efforts of the Opposition to promote railways, to check the expatriation of the people. He did not think that any government had met with an Opposition so willing to co-operate in assisting the development of the interests of the country. This side of the House will always give its sympathy to a liberal railway policy.

He hoped the Government would see that they received value for every dollar expended in railways, so as to give the country the greatest benefit for the considerable sum asked for. He hoped the Government would not retain in its hands all the patronage. He did not approve of the payment of money on orders-in-Council; let the House be asked to vote the disposition of the money, and let it not be granted by orders-in-Council — a way in which pressure could be brought to bear on the Government. He saw in the speech more reasoning, more reflexion and knowledge of facts than had before characterized the discussion of railway questions. He could congratulate him upon the clearness, power and exactness of the ideas expounded in this financial statement. He was glad to see that the Government recognized the necessity of improving the facilities for the study of practical sciences, and elevating the standard of practical mechanical and engineering education.

There was no people more energetically in favor of such education, or more amenable to such tuition than the French Canadian people. The pressure the Honourable Treasurer required to draw from him the extra \$1,000 hinted at, he might be sure his (Mr. Joly's) side of the House would do its best to bring to bear. They wanted schools which would elevate the standard of the artisan in this country.

We had nine schools of this kind in the Province and the one in Quebec was doing good work, and was appreciated to the full by the hardworking men profiting by it, and the Government had done well in commencing a more vigorous aid. Not one of his colleagues would disagree with him, when he pressed for further support. As to immigration the country desired it, but he could not say that the results so far had represented a fair return for the outlay. Unfortunately the agents of the Province were but agents for the United States, and the money expended went to the United States.

He referred to the Belle case, and said the Opposition would not allow the Session to close without having his case brought to some satisfactory conclusion, and the stain upon the honour of the Province removed. He denounced the dilatory manner in which the matter had been up to the present treated. He said he dislikes the manner in which the Treasurer proposed to help to pay the cost of maintenance of lunatics. He hoped the Government did not intend to bring in such a measure to divide the cost. They would pay with joy, but lunatics were a charge upon the Province which should be paid for it. He feared that any more of that kind would give them a worse position than ever, and make them to be looked upon as a curse and oppression. He only hoped, with regard to railways, that the policy of the Government would be one tending to develop the resources of the country, and that

every dollar, in finding its legitimate destination, would help in the attainment of the end of prosperity so earnestly hoped for. (Applause).

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Spoke on the railway question arguing that with all the lines being constructed in the Ottawa Valley, the money to be accorded the Northern Colonization Railway would be as well, so far as the public interest was concerned, thrown away. He went on to comment upon the amounts of money paid to Crown witnesses for travelling expenses in criminal cases, and argued that in travelling to the Saguenay and Chicoutimi Districts cost a good deal.

M. M. HOUDE (Maskinongé): Suggested that it was because they were *pauvres et nécessiteux*. (Great laughter).

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Went on to argue the claims of the Quebec and Gosford and St. John Railway upon the Province for subsidy. It was a work of the most valuable character, opening up a country wealthier and more desirable than any other in the Province, and it would prove a profitable and beneficial investment. He blamed the Government for the apathy with which the Government had always regarded it. Mr. Ross had offered to continue it if he received aid from the public purse, but his offer had been ignored. He blamed the Member for Quebec County for not having had the interests of his county at heart, and devoting himself to the accomplishment of this enterprise. It was not patriotic for him to stand in the way of the accomplishment of the railway. The Government, he argued at great length, should devote the greatest attention to this railway, and aid it to the fullest extent.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Said Mr Tremblay found that the Gosford Railroad was likely to be more valuable than the North Shore and North Colonization Railroad, because it was near election time. He ridiculed the assumption that there could be any analogy between the two enterprises. It was utter folly to say so of an enterprise which formed a link in the great iron highway of the country, a link of the chain which was to extend from Quebec to the Pacific, to bring all the great industrial and commercial centres of the country and open up the immense and wealthy back country of the St. Lawrence Valley. No one denied that it was important to open up the St. John Valley, and bring into closer communication the north shore of the Lower St. Lawrence, but no one could institute the slightest comparison between the two enterprises. In his arguments he simply aimed at making an election speech,

and bidding for votes when he wanted them. It was easy for him, at such a time, to throw the blame at the Member for Quebec County and denounce the Government for declining to fall in with the views of the gentlemen who wanted to get a subsidy of a quarter of a million to carry on the Gosford Railway with. As a rule the Government abstained from throwing money away in that manner. Before subsidizing they were accustomed to learn. In their railway policy they looked for the sympathy of the House in the exercise of their functions, but they could not stoop to folly. He referred briefly to the complimentary terms in which Mr. Joly had spoken of the budget.

If the Honourable Treasurer had not given credit to the Members of the Opposition for their efforts in the formation of the railway policy, it could not be because he did not recognize them. He was bound to say that whenever the Government had appeared before the House with any measures they had met with patriotic assistance. In the present policy they did not seek to make political capital of patronage for themselves. They had the interests of the Province, its advancement and prosperity too much at heart to seek to use it to their own advantage. They would be found inflexible upon the point that the country should not be plunged into debt deeper than the annual revenue would suffice to pay the demands upon. He was of opinion that the subsidy proposed would be found employ sufficient to ensure the construction of a continuous line from Quebec to Aylmer.

He briefly reviewed the labor involved in the settlement of the arbitration question. The country had secured a great benefit, and was through it enabled to afford that assistance to great enterprises the requirements of the country demand. Mr. Joly had spoken well and practically regarding schools of arts and design. He trusted that the stone once set rolling, would not stop, and that we would before long see in the country a class of trained and educated artisans who could here compete with the best efforts of the United States workmen. It was the ardent desire of the Government that these schools should flourish and do good, and the largest amount of aid compatible with the finances of the Province would be accorded them. He was glad that the Honourable leader of the Opposition was so well in accord with the Government on this point. It might be true that the system of immigration did not produce the immense results the sanguine expected. The Province labored under great difficulties in this field. The fertile prairies of the West were the great objects of the old country, and it was with difficulty that those who stayed in the country were retained. We had not the same promises to offer them as our neighbours on the other side of the line, and it was difficult to overcome the inducements held out to the people coming to our shores to go further. The

Government was in face of its difficulties obliged to hold fast to the system. As the advantages of the Province became known and people retarding to emigrate discarded the idea that the Far West was literally a land of milk and honey, better results would be seen. The Government was engaged in vividly disseminating such information with great success. In the Belle case, he might remark that papers would be before the House in a day or so, when the Government would be in a position to make a deliverance upon the subject. He could not speak on the merits of a subject of such a painful nature until the papers were before the House. With regard to the lunatics the Honourable Member thought that the Honourable Members had not quite well understood the Treasurer. There had been a measure of the kind spoken of in operation before. The great increase in the numbers of these unfortunate persons was a matter of great regret. The Government did not seek to relieve itself of its charge, but to increase the comforts of these afflicted persons. He congratulated the Treasurer upon the able expose he had made and the surplus on hand.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Said the system proposed by the Government of subsidizing the companies by five per cent bonds, not quite as much as might be thought, would not answer because English capitalists were not anxious to touch bonds at that interest except at a heavy discount. He cited the price paid for Quebec Corporation bonds in London.

M. P. GARNEAU (Québec-Comté): Corrected him, Quebec had sold at 97 in London, and were sold in the London money market at 98 to par and 102 except under exceptional circumstances.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Said it must have been under exceptional circumstances that the loan had been effected. The subsidy was not of a nature to satisfy the claims the two great trunk arteries had upon the support of the country. They should be well and nobly supported and put in position to be constructed at once. The great trade of the West was one to be secured at once, for if we did not grasp it we would, as the Treasurer feared, lose it. He wished to express this fact strongly that the policy of support must not be a half-hearted one. He wanted to be satisfactorily convinced that this policy would produce for the railways concerned all the support the figures would mean. The North Shore had done its best to try and secure this road and the City of Quebec was forward with its million; yet there was next to nothing done. Had there been no Grand Trunk in London, and no Mr. Potter there to swear before the public that the North Shore Railway would never pay

for its axle grease, the road would have been in a good way of construction now. There was however satisfaction in knowing that the line was one which would pay, and would afford a through traffic which would make it a valuable investment.

M. P. GARNEAU (Québec-Comté): Rose to reply to the attack made upon him by Mr Tremblay. He was not surprised, for since he had been in the House, he had never heard him do anything else than make attacks right and left. He might claim for himself credit for his anxiety. He had actively, as might be seen by the bill, interested himself in this matter, and intended to help carry out the measure now before the House, if permitted, to a successful issue. He had worked with the Honourable Member for Lotbinière on this subject, sinking every political difference in his desire to get this railway floated. He would ask the Member for Chicoutimi what he had done for that enterprise, what personal sacrifices he had made, and what interest he had taken in it. It was easy to see that an election was coming on. He charged Mr Tremblay with having, up to the present, always tried to throw obstacles in the way and opposed the proposal to run a railway from Quebec to Lake St. John. His sole cry was that it was impracticable. The scheme had now been taken up by men of influence and capital who would carry it out honestly. It was easy for that Member to come forward now to sing the praises of the Gosford and Lake St. John, and depreciate the value of every other.

La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

1. Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille quatre cent quarante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-trois mille six cents piastres soit accordée à Sa

Majesté pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du greffier de la couronne en chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'impression, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires du bureau du greffier en loi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses contingentes du greffier en loi (compréhendant un commis surnuméraire et un messenger), pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions. Il est ordonné que le rapport soit reçu le 14 janvier.

La Chambre s'ajourne à minuit et demi.

Séance du 14 janvier 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures trente.

Rapports divers

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, états des affaires de l'Union Saint-Joseph de Farnham et de la Compagnie du chemin à barrières de l'Isle Jésus, tous deux pour l'année 1873. (Documents de la session no 6).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Laframboise, la pétition du conseil municipal du comté de Shefford.

Par M. Sylvestre, la pétition des directeurs de l'académie de Berthier.

Par M. David, la pétition de H. Stephens et autres, la pétition de C. J. Fraser et autres, la pétition de Thomas Musson et autres, la pétition de messieurs Lyman, Clare et compagnie, la pétition de James Benny et autres, la pétition de E. G. Stewart et autres, la pétition de Alex. McGibbon et autres, la pétition de Damase Labelle et autres, la pétition de Salvin Parkin et autres et la pétition de l'honorable E. Masson et autres, toutes de la cité de Montréal.

Par M. Pelletier (Québec-Est), la pétition de l'honorable P.-J.-O. Chauveau et autres, de la cité de Québec.

Par l'honorable M. Trudel, la pétition de Joseph Trudel et autres, de la paroisse de Saint-Prospère, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Luc, la pétition de la municipalité de Saint-Narcisse, la pétition de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, et la pétition de la municipalité de la paroisse de la Visitation, toutes du comté de Champlain.

Par M. LaRocque, la pétition du collège de Chambly.

Par M. Pelletier (Bellechasse), la pétition du révérend C.-S. Brochu et autres, de la paroisse de Saint-Magloire, comté de Bellechasse.

Par M. Pozer, la pétition du révérend F. Catellier et autres, et la pétition de P. Cadieux et autres, toutes deux du district de Beauce, la pétition de Zéphirin Bureau, et la pétition de dame Marie-Louise Jane Lafleur, femme de Pantaléon Cadieux et de Hubert Langlois, toutes deux de la paroisse de Saint-Vital-de-Lambton.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la Compagnie de chemin de fer de Waterloo et Magog; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du très révérend Théophile Charaux, supérieur général de la mission de la compagnie de Jésus en Canada; demandant que les biens

possédés autrefois par les Jésuites leur soient restitués.

De A. E. Phelan; demandant une indemnité pour avoir été employé au bureau de l'éducation.

De John Tyo et autres, du township de Dundee, comté de Huntingdon; demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des ordres permanents.

Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis qui ont été donnés sont suffisants:

De Edouard Bégin; demandant qu'il soit passé un bill autorisant la Chambre des notaires à l'admettre comme notaire, après examen.

De la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montréal et des Laurentides; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite cité.

De Ashley Hibbard et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie de l'aqueduc de Chambly".

De Pierre Hébert, père et autres; demandant l'incorporation en municipalité de la paroisse de Sainte-Prudentienne.

De la Compagnie d'entrepôt de Montréal, pour amender son acte d'incorporation.

Quant à la pétition de Boucher de Boucherville et autres, de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Société de bienfaisance mutuelle du service civil de Québec", votre comité trouve qu'elle est de la nature de celles qui n'exigent pas d'avis.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés.

Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter avec certains amendements qu'il soumet humblement à votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer la Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et district de Montréal.

Bill pour autoriser le Barreau du Bas-Canada à admettre James Cruikshanks à la pratique de la profession de procureur et d'avocat.

Bill pour autoriser le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Thaddée Nesbitt, bachelier en droit, au nombre de ses membres.

Bill pour incorporer l'Hôpital du Sacré-Coeur-de-Jésus à Québec.

Introduction de bills:

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Demande la permission d'introduire un bill pour obliger les propriétaires de seigneuries à tenir un livre exact du paiement de leurs rentes et pour autres fins.

Accordé.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie d'emmagasinage de Montréal.

Accordé.

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, Edouard Bégin, comme notaire.

Accordé.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Société de bienfaisance mutuelle du service civil de Québec.

Accordé.

M. J. W. McGAUVVRAN (Montréal-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie des omnibus et de transport de Montréal.

Accordé.

Compagnie de chemin de fer de jonction de Massawippi et du Grand-Tronc

M. T. LOCKE (Stanstead): Propose, appuyé par le représentant de Brome (M. W.W. Lynch), que la 60e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour incorporer la Compagnie de chemin de fer de jonction de Massawippi et du Grand-Tronc. Adopté.

Compagnie de gaz de Montréal

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, s'il n'y a pas d'objection, que le bill incorporant la Compagnie de gaz de Montréal soit étudié aujourd'hui plutôt que demain, comme le demanderaient les règlements de la Chambre. Il demande cette faveur personnelle, à la condition qu'il y ait unanimité de la Chambre.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Ne trouve qu'une seule raison qui lui permette de ne pas s'opposer à cette demande: c'est la possibilité de l'absence de l'honorable député de Montréal-Centre de la Chambre. Dans toute autre circonstance, il s'opposerait à une pareille irrégularité. Il y consent avec plaisir cependant, l'honorable député devant se retirer de la Chambre. Il profite de l'occasion pour exprimer à l'honorable député ses regrets de le voir laisser cette Chambre, car tous les députés, tant du côté de la droite que du côté de la gauche n'ont qu'à se féliciter des bons rapports qu'ils ont toujours eus avec l'honorable représentant de Montréal-Centre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait l'éloge de son honorable ami et abonde dans les senti-

ments exprimés par l'honorable premier ministre.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Fait quelques remarques et remercie les députés de leurs bonnes paroles.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): S'oppose à la demande du député de Montréal-Centre.

Ville de Salaberry

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Appuyé du député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), propose que la 60e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour incorporer la ville de Salaberry.

Adopté.

Documents;

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Présente, en conformité d'une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 12 janvier 1874, demandant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et l'honorable juge E. Taschereau, pendant l'année 1872, au sujet de la tenue des cours dans les districts de Chicoutimi et Sagueny. (Documents de la session, no 18).

Code civil

m. r.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender les articles 945 et 1336 du code civil.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Propose en amendement d'ajouter une clause supplémentaire, concernant certaines formalités observées par les notaires.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): S'oppose à la proposition.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Retire sa proposition.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

District judiciaire des Trois-Rivières

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour annexer une certaine étendue du territoire du Saint-Maurice au district des Trois-Rivières, pour les fins judiciaires seulement.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

District judiciaire de Montmagny

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre reprenne les débats ajournés sur l'amendement proposé, jeudi, le 8 du courant, à la question, que le bill pour détacher le reste du comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny, et l'annexer au district de Québec, soit maintenant lu une seconde fois lequel amendement était que le mot "maintenant" soit effacé et que les mots "de ce jour en trois mois" soient ajoutés à la fin d'icelle.

Il appuie sa proposition de quelques remarques et lit deux lettres qui démontrent que les employés de la Cour de Montmagny ont offert dix chelins par cent signatures pour faire signer les pétitions s'opposant au bill.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Remarque que l'honorable député de Bellechasse s'efforce d'atténuer l'effet produit sur la Chambre par les nombreuses pétitions des comtés de L'Islet et de Montmagny; mais, quoi qu'il puisse dire, il ne saurait détruire cette éclatante démonstration contre la séparation du comté de Bellechasse. Il n'a rien à reprocher aux officiers du district dans le cas où ils se seraient intéressés à ces pétitions, puisque les signataires comprennent les membres du clergé, les personnes notables et hommes d'affaires de chaque localité dont la question seule en litige a créé l'intervention. Pourrait-on du reste les blâmer de vouloir s'opposer eux aussi à un changement dont l'effet serait de les mettre dans un embarras et des dépenses considérables lorsqu'ils ont compté sur la permanence des institutions judiciaires actuelles et qu'il n'est pas d'usage assurément de changer capricieusement?

La station de Saint-Charles est le point de départ de la majorité des gens de Bellechasse et cette station est plus rapprochée de Saint-Thomas que de Québec. Dans le cas du détachement de Bellechasse, L'Islet et Montmagny ne sauraient former un district; alors, on emmènerait ces comtés ailleurs, L'Islet à Kamouraska ou Québec sans doute. Il proteste au nom des justiciables de son comté, au nom par exemple des habitants de Saint-Pamphile résidant près des frontières qui dans ce cas auraient 20 ou 40 lieues à parcourir pour atteindre le chef-lieu. Il espère donc que justice sera rendue et que ce bill ne deviendra pas loi.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il n'a aucune intention de soulever de nouveaux débats, mais il croit devoir dire quelques mots. L'honorable député de Lotbinière a dit, dans le cours du débat, que s'il (M. Oumet) avait fait opposition au bill, c'était dans le but de s'en servir aux élections prochaines. Il regrette beaucoup que pareilles expressions aient été employées par l'honorable député. Le gouvernement ne peut faire plus, il ne peut morceler les districts judiciaires.

Il tient dans ce moment le rapport des grands jurés, signé par 23 jurés, exprimant pleine satisfaction de l'état de choses actuel dans le district. L'effet de cette mesure sera de créer une concurrence de juridiction.

Un créancier peut poursuivre soit à Montmagny, soit à Québec; le défendeur, cependant, n'est pas libre de se défendre où il veut. Un marchand, par exemple, peut ainsi menacer un cultivateur de se défendre, soit à Québec, soit à Montmagny. Les honorables députés doivent comprendre l'inconvénient qui en résulte pour le débiteur et la nature du service que l'honorable représentant de Bellechasse voudrait rendre aux électeurs de Montmagny.

On dit que les pétitions ont été signées pour des considérations d'argent. Si c'est réellement le cas, la chose est mal. Mais le fait de payer un huissier qui est employé à faire signer une pétition, l'indemniser de la perte de son temps, n'est pas un crime.

L'honorable premier ministre fait voir le mal qui peut arriver par l'inauguration d'un pareil système. Pour ces raisons, le gouvernement soutiendra l'amendement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que la question traitée par l'honorable Premier ministre n'est pas devant la Chambre; il ne pense pas qu'il lui soit nécessaire de répondre. Il regrette profondément que l'honorable premier ministre n'ait pas su le comprendre dans ce qu'il a dit concernant les élections. Si l'honorable premier ministre a vu que les remarques qu'il a faites sur les élections prochaines étaient hostiles à l'honorable Premier ministre, il s'est trompé étrangement. Il entre au long dans les détails de la mesure et parle aussi des personnes qui ont offert de l'argent aux signataires de la pétition.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour: MM. Beaubien, Bellerose, Bisson, Chapleau (Sol. Gén.), David, Dorion, Eddy, Fortin, Garneau, Gendron, Irvine (Proc. Gén.), Lalonde, Langevin, LaRocque, LaRue, Laval-lée, LeCavalier, Locke, Lynch, Mail-loux, Malhiot, McGauvran, Ouimet, Peltier (L'Assomption), Picard, Robert, Robertson, Roy, Sanders, Sawyer, Trudel et Verreault: 32.

Contre: MM. Bachand, Bellingham, Cauchon, Daigle, Esinhart, Gérin, Hol-ton, Houde, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Langelier, Larochelle, Marchand, Molleur, Pelletier (Québec), Pelletier (Bellechasse), Pozer, Sylvestre et Tremblay: 21.

Ainsi, l'amendement est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix, il est ordonné que le bill soit lu une seconde fois de ce jour en trois mois.

Brefs de saisie-arrêt

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour ajouter certaines dispositions au code de procédure civile, au sujet des brefs de saisie-arrêt émis par la cour des Commissaires. Adopté.

Introduction de bills:

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec. Accordé.

Acte d'incorporation du collège des Trois-Rivières

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation du collège des Trois-Rivières.

Accordé.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 15 janvier 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures trente.

Mise au point

M. F. DAVID (Montréal-Est): Corrige, avec la permission de l'Orateur, quelques erreurs qui se sont glissées dans le rapport d'un de ses discours, publié par un journal français de Québec.

On lui aurait attribué certaines expressions concernant le Conseil législatif, institution qu'il respecte.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. David, la pétition de Salime Ponton et autres, la pétition d'Alfred Belleville et autres, la pétition de David Crawford et autres, toutes de la cité de Montréal.

Par M. Sylvestre, la pétition du révérend J. Plessis Bélair et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon.

Par l'honorable M. le procureur général Irvine, la pétition de George Benson Hall, de la cité de Québec.

Par M. Larochelle, la pétition du révérend C.E. Poiré et autres, de la paroisse de Saint-Anselme, la pétition du révérend Z. Gingras et Taures, de la paroisse de Sainte-Claire, la pétition d'Andrew Ross et autres, du township de Frampton-Ouest, la pétition de Patrick Hayes et autres, du township de Buckland, et la pétition de T.-J. Taschereau et autres, toutes du comté de Beauce.

Par M. Langelier, la pétition de J. Bouchard et autres, de la cité de Québec.

Par l'honorable M. Trudel, la pétition de la municipalité de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain.

Par l'honorable M. Cauchon, la pétition du révérend J.-B. Blouin et autres, de la paroisse de Sainte-Anne-de-Beaupré.

Par M. Bellingham, la pétition de William F. Coffin, d'Ottawa.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De The Quebec (Provincial) Temperance and Prohibitory League, demandant des amendements à l'Acte des licences de Québec.

De Alex. Buntin et autres, du village de Valleyfield, comté de Beauharnois; demandant que le nom dudit village ne soit pas changé.

De C. Trudelle et autres, de la paroisse de Saint-François, comté de Montmagny, demandant que le bill pour détacher tout le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny et l'annexer au district de Québec ne devienne pas loi.

Rapport de comités

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Présente le troisième rapport du comité des chemins de fer: Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Massawippi et de la Jonction du Grand-Tronc, et qu'il y a fait deux amendements qu'il soumet respectueusement à votre honorable Chambre.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Présente le douzième rapport du comité permanent des ordres permanents:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas:

De la Compagnie du chemin de fer de Waterloo et Magog, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De D. Tassé et autres, demandant la permission de prélever une taxe spéciale pour la construction d'une maison d'éducation supérieure dans la ville d'Iberville.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés.

Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour amender

l'Acte d'incorporation de la compagnie de chemin de fer à passagers de la cité de Montréal et à l'honneur d'en faire le rapport à votre honorable Chambre, avec certains amendements.

Lecture de pétition:

Il est ordonné que la pétition de George Benson Hall, présentée aujourd'hui et demandant la permission de faire des améliorations sur la rivière Chaudière, et d'en ériger des taux de péage, soit maintenant reçue et lue.

Introduction de bills

M. T. LOCKE (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie de chemin de fer de Waterloo et Magog.

Accordé.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande la permission d'introduire un bill pour annexer au comté de Lotbinière, pour les fins électorales et autres, cette partie de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Beaurivage, qui est actuellement en dehors dudit comté.

Accordé.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser les commissaires d'écoles de la ville d'Iberville à prélever une certaine somme pour l'érection d'une maison d'éducation commerciale supérieure.

Accordé.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser les commissaires d'écoles de Saint-Henri à prélever une certaine somme pour une école modèle.

Accordé.

Interpellations:

Bureau de cadastre dans Rimouski

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Demande si le gouvernement a l'intention d'établir un bureau de cadastre, cette année, dans le comté de Rimouski.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Répond que le gouvernement a l'intention d'en établir dès que les moyens le permettront.

Employés permanents du service civil

M. C.-P.-A. PELLETIER (Québec-Est): Appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence de vouloir bien faire

mettre devant cette Chambre un état indiquant les noms des employés permanents du service civil dans chacun des départements, et ce depuis le 24 février 1868; et aussi un état indiquant les noms de ceux de ces employés qui ont obtenu le certificat du bureau des examinateurs requis par l'acte 31 Vict., chap. 8.

Adopté.

Causes intentées devant les cours

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Appuyé par le député de Richelieu (M. J.-A. Dorion), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un tableau des causes intentées et jugées en l'année 1872, dans la Cour supérieure, dans tous les districts judiciaires et dans la Cour de circuit, pour compléter le tableau déjà publié dans la Gazette officielle de Québec, page 310, dans lequel tableau sont omis les districts de Beauharnois, Bedford, Chicoutimi, Gaspé (comté), Richelieu et Trois-Rivières.

Adopté.

Brefs de saisie-arrêt

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour ajouter certaines dispositions au code de procédure civile au sujet des brefs de saisie-arrêt émis par la cour des Commissaires.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Scrutin secret

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Appuyé par le député de Beauce (M. C. H. Pozer), propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pourvoyant à ce que les élections des membres de l'Assemblée législative de Québec se fassent au scrutin secret.

J'ai retardé la seconde lecture de ce bill afin de donner aux députés le temps de l'étudier.

La même mesure a subi une épreuve favorable le printemps dernier à Ottawa. Il y a trois ans, lorsque j'ai présenté cette mesure pour la première fois, elle a reçu l'appui seulement de 31 députés; l'année suivante, de 39 et, le printemps dernier, dans une Chambre de 200 députés, j'obtenais une majorité de 23 voix pour l'affirmation du principe qu'elle consacre. Le premier ministre promet alors de l'inclure dans sa mesure concernant les élections. Le

même principe du scrutin secret a été affirmé par la Législature de l'Ontario.

Le premier ministre fédéral actuel a fait de cette mesure une des principales clauses de son programme.

La Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick depuis plusieurs années font usage du scrutin secret.

Après avoir essayé pendant 30 ans de tous les moyens autres que le scrutin pour mettre fin à la corruption, à la violence et autres désordres dans les élections, le Parlement anglais a fini par adopter le scrutin l'année dernière.

Plusieurs élections ont eu lieu d'après ce système qui partout a donné des résultats satisfaisants.

L'exemple des autres pays devrait suffire pour engager cette Chambre à adopter le scrutin secret et il faut espérer que la province de Québec ne sera pas la seule où l'on maintiendra un système qui a été la cause de tant de scandales. Aurait-on jamais eu le scandale du Pacifique avec le scrutin?

Je regrette que l'honorable député de Québec-Centre (M. Langevin) ne soit pas à son siège, il pourrait nous donner des détails intéressants sur la corruption exercée dans les dernières élections, sur l'emploi de \$32,600 qu'il a juré devant la commission avoir reçues de Sir Hugh Allan.

Vous auriez été bien aise, Monsieur l'Orateur, de savoir la part faite à chacun des comtés situés dans le voisinage de la ville de Québec.

Que l'on prétende, si l'on veut, que le scrutin n'a pas diminué la corruption, il est bien certain qu'il ne l'a pas augmentée dans les pays où il a été mis en usage.

Pour prouver les avantages du scrutin, je citerai quelques passages d'un document adressé par les gouverneurs des quatre colonies australiennes au gouvernement anglais.

Il donne des extraits de ce document qui prouvent que la corruption, l'intimidation, la violence sont des choses à peu près inconnues dans ces provinces. Le gouverneur de South Wales, entre autres, déclare que depuis 10 ans il n'a pas eu connaissance d'un seul cas de corruption.

Dans la colonie de Victoria, il y a une disposition de la Loi électorale qui oblige tout candidat à déposer entre les mains de l'officier rapporteur avant de poser sa candidature la somme de \$250, s'il se présente pour l'Assemblée législative, et de \$500 s'il se présente pour le Conseil législatif; et s'il n'obtient pas le cinquième des votes enregistrés en faveur du candidat heureux, cet argent sert à défrayer les dépenses des élections. Comme il n'y a point d'appel nominal dans cette colonie, c'est un moyen d'empêcher les candidatures qui ne sont pas sérieuses.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le gouvernement poursuit les mêmes fins.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): En passant, je conseillerai au premier ministre d'introduire cette disposition dans sa mesure et d'en retrancher celle concernant les appels nominaux.

Le but que je me propose en demandant l'adoption du scrutin, c'est de mettre fin à l'intimidation, à la violence, à la corruption. Ce ne sont pas les riches, les puissants qu'il s'agit de protéger; ce sont les pauvres, les ouvriers, les journaliers, enfin ceux qui sont plus ou moins à la merci de grands propriétaires ou d'hommes à la tête de grandes compagnies. Ce sont les citoyens paisibles qui demandent protection contre ceux que les passions politiques portent si souvent à des excès et à des actes d'extrême violence. C'est la vie des citoyens qu'il faut mettre à l'abri des gens sans scrupules capables de commettre les plus grands crimes. Il cite un article du Daily News de Londres et un extrait du discours de M. Gladstone pour prouver que le scrutin secret seul peut assurer le libre exercice de la franchise électorale parmi les classes pauvres.

Je puis citer des faits pour prouver les inconvénients du système actuel. La dernière élection de Chicoutimi m'en fournit un grand nombre. Un nommé Laberge, pour avoir voté contre M. Price, n'a pas même pu obtenir la permission de couper des billots sur son propre lot, billots qu'il offrait de vendre au grand propriétaire de Chicoutimi, le possesseur des 4,000 milles carrés de limites. L'agent de ce M. Price à L'Anse-Saint-Jean, paroisse située à 25 milles de la paroisse la plus voisine, a menacé ceux qui voteraient contre son bourgeois d'être privés de l'avantage de faire moudre leur grain à l'unique moulin qui existe à cet endroit. Voici le certificat de J. Lalancette qui deux jours après la votation, au milieu de la nuit, pendant qu'il travaille sur le moulin de la rivière Chicoutimi est chassé parce qu'il a voté contre le candidat du gouvernement. Voici une lettre qui prouve que des actes de violence ont été commis à Saint-Prime. Voici encore un certificat de E. Boudreault, auquel l'agent de M. Price a offert de l'ouvrage pour tout l'hiver dans le chantier, et 25 à 30 louis, s'il en avait besoin. Un nommé Lavoie m'a dit à moi-même avoir reçu \$200 pour son vote.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): S'oppose à la lecture de ces certificats, disant que M. Tremblay cite des faits exceptionnels.

L'ORATEUR: Donne raison au député de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay)

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Parle en faveur du représentant de Chicoutimi-Saguenay. Il croit qu'il a parfaitement le droit de lire des documents pour supporter ses arguments.

L'ORATEUR: Répète la décision qu'il a

portée il y a quelque temps concernant le droit d'un député de lire des documents ou des livres lorsqu'il est nécessaire de prouver ses affirmations. Il croit que l'honorable député a le droit de citer, mais non de lire au long des documents ou des extraits de livres.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Je suis bien aise que le solliciteur général m'ait interrompu; il vient de prouver ma proposition que le système actuel est la cause des désordres dont je me plains. Voici une lettre d'un agent de M. Price menaçant de poursuites un nommé Lebreton.

Mais l'honorable premier ministre préférera peut-être que je fasse mention de l'intervention du gouvernement local et des moyens d'intimidation et de corruption d'employés par ce gouvernement en faveur de candidats du gouvernement fédéral d'abord, tout cela en obéissance, je le sais, aux ordres du député de Québec-Centre (M. Langevin). Car la Chambre ne doit pas ignorer que c'est sous les coups de fouet de cet honorable député que le gouvernement local a été ainsi obligé de prendre une part indue dans les élections fédérales. L'honorable premier ministre pourrait vous rendre compte de la visite de son chef d'alors, M. Chauveau, dans le comté de Chicoutimi, le samedi qui a précédé l'élection. Il pourrait nous dire par quels moyens on a forcé un M. Bélanger, conducteur de chemin, qui avait déclaré ne pouvoir agir pour aucun prix contre le parti que je supportais et qui, à la suite de son entrevue avec M. Chauveau, forçait les travailleurs sous ses ordres à voter pour le candidat du gouvernement fédéral. On sait la conduite injuste tenue par le gouvernement local à l'égard du surintendant M. Warren, et des conducteurs MM. Bilodeau et Gagnon, la destitution d'employés utiles et desquels le gouvernement local n'avait nullement à se plaindre. Quelque temps après l'élection, M. Price se vantait lui-même qu'il réussirait bien à faire destituer M. Warren, bien que cet employé n'eût pris aucune part active à l'élection et eût même laissé ignorer sa décision jusqu'au moment où son vote a été enregistré. J'ai recueilli les propres paroles qui m'ont été répétées par des personnes dignes de foi à propos des promesses du conducteur Bélanger. "Ceux qui me suivront, disait-il, auront l'avantage que le gouvernement fera faire leur chemin." Cet argument devait avoir son effet sur les pauvres colons des nouvelles paroisses situées au-delà de la tête du lac Saint-Jean.

Je crois aussi devoir informer la Chambre que les quarts de farine envoyés pour secourir les colons dans la détresse, à la suite de retards calculés pour produire l'effet désirable au moment de la votation, ont reçu soit avant, soit pendant le trajet, la marque du grand propriétaire, du candidat du gouvernement, afin de persuader les colons que ce secours était bien l'oeuvre du bourgeois. Je passerai maintenant aux objections que l'on fait au scrutin. Il n'est

pas digne d'un homme, dit-on, de voter secrètement. Mais les banquiers et autres membres de corporations qui élisent leurs directeurs par le scrutin sont-ils humiliés d'employer ce mode? C'est encourager, dit-on, l'hypocrisie, exposer un homme à manquer à sa parole. Mais peut-on compter sur l'honneur d'un homme qu'on a déshonoré en l'achetant? Et le corrupteur qui s'est encore plus déshonoré que l'acheté, comme le fait remarquer l'importante circulaire connue de tous les députés de cette Chambre, est-il à plaindre parce qu'il aura été trompé? Ne vaut-il pas mieux tromper le corrupteur, l'acheteur de consciences, que de tromper le pays?

On prétend que le maître doit exercer une influence sur ses employés. D'après ce principe, on devrait permettre au maître de voter 4, 5 ou 6 fois suivant le nombre d'employés qu'il a. Le bill que je présente est dans l'intérêt des classes ouvrières que l'on doit protéger. Ce sont ces travailleurs intelligents qu'il faut soustraire à la tyrannie de certains hommes puissants.

Avec le système que je propose, je suis certain que l'on ne verra plus dans Québec et dans d'autres grands centres ces désordres qui en plusieurs circonstances ont coûté la vie de citoyens. Je suis persuadé que, si le scrutin eût été en force dans la dernière élection de Québec-Est, on n'aurait pas eu d'avance recours à ces scènes de violence où mon ami, le député de cette division a couru un danger imminent.

Il explique le mode de scrutin indiqué dans son bill, la facilité pour tout électeur de préparer son bulletin, sa carte, au moyen de l'inscription en couleurs différentes des noms des candidats, et les marques I, II, mises en tête de leurs noms; la différence entre son système et le système en usage au Nouveau-Brunswick.

En terminant, j'en appellerai à l'honnêteté des membres de cette Chambre, à tous ceux qui veulent sincèrement le bien du peuple, qui veulent mettre un terme aux désordres d'intempérance dans les temps d'élection, qui veulent sincèrement le libre exercice de la franchise électorale, la paix, la sécurité, la protection de la vie des citoyens, de vouloir bien considérer attentivement la mesure qui leur est soumise. Cette mesure est de la plus grande importance et bien grave sera la responsabilité de ceux qui pour des raisons d'intérêt personnel en empêcheront l'adoption.

J'espère que dans le cours de la discussion qui va suivre tous les députés de cette Chambre qui ont encore des doutes pourront se convaincre qu'il est indispensable dans l'intérêt de la paix, de l'ordre et de la moralité publique d'adopter le scrutin secret et que l'adoption de ce mode de votation produira un bien immense dans le pays.

M. W.W. LYNCH (Brome): Said he was thoroughly opposed to the measure proposed by Mr. Tremblay. The ballot system had been tried in the United States and found wanting.

In England it had been adopted, but shown to be of less beneficial effect than had been expected; in fact, it had been a failure. He did not believe that the country required any such measure, and he was thoroughly opposed to it.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Replied to the arguments of the Member for Chicoutimi. The arguments bore distinct reference to what the Honourable Member thought would be necessary in his own county, and his bill provided for nothing more than the protection of a candidate whose chances of success were from the first seen to be of the slightest. It must be remarked that in all the elections to the Provincial Parliament, and amid all the contestations there had been none on the ground of intimidation, corruption or violence, which must be considered as something in the way of confirmation of the soundness of the present electoral law. It was not the first time that the ballot system had been proposed in this country, more, it has been put into actual operation by the Municipalities of Montreal, Toronto, and Quebec in their local elections, and after trial, abandoned, as opening the field to grosser wrongs and corruption than were ever complained of under the open system.

The Member for Chicoutimi proposed to put his elector into a private room, to have him isolated, and in every way secluded from communication with his fellows. His idea was thorough secrecy, but it looked too much like the Venetian Council of ten to take root in this country. The system of open vote was the most manly and independent, the man afraid to openly record his vote for the candidate of his choice was scarcely fit to exercise the right of suffrage. There was no secrecy in a free country like Canada required to elections. He has as carefully studied this question, perhaps, as most Honourable Members of the House, and he has arrived at this conclusion, after an estimate in particular of the ballot system in the United States, that it was productive of far worse results than the honest open vote.

Of course there were objections to it. The measure proposed by the Government was calculated to cover them as far as possible, but they were objections which would apply with far greater force to the ballot system. It must be remarked that the Federal Government went before the country on precisely the same law as the province of Quebec, and thus showed that the system was efficacious. The Member for Chicoutimi had insinuated that the Government in sending supplies to the starving settlers of the Saguenay, after the fire, had acted from interest rather than charity, looking to political capital. This charge he repelled on the most positive manner.

The Government had acted in the most purely patriotic manner, acting from motives of charity and fraternal public feeling to the unfortunate people of the district, who had so

severely suffered. He trusted it would be the last time such unworthy argument would be tried in the House. It was not the time to discuss, such a measure. The province was not on the eve of election as the Dominion was, and there was not the slightest need for such a radical change. As a conservative, holding to that which has been proven sound, he opposed the bill.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Parle du dévouement qu'a toujours eu M. Tremblay pour les intérêts de son comté et rappelle les souscriptions qu'il est allé recueillir lui-même aux quatre coins de la province pour venir en aide aux malheureux ruinés par l'incendie du Saguenay, il pense que peu de députés auraient montré autant de zèle et d'abnégation.

Il pense que le bill du scrutin secret subira toutes les phases du double mandat et que le gouvernement, sentant une défaite, ne tardera pas à en faire une question ouverte.

Le scrutin secret, adopté en Angleterre et en France et dans plusieurs autres Etats, a donné les meilleurs résultats et n'a pas motivé la moindre plainte.

L'honorable premier ministre pense que parce qu'il n'y a pas de contestations d'élections, depuis 1867, la loi a parfaitement fonctionné; il oublie sans doute les scènes de violence et de désordre qui se sont produites dans un grand nombre de comtés.

M. Young, de Waterloo, un homme qui possède à fond toutes les questions politiques, cite l'exemple d'une grève entreprise en Angleterre par les mineurs; il s'étaient formés en association et devaient sous les peines et les menaces les plus sévères ne pas se séparer du mouvement. Qu'arrivera-t-il à une de leurs assemblées? La question de la continuation de la grève fut mise aux voix et votée au scrutin secret et il n'y eut que deux de ces malheureux, obéissant par intimidation, qui se prononcèrent pour la grève. Ce fait donne une mesure exacte de la crainte qu'a l'ouvrier ou l'employé de donner un vote qui ne serait pas approuvé par son maître.

Le simple bon sens démontre qu'avec le scrutin il n'y a pas de corruption possible car l'individu assez vil pour vendre son vote peut bien voter contre celui qui a acheté sa conscience.

Le gouvernement fédéral aurait pu profiter de l'ancienne loi, mais au lieu de faire comme l'ancien, c'est-à-dire d'assurer d'abord l'élection de ses partisans et d'influencer ensuite moralement par cette victoire l'opinion de tous les autres comtés, il a décidé que les élections se feraient le même jour. Ce qui prouve qu'il ne veut pas devoir son triomphe à des moyens indignes mais à la franche opinion du vote populaire.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Compagnie des consommateurs
de gaz de la cité
et du district de Montréal

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et du district de Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte d'incorporation
du collège des Trois-Rivières

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Appuyé par le député de Rimouski (M. A. Chauveau), propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation du collège des Trois-Rivières.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Appuyé par le député de Laval (M. J.-H. Bellerose), propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après soit, jusqu'à la fin de la proposition, soient effacés et remplacés par les mots de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instructions de l'amender en retranchant de la clause quatre tous les mots après "ne pourront se faire que du consentement dudit évêque".

Et objection étant faite, que ledit amendement n'est pas dans l'ordre, en autant qu'un avis n'a pas été donné conformément à la 68^e règle de cette Chambre.

L'ORATEUR: Décide que ledit amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'un avis n'en a pas été donné.

La question principale étant alors mise aux voix, il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

James Cruickshank

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montmagny (M. F. Langelier), que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre James Cruickshank à la pratique de la profession de procureur et avocat.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Appuyé par le député de Rimouski (M. A. Chauveau), propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après que, jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots: cette Chambre se formera en ledit comité de ce jour en six mois soient mis à la place.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bellingham, Brigham, Chauveau, Dorion, Eddy, Fortin, Irvine (proc. gén.), Lavallée, LeCavalier, Locke, Lynch, Mailloux, Malhiot, Peltier (L'Assomption), Picard et Sawyer, 16.

Contre: MM. Bachand, Beaubien, Bellerose, Chapleau (sol. gén.), Daigle, David, de Beaujeu, Gagnon, Gendron, Gérin, Hearn, Holton, Houde, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Lalonde, Langelier, Langevin, Larochelle, LaRoque, LaRue, McGauvran, Molleur, Ouimet, Pelletier (Québec), Pelletier (Bellechasse), Robert, Robertson, Roy, Sylvestre, Tremblay et Verreault, 34.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, il est ordonné que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil. Le comité étudie le bill et fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Thomas Thaddée Nesbitt

M. C.-A.-P. PELLETIER (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Montréal-Centre (M. L.H. Holton), que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre Thomas Thaddée Nesbitt, bachelier en loi, comme l'un de ses membres.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. C.-A.-P. PELLETIER (Québec-Est): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital du Sacré-Coeur-de-Jésus,
à Québec

M. C.-A.-P. PELLETIER (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'Hôpital du Sacré-Coeur-de-Jésus, à Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. C.-A.-P. PELLETIER (Québec-Est): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte d'incorporation de la ville de Nicolet

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Nicolet.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Iles-de-la-Magdeleine

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour diviser la municipalité des Isles-de-la-Magdeleine en trois municipalités séparées.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie d'emmagasinement de Montréal

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie d'emmagasinement de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés, et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Edouard Bégin

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, Edouard Bégin comme notaire.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Société de bienfaisance
mutuelle du service civil

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Société de bienfaisance mutuelle du service civil.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie d'omnibus
et de transport de Montréal

M. J. W. MCGAUVRAU (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie d'omnibus et de transport de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Incorporation de la cité de Québec

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés, et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Procédure

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J. G. Robertson), propose que l'avis de sept jours requis en vertu de la 60e règle de cette Chambre, en ce qui a rapport à la considération des bills privés par les comités, soit limité à deux jours seulement.

Adopté.

Introduction de bills :

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de colonisation de Montréal et des Laurentides.

Accordé.

La Chambre s'ajourne à dix heures et dix.

Séance du 16 janvier 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures trente.

Chemin de fer de colonisation du nord de Montréal

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, une copie certifiée du dernier rapport de M. Legge, ingénieur à la Compagnie du chemin de fer de colonisation du nord de Montréal, concernant le mérite des différents tracés pour ledit chemin de fer, entre Sainte-Thérèse et Grenville, en obéissance à un ordre de cette Chambre, daté le 12 du courant. (Documents de la session, no 19).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. David, la pétition de E. Pagé et autres, la pétition de James Dunwoodie et autres, la pétition de John Kerr et autres, la pétition de P. de Repentigny et autres, la pétition de John Moore et autres, la pétition de Salvin Parker, et autres, la pétition de Daniel Campbell et autres, et la pétition de A. Foley et autres, tous de la cité de Montréal.

Par M. Gérin, la pétition de James Motz, de la cité de Québec.

Par l'honorable M. Robertson, la pétition de H.C. Wilson et autres.

Par M. Garneau, la pétition du révérend N.-A. Leclerc et autres.

Par M. Marchand, la pétition d'Edouard Glackemeyer, président de la Chambre des notaires de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De H. Stephens et autres, de la cité de Montréal; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite cité.

De Joseph Trudel et autres, de la paroisse de Saint-Prospère, de la municipalité de la paroisse de Saint-Luc, de la municipalité de la paroisse de Saint-Narcisse, de la municipalité de la paroisse de la Visitation, et de la paroisse Notre-Dame du Mont-Carmel, toutes du comté de Champlain; demandant respectivement l'abrogation de la 12^{ème} clause de l'acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières.

Du conseil municipal du comté de Shefford; demandant que le bill pour ériger la paroisse de Sainte-Prudentienne en municipalité ne devienne pas loi.

De C.J. Fisher et autres, de Thomas Musson et autres, de MM. Lyman, Clare & Cie., et autres, de James Benny et autres, de E.J. Stewart et autres, de Alex. McGibbon et autres, de Damase Labelle et autres, de Salvin Parkin et autres, de l'honorable Ed. Masson et autres,

tous de la cité de Montréal; demandant respectivement que le bill pour incorporer la Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et du district de Montréal ne devienne pas loi.

Du révérend F. Catellier et autres, et de P. Cadieux et autres, tous deux du district de Beauce; demandant respectivement un juge résidant pour le district de Beauce.

De Zéphirin Bureau, de Dame Marie-Louise Jane Lafleur, épouse de Pantaléon Cadieux, et de Hubert Langlois, tous de la paroisse de Saint-Vital-de-Lambton; demandant respectivement que certaines patentes accordées à Félix Fortier, pour lots de terre, soient annulées et qu'elles soient accordées auxdits pétitionnaires.

De l'honorable P.-J.-O. Chauveau et autres, de la cité de Québec; demandant de l'aide pour la construction d'un quai à Sainte-Anne-de-Beaupré.

Du Collège de Chambly et des directeurs de l'Académie de Berthier; demandant respectivement de l'aide.

Du révérend C.-S. Brochu et autres, de la paroisse de Saint-Magloire comté de Bellechasse; demandant de l'aide pour les townships de Roux et Bellechasse.

Rapport de comités:

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières ou manufacturières.

Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'à une séance de votre comité, tenue jeudi, le 15 janvier courant, il a nommé un sous-comité, avec instructions de réunir en un seul projet de loi les dispositions contenues dans le bill intitulé: "Acte amendant l'acte 32 Vic, chap. 59, incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi, et autorisant ladite compagnie à se fusionner avec la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et pour d'autres fins", et le bill intitulé: "Acte amendant l'acte 35 Vic, chap. 29, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et autorisant ladite compagnie à s'amalgamer avec la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi, et pour d'autres fins", et d'en faire rapport à votre comité.

Que ledit sous-comité a, aujourd'hui, fait rapport à votre comité des deux bills refondus en un seul.

Que votre comité a l'honneur d'en faire rapport à Votre Honorable Chambre, et de recommander qu'il soit référé au comité permanent des ordres permanents, et qu'instructions soient données à ce comité de faire rapport, si les dispositions contenues dans ledit bill refondu ne sont pas au-delà de l'ordre permanent relatif aux avis.

Démission de l'honorable L.H. Holton

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Se lève de sa place, et déclare à la Chambre qu'il résigne son siège comme représentant de la division électorale de Montréal-Centre, dans l'Assemblée législative de la province de Québec.

He said he wished, before the House proceeded to business, to have the patience of Parliament for a few moments. Circumstances, which were known to everybody, and which he need not detail, rendered it incumbent upon him to vacate the seat he held in this Assembly as representative of the Division of Montreal Centre. He therefore begged to tender his resignation, but before leaving his seat he would like to express his sincere regret at the severing of the exceedingly pleasant relations which had, ever since he had occupied a place in the House, existed between himself and the Members, not alone his political friends, but his political opponents. The uniform courtesy with which he had ever been treated, and the patient attention accorded him by both sides of the House, by opponents as well as by friends, would ever be a source of grateful remembrance to him. With these preliminary observations — for he had no right to obtrude himself upon the House — he would beg to formally resign his seat, and take his leave of the House.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said that he could not allow the present occasion to pass by without testifying to the great assistance and friendly support he had received from the Honourable Member for Montreal-Centre since he had taken his seat in the House. When that Honourable gentleman was elected to his constituency, he (Mr Robertson) was glad to learn the fact, for he knew that he would not come into the House as a party man, but one who would conscientiously do his duty as a representative and a loyal opponent. He had not been disappointed in the estimate he had formed of his Honourable friend; he had received the most valuable assistance from him, and the kindest consideration. It was with deep regret that he and the whole Government learned of the Honourable Member, and that circumstances had rendered his resignation a necessary step. These expressions were not merely lip utterances, but the sincere testimony of an opponent in politics and the recognition of the work of a loyal friend. He desired in this public manner to testify his thanks and the esteem he felt for his Honourable friend the ex-Member for Montreal-Centre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je remercie l'honorable trésorier des bonnes paroles qu'il vient de consacrer à la retraite de notre honorable ami, non seulement au nom de M. Holton, mais au nom de tous les députés qui forment l'Opposition. Les sentiments qu'il a exprimés

sont sans aucun doute partagés par toute la Chambre qui a appris à apprécier les talents, les aptitudes pour les questions financières et l'expérience constitutionnelle de l'honorable député de Montréal-Centre. Le Parlement provincial ressentira vivement sa perte, car il est de ces hommes qu'on remplace difficilement dans une Chambre.

Je pense que les sentiments exprimés par l'honorable trésorier sont ceux du ministère et je le remercie de nouveau sincèrement au nom de mes amis. (Applaudissements):

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said he could not allow Mr. Holton to leave the Legislative Assembly without adding to what had fallen from the lips of the Honourable Treasurer. No one regretted more than himself the departure of the Honourable Member for Montreal-Centre, and he could say that the pleasant relations they had had for many years had not been unpaired, but rather augmented by the political differences between them and the Opposition in the House. He thought he surely expressed the sentiment of the House when he said that they all were pleased by the loyal and manly opposition he offered, and by his unvarying interest in the details of public business. (Cheers).

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je joins ma voix à celles des autres députés qui viennent de se lever et je le fais avec d'autant plus de conviction que j'ai compris les services rendus à la Chambre par l'honorable M. Holton. Tous les députés sentiront le vide que laissera sa retraite et en rendant hommage à ses talents et à ses qualités, l'honorable trésorier n'a fait qu'exprimer l'opinion de tous les membres de cette Chambre, sans distinction d'opinion.

M. J.W. MCGAUVIRAN (Montréal-Ouest): Said it would not do for him, as a representative of a Montreal Division, to allow the Member for Montreal-Centre to leave the Provincial Parliament, and remain silent. He was exceedingly sorry Mr. Holton was obliged to resign. He eulogized his conduct as a representative of Montreal, and hoped Montreal would be fortunate in securing for the Centre constituency a member as devoted as Honourable Mr. Holton had been. (Applause).

M. W. W. LYNCH (Brome): Rose to speak as the representative of an important element, the young members of the House. He did not speak as a member of party, but simply as one of those who had benefitted much from the experience and constitutional authority of the Member for Montreal-Centre. The lessons they had had from him were invaluable, and they would bear good fruit, he was sure, in the future history of this Province. Mr. Holton's departure from the House was a public and provincial loss, which might be long in

remedying. On behalf of the young members of the House, he thanked Mr. Holton for his solicitude on their behalf, and terminated by regretting that circumstances should have obliged his resignation.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), propose que l'Orateur émette son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau bref pour l'élection d'un député pour servir dans le présent Parlement pour la division électorale de Montréal-Centre, en remplacement de l'honorable L. H. Holton, qui a résigné son siège. Adopté.

Rapports de comités :

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements, qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour amender l'acte pour incorporer la Compagnie du chemin à barrières de Terrebonne.

Bill pour incorporer l'Institution des sourds-muets de la province de Québec.

Bill pour incorporer la Compagnie des omnibus de Montréal.

Introduction de bills

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'instruction publique dans la province de Québec.

Accordé.

Aide aux chemins de fer

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Avant que l'on procède aux ordres du jour, Monsieur l'Orateur, je désirerais savoir quand le gouvernement a l'intention de présenter des résolutions au sujet de sa politique de chemins de fer.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Les résolutions seront publiées demain dans les votes et délibérations, et seront présentées demain après-midi à la Chambre.

Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

1. Qu'une somme n'excédant pas cent qua-

rante-trois milles deux cent quatre-vingt-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas trois cent huit mille huit cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas vingt et un mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la police, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas trente-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'entretien des prisons de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'inspection des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Après diverses remarques sur l'administration du département de l'Éducation et du progrès fait dans les dernières années, il pense qu'il est absolument nécessaire de créer des écoles pratiques pour former des ingénieurs, des mécaniciens et des géomètres. Nous avons à construire plus de quinze lignes de chemins de fer et il nous est impossible de trouver parmi les Canadiens un ingénieur capable de rendre les moindres services.

Il est pénible de voir que, dans notre province, l'éducation pratique soit entièrement sacrifiée à l'éducation classique, nous avons un trop grand nombre de collèges où la jeunesse vient se bourrer de grec et de latin, ce qui fait que toutes les professions libérales sont encombrées et que bien des jeunes gens qui pourraient faire des avocats de talent, des médecins experts, de bons notaires, végètent toute leur vie dans un état bien voisin de la misère. Si on leur avait donné une éducation pratique, ils pourraient remplir dignement des positions honorables et lucratives et ils travailleraient d'une façon utile au développement de nos richesses.

Des trésors métallurgiques incommensurables sont enfouis dans notre sol et nous n'avons personne pour les découvrir ou les exploiter avec succès.

Cet état de choses ne peut pas durer, la

province de Québec doit être capable de produire des hommes pratiques, et l'argent qu'elle emploiera à fonder des écoles d'arts et métiers portera ses fruits.

Il termine en espérant que l'honorable trésorier ne verra pas d'opposition à augmenter de \$1,000 l'octroi des écoles pratiques.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que cette question est d'une grande importance pour la province et elle préoccupe grandement le gouvernement et le ministère de l'Instruction publique. Il est d'accord avec ce qu'a dit le représentant de Lotbinière sur la nécessité de développer davantage l'enseignement pratique et sur l'encombrement de plusieurs professions libérales. L'Université McGill a déjà fait de grands progrès dans l'enseignement pratique et l'Ecole des Arts de Montréal s'est considérablement développée récemment. C'est l'intention d'accorder plus d'aide à de telles écoles afin de produire plus d'ingénieurs et d'hommes de sciences. De tels hommes peuvent changer beaucoup la province. L'honorable trésorier accepte d'augmenter de \$2,000 la somme destinée à cette branche de l'éducation.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Comment se fait-il qu'il y ait des écoles communes qui, quoiqu'ayant moins d'élèves que beaucoup d'autres, ont cependant une allocation annuelle plus élevée que celle accordée à ces dernières?

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le principe de la répartition des deniers en faveur des écoles communes est basé sur le nombre d'élèves, sur leur importance respective, sur leur degré d'ancienneté, etc.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Demande si la répartition des subsides aux différents collèges est basée sur le nombre des élèves.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que les institutions sont divisées en trois classes: institution de première classe, de seconde classe et institutions commerciales. Les premières reçoivent un subside à peu près égal; quant aux autres, elles reçoivent une allocation proportionnée au nombre des élèves.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Je suis heureux d'entendre ces explications, car autrefois on mesurait les subsides aux éloges donnés par les chefs d'institutions au ministre de l'Instruction publique.

J'ai entendu avec plaisir le premier ministre faire l'éloge de l'éducation commerciale dont nous sentons aujourd'hui le besoin pour la nouvelle génération. Il existe à Montréal un collège commercial qui est appelé à rendre les plus grands services; il est dirigé par M. Archambault, qui a pour le seconder des professeurs

intelligents et éclairés et il en est sorti des élèves qui font honneur au Canada. M. Archambault s'est entièrement consacré à l'éducation de la jeunesse, c'est une véritable mission qu'il s'est imposée et il s'en acquitte non seulement avec zèle et désintéressement, mais encore avec le plus grand succès.

J'espère que le premier ministre accomplira sa promesse et que ses efforts tendront à fonder des écoles commerciales et à accorder tout l'aide possible à celles qui existent déjà.

Il nous faut aujourd'hui des architectes, des ingénieurs, des chimistes, des conducteurs de travaux, afin de pouvoir conduire nos entreprises sans le secours de l'étranger et tirer parti des richesses qui dorment autour de nous.

Il y a une vingtaine d'années un ingénieur qui travaillait près d'Acton au tracé du chemin de fer du Saint-Laurent de l'Atlantique disait qu'il y avait du cuivre dans les environs. Comme il buvait beaucoup et qu'il n'avait que de rares intervalles de raison, on lui rit au nez et ce n'est que plus tard qu'on s'aperçut qu'il avait dit vrai.

J'ai montré quelques échantillons de minerai de cuivre à M. Loranger, qui se trouvait alors secrétaire des provinces; il les soumit à M. Logan, qui déclara qu'ils étaient sans valeur, ce qui n'empêche pas que depuis les mines d'Acton ont fait la fortune de plusieurs personnes.

Nous avons en Canada, comme nous le prouvent les Relations des Jésuites, un nombre considérable de mines. Si l'on forme des ingénieurs capables, tous ces trésors seront découverts et exploités et le Canada deviendra un pays exceptionnellement prospère.

Je suis heureux que l'honorable premier ministre se soit prononcé en faveur de l'éducation industrielle, il a compris un des besoins les plus impérieux de notre époque.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Je pense qu'on a trop fait pour les collèges et l'éducation classique et qu'il serait temps d'encourager l'éducation pratique. Notre pays a besoin de l'éducation classique, mais il faudrait empêcher la multiplication des collèges dans le but de supprimer la concurrence du bon marché qui s'établit entre eux et qui a pour conséquence directe des études incomplètes et l'emploi de professeurs incapables. D'un autre côté, en multipliant les collèges, on ne trouvera pas le nombre voulu de professeurs, ce qui fait qu'on sera obligé d'employer pour faire les classes supérieures des jeunes gens qui peuvent être capables parfois, mais qui manqueront toujours de l'expérience suffisante. Loin de multiplier les collèges classiques, il serait utile d'en réduire le nombre. Je ne demande pas qu'on diminue la somme consacrée à l'enseignement supérieur, mais il serait utile qu'un nombre plus restreint de collèges aient droit à la répartition, afin d'élever, si c'est possible, le niveau de l'éducation classique en donnant à certains collèges de plus amples moyens.

On a trop fait jusqu'à présent pour l'éduca-

tion professionnelle et pas assez pour les écoles primaires où se forme l'enfant du pauvre; la province de l'Ontario nous donne l'exemple, elle consacre à ces écoles une somme bien plus élevée et cette diffusion de l'instruction est sans doute pour quelque chose dans sa prospérité.

Je crois que les inspecteurs ne rendent aucun service et on devrait transporter aux communes la somme de \$26,000 qui leur est allouée. Le district qu'ils ont à visiter est considérable ils le parcourent à la course, posent au hasard quelques questions aux élèves et se rendent ensuite chez le secrétaire-trésorier qui les reçoit bien s'il veut être bien traité dans son rapport.

Un secrétaire-trésorier d'une municipalité que je ne nommerai pas figurait toujours dans le rapport d'un commissaire d'écoles comme tenant fort bien ses livres; en dépit de ces bonnes notes, il prenait quelques années après la route des Etats-Unis laissant dans sa caisse un déficit considérable. Il paraît que s'il tenait fort mal ses livres il plaiderait très bien sa cause.

Il termine en déclarant que si l'on ne pouvait faire que si peu pour l'instruction primaire on devrait réduire la somme accordée aux écoles normales.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Attire l'attention du gouvernement sur le nouveau séminaire de Chicoutimi, fondé l'été dernier par monseigneur l'archevêque de Québec. M. Tremblay fait voir la position exceptionnelle du district de Chicoutimi, sa distance des établissements de haute éducation et la difficulté pour les parents d'envoyer leurs enfants à Québec et à Sainte-Anne.

Si, parmi les maisons de ce genre, il en est une qui mérite un octroi spécial, c'est certainement ce nouveau séminaire. Mais, à sa grande surprise, il s'aperçoit que le montant inscrit dans les estimés pour l'éducation supérieure est le même que celui des années précédentes.

Il espère que les estimés supplémentaires renfermeront une appropriation au moins égale à celle des collèges de Saint-Hyacinthe, Rimousk et Sainte-Anne, \$1,500.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond qu'il ignore que le nouveau séminaire soit en opération, mais que, si réellement il est en opération, le gouvernement sera obligé de le traiter comme les autres. Il y a une difficulté qui n'est pas encore réglée, difficulté dont il ne croit pas devoir faire mention devant cette Chambre. D'ailleurs le gouvernement a donné une réponse à Sa Grandeur monseigneur l'Archevêque.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Je suis surpris d'entendre le premier ministre dire qu'il ignore si le nouveau séminaire de Chicoutimi est ouvert. L'honorable premier ministre devrait être un peu plus véridique. Il sait bien que dans le cours de l'automne M. le grand-vicaire Racine l'a informé du fait qu'il a

demandé une aide, et que la même demande a été faite par monseigneur l'Archevêque. L'autre jour, l'honorable premier ministre affirmait, et son affirmation était corroborée par le procureur général, que Son Honneur le juge Tascheureau avait recommandé M. Charles Gagnon comme magistrat stipendiaire. J'ai en main la preuve du contraire; voici une lettre dont je puis donner lecture à la Chambre si quelqu'un met en doute ce que je dis.

Aujourd'hui, voilà encore une nouvelle assertion fautive. Monsieur le grand-vicaire Racine, qui me considère encore comme le représentant du comté de Chicoutimi, m'a adressé il y a quelque temps, une copie de la requête transmise à l'honorable premier ministre. De suite j'ai adressé à l'honorable premier ministre une lettre dans laquelle j'exposais mes raisons à l'appui de la requête de M. le grand-vicaire Racine. L'honorable premier ministre n'a pas jugé à propos de me répondre, et il l'a insinué dans les remarques qu'il vient de faire, en disant qu'il avait répondu à monseigneur l'Archevêque. Je suis très heureux que la demande de monseigneur ait mérité une réponse de la part de l'honorable premier ministre mais je crois que, comme député du comté de Chicoutimi, j'aurais droit à une réponse, lorsque l'honorable premier ministre savait de plus que j'étais autorisé à m'adresser à lui par la plus haute autorité ecclésiastique du district de Chicoutimi, M. le grand-vicaire Racine.

Il demande aussi au premier ministre la raison de la différence du salaire des directeurs et instituteurs de l'école normale anglaise McGill et deux écoles normales françaises Laval et Jacques-Cartier. Pourquoi le principal de l'école McGill a-t-il \$1,600, tandis que chacun des directeurs des écoles Laval et Jacques-Cartier ne reçoit que \$1,200? Pourquoi un instituteur de première capacité comme M. Toussaint ne reçoit-il que \$1,000, tandis que M. McGregor, qui a un emploi correspondant à l'école McGill, reçoit \$1,400 et qu'un autre professeur de la même école, M. Hichs, reçoit \$1,400? N'est-il pas de justice que des officiers placés dans des emplois absolument identiques reçoivent des salaires égaux? Il y a même à l'école McGill un instituteur qui reçoit un salaire plus élevé qu'aucun des instituteurs de l'école Jacques-Cartier?

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Appuie les remarques du député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), du député de Montmagny (M. F. Langelier) et du député de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay).

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Défend le système de l'inspection des écoles qui, en dépit des difficultés que rencontrent les inspecteurs, produit d'excellents résultats. Au lieu d'abolir le système d'inspection, il faudrait au contraire augmenter le nombre d'inspecteurs et étendre leurs pouvoirs. La

grande difficulté réside dans le fait que les inspecteurs ont des territoires très vastes à couvrir et qu'ils sont engagé dans un travail qui demande une attention continue; ils ont un travail souvent déplaisant et ingrat. Si leur nombre était augmenté, ils pourraient faire un meilleur travail, au plus grand bien de l'éducation en général. Il répète encore que le gouvernement se préoccupe toujours de la question de l'éducation industrielle et il veut assurer les députés que son ministère fera tout en son pouvoir pour développer les écoles pratiques.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Dit que jusqu'ici les inspecteurs d'écoles n'ont rendu aucun service à la cause de l'instruction publique. Ils se contentent de demander aux maîtres ou maîtresses: Combien avez-vous d'élèves? Quelles sont les branches que vous enseignez?

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Avez-vous bon appétit?

M. E. LABERGE (Châteauguay): Il n'y a personne dans cette Chambre qui soit contre le système des inspecteurs d'écoles. Ce dont on se plaint, c'est de la façon déplorable avec laquelle il est mis en vigueur.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Dit qu'il est regrettable que le gouvernement n'ait pas voté plus d'argent en faveur des écoles communes. Il regrette le système de donner des salaires minces aux maîtres ou maîtresses d'école. Un jour ou l'autre ce système tombera; car aujourd'hui les servantes ont jusqu'à \$10 par mois avec la pension et les simples journaliers gagnent \$400 par année; les maîtres et maîtresses ayant vaincu leurs scrupules abandonneront un état qui paie si peu pour se faire domestiques. Que l'on abolisse le système des inspecteurs d'écoles et que l'on donne aux maîtres et maîtresses ce que l'on dépense aujourd'hui pour les maintenir. On dépense pour les inspecteurs 1/5 de la somme votée pour les écoles communes.

M. P. LARUE (Portneuf): Quel est le rouage que l'honorable député voudrait y substituer?

M. L. MOLLEUR (Iberville): Il est bien simple, je viens de l'indiquer; d'elle-même, en étant mieux rémunérée, la profession d'instituteur s'élèvera bien haut, et on y verra des gens de talents distingués y aspirer.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles communes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipa-

lités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions.

Il est ordonné que le rapport soit reçu aujourd'hui. Le comité demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre se formera de nouveau en ledit comité, aujourd'hui.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures.

Compagnie du chemin de fer de Massawippi et du Grand Tronc

M. T. LOCKE (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Massawippi et du Grand Tronc.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. T. LOCKE (Stanstead): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer
à passagers de la cité de Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement. Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Compagnie du chemin de fer de
Waterloo et Magog

M. T. LOCKE (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Waterloo et Magog.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières ou manufacturières.

Maison d'éducation commerciale
supérieure à Iberville

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser les commissaires d'écoles de la ville d'Iberville à prélever une certaine somme pour l'érection d'une maison d'éducation commerciale supérieure.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande des explications sur les dispositions du bill.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Les habitants de la ville d'Iberville désirant fonder cette institution, les commissaires de la municipalité s'adressèrent à lui (M. Molleur), le priant de leur faire avoir le pouvoir de prélever sur les contribuables de la ville la somme de \$12,000. Il leur donna le conseil de présenter une requête à la Chambre, s'engageant pour sa part à faire passer un bill qui leur donnera ces droits. Il espère que le bill ne rencontrera aucune opposition. Il croit devoir informer la Chambre que cette somme ne sera prélevée que sur les habitants catholiques.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Croit qu'il n'est pas sans nécessité d'appeler l'attention de la Chambre sur cette question. Pour le moindre règlement municipal, on exige le vote des contribuables et, quand il s'agit d'une somme aussi importante que celle de \$12,000, on en laisse la décision à trois commissaires seulement. Il trouve le précédent dangereux, ce qui l'engage à faire opposition à la seconde lecture du bill.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Lecture de pétitions:

Il est ordonné que la pétition d'Edouard Glackemeyer, président de la Chambre des notaires, Québec, présentée aujourd'hui et demandant de ne point procéder sur les pétitions pour amender la Loi actuelle concernant le notariat avant que la Chambre n'ait eu occasion d'avoir devant elle le projet de bill de la Chambre des notaires, soit reçue et lue.

Documents:

Ecole de réforme de Montréal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Met devant la Chambre le rapport spécial concernant la régie de l'école de réforme de Montréal. (Document de la session, no 5)

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

En comité :

1. Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille huit cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Ramenant la question sur les inspecteurs d'écoles, invite la Chambre à lire quelques passages d'un rapport de M. Lavoley, célèbre instituteur français, qui sont insérés dans le rapport du département de l'Instruction publique. Les observations de ce monsieur prouvent que le système d'inspection a rendu en France les plus grands services.

Il attire l'attention des députés sur ce qui est dit à la page 8 de son rapport par M. Lavoley, dans un livre intitulé: "L'Instruction publique". L'auteur dit :

"L'école doit être visitée par des inspecteurs cantonaux et des inspecteurs provinciaux bien rétribués et choisis parmi les maîtres les plus capables ou parmi les anciens professeurs d'école normale. Il faut prendre des hommes qui possèdent des connaissances pédagogiques spéciales. La nécessité et les bons effets de l'inspection sont maintenant connus partout."

Et plus loin: "L'Etat doit supporter les dépenses qu'exige le maintien d'écoles normales en nombre suffisant pour répondre aux besoins

du corps enseignant. C'est de l'enseignement qui se donne à l'école normale que dépend partout le progrès de l'instruction primaire; car tant vaut le maître, tant vaut l'école."

L'honorable premier ministre fait suivre cette citation de quelques remarques. Il termine en disant que l'opinion d'un homme aussi distingué que M. Lavoley et les bons résultats des choses qui régissent engagent le gouvernement à ne pas changer de politique sur cette question.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Fait remarquer qu'il est impossible d'établir une comparaison entre le système suivi en France et le nôtre. En France, il n'existe aucune espèce d'organisation locale, tout part du gouvernement, qui veille seul à la distribution des subventions. Les contributions que nous avons ici n'existent pas dans ce pays. Il est donc facile de comprendre que là il est nécessaire de nommer des inspecteurs qui visitent les écoles, personne d'autre n'étant intéressé à y voir.

Mais en Canada, où les contribuables fournissent à l'instruction autant d'argent que le gouvernement, il n'y a pas lieu de s'étonner que les intéressés veillent à la bonne tenue des écoles.

Quant aux écoles normales, il n'y est pas opposé en principe; mais il trouve que ces écoles n'atteignent pas leur but. Il est de notoriété publique que les meilleurs élèves, les jeunes gens les plus intelligents formés à ces institutions se gardent bien de se livrer à l'enseignement; c'est le petit nombre qui enseigne.

Il est convaincu que les écoles normales ne fournissent pas par année quarante élèves qui se livrent à l'enseignement; la province nécessairement alors ne retire pas ce qu'elle paie. Toutes les personnes pensant bien seront d'avis qu'il vaudrait mieux suspendre les écoles normales pour quelque temps et faire servir l'octroi qu'on leur donne à améliorer la condition des instituteurs, qui ne sont pas assez payés.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Pense qu'on pourrait parfaitement nommer deux députés-ministres de l'Instruction publique, qui se livreraient exclusivement à l'inspection des écoles. On leur donnerait à chacun \$4,000 et le gouvernement se trouverait à réaliser ainsi une économie de \$16,000 qu'on pourrait consacrer aux écoles communes.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande pourquoi on a augmenté le nombre des inspecteurs depuis quelques années.

L'HONORABLE J.-G. ROBERTSON (Sherbrooke): Répond que les écoles se sont multipliées et qu'on a dû s'assurer les services de nouveaux inspecteurs.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): N'aurait pas ajouté un mot à ce qu'il a déjà dit, si le

gouvernement ne se proposait pas d'augmenter le nombre des inspecteurs. Son expérience personnelle, ce qu'il voit tous les jours, ne peut que le confirmer dans l'opinion que les inspecteurs sont inutiles.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Voudrait voir les attributions des inspecteurs d'écoles clairement définies.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Pense que les commissaires d'écoles peuvent exercer une surveillance suffisante sur les institutions d'enseignement primaire, sans qu'il soit besoin d'inspecteurs.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Se lève pour attirer l'attention de l'honorable premier ministre sur des extraits du rapport du ministère de l'Instruction publique.

Ces extraits, suivant lui, ne sont souvent pas dignes de figurer dans un rapport bien fait; que la Chambre en juge par elle-même.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Proteste au nom de M. Dorval, qui est l'auteur d'un des rapports cité par M. Tremblay. Il dit que M. Dorval est un avocat distingué, un homme de grand talent qui ne serait déplacé nulle part et que, si on lisait ses rapports comme on doit les lire, si on les considérait dans leur ensemble, on verrait qu'ils sont irréprochables.

Quant aux expressions sur lesquelles a insisté M. Tremblay, elles sont peut-être un peu fortes, mais elles sont employées par les meilleurs littérateurs.

On peut critiquer les inspecteurs, on peut se plaindre contre quelques-uns, mais comme corps on ne peut rien leur reprocher.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Est prêt à croire au dévouement et au talent de M. Dorval, mais il n'en persiste pas moins à dire que ces rapports sont mal faits.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Replied to the objection against the administration of the Department in these particulars. He was very much surprised to hear the unexpected opposition to school teachers and the Normal Schools. He must say that the arguments used against the School Inspectors were of the very weakest character and utterly futile. He would discuss the two principal arguments of the Opposition. The others had hardly any bearing on the case. It had been said that the Inspector should be replaced by the School Commissioner of each Municipality or by the parish priest. He would reply, as for the employment of the Commissioner, the proposal is utterly impracticable.

Many of them, although very good men, wishing earnestly to promote the cause of education, are unable to perform the duties of

Inspector, unable to draw up a report and give the Department the necessary information concerning their districts. It would be the destruction of the whole system to make any such change. The inspection of schools by the parish priests was also objectionable. They were formerly entrusted with this duty, and they themselves asked to be relieved of it. It may do very well in some places, but in most localities there are prejudices. It was to his own knowledge that the school door was refused to be opened to the parish priest, and in every place where there is a mixed population it is still more objectionable.

The School Inspector sees that the educational system decided upon by the Board is fairly carried out, not only in the school, but he sees that the officials, the secretaries of municipalities, draw up their reports in proper form and furnishes the Department with the necessary information. It is due to the Inspector if there is unity in our system.

The arguments against the Normal Schools, he sincerely hoped, were not seriously posed. The abolition of Normal Schools would be a great blow to primary education. It is from them the most efficient school teachers are graduated, that pupils are preferred in almost every parish, and they always command a better salary; their teachings are always uniform and satisfactory, and in conformity with the decisions of the Education Board. To abolish Normal Schools would be going back twenty years. It has been remarked that the swallowers of the salaries given to school teachers prevented the best men from engaging in tutelage. It was a misfortune that he deplored more, and he earnestly hoped that time will come when school teachers will be considered the most deserving men in the community, and paid according to their deserts.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Remercie l'honorable premier ministre du compliment qu'il a fait à son adresse en trouvant ses idées absurdes. Quoi qu'en pense l'honorable premier ministre, il trouve ces idées praticables, puisqu'on y a fortement pensé autrefois.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des journaux de l'éducation publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux institu-

teurs en retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux high schools, Québec et Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme compensation aux institutions catholiques pour l'octroi accordé aux high schools, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la faculté médicale, Université McGill, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école de médecine, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société d'histoire naturelles, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société historique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société de numismatique et d'archéologie, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société historique et littéraire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour l'Académie de musique, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la bibliothèque des avocats, détruite lors de l'incendie du palais de justice de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour

défrayer les dépenses du bureau d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au bureau d'agriculture pour aider à l'établissement d'un haras dans la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'achat de machines à casser la pierre, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture (deux) pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Le comité demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que demain cette Chambre se formera de nouveau en ledit comité.

Compagnie de chemin de fer de jonction de Missisquoi

Il est résolu que cette Chambre concoure dans le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières ou manufacturières et qu'en conformité de la recommandation dudit comité le bill pour amender l'acte 32 Vict., chap. 59, incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi, et pour autoriser ladite compagnie à se fusionner avec la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et pour d'autres fins, et le bill pour amender l'acte 35 Vict., chap. 29, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et autorisant ladite compagnie à s'amalgamer avec la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi, et pour d'autres fins, soient renvoyés au comité des ordres permanents.

La Chambre s'ajourne à minuit et quinze.

Séance du 17 janvier 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures et demie.

Résignations de M. C.H. Pozer et de M. C. Gill

L'ORATEUR: Informe la Chambre qu'il a reçu aujourd'hui la résignation de Christian Henry Pozer, écuyer, représentant de la division électorale de Beauce, et la résignation de Charles Gill, écuyer, représentant de la division électorale d'Yamaska, lesquelles sont séparément lues comme suit:

Canada

Province de Québec

Assemblée législative

A l'honorable Joseph-Goderic Blanchet, orateur de l'Assemblée législative, pour la province de Québec

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer par la présente que j'ai l'intention de résigner et que je résigne par la présente mon siège à l'Assemblée législative, pour la province de Québec, comme membre pour la division électorale de Beauce.

En foi de quoi, j'ai apposé à la présente mon seing et mon sceau, devant les deux témoins soussignés suivant la loi, à Québec, ce dix-septième jour de janvier mil huit cent soixante-quatorze.

Christian Henry Pozer

Témoins:

G.-H. LaRue,
J.-B. Plante

Pierreville, 14 janvier 1874

A l'honorable J.-G. Blanchet, orateur de l'Assemblée législative, Québec.

Monsieur,

Je déclare résigner mon siège comme membre élu pour représenter dans l'Assemblée législative, de la province de Québec, la division électorale d'Yamaska.

Donné sous mon seing et sceau, ce quatorzième jour du mois de janvier mil huit cent soixante-quatorze.

Signé en notre présence, ce 14 janvier 1874.

(L.S.) Charles Gill

Témoins:

Dr. Joseph Lemaitre,
L.-A. Sénécal

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Sylvestre, la pétition de H. Michaud et autres, de la paroisse de Saint-Damien.

Par M. Lalonde, la pétition de J.-B. Eno dit Deschamps et autres, la pétition du révérend M. Gaudet et autres, de la paroisse de Vaudreuil, et la pétition du révérend L. Turcot et autres, de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Isle-Perrot.

Par M. Sanders, la pétition de "The Montreal District Orange Lodge L.O.A.B.A".

Par M. Gérin, la pétition de A.-L. Desaulniers et autres, de la cité des Trois-Rivières.

Par l'honorable M. Trudel, la pétition d'Emile Bonnement.

Par M. Pelletier (Bellechasse), la pétition de Théophile Fournier et autres, du township Mailloux.

Par M. Pelletier (Québec-Est), la pétition de l'Institut Canadien de Québec.

Par l'honorable M. Cauchon, la pétition de J. Fortin et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De J. Bouchard et autres, de la cité de Québec; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite cité.

De William F. Coffin, d'Ottawa; demandant que certaines parties du bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire ne devienne pas loi.

De la municipalité de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain; demandant l'abrogation de la 12e clause de l'acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières.

De Salime Ponton et autres, de Alfred Belleville et autres, et de David Crawford et autres, tous de la cité de Montréal; demandant respectivement que le bill pour incorporer la Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et district de Montréal, ne devienne pas loi.

Du révérend C.-E. Poiré et autres, de la paroisse Saint-Anselme, et du révérend Z. Gingas et autres, de la paroisse de Sainte-Claire; demandant respectivement un juge résident dans le district de Beauce.

Du révérend J.-B. Blouin et autres, de la paroisse de Sainte-Anne-de-Beaupré; demandant de l'aide pour un quai à Sainte-Anne-de-Beaupré.

Du révérend Jos. Plessis Belair et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon; demandant de l'aide pour un chemin en arrière de Saint-Damien.

De T.-J. Taschereau et autres; demandant de l'aide pour un chemin conduisant du chef-lieu du district de Beauce au township de Cranbourne.

De Patrick Hayes et autres, du township de Buckland; demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township.

De Andrew Ross et autres, de Frampton West; demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte 32 Vict., chap. 59, incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi, et pour autoriser ladite compagnie à se fusionner avec la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et autorisant ladite compagnie à s'amalgamer avec la compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi, et pour d'autres fins, qui ont été refondus en un seul bill et référés à ce comité par votre honorable Chambre, pour voir si les dispositions contenues dans ledit bill refondu ne vont pas au-delà de l'ordre permanent relatif aux avis; et votre comité a l'honneur de faire rapport que les avis donnés couvrent les dispositions du bill refondu.

Votre comité a aussi examiné la pétition de Georges Benson Hall, pour permission de faire des améliorations sur la rivière Chaudière et de prélever des taux de péage pour l'usage d'icelle, et trouve que les avis donnés sont suffisants.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et des élections. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a aujourd'hui pris en considération la pétition du sergent d'armes de votre honorable Chambre; demandant que cette Chambre définisse ses pouvoirs, et qui a été référée à ce comité.

Que votre comité a aussi pris en considération la règle 107 de cette Chambre, établissant les pouvoirs et la responsabilité du sergent d'armes, règle rédigée dans les termes suivants: "le sergent d'armes de cette Chambre est responsable de la garde de la masse, de l'ameublement et des garnitures de la Chambre, ainsi que de la conduite des messagers (messengers) et serviteurs subalternes de la Chambre, sujet aux ordres qu'il peut recevoir de temps à autre de M. l'Orateur ou de la Chambre, et en l'absence de l'Orateur, du greffier de la Chambre, et en l'absence du greffier, de l'assistant-greffier".

Que votre comité est d'opinion que cette règle est suffisante.

Que quant à cette partie de ladite pétition se plaignant de l'extravagance et de l'inconduite qui règnent dans le département du sergent d'armes, votre comité recommande qu'elle soit renvoyée à un comité permanent des dépenses contingentes.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des

deux Chambres relativement aux impressions de la Législature.

Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable J. G. Robertson président.

Votre comité recommande respectueusement que son quorum soit réduit à sept membres.

Que les honorables MM. Hale, Ferrier et Beaudry, et MM. Marchand et Gérin forment un sous-comité, avec instructions d'examiner les comptes d'impressions qui leur sont soumis et les autres documents qui pourront leur être renvoyés par rapport aux impressions.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné les divers bills suivants et y a fait certains amendements, qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre.

Bill amendement de nouveau l'acte incorporant la Compagnie d'emménagement de Montréal.

Bill pour incorporer le Montreal Stock Exchange.

Bill pour permettre à la compagnie graphique d'émettre du stock privilégié.

Bill pour incorporer la Compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa, Limitée.

Documents:

Magistrats de district

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Présente, en conformité d'une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée du 11 décembre 1873, demandant un état indiquant le nom, la date de la nomination de chacun des magistrats de district, le nombre de causes jugées par chacun d'eux; et aussi un état indiquant le salaire et le montant détaillé réclamé par chacun d'eux pour leurs frais de voyage dans leur district respectif, jusqu'au premier décembre courant; ainsi qu'un rapport de toutes les pénalités, confiscations et amendes imposées par eux dans chaque cause, mentionnant la date, le lieu, à qui elles ont été payées, ou de quelle autre manière on en a disposé. (Documents de la session, no 20).

Brefs d'élections

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Appuyé par le député de Terrebonne (l'honorable J.-A. Chapleau), propose que M. l'Orateur émette son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un député pour servir dans le présent Parlement pour la division électorale d'Yamaska, en remplacement de Charles Gill, écuyer, qui a résigné son siège.

Adopté.

Et que M. l'Orateur émette son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un député pour servir dans le présent Parlement, pour la division électorale de Beauce, en remplacement de Christian Henry Pozer, écuyer, qui a résigné son siège.

Adopté.

Rapport du comité des ordres permanents

M. G. LAROCQUE (Chambly): Appuyé par le député de Laprairie (M. A. Esinhart), propose que cette partie du treizième rapport du comité permanent des ordres permanents qui a rapport au bill pour amender l'acte 32 Victoria, chap. 59, incorporant la compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi et autorisant ladite compagnie à se fusionner avec la Compagnie de chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et pour d'autres fins, et au bill pour amender l'acte 35 Victoria, chap. 29, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et pour autoriser ladite compagnie à s'amalgamer avec la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi, et pour d'autres fins, soit renvoyée au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières ou manufacturières.

Adopté.

Procédure

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Appuyé par le député de Laval (M. J.-H. Belle-rose), propose que la 93^e règle de cette Chambre, qui exige que les bills soient imprimés dans les deux langues avant leur seconde lecture, soit suspendue pendant le reste de la présente session.

Adopté.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), propose que mardi prochain, et à partir de ce jour jusqu'à la fin de la session, les ordres du jour du gouvernement aient préséance sur tous les autres à chaque séance.

Adopté.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'en jetant un coup d'oeil sur les ordres du jour, il a été très surpris de voir que les mesures du gouvernement avaient la préséance, lorsque rien de semblable n'avait été convenu.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Il était compris que cette séance n'était que la continuation de celle de vendredi.

L'HONORABLE G. LAFRAMBOISE (Shelford): Si à partir de mardi toutes les séances sont consacrées aux mesures du gouvernement,

comme le veut la motion présentée hier par le premier ministre, les bills privés seront impitoyablement sacrifiés; nous verrons un nouveau massacre des innocents. Les bills du gouvernement sont importants, mais c'est justement pour cela qu'on aurait dû prévenir la Chambre qu'on s'en occuperait aujourd'hui, car pas un député n'aurait manqué à la séance.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe) : Pense que si la Chambre procède aux ordres du jour dressés par le gouvernement, elle consacrera un mauvais précédent.

L'ORATEUR: Après quelque discussion décide la question d'ordre, disant que les règles de la Chambre ne mentionnant rien pour le samedi, c'est à la Chambre à décider.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre se forme maintenant en ledit comité.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose, sous forme d'amendement à la question, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "cette Chambre procède maintenant à prendre en considération les bills et ordres publics", soient mis à la place.

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

La question étant proposée, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil;

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose, sous forme d'amendement à la question, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "il est résolu, qu'en n'exigeant pas de certaines personnes, un compte exact et fidèle des droits qu'elles doivent à la couronne pour bois et forêts, et en n'adoptant aucune mesure pour les y contraindre, l'administration a mérité la censure de cette Chambre", soient mis à la place.

Il explique que depuis longtemps il se doutait qu'il y avait de grandes irrégularités dans la perception de la taxe sur les billots coupés dans le district du Saguenay, qu'il avait essayé de faire des recherches qui avaient été gênées et même empêchées par la mauvaise volonté de l'ancien gouvernement tory. Lorsque le ministère Macdonald tomba, il reprit ses investigations et s'aperçut qu'en comparant les rapports de l'agent de la glissoire à Tadoussac et

des officiers de douane à Tadoussac et Escoumains, fournis au gouvernement fédéral, avec ceux du commissaire des terres de la province de Québec, il y avait de grandes différences.

Il a demandé au gouvernement un état des bois exportés depuis 1864 jusqu'à 1874. Malheureusement la plupart des documents qu'il a demandés sont disparus du département; et aux personnes auprès desquelles on s'est adressé pour avoir des copies, celles-ci ont répondu qu'elles n'en avaient pas. La raison d'un tel ordre de choses est bien simple, c'est que ces documents auraient prouvé la culpabilité du ministère, sa connivence avec le gouvernement fédéral. Il est curieux de constater que tous les documents qui concernent Chicoutimi sont toujours perdus, tandis que ceux qui concernent Tadoussac sont faciles à trouver.

Malgré l'absence de ces documents, avec le rapport bien incomplet qu'il a entre les mains, il lui sera pourtant facile de prouver les fraudes du Gouvernement. Il lui a fallu pour cela avoir recours à un département étranger à la province; mais cette démarche ne lui fait pas peine; car elle lui donne la preuve de la complicité du gouvernement fédéral et du gouvernement local. Il démontre que le nombre des billots passés dans la glissoire du Saguenay n'a pas été rendu d'une manière exacte.

De 1869 à 1872, on s'aperçut qu'il y a eu un déficit de 49,145 billots de pin dont les droits auraient donné au gouvernement provincial \$6,143.

Bien plus, cet état ne comprend que les billots qui ont passé par la glissoire du gouvernement et l'on doit tenir compte que sur douze rivières qui se trouvaient plus bas, il se coupe de 20 à 30,000 billots par année.

Je mentionne les rivières Shipéha, Des Aulnais, Saint-Alphonse, Grande Décharge, etc., sur les bords desquelles on a coupé du bois tous les ans. Le gouvernement a-t-il fait présent de ces droits aux commerçants ou ceux-ci l'ont-ils trompé?

Le gouvernement pourra dire que pareils faits ne sont pas venus à sa connaissance, et moi je dis, Monsieur l'Orateur, que le gouvernement s'est laissé tromper parce qu'il l'a bien voulu. Et de fait si le gouvernement eût eu à cœur les intérêts de la province, s'il n'eût pas eu le désir de favoriser certain grand propriétaire de limites, il se serait adressé aux agents des glissoires et eût trouvé là tous les renseignements désirables.

Ce qu'il vient de démontrer est la preuve la plus accablante qu'il y a eu fraude de la part du gouvernement et justifie sa motion. Si le gouvernement eût été désireux de conserver la plus grande ressource du pays, pourquoi n'a-t-il pas consenti à nommer un comité sur les bois et forêts? Combien de pillages eût-on évités par ce moyen!

Il voyait dernièrement un rapport constatant que le gouvernement devrait retirer de la vallée du Saguenay \$40,000 à \$50,000. Si on considé-

re ce qu'il retire actuellement, on constate une perte de \$10,000 à \$15,000 par année.

Il profite de l'occasion pour dire à la Chambre qu'un grand nombre de genoux, courbes, etc., ont été exploités au Saguenay, et cependant, il n'en est aucunement fait mention dans le rapport du commissaire des Terres de la couronne.

Il ne veut pas parler des billots d'épinette, car sur ce bois on pourrait découvrir de grandes erreurs, mais quand on voit que pour l'année 1869, il n'est fait mention que de 3,592 billots pour le grand chantier de Chicoutimi, il est facile de se convaincre qu'il y a erreur ou fraude quelque part.

D'après les accusations qu'il porte, il pense que la Chambre ne peut que reconnaître la culpabilité du gouvernement qui, quoique dans un genre différent, égale le scandale du Pacifique.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Est-ce que le gouvernement ne sent pas la nécessité de donner quelques explications?

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): La première chose qu'il croit devoir faire, c'est de lire la motion de l'honorable représentant de Chicoutimi. Il y a dans cette motion deux propositions bien distinctes. La première est audacieuse et sans précédent. L'honorable député veut que la Chambre sans aucune preuve, sans même soupçon de preuve, dise que pour trois ans, le commissaire, son prédécesseur, n'a pas fait payer dans une certaine division les droits qui étaient dus à la couronne, ce qui revient à dire qu'il n'a pas fait son devoir. Quant à cette partie de l'accusation, il n'en est responsable qu'à un certain degré.

L'honorable député veut aussi que le commissaire actuel soit responsable devant cette Chambre de certains faits qu'il prouve avec des rapports, des papiers, que personne n'a compris. Il lui est impossible de répondre pour son prédécesseur; si la Chambre désire connaître la vérité, qu'elle demande la production des documents qui peuvent l'éclairer.

Je trouve la motion audacieuse et je déclare qu'il est contre toutes les règles de la justice de demander à la Chambre de donner son vote sur une question qu'elle ne connaît pas du tout.

Ces accusations ont trait à une période antérieure à mon administration, je n'en suis donc qu'imparfaitement responsable, mais je n'en dirais pas moins que si on veut connaître la vérité, si on veut savoir ce qui a été fait ou ce qui n'a pas été fait, on doit demander des documents et des preuves et non pas condamner le gouvernement sans l'entendre, comme voudrait le faire le député de Chicoutimi.

Si l'honorable représentant de Chicoutimi était venu, comme il a l'habitude de le faire, au département (car depuis quelque temps, le département des Terres n'a plus l'honneur de le voir)...

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): J'y ai été, je vous ai vu, je vous ai même parlé.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Il y a quelque temps, M. Tremblay a attiré l'attention de la Chambre sur une partie des faits contenus dans sa motion. Qu'ai-je fait? J'ai mandé immédiatement l'inspecteur des agences et je lui ai donné ordre de visiter une agence dont on se plaignait. Malheureusement, l'officier qui en a la charge est un vieil officier blanchi au service du gouvernement. Il était très capable autrefois, il a toujours été considéré comme excessivement honnête, mais avec l'âge, il a perdu sa vigueur, et par le rapport que m'a fait l'inspecteur, il n'est plus capable de s'acquitter de ses fonctions.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Pourquoi le garder alors?

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Aucune pension n'est accordée à l'employé fidèle qui laisse le service. En mettant ce vieux serviteur à la porte, nous jetons dans la rue une famille. De concert avec ses collègues, il est à chercher un moyen de concilier les choses, en nommant, par exemple, un assistant, qui tout en voyant au-dehors, pourra voir à la bonne tenue du bureau. Les agents fédéraux sont en même temps les agents locaux, c'est vrai; mais la plus grande difficulté que nous rencontrons, c'est de pouvoir distinguer si les billots sont coupés sur les terres privées ou sur les terres du gouvernement.

Nous sommes à établir un système, je dis plus, nous allons par nos agents faire compter tous les billots qui sont coupés dans la province, et malheur à ceux qui voudraient nous tromper.

Dans un débat antérieur, l'honorable représentant de Chicoutimi a voulu faire croire que des bois avaient été coupés dans l'agence Grandville, et qu'il n'en avait pas été rendu compte.

L'inspecteur des agences a été envoyé sur les lieux et l'investigation se poursuit actuellement. Il a pour instruction, quelle que soit la personne coupable, s'il y en a, de faire son devoir et de punir.

Dans tous les cas, j'ai pris les mesures les plus sévères, les plus directes pour connaître la vérité de la première accusation du député de Chicoutimi, et si les erreurs sont constatées, ceux qui auront violé les lois seront punis comme ils le méritent.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dans l'autre monde!

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Bien plus, je m'occupe de l'organisation d'un système de contrôle qui ne permettra aucune faute; dorénavant on comptera tous les billots qui ne

passent pas dans les glissoires où la police est faite exactement par les agents du gouvernement fédéral qui nous adressent un double de leur rapport.

Dans l'agence dont j'ai parlé tout à l'heure, le vieil employé, empêché par l'âge, ne pouvait faire des inspections au loin, dans les forêts, il était obligé de s'en rapporter aux rapports qu'on lui faisait, mais des mesures sont prises pour supprimer toutes les irrégularités de ce genre.

En terminant, il croit devoir dire à la Chambre que l'inspecteur des agences est en tournée d'agence et qu'il a l'ordre d'attirer spécialement l'attention des agents sur la vente des terres à bois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'honorable ministre des Terres de la couronne nous dit que M. Tremblay a fait preuve de hardiesse en formulant une motion de cette sorte. Si son acte indique de la hardiesse, il indique aussi du courage et il mérite la reconnaissance du pays pour avoir dévoilé ces faits qui dénotent une mauvaise administration et un état de choses déplorable.

Le ministre des Terres de la couronne s'est d'abord indigné de l'accusation, puis il a fini par déclarer des irrégularités et, pour mon compte, je déclare qu'en l'absence de preuves contraires, je suis porté à croire à la culpabilité du gouvernement.

L'honorable M. Fortin, après avoir dit que son département était accusé fausement, finit par faire des aveux, ne renvoyant pas tout à fait la faute sur son prédécesseur, mais sur un vieil employé affaibli par l'âge. Il est toujours triste de déplacer un vieux serviteur, d'autant plus qu'il n'y a pas dans cette province de pension de retraite, mais l'intérêt d'un homme, quelque estimable qu'il soit, ne doit pas passer avant celui de la province. Il ne faut pas que pour un vieil employé, l'administration des lois souffre dans un district et, si le gouvernement porte à ce pauvre agent un intérêt aussi vif qu'il le paraît, il aurait mieux fait de nous proposer de lui voter un secours.

En un mot, il est prouvé par les faits que l'administration du département des Terres est mauvaise et, tant qu'on ne m'aura pas démontré comment il se fait qu'il y ait une différence considérable entre les rapports du gouvernement fédéral et ceux du gouvernement local, je croirai le gouvernement coupable.

En un mot, M. Tremblay a rempli un devoir impérieux, que lui imposait sa qualité de député, et il a droit à la reconnaissance de la Chambre.

M. E. B. EDDY (Ottawa): Said that to prove that such a sum as was stated by the mover of the amendment to be fraudulently kept from the Government every year, would require the cutting of 70,000,000 feet, which no man in the Dominion cut. If there were any men on

the Saguenay who could yearly defraud the Government out of \$30,000 or \$40,000, and perjure themselves to do it, he would like the mover to give some proof of it. The improbability of the charge lies on its face.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit que les faits avancés par M. Tremblay sont d'une telle gravité que la Chambre devait y porter toute son attention; il ne voudrait pas condamner le gouvernement sans preuves; c'est pourquoi il propose, appuyé du député de Québec-Est (M. C.-A.-P. Pelletier), sous forme d'amendement audit amendement, que les mots "il soit résolu qu'en n'exigeant pas de certaines personnes un compte exact et fidèle des droits qu'elles doivent à la couronne pour bois et forêts, et en n'adoptant aucune mesure pour les y contraindre, l'administration a mérité la censure de cette Chambre", soient effacés et que les mots "cette Chambre, après avoir entendu les accusations portées par l'honorable représentant de Chicoutimi, de son siège en Chambre, contre l'intégrité de certains agents des terres de la couronne et de marchands de bois dans le district du Saguenay, les accusant de fraude envers le gouvernement, — il soit nommé un comité spécial pour s'enquérir du mérite de ces allégations, composé de l'honorable M. Fortin, MM. Joly, Marchand, Tremblay, Eddy, Poupore et McGauvran, avec Douvoir d'envoyer quérir papiers et records", soient mis à la place.

M. J.-H. BELLEROSSE (Laval): Invoque le règlement en disant que les règlements de la Chambre ne permettaient pas de faire un amendement en amendement à une motion ayant pour effet que la Chambre se forme en comité des subsides.

Et, l'objection étant faite que la motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle est un amendement à un amendement à la question, "Que l'Orateur laisse le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides", elle ne peut pas être proposée.

M. L'ORATEUR: Décide que la motion d'amendement à l'amendement proposé n'est pas dans l'ordre, parce qu'un amendement à un autre amendement ne peut pas être fait sur la question, "Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides".

Et, l'amendement étant mis aux voix de nouveau;

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Je pense que la Chambre sera unanime à repousser la motion de non-confiance de M. Tremblay, qui pour toute preuve n'est appuyée que de certains documents dont le député a lu quelques passages à la Chambre qui sans doute n'y a rien compris.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shel-

ford): L'honorable Solliciteur général n'était pas là lorsque le ministre des Terres a rapporté de la façon la plus emphatique les accusations portées contre lui.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Non! Non!

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Il a dit bien catégoriquement que les irrégularités étaient dues à un agent vieux et malade et a indiqué les moyens qu'il se proposait de mettre en pratique pour y remédier.

Je suis persuadé, quant à moi, que l'honorable ministre des Terres n'a pas péché par malhonnêteté, mais il est une chose certaine, c'est qu'il n'a pas déployé toute l'activité et toute l'énergie qu'on peut attendre d'un homme occupant sa position.

Le gouvernement peut faire des protestations, prendre à témoin Dieu et les saints, un ministre l'a déjà fait dans un autre Parlement. Cependant, la vérité s'est fait jour tout entière et il est bien évident que, si ces messieurs étaient si forts de leur innocence, ils n'auraient pas fait rejeter la nomination d'un comité.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Que M. Tremblay fasse une accusation directe et formelle, qu'il prononce des noms et alors le gouvernement verra ce qu'il a à faire. Mais le député de Chicoutimi veut aller trouver ses électeurs et leur montrer triomphalement une motion de non-confiance; il veut leur dire qu'il a accusé M. Price en plein Parlement et que le gouvernement s'est soustrait à une enquête.

En proférant ces accusations, M. Tremblay accuse moins le gouvernement que les commerçants de bois, car il sait bien que c'est sur les déclarations de ces messieurs, appuyées du serment, que le département des bois et des terres dresse ses rapports.

La tactique de l'Opposition est claire; elle veut faire traîner la session en longueur, entraver le vote des subsides et la motion qui vient d'être présentée n'est qu'une nouvelle arme pour l'aider à toucher à ses fins.

On veut rendre le gouvernement responsable des actes d'un agent, c'est inique et, d'un autre côté, si M. Tremblay connaissait ces faits depuis trois ans, il est grandement coupable de ne les avoir pas dénoncés auparavant.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal

Le comité de toute la Chambre pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal fait rapport du bill.

Il est ordonné que le bill soit lu la troisième fois demain.

Institution des sourds-muets de la province de Québec

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'institution des sourds-muets de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie des omnibus de Montréal

M. J.W. MCGAUVVRAN (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie des omnibus de Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. J.W. MCGAUVVRAN (Montréal-Ouest): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté.

Il est résolu que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

La Chambre reprend les débats sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides, lequel amendement était que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots "il soit résolu: qu'en n'exigeant pas de certaines personnes un compte exact et fidèle des droits qu'elles doivent à la couronne pour bois et forêts et en n'adoptant aucune mesure pour les y contraindre, l'administration a mérité la censure de cette Chambre" soient mis à la place.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Le ministre des Terres de la couronne dit qu'il n'a pas compris le discours de M. Tremblay, mais ses remarques prouvent parfaitement le contraire. Il annonce des irrégularités dans le département des bois, cette seule confession suffit pour motiver une enquête. Nous n'accusons pas l'honnêteté de l'honorable M. Fortin, mais les faits soumis à la dernière session, ceux qui viennent d'être révélés, suffisent pour motiver la motion.

Je suis fort surpris, Monsieur l'Orateur, de la manière avec laquelle le gouvernement a accueilli la motion de l'honorable député de Chicoutimi. L'honorable commissaire des Terres a avoué qu'il y avait eu fraude, mais que ce n'était pas sa faute. Eh bien! cet aveu seul n'est-il pas suffisant pour justifier la motion et provoquer une enquête?

Voilà trois fois qu'une motion de cette nature est présentée devant cette Chambre; voilà trois fois que de pareilles accusations sont portées contre le département des Terres. Evidemment, il faut une enquête et le gouvernement est tenu, j'oserais dire en honneur, de l'accorder ou de s'avouer coupable.

L'honorable commissaire a tort de croire que cette motion tend à déprécier sa respectabilité. En effet, personne ne l'accuse: c'est au département qu'on s'adresse.

M. Tremblay vient de nous prouver que la quantité totale des billots de pin qui ont passé par la glissoire du gouvernement fédéral est plus considérable que celle qu'accuse le rapport du département des bois, le fait est assez singulier, assez inquiétant pour les intérêts de la province pour mériter une sérieuse considération.

On voit donc par là que les MM. Price ont passé dans les glissoires un certain nombre de billots sur lesquels il n'y a pas eu de droits payés au gouvernement.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Tous les billots qui passent par la glissoire ne proviennent pas des terres du gouvernement; il y en a beaucoup qui ont été coupés sur des terres privées. De plus, dans les temps de sécheresse, la descente des billots ne se fait pas convenablement, beaucoup sont rejetés sur la grève, et redescendent le printemps suivant au moment de la crue des eaux; c'est ce qui fait que dans ces années le nombre de billots qui passent par les glissoires est plus considérable que celui mentionné dans les rapports des agents du gouvernement de Québec comme ayant été coupé par les agents.

M. F. LANGEIER (Montmagny): L'honorable commissaire veut établir une différence entre les terres des particuliers et le domaine public. Il prétend que ces billots sur lesquels les droits n'ont pas été payés ont été coupés sur les terres des particuliers. Mais, Monsieur l'Orateur, l'honorable commissaire ignore-t-il que la loi défend également aux particuliers de couper des billots de pin sur leurs terres, comme elle le défend sur le domaine public? Donc, de deux choses l'une: ou il y a eu vol ou il y a eu fraude. On ne peut pas sortir de ce dilemme.

Au reste, l'honorable commissaire croit-il que la Chambre sera assez naïve pour croire qu'il y a des particuliers qui font des chantiers de dix à quinze mille billots? Evidemment non.

L'administration des terres publiques est déplorable. On n'a pas oublié l'affaire de la Compagnie de Glasgow. Deux particuliers

s'étaient fait concéder d'immenses terrains sur les bords de l'Ottawa; ils étaient allés en Angleterre pour former une compagnie d'exploitation, mais une exploration ordonnée par eux a montré que déjà un nombre considérable de billots avaient été coupés sur leurs terres et, le gouvernement ne les ayant jamais concédés, ne pouvait avoir perçu de droits.

Dans cette occasion, les membres de cette compagnie se sont plaints de ce que les limites qui leur avaient été vendues avaient été pillées. Quels étaient les pillards? Dieu le sait. Une chose certaine, c'est que le gouvernement n'avait pas touché le prix de ce bois enlevé, puisqu'il n'a pas fait connaître les noms de ces pillards.

De plus, la nouvelle politique des chemins de fer, adoptée par le gouvernement, montre que, dans bien des endroits, le domaine public a été dilapidé.

Mais, il y a plus. Je citerai un exemple plus récent. Dans un rapport fourni par la Compagnie du chemin de fer du nord, il est dit que le bois qu'il y avait sur une certaine partie des terres à elle concédées avait été enlevé. Ce rapport va plus loin et affirme que c'est dû à ce pillage si la compagnie a échoué dans ses négociations en Angleterre. Voilà ce qui a été dit, voilà ce qui a été fait.

L'honorable procureur général m'interrompt pour faire un aveu qui me fournit un argument contre le gouvernement. De fait, il vient de dire que le gouvernement ne connaît pas toutes les terres concédées et toutes celles qui ne le sont point. Cela seul n'est-il pas suffisant pour justifier la motion qui est devant la Chambre et provoquer une enquête? On a fait un crime à l'honorable député de Chicoutimi d'avoir accusé de parjure certains marchands de bois. Eh bien! toute grave que soit une pareille accusation, je ne puis faire autrement que de la corroborer lorsque je considère les preuves fournies par l'honorable député de Chicoutimi. Car, à moins de prétendre que deux et deux font cinq, il faut avouer que l'honorable député a eu raison de tenir le langage qu'il a tenu.

Bref, a-t-on payé, oui ou non, les droits sur tous les billots qui ont passé dans les glissoires? Voilà, Monsieur l'Orateur, la véritable question. Et l'on ne peut pas reprocher à l'honorable député de Chicoutimi d'avoir présenté la motion qui nous occupe, tant qu'on n'y aura pas répondu d'une manière satisfaisante. Au reste, il est prouvé que ces droits n'ont pas été payés.

On a reproché à l'honorable député de Chicoutimi de ne pas avoir examiné les documents qui se trouvent à Ottawa au sujet de cette affaire. La chose s'explique facilement: c'est que le gouvernement qui existait alors à Ottawa était le grand ami de celui-ci; c'est que, partant, le gouvernement d'Ottawa ne voulait pas fournir des documents de nature à compromettre l'administration de Québec. Une fois le gouvernement fédéral renversé, on a constaté que ces documents avaient disparu. Il a fallu

toute l'énergie, tout le talent et la perspicacité de l'honorable député de Chicoutimi pour arriver à former une preuve comme celle qu'il a fournie.

On a objecté à la forme de la motion qui fait l'objet de ce débat. Eh bien peu importe la forme de la motion: ce que nous voulons, c'est une enquête et, quelle que soit la forme de la motion qui aura pour but de nous donner cette enquête, je l'appuierai de mon vote. Et, si le gouvernement refuse de nous l'accorder, nous ne pourrions nous empêcher de croire qu'il est coupable et qu'il redoute le résultat d'une pareille enquête. Ainsi donc, j'espère que nous aurons cette enquête.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Prétend que cette motion a été présentée pour tuer le temps et préparer la lutte électorale.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Je serai bref, Monsieur l'Orateur, afin que l'on ne m'accuse point de faire un discours d'élection.

En vérité, je suis étonné des paroles prononcées par l'honorable Solliciteur général. Il accuse l'honorable député de Chicoutimi de faire des discours d'élection lorsqu'il vient porter des accusations qu'il prouve. Cela est fort regrettable.

On accuse l'Opposition de vouloir entraver les travaux de la Législature. Non! ceci est une erreur. Ce que nous voulons, c'est que l'on ne légifère pas à la vapeur. Mais, nous dit le gouvernement, nous sommes sous des circonstances exceptionnelles et plusieurs députés sont absents. A qui la faute? N'est-ce pas au gouvernement qui avait convoqué les Chambres en octobre et n'a pas donné de session avant aujourd'hui? Oui, sans doute. Et puis, n'y a-t-il pas aussi des élections dans la province de l'Ontario? Cependant, la session locale vient de s'ouvrir.

Je regrette de voir la manière dont on traite l'honorable député de Chicoutimi; on l'accuse de vouloir devenir ministre. Mais on se trompe, puisqu'il doit quitter cette Chambre pour aller à Ottawa où tous les ministres sont nommés. Sa conduite dans cette circonstance est donc tout à fait désintéressée; il a donc en vue le seul bien de son pays.

Je dois dire que je déplore la position prise par le gouvernement au sujet de cette importante question des terres de la couronne. Le pays le tiendra responsable d'une pareille conduite.

Mais, nous dit-on, soyez sans inquiétude, le gouvernement va faire une investigation. Quoi! l'on va faire une investigation! Il y a donc quelque chose qui ne va pas. Eh bien! je prétends qu'on doit faire une enquête, mais non pas une enquête ex parte, comme le veut le gouvernement, mais une enquête sérieuse et complète.

Cette enquête ne doit pas se faire dans le bureau du commissaire qui est trop intéressé, mais bien dans cette Chambre. On doit s'alar-

mer de la manière dont le domaine public est administré. Lorsqu'on voit tant de terres sans licences et nos revenus si peu considérables relativement, on doit conclure qu'il y a quelque chose qui va mal. On a vendu plus de terres que les autres années, et cependant les revenus n'augmentent presque pas.

Quelle différence avec la province de l'Ontario! Le commerce de bois est plus considérable ici et les revenus sont moindres.

Bien que la présente motion soit un peu irrégulière, je l'appuierai de mon vote.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Je ne désire pas autre chose qu'une enquête et, si je savais aider le gouvernement à accorder ce que la Chambre demande, je n'aurais pas d'objection à retirer ma motion.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): N'ayez aucune crainte, le gouvernement sortira bien sans aide de cette position.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Il en sortira sans enquête.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que cette question de non-confiance n'est pas dirigée contre le gouvernement autant qu'elle l'est contre M. Price, l'ennemi personnel de M. Tremblay. Il dit que le député de Chicoutimi, après avoir poursuivi M. Price de sa haine pendant plusieurs années, s'était ensuite réconcilié avec lui et lui avait même écrit à ce moment une lettre d'apologie, mais que, depuis, il avait recommencé la guerre contre lui.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): C'est faux; je n'ai jamais écrit des lettres d'excuse à M. Price.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je saurai produire cette lettre en temps et lieu.

Le procureur général parla pendant près de deux heures; il prétendit qu'il y avait dans le Saguenay des étendues immenses de terrain sous patente, sur lesquels on faisait des billots par milliers; il développa l'argument de l'honorable ministre des Terres relativement à la descente des billots. Il dit que le gouvernement avait concédé les terrains à un prix excessivement bas à la compagnie de Glasgow et ne lui avait pas garanti que les lots soient intacts. Quant à la Compagnie du Nord, il croit savoir qu'on ne lui a pas caché qu'un des blocs avait été entamé, puisqu'on lui a offert de s'indemniser en choisissant comme équivalent une certaine étendue des meilleures terres du pays. Si les négociations pour les débentures n'ont pas réussi en Angleterre, ce n'est pas à cause de cela, mais à cause de la forte opposition faite par la Compagnie du Grand Tronc et ses banquiers à Londres.

Le commissaire des terres n'a pas fait d'admis-

sion; il a dit simplement qu'un agent employé depuis près de cinquante ans dans le département avait été l'objet de plaintes, parce que ses rapports étaient en arrière, et qu'aussitôt un agent avait été envoyé et que des mesures avaient été prises pour que l'ouvrage ne souffre plus. Il n'y a rien là-dedans qui implique négligence de la part de l'administration; c'est un fait qui se produit dans tous les départements.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Les membres du parti ministériel ont adopté pour tactique d'accuser les membres de l'Opposition, lorsqu'ils profèrent des accusations, de parler en vue d'une élection. C'est une insinuation qu'il n'appartient pas au gouvernement de faire et il devrait avoir autre chose à répondre aux faits précis avancés contre lui.

On accuse l'Opposition de parler contre le temps, de faire tout en son pouvoir pour retarder l'ajournement. Ce que nous voulons, c'est que les mesures qui se trouvent devant nous soient sérieusement discutées et, si le gouvernement est pressé de nous congédier pour faire de la cabale électorale, tant pis pour lui. S'il avait convoqué les Chambres au mois d'octobre, comme il le devait s'il n'avait pas eu une complaisance coupable pour le cabinet tory, nous ne nous trouverions pas aujourd'hui dans cette impasse.

Le ministère se rue avec fureur sur le député de Chicoutimi; il l'insulte parce qu'il le craint, et, s'il voulait être impartial, il conviendrait qu'il est estimé de tous et que ses discours sont écoutés et lus avec plaisir.

Si le gouvernement veut empêcher la Chambre de faire des enquêtes sur son administration, il aura un compte sérieux à rendre au pays. Les accusations sont positives, les aveux du commissaire des Terres bien significatifs; il faut absolument une enquête, non pas une enquête ex parte, mais une investigation sérieuse, conduite avec impartialité par des membres de cette Chambre.

Nous devons être très alarmés de la façon dont nos terres sont administrées; nous avons sous licences une étendue de terres presque égale à celle de l'Ontario et, cependant, les recettes de cette province sont de \$950,000, tandis que celles de Québec ne sont que de \$518,000. Il y a irrégularité quelque part, l'enquête apportera le remède.

Malgré que la motion du député de Chicoutimi ne soit pas rédigée dans le sens d'une investigation, je dis que ceux qui ont vraiment à cœur le bien du pays doivent voter pour son amendement.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je regrette que les ministres profitent d'une simple question d'ordre pour échapper à l'enquête et je les mets au défi de permettre au député de Chicoutimi de retirer son amendement, pour substituer une motion d'enquête.

M. P. GARNEAU (Québec-Comté): Dit que la différence constatée entre les recettes de l'Ontario et celles de Québec provient que dans l'Ontario on coupe beaucoup de billots de chêne et de frêne, qui paient des droits plus considérables.

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Daigle, Laberge, La-Fontaine, Laframboise, Langelier, Marchand, Molleur, Pelletier (Québec-Est), Robert, Sylvestre et Tremblay, 12

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Brigham, Cauchon, Chapleau (Sol. Gén.), David, DeBeaujeu, Dorion, Eddy, Fortin, Gagnon, Garneau, Gérin, Hearn, Houde, Irvine (Proc. Gén.), Lalonde, Langevin, Larochelle, LaRue, Locke, Lynch, Mailloux, Malhiot, McGauvran, Oimet, Picard, Poupore, Robertson, Roy, Sanders, Sawyer, Trudel et Verreault, 35

Ainsi, il est résolu dans la négative.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Dit qu'on s'est prévalu d'un défaut de forme pour faire tomber sa motion, mais que cela n'empêchera pas que les accusations qu'il a portées soient parfaitement fondées et qu'il en ait la preuve. Au reste, les paroles mêmes de l'honorable commissaire sont un aveu implicite de la véracité de ce que j'ai avancé. L'honorable commissaire me reproche d'avoir porté des accusations sans avoir de preuves pour les appuyer. Cette déclaration me surprend étrangement. Car, en effet, à qui la faute si je n'ai pas de preuve? N'est-ce pas à l'honorable commissaire lui-même? Ne lui ai-je pas demandé à plusieurs reprises les documents dont j'avais besoin? Ne suis-je pas même allé une fois à son département? Et, je dirai plus, je demanderai à l'honorable commissaire s'il ne m'a pas dit dans un des passages de la Chambre que l'état que j'avais demandé était trop long, qu'il était impossible de le mettre devant la Chambre pendant cette session.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): J'avoue la chose.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Continue en disant que c'est là un des exemples de la bonne foi du gouvernement qui l'accuse de ne pas fournir de preuves lorsqu'il a ces preuves en main et ne peut pas ou ne veut pas les lui remettre.

D'ailleurs, la chose n'est pas nouvelle, et je me permettrai de citer un autre exemple de la manière dont on me rend justice. J'ai demandé

l'autre jour l'état de la correspondance échangée entre le gouvernement et Son Honneur le juge E. Taschereau. Cette correspondance a été remise devant la Chambre, mais on a eu le soin de la tronquer et de retrancher la lettre la plus importante, laquelle lettre contenait des choses très compromettantes pour le gouvernement. Si quelque membre de cette Chambre veut se charger de faire cette preuve devant le comité, j'ai ici toute la preuve sous la main et je suis prêt à la lui remettre. J'ai là moi-même la lettre qui a été omise dans l'état soumis à cette Chambre.

L'honorable Premier ministre a dit devant cette Chambre que le juge Taschereau a approuvé la nomination du fils de M. Gagnon comme magistrat du district.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Et c'est le cas aussi.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Eh bien! Monsieur l'Orateur, j'ai ici une lettre qui prouve le contraire.

Le député de Chicoutimi-Saguenay donne alors lecture à la Chambre d'une lettre, dans laquelle le juge Taschereau déclare qu'il ne peut pas recommander M. Gagnon, que c'était contre tous les usages.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Se lève et annonce à la Chambre qu'il a lui aussi une lettre du juge Taschereau.

DES DEPUTES: Lisez-la.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Après quelques hésitations, donne lecture d'une lettre du juge Taschereau adressée à M. Gagnon, père.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il est surpris de l'indignation que le gouvernement montre parce qu'on accuse son cher M. Price, et qu'il en montre si peu lorsqu'on l'accuse lui-même.

Il somme le gouvernement d'accorder le comité; sinon, le pays le tiendra responsable. Il termine en accusant le gouvernement de lâcheté.

La question principale, étant alors mise aux voix, il est ordonné que M. l'Orateur quitte le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en ledit comité.

En comité :

1. Qu'une somme n'excédant pas trente-huit mille deux cent trente-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des départements publics, pour réparer et mettre en ordre les casernes des Jésuites pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la construction d'un pont sur la rivière Ottawa jusqu'à l'Île-au-Calumet, pourvu que le township dans lequel ce pont se trouve situé fournisse une somme suffisante pour le compléter pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-sept piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas trois mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas trente mille cent quarante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et de prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du palais de justice de Montréal; pour la construction de dépendances, d'une loge pour le gardien et d'un nouveau toit en feuilles de fer galvanisé, imputable au fonds de bâtisses et de jurés pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la prison de Montréal; pour un corps de garde, un égout, une boutique et dépendances, imputable au fonds de bâtisses et de jurés pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la prison pour les femmes, pourvu que la cité de Montréal paye un quart des frais, imputable au fonds de

bâtisses et de jurés pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des palais de justice et prisons dans les nouveaux districts, imputable au fonds de bâtisses et de jurés pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des aliénés de Beauport pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des aliénés tenu par les Soeurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des aliénés de Saint-Ferdinand d'Halifax pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de Belmont pour les ivrognes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital de la marine et des émigrés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Institution des sourds-muets catholiques, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Institution des sourds-muets protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme

une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Soeurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Maison protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de Saint-Patrice pour les orphelins, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de la maternité de l'Université, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Soeurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Soeurs de la Charité, Montréal, pour leur hospice des enfants trouvés (tant qu'il n'y en aura pas à Québec), pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des orphelins protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent

quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de la maternité, sous les soins des Soeurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas huit cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au Dispensaire, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société bienveillante des dames pour les veuves et les orphelins (comprenant la ci-devant maison de refuge), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Ecole d'industrie et refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice des enfants protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital pour les femmes, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Association des dames charitables de l'Asile des orphelins catholiques romains, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas six cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de la maternité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des dames protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des orphelins, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des orphelines protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

53. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

54. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Soeurs de la charité pour les personnes

âgées et infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Sacré-Cœur-de-Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice des Soeurs de la charité pour les enfants trouvés, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Ouvroir de Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Filles de la charité, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

62. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice Youville, Saint-Benoit, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

63. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de Providence, Côteau-du-Lac, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

64. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, Beauharnois, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

65. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, Sainte-Marie-de-Monnoir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

66. Qu'une somme n'excédant pas deux cents

piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de la Providence, Mascouche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

67. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

68. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Soeurs de la charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

69. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de La Jemmerais, Varennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

70. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice des Soeurs de la Providence, Saint-Vincent-de-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

71. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, Joliette, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

72. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de Laprairie, Laprairie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

73. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, Chambly, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

74. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte-Elisabeth, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

75. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Soeurs de la Providence, de l'Hospice de N.-D.-de-l'Assomption, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

76. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte-Ursule, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

77. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Sainte-Anne, Sainte-Anne-Lapocatière, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

78. Qu'une somme n'excédant pas deux cents

piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Soeurs de la charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

79. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital de Saint-Ferdinand-d'Halifax, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

80. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

81. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

82. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

83. Qu'une somme n'excédant pas dix mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la Gazette officielle de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

84. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour l'arbitrage sous l'autorité de l'acte constitutionnel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

85. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer diverses dépenses pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

86. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour allocations accordées sur le fonds de municipalités (Statuts refondus, B.C., chap. 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

87. Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour le service des bureaux d'enregistrement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

88. Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

89. Qu'une somme n'excédant pas quarante-huit mille six cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses générales pour le département des Terres de

la couronne, y compris les biens des Jésuites, les réserves du clergé, le domaine de la couronne, la seigneurie de Lauzon et bois et forêts; pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

90. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

91. Qu'une somme n'excédant pas cent vingt-six mille six cents soixante-quatorze piastres et onze centins soit accordée à Sa Majesté pour couvrir les mandats spéciaux, pour défrayer les dépenses déjà faites imputables à l'année financière expirée le 30 juin 1873.

Adopté.

92. Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du Conseil législatif, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Adopté.

93. Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'Assemblée législative, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Adopté.

94. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'élection, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Adopté.

95. Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses contingentes des départements publics, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Adopté.

96. Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Adopté.

97. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la police, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Adopté.

98. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du palais de justice

temporaire de Québec, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Adopté.

99. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du palais de justice de Sherbrooke, pour construire une aile pour les voûtes, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Adopté.

100. Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des aliénés de Beauport, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Adopté.

101. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des aliénés de Montréal, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Adopté.

102. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des aliénés de Saint-Ferdinand-d'Halifax, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Adopté.

103. Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la ligne frontière entre Québec et Ontario pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Adopté.

104. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour l'achat des terres pour la Compagnie des mines de charbon et des

pêcheries de Gaspé, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions.

Il est ordonné que le rapport soit reçu lundi prochain.

Le comité demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que lundi prochain la Chambre se formera de nouveau en ledit comité.

Introduction de bills.

M. J. W. MCGAUVAN (Montréal-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer The Western Hospital of Montreal.

Accordé.

M. J. W. MCGAUVAN (Montréal-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte pour incorporer The Women's Hospital of Montreal.

Accordé.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Association dite la Congrégation des hommes de Notre-Dame-des-Trois-Rivières.

Accordé.

Impressions

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Appuyé parle député de Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), propose que cette Chambre concoure dans le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à onze heures.

Séance du 19 janvier 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures trente.

Dépôt et lecture de pétitions

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues.

De A.-L. Desaulniers et autres, des Trois-Rivières; demandant certains changements au bill pour refondre et pour amender l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières.

De The Montreal District Orange Lodge, L.O.A.B.A.; demandant que certains amendements insérés dans le bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité de Montréal ne deviennent pas loi.

De E. Pagé et autres, de James Dunwoodie et autres, de John Kerr et autres, de P. de Repentigny et autres, de John Moore et autres, de Salime Parker et autres, de Daniel Campbell et autres, et de A. Foley et autres, tous de la cité de Montréal; demandant respectivement que le bill pour incorporer la Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et district de Montréal ne devienne pas loi.

De James Motz, de la cité de Québec, se plaignant qu'il a été dépouillé de certains lots de grève et demandant justice.

De J.-B. Eno dit Deschamps et autres; demandant le remboursement de certaines sommes payées par eux aux Seigneurs de Rigaud pour la commutation des seigneuriaux sur leurs terres.

De Théophile Fournier et autres, du township Mailloux; demandant que le gouvernement n'accorde pas l'aide demandé pour routes aux signataires d'une certaine pétition reçue et lue le 17 décembre 1873, à moins de ne charger desdites routes, pour une loi bien spéciale, les contribuables de la municipalité de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse.

Du révérend M. Gaudet et autres, de la paroisse de Vaudreuil, et du révérend L. Turcot et autres, de la paroisse de Sainte-Jeanne-de-l'Isle-Perrot; demandant respectivement qu'il soit établi un Bureau de cadastre dans le comté de Vaudreuil, et pour autres fins.

De Emile Bonnemant; demandant de l'aide pour l'établissement d'une fabrique de sucre de betteraves, et pour autres fins.

De l'Institut canadien de Québec; demandant une subvention pour lui permettre d'agrandir sa bibliothèque et son musée, et plus particulièrement pour la publication annuelle d'études sur l'histoire naturelle et autres sciences en général.

De H.C. Wilson et autres; demandant de l'aide pour le Lycée des dames de Compton (Compton Ladies' College).

Du révérend N.-A. Leclerc et autres; demandant de l'aide pour la construction d'un quai à Sainte-Anne-de-Beaupré.

De J. Fortin et autres; demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière Sainte-Anne.

De H. Michaud et autres, de la paroisse de Saint-Damien; demandant de l'aide pour un chemin.

Documents.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Présente, suivant une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 12 décembre 1873, demandant copie de tous les documents concernant l'enquête sur la conduite de C.-E. Belle, écuyer, agent d'immigration à Montréal; le rapport du commissaire avec les témoignages qui l'accompagnent, et toute correspondance adressée à M. Belle ou reçue de lui. (Documents de la session no 21).

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Lorsque l'honorable solliciteur général a parlé pour la dernière fois de cette affaire, il a dit que dans peu de jours il serait prêt à faire connaître sa décision. Je tiendrais à savoir quand le gouvernement se prononcera.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Ce n'est qu'hier qu'on a terminé la copie des documents et j'ai tenu à les montrer à la Chambre sans aucun retard.

L'HONORABLE H.-G. JOLY (Lotbinière): J'avais l'impression que l'honorable solliciteur général avait annoncé qu'il rendrait sa décision mardi ou mercredi de cette semaine.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Les documents sortent seulement des mains des copistes. Je dois prendre le temps de les étudier, après la présentation des rapports des comités.

Rapport de comités;

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait des amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer l'Association des dentistes de la province de Québec.

Bill pour incorporer la ville de Salaberry.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Bill pour étendre les limites de la municipalité du village de Sainte-Thérèse-de-Blainville.

Bill pour faire disparaître toute incertitude concernant les limites de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand.

M.S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières ou manufacturières. Voici ce rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a examiné les bills suivants et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre: bill intitulé: Acte amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire; bill pour amender l'acte 32 Vict., chap. 59, incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi, et pour autoriser ladite compagnie à se fusionner avec la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et pour d'autres fins; et le bill pour amender l'acte 35 Vict., chap. 29, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et autorisant ladite compagnie à s'amalgamer avec la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi, et pour d'autres fins, bill intitulé: Acte amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie de chemin de fer de Waterloo et Magog.

Adopté.

Introduction de bills;

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Demande la permission d'introduire un bill pour expliquer la quatrième section de l'acte 35 Vict., chap. 16.

Accordé.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Demande la permission d'introduire un bill concernant les huissiers de la province de Québec.

Accordé.

Question de privilège

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Before the House went into the Orders of the Day, wished to call attention to an article in the press, which heaped the grossest insults upon the whole House. When attacked himself in the press he was not in the habit of calling the attention of the House to it, because he thought that a Member of Parliament was like a soldier in a campaign, who must be prepared for all manner of wounds and dangers. But when the House itself was insulted, he could not sit in his place, and allow the outrage to go unnoticed. He read from the Morning Chronicle the despatch of the following article from the Montreal Witness.

"The legislators seem to be holding a high carnival at Quebec. The practices of New York lobby are reported in full blast there and champagne and corruption are used to render the legislators oblivious to the wickedness of bartering away popular rights to monopolists. It

refers especially under this head to the successfully manoeuvring of the City Passenger Railway and the New City Gas Company and the exempting of charitable institutions from taxes".

There was not a man in the country who saw the devotion with which the Members of this Legislature fulfilled their function, and who knew and appreciated their worth, but would denounce this unprincipled and outrageous attack upon the honour of Parliament. He would not make a motion to bring the perpetrator before the bar of the House, but if he did, he was sure there would not be a voice to oppose it. (Cries of: Motion! Motion! and "Bring him to the Bar". No, he would simply call upon the House to denounce the calumnious assertions of the Witness. (Applause).

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): The article has not escaped the attention of the Government, and it had been his intention to bring it before the House. He denounced that wholesale system of calumny which endeavoured to blacken at one blow the reputations of every legislator of the country.

The insult came from a paper which had made itself notorious for such acts, but the public who knew and trusted their representatives, who knew they toiled in the Committees, sinking party passions and prejudices in the prosecution of arduous public duties, who were able to judge of the incorruptibility and the tone of private and public morality of the Members, would give to this infamous slander the repudiation it deserved. They had done their duty in the past, and would do it in the future, in spite of the attacks of unprincipled journalists. The House indignantly repudiated the scandalous libel, refraining from proceeding further, because of the insignificance of the perpetrator and the country knew the utter falsity of the charge. (Cheers).

Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose là troisième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

Après discussion, la troisième lecture de ce bill est remise à plus tard.

Compagnie d'emmagasinement de Montréal

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau l'acte incorporant la Compagnie d'emmagasinement de Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Propose la troisième lecture dudit bill.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Montreal Stock Exchange

M. W. J. MCGAUVAN (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer "The Montreal Stock Exchange".

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. W. J. MCGAUVAN (Montréal-Ouest): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie graphique de Montréal

M. W. J. MCGAUVAN (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour permettre à la Compagnie graphique d'émettre du stock privilégié. Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. W. J. MCGAUVAN (Montréal-Ouest): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie manufacturière
de fer et d'acier d'Ottawa

M. E. B. EDDY (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie de fer et d'acier d'Ottawa. Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Congrégation des hommes
de Notre-Dame des Trois-Rivières

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'association dite la Congrégation des hommes de Notre-Dame des Trois-Rivières.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés, et la 60^e règle de la Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

The Western Hospital of Montreal

M. J. W. MCGAUVAN (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer "The Western Hospital of Montreal". Adopté.

Le bill est renvoyé au comité des bills privés.

The Women's Hospital of Montreal

M. J. W. MCGAUVAN (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte de cette province, 34 Vict., chap. 54, intitulé: "Acte pour incorporer "The Women's Hospital of Montreal".

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie industrielle et agricole
de Lotbinière

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que l'entrée dans les journaux de cette Chambre, du 12 courant, concernant l'honoraire payé sur le bill pour incorporer la Compagnie industrielle et agricole de Lotbinière, soit maintenant lue.

Adopté. Il est ordonné que la dite entrée soit rescindée.

Interpellations:

Vente des terres

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'abandonner les arrérages des intérêts du capital dû pour la vente des terres dans les townships de la province.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Répond que le gouvernement n'a pas encore pris de décision sur ce sujet.

Pont des Chenaux sur le Saint-Maurice

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande si c'est l'intention du gouvernement de reconstruire le pont des Chenaux sur le Saint-Maurice, lequel appartient à la province, ou s'il a l'intention d'accorder une certaine somme pour aider à le reconstruire.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond qu'il a reçu une délégation de Trois-Rivières et du comté de Champlain; que le gouvernement a la question sous considération, mais qu'il peut dire toutefois quant à présent que le gouvernement ne sera pas opposé à accorder de l'aide pour la reconstruction de ce pont.

Boni pour les employés du service civil

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Demande si le gouvernement a l'intention d'accorder le boni qu'ont reçu la plupart des employés du service civil, à ceux qui n'ont pas été payés l'an dernier.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit que le gouvernement n'aurait pas d'objection à accorder ce boni à ceux qui ne l'ont pas reçu l'an dernier, à la condition que la Chambre y consente.

Adresse au lieutenant-gouverneur ;

Lots de grèves

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Appuyé par le député de Maskinongé (M. M. Houde), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre: Copies de toute correspondance échangée entre le gouvernement et Félix Fortier, au sujet des lots de grève de James Motz, écuyer, accordés à Gagnon en 1859, et ensuite à L. Nadeau et à W. Carrier, aussi, copie du plan de cette partie du havre de Québec qui comprend les lots de grève dudit James Motz, écuyer, entre les lots de Davie et McKenzie, à Lévis, tels qu'arpentés par G.G. Dunlevie, par ordre du département des Terres, en l'année 1853.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Dit que le gouvernement s'occupe actuellement de cette affaire.
Adopté.

Registreur du comté d'Ottawa

M. E. B. EDDY (Ottawa): Appuyé par le député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre: Copies de toute la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun membre d'icelui et toute autre personne concernant les plaintes portées contre le registraire actuel du comté d'Ottawa, ou entre le gouvernement ou aucun de ses membres et ledit registraire concernant lesdites plaintes.

Adopté.

Administration des terres de la couronne

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Appuyé par le député de Brome (M. W.W. Lynch), propose qu'un comité spécial soit nommé pour s'enquérir du mérite des allégations qui ont été faites par l'honorable représentant de Chicoutimi, de son siège en Chambre, contre l'intégrité de certains agents et marchands de bois, et les accusant d'avoir fraudé le gouvernement, et que ce comité soit composé de l'honorable M. Fortin et de messieurs Joly, Marchand, Tremblay, Eddy, Poupore et McGauvran, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

He said that if the Government would lay before the House the papers on the subject which had been broached by the Member for Chicoutimi, he would not press his motion in its original form, but he was content to have such material as would serve to give the House an idea of the facts upon which the charges had

been built. The impugning of the honor of a prominent mercantile firm was something the House could not allow to pass over unregarded, and he wished that some means might be adopted to get at the truth. At the present late stage of the session it would be impossible for a Committee to devote the necessary time to an investigation.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Asked that the matter might stand over to the next day, as he did not quite understand the nature of the change in the substance of the motion.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Fait observer que la motion n'est pas dans l'ordre parce qu'elle diffère de celle dont M. Bellingham a donné avis samedi.

L'ORATEUR: La proposition est hors d'ordre.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Maintient alors sa proposition initiale.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Je n'ai pas d'objection à fournir tous les documents nécessaires. Je les soumettrai demain à la Chambre si c'est possible.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Ce serait plus simple de laisser les documents à un comité. Si le gouvernement n'est pas coupable, il n'a rien à craindre.

D'un autre côté, l'honorable ministre des Terres devrait bien se rappeler qu'on n'a pas accusé les marchands de bois, mais bien la mauvaise administration de son département et qu'il a lui-même admis des irrégularités.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Est étonné de voir qu'un ancien ministre de la couronne, qui doit connaître les rapports d'un ministre avec ses employés, vienne tenir un pareil langage. Quand un de ses employés était accusé, que faisait-il? Il le notifiât de se présenter devant lui pour se disculper. Qu'on remarque bien qu'il n'y a aucune accusation portée contre le commissaire des Terres de la couronne personnellement. On dit qu'il y a eu négligence de la part du gouvernement. Si pareille accusation était réellement vraie, on en aurait entendu parler avant aujourd'hui; si véritablement il y avait négligence, c'était à l'honorable représentant de Chicoutimi à le faire savoir, lui qui se dit toujours si bien renseigné.

Les rapports de tous les bois coupés sur le domaine public se font sous serment. Comment exiger alors que le gouvernement ne s'y fie pas, puisqu'il n'a pas raison de les croire faux? Pour lui, il considère la motion présentée par l'honorable représentant d'Argenteuil comme une motion de non-confiance; bien plus, c'est déclarer le commissaire coupable parce qu'un de ses employés n'a pas fait son devoir; proposer un

comité dans de telles circonstances, c'est agir déloyalement. La motion de l'honorable député d'Argenteuil n'attaque pas précisément l'honorable commissaire, mais elle est de nature à l'attaquer.

La meilleure manière de régler la question lui semble celle de suivre les règles parlementaires, c'est-à-dire présenter une adresse à Son Excellence demandant la production devant cette Chambre de tous les papiers concernant cette affaire. Si on découvre alors qu'il peut y avoir culpabilité, il sera le premier à demander un comité d'enquête.

A cette session comme à toutes les autres, les accusations ont plu à droite et à gauche; s'il fallait à la moindre plainte former un comité, les députés ne pourraient plus s'occuper d'aucune mesure et passeraient leur temps à siéger dans des comités d'enquêtes.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): L'honorable représentant de Shefford a lancé tantôt une accusation fautive au sujet de ce qu'il a dit pour l'agence du Saguenay. Aussitôt après que l'honorable représentant de Chicoutimi, il y a quatre semaines, eût lancé ses accusations contre l'agent du Saguenay, il (M. Fortin) expédia de suite l'inspecteur sur les lieux. Il a dit dans le temps que le rapport de l'inspecteur avait démontré négligence et non fraude de la part de l'agent. Lui était-il possible de chasser à l'instant même un vieux serviteur du gouvernement, rendu au dernier terme de la vie et sans fortune?

Cependant, il lui fit écrire officiellement une lettre lui enjoignant de voir, en autant qu'il lui serait possible, à faire son devoir et à réparer le tort causé, sinon il serait démis de sa charge.

Quant aux rapports, on comprendra la position prise par le commissaire. Tous les retours envoyés au département sont assermentés; n'ayant aucune raison de soupçonner la fraude, comment veut-on qu'il agisse autrement qu'il n'a fait?

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): L'honorable commissaire des Terres dit qu'on n'a pas raison de le soupçonner et cependant, en essayant de se disculper, il confirme les aveux qu'il a faits déjà. De plus, s'il a prêté attention au discours de l'honorable trésorier lors de son exposé financier, il a pu se convaincre que l'administration de son département était blâmée. Il y est dit, en effet, que le département des Terres n'avait pas donné tout le revenu désirable et que ce n'était qu'en apportant plus de soin dans la collection qu'on pouvait augmenter le chiffre des recettes.

Les revenus, dans la province de l'Ontario, sur les bois et forêts augmentent chaque année. Ici, dans la province de Québec, la vente des terres est plus considérable chaque année et cependant les revenus augmentent dans une proportion insignifiante.

C'est à cause de cela que le député d'Argen-

teuil a demandé une enquête et nous l'aurons si le gouvernement tient parole, car à la séance de samedi soir, l'honorable premier ministre a dit hautement sur le ton du défi en s'adressant à M. Tremblay: "Soyez sans crainte, vous aurez une enquête, nous n'en craignons pas le résultat pour nous."

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le gouvernement ne considère pas cette motion comme une motion de non-confiance, malgré ce qu'en dit et ce qu'en pense l'honorable député de Saint-Maurice, qui semble jouer le rôle d'aviseur du gouvernement. Il lui semble impossible que les ministres laissent passer de pareilles accusations sans les relever. Il s'agit de savoir si réellement le gouvernement va considérer le vote sur cette motion comme un vote de non-confiance; ce qui enlèvera à l'honorable représentant de Saint-Maurice la tâche délicate de la décider. Ce dernier a-t-il oublié que la semaine dernière le gouvernement demandait et promettait ce même comité? Il espère que le gouvernement ne peut craindre la lumière sur cette question et qu'il se rendra aux vœux de la grande majorité de la Chambre.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Tout le monde désire voir sans doute devant cette Chambre les documents concernant le département des Terres. Il existe dans ces documents des lacunes que, devant un comité, tous pourront combler en entendant des témoins. Il a été prouvé par l'honorable député de Chicoutimi qu'un grand nombre de billets était passé dans la glissoire du Saguenay et que cependant il n'en avait pas été rendu compte au département des Terres. Un comité nous permettra de vérifier les rapports assermentés, de constater où se trouvent les coupables. Des accusations du même genre à peu près furent lancées à l'Ontario. Que fit M. Mackenzie? Il dit aux accusateurs: "Nommez un comité et voyez si véritablement nous sommes coupables." Nul doute que le gouvernement de la province de Québec suivra un exemple aussi franc et aussi loyal.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Appuyé par le député de l'Islet (M. P.-G. Verreault), proposé, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "cette Chambre, après avoir entendu les accusations portées par l'honorable représentant de Chicoutimi, de son siège en Chambre, contre l'intégrité de certains agents des terres de la couronne et de marchands de bois dans le district du Saguenay, les accusant de fraude envers le gouvernement, le gouvernement fasse mettre devant cette Chambre tous les papiers et documents relatifs à ce qui a donné lieu à ces accusations", soient mis à la place.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): La motion

pour la formation d'un comité d'enquête ne peut être regardée comme un manque de confiance dans le gouvernement, comme l'a déclaré l'honorable solliciteur général, et je suis bien certain qu'en présentant sa motion pour un comité d'enquête, l'honorable député d'Argenteuil n'a en vue que de donner au gouvernement l'occasion de se blanchir des accusations portées contre lui.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Que la Chambre étudie d'abord les documents; elle saura dire ensuite si elle veut un comité.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): L'enquête peut prouver des faits qu'on ne pourra pas établir seulement avec les documents; de plus, lorsque le comité sera formé, il aura tout le loisir de consulter les papiers et, s'ils ne lui donnent pas les lumières suffisantes, il fera venir des témoins. Si le gouvernement veut se justifier entièrement, qu'il laisse nommer le comité que le premier ministre a promis à M. Tremblay sur un ton de menace.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Veut qu'il soit bien entendu que sa motion n'implique pas un manque de confiance dans le gouvernement. Depuis longtemps, il entend murmurer des accusations contre l'administration du département des Terres et il croit que le temps est venu de décider si elles sont fondées.

Et l'amendement étant mis aux voix, la

Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Beaubien, Cauchon, Chapleau (sol. gén.), Fortin, Gagnon, Garneau, Gérin, Houde, Irvine (proc. gén.), Lalonde, Langevin, Larochelle, LaRue, Locke, Mailloux, Malhiot, Ouimet, Picard, Poupore, Robertson, Roy, Trudel et Verreault, 23

Contre: MM. Bachand, Bellerose, Bellingham, Daigle, David, de Beaujeu, Dorion, Eddy, Hearn, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Lynch, Marchand, McGauvran, Mollleur, Pelletier (Québec), Pelletier (Bellechasse), Robert et Sylvestre, 21

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix;

Il est ordonné que cette Chambre, après avoir entendu les accusations portées par l'honorable représentant de Chicoutimi, de son siège en Chambre, contre l'intégrité de certains agents des terres de la couronne et marchands de bois dans le district du Saguenay, les accusant de fraude envers le gouvernement, le gouvernement fasse mettre devant cette Chambre tous les papiers et documents relatifs à ce qui a donné lieu à ces accusations.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Compagnie du chemin à barrières de Terrebonne

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte pour incorporer la Compagnie du chemin à barrières de Terrebonne.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de pétitions:

La pétition de MM. Martineau et Thibodeau et autres, de la cité de Québec, est déposée par M. Langevin, C.B.

Introduction de bills:

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Demande la permission d'introduire un bill pour amender certains articles du code municipal, et y ajouter certaines dispositions.

Accordé.

Limites du comté de Beauce

M. C. H. POZER (Beauce): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour annexer une partie de Saint-Séverin au comté de Beauce, pour les fins d'enregistrement et autres.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

Il est ordonné que le bill soit lu la troisième fois demain.

Magistrats de district

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte concernant les magistrats de district en cette province.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il y a eu progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

Code municipal

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): En l'absence du député de Missisquoi (J.S. Brigham), propose la deuxième lecture du bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 35 Vict., chap. 8, section 1, intitulé: Acte pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec"

Il donne des explications sur la nature du bill, qui a pour but de faciliter la procédure dans la division des paroisses dans les townships de l'est.

M. L. MOLLEUR (Iberville): S'oppose au bill sous prétexte qu'il est présenté pour satisfaire à des intérêts personnels.

M. W.W. LYNCH (Brome): Supported the measure. It had created a great grievance in Stanbridge, and there was quite an excitement there over it.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Said if the Government chose to permit of the Municipal Code being continually tinkered in this manner, it might take the responsibility of it. The Municipality of Stanbridge was the only one complaining, and it was proposed to change the law of the whole country.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said the whole English population of the Eastern Townships complained of this amended act, and that he had never heard of the Stanbridge case until it was mentioned in the House. He was willing to take out the amendment and leave the law as it had been before the last session.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Est d'accord. La deuxième lecture du bill est remise à plus tard.

Limites du comté de Lotbinière

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour annexer au comté de Lotbinière, pour les fins électorales et autres, la partie de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Beaurivage qui est actuellement en dehors du comté.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose que la Chambre se forme en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une

aide pour la publication du Naturaliste canadien, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Chambre des arts et manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1^{re} classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2^e classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 3^e classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

M. P. GARNEAU (Québec-Comté): Espère que le gouvernement accordera un octroi libéral au chemins de colonisation du Lac Saint-Jean.

Ce chemin est un des plus importants de la province et pour lequel on a déjà dépensé beaucoup d'argent.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Est d'avis que dépenser de l'argent sur ce chemin, c'est le gaspiller. Il fait le portrait de l'arrivée d'une fameuse caravane qui traversa par ce chemin, et des dangers d'une partie de plaisir, qui a été décrit d'une manière spirituelle par une dame. Il y a bien longtemps que l'on dépense de l'argent sur ce chemin et cependant, on n'est arrivé qu'à en faire une route mauvaise et dangereuse.

Le chemin n'a été parcouru qu'une seule fois avec des peines infinies par une caravane qui a fait, à son retour, une entrée triomphale à Québec.

M. P. GARNEAU (Québec-Comté): Dit que c'est là le meilleur argument en faveur du chemin. Il est nécessaire de l'achever le plus tôt possible.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Voudrait que la somme consacrée aux chemins de colonisation soit répartie par la Chambre afin qu'une partie du pays ne soit pas favorisée au dépens d'une autre.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Plaide

la cause du chemin des Piles, dans l'intérieur du territoire du Saint-Maurice.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Parle dans le même sens.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de Saint-Jean pour les aliénés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande à l'honorable trésorier si les négociations qu'il a entretenues avec le gouvernement fédéral pour la cession des casernes de Saint-Jean pour y établir un asile d'aliénés ont été faites verbalement ou par écrit.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit qu'il s'est abouché avec le ministre des Travaux publics qui lui a refusé l'usage des casernes de Saint-Jean, mais lui a fait cession des casernes de Chambly.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Fait observer qu'il y a certainement gaspillage dans l'administration de l'Asile Saint-Jean. Il voit que chaque aliéné coûte pour sa nourriture seulement une somme de 107 dollars et il croit qu'il n'y a pas, dans le Bas-Canada, un cultivateur dont l'alimentation coûte aussi cher. Il voudrait que la moitié de la somme de 20,000 dollars soit consacrée à l'Asile des sourds-muets de Montréal.

M. W. W. LYNCH (Brome): Prend la défense de l'administration de l'Asile Saint-Jean, disant que le Dr Howard qui en est le directeur est un homme intègre, un administrateur habile et un médecin remarquable.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il prend note des observations du député de Napierville et qu'il en fera part à l'inspecteur des prisons.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Pense qu'il serait meilleur marché de construire un asile à Saint-Jean que de réparer les casernes de Chambly.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il connaît personnellement le Dr Howard qui est un praticien habile et un homme dont l'intégrité ne souffre pas le moindre soupçon.

Il pense que, si les dépenses de l'asile sont élevées, c'est à cause du petit nombre de malades qui y sont internés et pour lesquels on est obligé d'entretenir un personnel nombreux qui suffirait si le nombre de malades était doublé.

Il verrait avec peine transporter l'asile à Chambly, bien certain qu'il serait plus coûteux de réparer convenablement les casernes de

Chambly que de construire un asile convenable à Saint-Jean.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'immigration, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1^{re} classe, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas trente-deux mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Adopté.

Résolutions à rapporter.

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain. Le comité demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que, demain, la Chambre se formera de nouveau en ledit comité.

Le comité fait rapport à la Chambre des huit résolutions adoptées à la séance du 12 janvier dernier. Les résolutions sont lues une seconde fois et adoptées.

Le comité fait rapport des résolutions adoptées à la séance du 16 janvier. Les résolutions sont lues une seconde fois et adoptées.

Le comité fait rapport des 19 résolutions adoptées à la séance du 16 janvier. Les résolutions sont lues une seconde fois et adoptées.

Le comité fait rapport des 104 résolutions adoptées à la séance du 17 janvier.

Lesdites résolutions étant lues une seconde fois et la question étant mise aux voix,

Que cette Chambre concoure avec le comité dans lesdites résolutions;

La Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Municipalité du village de Richelieu

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour détacher certains terrains de la municipalité du village de Richelieu, dans le comté de Rouville.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Village de Sainte-Thérèse-de-Blainville

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour étendre les limites du village de Sainte-Thérèse-de-Blainville.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montréal et des Laurentides

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montréal et des Laurentides.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre s'ajourne à minuit.

Séance du 20 janvier 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures trente.

Rapports divers

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, Etat des affaires de l'Union Saint-Joseph de Sorel pour l'année 1873. (Documents de la session, no 6.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. David, la pétition de Joseph-Louis David, du Sault-au-Récollet.

Par M. Garneau, la pétition du club des chasseurs de Québec.

Par M. Larochelle, la pétition de James McClintock et autres, du township de Cranbourne, la pétition de Peter Lyons et autres, et la pétition de Thomas Walsh et autres.

Il est ordonné que la pétition du club des chasseurs de Québec, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition demandant des amendements aux lois de la chasse de cette province est reçue et lue.

Rapport de comités:

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières ou manufacturières. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montréal et des Laurentides, et a l'honneur d'en faire rapport à votre honorable Chambre avec un amendement.

Votre comité a aussi l'honneur de faire rapport en ce qui concerne le bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer à voie étroite de Québec au Lac-Saint-Jean, qui a été envoyé à ce comité; qu'aujourd'hui P. Garneau, écuyer, le promoteur dudit bill, a comparu devant le comité et a demandé la permission de retirer ledit bill, ce qui lui a été accordé.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour amender l'Acte d'incorporation de la ville de Nicolet, et y a fait des amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le bill pour constituer en corporation "La Société de bien-

faisance mutuelle du service civil de Québec, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Comité des subsides

Subsides

Le comité des subsides fait rapport qu'il a passé hier plusieurs résolutions. Les résolutions sont lues une première fois.

Et, la première résolution étant lue une deuxième fois:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la publication du Naturaliste canadien, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875,

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il a eu occasion de causer avec plusieurs personnes de ce journal et que l'opinion est fort divisée sur les droits qu'il a à recevoir un octroi.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Cette somme de \$400 pourrait être consacrée plus utilement à un journal d'agriculture.

L'HONORABLE J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Il a appris que le Naturaliste canadien n'a pas plus de deux cents abonnés, à deux piastres, ce qui fait que la Législature de Québec contribue pour une bonne moitié dans ses dépenses. Il ne voudrait pas voir des octrois inutiles dans l'état de pénurie des finances et aimerait à voir consacrer cette somme à l'Asile des Sourds-muets de Montréal, le croyant bien mieux employée dans cette institution.

La question, étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec ledit comité dans ladite résolution. La Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Et, la deuxième résolution étant lue une seconde fois.

2. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Chambre des arts et manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Le gouvernement a décidé d'ajouter la somme de cinq cents dollars à celle proposée.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Dit qu'il y a, il ne sait pour quelle raison, entre les deux parties de cette chambre une hostilité marquée; elles ne s'entendent aucunement. Il espère que l'honorable trésorier dans les octrois d'argent en faveur de cette chambre n'oubliera pas de bien traiter la partie à laquelle préside M. l'abbé Chabert. C'est un homme expérimenté et qui a, pour ainsi dire, fait une spécialité des fonctions qu'il s'est imposées. Mais il n'est peut-être pas assez homme d'affaire

il ne sait pas exiger tout ce qu'il pourrait obtenir.

Avec quatre instituteurs comme auxiliaires, il fait les classes du soir, qui sont fréquentées par une foule de jeunes ouvriers qui viennent y puiser les connaissances qui leur sont si nécessaires en dessin, en mathématiques, en architecture.

Le gouvernement ferait acte de justice en recommandant à la chambre des arts et manufactures de ne pas oublier dans le partage de l'octroi cette utile institution.

L'HONORABLE G. ROBERTSON (Sherbrooke): Le premier ministre, qui est membre de la chambre, fera certainement valoir cette suggestion en temps et lieu.

Adopté.

La troisième résolution, étant lue une seconde fois:

3. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'immigration, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Avant que la Chambre concoure dans le rapport du comité adoptant l'item de \$20,000 pour l'immigration, je crois que ce serait une satisfaction pour tous de voir l'affaire Belle complètement vidée.

Nous avons ici devant nous quelque chose qui efface la somme d'argent votée en faveur de l'immigration, tant que les accusations portées contre M. Belle, accusations qui ont produit un effet désastreux, ne seront pas suffisamment éclaircies. Au commencement de la session, nous avons eu un protêt signé par tous les présidents des comités d'émigration étrangère au sujet de l'affaire Belle.

On nous demande \$20,000 pour l'immigration, mais cette somme n'aura l'effet désiré que lorsque nous aurons montré aux sociétés nationales et aux immigrants qu'ils auront au Canada la protection nécessaire.

Si les immigrants apprennent que le gouvernement de Québec est peu soucieux de leurs intérêts, ils ne se dirigeront pas vers notre province et, tant que le gouvernement ne se sera pas prononcé sur la culpabilité ou l'innocence de M. Belle, il me semble inutile de voter une forte somme qui ne vous apportera aucun bénéfice.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that he did not see exactly what connection there was between the Belle case and the appropriation for immigration. The papers in the case were on the table, and as soon as he had read them, he would prepare his opinion. It must be recollected, from the voluminous nature of these documents, that their reading was a matter of time, and the Members of the Government working as they were from 10 o'clock in the morning to at least midnight, had very little opportunity of perusing such a mass

of documentary evidence. As he said before, he would, three days after reading the documents, be ready with his opinion.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Se prononce brièvement. Il affirme qu'on devrait régler cette affaire avant d'adopter la résolution.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that it must be borne in mind that Mr. Belle was no longer in the employ of the Department of Immigration. He had been a Crown Lands agent some twenty years, and for some time past had held the office he had resigned in Montreal. Seeing this, and remembering that he was not now in any way connected with immigration, he was at a loss to see how the granting of this item in any way affected the case, or that the cause of immigration would in any way suffer from the pending of the case.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said it was a matter of question whether an officer who had been found guilty of improper conduct in one office could hold another under the Government. The old Tory party of Canada had long been taunted with the cumulation of office, and the party which had put Col. Belle in office had been the first to claim purity of Government.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je pense que M. le Procureur général se trompe en disant que M. Belle n'est plus employé du gouvernement.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): M. Belle est en effet agent des terres de la couronne, mais les accusations ont été portées contre lui comme agent d'immigration. Cette affaire sera terminée promptement. Je demanderai donc à l'honorable député de Lotbinière de ne pas s'opposer davantage à l'adoption de l'item.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je ne voudrais pas retarder les affaires de la Chambre, mais qu'il me soit permis de répéter qu'à part les sociétés nationales il y a un grand nombre de personnes à Montréal qui demandent la décision du gouvernement.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Je ferais remarquer, à propos de cette affaire, que les personnes qui se plaignent d'avoir souffert n'ont pas été protégées par leurs sociétés et ont même été répudiées par les sociétés belges et françaises. Je ne comprends donc pas beaucoup l'insistance des sociétés Saint-George et autres, puisque leurs nationaux ne sont pas concernés.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Pense que la démission de M. Belle est un aveu indirect. Il espère que, si sa culpabilité est

prouvée, le gouvernement se fera un devoir de ne pas le garder à son service comme agent des bois et des terres.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Said the Member for Argenteuil should recollect that Col. Belle had himself demanded an investigation into the charges against him, and had resigned pending it, declaring himself innocent of the accusations, which had not been proven in the slightest degree. When one offence had been proven, it would be time to remove him from both offices.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit que le gouvernement verra à la chose; si l'officier en question est coupable, comme on le dit, il sera sévèrement puni.

M. W.W. LYNCH (Brome): Enquired of the Government whether it was intended out of this appropriation for immigration that anything would be granted to Miss Macpherson and Miss Barber for the Knowlton Industrial Home.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Said that the Government had not yet formally considered the matter, but he had no doubt that the institution would be aided from the public purse.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Répond que le gouvernement donnera une aide efficace à Mlle McPherson.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Demande au gouvernement d'améliorer la position du pays avant d'y convier des émigrants. Lorsque la condition des affaires du pays sera satisfaisante, l'immigration viendra d'elle-même. Un des puissants moyens d'améliorer le pays, c'est d'employer l'argent voté pour l'immigration à relever le niveau des écoles communes.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'avais demandé à la dernière session un rapport des sommes dépensées pour le rapatriement des Canadiens émigrés aux Etats-Unis, indiquant la façon dont elles avaient été employées et donnant le nombre des familles ramenées au Canada par l'entremise des agents nommés à cet effet. Ce rapport a été dressé, mais au lieu de le distribuer, on le laisse moisir dans les caves du Parlement; il nous aurait guidé dans le choix des moyens à employer pour le rapatriement de nos compatriotes; il est tout à fait regrettable qu'on ne nous l'ait pas soumis. J'ai pu m'en procurer une copie et en y jetant les yeux je vois que les résultats ne sont pas en accord avec les dépenses. Peut-être l'argent a-t-il été mal employé, car je vois des sommes considérables consacrées à la publication de brochures, au paiement des agents, aux frais de route, tandis qu'il n'y a qu'une faible somme figurant comme aide aux personnes revenant des Etats-Unis.

D'après ce rapport, je vois que le gouvernement a dépensé \$150 pour faire revenir les Canadiens au pays. La somme des salaires payés, des dépenses d'impression des pamphlets sur le pays, des frais de voyage, est de \$4,216.

De plus, je suis informé par des personnes dignes de foi que les 10,000 copies de la brochure intitulée: "La colonisation dans les comtés de l'est" n'ont pas été distribuées aux Etats-Unis. C'est un fait que je ne veux pas affirmer, il peut se faire qu'il n'y ait eu que quelques paroisses omises. Je ne fais que répéter ce qui m'a été dit par des personnes qui n'ont aucun intérêt à me donner de faux renseignements. Nos compatriotes revenant des Etats-Unis ne doivent pas être moins favorisés que les immigrants. Je voudrais savoir si nos compatriotes revenant des Etats-Unis peuvent recevoir asile en attendant qu'ils puissent se placer dans les asiles réservés aux immigrants européens.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Ces asiles leur sont ouverts.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): On ne doit rien épargner pour les aider à se placer convenablement, car s'ils retournent aux Etats-Unis, après avoir éprouvé ici de nouvelles déceptions, ils sont perdus pour nous; il y a quelque temps, à la suite de la crise financière, un grand nombre nous sont revenus; il faut faire beaucoup pour les retenir. Pour cela nous devons développer la colonisation sans toutefois la pousser d'une façon trop précipitée de crainte de l'affaiblir et encourager l'industrie par tous les moyens possibles. Les Canadiens qui reviennent des Etats-Unis, habitués pour la plupart à travailler dans les fabriques, ne voudront jamais reprendre la charrue; il faut donc de toute nécessité établir des manufactures pour leur donner du travail. Je ne veux faire aucune suggestion, mais si le gouvernement est à la hauteur de sa mission, il fera en sorte que pas un centin des sommes destinées à peupler le pays par le moyen de l'immigration ou du rapatriement des Canadiens ne soit dépensé mal à propos.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Je ne puis laisser passer cet item sans parler d'un pamphlet en allemand et en français publié à Paris et distribué aux immigrants, dans lequel il est fait une peinture excessivement fantaisiste de la province de Québec. S'il faut en croire l'écrivain, c'est un nouvel Eldorado. Le climat y est salubre, les terres fertiles, la main d'oeuvre fort demandée, les gages excellents, la vie très facile. En un mot tous les avantages que recherche l'immigrant s'y trouvent réunis. Ce pamphlet m'a été remis par un excellent ouvrier français qui avait été attiré ici par ces promesses. Il est resté un mois à l'Asile d'immigration, avec sa famille, sans qu'on fasse le moindre effort pour le placer et il a dépensé en attendant du travail toutes les économies qu'il avait apportées avec lui. Des gens aussi maltraités

tés qu'il l'a été écriront en Europe qu'ils ont été déçus, et l'on constatera ensuite qu'on dépense en pure perte des sommes considérables pour l'immigration.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Parmi les immigrants français, beaucoup disent avoir un métier et n'en ont pas; il n'est donc pas surprenant qu'ils ne trouvent pas d'ouvrage.

M. F. LANGELIER (Montmagny): On se vante d'avoir amené dans le pays beaucoup d'émigrants étrangers; ce n'est pas tant d'en avoir beaucoup que d'en avoir de bons; ce sont de bons émigrants qu'il faut avoir, afin qu'ils puissent rendre des services au pays par leurs connaissances et leur expérience.

Je crois que les agents d'émigration manquent de discernement dans le choix de leur monde; pourtant, ils sont assez bien payés pour en avoir. Nous voyons par exemple sur la liste M. McAdams, agent d'émigration en Angleterre, avec un salaire de \$1,600; M. O'Neil, en Irlande, avec un salaire de \$3,398; M. J. White, avec un salaire de \$3,986, et M. Clément, aux Eboulements, avec un salaire de \$1,003.45 (Rires).

Que peut-il faire là? Quels sont les immigrants qu'il peut amener? C'est une question qu'on a droit de faire. Il est vrai que c'est un ancien député, et qu'on a voulu sans doute le récompenser de fidèles services. Je vois \$300 pour l'achat et la distribution de 2,000 copies de l'annuaire du commerce et de l'industrie. De quelle façon cet almanach peut-il être utile à l'immigration? Je ne veux pas repasser tous les item, mais il en est que je ne peux expliquer, et je pense qu'à l'avenir le gouvernement mettra plus de soin à distribuer les sommes qui lui sont confiées. En un mot, les immigrés ont été mal choisis et les agents envoyés en Europe, tous des jeunes gens instruits et intelligents qui font honneur au Canada à l'étranger, n'ont rendu aucun service.

Malheureusement, je ne vois rien de fait en faveur du rapatriement des Canadiens. S'il est une classe d'émigrants qui puisse s'accommoder parfaitement au pays, donner de bonnes garanties, c'est bien celle des Canadiens émigrés aux Etats-Unis. Ces gens-là connaissent parfaitement le pays, son climat, ses ressources; il faut retenir aux pays les quelques gens qui y sont revenus; car s'ils émigrent de nouveau aux Etats-Unis ce sera pour ne plus revenir. Mais on me dira qu'il a été nommé, dans l'unique but de travailler au rapatriement des Canadiens, M. l'abbé Chartier. Très bien, je vois clairement son salaire, mais je ne vois pas qu'il ait ramené un seul émigré.

Je vois dans certains documents que le transport de deux familles belges entre Sherbrooke et Ruthford a coûté \$36 et quelques cents. Eh bien, M. l'Orateur, si chaque émigrant nous coûtait aussi cher que cela, il faudrait de suite abandonner un système si ruineux.

En terminant, je ne puis pas conclure autre chose que nous dépensons bien plus que nous

recevons sous le rapport de l'immigration; il y a même plus d'agents d'émigration que d'émigrés. Sous prétexte que le besoin en est urgent, on récompense des services politiques rendus, dans la presse ou ailleurs, en envoyant en Europe des jeunes gens très intelligents, très honorables, il est vrai, mais qui ne sont pas les véritables agents d'émigration que l'on devrait avoir à son service.

Adopté.

La quatrième résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

La cinquième résolution est lue une deuxième fois.

M. F. -G. MARCHAND (Saint-Jean): Affirme qu'il serait préférable à tous les points de vue que le gouvernement donnât en détail les octrois d'argent qu'il entend faire en faveur des chemins de colonisation. Il espère que dans les estimés de l'an prochain, le cliché sera un peu modifié à ce chapitre.

Adopté.

La sixième résolution jusqu'à la dixième inclusivement sont lues une deuxième fois et adoptées.

Résignations

L'ORATEUR: Informe la Chambre qu'il a reçu aujourd'hui la résignation de P.-A. Tremblay, écuyer, représentant de la division électorale de Chicoutimi et Saguenay, et la résignation de C.-A.-P. Pelletier, écuyer, représentant de la division électorale de Québec-Est, lesquelles sont séparément lues comme suit :

Assemblée législative

Canada

Province de Québec

A l'honorable Joseph-Goderic Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative pour la province de Québec

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer, par la présente, que j'ai l'intention de résigner, et que je résigne par la présente mon siège à l'Assemblée législative pour la province de Québec, comme membre pour la division électorale de Chicoutimi et Saguenay.

En foi de quoi, j'ai apposé à la présente mon seing et mon sceau devant les deux témoins soussignés, suivant la loi, à Québec, ce dix-septième jour de janvier, mil huit cent soixante-quatorze.

(L.S.)P.-A. Tremblay

A. Plamondon,

Henri T. Taschereau Témoins

Assemblée législative

Canada

Province de Québec

A l'honorable Joseph-Goderic Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative pour la province de Québec

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer, par la présente, que j'ai l'intention de résigner, et que je résigne par la présente mon siège à l'Assemblée législative pour la province de Québec, comme membre pour la division électorale de Québec-Est.

En foi de quoi, j'ai apposé à la présente mon seing et mon sceau devant les deux témoins soussignés, suivant la loi, à Québec, le vingtième jour de janvier, mil huit cent soixante-quatorze.

(L.S.) C.-A.-P. Pelletier

P. Bachand,

M. Laframboise, Témoins

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose que l'Orateur émette son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent Parlement, pour la division électorale de Chicoutimi et Saguenay, en remplacement de P.-A. Tremblay, écuyer, qui a résigné son siège.

Et que l'Orateur émette son mandat au greffier de la couronne en Chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent Parlement, pour la division électorale de Québec-Est, en remplacement de C.-A.-P. Pelletier, écuyer, qui a résigné son siège.

Adopté.

Loi électorale

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de cette province et pour étudier le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport de quelque progrès, et demande la permission de siéger de nouveau en ledit comité aujourd'hui.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, Alphonse Guy comme notaire".

Bill intitulé: "Acte amendant l'acte sanctionné le 24 décembre de l'année 1872, intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie de chemin à lisses de Lévis et Kennébec".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Orphelinat de Saint-Hyacinthe".

Et aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Saint-Jean, et ses divers amendements", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation du Collège des Trois-Rivières," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Double mandat

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec".

Adopté.

Acte d'incorporation du Collège des Trois-Rivières

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation du collège des Trois-Rivières".

Adopté.

Acte d'incorporation de la ville de Saint-Jean

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Saint-Jean, et ses divers amendements".

Adopté.

Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terre-

bonne): Propose selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

M.S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Apuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "maintenant", jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instructions, lo de remettre la deuxième clause telle qu'elle était avant que ledit bill fut renvoyé à un comité de toute la Chambre la dernière fois; 2o d'amender ladite clause, en y insérant après le mot "omnibus" les mots suivants: "aussi bien que les chars de ladite compagnie du chemin de fer des passagers de Montréal", et de retrancher les mots, "conditions et charges" de telle manière que ladite motion se lise comme suit: Lesdits omnibus, ainsi que ledit chemin de fer des passagers seront néanmoins sujets aux règlements que le conseil de ladite cité et desdites municipalités, dans les limites desquelles lesdits omnibus et lesdits chars de ladite compagnie du chemin de fer de passagers passeront, ou les syndics des chemins à barrières de Montréal, pourront faire et décréter par un vote de la majorité du nombre total de tous les membres desdits conseils", soient mis à la place.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Contended that there was no cause for delaying the third reading of the Bill; he was not interested in it. The bill had been handed over to him by Honourable Mr. Holton, and had been put off from day to day since Thursday last and he would press it. If the Private Bills Committee wanted to insert the clauses in question in the Montreal Corporation Bill they had a perfect right to do it, but if they thought the powers sought by the Corporation should not be granted then it was unlikely the House would be disposed to give them some power, because they would be inserted in this bill.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Suggère que la Chambre se forme maintenant en comité général.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa

Le comité général formé pour étudier le bill pour incorporer la compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa fait rapport.

M. E. B. EDDY (Ottawa): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Association des dentistes de la province

M. W. J. McGAUVREAN (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'Association des dentistes de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que cette Chambre se formera de nouveau en ledit comité demain.

Incorporation de Salaberry

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la ville de Salaberry.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal

M.S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Apuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, demandant que le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal soit renvoyé à cette Chambre, pour corriger une erreur commise en l'amendant en comité général.

Adopté.

Il est ordonné que M. Bellingham porte ledit message au Conseil législatif.

Limites de la paroisse Saint-Basile-le-Grand

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour faire disparaître toute incertitude concernant les limites de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Propose la troisième lecture du dit bill.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer
de la vallée des rivières
Missisquoi et Noire

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire.
Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer
de jonction de Missisquoi

Il est ordonné que le bill pour amender l'acte 32 Vict., chap. 59, incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi, et autorisant la dite compagnie à se fusionner avec la Compagnie du chemin de fer de Montréal Chambly et Sorel, et pour d'autres fins, soit imprimé tel qu'amendé.

Compagnie du chemin de fer
de Waterloo et Magog

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Waterloo et Magog.
Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

1. Qu'une somme n'excédant pas dix mille

piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles communes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, Bishop's College, Lennoxville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Chambre des arts et manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour fournir du grain de semence aux colons sur les terres de la couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour préparer des bâtiments destinés aux aliénés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution des sourds-muets catholiques, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des dames protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Paulin, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Adopté.

Résolutions à rapporter.

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

La Chambre s'ajourne à minuit et demi.

Séance du 21 janvier 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures trente.

Résignations

L'ORATEUR: Informe la Chambre qu'aujourd'hui même il a reçu la résignation de l'honorable Théodore Robitaille, représentant de la division électorale de Bonaventure, ainsi que celle de Wilfrid Laurier, écuyer, représentant de la division électorale de Drummond et Arthabaska, lesquelles sont respectivement lues comme suit:

Québec, 7 janvier 1874

A l'honorable Joseph-Goderic Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec

Monsieur,

Je, l'honorable Théodore Robitaille, du township de Cox, écuyer, membre de l'Assemblée législative de la province de Québec, représentant la division électorale de Bonaventure, déclare, par les présentes, que c'est mon intention de résigner mon siège, et qu'en conséquence, je résigne mon siège comme tel membre pour la division électorale de Bonaventure.

En foi de quoi, mon seing et sceaux, à Québec, ce septième jour de janvier, mil huit cent soixante-quatorze.

(L.S.) Théodore Robitaille

Signé et scellé en présence de
L. Archambault, de la cité de Québec, et
L.-A. Robitaille, de la cité de Québec

Arthabaskaville, 19 janvier 1874

A l'honorable Joseph-Goderic Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je résigne mon siège comme membre de l'Assemblée législative, pour les comtés de Drummond et Arthabaska.

J'ai l'honneur d'être,
avec une haute considération,
votre dévoué serviteur
(L.S.) Wilfrid Laurier

E. Drouin,
Ernest Pacaud Témoins

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), propose que M. l'Orateur émette son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent Parlement, pour la division électorale de Bonaventure, en remplacement de l'honorable Théodore Robitaille, qui a résigné son siège, et que M.

l'Orateur émette son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent Parlement, pour la division électorale de Drummond et Arthabaska, en remplacement de Wilfrid Laurier, écuyer, qui a résigné son siège. Adopté.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. David, la pétition de L. Marchand et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Mailloux, deux pétitions du révérend J.-M. Moreau et autres, du township de Whitworth, la pétition de A. Desgagnier et autres, du township de Bégon, la pétition de Louis Clermont et autres, du township de Denonville, la pétition d'Antoine Mailloux et autres, du township de Viger, et la pétition de Jean Lebel et autres, de Saint-Honoré d'Armand, toutes du comté de Témiscouata.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue:

De MM. Martineau et Thibaudeau et autres, de la cité de Québec, demandant que certaines clauses de l'acte amendant l'acte des licences ne soient pas abrogées.

Rapport de comités

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait des amendements, qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer la ville de "Fraser-Ville".

Bill pour incorporer la ville de "Longueuil".

Bill pour autoriser les commissaires d'école de la ville d'Iberville à prélever une certaine somme pour l'érection d'une maison d'éducation commerciale supérieure.

Votre comité a aussi examiné le bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, Edouard Bégin à la pratique du notariat, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Lecture de pétitions:

Il est ordonné que la pétition de L. Marchand et autres, de la cité de Montréal, présentée aujourd'hui, demandant que la clause 237 du bill pour reviser et refondre la charte de la cité de Montréal ne devienne pas loi, soit maintenant reçue et lue.

Avis de proposition:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Donne avis qu'il présentera vendredi les résolutions sur lesquelles doit être basé le bill établissant la nouvelle politique du gouverne-

ment, pour favoriser la construction des chemins de fer.

Subsides

Le comité des subsides fait rapport des résolutions adoptées hier.

La première et les suivantes, jusqu'à la quatrième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La cinquième résolution, étant lue une seconde fois:

5. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour préparer des bâtiments destinés aux aliénés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

La question étant proposée que cette Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "il est désirable qu'avant que cette somme soit votée, le gouvernement fasse connaître à cette Chambre d'une manière précise comment et où devra être employée cette somme" soient mis à la place.

Il regrette que le gouvernement vienne demander l'appropriation d'une somme considérable sans dire de quelle façon il entend la dépenser. Il pense que la ville de Saint-Jean a toujours été fort maltraitée et qu'on aurait parfaitement pu y laisser l'Asile d'aliénés, qu'il est question de transporter à Chambly. Pour prouver la mauvaise volonté du gouvernement, il parle de l'ancien shérif qui a laissé à sa mort un déficit considérable. Il devait \$1100 au fonds des jurés, \$600 de timbres, \$100 à la Gazette officielle et là ne se bornait pas son passif.

Qu'a fait le gouvernement? Loin de combler les défalcations dont il était responsable, il s'est porté comme créancier privilégié et a maintenu ses réclamations malgré toutes les protestations. Peut-être que si la ville de Saint-Jean avait été représentée par un député de la droite, le gouvernement se serait montré moins sévère.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le nombre des aliénations augmente dans de telles proportions que les asiles qui existent sont insuffisants. Le gouvernement a été obligé de faire transporter à Saint-Ferdinand d'Halifax et dans diverses institutions de charité grand nombre des aliénés de Beauport et il lui a paru indispensable de s'assurer un asile plus grand que celui de Saint-Jean qui ne remplit pas toutes les conditions requises pour une maison de santé et qui est si mal disposé qu'on est obligé d'y entretenir un personnel aussi considérable que celui de Beauport, comme le constate le rapport du Dr Howard. Le gouvernement a demandé verbalement au cabinet d'Ottawa

l'usage des casernes de Saint-Jean, mais il a éprouvé un refus et on lui a offert les casernes de Chambly. Comme l'a dit l'honorable trésorier, il nous est impossible de donner le coût des réparations et nous ne pouvons même dire d'une façon certaine que l'asile sera établi à Chambly. Le gouvernement n'a aucun mauvais vouloir pour la ville de Saint-Jean et ce serait lui supposer des vues bien étroites que de penser qu'il veut nuire à une ville parce qu'elle est représentée par un député de l'Opposition. Quant au shérif Desrivières auquel a fait allusion le député d'Iberville, il n'avait pas été nommé par le gouvernement de Québec et si nous sommes intervenus pour faire valoir nos créances, c'est parce que nous y étions obligés par notre devoir comme gardien des intérêts de la province.

L'Opposition n'aurait pas manqué de nous faire des reproches si nous avions agi autrement.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Déclare qu'il vote contre la résolution; il pense que dans cette occasion, le gouvernement a paru animé du désir de prendre les intérêts de la province. Quoique Chambly offre de grands avantages pour l'établissement d'un asile, ses habitants qui tiennent leur prospérité des manufactures n'en ont aucun besoin et n'insisteront pas auprès du gouvernement.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Quand il s'est agi d'obtenir les casernes de Saint-Jean pour y établir un asile, l'honorable trésorier en a fait la demande verbalement à M. Langevin alors commissaire des Travaux publics. Mais vers le même temps, un des membres du gouvernement n'a-t-il pas fait une demande officielle et écrite pour transformer les casernes en école de réforme?

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Nous n'avons pas fait de demande de ce genre; il est vrai que par nos ordres, M. l'ingénieur Gauvreau a visité les casernes de Chambly et de Saint-Jean pour voir si elles conviendraient pour une prison de réforme, mais je ne crois pas que le gouvernement ait fait aucune démarche auprès des ministres fédéraux.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): La demande s'est faite et j'en ai les preuves, mais je veux établir la différence qui existe entre une demande adressée avec le désir de ne pas recevoir et une autre à laquelle on veut qu'il soit fait droit. Pourquoi dans un cas a-t-on fait une demande officielle et dans l'autre une simple démarche verbale?

Quoi qu'il en soit, le gouvernement demande une somme de \$20,000 sans expliquer aucunement de quelle façon il entend la dépenser. Il ne donne que des indications vagues, déclare ne savoir même pas si les casernes seront réparées, en un mot ne donne pas des explications assez précises pour que la Chambre puisse donner un vote relatif.

Quand il s'agit d'une dépense nécessaire, on retranche autant que possible, ce qui n'empêche pas le gouvernement de nous demander une somme dont il ne peut justifier l'emploi.

Quant aux explications de l'honorable premier ministre relativement au shérif de Saint-Jean, elles sont loin de me satisfaire. Le gouvernement était d'autant plus responsable de cet employé qu'il n'a jamais exigé de lui des comptes exacts et qu'il l'a laissé s'endetter sans intervenir aucunement. Il s'est présenté dans cette faillite des choses bien tristes.

Un jeune homme avait déposé entre les mains du shérif toutes ses économies; une somme de près de \$3,000 pour l'achat d'une propriété.

Le marché fut rompu et lorsqu'il voulut retirer son argent, le dépôt se trouvait englobé dans la faillite et il s'est trouvé au rang de simple créancier, obligé d'accepter sa part d'un faible dividende. La faute en est au gouvernement qui aurait dû s'assurer la fidélité de son employé; c'est lui seul qui devrait en souffrir.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Ne voit dans les remarques de MM. Molleur et Marchand qu'une opposition systématique. Il parle longuement des services rendus aux écoles de réforme par les Frères de la Miséricorde. Il serait heureux si on leur confiait la direction de l'Asile de Chambly.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, que la Chambre concoure avec le comité dans la cinquième résolution, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

La sixième résolution et les suivantes, jusqu'à la dixième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Interpellations:

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande à la Chambre de consentir qu'il n'y ait pas de séance du soir afin de permettre aux ministres d'assister à une réunion du conseil exécutif.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Pense que la Chambre n'y verra aucun obstacle. J'espère que cette réunion aidera à expédier plus rapidement les affaires.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande quand le gouvernement a l'intention de proroger la Chambre.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que le gouvernement désire proroger la Chambre promptement, mais qu'il ne peut pour l'instant en révéler la date.

Voies et moyens

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides accordés à Sa Majesté.

Adopté.

En comité :

Résolu, que pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté, la somme de deux cent trente-deux mille cinq cent cinquante piastres, (\$232,550.00) pour couvrir les dépenses durant la présente année fiscale, ainsi que la somme d'un million six cent cinquante mille cinq cent treize piastres (\$1,650,513.00) pour l'année fiscale finissant au 30 juin 1875, soient accordées à même le fonds consolidé du revenu de cette province.

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution. Il est ordonné que le rapport soit maintenant reçu.

Le comité fait rapport de la résolution qui est lue deux fois.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour octroyer à sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil pour les années fiscales expirant le 30 juin 1874, et le trente juin 1875, et pour d'autres fins du ressort du service public.

Accordé.

Code municipal

M.P.-S. GENDRON (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender certains articles du code municipal pour y ajouter certaines dispositions.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité spécial, composé de l'honorable M. Ouimet, M. Daigle, M. Houde, M. Brigham, M. Mailloux, M. Marchand et M. Robert, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Limites du village de Sainte-Thérèse-de-Blainville

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour étendre les limites du village de Sainte-Thérèse-de-Blainville.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture dudit bill.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer
de colonisation de Montréal
et des Laurentides

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montréal et des Laurentides.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture dudit bill.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ledit bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte d'incorporation de la ville de Nicolet

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Nicolet.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte d'incorporation de la ville de Saint-Jean

Les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Saint-Jean," et ses divers amendements, sont, selon l'ordre du jour, lus une seconde fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Démission de l'honorable H. Langevin

L'HONORABLE H. LANGEVIN (Québec-

Centre): Se lève de son siège et déclare à la Chambre qu'il résigne son siège comme représentant de la division électorale de Québec-Centre, dans l'Assemblée législative de la province de Québec.

Démission de l'honorable J.-E. Cauchon

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Se lève de son siège et déclare à la Chambre qu'il résigne son siège comme représentant de la division électorale de Montmorency, dans l'Assemblée législative de la province de Québec.

Compagnie de bienfaisance
mutuelle du service civil de Québec

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie de bienfaisance mutuelle du service civil de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Propose la troisième lecture dudit bill.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Brefs d'élections

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J. G. Robertson), propose que M. l'Orateur émette son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent Parlement, pour la division électorale de Québec-Centre, en remplacement de l'honorable H.-L. Langevin, C.B., qui a résigné son siège.

Que M. l'Orateur émette son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent Parlement, pour la division électorale de Montmorency, en remplacement de l'honorable Joseph Cauchon qui a résigné son siège.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 22 janvier 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et trente.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues.

De J. Louis David, du Sault-au-Recollet; demandant de l'aide pour un hospice dans ladite paroisse.

De James McClintock et autres, du township de Cranbourne; demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township.

De Peter Lyons et autres et de Thomas Walsh et autres; demandant respectivement de l'aide pour des chemins dans le township de Frampton, comté de Dorchester.

Rapport de comités:

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés:

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait des amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour réviser et consolider la charte de la cité de Montréal et les différents actes qui l'amendent.

Bill pour amender les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement:

Bill pour incorporer la Société de bienfaisance mutuelle de sainte Anne de Saint-Joseph de Lévis.

Bill pour diviser la municipalité des Iles-de-la-Magdeleine en trois municipalités séparées.

Message du Conseil législatif :

Le Conseil législatif rapporte le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal", tel que demandé par l'Assemblée législative, dans son message d'hier.

De plus, le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement.

Bill, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie industrielle et agricole de Lotbinière".

Bill, intitulé: "Acte amendant de nouveau l'acte incorporant la Compagnie d'emmagasina-ge de Montréal".

Bill, intitulé: "Actes pour ajouter certaines dispositions au code de procédure civile, au sujet des brefs de saisie-arêt, émis par la cour des Commissaires".

De plus, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie

des consommateurs de gaz de la cité et du district de Montréal", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et de plus le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour remédier aux pertes causées par l'incendie du palais de justice de Québec", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Amendements du Conseil législatif :

Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et du district de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et du district de Montréal."

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté les amendements.

Incendie du palais de justice de Québec

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour remédier aux pertes causées par l'incendie du palais de justice de Québec."

Ledit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte des chemins de fer de Québec, 1869.

Accordé.

Documents:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Présente, conformément à une adresse de l'Assemblée législative: Réponse à une adresse datée le 19 décembre 1873, demandant copie de la correspondance échangée entre le département des Terres de la couronne et la corporation de Lévis, au sujet d'un certain lot de grève octroyé par lettres-patentes en date du 17 mars 1873, à C.-W. Carrier, écuyer. (Documents de la session, no 22).

Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propo-

se, appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), que l'entrée dans les journaux de cette Chambre de mardi dernier, concernant la passation du bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal, soit maintenant lue;

Adopté.

Et cette entrée étant lue,

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose que ladite entrée soit déclarée nulle et de nulle valeur.

Adopté.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Adopté.

Le comité, après avoir étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

Message du lieutenant-gouverneur :

L'HONORABLE J.-G. ROBERTSON (Sherbrooke): Remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit:

Ed. Caron,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative un acte amendant l'acte des licences de Québec, en conformité des dispositions de la 54^e clause de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867.

Hôtel du gouvernement,

Québec, 10 janvier 1874

Acte des licences

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Fait rapport à la Chambre que le comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'Acte des licences a passé deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit:

1. Résolu: qu'il sera payé à l'officier du revenu par toute personne qui se munit d'une des licences ci-après mentionnées, les droits suivants, savoir:

1. Pour chaque licence pour tenir une auberge, hôtel ou taverne, ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler de l'eau-de-vie, du rhum, whisky, ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées.

la somme de soixante piastres dans les limites municipales d'une cité, sauf les cités de Québec et de Montréal, et cent vingt-cinq piastres dans les limites de ladite cité de Montréal, et quatre-vingt-dix piastres dans les limites de ladite cité de Québec; la somme de cinquante piastres dans les limites municipales d'une ville constituée en corporation; la somme de quarante-cinq piastres dans toute section organisée de la province en dehors de telle cité ou ville, et la somme de vingt-cinq piastres dans tout territoire non organisé en dehors des limites d'une municipalité.

Et si les deniers, destinés par l'acte treizième et quatorzième Victoria, chapitre quatre-vingt-quatorze à défrayer le coût de la nouvelle cour de Justice de Montréal, produisent, en aucun temps, moins que le montant qu'ils produisaient à l'époque où ce fonds a été ainsi affecté, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra augmenter les taux du droit à payer pour toute licence pour tenir une auberge, taverne, ou autre lieu ou place d'entretien public, pour détailler des liqueurs spiritueuses, vineuses ou fermentées dans le comté et la cité de Montréal, jusqu'à un montant n'excédant pas en totalité la somme de cent cinquante piastres pour chaque licence.

2. Pour chaque licence pour tenir une auberge, taverne ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whisky, ou autres liqueurs spiritueuses, dans toute section organisée de cette province, la somme de vingt-cinq piastres, et, dans tout territoire non organisé en dehors des limites d'une municipalité, la somme de vingt-deux piastres.

3. Pour chaque licence pour vendre ou détailler dans une boutique ou magasin de l'eau-de-vie, du rhum, whisky ou autres liqueurs spiritueuses, et du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, en quantité de pas moins de trois demiards à la fois, dans toute section organisée de cette province, la somme de trente piastres.

4. Pour chaque licence pour détailler à bord d'un bateau à vapeur ou autre bâtiment de l'eau-de-vie, du rhum, whisky ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, la somme de quarante-cinq piastres.

5. Pour chaque licence pour détailler à bord d'un bateau à vapeur ou autre bâtiment du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whisky ou autres liqueurs spiritueuses, la somme de vingt-cinq piastres.

6. Pour chaque licence pour la vente en gros de liqueurs spiritueuses, la somme de cent piastres.

2. Résolu: que la somme de dix piastres sera payable à la corporation de la cité de Montréal pour toute confirmation de certificat pour obtenir une licence pour la vente des liqueurs

spiritueuses, vineuses ou fermentées, dans les limites de cette cité.

M. F. DAVID (Montréal-Est): S'oppose fortement à ces résolutions.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'en augmentant le prix des licences le trésorier prend un bien mauvais moyen pour réprimer l'ivrognerie, car la taxe n'effrayera pas les aubergistes bien décidés à ne pas abandonner leur métier et ils sauront rentrer dans leurs déboursés, soit en falsifiant les liqueurs, soit en élevant le prix des consommations.

L'honorable trésorier est sans doute de bonne foi, lorsqu'il dit qu'il veut abolir ou, du moins, diminuer l'usage des boissons alcooliques, mais, s'il parvient par sa mesure à remplir le coffre de la province, il n'empêchera pas les verres de se vider. De plus, l'impôt qui pèsera sur les aubergistes empêchera les municipalités de les taxer trop fortement et elles seront obligées d'aller chercher ailleurs de l'argent pour couvrir les dépenses.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): On s'efforce aujourd'hui, dans tous les États de l'Europe, de trouver des moyens pour réduire, sinon pour supprimer le trafic des alcools; nous devons suivre le mouvement qui agite le monde et, pour cela, la marche la plus sûre est d'augmenter le prix des licences.

Pour diminuer le mal, on a d'abord restreint le débit des alcools en n'accordant des licences qu'à certaines personnes remplissant les conditions voulues. Plus tard, on a élevé le prix des licences, c'est ce moyen qui a produit les meilleurs résultats et qui est recommandé par toutes les sociétés de tempérance et les membres du clergé. On prétend que les auberges non licenciées se multiplieraient, mais on exercera une surveillance plus active; on établira des pénalités plus sévères et, de cette façon, la loi sera strictement observée.

M. E. LABERGE (Châteauguay): L'honorable premier ministre dit que les résolutions auront pour effet de diminuer le débit des boissons spiritueuses. Si le résultat était atteint, je n'hésiterais pas à les appuyer de mon vote, mais je pense que le prix des licences étant trop élevé bien peu en prendront. Le but que le gouvernement se propose serait atteint d'une façon plus sûre en augmentant les pénalités.

M. M. HOUE (Maskinongé): Pense que, s'il s'agit d'imposer des taxes directes, il vaut mieux les faire peser sur les alcools que sur les denrées alimentaires.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

Et le premier paragraphe de la première résolution étant lu une seconde fois et la question étant proposée, que cette Chambre concoure avec le comité dans ledit paragraphe.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sher-

brooke): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Oumet), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots "ledit paragraphe soit amendé en retranchant les mots "et si les deniers destinés par l'acte treizième et quatorzième Victoria, chapitre quatre-vingt-quatorze, à défrayer le coût de la nouvelle cour de Justice de Montréal, produisent, en aucun temps, moins que le montant qu'ils produisaient à l'époque où ce fonds a été ainsi affecté, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra augmenter les taux du droit à payer pour tenir une auberge, taverne, ou autre lieu ou place d'entretien public, pour détailler des liqueurs spiritueuses, vineuses et fermentées, dans le comté et la cité de Montréal, jusqu'à un montant n'excédant pas en totalité la somme de cent cinquante piastres pour chaque licence", soient mis à la place.

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bellerose, Brigham, Chapleau (sol. gén.), Eddy, Fortin, Gagnon, Garneau, Gérin, Houde, Irvine (proc. gén.), Lalonde, Larochelle, LaRoque, Locke, Lynch, Mailloux, Malhiot, McGauvan, Oumet, Peltier (L'Assomption), Picard, Robertson et Trudel 23

Contre: MM. Daigle, David, de Beaujeu, Dorion, Esinhart, Hearn, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Langelier, LeCavalier, Marchand, Molleur, Robert et Sylvestre 15

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,

il est résolu que cette Chambre concoure avec le comité dans ledit paragraphe, tel qu'amendé.

Et les second, troisième, quatrième et cinquième paragraphes de ladite résolution étant lus une seconde fois et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec le comité dans lesdits paragraphes, la Chambre se divise et ils sont adoptés sur la même division qui vient d'avoir lieu.

Et, le sixième paragraphe de ladite résolution étant lu une seconde fois,

Il est ordonné qu'il soit amendé en retranchant les mots "cent" et mettant à la place le mot "cinquante".

Ledit paragraphe, ainsi amendé, est alors adopté.

La seconde résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ligne de division
entre Grantham et Upton

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terre-

bonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour confirmer l'arpentage de la ligne de division entre les cantons de Grantham et Upton.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte des licences

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), la deuxième lecture du bill pour amender l'Acte des licences de Québec.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain; et les résolutions rapportées aujourd'hui du comité de toute la Chambre, concernant l'acte des licences, sont renvoyées audit comité.

Commissaires des incendies de Montréal et de Québec

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser les commissaires des incendies de Montréal et de Québec à se nommer des députés.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Continuation de certains actes

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés.

Adopté.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

36Vict. chap. 52, 53 et 59

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les actes de cette province, trente-six Victoria, chapitre 52, 53 et 59.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil pour les années fiscales expirant le trente juin 1874 et le trente de juin 1875, et pour d'autres fins du ressort du service public.

Adopté.

Interpellations:

Bill de l'instruction publique

M. W. W. LYNCH (Brome): Demande quelques explications au sujet du bill de l'Instruction publique qui est sur les ordres du jour.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Lui répond que le gouvernement n'a pas l'intention de pousser le bill à cette session parce qu'il n'est pas encore traduit, mais qu'il le fera distribuer afin de donner aux députés la facilité de l'étudier pendant la vacance.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'après avoir entendu le gouvernement protester si souvent que toutes les mesures étaient prêtes il est fort surpris de voir ce bill retardé sous un prétexte futile. Il pense que le nouveau ministère a hérité de toutes les habitudes de lenteur de l'ancien.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il ne veut pas hâter la passation de cette mesure afin de laisser à tous le loisir de l'étudier.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Pense que, si le ministère veut que la loi soit bien connue, il doit en faire une ample distribution aux députés.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demieAssociation des dentistes
de la province de Québec

L'HONORABLE J.W. McGAUVAN (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'association des dentistes de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. J.W. McGAUVAN (Montréal-Ouest): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer
de jonction de Missisquoi

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte 32 Victoria, chapitre 59, incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi et autorisant ladite Compagnie à se fusionner avec la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel et pour d'autres fins.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: Acte amendant l'Acte 32 Victoria, chapitre 59, incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi et amendant aussi l'Acte 35 Victoria, chapitre 29, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et autorisant la fusion desdites compagnies et pour d'autres fins.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Incorporation de la ville
de Rivière-du-Loup

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la ville de la Rivière-du-Loup.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: Acte pour incorporer la ville de Fraserville.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Incorporation de la ville de Longueuil

M. G. LAROCQUE (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la ville de Longueuil.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Maison d'éducation commerciale
supérieure à Iberville

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser les commissaires d'écoles de la ville d'Iberville à prélever une certaine somme pour l'érection d'une maison d'éducation commerciale supérieure.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Edouard Bégin

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires, à admettre, après examen, Edouard Bégin comme notaire.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Limites du comté de Beauce

M. C.H. POZER (Beauce): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour annexer une partie de Saint-Séverin au comté de Beauce, pour les fins d'enregistrement et autres.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Double mandat

Les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la législature de la province de Québec", sont, selon l'ordre du jour, lus une seconde fois.

Et, la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec le Conseil législatif dans lesdits amendements.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il est du devoir de la Chambre de persister dans la position qu'elle a prise et de compléter l'oeuvre de l'abolition du double mandat.

La Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour: MM. Brigham, Fortin, Garneau, Gérin, Irvine (proc. gén.), Lalonde, Locke, McGauvran, Ouimet, Pelletier (L'Assomption), Robertson et Trudel, 12

Contre: MM. Chapleau (soil, gén.), David, de Beau jeu, Dorion, Esinhart, Houde, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Langelier, Larochelle, LaRocque, LaRue, LeCavalier, Lynch, Mailloux, Malhiot, Marchand, Moleur, Picard, Robert, Roy, Sylvestre et Verreault 24

Ainsi, elle est résolue dans la négative.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. le procureur général Irvine, l'honorable M. le solliciteur général Chapleau, l'honorable M.

Laframboise, M. Langelier et M. Marchand, pour préparer les raisons à offrir au Conseil législatif, à une conférence, pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans lesdits amendements.

Acte d'incorporation du Collège des Trois-Rivières

Les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation du Collège des Trois-Rivières" sont, selon l'ordre du jour, lus une seconde fois;

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande que la Chambre ne concoure pas dans lesdits amendements.

Et, la question étant mise aux voix: que cette Chambre concoure avec le Conseil législatif dans lesdits amendements, elle est résolue dans la négative.

Il est résolu qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. Fortin, l'honorable M. Chapleau, l'honorable M. Trudel, M. Marchand, M. Langelier et M. Malhiot pour préparer les raisons à offrir au Conseil législatif, à une conférence, pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans lesdits amendements.

Ajournement

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J. G. Robertson), que, lorsque cette Chambre s'ajournera demain, elle soit ajournée jusqu'à samedi prochain, à trois heures de l'après-midi et que les ordres du jour du gouvernement aient préséance sur les autres ordres ce jour-là.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à dix heures et demie.

Séance du 23 janvier 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend J.-M. Moreau et autres, du township Whitworth, de A. Desgagner et autres, du township Begon, de Louis Clermont et autres, du township Denonville, de Antoine Mailloux et autres, du township Viger, et Jean Lebel et autres, du township Saint-Honoré d'Armand, toutes du comté de Témiscouata, demandant respectivement la remise des intérêts accrus sur leurs terres; aussi certains lots de terres gratis et un octroi pour l'achat de grains de semence.

Du révérend J.-M. Moreau et autres, du township Whitworth, demandant de l'aide pour un chemin.

Rapport de comités:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait des amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer l'association dite "la Congrégation des hommes de Notre-Dame des Trois-Rivières".

Bill pour incorporer "la Compagnie des omnibus et de transport de Montréal".

Bill pour incorporer "The Western Hospital of Montreal".

Votre comité a aussi examiné le bill pour incorporer "The Women's Hospital of Montreal" et a l'honneur d'en faire rapport, sans amendement.

Quant au bill pour changer le nom de McPherson Lemoyne en celui de John McPherson, votre comité trouve que les raisons apportées à l'appui du préambule ne sont pas suffisantes et que, conséquemment, le préambule de ce bill n'est pas prouvé.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité conjoint des impressions de la Législature. Voici le rapport:

Le comité conjoint des deux Chambres sur les impressions a l'honneur de présenter, comme son deuxième rapport, le rapport A de son sous-comité et le recommande à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné les documents suivants et recommande qu'ils ne soient pas imprimés.

No 14. Réponse à une adresse du 10 décembre 1873, un état des sommes appropriées pour les travaux de colonisation et de ponts.

No 16. Réponse à une adresse du 12 janvier 1874, correspondance échangée avec le gouvernement et l'honorable juge E. Taschereau, en 1872, au sujet de la tenue des cours dans le district de Chicoutimi et Saguenay.

No 19. Rapport de M. Legge, ingénieur, à la Compagnie du chemin de fer de colonisation du nord de Montréal, au sujet des routes entre Sainte-Thérèse et Grenville.

No 20. Réponse à une adresse au sujet de l'appointement des magistrats de district, les causes jugées, salaires, frais de voyage, au 1er décembre 1873, les amendes et pénalités imposées, les dates, comment il en a été disposé et à qui payées.

No 21. Réponse à une adresse, concernant l'enquête sur la conduite de C.-E. Belle, écuyer, agent d'immigration à Montréal.

Votre comité recommande encore que l'impression qui a été faite du document: Correspondance échangée avec le gouvernement fédéral relativement au transfert du terrain et des bâtisses de l'ancien couvent des Jésuites à Québec, connu sous le nom de Jesuits' Barracks, soit considérée suffisante.

A

Votre sous-comité a examiné les comptes d'impression pour une partie de l'année 1872, et pour l'année 1873, conformément au rapport de son greffier, ci-annexé, et y a trouvé l'exactitude habituelle.

Votre sous-comité a remarqué une très légère augmentation de dépenses pour les impressions de l'honorable Conseil législatif; mais il a pu se convaincre que cela doit être attribué aux prix un peu plus élevés payés maintenant aux imprimeurs.

Votre sous-comité a aussi examiné les documents suivants:

Nos 6 et 7. Rapports et états des institutions, etc.

No 10. Réponse à une adresse, demandant copies de toutes lettres adressées au gouvernement par le directeur de l'Asile catholique des sourds-muets de Montréal.

No 12. Réponse à une adresse relativement à l'organisation et à la constitution de la cour d'Appel.

No 13. Réponse à une adresse, demandant copie de la correspondance échangée entre A. Guay, écuyer, et le Conseil législatif.

No 14. Réponse à une adresse, demandant copie de la correspondance au sujet des casernes de Chambly.

No 15. Rapport de E. Casgrain, écuyer, N.P., sur l'exploration de la partie est du bloc "F", accordé à la Compagnie du chemin de fer de Gosford.

Votre sous-comité recommande que ces documents ne soient pas imprimés.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Présente à la Chambre le rapport du comité chargé d'étudier certains articles du code municipal et pour y ajouter certaines dispositions. Ce rapport se lit comme suit:

Votre comité, après avoir pris en considération le bill qui lui a été référé, croit devoir recommander à Votre Honorable Chambre qu'il ne devienne pas loi, attendu que, dans son opinion, il serait inexpédient d'amender en aucune manière cette année le code municipal de cette province. Adopté.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour incorporer la Compagnie du chemin à barrières de Terrebonne".

Bill intitulé: "Acte pour annexer une certaine partie du territoire du Saint-Maurice au district des Trois-Rivières, pour les fins judiciaires seulement".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Hôpital du Sacré-Coeur-de-Jésus à Québec".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Institution catholique des sourds et muets pour la province de Québec".

Bill intitulé: "Acte pour annexer au comté de Lotbinière, pour les fins électorales et autres, la partie de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Beaurivage qui est actuellement en-dehors dudit comté".

Bill intitulé: "Acte incorporant la Compagnie des omnibus de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction de Massawippi et du Grand-Tronc".

Aide aux chemins de fer

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J. G. Robertson), que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les chemins de fer.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Annonce alors à la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur, étant informé du sujet desdites résolutions, les recommande à la considération de la Chambre.

Pour répondre aux besoins commerciaux et généraux de la province, le gouvernement a résolu d'augmenter l'aide aux compagnies de chemin de fer existant dans la province. Sa position financière actuelle permet au gouvernement d'accroître ses subsides pour assurer le succès de ces entreprises. Dans son magnifique discours budgétaire, le trésorier l'a clairement démontré, et ses chiffres convaincront la Chambre que le gouvernement, sans alourdir la charge fiscale, est décidée à donner le plus de secours possible.

La Chambre comprendra sans doute l'importance des résolutions que j'ai l'honneur de

présenter aujourd'hui et qui contiennent l'exposé de la nouvelle politique du gouvernement. Elles inaugurent une ère de prospérité pour le pays et assureront sans aucun doute la construction de toutes lignes de chemin de fer projetées.

Se rendant aux représentations qui leur avaient été faites dans bien des circonstances, le gouvernement a cru devoir changer en subsides les octrois de terre accordés jusqu'ici, mais ne voulant pas trop altérer les finances de la province, il n'a pu satisfaire les exigences de toutes les compagnies et même a été obligé d'en oublier quelques-unes. Toutefois la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, quoique ne figurant pas dans ces résolutions, ne sera pas oubliée, le gouvernement lui accordera \$1,000 par mille pour cette année, ainsi qu'à la compagnie "South Eastern Junction Railway," et leur promet \$1,500 pour l'année prochaine.

De plus, le gouvernement sait de source certaine que plusieurs compagnies figurant dans la résolution no 1, ne rempliront pas les conditions exigées et perdront droit à l'octroi de \$2,000 par mille. Elles seront remplacées dans ce cas par le Chemin de Massawippi et d'autres compagnies de moindre importance.

Quant aux grandes compagnies qui doivent relier Québec à Aylmer par la rive nord, le gouvernement a cru devoir les favoriser à cause de leur grande importance et tout en leur laissant le bloc A de terre, leur partage une somme de \$2,000,090.

Le gouvernement n'a pas voulu déclarer que le bloc de terres et la subvention en espèces serait un boni en faveur des compagnies, mais bien un prêt à ces compagnies. Il a la plus grande confiance dans le succès de ces deux entreprises et croit que dans quelques années elles rapporteront de jolis bénéfices aux actionnaires. Cela ne peut manquer d'ajouter au crédit des compagnies; plus on aura de confiance dans ces entreprises, plus il sera facile pour les compagnies d'obtenir des fonds. Le gouvernement prendra les débentures des compagnies. Il ne peut pas y avoir d'injustice, si l'on considère attentivement la politique du gouvernement; les actionnaires seront d'abord payés sept pour cent sur leurs bons ou débentures, et les municipalités, recevant ensuite leur quote-part d'intérêt; on ne peut être que hautement satisfait de ces arrangements. Ensuite viendra le gouvernement, lorsque la province va jusqu'à saigner aussi largement sa caisse en faveur de grandes entreprises de chemins de fer, il est bien juste qu'elle veille à ses intérêts.

Les municipalités peuvent espérer bénéficier de l'entreprise plus que le gouvernement. Il me semble que le délai accordé par les résolutions est parfaitement suffisant.

Il mentionne le fait que \$1,000 par mille ont été souscrits en faveur du South Eastern, et espère que toutes les autres sommes d'argent votées par le gouvernement seront bien accueillies et par la Chambre et par le public.

Le gouvernement a confiance que sa politi-

que répondra aux besoins et avancera les intérêts du pays.

La Chambre se forme en comité.

En comité:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, on constatera, je l'espère, que la gauche dans la Chambre n'a pas fait d'opposition à la politique du gouvernement sur les chemins de fer; ce n'est pas non plus dans son intention d'en faire. Lors de l'exposé financier, j'ai déclaré au nom de mes amis que nous avions l'intention de ne faire aucune opposition factieuse à la nouvelle politique du gouvernement. Je renouvelle aujourd'hui ces assertions, et je veux qu'il soit bien compris que, quoique différant d'opinion sur quelques points, nous ne ferons rien pour retarder l'adoption de ces résolutions.

L'honorable premier ministre assure que toutes compagnies intéressées pourront mener à bien leur entreprise avec les moyens qui sont mis à leur disposition.

Quant à moi, je ne le crois pas, et le ton du discours prononcé par l'honorable trésorier, lors de son exposé financier, prouvait bien qu'il ne partageait pas l'opinion du chef du Cabinet.

Je le répète, je ne veux faire aucune opposition, mais je crois que la différence établie entre certaines lignes est injuste. Si j'avais pu aider le gouvernement dans sa politique sur les chemins de fer, je lui aurais donné un avis. Il a fait, dans mon opinion, une distinction injuste entre les différents chemins de fer. A ce sujet, l'honorable trésorier nous a dit que le chemin de fer de Lévis et Kennébec serait un débouché du Grand-Tronc.

Chacun peut examiner l'importance du chemin de fer à travers son comté, mais je crois qu'il n'y a pas dans cette Chambre un seul député qui ne soit prêt à déclarer que le chemin de fer de Lévis et Kennébec est important au même titre que celui de la rive nord, car il est destiné à être prolongé jusqu'à l'Atlantique, par la voie la plus courte du chemin du Pacifique.

Quiconque connaît la géographie de cette partie du pays, est d'avis que ce chemin est la voie la plus courte entre Québec et l'Atlantique. Il est donc malheureux que le gouvernement ait jugé à propos de le reléguer dans les classes inférieures de chemins de fer. Toute la Chambre est unanime à dire que ce chemin devrait être sur le même pied que le chemin du nord du Saint-Laurent. Le gouvernement aurait dû étudier davantage le pays que traversera cette voie ferrée, sa position géographique, la localisation du chemin, tous les avantages naturels dont est douée cette partie du pays.

On a maintenant, Monsieur l'Orateur, le chemin de fer au Lac Saint-Jean. Cette entreprise, quoique d'une importance immédiate moindre que le chemin de Lévis et Kennébec, offre néanmoins des avantages inappréciables et qui ont appelé depuis longtemps l'attention des

observateurs et des capitalistes. Il faut considérer que ce chemin une fois construit nous ouvrirait tout un nouveau pays, riche et extrêmement fertile. La région du Lac Saint-Jean, une des plus magnifiques nappes d'eau qui puisse se rencontrer, offre à ceux qui vont s'y établir un climat doux et salubre à raison des hautes montagnes qui l'environnent. Le printemps y arrive très à bonne heure, au moment même où nous sommes encore dans les glaces à Québec, et l'automne y finit très tard. Le gouvernement a eu tort de traiter ce chemin avec autant de négligence.

Je ferai remarquer, Monsieur l'Orateur, que les résolutions commencent par dire que le chemin de fer du Nord devra être complété, et la 8e résolution annonce qu'à chaque vingt-cinq milles faits du chemin, la compagnie pourra tirer sur la caisse publique. Le gouvernement aura la complaisance de nous expliquer cette obscurité. Je n'entends pas entrer dans les détails des résolutions et j'en laisse l'entière responsabilité au gouvernement.

M. L.-N. LAROCHELLE (Dorchester): Monsieur l'Orateur, je remercie l'honorable député qui vient de parler de la grande somme d'intérêt qu'il a manifesté à l'égard du chemin de Lévis et Kennébec. De fait, ce chemin est l'un des plus importants de la province. Ceux qui sont intéressés dans cette entreprise, ne sont pas, je l'avouerai bien, fort satisfaits de la politique du gouvernement. Certainement, ils ne peuvent manquer de lui être reconnaissant de ce qu'il a fait, en faveur de ce chemin, mais ce qu'il a fait n'est pas assurément proportionné à la valeur et à l'importance de l'entreprise. Les intéressés, connaissant depuis quelques jours la politique du gouvernement, n'ont pas cru devoir insister auprès de lui pour l'amener à modifier ses résolutions, si sûrs qu'ils sont que la Chambre est parfaitement convaincue des immenses avantages du chemin de Lévis et Kennébec.

En énumérant, Monsieur l'Orateur, quelques-uns des avantages de ce chemin, je dirai que la distance entre Québec et Portland par le Grand Tronc est de 317 milles, et par le chemin de Lévis et Kennébec de 256 milles. C'est la voie la plus courte entre Québec et les provinces Maritimes et aussi entre Boston et New York par les chemins de fer de Sherbrooke, des Cantons de l'Est et de Kennébec en voie de construction. Si donc ce chemin offre tant d'avantages, pourquoi le gouvernement ne serait-il pas disposé à lui accorder davantage? S'il fait tant de sacrifices pour les chemins de fer du nord du Saint-Laurent, que ne complète-t-il ces sacrifices? car, Monsieur l'Orateur, je maintiens que ces sacrifices ne sont pas complets tant qu'il n'aura pas été accordé une subvention plus considérable au chemin de Kennébec.

Un ministre a dit que le Saint-Laurent sera toujours un obstacle au trafic fait par ce chemin de fer. On peut avoir maintenant la navigation

du fleuve Saint-Laurent devant la ville, libre en tout temps de l'année. Aux Etats-Unis, pour traverser des cours d'eau semblables, on se sert de propulseurs à vapeur qui transportent des chars entiers, remplis de fret. Loin de moi l'idée d'être hostile à l'octroi fait au chemin de fer du Nord, au contraire, mais je prétends qu'il ne faut pas autant négliger le chemin de fer de Lévis et Kennébec. Les Américains eux-mêmes sont profondément convaincus de l'importance de ce chemin.

En 1872, un journal important de New-York, le *Stock Holder*, disait que le chemin de Kennébec était une des voies ferrées les plus importantes du Canada, en ce sens qu'elle accaparait une grande partie du trafic de l'ouest, et qu'en outre elle pourrait transporter le grain à 10 cents meilleur marché par minot. Après tout cela, je ne vois pas comment l'on ne serait pas disposé à accorder plus de faveurs à l'entreprise.

Le chemin de fer deviendrait une artère d'importation et d'exportation des plus avantageuses pour Québec et Lévis, et apporterait de grandes facilités au trafic. Depuis longtemps le Grand Tronc ne peut plus suffire au trafic. Québec, depuis à peu près sa fondation, a tiré son approvisionnement de la région située au sud, et le district de Beauce a été de tout temps celui qui a amené la plus grande somme de produits de tout genre sur nos marchés. Il y a aussi, Monsieur l'Orateur, dans cette partie du pays qui sera traversée par le chemin, 1,368 acres de terre arable qui ne sont pas encore en culture.

Le chemin une fois fait, on verrait certainement les émigrants se diriger en masse vers cet endroit pour s'y établir. Une compagnie française maintenant travaille à établir une grande colonie d'émigrés de l'Alsace et de la Lorraine; cinq cents familles doivent arriver en mai prochain et s'établir dans les townships de Metgermette, Linière, Jersey et Marlow; en ce moment la compagnie a donné le contrat de 350 maisons et de plusieurs moulins.

Si le gouvernement ne se hâte pas de venir au secours du chemin de Lévis et Kennébec dans une proportion suffisante, on verra les produits de la Beauce prendre la direction de Sherbrooke et de Montréal. Le chemin traversera une vallée très riche, habitée par une population très à l'aise, et coupée d'une quantité de magnifiques pouvoirs d'eau que l'on a déjà commencé à utiliser en y construisant des moulins, de grandes scieries. Tous ces ouvrages retiendront au pays des masses de gens. Si, l'an dernier, j'avais pu accorder de l'ouvrage, j'aurais pu retenir ici des milliers de jeunes gens, et même je dirai plus, j'ai reçu des lettres de pas moins vingt-cinq jeunes gens établis aux Etats-Unis et qui voudraient revenir au pays. J'observerai, Monsieur l'Orateur, que la Beauce qui s'étend jusqu'à la frontière, distance de 90 à 100 milles, n'a jamais reçu de nombreuses faveurs du gouvernement. Elle est maintenant en voie

d'avoir un chemin de fer; il y a 30 milles de terrassement de faits; toutes les traverses, au nombre de 110,000, sont en partie distribuées; tout le bois pour les ponts est prêt; les rails sont posés sur un parcours de 8 milles; nous avons trois engins, un pont en fer, et tout le bois pour les stations sont sous contrat, ainsi que 150 mille perches pour clôtures; 60 chars plate-formes; 4 chars de première et 4 de seconde classe. Lévis a souscrit \$50,000 en faveur du chemin de Kennébec; Saint-Anselme, \$20,000; Sainte-Hénédine, \$1,000, plus la voie; Sainte-Marie, \$6,000 plus une grande partie de la voie; Saint-François, \$8,000; Saint-Georges, \$10,000. Je demande à la Chambre si ce chemin-là n'est pas en opération, et s'il faut attendre à l'année prochaine pour lui accorder une subvention. Si le gouvernement ne peut pas donner de l'argent, qu'il devienne actionnaire de la compagnie et qu'il nous donne au moins \$5,000 par mille.

M. MOÏSE HOUDE (Maskinongé): Parle en faveur du chemin de la rive Nord.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Se déclare satisfait de l'aide promise par le gouvernement au chemin de fer de Chambly et Sorel.

Il dit que la Chambre de commerce de Montréal a reconnu publiquement la grande importance du chemin de fer de Chambly, Sorel et Montréal, et ajoute qu'il contrebalancera l'influence du Grand Tronc.

M. O. PELTIER (L'Assomption): Demande si le gouvernement a l'intention d'accorder de l'aide au chemin de fer des Laurentides.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Répond que le chemin de fer de colonisation ne tient pas à construire lui-même les embranchements entre Saint-Jérôme et Sainte-Thérèse et Saint-Lin, et qu'il passerait volontiers l'octroi reçu pour ces embranchements à la compagnie du chemin de fer des Laurentides.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Parle dans le même sens que le député de Terrebonne (l'honorable J.-A. Chapleau).

M. W. W. LYNCH (Brome): Said they had heard with great pleasure the remarks of the Member for Maskinongé, and he hoped that he would live long enough to see a North Shore Railway and the prosperity it would entail. He wished to approach this question — the vital one of the hour — from a provincial point of view, sinking every local prejudice. We must look to the prosperity of Ontario and the energy of that province in building railways, in which everybody took a great interest. But while we were as careful not to fall behind or to advance too rapidly, there was a limit beyond which we could not go. Whether we had a proposal to go to that limit at once in subsidizing the railways of the Province, the

financial statement of the Honourable Treasurer was a sufficient answer. The claims of the north shore of the St. Lawrence to special favours had been very strongly urged. He was perfectly willing that the two great lines of the north shore should be liberally subsidized, and while they were trunk lines, stretching in their ramifications from the Atlantic to the Pacific, there could be no wisdom in neglecting lines of development and progress. The Eastern Townships had for years past led the vanguard, and accomplished a herculean work in taking up and constructing railways which the Government had not felt inclined to support. He eulogized the great railway man of the Eastern Townships, Mr. A. B. Foster, who had done and who had risked all in railway enterprise, and successfully carried out enterprises now giving immense benefit to various counties. The men interested in these railways had gone into them vigorously, pledging their last dollar for their construction, and now all they asked was fair treatment at the hands of the Government, and a fair share of support from the public purse. The magnitude of some of the concerns was not well known by the general public. He could point to the South Eastern Counties Railway, which was one claiming as much attention as the North Shore. Already they had 40 miles in operation, and if the Government accorded a liberal subsidy, the whole 168 miles would be ready in a very short time; but the intention of the Government was to accord to the concern \$2,500 per mile. The Richelieu and Arthabaska branch was to be subsidized at the rate of \$1,000 per mile. He did not see the reason for the discrimination. Mr. Lynch then concluded with an earnest appeal for a handsome subsidy towards the carrying out of the railway enterprise.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said what the Province had promised was this, that all the means at the disposal of the Government for railway purposes were taken up in the grants made to the roads mentioned in the resolutions, including an aid of \$1,000 a mile to the South Eastern Railways and the Montreal Chambly Railway, but that as the railways included in the subsidy were required to do a certain amount of work within a year in default of which their claim to a subsidy would be forfeited, it was probable that some of those included in the subsidy would not fulfill the conditions, and that there would in this way be a sum again at the disposal of the Government for railway purposes next year, in this case they (the Government) considered that the South Eastern Railway and the Chambly and Montreal Railway would have the first claim for an amount sufficient to raise this subsidy to \$2,500 a mile. The Massawippi and Grand Trunk Junction Railway Company although not in the same category as the two last

mentioned were also entitled to a favourable consideration, and no doubt would be aided at some future time if the means of the Province would admit.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'il est probable que toutes les compagnies mentionnées dans la classe A ne seront pas en voie de construction en temps voulu pour avoir droit à l'octroi, et qu'alors le montant qui leur était réservé sera réparti entre différentes lignes. Cela établi, il est en mesure de promettre au chemin du Sud-Est \$1,500 par mille, pour l'année prochaine.

M. W. W. LYNCH (Brome): Se déclare satisfait de cette promesse du ministère.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): J'ai entendu l'honorable député de Brome dire qu'il était satisfait de ce que le gouvernement accorde au chemin de fer South Eastern. J'espère que l'honorable député aura lieu d'être satisfait jusqu'à la fin, et que le gouvernement tiendra l'année prochaine ce qu'il promet cette année. Je ne puis que corroborer ce qu'il a dit relativement à l'honorable M. Foster; ce monsieur a fait des sacrifices immenses pour ce chemin de fer. Il y a consacré sa fortune et son énergie, et on ne saurait proclamer trop haut les services qu'il a rendus à cette partie du pays. M. Foster a travaillé avec la plus grande énergie en faveur de ce chemin, mais je compte que les espérances de l'honorable député de Brome ne seront pas déçues. Cependant, j'avoue que je suis étonné qu'il se contente de l'octroi de \$1,000 par mille au lieu de \$2,500, comme ce devrait être. Si je parle ainsi, c'est que depuis que je suis dans la vie publique, j'ai vu tant de promesses faites qui n'ont jamais été remplies. Par exemple, l'année dernière le gouvernement promettait un comité sur les terres de la Couronne, et cette année il a éludé l'affaire et n'a pas rempli sa promesse.

Mais bien des changements peuvent se produire d'ici à l'année prochaine et comme les ministres ont établi le principe qu'ils ne sont pas responsables des promesses de leurs prédécesseurs, il est bien à craindre que la ligne du Sud-Est ne reçoive jamais cette augmentation de subside. J'espère que le gouvernement, s'il est encore debout l'année prochaine, se rappellera la promesse qu'il a faite cette année et que l'honorable député de Brome n'aura pas raison de lui retirer sa confiance. Pour moi, M. l'Orateur, je ne me sens pas autant de confiance dans cette promesse.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le comité se lève et rapporte progrès.

Adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau aujourd'hui.

Accordé.

Double mandat

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait rapport que le comité nommé pour préparer les raisons à offrir au Conseil législatif, à une conférence, pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans les amendements faits par leurs Honneurs au bill intitulé: "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec", a préparé, en conséquence, une raison, laquelle est lue comme suit: "Parce qu'il est de l'intérêt public que les membres de la Législature de cette province ne soient à l'avenir revêtus d'aucune autre fonction législative."

Ladite raison, étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix: Que cette Chambre concoure avec le comité dans ladite raison, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative. Il est résolu qu'une conférence avec le Conseil législatif est désirable, afin de lui communiquer la raison qui a induit cette Chambre à ne pas concourir dans les amendements faits par Leurs Honneurs au bill intitulé: "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec".

Il est ordonné que l'honorable M. le procureur général Irvine, l'honorable M. le solliciteur général Chapleau, l'honorable M. Laframboise, M. Langelier et M. Marchand se rendent au Conseil législatif et demandent ladite conférence.

Acte d'incorporation du Collège des Trois-Rivières

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Fait rapport que le comité spécial nommé pour préparer les raisons à offrir au Conseil législatif, à une conférence, pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans les amendements faits par Leurs Honneurs au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation du Collège des Trois-Rivières", a préparé une raison en conséquence, laquelle est lue comme suit:

Parce que dans l'opinion de cette Chambre, il n'est pas opportun d'exiger que les membres de la corporation du Séminaire des Trois-Rivières soient des sujets-nés ou naturalisés de Sa Majesté, qu'ils résident dans cette province, attendu que l'objet de ladite institution est l'éducation de la jeunesse.

Ladite raison, étant lue une seconde fois, est adoptée. Il est résolu qu'une conférence avec le Conseil législatif est désirable, afin de lui communiquer la raison qui a induit cette Chambre à ne pas concourir dans les amendements faits par leurs honneurs au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation du Collège des Trois-Rivières."

Il est ordonné que l'honorable M. le solliciteur général Chapleau, l'honorable M. Trudel et M. Malhiot se rendent au Conseil législatif et demandent ladite conférence.

Dépôt et lecture de pétitions:

Par M. David, la pétition de John McEnty-

re et autres, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Trudel, la pétition de François Normandin et autres, de la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan.

Par M. Larochelle, deux pétitions du révérend John W. Jenkins (bachelier-ès-arts, clerc de l'Eglise d'Angleterre), la pétition de Thomas Fitzgerald et autres et la pétition de John Brennan et autres, toutes du township de Frampton, et la pétition de James McClintock et autres, du township de Cranbourne.

Il est ordonné que la pétition de John McEntyre et autres, de la cité de Montréal, présentée aujourd'hui, et demandant que la clause 237 du bill pour reviser et refondre la charte de la cité de Montréal, ne devienne pas loi, soit maintenant reçue et lue.

Introduction de bills:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande la permission d'introduire un bill pour faciliter la tenue des comptes de cens et rentes dans les seigneuries. Accordé.

Aide aux chemins de fer

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les chemins de fer.

En comité:

M. W. W. LYNCH (Brome): He hoped the aid promised by the Government would produce for the country all the good effects desired. The vitality which had brought the South Eastern Counties Railroad so far was a large claim for assistance, which in the hour of its need, would be more valuable than a year hence. He could not but consider that the promise made was one which he could almost count with certainty that the balance would be allotted by Government. He hoped that all these lines would be built, but there were some which could not. He accepted, though unwillingly, believing that the line should have been subsidized like the others, but satisfied that the best under the circumstances had been done.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Parle en faveur du chemin de fer de Chambly, Montréal et Sorel, et de la politique du gouvernement envers ce chemin.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a fait quelque progrès, et demande la permission de siéger de nouveau aujourd'hui.

Accordé.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant le droit d'appel à la cour du banc de la Reine.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Compagnie du chemin de fer
à passagers de la cité de Montréal

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose que le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal soit renvoyé au comité de toute la Chambre sur le bill pour réviser et refondre la charte de ladite cité de Montréal.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Insisted that there should be no further discussion on this latter measure, or that there should be no disturbing of arrangements already made.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Ne partage pas cette opinion, et comme il a prévu la discussion de ce bill en même temps que celui de Montréal, il souhaite que son avis de motion d'hier soir sera suivi.

La proposition est adoptée.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour réviser et refondre la charte de la cité de Montréal, et le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

Adopté.

Le comité, après avoir étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

Aide aux chemins de fer

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les chemins de fer.

En comité:

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Congratulated the Premier upon his lucid and able exposé of the bold and vigorous railway policy of the Government. It was difficult for a Government with limits of resources to devise a policy of strength sufficient to please the whole country, yet the flattering reception given it shewed the Premier had the sentiment of the country with him. Had this country been under a one-man power, he would have devoted himself to opening up the back country. It is difficult to expect any European immigration to settle here, except the Scandinavian people, because the French, Spanish and Italian, as has been shewn in the United States, develop a tendency to go South. We have the advantage of having a population proud and enthusiastic

for this country, and who in striving for advantages would make good use of them. He did not see that \$2,500 a mile would be found enough for this road, yet he could not discover how with this limited means more could have been done. He held, with the Member for Dorchester, that the Lévis and Kennébec Railway is a work of the very greatest importance to the province of Quebec. He went on to speak at length of the cost of railways and the probable amounts of expenditure required. It is very true that the resolutions provide that the Government will appoint directors who will look after the interests of the Government, and see that the grant of lands and subsidy will only be spent as the work progresses; but up to this, those they appointed did not attend. He would cite the case of the Northern Colonization Railways. At one of their most important meetings, when the contract was given, there was not one of the Government directors present, and the result was that the contract was given by collusion at the price of \$29,782 per mile, when no less a man than Senator Foster offered to build it for \$25,000 per mile.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Je pense que l'honorable député a été mal renseigné et il me permettra de le corriger: le sénateur Foster n'a jamais présenté de soumission.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Would reaffirm his assertion and he knew his tender was thrown out for some informality for the purpose of giving it to the brother of one of the directors who resigned for the purpose of securing the contract to his brother, leaving on one side a very superior railroad builder with ample means at his disposal and offering the best securities. He was quite satisfied that the Government has not been aware of what was going on, but if their directors had been there they might have prevented such gross injustices.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Admitted that Senator Foster sent a tender but it could not be entertained, because it came after the time fixed for the reception of the tenders, and the directors had to deal with what they had received; out of the tenders they had there was no other acceptable, they found plenty of contractors who offered to build 10 miles of the road provided they received cash in payment, and the only really acceptable tender for building the whole road was the one they had signed. He asserted that the rule adopted by the Board was the only just and impartial one. It would be a very great injustice to the contractor, who had complied with all the requirements of the advertisements. As soon as one tender was opened, they had no right to look at any other, coming later. The Montreal Corporation had experienced the disadvantage of not adhering strictly to this rule. There was

another remark from the Honourable member that cannot be passed without a protest. The Honourable Member thought fit to throw a slur on the present contractor, Mr. Duncan A. Macdonald, as a railroad builder. He begged to inform him that Mr. Macdonald stands second to none as a builder of railways, and as a proof he could quote the report of the Commissioners of the Intercolonial, and of Sandford Fleming, the chief engineer. They showed that Mr. Macdonald was a contractor who executed his work in a first-class style and to the entire satisfaction of the Federal Government, and he was quite sure that no competent person would find fault with Mr. Macdonald as a railroad builder.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Demande pourquoi le site du dépôt a été changé à Montréal.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Dit qu'il ne donnerait pas le nom de tous ceux qui avaient voté pour ce changement, qu'il se contentait de déclarer que le juge Coursol et lui avaient été les seuls à s'y opposer. On a fait sans doute une grande injustice au village Saint-Jean-Baptiste et au quartier ouest, mais il pense que le mal n'est pas irréparable et qu'avec une somme relativement peu considérable on peut rectifier le tracé et faire partir la ligne de l'endroit primitivement choisi pour le dépôt.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): There are certain allegations the Honourable Member for Argenteuil has made use of that he felt bound to rectify. Senator Foster never tendered at all, and it was a few days after the contract was given that he met Mr. Macdonald and told him that he would have built the road for \$25,000. Mr. Macdonald answered that he could have it — that he would be quite satisfied with \$5,000 per mile profit, and there was nothing more said about it; it was Mr. Shanly who tendered and his tender came too late. Other tenders had been opened notwithstanding, as he knew it came from a very eminent railroad builder, who himself proposed that it should be opened. The question was put to the board and lost.

In answer to Mr. David, he would state that he quite agreed with him that it was a great misfortune the terminus had not been carried to the deep water terminus, but the directors decided that under the circumstances the deep water terminus would be too costly, and that was the reason they adopted the present depot; but if it can be changed and the line diverted towards the first depot, he would be most happy to help in such a consummation.

M. P. GARNEAU (Québec-Comté): Monsieur l'Orateur,

Je donne avec la plus grande satisfaction toute mon approbation à la politique de chemins de fer que le gouvernement annonce aujourd'hui par ses résolutions. Sans doute, le gouvernement n'a pas été capable de répondre

aux besoins ni aux exigences de toutes les compagnies de chemin de fer. Avant tout, le gouvernement a voulu assurer l'équilibre dans son budget, et personne ne peut le blâmer d'une aussi sage prévoyance. Cette ligne de conduite adoptée par le gouvernement, bien que momentanément elle ait pour effet de ne pas donner tout ce dont certaines compagnies ont besoin, assure pourtant à ces mêmes compagnies dans l'avenir des secours dont elles bénéficieront davantage peut-être. Le crédit bien établi de la province est la plus sûre garantie du crédit des compagnies sur le marché monétaire.

Je félicite le gouvernement, je félicite le pays du fait que, par la politique actuelle, le chemin de fer du Nord et celui du Nord de Montréal, formant le Grand Tronc du Nord, qui avant longtemps servira à relier les communications entre les deux océans, seront certainement construits. Il reste à peine quelques légers détails et aujourd'hui on peut prédire quel jour le premier convoi quittera Québec pour Montréal. Québec depuis 20 ans l'attend, ce jour; depuis 20 ans Québec se montre disposé à faire des sacrifices qui dépassent même ses ressources pour obtenir ce chemin. Québec peut donc se dire que ses aspirations vont enfin se réaliser grâce à la politique libérale du gouvernement.

Il existe une autre compagnie de chemin de fer bien importante aussi, c'est celle de Lévis et Kennébec. Sans doute, elle n'a pas toute l'importance du Grand Tronc du Nord, mais, comme elle est le complément de l'autre, elle mérite la sérieuse attention de cette Chambre et du gouvernement. La voie du Kennébec nous rapproche des grands centres commerciaux des États-Unis; ainsi, par exemple, elle nous met à 80 milles plus proche de New York que toute autre ligne. Par le chemin de fer de Lévis et Kennébec, nous sommes à 230 milles plus près d'Halifax que par l'Intercolonial. On voit quel immense avantage en retireront nos importateurs, quand Halifax sera devenu notre port d'hiver après la construction de l'Intercolonial.

J'en appelle à tous les honorables membres de cette Chambre qui connaissent cette vaste, cette belle et riche vallée de la Rivière Chaudière, qui est si justement appelée la Beauce. Des habitants de cette contrée ont jusqu'à 100 et 130 milles à parcourir pour arriver au marché de Québec, pour y vendre les abondants produits de leurs fermes.

J'ai écouté avec le plus grand intérêt l'excellent discours de mon ami, M. Larochelle, le député de Dorchester grâce à l'énergie et aux talents duquel nous voyons se construire aujourd'hui cette importante voie de communication. Je concours dans tout ce qu'il a dit et je confirme tous ses avancés concernant la haute importance du chemin de fer de Lévis et Kennébec.

Il est une troisième compagnie de chemin de fer dont je tiens spécialement à parler, c'est celle de Québec au Lac-Saint-Jean. Je regrette de le dire, le Saguenay, la belle et riche vallée du Saguenay, est trop peu connue et trop peu

appréciée par cette honorable Chambre, du moins jusqu'à ces derniers temps. Je dois ici rendre hommage à un journal de cette ville, *Le Canadien*, qui, depuis plus d'un an, n'a cessé de s'occuper à faire connaître la richesse, l'étendue et la fertilité de cette contrée et qui, par des écrits savamment élaborés, est enfin parvenu à faire comprendre la nécessité d'ouvrir un débouché aux produits des colons du Lac-Saint-Jean.

La nécessité d'un chemin de fer au Lac-Saint-Jean est aujourd'hui comprise et admise de toutes parts. On sait, Monsieur l'Orateur, que la vallée dont je parle est capable de contenir 400,000 âmes qui, grâce à la fertilité du sol, à la douceur relative du climat, vivront tout autant dans l'aise que nos plus riches habitants des vieilles paroisses. C'est assez dire que c'est là qu'on doit coloniser, c'est là qu'on obtiendra les résultats les plus sensibles des sommes si considérables votées chaque année pour venir en aide à la colonisation. Pour arriver à ce but, le chemin de fer de Québec au Lac-Saint-Jean est d'une indispensable nécessité pour y conserver les colons qui y sont déjà rendus et pour en déterminer d'autres à s'y établir.

La première section de ce chemin, qui se termine à 45 milles de Québec, rencontre à Saint-Raymond les nouveaux établissements de townships qui sont arrosés par les eaux des rivières Sainte-Anne et Batiscan. Cette population de laborieux colons, qui s'y trouvent déjà établis, verrait son nombre s'accroître avec les facilités des communications.

On dit que, sur un long parcours de la ligne projeté, les terres et les bois ne valent rien. Pour ma part, je crois que c'est une exagération. Je crois qu'après des nombreux lacs et rivières que traversera le chemin il se rencontrera des vallons assez étendus de belles et bonnes terres. Quant au bois, je suis sûr que, maintenant qu'on exploite certaines qualités qu'on dédaignait il n'y a pas encore bien longtemps, comme la pruche, l'épinette, le cèdre, je suis sûr, dis-je, que dans la chaîne des Laurentides il s'en trouve de telles quantités, sans compter le merisier, que l'exploitation de ces bois serait une source de revenus pour les marchands de bois et pour le chemin de fer qui le transporterait rond ou scié dans les moulins qu'on ne manquerait pas de bâtir sur les magnifiques pouvoirs d'eau qui se rencontrent partout dans ces endroits. Toutes ces richesses seront perdues sans la construction d'un chemin de fer.

Je dois attirer l'attention du gouvernement sur un fait très important. La Compagnie du Gosford, chacun le sait, s'est imposé d'immenses sacrifices pour résoudre le problème des chemins à lisses de bois. Elle est la première qui se soit organisée dans le pays. Les citoyens de Québec se sont imposé d'énormes sacrifices pour construire ce chemin. Une somme de \$130,000 a été souscrite à Québec, et a été dépensée avec les \$45,000 libéralement données

par le gouvernement, plus \$160,000 de débentures émises par la compagnie. Plusieurs autres compagnies avaient les yeux sur celle de Gosford et attendaient le résultat de nos sacrifices et de notre expérience. Il est établi aujourd'hui que les chemins à lisses de bois ne convenaient pas à notre climat. Or, c'est la Compagnie du Gosford qui a établi ce fait à ses dépens. La Chambre et le pays, j'espère, tiendront compte à cette compagnie de ses sacrifices, car notre expérience a certainement empêché la mise en exécution dans les autres parties du pays des nombreuses chartes de chemins à lisses de bois que cette Chambre a accordées depuis 1867. Sous une autre forme, c'est dire que la Compagnie du Gosford a sauvé au pays la dépense de plusieurs centaines de milliers de piastres qui sans elle eussent été inutilement dépensées, soit par le gouvernement en bons de \$1710 par mille, soit par les capitalistes.

La Compagnie du Gosford, aujourd'hui la Compagnie du chemin de fer de Québec au Lac-Saint-Jean, a donc droit d'attendre du gouvernement une protection toute spéciale; je dirai plus, elle a droit à toute la reconnaissance du gouvernement.

Je suis en position de déclarer, comme il a déjà été dit dans la presse, que si le gouvernement veut donner à la compagnie de ce chemin de fer un boni de \$5,000 à prendre sur les allocations des chemins qui ne profiteraient pas de la politique du gouvernement, il se trouve à Québec même des capitalistes qui construiront toute la ligne jusqu'au Lac-Saint-Jean et, sur cette seule promesse, la première section de 45 milles de Québec à Saint-Raymond sera en pleine opération en novembre prochain. Une fois là, je ne doute pas que, l'élan étant donné, on reconnaîtra plus que jamais et plus universellement la nécessité de nous rendre au Lac-Saint-Jean.

Je terminerai en suggérant au gouvernement et à cette Chambre d'examiner attentivement le système français en vigueur sous l'empire, pour favoriser la construction des chemins; on sait que ce système consistait à garantir soit les bons des compagnies, soit l'intérêt de ces bons et que ce système a produit les plus heureux résultats.

Un fait que je veux mentionner aussi est que le chemin de Québec au Lac-Saint-Jean, une fois construit et construit avec l'aide libérale que nous comptons avoir du gouvernement, nous verrons presque immédiatement après un embranchement partir du point le plus rapproché du territoire du Saint-Maurice, et se diriger vers un point donné des eaux navigables de cette grande et belle rivière.

Alors, cette vaste et fertile zone qui s'étend depuis l'extrémité Est du Lac-Saint-Jean jusqu'à la tête du Saint-Maurice et, de là, se dirige vers le haut de l'Ottawa sera véritablement ouverte à la colonisation, aux capitaux et à l'exploitation des hommes. Cette contrée appartient à notre race et c'est elle qui la colonisera, et, au lieu de gagner les États-Unis, elle se dirigera vers ces

contrées pour commencer une population qui dans 25 ans nous aidera à contrebalancer le nombre, la richesse et l'influence de la province de l'Ontario.

C'est aujourd'hui, Monsieur l'Orateur, le temps ou jamais de dire: "All aboard for the North".

M. F. DAVID (Montréal-Est): Hoped that it was not actually in consideration that the terminus of the North Shore Railway was to be at Ste. Thérèse, and not in the City of Montreal. He could not vote for any project which would take the line to Ste Thérèse and not by Bout-de-l'Isle. If Montreal was to be thus ignored, the Corporation of Montreal would thus spend its million for the sole purpose of ruining herself. He agreed that they should have an understanding that the terminus should be made at Montreal and nowhere else.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said the clause said the point was one to be determined by the Lieutenant-Governor in Council. The million was voted on condition that the station should be at Mile End.

M. F. DAVID (Montréal-Est): C'est une question vitale que le terminus soit à Hochelaga.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said that any engineer would say that the cheaper route would be to bring the line by way of Mile End, and save at least one expensive bridge. As to the ruin of Montreal, he was surprised that Mr. David admitted that the City of Montreal could be ruined. The only question was, as to a few speculators in lots at Hochelaga. The contracts were now out at \$20,000 or \$30,000 a mile, and they were to be given paper current at any bankers. Mr. Reekie, the eminent railway man of Montreal, offered to build the road for \$25,000 a mile, and thus save \$5,000. If they thought better to spend \$30,000 a mile, of course, they could try someone else.

M. E.B. EDDY (Ottawa): Said that with regard to the railway policy, if the country went on building paper roads, as for the past, where would the country be landed? Our people had to go somewhere to get work. He wished to ask a question or two of the Premier: although it was said by Mr. Bellingham that there were about 700 miles running there, yet there were but 70 in his counties. These counties paid more than half the revenue of the province, and had certainly some claim upon the subsidy of the Government.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Les gens de Montréal aussi achètent du bois.

M. E.B. EDDY (Ottawa): They do their best, and take third class, the best goes to Quebec.

These claims of the Ottawa were fully as good as those of any other county. He accepted the policy, but what he wished to ask was whether, after the Government saw their way clearly, the Ottawa would be considered and her claims upon support for a railway to cross that important tributary, the Gatineau, should be spanned.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Answered that when the line from Montreal to Aylmer, and from Aylmer to Deep River were considered and the various lines branching there, there would be \$640,000 spent in subsidies in the counties of Ottawa and Pontiac, and that the propositions of the Government gave to these counties a full share of the benefits to accrue from the operation of the railway policy.

He went on to say that he was glad to hear that the propositions of the Government met with so much approval at the hands of the House. He had been very much amused at the pertinacity of Honourable Members in each arguing the claims of their respective local lines. There were two important mistakes which had been made, and he argued them at full length. The first was that every single road was the most important in the country, and secondly, that the Treasury was overflowing with money, and all that was required was to vote it out and spend it. These ideas were thoroughly erroneous, and if the House were to attempt to work them out, the consequences would be too serious to contemplate. He might in this sense take up the remarks of the Member for Quebec county, who argued that the Government should consider in the most favorable light the Gosford Railway.

If that gentleman would only consider what the Government had already done for that railway, he would see that they had really been treated with the greatest liberality. The Company had received \$1,710 per mile, the commutation of three per cent upon \$5,000 per mile. This was \$50,000 the Government had paid out. Take this sum and the grants proposed, and it would be seen that the subsidy to this road actually amounted to \$3,700 per mile.

He thought that if this project were considered of such vital importance in Quebec the public spirit (Bah! bah! from many Members) of the citizens would suffice to put it in good form for operation joined to such public aid. So far as the Lévis and Kennebec was concerned, he could not go so far as the Member for Dorchester. The produce to feed this road would come from the West, and none of it passes 170 miles from Montreal to attain a sea board outlet.

When Quebec became the seaboard terminus of the Pacific Railway, then the Lévis and Kennebec road might be the avenue to draw off the surplus of the North Shore, and it might

rank itself as equal with that branch. But the North Shore was the more important thoroughfare, because it was the first link in the great Canadian Pacific Railway, and was the grand line of communication between Quebec and Montreal. The Government in subsidizing these roads had gone to the utmost limit of its power, and it could not guarantee success and construction to every road. If he had supposed that every road mentioned in these resolutions would be built, he would have been more chary, but he did not. If there was a possibility, it would be a matter of difficulty to get figures enough together to account for the responsibilities. In five years, the Government by the strictest economy, had put by \$1,000,000. If they were to go further on in their railway policy, they would have to encroach on this surplus. He was amused at the pertinacity of people, who were before the House and the country, fully convinced that their own local lines were the most important of all, and that upon them depended the future glory and prosperity of Quebec. It was with preconceived ideas like these that the greatest difficulty was found.

It was not easy to disabuse a man of the notion that his local line was not better than any other in existence, and worthy of support in proportion to his estimate of it, and it would be equally difficult to provide for every one in proportion to the uneasiness of his expectations. He was determined, as he had said before, that the credit and prospects of the province should not suffer by an unwise liberality, so soon as it was seriously proposed that the Government should assent to increasing the debt of the province to such an extent as could not be met by the revenue, he would, as he said before, tender his resignation. He could not consent to be a party to any un wisdom of the kind, and such was the general sentiment of the Government. It must be remembered that the expenses of Government were increasing very rapidly, and it would soon be a question of dropping them if increased grants for railways were insisted upon.

And again it would also be a question whether the Country would stand the sudden imposition of new and unaccustomed burdens, even for railway extension. With regard to the Ottawa, there would be distributed there by the policy, some \$640,000, which was a large share of the entire subsidy.

M. E. B. EDDY (Ottawa): Asked whether there would be the same subsidy for the line from Montreal to Aylmer as from Aylmer to Deep River.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): That is exactly what he wished to explain, affirmatively. The interest and credit of the province, he went on to say, must be kept up at all hazards, and the Government, in

devising a policy to the best of their knowledge, calculated to meet the wants and advance the prosperity of the Country, had carefully kept in view.

M. J. W. McGAUVREAN (Montréal-Ouest): Said there was one or two points to which he would like to call the attention of the House, one raised by the Member for Montreal-East, that of the North Shore giving Montreal the go-by. He thought there was little danger of that, as the company would want to make as much profit as possible. With regard to taking the depot out of Montreal and locating it some miles out, they would do a great injustice and make a great mistake, losing a great deal of trade from the manufacturing districts of the West. It would cost more for cartage than to send it by the other line. It would be a great injustice to the travelling community to be sent six miles out of town. The move would be a very great injustice, but he thought that the company would consult their real interests, and locate the terminus in Montreal City. However, he did not think it was within the reach of the N.S.R.R. to injure Montreal. With regard to the contract, as to the tender of Mr. Foster, he asked if several tenders were there at the meeting referred to, which were not opened, and that there was a sort of agreement that only certain tenders should be opened. If this had been done, he asserted that a wrong had been done to the City of Montreal, the Parliament and the Province.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Replied that every tender was opened except the one of Mr. Shanly, which came three days later. They were all read, and Mr. Foster never tendered. At that time there was a députation to Ottawa, to decide where those two roads should intersect. The point was settled, and it was law that the point of junction should be in the eastern portion of the City of Montreal. He read from the statute on the subject. He hoped this would be found satisfactory.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Asked whether the company had not yet located the road?

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Le chemin sera complètement terminé dans trois semaines.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): That is when the elections are over.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): So soon as the work can be completed. There are now three parties of engineers at work, and the elections made no difference one way or other.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose
I. Qu'il est à propos d'autoriser le lieutenant-

gouverneur en conseil, sujet aux conditions et restrictions contenues dans l'acte de 1869, passé pour venir en aide à la construction des chemins à lisses de colonisation, concernant le changement du subside y mentionné, et sujet en outre aux conditions, restrictions et dispositions ci-après mentionnées, à accorder une aide provinciale au lieu de l'aide spécifiée dans ledit acte de 1869, passé pour venir en aide à la construction des chemins à lisses de colonisation, jusqu'à concurrence de deux mille cinq cent piastres, pour chaque mille de chemin de fer continu et non interrompu, sans aucun octroi additionnel pour les ponts, à chacune des compagnies suivantes, savoir:

Le Chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean;

Le Chemin de fer de Lévis et Kennébec;

Le Chemin de fer du Sud-est, pour la partie d'icelui appartenant autrefois au chemin de fer des comtés de Richelieu, Drummond et Yamaska;

Le Chemin de fer de Phillipsburg, Farnham et Arthabaska;

Le Chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire;

Le Chemin de fer de la frontière de Québec;

Le chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick;

Le Chemin de fer International de Saint-François et Mégantic;

Le chemin de fer de la Compagnie de la Baie-des-Chaleurs;

Le Chemin de fer de Sherbrooke, des Cantons de l'Est et de Kennébec;

Le Chemin de fer de Waterloo et Magog, et la ligne d'embranchement du Chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal.

2. Que toute somme d'argent déjà payée par le gouvernement de cette province à une des compagnies de chemin de fer sus-mentionnées, en vertu de l'acte mentionné dans la section précédente, ou en vertu de tout autre acte passé en amendement d'icelui, sera considérée comme ayant été payée à telle compagnie, à titre d'acompte et sera déduite de l'aide ou subside en surplus qu'autrement elle aurait eu droit d'avoir, en vertu du présent acte.

3. Que nonobstant toute disposition contenue dans l'acte de 1869, passé pour l'encouragement de chemins à lisses de colonisation, le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, pourra néanmoins, lorsqu'il aura été établi qu'une compagnie travaille activement à la construction de son chemin, lui accorder, pour chaque vingt-cinq milles dudit chemin complétés, une partie de ladite subvention ou aide provinciale, proportionnée, quant au montant, à la longueur du chemin ainsi parachevé.

4. Que la Compagnie du chemin de fer de Sorel et Chambly, et celle des cantons du Sud-Est, auront la somme de mille piastres par mille pour toute longueur de chemin qui leur appartenait avant la fusion desdites compagnies de chemin de fer respectivement avec le chemin de

fer, conformément à la loi passée à ce sujet.

5. Qu'aucune des compagnies de chemin de fer ci-après mentionnées n'aura de droit à une aide qu'en autant que le, ou avant le premier jour de janvier mil huit cent soixante-quinze, elle aura signifié par écrit, au Secrétaire de la province, qu'elle abandonne ses droits à tout octroi de terres antérieurement accordé à ladite compagnie, en vertu d'un acte quelconque de cette province, et qu'elle accepte le subside ou l'aide accordée par les présentes, savoir :

Le chemin de fer de Québec au Lac Saint-Jean;

Le chemin de fer de l'International de Saint-François et Mégantic;

Le chemin de fer de la Baie des Chaleurs;

Le chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick.

6. Qu'aucune des différentes compagnies de chemin de fer mentionnées dans la première des résolutions précédentes, sauf et excepté celles qui sont mentionnées dans la dernière résolution avant la présente, qui, le premier jour de janvier mil huit cent soixante-quinze, ne sera pas organisée entièrement et de bonne foi, en vertu de son acte d'incorporation, et qui n'aura pas, audit jour, dix milles de chemin de fer nivelé, et prêt à recevoir la pose des rails, n'aura droit à aucun octroi, en vertu de la première résolution, mais au contraire, en autant que ledit chemin sera concerné, l'octroi y mentionné sera sans efficacité ni effet.

7. Qu'il est à propos d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à accorder, sous forme de prêt à la Compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal, pour construire un chemin de fer de Montréal à Aylmer, des bons ou débentures de la province, jusqu'à concurrence de la somme de sept cent cinquante-et-un mille trois cent soixante-six piastres, qu'il est par les présentes autorisé à émettre, sous telles formes, pour tels montants, et sujettes à telles dispositions, en ce qui les concerne, qui lui paraîtront les plus propres à sauvegarder les intérêts publics.

8. Que ladite compagnie aura droit audit prêt, aux conditions suivantes seulement:

1. Ledit chemin de fer devra être complété et mis en opération entre Montréal et Aylmer, le premier jour de mai mil huit cent soixante-seize, dans toute sa longueur, à l'entière satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Ledit chemin de fer devra entrer en communication avec le Chemin de fer de la rive Nord de Québec à Montréal, au point qui a été ou qui sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un tiers des directeurs de la compagnie, sans comprendre dans ce tiers, le directeur ou les directeurs ex officio représentant les municipalités, et nulle cité, nulle ville ou nulle municipalité ne seront représentées par un plus grand nombre de directeurs que ne le

sera le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. La compagnie, le ou avant le premier jour de mai mil huit cent soixante-quatorze, devra signifier par écrit au Secrétaire de la province, qu'elle abandonne tous ses droits à l'octroi de terres, spécifiés dans la cinquième section de l'acte de cette province trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, et dans la troisième section, également de l'acte de cette province trente-six Victoria, chapitre quarante-deux, excepté la part que ladite compagnie, dans la portion dudit octroi de terres décrit dans la cédula dudit acte, trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, comme étant le bloc A, et qu'elle accepte l'octroi ou le prêt accordé par le présent acte. Dans le cas où la compagnie se déciderait à accepter tel octroi ou prêt et qu'elle aura signifié son intention à cet effet, elle sera considérée comme renonçant et elle renoncera de fait à toutes réclamations pour l'octroi de terres mentionné dans lesdits actes, excepté comme ci-dessus stipulé.

5. La compagnie, en recevant des bons ou débetures de la province ou une partie quelconque d'iceux, donnera en échange des débetures de la compagnie, portant intérêt à six pour cent, pour un montant égal et correspondant.

6. Tel montant du stock capital de ladite compagnie devra avoir été souscrit, en sus du montant déjà souscrit, ou qui pourra, à l'avenir, être souscrit par les municipalités, que le lieutenant-gouverneur en conseil considérera comme juste et raisonnable, et au moins vingt pour cent sur tel stock additionnel, devront, de bonne foi, avoir été payés à la compagnie.

9. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos, lorsqu'il sera établi que ladite compagnie travaille activement à la construction de son chemin, accorder à ladite compagnie, dès que vingt-cinq milles dudit chemin auront été complétés, et pour chaque vingt-cinq milles subséquents, une partie de l'octroi ou du prêt provincial, proportionnée à la longueur du chemin parachevé.

10. Qu'après la mise en force du présent acte, et après que ladite compagnie aura accepté le prêt susdit, aux conditions ci-dessus mentionnées, ladite compagnie pourra, en outre entreprendre et s'obliger de prélever, au moyen d'un emprunt sur ses bons et débetures, une somme qui ne devra pas excéder celle qui pourra être fixée et déterminée à l'avenir par le lieutenant-gouverneur en conseil.

11. Que la compagnie s'engage en outre et s'oblige à hypothéquer et grever, ou à faire hypothéquer ou grever, le chemin, les terres et les autres propriétés réelles ou personnelles de ladite compagnie, en faveur du gouvernement de cette province, pour le montant des bons provinciaux, échangés contre les bons et débetures de la compagnie, mais de manière que les porteurs de bons et de débetures émis par la

compagnie dans le but de prélever ou d'emprunter la somme d'argent fixée et déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de la résolution précédente, ou les municipalités qui souscriront n'en souffrent aucun dommage.

12. Pourvu que cette partie de la ligne de chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal, reliant Aylmer à Deep River (Rivière Creuse) aura été définitivement tracée, et que la compagnie aura fourni une preuve satisfaisante de sa diligence à travailler à la construction du chemin, le ou avant le premier jour de novembre mil huit cent soixante quinze, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder à ladite compagnie, sous forme de prêt, des bons ou débetures de la province, qu'il est par les présentes autorisé à émettre, en telles formes, pour tels montants et sujet à telles dispositions en ce qui les concerne, qu'il pourra juger convenables. Ledit prêt devra être fait, pour un montant égal et correspondant, par mille, et sous les termes et conditions ci-dessus spécifiées relativement à cette portion dudit chemin de fer reliant Montréal à Aylmer.

13. Qu'il est à propos d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à accorder à la Compagnie du chemin de fer de la rive Nord, pour la construction du chemin de fer de la rive Nord, de Québec, à Montréal, et le chemin des Grandes Piles et l'établissement d'une ligne de steamers sur le Saint-Maurice, ainsi qu'il en est fait mention dans l'acte de la ci-devant province du Canada, intitulé: "Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer et de navigation du Saint-Maurice", et au moyen d'un prêt, la somme d'un million deux cent quarante-huit mille six cent trente-quatre piastres, et le paiement de cet octroi ou de ce prêt sera fait en bons ou en débetures de la province, que le lieutenant-gouverneur en conseil est par le présent acte autorisé à émettre, de telle manière et pour tels montants, et sujet à telles dispositions par rapport auxdits bons et auxdites débetures qui seront jugés conformes à l'intérêt public.

14. Que la compagnie aura droit audit prêt aux conditions suivantes seulement:

1. Ledit chemin de fer sera complété et mis en opération, à l'entière satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, et la navigation à vapeur sur le Saint-Maurice sera également mise en opération. Le lieutenant-gouverneur pourra cependant, s'il le juge convenable, et quand il sera constaté que ladite compagnie est activement engagée dans la construction de son chemin, lui accorder, par chaque vingt-cinq milles de chemin qui sera terminé, une partie dudit prêt dont le montant sera proportionné à la longueur dudit chemin parachevé.

2. La compagnie devra, le ou avant le premier jour de mai de l'année mil huit cent soixante-quatorze informer le Secrétaire de la province de l'acceptation par elle de tel prêt au lieu de l'octroi de terres auquel elle

aurait autrement eu droit en vertu de l'acte de cette province trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, intitulé: "Acte pour pourvoir à l'octroi de certaines terres pour venir en aide aux compagnies de chemin de fer y mentionnés" excepté la part de ladite compagnie dans cette portion dudit octroi de terres décrites dans la cédule dudit acte, comme étant le bloc A; et dans et par telle signification elle abandonnera, et sera censée abandonner toute réclamation à tel octroi de terre, et elle y renoncera et sera censée y renoncer, excepté ladite part ou portion du bloc A.

3. La compagnie, en échange et en retour de tous bons provinciaux ou débentures à elle accordés, par les dispositions du présent acte, donnera ses propres bons ou

débentures, pour des montants semblables; et tous tels bons ou telles débentures seront rachetables dans trente années, à compter de leur date, et ils porteront intérêt aux taux de six pour cent par année, et nulle de ces débentures ne sera d'une somme moindre que cent piastres.

4. Tel montant du stock capital de ladite compagnie devra avoir été souscrit, en sus du montant qui a déjà été payé, ou qui pourra, à l'avenir, être souscrit par la corporation de la cité de Québec, et par d'autres municipalités, et que le lieutenant-gouverneur en conseil considérera comme juste et raisonnable, et vingt pour cent au moins sur ledit stock additionnel, devront avoir été payés, de bonne foi, à la compagnie.

15. Qu'après la mise en force du présent acte, et l'acceptation par ladite compagnie du prêt ci-devant mentionné, aux conditions ci-devant posées, ladite compagnie pourra lever, au moyen d'un prêt sur ses bons ou débentures, telle somme qui pourra être ci-après fixée et déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil, et pas une autre ou une plus forte somme quelconque, nonobstant toute loi à ce contraire, et ladite somme ainsi fixée et déterminée sera prélevée, sujette aux formes et aux dispositions de la sous-section onze de la clause neuvième de l'acte des chemins de fer, comprise dans les statuts refondus du Canada, chapitre soixante-six, qui devra s'appliquer à tel prêt.

16. Que pour assurer le paiement intégral des bons, débentures et autres garanties qui seront émis par ladite compagnie, tant en raison de l'emprunt autorisé par la section précédente que pour les débentures provinciales et en échange d'icelles qui seront octroyées en vertu de cet acte, le chemin, les terres et les biens meubles et immeubles de ladite compagnie seront engagés et hypothéqués, dans l'ordre et de la manière qui suivent, savoir :

1. En faveur de toutes les personnes qui sont porteurs de bons ou de débentures émis par la compagnie, en vertu de la résolution précédente, lesquels bons et débentures seront ci-après connus comme nommés "Pre-

miers bons privilégiés de la Compagnie du chemin de fer du Nord".

2. En faveur de la corporation de la cité de Québec, et de toutes les autres municipalités, qui ont souscrit pour le montant du capital souscrit, et le dividende sur icelui n'excédant pas sept pour cent, par an, pour le montant du stock qu'elle a ou qu'elles ont souscrit.

3. En faveur du gouvernement de cette province, pour le montant des bons provinciaux qu'il aura échangés contre les bons et les débentures de la compagnie, en vertu des dispositions du présent acte.

17. Que chacune des voies principales desdits chemins de fer seront de première classe, et seront acceptées comme telles par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du Bureau provincial du chemin de fer.

18. Que nonobstant toute chose à ce contraire contenu dans les précédentes résolutions, il est à propos d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la preuve satisfaisante que la Compagnie de chemin de fer de la colonisation du Nord de Montréal, ou la Compagnie du chemin de fer du Nord ont, de bonne foi, fait des arrangements ou des contrats, de bonne foi, pour la construction de leurs propres lignes de chemin, et que les travaux de ladite construction sont visiblement en voie de progrès, d'avancer, de temps à autre, à l'une ou à l'autre desdites compagnies de chemin de fer, sur l'octroi ou le prêt susdits qu'elles ont droit d'obtenir, en vertu dudit acte, une somme d'argent, dans la même proportion, vis-à-vis du montant total de l'octroi autorisé, que celle de la somme qui aura actuellement été dépensée, audit temps, par l'une ou l'autre desdites compagnies, vis-à-vis du coût du chemin tel qu'évalué.

19. Que les débentures mentionnées dans les résolutions précédentes, qui seront émises par le gouvernement, seront payables en (30) trente ans de leur date, et porteront un intérêt de cinq pour cent par année.

Il sera du devoir du trésorier de la province de mettre de côté un pour cent par année sur ces débentures, pour former un fonds d'amortissement du principal d'icelles, quand elles deviendront payables.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions telles qu'amendées à rapporter.

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions.

Acte des licences

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour amender l'acte des licences de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sher-

brooke): Propose la troisième lecture dudit bill.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

36 Victoria, chapitres 52, 53 et 59

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité sur le bill pour amender les actes de cette province trente-six Victoria, chapitres 52, 53 et 59.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Division de la municipalité
des Isles-de-la-Magdeleine

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour diviser la municipalité des Isles-de-la-Magdeleine en trois municipalités séparées. Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société de bienfaisance
mutuelle de Sainte-Anne de
Saint-Joseph-de-Lévis

M. L.-N. LAROCHELLE (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité sur le bill pour incorporer la société de bienfaisance mutuelle de Sainte-Anne de Saint-Joseph-de-Lévis. Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-N. LAROCHELLE (Dorchester): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pétition:

Il est ordonné que la pétition de Jean Côté, de la cité de Québec, demandant que le gouvernement achète un certain nombre d'exemplaires du cadastre abrégé de la cité de Québec, soit renvoyé au comité conjoint de la bibliothèque.

La séance s'ajourne à une heure et demie.

Séance du 24 janvier 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Démission de M. Firmin Dugas

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre qu'il a reçu, aujourd'hui, la résignation de Firmin Dugas, écuyer, représentant de la division électorale de Montcalm, laquelle est lue comme suit:

Montcalm, 20 janvier 1874

A l'honorable J.-G. Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative
Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je résigne par la présente mon siège comme représentant du comté de Montcalm, dans la Législature de la province de Québec.

J'ai l'honneur d'être,
Avec une haute considération,
Votre tout dévoué serviteur,
Firmin Dugas

Jean-Bte Leblanc,
Témoins
L.-E. Cloutier

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), que M. l'Orateur émette son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent Parlement, pour la division électorale de Montcalm, en remplacement de Firmin Dugas, écuyer, qui a résigné son siège.

Question de privilège

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Fait remarquer que dans les votes et délibérations, le bill pour amender l'acte des licences figure comme ayant été passé unanimement; mais plusieurs députés ont fait de l'opposition. Il veut qu'on corrige l'erreur et qu'on mentionne qu'il a été passé sur division.

L'ORATEUR: Promet de faire corriger l'erreur.

Rapport de comités;

L'HONORABLE J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à cette Chambre le troisième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné cette partie de la pétition du sergent d'armes, qui se plaint de l'extravagance qui existe dans son département, qui lui a été renvoyée par votre honorable

Chambre, et recommande, qu'à l'avenir on ne dispose à titre de don, à qui que ce soit, d'aucun effet mobilier appartenant à la Chambre du Parlement; mais que les effets dont on n'aura pas besoin soient vendus par encan, sur l'ordre, par écrit, de l'Orateur de la Chambre.

L'HONORABLE J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, appuyé par le député de Champlain (l'honorable F.-X.-A. Trudel), que le second rapport du comité des dépenses contingentes soit, avec la permission de la Chambre, retiré, et le rapport suivant lui soit substitué.

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a nommé un sous-comité des livres, comptes et dépenses de cette Chambre.

Que le sous-comité a fait rapport à votre comité du résultat de son examen.

Que votre comité approuve ledit rapport marqué A, qui est ci-annexé, et demande à votre honorable Chambre de vouloir bien l'adopter.

A

Au comité des dépenses contingentes,

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a examiné les comptes des dépenses contingentes de l'Assemblée législative, ainsi que les pièces justificatives qui les accompagnent, pour les treize mois écoulés au premier de novembre dernier, et qu'il les a trouvés corrects et a été satisfait de la manière dont ces comptes sont tenus par le comptable de la Chambre.

Votre sous-comité désire attirer l'attention du comité général sur la grande augmentation des dépenses de la Chambre, durant les treize derniers mois.

Le montant des dépenses pour les différents services était de \$87,901.21, pour l'année écoulée au 31 octobre 1872, et celle des treize mois écoulés au 30 novembre 1873, de \$115,805.53, y compris l'augmentation des salaires accordés aux employés, par la Chambre, pour dix mois seulement de l'année dernière.

Les principaux item sur lesquels on trouve une augmentation sont les salaires des officiers, la papeterie, les impressions, la reliure et les services divers.

L'augmentation des dépenses d'impression et de reliure est certainement très frappante.

On a beaucoup remarqué l'augmentation dans les frais d'impression et de la reliure.

Il faut cependant remarquer que dans les dépenses d'impression, il a été payé dans le cours de l'année un montant considérable pour de l'impression qui avait été faite l'année dernière, et qui, à vrai dire, ne devrait pas être portée sur les comptes de cette année.

Il est important que les services de chaque année soient payés pendant l'année durant laquelle lesdits services sont rendus, de manière que l'on puisse faire, avec plus de précision, des

états comparatifs des dépenses qui dépendent de la Législature.

Votre sous-comité désire attirer l'attention des chefs des différents départements de la Chambre et de ses bureaux sur le haut montant qui a été payé pour annonces dans les journaux, ameublement de bureaux, frais de port et télégrammes.

Il devient nécessaire que ces départements soient surveillés, car on y remarque chaque année une augmentation graduelle de dépenses, qu'on ne devrait pas y rencontrer, à moins d'une nécessité absolue.

Votre sous-comité recommande qu'avant de faire aucun changement dans la disposition de l'édifice ou dans son ameublement, il soit fait par les chefs des départements une réquisition par écrit au commissaire des Travaux publics.

Votre sous-comité suggère aussi qu'il soit fait des recommandations au gouvernement fédéral, pour que les droits de douane sur la papeterie et les livres importés pour la Chambre d'Assemblée, soient remis, et que tous les documents parlementaires, rapports des départements, statuts, journaux et appendices, soient transportés en toutes saisons de l'année par le département des postes, franco.

J. G. Robertson,
N.-M. LeCavalier, Comité
P. Bachand

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres, nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature. Voici le rapport :

Le comité conjoint de la bibliothèque a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a examiné avec le plus grand soin, article par article, tous les comptes de la bibliothèque et les pièces justificatives, pour l'année qui vient de finir, et qu'il les a trouvés parfaitement tenus et bien exacts;

Qu'il a recommandé au bibliothécaire de payer toutes les dettes avant d'acheter de nouveaux ouvrages, et de ne dépenser, à l'avenir, jamais plus que l'allocation;

Qu'il a pris connaissance des livres perdus ou sortis de la bibliothèque depuis longtemps, et prié le bibliothécaire de faire la plus grande diligence pour retrouver ou faire rendre ces volumes;

Qu'il a aussi autorisé le bibliothécaire à refuser l'entrée de la bibliothèque aux personnes qui retiennent des livres, malgré les avertissements donnés, plus de trois mois.

Qu'il croit opportun de ne permettre à personne, si ce n'est aux membres de la Législature, de toucher aux livres placés sur les rayons de la bibliothèque, chacun pouvant consulter le catalogue et s'adresser aux officiers de la bibliothèque, pour avoir les livres dont il a besoin;

Que deux douzaines d'exemplaires des journaux, appendices et statuts de Québec devraient être donnés à la bibliothèque, tant pour les échanges que pour l'usage de la Chambre, et que ces documents devraient être adressés directement au bibliothécaire.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait des amendements, qu'il soumet humblement à votre honorable Chambre:

Bill pour détacher certains terrains de la municipalité du village Richelieu, dans le comté de Rouville.

Bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières et les divers actes qui l'amendent.

Il est résolu que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature.

Il est résolu que cette Chambre concoure dans les second et troisième rapports du comité permanent des dépenses contingentes.

Introduction de bills:

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill pour établir des dispositions temporaires concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de Québec.

Il explique que ce bill a pour effet de suppléer aux bills d'élection du gouvernement et de l'honorable député de Shefford qui peuvent difficilement être passés cette session et qu'il pourvoit en quelques clauses à ce que les élections se fassent le même jour; ce bill aura une utilité immédiate à cause des nombreuses élections qui vont avoir lieu pour remplir les vides laissés dans l'Assemblée législative par la résignation des députés qui possédaient le double mandat.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Déclare qu'il ne fera pas d'opposition à la mesure.

La permission est accordée.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les années fiscales expirant le trente juin 1874 et le trente juin 1875, et pour d'autres fins du ressort du service public.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Aide aux chemins de fer

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur certaines résolutions concernant les chemins de fer, étant lu;

Et la question étant proposée que le rapport soit maintenant reçu.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, appuyé par le député de Pontiac (M. J. Poupore), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" soient retranchés, et que les mots "lesdites résolutions soient de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'amender la dixième clause en y ajoutant les mots suivants:

"Que les souscriptions aux stocks ou subventions, sous la forme de bonis, votées, par les municipalités de comté, de paroisse et de village, ci-dessous mentionnées, pour venir en aide à la Compagnie du chemin de fer de colonisation du nord, savoir:

Le comté de Pontiac.	\$150,000
Le comté d'Ottawa.	200,000
Le comté de Sainte-Thérèse.	25,000
Le comté de Saint-Jérôme.	25,000
Le comté de Lachute.	25,000
Le comté de Saint-André.	25,000
Le comté du Village de Sainte-Scholastique.	10,000

Formant en tout

la somme de. \$460,000

seront comprises dans les premières hypothèques sur le chemin, les terres et autres propriétés et biens réels et personnels de ladite compagnie", soient mis en place.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Conteste les opinions du député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham).

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée que le rapport soit maintenant reçu:

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "cette Chambre regrette que l'on n'ait pas compris l'importance du Chemin de fer du sud-est et celle du Chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et les grands services que ces chemins de fer sont destinés à rendre au pays, et que l'on n'ait pas mis ces deux compagnies sur le même pied que celles indiquées dans la première desdites résolutions", soient mis à la place.

Si je fais cette motion, c'est parce que ces

compagnies n'ont pas été traitées comme elles auraient dû l'être. Je ne suis pas intéressé personnellement dans ces entreprises, mais il n'y a pas que l'intérêt de mon comté que j'aie en vue. J'ai entendu hier soir deux bons députés dire qu'ils étaient satisfaits de ce qu'avait fait le gouvernement pour ces chemins de fer. Ces deux entreprises ont été commencées avec des ressources personnelles. Il y a peu de compagnies qui puissent revendiquer pareil honneur pour elles. Le sénateur Foster a consacré des sommes énormes pour pousser les travaux du chemin de fer South Eastern. Assurément il devait s'attendre à une aide plus puissante, plus efficace de la part du gouvernement. Encore une fois, j'ose espérer que les deux honorables députés, dont j'ai parlé il y a un instant, auront lieu d'être toujours aussi satisfaits du gouvernement et qu'ils n'auront pas quelque jour occasion de lui retirer leur confiance.

M. G. LAROCQUE (Chambly): L'honorable député ne dit pas cependant qu'il est intéressé dans le Chemin de fer de Chambly, Sorel et Montréal. Je connais parfaitement le chemin de fer en question et suis intéressé à le voir réussir. Je me contente de ce qu'a fait le gouvernement pour cette entreprise, il ne peut pas faire davantage; le Chemin de fer de Chambly est traité avec la même libéralité que les autres chemins de fer. Je connais les intérêts de mon comté sinon mieux, aussi bien que l'honorable député de Shefford, et je m'étonne qu'il prétende en savoir plus long que moi sur ce chapitre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je suis surpris d'entendre l'honorable député de Chambly se déclarer satisfait.

Je représente une partie du pays qui a les mêmes intérêts que le comté de Chambly et cependant, je suis loin de partager sa satisfaction. Si l'honorable député veut fonder le parti de satisfaits, je ne le joindrai pas certainement. Le gouvernement a fait une injustice criante en négligeant les deux lignes de chemin de fer dont il est question, et sans vouloir déprécier les autres parties du pays, je dis que la section du sud-est du Saint-Laurent est celle qui contribue le plus à remplir le trésor public, et qu'elle est cependant la plus maltraitée.

Comme l'a dit l'honorable député de Shefford, les compagnies qui sont oubliées sont précisément celles qui avec leurs propres capitaux ont construit leurs lignes, sans recevoir le moindre secours, le moindre encouragement du gouvernement.

Je suis très en faveur de la construction du chemin de fer, je ne ferai pas d'opposition à sa nouvelle politique, mais je dirai seulement que pour qu'elle porte des fruits heureux, il ne faut pas qu'il abuse du patronage qui est laissé à sa disposition. Il faudrait une ligne de conduite bien définie, parfaitement tracée d'avance, afin que l'emploi de toutes ces sommes soit prévu et que partage s'en fasse justement entre les différentes compagnies.

La politique du gouvernement n'est pas juste pour la partie qui se trouve au sud du Saint-Laurent. Ce district aurait droit à une protection d'autant plus effective, que c'est de là qu'est parti le mouvement des chemins de fer et c'est cependant le plus négligé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that the railway policy was the most important measure ever introduced by the Government to the House, and a large scheme of this kind had to be considered on the basis of the means at disposal. The resources of the Province were not susceptible of inflation; they were moderate and limited in their amount. The Government could not consent that the means of the Province should be mortgaged beyond the capabilities of the revenue. The Government had gone as far as possible in this matter, and however important these roads might be in relation to one another, they had no claims prior to those which had been subsidized, and whose subsidies were now to be commuted for Government loans. It must be recollected that the previous day there had been a promise made by the Government, that in the event that any railways failing to comply with the stringent requirements of the resolutions, the subsidy would be applied to the South Eastern Counties and Montreal, Chambly and Sorel Railways. This, he thought, was a generous promise to the companies, and went far beyond what had been contemplated at first, and the Government had gone as far as it was possible in favor of these railways. The gentlemen promoting the interests of these railways had expressed themselves satisfied with the subsidy.

Les débats sont remis à plus tard.

Acte d'incorporation du Collège des Trois-Rivières

Message du Conseil Législatif:

Message du Conseil législatif, par Boucher de Boucherville, écuyer, l'un des maîtres en chancellerie.

Le Conseil législatif consent à la conférence demandée au sujet des amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation du Collège des Trois-Rivières", et il enverra des membres pour rencontrer les délégués nommés par l'Assemblée législative, à quatre heures et demie, p.m., aujourd'hui dans la Chambre de conférence no 2, au Conseil législatif, et que les membres nommés par leurs honneurs sont les honorables MM. de Boucherville, Starnes, Fraser, de Léry et Ferrier, lesquels rencontreront les délégués de l'Assemblée législative à l'heure indiquée."

Et ensuite il s'est retiré.

Il est résolu que cette Chambre s'ajourne maintenant.

La Chambre s'ajourne en conséquence.

A l'heure fixée, les membres choisis par cette

Chambre pour rencontrer les délégués du Conseil législatif à une conférence au sujet des amendements faits par leurs honneurs au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation du Collège des Trois-Rivières," se sont rendus à la conférence, et étant de retour;

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Fait rapport qu'ils ont assisté à la conférence et qu'ils ont remis aux délégués du Conseil législatif la raison pour laquelle cette Chambre n'a pas concouru dans lesdits amendements.

Message du Conseil Législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture des Travaux publics", auquel il demande le concours de cette Chambre.

De plus, le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour permettre à la Compagnie graphique d'émettre du stock privilégié."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Waterloo et Magog."

Département de l'Agriculture et des Travaux publics

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics", soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

Aide aux chemins de fer

La Chambre reprend les débats sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question; que le rapport du comité de toute la Chambre sur certaines résolutions concernant les chemins de fer soit maintenant reçu, lequel amendement était que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots "cette Chambre regrette que l'on n'ait pas compris l'importance du Chemin de fer du sud-est et celle du Chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et les grands services que ces chemins de fer sont destinés à rendre au pays, et que l'on n'ait pas mis ces deux compagnies sur le même pied que celles indiquées dans la première desdites résolutions", soient mis à la place.

M. W.W. LYNCH (Brome): Dit qu'il tient à conserver la position qu'il a prise la veille sur cette question.

Il avoue que le Chemin du sud-est n'a pas reçu l'aide nécessaire, mais il ne veut pas entraver par son opposition la passation des résolutions.

Toutefois, il se déclare entièrement satisfait si le ministère veut ajouter aux résolutions une clause par laquelle il s'engagerait à faire profiter les lignes qui n'ont pas obtenu des octrois suffisants, des subsides que ne recevraient pas les compagnies qui n'auraient pas rempli les conditions requises pour y avoir droit.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Dit que, si le gouvernement faisait cela, il n'hésiterait pas à retirer son amendement.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Répond que le gouvernement ne peut accéder à cette demande, car en faisant entre les diverses lignes la distribution des sommes que l'heureux règlement de la question de l'arbitrage met à sa disposition, il compte que toutes les compagnies ne profiteront pas de l'octroi qui leur est dévolu faute de se conformer aux conditions.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Dit que la discussion lui rappelle ce qu'il a fallu soutenir dans les campagnes en faveur du Chemin de fer du Nord. Dans cette Chambre, chaque député a un petit chemin de fer qu'il cherche à faire prévaloir sur les autres. On devrait se mettre à un point de vue plus large, plus élevé. La rive sud, jusqu'ici, a été comblée des dons du gouvernement; le côté par lequel le pays peut le plus s'étendre sans se mettre à la portée d'un coup de main est le côté nord, où se trouve, comme l'a si justement dit l'honorable député de Chicoutimi, M. Tremblay, le grenier du pays. Du côté du sud, on ne peut faire deux pas sans rencontrer les lignes américaines. Non pas Monsieur l'Orateur, que je redoute l'invasion étrangère, mais, enfin, il peut encore arriver des troubles comme il y a trois ou quatre ans; les Fénians alors, en un tour de main, pouvaient s'emparer de nos principales lignes de chemins de fer et arriver tout à coup à Montréal qu'ils pouvaient apercevoir du haut des montagnes de Brome. Il faut que tous les intérêts secondaires cèdent le pas à ceux du chemin si important du futur chemin du Pacifique, le Chemin de fer du Nord.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Blâme le gouvernement qui promet plus qu'il ne veut donner et il pense que la Chambre doit voter pour un amendement qui n'est pas inspiré par une opposition factieuse, mais seulement par le désir de protester contre une injustice.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Incorporation de la cité de Québec

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose,

selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender les dispositions des divers Actes concernant l'incorporation de la cité de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. HEARN (Québec-Sud): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: "Acte pour amender de nouveau les dispositions des divers Actes concernant l'incorporation de la cité de Québec, en imposant d'autres cotisations, droits et licences sur divers commerces et industries, et substituant dans certains cas de nouvelles taxes à celles déjà imposées, et aussi pour autoriser ladite corporation à emprunter cinquante et un mille piastres pour les fins y mentionnées, et aussi pour amender l'acte 24 Victoria, chapitre 26, relativement à la cour du Recorder de la cité".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Congrégation des hommes de Notre-Dame des Trois-Rivières

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'association dite la Congrégation des hommes de Notre-Dame des Trois-Rivières.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ledit bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le député de Montmagny (M. F. Langelier), que le bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières, rapporté aujourd'hui du comité permanent des bills privés, soit maintenant renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Adopté.

M. H.-G. JOLY (Trois-Rivières): Propose, en conséquence, que la Chambre se forme en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour réviser et refondre la charte de la cité de Montréal, et pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité:

M. G. LAROCQUE (Chambly): Propose que ce bill ne soit pas adopté en comité maintenant, et que le comité se lève. Il est impossible de passer un bill à une heure si tardive dans la condition où il se trouve. Le bill devrait être réimprimé.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Ce bill a été l'un des premiers de la session et doit être convenablement étudié.

M. J. W. MCGAUVAN (Montréal-Ouest): Said this bill was one of very great importance to the City of Montreal, and he trusted it would not be shelved on any difficulty in amendments. It had been discussed with great pains, and its principles were well understood.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Le bill est dans un tel état qu'on ne peut y faire des amendements. On travaille dans la nuit et, si le bill n'est pas réimprimé, j'insisterai pour le faire mettre de côté.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Thought the House should not cut up a bill which had received the consent of the Private Bills Committee. This principle was the weak point of our Parliamentary practice. He thought the bill should go on.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): La Chambre ne veut pas tuer ce bill qui est de grande importance pour la ville de Montréal. On a abouti à un compromis ce matin, mais, depuis, l'Opposition a repris.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Se lève pour soulever une question d'ordre. La Chambre n'a qu'une heure à consacrer à la considération des bills privés, et voilà près de deux heures qu'on s'en occupe. Il demande que le comité se lève et que la Chambre procède aux bills publics.

La proposition est rejetée sur division.

Le comité fait rapport qu'il a séparément examiné le bill pour réviser et refondre la charte de la cité de Montréal et le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal

et qu'il a fait des amendements à chacun des bills.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour diminuer le nombre des termes de la cour de Session générale de la paix dans les districts de Québec et de Montréal.

Documents:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Met devant la Chambre, le sixième rapport des inspecteurs de prisons, asiles, et ce pour l'année 1873. (Documents de la session, no 5).

Aide aux chemins de fer

La Chambre reprend les débats sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question: que le rapport du comité de toute la Chambre, sur certaines résolutions concernant les chemins de fer soit maintenant reçu, lequel amendement était que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient effacés et que les mots "cette Chambre regrette que l'importance de la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est et celle de la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et les services importants que ces chemins sont destinés à rendre au pays n'aient pas été appréciés; et que lesdites deux compagnies n'ont pas été placées sur le même pied que celles qui sont mentionnées dans la première desdites résolutions", soient substitués à leur place.

Et l'amendement étant de nouveau proposé.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Se déclare surpris de cette motion, car il espérait que les intérêts privés disparaîtraient devant l'intérêt général et que les résolutions ne recevraient aucune opposition. Il ne nie pas que la partie sud du Saint-Laurent soit une des plus riches de la province, une des plus peuplées et il pense que c'est justement à cause de cela que la rive nord, jusqu'ici négligée, a droit à des avantages.

Tout en approuvant ce que fera le gouvernement pour les chemins de fer, il aimerait à lui voir consacrer une somme d'un million pour fonder une école d'agriculture et encourager les industries agricoles.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Propose, appuyé par le député de Montmagny (M. F. Langelier), sous forme d'amendement audit amendement, que les mots suivants soient ajoutés à la fin d'icelui: "et, de plus, cette Chambre regrette que l'immense importance du chemin de fer de Lévis et Kennébec n'ait pas été appréciée à sa juste valeur."

M. F. LANGELIER (Montmagny): Ce qui l'étonne, c'est que le gouvernement ait attendu à la fin de la session pour présenter les résolutions sur les chemins de fer. Pourquoi ne pas les avoir présentées, ces résolutions, au

temps où tous les députés étaient présents et pouvaient prendre part aux débats? Pour la simple raison que le gouvernement sentait que la distribution de ses deniers n'était pas faite d'une manière efficace.

De deux choses l'une: ou nous avons des excédents, ou nous n'en avons pas. Si nous avons ces excédents, comme nous l'affirme le gouvernement, nous devons les utiliser.

Le gouvernement promet de nous donner \$5,000,000, mais, en revanche, il nous retire ses terres.

Je suis d'avis que c'est une politique mal entendue de donner nos terres, qui sont la plus grande ressource du pays. Il vaudrait bien mieux donner plutôt une piastre en argent, et conserver en terres ce qui nous rapporte cinq piastres de profit.

Quant à ce qui concerne les chemins de fer de la rive Nord et celui de la colonisation du Nord, je considère que l'octroi qu'on leur accorde n'est pas suffisant pour leur faire vendre les bons en Angleterre. Je constate de plus que la subvention de \$2,500 par mille, promise au chemin de fer de Lévis à Kennébec, n'est pas suffisante, parce que, dans cette subvention, les frais de ponts et chaussées ne sont pas compris.

On ne lui donne que \$790 de plus; on ne lui donne rien pour les ponts. Et comme, au lieu de lui donner de l'argent comme par la loi actuelle, on ne lui donne que des débetures, la négociation de celles-ci absorbera tout le surplus d'aide que promet le gouvernement.

Je remarque de plus, Monsieur l'Orateur, que \$2,500 sont accordées par mille au chemin du Lac-Saint-Jean. Comment se fait-il que là encore on retire l'octroi des terres? Parce que le chemin du Lac-Saint-Jean est une ligne de chemin de fer comme bien d'autres, une ligne de chemin de fer sur le papier, une subvention qu'on donne pour en imposer au public.

Ce qu'il pourrait reprocher au gouvernement ne serait pas d'avoir trop subventionné, mais de ne pas avoir octroyé d'une manière définitive et loyale à toutes les compagnies.

Il insiste sur la confection du chemin de fer de Lévis à Kennébec, parce qu'il croit que c'est la ligne la plus directe qui conduise de Québec aux États-Unis.

Il est d'avis que, de tous les chemins de fer projetés, ce sera celui qui rapportera le plus de recettes, car il traverse un pays si beau, si pittoresque que ce sera la voie parcourue par nos voisins qui savent si bien apprécier la riche nature de notre beau Canada.

Ce chemin de Lévis à Kennébec, pourtant, c'est une des plus importantes des voies ferrées projetées. Il doit traverser une des vallées les plus riches et les plus belles de la province. Elle produit des quantités énormes de céréales et de bestiaux qui sont donnés à vil prix à cause de la difficulté de les transporter sur le marché. Un chemin construit dans cette vallée serait sûr d'un immense trafic de passagers, de marchandises et de produits. Non seulement il servirait de débouché à la vallée de la Chaudière et à la

vallée de l'Etchemin, mais il mettrait à portée du marché de la Nouvelle-Angleterre les beaux comtés de Lévis, Bellechasse et Montmagny.

Quant au chemin du Lac-Saint-Jean, on ne lui donne absolument rien, puisqu'en retour des \$25,000 qu'on lui offre, on veut qu'il abandonne les 10,000 acres de terres par mille auxquels il a droit aujourd'hui. Et pourtant, ce chemin mettrait en communication avec Québec et avec le reste de l'Union un immense territoire justement nommé le grenier du Canada.

Je doute fort aussi qu'on donne assez au chemin de fer du Nord pour en assurer la construction. J'aurais voulu que le gouvernement, au lieu de promettre de l'aide à une foule de petites lignes patronnées par ses amis, donne une aide plus efficace à quelques lignes d'une importance vitale, comme le chemin du Nord, le chemin de colonisation du Nord, le chemin de Lévis et Kennébec, le chemin du Lac-Saint-Jean et quelques autres lignes semblables.

On ne peut nous objecter l'état de nos finances. Depuis 1867, on ne cesse de nous dire que nous avons de forts excédents annuels. A ceux qui disaient que les excédents pourraient être absorbés et au-delà par les intérêts sur notre part de l'excédent de dette, on répondait que la part due par nous à la Puissance sur cet excédent serait plus que payée par les "trust funds" que le gouvernement fédéral donnait pour nous. Ou bien on voulait nous tromper en parlant ainsi, et alors nous ne pouvons avoir aucune confiance dans la politique du gouvernement; ou bien on disait vrai, et alors le règlement de la question de l'excédent de dette met à notre disposition une somme de cinq millions. Avec cette somme et le million que nous avons en caisse, nous pourrions, sans imposer de nouvelles charges à la province, assurer la construction des lignes de chemins de fer dont la nécessité est admise de tout le monde, comme le chemin du Nord, le chemin de colonisation du Nord, le chemin de Lévis et Kennébec, le chemin du Lac-Saint-Jean.

La demi-mesure proposée par le gouvernement va donner les mêmes résultats que par le passé. Nous aurons encore des chemins de fer sur le papier et la province de Québec restera à la queue de toutes les provinces de la Confédération.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Ne veut pas répondre par un long discours à l'honorable représentant de Montmagny, mais il croit de son devoir de dire qu'il n'y a qu'une seule voix dans la province pour applaudir la politique du gouvernement depuis 1867 concernant les chemins de fer. Dire que cette politique a changé jusqu'à présent est une fausseté.

Le gouvernement n'a jamais regardé aux tendances politiques, et la preuve, c'est que le premier chemin de fer qui ait obtenu un octroi du gouvernement était un chemin de fer patronné par une compagnie qui avait pour président le chef de l'Opposition actuelle.

Et, ce dernier amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bisson, De Beaujeu, Joly, Laframboise, Langelier, Larochelle, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), 9.

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Chapleau (sol. gén.), Dorion, Eddy, Fortin, Gagnon, Garneau, Gérin, Houde, Irvine (proc. gén.), Lalonde, Larocque, LeCavalier, Locke, Lynch, Malhiot, McGauvran, Méthot, Ouimet, Picard, Robertson, Roy, Sylvestre, Trudel et Verreault, 26.

Ainsi il est résolu dans la négative.

Et, l'amendement à la question principale étant mis aux voix, la Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bisson, De Beaujeu, Joly, Laframboise, Langelier, Locke, Lynch, Marchand, Molleur et Pelletier (Bellechasse), 10.

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Chapleau, (sol. gén.), Dorion, Eddy, Fortin, Gagnon, Garneau, Gérin, Houde, Irvine (proc. gén.), Lalonde, Larochelle, LaRocque, LeCavalier, Malhiot, McGauvran, Méthot, Ouimet, Poupore, Robertson, Roy, Sylvestre, Trudel et Verreault, 25.

Ainsi il est résolu dans la négative.

Et, la question étant de nouveau mise aux voix, que le rapport soit maintenant reçu;

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), que lesdites résolutions soient maintenant de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre.

Adopté.

En comité:

Les résolutions sont de nouveau proposées. Il est résolu :

1. Qu'il est à propos d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil, sujet aux conditions et restrictions contenues dans l'Acte de 1869 passé pour venir en aide à la construction des chemins à lisses de colonisation, concernant le changement du subside y mentionné, et sujet en outre aux conditions, restrictions et dispositions ci-après mentionnées, à accorder une aide provinciale au lieu de l'aide spécifiée dans ledit Acte de 1869 passé pour venir en aide à la construction des chemins à lisses de colonisation, jusqu'à concurrence de deux mille cinq cents piastres pour chaque mille de chemin de fer continu et non interrompu, sans aucun octroi additionnel, pour les ponts, à chacune des compagnies suivantes, savoir:

Le chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean;

Le chemin de fer de Lévis et Kennébec;

Le chemin de fer du Sud-Est, pour la partie d'icelui appartenant autrefois au chemin de fer des comtés de Richelieu, Drummond et Yamaska;

Le chemin de fer de Phillipsburg, Farnham et Arthabaska;

Le chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire;

Le chemin de fer de la frontière de Québec;

Le chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick;

Le chemin de fer international de Saint-François et Mégantic

Le chemin de fer de la Compagnie de la Baie-des-Chaleurs;

Le chemin de fer de Sherbrooke, des Cantons de l'Est et de Kennébec;

Le chemin de fer de Waterloo et Magog, et la ligne d'embranchement du chemin de fer de colonisation du nord de Montréal;

2. Que toute somme d'argent déjà payée par le gouvernement de cette province à une des compagnies de chemin de fer sus-nommées, en vertu de l'acte mentionné dans la section précédente ou en vertu de tout autre acte passé en amendement d'icelui, sera considérée comme ayant été payée à telle compagnie, à titre d'acompte et sera déduite de l'aide ou subside en surplus qu'autrement elle aurait eu droit d'avoir, en vertu du présent acte.

3. Que, nonobstant toute disposition contenue dans l'Acte de 1869 passé pour l'encouragement de chemins à lisses de colonisation, le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, pourra néanmoins, lorsqu'il aura établi qu'une compagnie travaille activement à la construction de son chemin, lui accorder pour chaque vingt-cinq milles dudit chemin complétés une partie de ladite subvention ou aide provinciale, proportionnée, quant au montant, à la longueur du chemin ainsi parachevé.

4. Que la compagnie du chemin de fer de Sorel et Chambly et celle des cantons du Sud-Est auront la somme de mille piastres par mille pour toute longueur de chemin qui leur appartenait avant la fusion desdites compagnies de chemin de fer respectivement avec d'autres chemins de fer, conformément à la loi passée à ce sujet.

5. Qu'aucune des compagnies de chemin de fer ci-après nommées n'aura de droit à une aide qu'en autant que, le ou avant le premier jour de janvier mil huit cent soixante-quinze, elle aura signifié par écrit au Secrétaire de la province qu'elle abandonne ses droits à tout octroi de terres antérieurement accordé à ladite compagnie en vertu d'un acte quelconque de cette province et qu'elle accepte le subside ou l'aide accordée par les présentes, savoir:

Le chemin de fer de Québec au Lac-Saint-Jean;

Le chemin de fer de l'International de Saint-François et de Mégantic;

Le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs;

Le chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick.

6. Qu'aucune des différentes compagnies de chemin de fer mentionnées dans la première des résolutions précédentes, sauf et excepté celles qui sont mentionnées dans la dernière résolution avant la présente, qui, le premier jour de novembre prochain, ne sera pas organisée entièrement et de bonne foi en vertu de son acte d'incorporation, et qui n'aura pas, audit jour, dix milles de chemin de fer nivelés et parfaitement prêts à recevoir la pose de rails, n'aura droit à aucun octroi, en vertu de la première résolution, mais au contraire, en autant que ledit chemin sera concerné, l'octroi y mentionné sera sans efficacité ni effet.

7. Qu'il est à propos d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à accorder, sous forme de prêt à la compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal, pour construire un chemin de fer de Montréal à Aylmer, des bons ou débentures de la province, jusqu'à concurrence de la somme de sept cent cinquante et un mille trois cent cinquante-six piastres, qu'il est par les présentes autorisé à émettre, sous telles formes, pour tels montants, et sujettes à telles dispositions, en ce qui les concerne, qui lui paraîtront les plus propres à sauvegarder les intérêts publics.

8. Que ladite compagnie aura droit audit prêt aux conditions suivantes seulement:

1. Ledit chemin de fer devra être complété et mis en opération entre Montréal et Aylmer le premier jour de mai mil huit cent soixante-seize, dans toute sa longueur, à l'entière satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Ledit chemin de fer devra entrer en communication avec le chemin de fer de la rive Nord de Québec à Montréal, au point qui a été ou qui sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un tiers des directeurs de la compagnie, sans comprendre dans ce tiers le directeur ou les directeurs ex officio représentant les municipalités, et nulle cité, nulle ville ou nulle municipalité ne seront représentées par un plus grand nombre de directeurs que ne le sera le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. La compagnie, le ou avant le premier jour de mai mil huit cent soixante-quatorze, devra signifier par écrit au Secrétaire de la province qu'elle abandonne tous ses droits à l'octroi de terres, spécifiés dans la cinquième section de l'acte de cette province, trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, et dans la troisième section également de l'acte de cette province, trente-six Victoria, chapitre quarante-deux, excepté la part de ladite compagnie dans la portion dudit octroi de terres décrit dans la cédule dudit acte, trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, comme étant le bloc A, et qu'elle accepte l'octroi ou le prêt accordé par le présent

acte. Dans le cas où la compagnie se déciderait à accepter tel octroi ou prêt et qu'elle aura signifié son intention à cet effet, elle sera considérée comme renonçant et elle renoncera de fait à toutes réclamations pour l'octroi de terres mentionné dans lesdits actes, excepté comme ci-dessus stipulé.

5. La compagnie, en recevant les bons ou débetures de la province ou une partie quelconque d'iceux, donnera en échange des débetures de la compagnie, portant intérêt à six pour cent, pour un montant égal et correspondant.

6. Tel montant du stock capital de ladite compagnie devra avoir été souscrit en sus du montant déjà souscrit ou qui pourra, à l'avenir, être souscrit par les municipalités que le lieutenant-gouverneur en conseil considérera comme juste et raisonnable, et au moins dix pour cent sur tel stock additionnel devront, de bonne foi, avoir été payés à la compagnie.

9. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos, lorsqu'il sera établi que ladite compagnie travaille activement à la construction de son chemin, accorder à ladite compagnie, dès que vingt-cinq milles dudit chemin auront été complétés et pour chaque vingt-cinq milles subséquents, une partie de l'octroi ou du prêt provincial, proportionnée à la longueur du chemin parachevé.

10. Qu'après la mise en force du présent acte et après que ladite compagnie aura accepté le prêt susdit, aux conditions ci-dessus mentionnées, ladite compagnie pourra, en outre, entreprendre et s'obliger à n'émettre sur ses bons et débetures aucune somme excédant celle qui pourra être fixée et déterminée à l'avenir par le lieutenant-gouverneur en conseil.

11. Que la compagnie, en recevant les bons ou débetures de la province ou une part quelconque d'iceux, devra donner en échange desdits bons ou débetures ou de partie d'iceux les bons de la compagnie pour un montant égal et correspondant, payable dans trente ans et portant intérêt à six pour cent, lesquels bons resteront entre les mains du gouvernement comme sûreté collatérale pour le prêt fait à ladite compagnie par les présentes. Mais, dès que ladite compagnie sera en possession des bons ou débetures de seconde classe, cesdits bons de seconde classe seront livrés au gouvernement comme susdit et pour un montant égal. Et, dans l'un ou l'autre cas, le prêt fait par le gouvernement à la compagnie en vertu des présentes, tant en principal qu'en intérêt, devra prendre rang après la souscription du stock actuellement faite ou qui sera faite à l'avenir par des corporations municipales et les dividendes et profits sur icelui et avant toutes souscriptions privées de stock et les dividendes qu'elles pourront donner.

12. Pourvu que cette partie de la ligne du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal, reliant à Deep River (Rivière Creuse) aura

été définitivement tracée, et que la compagnie aura fourni une preuve satisfaisante de sa diligence à travailler à la construction du chemin, le ou avant le premier jour de juin mil huit cent soixante-quinze, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder à ladite compagnie, sous forme de prêt, de bons ou débetures de la province qu'il est par les présentes autorisé à émettre, en telles formes, pour tels montants et sujet à telles dispositions en ce qui les concerne qu'il pourra juger convenables. Ledit prêt devra être fait, pour un montant égal et correspondant, par mille, et sous les termes et conditions ci-dessus spécifiées relativement à cette portion dudit chemin de fer reliant Montréal à Aylmer.

13. Qu'il est à propos d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à accorder à la compagnie du chemin de fer de la rive Nord, pour la construction du chemin de fer de la rive Nord, de Québec à Montréal, et le chemin des Grandes Piles et l'établissement d'une ligne de steamers sur le Saint-Maurice, ainsi qu'il en est fait mention dans l'acte de la ci-devant province du Canada, intitulé: "Acte incorporant la compagnie du chemin de fer et de navigation du Saint-Maurice", et au moyen d'un prêt, la somme d'un million deux cent quarante-huit mille six cent trente-quatre piastres, et le paiement de cet octroi ou de ce prêt sera fait en bons ou en débetures de la province, que le lieutenant-gouverneur en conseil est par le présent acte autorisé à émettre, de telle manière et pour tels montants, et sujet à telles dispositions par rapport auxdits bons et auxdites débetures qui seront jugés conformes à l'intérêt public.

14. Que la compagnie aura droit audit prêt aux conditions suivantes seulement:

1. Ledit chemin de fer sera complété et mis en opération à l'entière satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, et la navigation à vapeur sur le Saint-Maurice sera également mise en opération. Le lieutenant-gouverneur pourra cependant, s'il le juge convenable et quand il sera constaté que ladite compagnie est activement engagée dans la construction de son chemin, lui accorder, par chaque vingt-cinq milles de chemin qui sera terminé, une partie dudit prêt dont le montant sera proportionné à la longueur dudit chemin parachevé.

2. La compagnie devra, le ou avant le premier jour de mai de l'année mil huit cent soixante-quatorze, informer le Secrétaire de la province de l'acceptation par elle de tel prêt au lieu de l'octroi de terres auquel elle aurait autrement eu droit en vertu de l'acte de cette province, trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, intitulé: "Acte pour pourvoir à l'octroi de certaines terres pour venir en aide aux compagnies de chemins de fer y mentionnés" excepté la part de ladite compagnie dont cette portion dudit octroi de terres décrites dans la cédule dudit acte,

comme étant le bloc A; et dans et par telle signification elle abandonnera, et sera censée abandonner toute réclamation à tel octroi de terres, et elle y renoncera et sera censée y renoncer, excepté ladite part ou portion du bloc A.

3. La compagnie, en échange et en retour de tous bons provinciaux ou débentures à elle accordés, par les dispositions du présent acte, donnera ses propres bons ou

debentures, pour des montants semblables; et tous tels bons ou telles debentures seront rachetables dans trente années, à compter de leur date, et ils porteront intérêt au taux de six pour cent par année, et nulle de ces debentures ne sera d'une somme moindre que cent piastres.

4. Que quatre pour cent au moins devront être payés sur tout stock souscrit et non annulé par le bureau des directeurs, sans y comprendre toutefois le stock souscrit par les municipalités.

15. Qu'après la mise en force du présent acte, et l'acceptation par ladite compagnie du prêt ci-devant mentionné, aux conditions ci-devant posées, ladite compagnie pourra émettre ses bons ou debentures, pour telle somme qui pourra être ci-après fixée et déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil, et pas une autre ou une plus forte somme quelconque, nonobstant toute loi à ce contraire, et ladite somme ainsi fixée et déterminée sera prélevée, sujette aux formes et aux dispositions de la sous-section onze de la clause neuvième de l'acte des chemins de fer, comprise dans les statuts refondus du Canada, chapitre soixante-six, qui devra s'appliquer à tel prêt.

16. Que pour assurer le paiement intégral des bons, debentures et autres garanties qui seront émises par ladite compagnie, tant en raison de l'emprunt autorisé par la section précédente que pour les debentures provinciales et en échange d'icelles qui seront octroyées en vertu de cet acte, le chemin, les terres et les biens meubles et immeubles de ladite compagnie seront engagés et hypothéqués, dans l'ordre et de la manière qui suivent, savoir:

1. En faveur de toutes les personnes qui seront porteurs de bons ou de debentures émis par la compagnie, en vertu de la résolution précédente, lesquels bons et debentures seront ci-après connus comme nommés "Premiers bons privilégiés de la compagnie du chemin de fer du Nord".

2. En faveur de la corporation de la cité de Québec, et de toutes les autres municipalités, qui ont souscrit pour le montant du capital souscrit, et le dividende sur icelui n'excédant pas sept pour cent, par an, pour le montant du stock qu'elle a ou qu'elles ont souscrit.

3. En faveur du gouvernement de cette province, pour le montant des bons provinciaux qu'il aura échangés contre les bons et les debentures de la compagnie, en vertu des dispositions du présent acte.

17. Que chacune des voies principales desdits chemins de fer seront de première classe, et seront acceptées comme telles par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du Bureau provincial du chemin de fer.

18. Que nonobstant toute chose à ce contraire contenu dans les précédentes résolutions, il est à propos d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la preuve satisfaisante que la compagnie de chemin de fer de la colonisation du Nord de Montréal, ou de la compagnie du chemin de fer du nord, ont fait des arrangements financiers et définitifs ou des contrats, de bonne foi, pour la construction de leurs propres lignes de chemins, et que les travaux de ladite construction sont visiblement en voie de progrès, d'avancer, de temps à autre, à l'une ou à l'autre des dites compagnies de chemin de fer, sur l'octroi ou le prêt susdits qu'elles ont droit d'obtenir, en vertu dudit acte, une somme d'argent, dans une telle proportion, vis-à-vis du montant total de l'octroi autorisé, par les présentes, que les progrès des travaux et les garanties prises par les compagnies, pour s'assurer que le chemin sera complété et que le gouvernement en conseil se croira justifiable de l'accorder.

19. Que les debentures mentionnées dans les résolutions précédentes, qui seront émises par le gouvernement, seront payables en (30) trente ans de leur date, et porteront un intérêt de cinq pour cent par année.

Il sera du devoir du trésorier de la province de mettre de côté, un pour cent par année sur ces debentures, pour former un fonds d'amortissement du principal d'icelles, quand elles deviendront payables.

Résolutions tel que de nouveau amendées à rapporter.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions.

La séance est levée à minuit et quart.

Séance du 26 janvier 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De François Normandin et autres, de la paroisse de Saint-Geneviève-de-Batiscan, comté de Champlain; demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière Champlain.

Deux pétitions du révérend W. Richardson et autres, de Saint-Malachie, du révérend John W. Jenkins, bachelier ès arts, clerc de l'Eglise d'Angleterre, et autres de Thomas Fitzgerald et autres, de James McClintock et autres, toutes du township de Cranbourn, et de John Brennan et autres, du township de Frampton; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Mort de Pierre Cauchon

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Parle du triste accident dont a été victime samedi le postillon Pierre Cauchon à la traverse Bennett; à cet endroit la voie dessine une courbe très prononcée et comme une haute montagne masque complètement la route, il est arrivé souvent que des cultivateurs ont été surpris par le brusque passage d'un train débouchant sans qu'ils aient pu l'apercevoir et il s'est produit plusieurs accidents dont deux ont causé la mort d'hommes.

L'honorable député de Lotbinière propose en conséquence la motion suivante: "Que cette Chambre a appris avec un sentiment de tristesse la mort de Pierre Cauchon employé au transport des malles, qui a été tué samedi à la traverse Bennett sur la ligne du Grand Tronc par un train venant de Richmond.

Que le gouvernement mérite d'être blâmé sévèrement pour n'avoir pas pris les mesures qui auraient prévenu ce malheur instruit par le triste accident dont M. Pétry a été victime l'an dernier au même endroit et de la même façon, et par les solennels avertissements du grand jury qui a siégé à Québec en novembre dernier".

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit qu'une enquête se faisant actuellement sur cet accident, il ne serait pas convenable que la Chambre intervienne, mais que toutefois il serait prêt à montrer en temps et lieu que le gouvernement ne mérite pas de blâme.

Il conseille au député de Lotbinière d'attendre le verdict du jury.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que le coroner aura sans doute fini son enquête demain et qu'il se contente de présenter sa motion sous forme d'avis.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic):

Thought that in any event the language used by the Honourable Member for Lotbinière could not but have an effect upon a pending judicial enquiry, knowing all the circumstances of the case, he believed himself to be in a position to prove that whoever was to blame, no censure could lay at the door of the Government, which had done its full share towards averting accidents of this painful character at that place.

Interpellations:

Code municipal

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait remarquer au gouvernement que les officiers municipaux, et surtout les officiers de voirie ne connaissent pas la limite de leurs pouvoirs. A ce sujet il s'élève fréquemment des difficultés graves. Il demande au gouvernement s'il ne serait pas possible de faire imprimer en français et en anglais la partie des lois du code municipal qui regarde ces officiers.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que le gouvernement ferait sans doute publier un petit manuel à l'usage des employés de voirie et des conseillers municipaux si les frais n'étaient pas trop exagérés.

Brefs d'élection

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si l'Orateur a donné les ordres nécessaires pour l'émanation de brefs d'élection pour remplir les différentes vacances dans l'Assemblée législative.

M. L'ORATEUR: Répond que tous les brefs ont été émanés à l'exception de celui pour l'élection du comté de Montcalm.

Charte de la cité de Montréal

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Fait rapport du bill pour réviser et refondre la charte de la cité de Montréal et les divers actes qui l'amendent, et les amendements sont lus et adoptés.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de chemin de fer
à passagers de la Cité de Montréal

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Fait aussi rapport du bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal, et les amendements sont lus et adoptés.

Le bill est lu la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours. -

Compagnie d'omnibus
et de transport de Montréal

M. J.W. McGAUVVRAN (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie d'omnibus et de transport de Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. W. McGAUVVRAN (Montréal-Ouest): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Western Hospital
of Montreal

M.J. W. McGAUVVRAN (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer The Western Hospital of Montreal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M.J. W. McGAUVVRAN (Montréal-Ouest): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Village de Richelieu

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour détacher certains terrains de la municipalité du village de Richelieu, dans le comté de Rouville.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Women's Hospital of Montreal

M.J. W. McGAUVVRAN (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour amender l'acte de cette province, 34 Vic, chap. 57, intitulé: "Acte pour incorporer The Women's Hospital of Montreal".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M.J. W. McGAUVVRAN (Montréal-Ouest): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Aide aux chemins de fer

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Fait rapport que le comité de la Chambre, pour prendre en considération certaines résolutions concernant les chemins de fer, a passé plusieurs résolutions.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose que la troisième résolution soit amendée pour que les chemins de moins de vingt-cinq (25) milles puissent profiter des mêmes avantages que le chemin de la rive Nord, en agissant de bonne foi.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que cet amendement enlèverait à la province la protection que lui donnait la troisième section. L'on devrait au moins exiger que la moitié du chemin soit complétée.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that it was evidently the opinion of Mr. Joly that this amendment was useless. It would be seen that by it surety was taken by the Government for the acquirement by the companies of means for the construction of the whole road. He did not insist upon it, or consider it of much importance.

L'amendement est retiré.

Et la première et les suivantes, jusqu'à la troisième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La quatrième résolution étant lue une seconde fois:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), que ladite résolution soit amendée en retranchant les mots "Sorel et Chambly" dans la première ligne d'icelle et mettant à la place les mots "Montréal, Chambly et Sorel".

Adopté.

Ladite résolution ainsi amendée est adoptée.

La cinquième résolution et les suivantes, jusqu'à la septième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La huitième résolution étant lue une seconde fois, et la question étant proposée que cette Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution;

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le député de Gaspé (l'honorable P. Fortin), que tous les mots

après "que" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots, "ladite résolution soit amendée en insérant après le mot "Aylmer" dans la quatrième ligne d'icelle, les mots "aussi bien que l'embranchement dudit chemin depuis Sainte-Thérèse-de-Blainville jusqu'au village de Saint-Jérôme", soient mis à la place.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, appuyé par le député de Brome (M. W.W. Lynch), sous forme d'amendement audit amendement, que les mots "et l'embranchement depuis La Chute jusqu'à Saint-André", soient ajoutés à la fin d'icelle.

He urged that there should be an enforced attendance of Government members. By the non-attendance of Government members when the contract was given for the Northern Colonization Railway, a loss of about \$700,000 was secured the country. The contract was given to a brother of one of the directors at \$30,000 a mile, when Messrs. Shanly and Reekie had both tendered at much lower rates.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Pas une seule soumission remise à temps a été négligée. J'espère que le député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham) comprendra cette déclaration que j'ai déjà répétée deux fois.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Retorted commenting upon the fastidiousness of the Board of Directors, not one of whom were qualified, and who distributed the resources of the country. He denounced the granting of the contract and the ignoring of the Shanly tender as a piece of great unfairness.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham) commet une grave erreur. Il était présent à l'ouverture des soumissions, et il est bien connu que celle de M. Shanly arriva en retard, et ne put, par conséquent, être ouverte. Il était présent, et tout s'est déroulé impartialement.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said that it just amounted to this, that a purse of \$750,000 had gone wrong some way.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Rapporte en détail la formulation des appels de soumission, la procédure du bureau, etc. Il nie que M. Shanly fût injustement traité par le bureau, et insiste pour que l'on comprît que les accusations du député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham) sont dénuées de tout fondement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si le bureau du chemin de colonisation du Nord s'était engagé à prendre la plus basse soumission.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Il n'était

lié ni à la plus basse ni à aucune autre, et il était clairement annoncé qu'aucune soumission ne serait acceptée après la date limite.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le bureau aurait dû savoir mieux que d'accepter une soumission de \$30,000 le mille, sans tenir compte de la soumission de M. Shanly.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Said whatever might have been the contents of Mr. Shanly's tender he knew nothing at all about them, and as to Mr. Reekie, he had never heard of the gentleman as being a tenderer. The tenders had all been opened and their contents known throughout the city before Mr. Shanly's tender had been received, and the directors took objection to its reception because Mr. Shanly was by this knowledge enabled to cut under the tender of Mr. Macdonald which was accepted.

Et ce dernier amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et l'amendement à la question principale étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,

Il est résolu que ladite résolution soit amendée en insérant après le mot "Aylmer", dans la quatrième ligne d'icelle, les mots "aussi bien que l'embranchement dudit chemin depuis Sainte-Thérèse-de-Blainville jusqu'au village de Saint-Jérôme".

Ladite résolution, ainsi amendée, est alors adoptée.

La neuvième et les suivantes, jusqu'à la onzième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La douzième résolution étant lue une seconde fois, et la question étant proposée, que cette Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, appuyé par le député de Brome (M. W. W. Lynch), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "ladite résolution soit amendée en ajoutant après Rivière Creuse (Deep River), dans la seconde ligne, les mots "et l'embranchement depuis La Chute jusqu'à Saint-André", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Ladite résolution est alors adoptée.

La treizième résolution étant lue une seconde fois;

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le député de Laval (M. J.-H. Bellerose), que la résolution soit amendée en ajoutant après le mot "chemin" dans la treizième

me ligne, les mots "depuis la cité des Trois-Rivières jusqu'aux" et effaçant le mot "des" avant le mot "Grandes" et en ajoutant à la fin de ladite résolution les mots "pourvu que le lieutenant-gouverneur retienne toujours sur ladite subvention un montant suffisant pour assurer la construction entière du chemin depuis la cité des Trois-Rivières jusqu'aux Grandes Piles, et l'établissement d'une ligne à bateaux à vapeur sur le Saint-Maurice".

Ladite résolution, telle qu'amendée, est alors adoptée.

La quatorzième résolution et les suivantes jusqu'à la dix-septième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La dix-huitième résolution étant lue une seconde fois;

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le député de Laval (M. J.-H. Bellerose), que ladite résolution soit amendée en ajoutant à la fin d'icelle les mots "mais rien dans cette résolution ne pourra en aucune manière affecter le proviso contenu dans la treizième résolution".

Adopté.

Ladite résolution, telle qu'amendée, est alors adoptée.

La dix-neuvième résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Introduction de bills :

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour pourvoir à ce qu'une aide soit accordée à certaines compagnies de chemins de fer. Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la deuxième lecture dudit bill.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande que les résolutions ayant été adoptées à la hâte, la motion soit acceptée sur division.

La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain, et les résolutions rapportées aujourd'hui du comité de toute la Chambre concernant les chemins de fer sont renvoyées audit comité.

Message du Conseil législatif.

Le Conseil législatif consent à la conférence demandée au sujet des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec", et il enverra des membres de cette Chambre pour rencontrer les délégués de l'Assemblée législative, à cinq heures, p.m., aujourd'hui, dans la Chambre de conférence No 3, du Conseil législatif, et les membres nommés par le Conseil

législatif sont les honorables MM. Beaubien, LeMaire, Dionne, Bryson et Beaudry, lesquels rencontreront les délégués de l'Assemblée législative à l'heure fixée.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J. G. Robertson), que demain il y ait deux séances de la Chambre, la première commençant à 11 heures, a.m., et se terminant à 1 heure, p.m., et la seconde à 3 heures, p.m.

Magistrats de district

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Oumet), la deuxième lecture du bill pour amender l'acte concernant les magistrats de district en cette province.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Parle contre le principe du bill et condamne le gouvernement d'apporter une mesure de ce genre au moment où la session va finir.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Abonde dans le même sens.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Monsieur l'Orateur, je me lève pour dire que, au lieu de donner de nouveaux pouvoirs aux magistrats de districts, au contraire on devrait supprimer complètement ces magistrats.

Il est bien certain que cette innovation dans le système judiciaire est parfaitement inutile. On a consulté des juges et des avocats éminents au sujet du bill, et tous ont exprimé l'opinion que le bill présenté aujourd'hui est pour le moins inopportun. Les magistrats que l'on a nommés jusqu'à présent sont des gens bien peu brillants, on a fait de piètres nominations.

Je pourrais bien citer quelques cas qui ne sont pas très éloignés de Québec.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Nommez-les?

M. F. LANGELIER (Montmagny): Le premier ministre sait bien que je ne puis pas citer des noms ici. Tout le monde est d'avis que l'institution des magistrats du district ne vaut absolument rien. Il n'y a que quelques personnes qui soient en faveur de ce système.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Ah! il y a des exceptions.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Oui, ce sont les avocats sans cause. (Rires). Messieurs les magistrats font aussi les difficiles, ont des délicatesses. Ainsi généralement ils se froissent lorsqu'on les appelle monsieur le magistrat, ils veulent qu'on les appelle monsieur le juge. De sorte que dans les campagnes, il en résulte une confusion impossible.

L'institution des magistrats stipendiaires est, au dire même de tous les avocats qui pourtant devraient être intéressés à maintenir le système, la plus déplorable innovation qui existe dans le système judiciaire.

On a fait des efforts considérables pour assurer l'indépendance de la magistrature; l'institution des magistrats de district ébrèche cette indépendance; la nomination des magistrats est absolument entre les mains de l'exécutif local. On peut cependant faire une objection constitutionnelle au bill; c'est que la clause 96 de l'Acte d'Union est complètement opposée à ce que demande le bill. Cette clause dit que les gouverneurs doivent nommer les juges des Cours supérieures. Par l'acte des magistrats de districts on est en train de démolir cette clause; on veut donner à l'exécutif local le droit de nommer des magistrats qui administreront la justice concurremment aux autres cours. On empiètera ainsi sur les attributions de l'exécutif fédéral.

Un juge me disait il n'y a pas longtemps qu'il pouvait administrer la justice dans trois districts ruraux et se reposer trois semaines sur quatre.

On augmente d'année en année les dépenses de la justice. Les magistrats stipendiaires seuls nous coûtent déjà \$12,000; bientôt elles atteindront la somme de \$15,000 et \$20,000. On se plaint du coût élevé de l'administration de la justice, et pour rencontrer ces dépenses on impose des taxes sur les populations; qu'on supprime les frais de l'institution des magistrats de districts. Je voterai donc contre le bill.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose que le rapport ne soit pas adopté, mais renvoyé à un comité et amendé comme suit: "que la cour de Magistrats de districts siégeant à Trois-Rivières aura juridiction sur tout le district des Trois-Rivières, excepté sur le comté de Maskinongé".

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Parle contre l'amendement qui est de nature à établir un principe dangereux, celui de la juridiction concurrente.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Explique l'amendement.

M. M. HOUDE (Maskinongé): Explique aussi l'amendement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait aussi voir les dangers d'une juridiction concurrente.

L'amendement est refusé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que lorsque le premier, il a proposé l'organisation de la Cour des magistrats de districts, tout le monde a approuvé cette mesure.

L'honorable député de Montmagny est tombé à bras raccourcis sur les magistrats stipendiaires; il a parlé des maigres nominations que nous avons faites. Il a dit qu'il y en avait de ce genre-là dans les environs de Québec. L'honorable député veut probablement parler du magistrat nommé à Lévis, M. Bernier. Le gouvernement a fait cette nomination en prenant pour base les nombreux certificats donnés à M. Bernier.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Ce sont des certificats de pitié.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): La charité prend toutes espèces de formes.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'aumône n'est pas défendue. D'ailleurs, ces certificats sont une faute d'impression du commencement à la fin.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Ainsi donc, je ne crois pas que le gouvernement pouvait hésiter à faire cette nomination. Et depuis, le magistrat en question a rempli ses devoirs en conformité des certificats que je viens de lire.

Il n'y a que ce seul cas que l'honorable député ait à citer. Quant aux autres, il l'avoue lui-même, il n'a pas un mot de reproche à leur adresser. Partout on se trouve parfaitement bien des magistrats de districts.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau aujourd'hui.

Accordé.

Ajournement

Il est résolu que cette Chambre s'ajourne maintenant.

La Chambre s'ajourne en conséquence.

Double mandat

A l'heure indiquée, les députés nommés par cette Chambre pour rencontrer les délégués nommés par le Conseil législatif à une conférence au sujet des amendements faits par leurs honneurs au bill intitulé: "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec", se sont rendus à la conférence;

Et étant de retour,

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait rapport qu'ils ont assisté à la conférence et qu'ils ont remis aux délégués du Conseil législatif la raison pour laquelle cette Chambre n'a pas encouru dans lesdits amendements.

Magistrats de district

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour amender l'acte concernant les magistrats de district en cette province.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement.

La question étant proposée que le rapport soit maintenant reçu;

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant à la première section la sous-section suivante:

4. "Pourvu que le nombre des magistrats de district n'excède pas, en aucun temps, le nombre actuel, excepté dans le cas où il serait nécessaire d'en nommer un pour les Iles-de-la-Magdeleine", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement.

Et la question étant proposée, que le rapport soit maintenant reçu;

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le député de Laval (M. J.-H. Bellerose), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant la clause suivante :

La cour des Magistrats, siégeant dans la cité des Trois-Rivières aura juridiction dans tout le district des Trois-Rivières, à l'exception du comté de Maskinongé", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix;

Il est ordonné que le rapport soit maintenant reçu. Les amendements sont lus et adoptés.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte des chemins de fer de Québec 1869

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte des chemins de fer de Québec 1869.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Droit d'appel à la cour du Banc de la Reine

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la loi concernant le droit d'appel à la cour du Banc de la Reine.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande que ce bill soit considéré comme un bill public, puisqu'il est impossible maintenant de présenter un bill privé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que cette manière de légiférer est dangereuse, et que pour sa part, il lui est impossible d'y consentir.

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Département de l'Agriculture et des Travaux publics

Le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics", est, selon l'ordre du jour, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre, à sa première séance demain.

Cour de Session générale de la Paix dans les districts de Québec et de Montréal

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic):

Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour diminuer le nombre des termes de la cour de Session générale de la Paix dans les districts de Québec et de Montréal.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Avant que le bill passe à sa seconde lecture, je demanderai si c'est l'intention du gouvernement de diviser les fonctions du commissaire de police et du juge des Sessions de la Paix. Le commissaire général à Québec remplit cette dernière fonction et il est manifestement impossible que les devoirs des deux charges puissent être remplis avec impartialité et comme il convient. Il se présente devant lui des cas qu'il ne peut décider d'une manière aussi indépendante que s'il ne cumulait pas les deux fonctions. Je considère comme une injustice pour le public le maintien d'un pareil système.

M. F. LANGELEIR (Montmagny): Croit avec M. Gérin qu'il y a incompatibilité complète entre les deux fonctions, car souvent le juge des sessions a à décider de différents entre les agents de police qu'il est censé commander et les prisonniers amenés devant lui.

Si la police provinciale doit être continuée, il faut de toute nécessité un chef ayant seul l'entier contrôle et le droit de commandement.

L'orateur fait l'éloge du major Voyer, lui donnant le mérite de l'excellente organisation de la police de Québec et disant que comme il fallait de toute nécessité nommer un chef, ses aptitudes et son énergie le recommandaient à la place.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Je suis heureux que cette question ait été mise sur le tapis. Tout en reconnaissant le mérite du major Voyer et du capitaine Heigham, je dis que l'efficacité actuelle de la police est due, dans une grande mesure, aux services du commissaire. Je ne vois pas qu'il y ait incompatibilité entre les deux charges, comme on peut le prouver par l'exemple du juge Coursol qui a dirigé la force de Montréal avec une grande habileté et une grande sagesse.

M. P. GARNEAU (Québec-Comté): Je suis d'opinion qu'il y a incompatibilité entre les deux fonctions. La charge de commissaire exige de la promptitude et de l'habileté, et il faut qu'il y dévoue tout son temps. La force de la police n'est pas complètement provinciale, mais elle pourra le devenir, quand le système deviendra plus général. Il ne saurait y avoir d'officiers plus efficaces que le major Voyer et le capitaine Heigham.

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Profession du notariat

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le député de Stanstead (M. T. Locke), la deuxième lecture du bill pour amender l'acte pour refondre et amender les actes concernant le notariat.

La Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Beaubien, Bellerose, Chapleau (sol. gén.), Fortin, Garneau, Gérin, Hearn, Houle, Irvine (proc. gén.), Joly, Lalonde, Larochelle, Locke, Lynch, McGauvran, Poupore, Robertson, Sylvestre et Trudel, 19

Contre: MM. Bisson, Gagnon, Laframboise, Langelier, LaRocque, LaRue, Malhiot, Ouimet, Pelletier (Bellechasse), Roy et Verreault, 11

Ainsi la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec les amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Et la question étant proposée, que le bill passe, et que le titre soit: "Acte pour amender l'acte pour refondre et amender les actes concernant le notariat", la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte 35 Victoria, chapitre 16

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour expliquer la quatrième section de l'acte trente-cinq Victoria, chapitre seize.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Tenue des comptes de cens et rentes

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour faciliter la tenue des comptes de cens et rentes dans les seigneuries.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre qui en fait rapport sans amendement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi électorale

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Propose la deuxième lecture du bill pour établir des dispositions temporaires concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de Québec.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): S'oppose au bill.

Le bill est retiré.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés".

Bill intitulé: "Acte pour confirmer l'arpentage de la ligne de division entre les cantons de Grantham et Upton".

Bill intitulé: "Acte pour autoriser les commissaires d'école de la ville d'Iberville à prélever une certaine somme pour l'érection d'une maison d'éducation commerciale supérieure".

Bill intitulé: "Acte amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montréal et des Laurentides".

Bill intitulé: "Acte pour constituer en corporation la Société de bienfaisance mutuelle du service civil de Québec".

Bill intitulé: "Acte passé pour faire disparaître toute incertitude concernant les limites de la paroisse de Sainte-Basile-le-Grand".

Bill intitulé: "Acte incorporant la Compagnie manufacturière de fer et d'acier d'Ottawa (Limitée)".

Aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Association des dentistes de la province de Québec", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la ville de Salaberry", avec plusieurs amendements,

auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 32 Victoria, chap. 59, incorporant la Compagnie de chemin de fer de jonction de Missisquoi, et amendant aussi l'acte 35 Victoria, chap. 59, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Montréal Chambly et Sorel, et autorisant la fusion desdites compagnies et pour d'autres fins", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, Edouard Bégin, comme notaire".

Association des dentistes

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Association des dentistes de la province de Québec".

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Propose que lesdits amendements soient lus une seconde fois et adoptés.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Incorporation de la ville de Salaberry

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la ville de Salaberry".

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose que lesdits amendements soient lus et adoptés.

La Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 32 Victoria, chap. 59, incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi, et amendant aussi l'acte 35 Victoria, chap. 29, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et autorisant la fusion desdites compagnies et pour d'autres fins".

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose que

lesdits amendements soient lus une seconde fois et adoptés.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Edouard Bégin

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, Edouard Bégin comme notaire".

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Propose que lesdits amendements soient lus une seconde fois et adoptés.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Interpellations:

Limites à bois

M. F. LANGELIER (Montmagny): Demande si le gouvernement a annulé la concession faite le 12 juillet 1872 en faveur de personnes inconnues et au nom d'un homme de chantier du nom de R. Thibaudeau, d'une limite de 575 acres située sur la rivière Gatineau; si le montant de la prime \$5,750 apparaissant dans l'état soumis à cette Chambre le 28 novembre 1872 comme payé pour ladite limite l'a été; s'il n'a pas été payé alors, a-t-il été payé depuis, par qui et au nom de qui il a été payé; si le gouvernement a pris ou a l'intention de prendre des mesures, et lesquelles, pour annuler ladite concession.

Il dit qu'il a été porté à faire cette demande par des rumeurs comportant que cette limite a été concédée à un homme de paille représentant certaines personnes dont la position ne leur donnait pas droit d'avoir des terres publiques; qu'il y avait dans cette affaire une spéculation honteuse que la Chambre désire connaître.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Le gouvernement n'a pas annulé la concession faite le 12 juillet 1872 en faveur de R. Thibaudeau, qui avait fait la demande de cette concession par l'entremise de G. Taylor, son agent.

Ces limites ont été réclamées par un monsieur Rosaire Thibaudeau, marchand de Montréal, qui prétend par son protêt en date du 6 juin 1873, que ledit G. Taylor a fait la demande de ces limites pour et au nom de Rosaire Thibodeau.

Un protêt réclamant la concession des mêmes limites a aussi été reçu au département des terres le 13 juin 1873 de la part d'un M. Régis

Thibaudeau, marchand de bois, de la paroisse de Saint-Paulin.

Le département des terres a aussi reçu les affidavits de Gilbert Taylor, et John Roche, marchands de bois, de Québec, et dudit Régis Thibaudeau, établissant que la demande desdites limites a été faite pour et au nom dudit Régis Thibaudeau.

Le montant de cette prime \$5,750 plus la somme de \$1,150 pour la rente foncière d'une année a été offert par les deux prétendants ou réclamants avec leur protêt.

L'affaire est encore sous la considération du gouvernement.

Chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande si c'est l'intention du gouvernement de changer le chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska, et de le fixer au village de Fraserville (Rivière-du-Loup), dans le comté de Témiscouata, d'y bâtir un palais de Justice et une prison, et quand.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Répond que le gouvernement n'est pas prêt à rendre une décision.

Propriété du gouvernement à Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande si c'est l'intention du gouvernement de vendre la propriété du gouvernement à Montréal située rue Notre-Dame entre la place Jacques-Cartier et la rue Claude.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): C'est l'intention du gouvernement.

Bureau de cadastre dans Charlevoix

M. A. GAGNON (Charlevoix): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'établir un bureau de cadastre, cette année, dans le comté de Charlevoix.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Si les circonstances le permettent.

Horace Cimon

M. A. GAGNON (Charlevoix): Demande si c'est l'intention du gouvernement de maintenir encore longtemps Horace Cimon, écuyer, comme magistrat stipendaire pour le district de Saguenay.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Le gouvernement a institué une enquête sur la question; le rapport n'étant pas encore produit, il lui est impossible de répondre d'une manière définitive.

Bonus pour les employés
du service civil

M. F. LANGELIER (Montmagny): Demande si c'est l'intention du gouvernement de payer de suite aux employés du service civil qui n'ont pas eu le boni l'an dernier, soit des arrérages de six mois sur leur augmentation, soit une somme équivalant à un mois de traitement.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): C'est l'intention du gouvernement.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Seigneurie de Mingan

M. F. LANGELIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,

1. Copie de toute correspondance et autres documents produits par certaines personnes se prétendant propriétaires, à titre héréditaire ou autrement, du territoire vulgairement connu sous le nom de seigneurie de Mingan.
2. Copie de toute demande faite au gouvernement par d'autres personnes désirant acquérir ledit territoire, des procédés du conseil exécutif sur les demandes de ces diverses parties, et de sa décision ou jugement sur l'affaire.
3. Copie du titre de propriété donné en conséquence de telle décision avec les noms de tous les acquéreurs, le prix, les conditions de paiement.

De plus, un état indiquant les sommes qui ont été payées à compte dudit prix.

Adopté.

Limites à bois

M. F. LANGELIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,

1. Copie de l'application de R. Thibaudeau, pour une limite de 575 milles carrés, située sur la rivière Gatineau.
2. Copie de l'ordre en conseil octroyant ladite limite audit R. Thibaudeau.
3. Copie de la licence expédiée en vertu dudit ordre en conseil.
4. Copie de la lettre informant ledit R. Thibaudeau, de l'octroi de ladite limite.
5. Copie de la correspondance entre le gouvernement et certaines personnes qui ont prétendu avoir droit à ladite limite.
6. Copie de l'entrée dans les livres du département des Terres de la Couronne indiquant le montant et la date du dépôt fait par ledit R. Thibaudeau, avant d'obtenir ladite licence.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Dit que le gouvernement est prêt à donner tous les éclaircissements désirables et qu'en voyant l'avis de motion figurer sur les ordres du jour, il a fait imprimer les documents qui seront distribués demain à la Chambre.

Le rapport soumis à la Chambre à la dernière session a été préparé à la hâte par les employés du gouvernement et c'est par erreur que le prix des limites a figuré comme payé.

M. F. LANGELIER (Montmagny): Explique que dans un état fourni à la Chambre à la dernière session, le nom de M. Rosaire Thibaudeau figurait comme concessionnaire d'une limite de 575 milles située sur la rivière Gatineau. M. R. Thibaudeau fort surpris de voir son nom, fit des démarches au bureau des Terres et apprit que le R. Thibaudeau en question était un marchand de bois d'Ottawa.

Il le fit rechercher dans le district d'Ottawa et n'ayant pu le découvrir, il revint à la charge, auprès du commissaire des Terres et obtint comme seconde réponse que le R. Thibaudeau, acheteur des limites, était le contremaître du chantier de John Roche. Il est fort surprenant que le département des Terres ait fait une concession de cette importance à un inconnu; la chose mérite des éclaircissements.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Dit que la limite a été réclamée par M. Rosaire Thibaudeau et ensuite à son nom par l'honorable M. Isidore Thibaudeau, son frère, qui fit tous ses efforts, n'épargnant ni les prières ni les menaces pour lui faire accorder la limite, tout en déclarant nettement que son parent n'avait jamais fait de demande. Plus tard, M. Régis Thibaudeau a fourni des affidavits établissant que la limite avait été demandée pour lui par George Taylor et qu'il en était le véritable propriétaire.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): L'honorable commissaire des Terres a le plus grand tort d'insinuer que les MM. Thibaudeau ont essayé de se faire concéder une limite sous de faux prétextes, puisque d'après ses propres déclarations, il appert que l'honorable M. Thibaudeau a franchement déclaré que son frère n'avait jamais fait de demande pour une limite.

M. F. LANGELIER (Montmagny): M. Rosaire Thibaudeau savait parfaitement qu'il arrivait bien souvent que des limites étaient mises sous le nom de personne à l'abri desquelles se cachaient des spéculateurs et des marchands de bois. Voyant qu'une limite de 575 milles carrés avait été accordée à une personne portant son nom, il conçut des soupçons, fit des recherches et pour tirer la chose au clair, somma le commissaire des Terres de lui livrer la limite inscrite à son nom.

M. R. Thibaudeau, pressentant quelque faute

de la part du département des Terres, était parfaitement justifiable d'agir comme il l'a fait.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): M. R. Thibaudeau, après avoir bien clairement dit qu'il n'avait pas demandé de limites, déclare dans son protêt que M. G. R. Taylor a fait application en son nom.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Prétend qu'il n'est pas nécessaire d'avoir de grands capitaux pour acheter des limites et il cite plusieurs exemples pour montrer qu'il n'est pas impossible que Régis Thibaudeau, quoique journalier, soit devenu acquéreur de la limite en question avec le secours des capitaux de G.R. Taylor.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je suis bien fâché que cette affaire ait été présentée sous la forme qu'on lui a donnée, car elle compromet le nom des MM. Thibaudeau dans une transaction qui jette beaucoup de discrédit sur ceux qui y sont concernés. Le député de Montmagny, qui a soulevé cette question, doit accepter toute la responsabilité de la discussion qu'il a provoquée.

Le gouvernement, s'il eût voulu imiter les exemples de ses adversaires, aurait poursuivi l'oeuvre de dénigrement de leurs compatriotes, il aurait de lui-même mis devant cette Chambre toutes les hontes de cette sale affaire. Le gouvernement n'a pas voulu agir ainsi, n'a pas voulu ternir le nom de compatriotes riches et élevés dans les classes sociales. L'opposition seule est responsable des conséquences que peuvent avoir devant le public les révélations que le gouvernement est obligé de faire. Quoiqu'à regret, je dois donc parler de cette affaire, car je la connais du commencement à la fin.

A la fin de session du Parlement de Québec, de 1872-73, M. Rosaire Thibodeau montait à Montréal en compagnie de plusieurs personnes avec lesquelles, dans la conversation, il critiquait sévèrement l'administration du département des Terres, principalement les concessions des limites de bois. M. E.J. Charlton lui fit remarquer qu'il avait bien mauvaise grâce de se montrer si sévère, quand lui-même peu de temps auparavant s'était fait octroyer par le département une limite de 575 milles carrés des plus belles forêts existantes sur la Gatineau. M. Rosaire Thibodeau fut scandalisé de cette assertion qu'il démentit séance tenante avec la plus grande énergie, affirmant solennellement qu'il n'avait jamais demandé et qu'on ne lui avait jamais octroyé aucune limite de bois.

M. Charlton lui montra un document officiel, publié pendant la session, qui donnait les noms de tous ceux qui avaient obtenu des limites de bois du département des Terres de la couronne et parmi ces noms se trouvait celui d'un M. R. Thibodeau comme ayant sur la rivière Gatineau une limite de 575 milles carrés. M. Rosaire Thibodeau parut étrangement sur-

pris, mais une idée lumineuse lui vint sans doute, il abandonna la discussion.

Rendu à Montréal, ils s'enquérissent avec le plus grand soin s'il se trouvait quelque part un autre R. Thibodeau que M. Rosaire Thibodeau. Leurs recherches furent infructueuses; on remarquera qu'à cette époque M. Thibodeau ignorait que la demande de cette limite avait été faite pour M. R. Thibaudeau par l'intermédiaire de M. G. Taylor.

Le bruit propagé par lui-même se répandit bientôt que M. Rosaire Thibaudeau avait une limite pour laquelle des Américains offraient un demi-million de piastres.

Après mon entrée dans le ministère, je fus abordé par quelques amis de M. Thibaudeau qui me dirent que ce monsieur était en train de faire une riche affaire et que ce serait une bonne fortune pour lui si le gouvernement lui permettait d'entrer en possession des limites inscrites à son nom. Je réfutai cet avancé et déclarai qu'il n'y avait aucunes telles limites au nom de M. Thibaudeau, et j'informai en même temps mes collègues de la conspiration tramée contre le département des Terres de la couronne.

Dans l'intervalle, deux fois à des assemblées publiques à Montréal quand M. Thibaudeau et ses amis politiques dénonçaient le prétendu scandale du Pacifique, je l'ai défié d'amener devant le public une affaire aussi scandaleuse que sa tentative d'escamoter au département la concession des terres de la couronne qu'il demandait. Ce défi a été décliné parce que MM. Rosaire et Isidore Thibaudeau connaissaient exactement la fausse position dans laquelle ils se trouvaient pour avoir essayé d'obtenir sous de faux prétextes ces limites à bois. Pour l'honneur de ces deux messieurs, je ne voulus pas alors divulguer en public les faits que je connaissais; mais comme on a soulevé la question en Chambre, il est de mon devoir d'exposer les faits. C'est un devoir pénible à remplir, mais je dois le remplir.

Le 3 juin dernier, l'honorable M. Isidore Thibaudeau et M. Rosaire Thibaudeau vinrent mendier au commissaire la concession des limites qu'ils réclamaient, disant, comme l'a déclaré l'honorable commissaire, que pas un seul de leurs amis politiques ne trouverait à redire ni à blâmer le gouvernement pour cela.

L'honorable commissaire s'étant opposé à leur demande, ils employèrent tous les moyens de douceur possible, puis ils le menacèrent d'accuser le département d'avoir accordé des limites au nom de M. R. Thibaudeau, sans qu'ils les eût demandées.

Tout malheureusement, le commissaire se moqua de leurs menaces, et fut bien surpris lorsqu'il vit, le 6 juin, M. Rosaire Thibaudeau, en compagnie de son frère, l'honorable Isidore Thibaudeau, lui servir un protêt notarié dans lequel Rosaire Thibaudeau déclare solennellement que le 8 juin 1872 une personne du nom de G. Taylor — pour et en son nom — (Rosaire

Thibaudeau), demanda la concession de 575 milles de limites à bois, qui fut accordée, offrant, en même temps que son protêt, \$6,900 pour ces limites.

Dans les pourparlers avec le commissaire et les employés du département, M. Thibaudeau avait appris que l'application avait été au nom de M. R. Thibaudeau, par M. G. Taylor.

A ce protêt qui est maintenant devant la Chambre, le commissaire répondit que les limites n'avaient jamais été accordées à M. Rosaire Thibaudeau, qui ne les avait jamais demandées. On menaça alors l'honorable commissaire d'une poursuite. Mais cette poursuite est encore à venir.

Il me serait pénible de croire qu'en prenant ces mesures les MM. Thibaudeau fussent animés par l'intention criminelle de frauder la province; c'est probablement parce qu'ils étaient mal avisés qu'ils ont agi de la sorte. Cependant, une déclaration solennelle faite dans un protêt notarié portant la signature de M. Rosaire Thibaudeau est là pour montrer au monde une tentative évidente de frauder le domaine public; et elle provoquera la réprobation publique. La conscience du soi-disant parti libéral est excessivement sensible quand on lance le moindre soupçon contre l'administration des affaires publiques par ses adversaires politiques, mais elle est très élastique, paraît-il, lorsqu'il s'agit de faire de beaux profits. Un demi-million adoucit tellement la conscience de ces libéraux qu'ils vont jusqu'à faire fléchir leur austérité au point de leur faire oublier les règles les plus ordinaires de la prudence. Que ces messieurs parlent du scandale du Pacifique; ils n'y trouveront jamais personne essayant, au moyen de fausses représentations, de s'assurer la possession d'une propriété considérable de la Couronne.

Encore une fois, je suis fâché d'être obligé de mentionner ces faits; mais le commissaire des Terres, qui a été si souvent et si gratuitement accusé par les honorables députés de la gauche, doit avoir sa revanche de toutes ces accusations. Il a repoussé sans crainte les promesses comme les menaces d'une riche maison, pour protéger le domaine public; il s'est montré inaccessible à la corruption comme à la crainte, et cette Chambre et le pays doivent lui en être reconnaissants. Que la honte en retombe sur l'homme qui a tenté d'arracher au gouvernement une grande partie du domaine public sans y avoir le moindre droit, et cela avec la parfaite connaissance de la fausseté de ses prétentions exprimées dans son protêt notarié. Que ce monsieur explique sa conduite comme il le pourra, devant le monde commercial, je n'en dirai pas moins qu'il n'y aura qu'une seule voix dans la province pour louer l'intégrité du commissaire des Terres de la couronne et pour flétrir du stigmate qu'il mérite ceux qui ont tenté de l'induire en tentation.

Les vantardises de M. Rosaire Thibaudeau eurent pour effet d'attirer l'attention de celui qui avait réellement fait la demande de la

limite. Le nom de cet homme est: Régis Thibaudeau, grand foreman pour la compagnie Hunterstown, pour me servir de la désignation faite par l'honorable député de Maskinongé, M. Houde, qui le connaît, a-t-il dit, pour un homme de la plus haute intégrité et honorabilité, bien qu'il soit l'un de ses adversaires politiques. M. Taylor s'est aussi retrouvé, et le gouvernement met aujourd'hui devant la Chambre les affidavits de MM. Régis Thibaudeau et G. Taylor, déclarant que c'est eux qui ont demandé la limite en question, Taylor pour Régis Thibaudeau. M. John Roche, de Québec, fila, lui aussi, au département un affidavit corroborant les deux autres.

Il est donc parfaitement établi, lo par l'aveu de MM. Rosaire et Isidore Thibaudeau, qu'ils n'ont pas demandé cette limite bien que, dans leur protêt, ils affirment audacieusement que M. Taylor, qu'ils ne connaissaient pas, l'avait demandé pour et au nom de M. Rosaire Thibaudeau.

2o Les affidavits de MM. Régis Thibaudeau, G. Taylor et John Roche établissent clairement la fausseté des prétentions de M. Rosaire Thibaudeau.

L'honorable commissaire a été requis de donner la licence au propriétaire réel de ces limites. M. Régis Thibaudeau, marchand de bois de Saint-Paulin. Il refusa de le faire, malgré la production de trois affidavits assermentés établissant les droits de ce monsieur à ces limites. Le protêt de M. Rosaire Thibaudeau avait soulevé un doute, aussi mal fondé qu'injuste, il est vrai, mais le département des Terres ne voulait pas donner la licence tant que l'affaire ne serait pas tirée au clair en disant que l'action des tribunaux seule le déciderait. Et c'est pour cette stricte vigilance sur les intérêts publics que le commissaire des Terres est si basement attaqué maintenant.

L'honorable député de Montmagny (M. Langelier) a eu le courage d'affirmer devant cette Chambre que M. Rosaire Thibaudeau s'étant assuré qu'il n'existait pas d'autre personne que lui-même portant le nom de R. Thibaudeau, était justifiable de penser que les limites à bois lui avaient été accordées par l'entremise d'un certain "G. Taylor", dont le nom apparaît comme celui d'une personne agissant pour R. Thibaudeau, qui faisait la demande de ces limites.

Je suis étonné d'entendre une pareille proposition émise par un homme qui occupe au barreau une position aussi élevée que le député de Montmagny. Il y a quinze mois, je défendais devant une cour criminelle un homme dont le crime était d'avoir donné le nom d'un marchand de Québec comme le faiseur de certains billets promissoires, en apposant à ces billets la signature d'un autre homme portant le même nom que ce marchand. La cour qualifia cet acte de faux et digne de condamnation. La seule différence entre les deux cas, c'est que, dans celui qui nous occupe actuellement, la tentative

de se prévaloir du nom d'un autre n'a pas réussi et que la haute position des MM. Thibaudeau dans le monde commercial les a protégés contre les soupçons qui auraient ruiné tout autre homme qui ne se serait pas trouvé dans une position aussi avantageuse.

Il est bien facile de dire que cette demande de M. Thibaudeau n'a pas causé de tort à la province, parce que le commissaire n'a pas accordé les limites; mais cela fait honneur au commissaire des Terres et non pas à M. Thibaudeau. Si le commissaire avait ignoré les faits, s'il avait fléchi en présence des menaces d'hommes influents, s'il n'avait pas été au-dessus de tout sentiment de corruption, l'acte de fraude le plus nuisible aux intérêts de la province aurait été commis au détriment et à la honte du pays. Ces paroles sont dures, mais elles sont malheureusement trop vraies, et c'est pour cela que je les regrette. Le gouvernement aurait pu faire beaucoup de réclame politique avec cette affaire; mais il n'a pas voulu imiter l'exemple de ses adversaires et remporter un succès au prix de la réputation d'autrui, bien que, lui, il ne se soit pas procuré ses informations par des vols de lettres et des abus de confiance.

Personnellement, j'ai beaucoup d'estime pour MM. Thibaudeau, et ma seule espérance, c'est que la Chambre, le pays et le peuple au dehors, imputeront plutôt à l'imprudencé qu'à un autre motif leur étrange conduite dans cette affaire. Et quel que soit le verdict que rendra le public, le gouvernement sera au moins approuvé par tous les hommes bien pensants du pays. Je laisse à ceux qui ont provoqué ce débat la responsabilité de la position humiliante dans laquelle ils ont placé leurs amis et leurs chefs politiques.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Dit que cet incident montre que le commissaire des Terres fait preuve de beaucoup de vigilance dans l'administration de son département. Il est

heureux de voir qu'une job n'a pas pu se réaliser.

La proposition est adoptée.

Employés du département des Terres de la couronne

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le député de Jacques-Cartier (M. N. LeCavalier), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre un état de salaire actuel des employés du département des Terres de la couronne, et le montant du salaire desdits employés lors de la Confédération des provinces.

Adopté.

Incendies de Québec

M. F. LANGELIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le montant qui a été payé sur le prêt aux incendies de Québec depuis le 1er juillet 1867, distinguant ce qui a été payé pour capital de ce qui a été payé pour intérêts; le montant qui restait dû sur ledit prêt, le 1er janvier 1874, distinguant ce qui est dû en capital et ce qui est dû en intérêts, et indiquant les personnes qui le doivent et ce que doit chacune d'elles.

Copie de tous ordres en conseil tant du gouvernement de la ci-devant province du Canada, que de celui de la province de Québec, ainsi que copie de toute correspondance avec lesdits gouvernements au sujet dudit prêt.

Adopté.

La séance est levée à minuit et quart.

Séance du 27 janvier 1874Sous la présidence de l'honorable J.-G. BlanchetLa séance est ouverte à onze heures.Département de l'Agriculture
et des Travaux publics

La Chambre se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics";

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

Le bill est lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Aide aux chemins de fer

La Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour voir à ce qu'une aide soit accordée à certaines compagnies de chemins de fer.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

Le bill est lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Message du Conseil législatif :

Le Conseil législatif informe cette Chambre que leurs honneurs désirent avoir une nouvelle conférence au sujet des raisons offertes par les conférenciers de l'Assemblée législative, à la dernière conférence à l'égard des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la législature de la province de Québec", et a nommé les honorables MM. Archambeault, de Boucherville, Ferrier et Fraser, qui rencontreront les conférenciers de l'Assemblée législative aujourd'hui, à midi, dans la Chambre no 3 du Conseil législatif.

Lettre du lieutenant-gouverneur:

L'ORATEUR: Communique à la Chambre la lettre suivante:

A l'honorable J.-G. Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que c'est mon intention, si l'état des affaires publiques le permet, de proroger la présente session de la législature de cette province, demain, à deux heures P.M.

Je suis, M. l'Orateur,
Votre obéissant serviteur,
Ed. Caron

Double mandatMessage de la Chambre au Conseil législatif

Il est résolu qu'il soit envoyé un message au Conseil législatif, pour informer Leurs Honneurs que cette Chambre consent à la nouvelle conférence demandée par le Conseil législatif au sujet des amendements faits par leurs Honneurs au bill intitulé: "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la législature de la province de Québec", et que les délégués de cette Chambre seront les mêmes que ceux qui ont été nommés pour la première conférence, lesquels rencontreront les délégués du Conseil législatif aujourd'hui, à l'heure et au lieu fixés pour tenir cette nouvelle conférence.

Il est résolu que cette Chambre s'ajourne maintenant.

La Chambre s'ajourne en conséquence.

A l'heure fixée, les membres choisis par cette Chambre pour rencontrer les délégués du Conseil législatif à une nouvelle conférence au sujet des amendements faits par leurs honneurs au bill intitulé: "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la législature de la province de Québec", se sont rendus à la conférence.

Et étant de retour,

L'ORATEUR: Communique à la Chambre la résolution suivante comme résultat de la conférence.

Il est résolu que l'inconvénient signalé par l'Assemblée législative dans la conférence d'hier pouvant être remédié par l'autorité qui nomme les conseillers législatifs, cette Chambre ne voit aucune raison de restreindre les prérogatives de la Couronne, et insiste sur son amendement au bill intitulé: "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la législature de la province de Québec".

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Appuyé par le député de Montréal-Ouest (M. J. W. McGauvran), propose que la résolution adoptée par cette Chambre comportant le refus d'adopter les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec", soit rescindée et lesdits amendements soient adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre interrompt ses travaux jusqu'à trois heures.

La Chambre reprend ses travaux à trois heures trente, n'ayant pu obtenir le quorum à trois heures.

Documents:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Présente, suivant une adresse à Son

Excellence le lieutenant-gouverneur: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 26 janvier 1874, demandant un état indiquant le salaire actuel de chaque employé du département des Terres de la couronne et le montant du salaire desdits employés lors de la confédération. (Documents de la session, no 11).

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 8 janvier 1874, demandant copie de tous les papiers, documents et enquêtes se rapportant à l'accusation portée contre M. Edmond Blagdon, geôlier de la prison de Kamouraska, et la correspondance entre le gouvernement de la province de Québec et le gouvernement fédéral au sujet de la nomination dudit M. Edmond Blagdon, comme gardien de phare. (Documents de la session, no 23).

Interpellations

Salaires des employés du gouvernement

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que, depuis 1867, à première vue, il remarque que des officiers du département ont vu leurs salaires diminuer notablement et d'autres qui n'ont eu aucune augmentation. Il espère que le gouvernement verra à ce que, sous ce rapport, justice soit rendue à tout le monde.

L'HONORABLE P. FORTIN (Gaspé): Répond qu'il est à sa connaissance que des employés de son département ne sont pas rétribués comme ils le méritent, mais que le gouvernement s'occupera de la question aussitôt que possible.

Mort de Pierre Cauchon

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuyé par le député de Montmagny (M.F. Langelier), propose "Que cette Chambre a appris avec peine la mort de Pierre Cauchon, conducteur des malles, qui a été tué samedi dernier, à la traverse de Bennett, sur la ligne du Grand Tronc, par le train mixte, en descendant de la station de Richmond à la Pointe Lévis.

"Que le gouvernement mérite la censure la plus sévère, pour n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour prévenir cet accident, surtout après ce qui est arrivé l'hiver dernier, quand M. Petry fut tué au même endroit et de la même manière; et après l'avertissement solennel donné par les grands jurés, dans leur rapport à la cour du Banc de la Reine, siégeant à Québec, en novembre dernier".

On doit me croire sincère quand je dis que je regrette d'avoir à faire cette motion. C'est un cas où on ne peut encore jusqu'à présent jeter le blâme sur personne, ni regarder le gouvernement comme directement responsable; cependant le résultat atteste beaucoup de négligence.

Je ne fais pas cette motion pour tenter de faire tort au ministère, mais pour faire voir à la

Chambre et au gouvernement quels accidents déplorables peut causer un manque de devoir ou une négligence des précautions ordinaires. Le Bennett's Crossing est l'endroit le plus dangereux du pays. Il n'y a pas un seul pays dans le monde où de semblables traverses ne sont pas protégées par des barrières que l'on ouvre et ferme lorsque les trains passent. L'année dernière, tout le public a été mis en émoi par la mort effroyable de M. Petry, monsieur hautement respecté à Québec, et dont la mort imprévue a créé un sentiment de chagrin et d'indignation, non seulement contre le Grand Tronc, mais aussi contre la négligence grossière du gouvernement.

En novembre dernier, le Grand Jury a fait une recommandation à la cour du Banc de la Reine, regrettant qu'aucune mesure n'eût été prise pour prévenir le retour de semblables accidents, et exprimant que le Grand Tronc et la corporation de Lévis étaient blâmables.

Il en est venu ensuite à la responsabilité du gouvernement. Il a cité les paroles du procureur général qui, parlant sur le sujet des accidents, avait dit que si le gérant du Grand Tronc n'avait pas promis de protéger cette traverse, il aurait cru de son devoir de le mettre en accusation devant le grand jury. J'ai prétendu que c'était le devoir du procureur général de mettre le gérant du Grand Tronc en accusation, que le gouvernement était responsable de ce manque de protection qui a causé l'accident et que la Chambre a droit de demander au ministère une explication satisfaisante sur la manière dont il a rempli ses devoirs à cette occasion.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Replied. He was of course, quite willing to concede the right of the Honourable Member for Lotbinière to bring such matters before the House, and had every desire to believe that he was acting from right motives and good feeling. Yet it was hard for him, under the circumstances, not to think that he had exaggerated the facts for political purposes. If the duty of the Government was to hold a general surveillance over the railways of the Province, then some share of any blame arising out of the late painful accident might be made to rest on them. But he (Mr. Irvine) did not hold that it was any part of the duty of the Government to maintain an inspecting supervision of the line of the Grand Trunk from River du Loup to the Ontario frontier.

It is the duty of Government to administer the laws, and inflict punishment where gross and culpable neglect and dereliction of duty has been proven and against individuals, through whose fault is occasioned loss of life. He was prepared, he believed, to show that the Government had fulfilled every obligation in the premises, and had used every proper means to secure protection to life.

He went on to review the statements of Mr. Joly. There had not been five, but two deaths

occasioned at Bennett's Crossing, of course, too many. Of the first, the accidental killing of Mr W. Petry, no one more than himself could have felt the painfulness of an occurrence which deprived him of a very near friend, and this itself would have — even had a sense of duty failed — inclined him to take actual steps for the punishment of any parties upon whom could have been fastened the responsibility of the accident. But after a long inquest and exhaustive investigation, not a particle of evidence could be adduced to fasten a charge of negligence upon any person, and a verdict of accidental death was returned.

Sometimes afterwards a man named Morin was killed while walking on the track. The death of this man occurred, not at the crossing, but at another place altogether, but general impression at the time was that he had come to his end there. The verdict of the jury on this occasion also was accidental death, but the jury, remembering the death of Mr. Petry, thought proper to mention it in connection with this case, and recommend the adoption of some means by which such accidents might be obviated in the future. In consequence of that verdict, he considered it his duty to move in the matter, and believing the accident had occurred at the Crossing, he addressed a letter to the Managing Director of the Grand Trunk Railway Company, enclosing the verdict of the jury, at the same time blaming no one in any way as in the present instance where he blamed no one. (He read the letter addressed to Mr. Brydges).

Shortly after this the term of the Criminal Court commenced. By that time he had given his attention to the case, and discovered that the man Morin had not been killed at Bennett's Crossing. There was a dispute between the Grand Trunk Railway Company and the Corporation of Lévis upon the question of upon whom devolved the responsibility of providing protection at this point, and as nothing had been done, he felt it his duty to warn Mr. Brydges that if some provision were not made for keeping people off the track when trains were moving, he would be obliged to bring in a bill to the Grand Jury.

To this he received an answer, by telegraph, to the effect that, though Mr. Brydges felt it hard to be obliged to do what he considered he had no right to do, yet if he considered it necessary, he was empowered to state to the Grand Jury that every precaution would be taken in the future, and authorizing him to take measures to have a watchman maintained there. With this telegram he went before the Grand Jury, and informed them of the authorization

he had received. He then wrote again to Mr. Brydges, to have the arrangement concluded, and this done, he considered his duty fulfilled. Unhappily it turns out that these obligations have not been performed thoroughly, and the accident of Saturday last has to be deplored. Now, he believed that to whomever blame may be attached in this instance, it cannot be in any way to the Government, for every means was taken to secure protection to the public from the Railway Company.

The Government is not called upon to perform police duty. It would be impossible for the Government to take charge of the crossings of railways and maintain a continuous surveillance over them. It might possibly be his duty to prosecute the parties, if any, considered responsible for the horrible accident which had occurred, and secure the condign punishment of the guilty party. The House might rest assured that whatever duty of this kind fell to his lot would be faithfully performed; and in this connection he might lay claim to impartiality in all criminal cases entrusted to his department.

Mr. Joly had said that the Grand Trunk Railway was a wealthy and influential corporation, and that possibly the Attorney-General had been inclined to treat it on this account with leniency. He (Mr. Irvine) did not see that the Member for Lotbinière had the slightest justification for his insinuation. The wealth or the influence of any corporation or any person made no difference to him in the discharge of his duty. Rich or poor, powerful or powerless, high or low, parties made no difference to him, nor should they to any public officer, and he repudiated any insinuation of the kind. If he had had the remotest idea that the promise made in the most formal manner by the manager of the Grand Trunk Railroad would not have been fully followed out, he would have demanded and secured such terms as would have been found irresistible to the company, but he had exacted and secured conditions for the safety of the public, which he was bound to accept as satisfactory.

The Government had fully performed its duties in the premises, and it remained to be seen what the verdict of the jury would be, which would be fully acted upon by the Government.

(Après quelques discussions):

La Chambre se divise et la question est résolue dans la négative.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

A huit heures, reprise de la séance.

Prime aux employés de la Chambre

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose qu'une humble adresse soit présentée au lieutenant-gouverneur lui recommandant d'accorder une prime aux employés de la Chambre

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que le gouvernement n'a pas l'intention d'augmenter de la sorte ses dépenses.

La proposition est retirée.

Message du Conseil législatif

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement;

Bill intitulé: "Acte incorporant la Bourse de commerce de Montréal".

Bill intitulé: "Acte amendant les actes relatifs aux magistrats de district et aux cours de Magistrat dans cette province".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières et les divers actes qui l'amendent".

Bill intitulé: "Acte amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pour étendre les limites de la municipalité du village de Sainte-Thérèse-de-Blainville, dans le comté de Terrebonne".

Bill intitulé: "Acte amendant l'acte pour refondre et amender les actes concernant le notariat".

Bill intitulé: "Acte divisant la municipalité des Isles-de-la-Magdeleine en trois municipalités locales districts".

Bill intitulé: "Acte incorporant la Compagnie d'omnibus et de transfert de Montréal".

Bill intitulé: "Acte passé pour amender l'acte de cette province 34 Vict., chap. 57, intitulé: "Acte pour incorporer The Women's Hospital of Montreal".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'association dite la Congrégation des hommes de Notre-Dame des Trois-Rivières".

Bill intitulé: "Acte pour expliquer la quatrième section de l'acte 35 Vict., chap. seize."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte des chemins de fer de Québec, 1869".

Bill intitulé: "Acte pour faciliter la tenue des comptes de cens et rentes dans les seigneuries".

Bill intitulé: "Acte pour amender la loi concernant le droit d'appel à la cour du Banc de la Reine".

Bill intitulé: "Acte pour diminuer le nombre des termes de la cour de Session générale de la Paix, dans les districts de Québec et de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pourvoyant à accorder de l'aide à certaines compagnies de chemins de fer".

Aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la ville de

Longueuil", avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la ville de la Rivière-du-Loup", avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Incorporation de la ville de Longueuil

La Chambre prend en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la ville de Longueuil".

Ces amendements sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Incorporation de la ville de la Rivière-du-Loup

La Chambre prend en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la ville de la Rivière-du-Loup".

Les amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés. Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Documents:

Limite sur la rivière Gatineau

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 26 janvier 1874, demandant six documents au sujet d'une limite de 575 milles carrés située sur la rivière Gatineau, octroyée à R. Thibodeau.

Message du Conseil législatif

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les années fiscales expirant le trente de juin 1874 et le trente de juin 1875, et pour d'autres fins du ressort du service public" sans amendement.

Aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec en imposant d'autres cotisations, droits et licences sur divers commerces et industries, et substituant dans certains cas de nouvelles taxes à celles déjà imposées; et aussi, pour autoriser ladite corporation à emprunter cinquante et un mille piastres pour les fins y mentionnées, et aussi pour amender l'acte 24 Victoria, chapitre 26, relativement à la cour du Recorder de ladite

cité", avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte des licences de Québec", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Acte des licences

La Chambre prend en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte des licences de Québec".

Les amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Acte d'incorporation de la ville de Nicolet

La Chambre prend en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Nicolet".

Les amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Acte concernant l'incorporation de la cité de Québec

La Chambre prend en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec, en imposant d'autres cotisations, droits et licences sur divers commerces et industries, et substituant dans certains cas de nouvelles taxes à celles déjà imposées; aussi, pour autoriser ladite corporation à emprunter cinquante et un mille piastres pour les fins y mentionnées, et aussi pour amender l'Acte 24 Victoria, chapitre 26, relativement à la cour du Recorder de ladite cité".

Les amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif n'insiste pas sur l'amendement au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation du Collège des Trois-Rivières" (23 Victoria, chap. 133).

La Chambre s'ajourne à onze heures.

Séance du 28 janvier 1874

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à onze heures.

Message du Conseil législatif :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendements:

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société Sainte-Anne d'assurance mutuelle sur la vie, de Saint-Joseph de Lévis".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer The Western Hospital of Montreal".

Et aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé:

"Acte pour réviser et refondre la charte de la cité de Montréal et les divers actes qui l'amendent", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Charte de la cité de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour réviser et refondre la charte de la cité de Montréal et les divers actes qui l'amendent".

Les amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Rapport de comités'.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport :

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que les différentes sommes d'argent payées par les parties qui ont introduit des bills privés, pour traduction, correction d'épreuves, etc., et maintenant entre les mains du greffier de la Chambre ou qui lui seront payées pour cet objet, soient remises aux chefs des traducteurs anglais et français, et qu'un honoraire de cinq pour cent sur ces sommes d'argent, soit payé au greffier du comité des bills privés, conformément aux règlements et à la pratique suivie à Ottawa.

Le rapport est adopté.

Travaux de la Chambre

Il est ordonné que les documents concernant les Isles de la Magdeleine soient imprimés pour l'usage des membres de cette Chambre.

La Chambre interrompt ses travaux jusqu'à une heure et demie.

Reprise de la séance à une heure et demie.

Message du lieutenant-gouverneur:

Monsieur l'Orateur,

Son Excellence le lieutenant-gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Excellence que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès d'elle dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Excellence qui a donné alors au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent:

Acte amendant l'acte sanctionné le vingt-quatre décembre de l'année mil huit cent soixante-douze, intitulé: Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses de Lévis à Kennébec.

Acte pour incorporer l'Orphelinat de Saint-Hyacinthe.

Acte pour autoriser la Chambre provinciale des notaires, à admettre, après examen, Alphonse Guy comme notaire.

Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la Province de Québec.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Saint-Jean et ses divers amendements.

Acte pour ajouter certaines dispositions au code de procédure civile, au sujet des brefs de saisie-arrest, émis par la cour des commissaires.

Acte pour incorporer l'Hôpital du Sacré-Coeur-de-Jésus à Québec.

Acte incorporant la Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et du district de Montréal (Consumers' Gaz Company of the city and district of Montreal).

Acte pour remédier aux pertes causées par l'incendie du palais de justice de Québec.

Acte pour incorporer la Compagnie industrielle et agricole de Lotbinière.

Acte pour amender l'acte d'incorporation du Collège des Trois-Rivières (23 Vict., chap. 133).

Acte pour annexer une certaine partie du territoire du Saint-Maurice au district des Trois-Rivières, pour les fins judiciaires seulement.

Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction de Massawippi et du Grand-Tronc.

Acte pour incorporer l'Institution catholique des sourds-muets pour la province de Québec.

Acte incorporant la Compagnie des omnibus de Montréal.

Acte pour amender l'acte pour incorporer la Compagnie du chemin à barrières de Terrebonne.

Acte amendant de nouveau l'acte incorporant la Compagnie d'emmagasinage de Montréal.

Acte pour annexer au comté de Lotbinière, pour les fins électorales et autres, la partie de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Beaurivage, qui est actuellement en dehors du comté.

Acte incorporant la Bourse du commerce de Montréal (The Montreal Stock Exchange).

Acte permettant à la Compagnie graphique (Graphie Company) d'émettre du stock privilégié.

Acte amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

Acte amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie de chemin de fer de Waterloo et Magog.

Acte amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire.

Acte incorporant la Compagnie de fer et d'acier (limitée) d'Ottawa.

Acte passé pour faire disparaître toute incertitude concernant les limites de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand.

Acte pour étendre les limites de la municipalité du village de Sainte-Thérèse-de-Blainville, dans le comté de Terrebonne.

Acte pour constituer en corporation la Société de bienfaisance mutuelle du service civil de Québec.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Nicolet.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montréal et des Laurentides.

Acte pour incorporer la ville de Salaberry.

Acte pour incorporer la Société Sainte-Anne d'assurance mutuelle sur la vie, de Saint-Joseph de Lévis.

Acte amendant l'acte 32 Victoria, chap. 59, incorporant la Compagnie de chemin de fer de jonction de Missisquoi, et amendant aussi l'acte 35 Victoria, chap. 29, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et autorisant la fusion desdites compagnies, et pour d'autres fins.

Acte pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, Edouard Bégin comme notaire.

Acte pour confirmer l'arpentage de la ligne de division entre les cantons de Grantham et Upton.

Acte incorporant l'Association des dentistes de la province de Québec.

Acte pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés.

Acte pour autoriser les commissaires d'école de la ville d'Iberville à prélever une certaine somme pour l'érection d'une maison d'éducation commerciale supérieure.

Acte amendant l'Acte des licences de Québec.

Acte pour diviser la municipalité des Isles-de-la-Magdeleine en trois municipalités locales distinctes.

Acte pour incorporer la ville de Longueuil.

Acte pour incorporer la ville de Fraserville.

Acte pour incorporer l'association de la

Congrégation des hommes de Notre-Dame des Trois-Rivières.

Acte pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec, en imposant d'autres cotisations, droits et licences sur divers commerces et industries, et substituant dans certains cas de nouvelles taxes à celles déjà imposées, et aussi pour autoriser ladite corporation à emprunter cinquante et un mille piastres pour les fins y mentionnées, et aussi pour amender l'acte 24 Victoria, chapitre 26, relativement à la Cour du Recorder de ladite cité.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières, et les divers actes qui l'amendent.

Acte pour reviser et refondre la charte de la cité de Montréal, et les divers actes qui l'amendent.

Acte incorporant la compagnie d'omnibus et de transport de Montréal.

Acte passé pour amender l'acte de cette province 34 Victoria, chap. 57, intitulé: "Acte pour incorporer The Women's Hospital of Montreal".

Acte pour amender l'acte pour refondre et amender les actes concernant le notariat.

Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics.

Acte amendant les actes relatifs aux magistrats de district et aux cours de Magistrat dans cette province.

Acte pour expliquer la quatrième section de l'acte trente-cinq Victoria, chap. 16.

Acte pour faciliter la tenue des comptes de cens et rentes dans les seigneuries.

Acte pour amender l'acte des chemins de fer de Québec, 1869.

Acte pour diminuer le nombre des termes de la cour de Session générale de la Paix, dans les districts de Québec et Montréal.

Acte pour amender la loi concernant le droit d'appel à la cour du Banc de la Reine.

Acte pour incorporer The Western Hospital of Montreal.

Acte pourvoyant à ce qu'une aide soit accordée à certaines compagnies de chemin de fer.

L'Orateur de l'Assemblée législative:

Qu'il plaise à Votre Excellence,

Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente un bill intitulé:

Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à

certaines dépenses du gouvernement civil, pour les années fiscales expirant le trente de juin mil huit cent soixante-quatorze et le trente de juin mil huit cent soixante-quinze, et pour d'autres fins du ressort du service public, lequel je prie humblement Votre Excellence de vouloir sanctionner.

Le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

J'éprouve un grand plaisir à me voir en état de mettre un terme à vos travaux législatifs, de vous permettre de retourner dans vos familles et de reprendre vos occupations ordinaires.

Cette session, quoique relativement courte, a cependant produit plusieurs mesures importantes et qui, mises à exécution convenablement, ne manqueront pas de développer les ressources de notre province et d'augmenter considérablement sa prospérité et le bonheur de ses habitants.

C'est au zèle et à l'application que vous avez déployés dans l'accomplissement de vos devoirs et à l'harmonie qui a généralement régné dans vos délibérations qu'est dû ce résultat dont je me réjouis et vous félicite.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie des subsides que vous lui avez accordés; il est de mon devoir et je m'efforcerai de faire en sorte qu'ils soient dépensés avec économie et pour le plus grand avantage de la province.

Honorables messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

En vous faisant mes adieux et mes souhaits, je vous invite à contribuer, dans vos localités respectives, suivant vos moyens, par vos discours et vos exemples, à faciliter l'exécution et le bon fonctionnement des nouvelles lois que vous venez d'ajouter aux anciennes.

L'Orateur du Conseil législatif:

Honorables messieurs du Conseil législatif, et
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le plaisir de Son Excellence le lieutenant-gouverneur que ce Parlement provincial soit prorogé jusqu'à lundi, le trentième jour de mars prochain, pour être alors ici tenu, et ce Parlement provincial est, en conséquence, prorogé jusqu'à lundi, le trentième jour de mars prochain.